



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

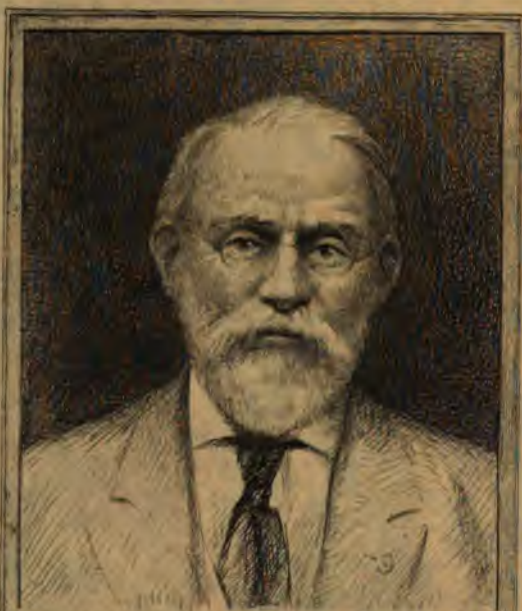
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

et MODERNE

BADIOU - AMANT

7, Rue du Plat, LYON

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



pag
lanyas
p. cm.

#C
611
#781
58

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME VINGT-CINQUIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME VINGT-CINQUIÈME



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

—
M.DCCC.LXXXXI

4

Dunning
Nihoff
5-4-27
13603



LE PAPE ADRIEN IV A VALENCE

I

Nicolas Breckspeare. — Epreuves de sa jeunesse.

L'an 1154, le 2 décembre, le Saint-Siège devenait vacant par la mort d'Anastase IV; le lendemain, 3 décembre, la Providence désignait pour le remplacer Nicolas Breckspeare, *Hastifragus*, qui veut dire Brise-Lance, ainsi que le rappellent ses armes nobiliaires (planche 1).

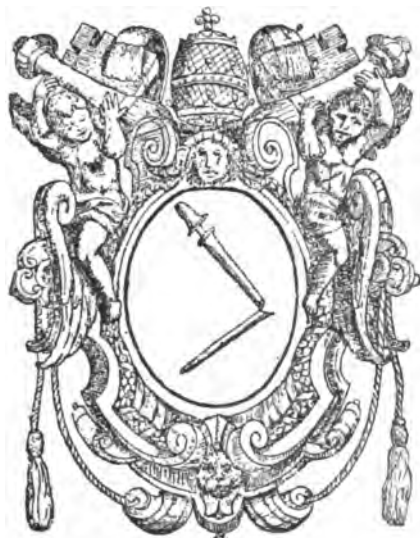


PLANCHE 1.
Sceau pontifical du Pape Adrien IV.

Nicolas Breckspeare était Anglais de naissance ; il est le seul de sa nation qui ait porté la tiare. Il eut le malheur pour berceau, la pauvreté pour nourrice. A la suite d'un tel début, son avènement au premier trône du monde, n'est pas un fait inouï dans les fastes de la dynastie pontificale. L'Église est coutumière de ces ascensions inopinées où il lui est arrivé de dérober à une cabane, à une mansarde, les favoris du Thabor de ses gloires.

Libérale, et pour ainsi parler divinement égalitaire, elle voit tous les humains du même œil. Quand elle est libre, quand la médiocrité envieuse, l'ambition épaulée, la manie de la grandeur ne lui forcent pas la main pour laisser passer « un indigne dans le patrimoine du Crucifié (1) », alors elle n'a égard qu'à la vertu et au vrai mérite. « Quel est l'Anglais, dit un ancien annaliste, qui eût jamais pensé que Nicolas, le petit mendiant d'Albane, parviendrait au plus haut sommet des dignités de l'Église ? (2) »

Il naquit, en effet, très pauvre et suça la misère avec le lait. Tout le village d'Albane, son lieu natal, « le savait dénué de tout et d'une extrême indigence (3) » ; au moment des repas, il errait de porte en porte, « mal équipé, en haillons, abandonné de tous les siens. »

Albane possédait alors un monastère de Bénédictins, une de ces maisons bénies, la Providence du peuple, où l'infortune est une envoyée du Ciel, où Dieu et le

(1) *Lettre d'Henri II à Adrien IV.*

(2) CIACONIUS, l. I, p. 1,052.

(3) Hic enim in patria squalidus et miser, ib. 1,052.

pauvre sont accueillis au même titre et servis avec un même amour.

Nicolas recourut à ce monastère ; longtemps la porte lui en fut obligeamment ouverte, mais un jour elle se ferma. Soit raison, soit amour, une mère repousse impitoyablement du nid l'oiseau qu'a fini d'élever sa tendresse, pour le forcer à compter sur ses propres ailes et à se suffire pleinement.

L'enfant avait grandi ; il fut soupçonné de paresse. On craignit, au couvent, de prêter main-forte à un oisif, mais cette crainte n'était pas justifiée. On se méprenait sur les sentiments du jeune indigent. Le moment n'était encore venu pour personne de deviner ce génie naissant et d'en pressentir la haute destinée. Il fallait qu'il quittât sa patrie natale ; c'était ailleurs que Dieu dressait le piédestal de sa future grandeur.

Poussé à bout par des sévices odieux et immérités, il déserta son pays, sa patrie, et s'en exila de lui-même.

Le pauvre enfant ne méritait pas ces sévérités. Les biographes de ses premières années en font un portrait charmant : « Il avait, disent-ils, l'esprit fin, la conception prompte, la parole aisée, la taille élégante, l'air ouvert ; il était semillant de bonne grâce et d'aimable jovialité (1). »

C'était un cœur bien né, sensible, vibrant de patriotisme, éminemment anglais. Si inhospitalière à ses premiers ans qu'eût été la Grande-Bretagne, il n'en parla jamais qu'avec l'accent du plus tendre amour.

(1) *Erat acri ingenio, expedita facundia, eleganti corpore, facieque læta et hilari.*

Dieu voulait se préparer en lui « un robuste d'Israël ». L'homme fort naît de l'épreuve ; c'est au gymnase du malheur qu'il revêt la ceinture des vaillants et se familiarise avec les plus glorieux triomphes.

Nicolas ne connut, toute sa vie, que le régime de l'infortune. S'il alla de dignité en dignité, il n'y arriva jamais que d'épreuve en épreuve. Pape et au milieu des splendeurs du trône, il appelle « la chaire papale un « siège d'épines, sa tiare, une couronne de feu qui lui « ensanglante le front et le brûle (1) » ; il ajoute cette métaphore énergique que, « s'il s'est élevé parmi les « grandeurs du monde, ce n'a jamais été qu'à la manière « du fer qui ne s'allonge que sur l'enclume et à coups « de marteau (2). »

Telles furent, en Angleterre, les premières années de Breckspeare. Plus tard, quand il fut devenu Pape, sa patrie se glorifia de son élévation. Dès lors, elle l'appela volontiers son fils, satisfaite et fière de lui avoir donné le jour, si pauvre qu'eût été son berceau chez elle.

Le roi d'Angleterre, Henri II, lui écrivit : « Tous les « peuples vont appeler bienheureuse la nation de votre « Béatitude. Tout notre Occident se réjouit d'avoir pu « fournir à l'univers cette lumière nouvelle, ce soleil « de la chrétienté. Nous admirons comment la main de

(1) Dicebat cathedram Romani Pontificis magnis et acutissimis unaquaque consertam aculeis, tantæque molis ut robustissimos premit humeros; coronam et phrygiam clara meritò videri quoniam ignea sunt. Oldoinus, cité par CIACONIUS, l. I, p. 1,062.

(2) Jean de Salisbury, cité par CIACONIUS. l. I, p. 1,062.

« Dieu a transplanté de notre terre, dans le milieu de
« son paradis, Votre Révérendissime personne (1). »

Il paya royalement sa dette filiale à la Grande-Bretagne, sa mère-patrie ; il lui fit don de l'Irlande, à la condition de s'en constituer l'apôtre, d'achever d'en faire une nation catholique et un peuple de gens de bien.

Avec la bulle d'institution, le Pape fit remettre au roi un anneau d'or au chaton duquel brillait une large émeraude, gracieuse image de cette île célèbre, « la verte Erin », dont Henri II recevait l'investiture (2) et la sainte garde. Mission, hélas ! trop méconnue, où l'apôtre a trahi et n'a fait de son peuple frère qu'un peuple martyr ; mais la vérité et la justice prédisent de meilleurs jours et l'émeraude n'est-elle pas l'emblème de l'espérance ?

Les richesses de l'Église ne le tentèrent pas ; il n'en retint rien ni pour lui ni pour ses proches. Sa table personnelle, au palais papal, continua ses traditions de simplicité et de frugalité monacales ; il prenait plaisir à dîner avec Jean Salisbury, son compatriote, son intime ami « et à user avec lui, comme il arrive aux pauvres gens « qui s'entr'aident, du même verre et de la même assiette (3). »

Il légua par testament, aux églises et aux pauvres, tout ce dont il put disposer. Quant à sa mère, il la recommanda, en mourant, au monastère de St-Albane, son village, comme le Christ avait légué sa Mère à l'amitié et aux soins de Jean, le disciple bien-aimé. Ce fut là tout son legs filial.

(1) *Lettre de Henri II à Adrien IV.* RORNBACHER, I. XVI.

(2) *Hist. de l'Église*, par RORNBACHER, I. XVI.

(3) RORNBACHER, I. XVI, p. 22.

Il ne fallait rien moins que ce détachement total des biens de la terre dans la personne d'un Pape, à une époque où les mœurs chrétiennes et cléricales déchéaient et s'amollissaient dans le culte du bien-être et l'habitude prise de toutes les superfluités de la vie. Les âmes justes et les cœurs droits reprirent une ferme espérance quand ils virent la Pauvreté, « cette roturière anoblie par le Christ (1) », arriver aux honneurs avec Adrien IV, monter avec lui sur le trône pontifical et s'y montrer inaltérablement fidèle à elle-même.

II

Nicolas Breckspeare au Prieuré de Valence.

Nicolas partit donc pour la France en quête d'un asile et de son pain de chaque jour. On s' imagine aisément tout ce que ce long voyage fait à pied, sans une obole, sans guide, dut lui coûter de privations et de souffrances. Enfin, Dieu lui tendit la main et lui ouvrit un asile.

De ville en ville, nous dit l'annaliste Ciaconius, « le jeune Nicolas arriva à Valence des Cavares, sur le Rhône, se présenta à la maison de St-Ruf que les Calvinistes ont récemment ruinée de fond en comble. Introduit dans la maison, il s'appliqua à s'y rendre agréable à tous par la docilité de son caractère et le liant de son humeur. Il se fit aimer de toute la

(1) BOSSUET : Sermon sur l'éminente dignité des pauvres.

maison ; son admission étant mise aux voix, il conquiert tous les suffrages, fut porté pour la prise d'habit et reçu chanoine régulier de l'Ordre. »

« Il résida un certain nombre d'années dans ce même monastère (St-Jacques de Valence), observateur modèle de la discipline canoniale et y obtint la direction du PRIEURÉ. » (1)

Ce sommaire historique est formel. Il y a dans ces quelques lignes toutes les couleurs de la vérité, et nous allons arriver, en le prenant pour fil conducteur de notre récit, à conclure qu'elles sont l'expression de la vérité même.

Ce fut vers 1100 ou 1105 que Nicolas se rendit à Valence. Il pouvait avoir de douze à seize ans ; c'est ce que nous présumons d'après les dates fermes et certaines concomitances chronologiques que nous aurons à exposer subséquemment.

Arrivé dans notre ville, l'enfant se rendit au couvent de St-Ruf ; il s'y présenta avec tous les « allants et venants » pèlerins de St-Jacques et tous les autres assistés de la charité chrétienne, toujours en si grand nombre, ainsi que nous l'avons dit à l'occasion de St-Bruno. D'ailleurs, le soin des pauvres était un point de règle dans l'Ordre.

(1) Ille veniens juxta Valentiam Cavarum quam urbem Rhodanus flumen abluit in templo Sancti Ruffi quod nuper à Calvinianæ sectæ impiis defensoribus eversum est substitit, occasionem que ibi reperiens quibus potuit obsequiis iisdem se patribus commendare curavit. Placuit omnibus ad consortium suum recipere et canonici ordinis illi habitum impertiri.

Annis plurimis ibidem resedit regularis inprimis disciplinæ æmulator: Prioratum in ipsâ domo prius obtinuit. — Ciacconius, t. I, p. 1056.

Il est ordonné, disent les statuts de St-Ruf, au chanoine chargé de la distribution des aumônes, d'organiser le service des pauvres et de pourvoir à leurs besoins. Chaque jour de la semaine, il doit assister douze pauvres indigents ou infirmes et les servir à table, dans le parloir extérieur, en dehors des lieux cloîtrés. (1)

A cette règle, déjà si positive, s'ajoute dans les mêmes Statuts une pratique cérémonielle émouvante ; la charité envers les pauvres et la piété eucharistique s'y montrent d'inséparables alliées : les mêmes religieux qui officient à l'autel doivent présider à la table des indigents.

Les réformateurs, dit le même manuscrit, fermement attachés aux antiques usages et prenant acte de nos plus anciennes mœurs, ont ordonné que le chanoine hebdomadier ou celui qui a célébré la grand'Messe à sa place, l'Abbé lui-même, quand son tour est venu d'officier, se rende avec les diacre et sous-diacre qui l'ont servi à l'autel, au réfectoire des pauvres, récite le « Mandatum » au milieu d'eux, bénisse la table, leur lave les mains et les serve avec bonté. Que si l'hebdomadier et ses diacre et sous-diacre manquent à ce devoir, ils seront eux-mêmes privés de pitance et de vin. (2)

(1) Ordinantes insuper quod eleemosynarius habeat providere de uno servitio ad recipiendum pauperes, invitandum singulis diebus infaillibiliter quam maxime, magis egenos pauperes usque ad duodecim ad prandium sumendum in Mandato... in loco solito in parlatorio.

Manuscrit des statuts de St-Ruf, p. 171 ; archives de la Drôme.

(2) Præfati Reformatores inhærendo antiquis usibus ordinaverunt quatenus singulis diebus hebdomadarius vel qui majorem missam celebraverit etiam si Dominus Abbas fuerit, cum suis ministris diacono et subdiacono accedat ad locum refectonis pauperum et ibi dicat autiphonam : *Mandatum novum* lavando manus pauperum benedicat mensam.

Et si defectus ad hoc fuerit priveitur hebdomarius nec non diaconus et subdiaconus vino et pitantiâ.

Manuscrit des statuts de St-Ruf, déjà cité dans l'*Étude de S. Bruno*. Archives de la Préfecture.

Voilà une charmante et sublime interprétation de la devise populaire : *Ubi missa ibi mensa*. Ici la concomitance prend un aspect ravissant. La table du Christ et celle des pauvres ne font qu'une même table : on va de l'une à l'autre. Le Christ, l'indigent ont les mêmes officiers à leurs ordres ; ce sont les agapes chrétiennes antiques ; la table des pauvres continue la sainte Messe et l'achève.

C'est dans ce large esprit d'humanité que le couvent de St-Ruf ouvrit sa porte au jeune Anglais. Les religieux l'y reçurent avec bonté. Sa jeunesse les intéressa, son malheur les émut. Toutefois, on n'immola pas, tant s'en faut, le « veau gras », il n'y fut pas question pour lui « d'anneau d'or » ; il prit rang parmi le commun des pauvres, puis parmi les domestiques de la maison, « famulus ». Il fut enfin distingué d'eux tous et traité comme un enfant du monastère.

Ce milieu l'épanouit ; il sentit son âme revivre sous l'influence d'une bienveillance si voisine de la tendresse, à laquelle il n'était pas accoutumé. Pour plaire et se faire aimer, il n'eut d'ailleurs qu'à laisser libre cours à ses heureuses qualités naturelles ; « il ne perdit aucune occasion « de se rendre agréable à toute la maison », où bientôt il compta autant d'admirateurs et d'amis que de frères.

Dès lors, il ne fut bruit dans le couvent que des mérites du jeune étranger et de ses qualités attachantes ; et lorsque, se sentant lui-même appelé de Dieu, il demanda de postuler, « il n'y eut qu'une voix pour obtempérer à sa « prière et l'admettre à la prise d'habit de l'Ordre (1). »

(1) CIIACONIUS, déjà cité.

Il commença ses études sous les meilleurs maîtres, y révéla une facilité surprenante pour tous les genres de savoir, mérita des éloges publics dont nous citons les termes et où l'on y glorifie dans sa personne le savant et le saint, l'homme de génie et l'homme de Dieu.

Il était doux, y est-il dit, d'une aménité ravissante, très versé dans les lettres grecques et latines; il avait une parole aisée, un style châtié, une diction pure, une éloquence entraînante; personne n'égalait son érudition et ses connaissances pratiques en matière de plain-chant; il était lent à sévir, prompt à faire miséricorde; il donnait largement et toujours le sourire sur les lèvres; la pureté de sa vie fut celle d'un ange, jamais une seule ombre n'en ternit l'éclat (1).

Les sciences et les arts florissaient alors à St-Ruf. Le culte du savoir et celui de la prière s'exerçaient à l'ombre du même autel. Dès le XI^e siècle, nous l'avons déjà dit, l'abbaye d'Avignon était fort renommée par son école de dessin, d'architecture et ses ateliers de sculpture sacrée. Le prieuré de Valence ne l'était pas moins, paraît-il, par ses cours de Philosophie et de Belles-Lettres. Nicolas y fit ses études. Tout porte à croire qu'il n'étudia nulle autre part ailleurs; le précis biographique de Ciaconius le suppose et même indirectement l'affirme. Il n'en fut pas moins un esprit très cultivé; ses

(1) Vir valde benignus, mitis et patiens et in græcâ et latinâ linguâ peritus, sermone facundus, eloquentiâ politus et in cantu ecclesiastico præcipuus; prædicator egregius, ad irascendum tardus, ad ignoscendum velox, hilaris dator, eleemosynarius et omni morum compositione præclarus.

Cité par CIACONIUS, *verbo*: *Adrianus IV*, l. I, p. 1,062.

œuvres l'attestent ; on en cite plusieurs importantes et estimées (1).

Valence n'était donc pas, à cette époque, une ville arriérée et sans culture. « Les Lettres Grecques, Latines, la Philosophie, l'Harmonie liturgique y étaient en honneur, au moins à St-Ruf ». Dès leur origine, les religieux suffirent à la grande éducation de leurs novices et de leurs profès ; ils n'eurent ni le besoin, ni la coutume d'envoyer leurs étudiants « *alumnos* », aux Écoles de Reims, comme on le suppose, sans preuves, pour les deux Étienne.

Si Valence posséda plus tard une Université si florissante, si renommée de siècle en siècle, si connue des étudiants au temps de Cujas, si supérieure aux Universités de la région que celle de Grenoble lui fut annexée, n'est-ce pas aux religieux de St-Ruf qu'il est permis d'attribuer cette gloire ? Quant à nous, nous ne pouvons nous défendre de présumer que leurs écoles, déjà si fortes sous Adrien IV, ont de quelque manière inauguré notre Université célèbre, en ont du moins été l'aube naissante.

Hommes d'étude, les Ruffistes ont toujours eu à cœur le progrès des Arts liturgiques et l'apostolat des Lettres chrétiennes. Nous les voyons, vers 1360, fonder le collège de Montpellier ; ce fut l'œuvre du cardinal Grimord de Grisac (2), frère du Pape Martin V, d'abord

(1) Il a laissé une histoire de sa mission en Angleterre en qualité de légat, un groupe d'homélies et un traité de l'Immaculée Conception de la Mère de Dieu.

(2) CLACONIUS, t. II. p. 5.

abbé de St-Ruf, puis archevêque d'Avignon, qui l'établit probablement sur le modèle et d'après le programme des Études de Valence, « où il se glorifiait d'avoir été « élevé (1). »

III

**Nicolas Breckspere, Prieur de St-Ruf à Valence
devient Abbé à Avignon.**

Le vraie génie appelle de soi la confiance et le respect; il les commande. Nicolas ne tarda pas à conquérir ce noble ascendant parmi ses frères, si bien que, la charge priorale venant à vaquer, il y fut nommé à l'unanimité des voix et se vit ainsi à la tête de ce même couvent où il avait été reçu par miséricorde.

Peu de temps après, Guillaume, treizième abbé de St-Ruf, mourut. Le choix de son successeur ne se fit pas longtemps attendre; le prieur de St-Jacques de Valence « fut promu, d'un commun avis et comme par acclamation, au siège abbatial de l'ORDRE. »

La maison de Valence était demeurée fidèle à ses ferveurs premières; elle n'avait rien perdu de la virilité d'âme et de la sainteté cénobitiques dont l'amitié de

(1) D'après plusieurs auteurs, il ordonna que son corps fût porté et inhumé dans l'église abbatiale, près de Valence, où il avait fait son éducation. (*Antiquités de l'Église de Valence*, par Mgr de CATELAN, p. 315.)

S. Hugues, la vertu des deux jeunes Étienne, la halte de S. Bruno avaient dû lui laisser la dévote senteur.

Nicolas résumait en lui toutes ces excellences ; son application avait été de les maintenir à Valence, où il les avait apprises. Il ne les retrouva plus à l'abbaye d'Avignon.

Le caractère léger, la vie peut-être trop facile y avaient créé une coalition d'esprits indévots, aigris, brouillons qui le mit aux prises avec toutes sortes de susceptibilités monacales. Ce n'était pas le milieu d'âmes du S. Abbé.

Cependant, tout alla passablement au début et tant qu'il crut pouvoir donner momentanément carte blanche aux anomalies irrégulières passées en coutumes. Mais lorsque, homme de Dieu, il voulut saisir les âmes, les ranger à la discipline et aux fortes vertus de leur état, son prestige s'éclipsa ; il déplut et sa houlette n'eut plus à compter qu'avec des mécontents.

Dès lors, ce grand cœur vit se dresser de nouveau devant lui le Gethsémani de son enfance avec le calice de ses plus amères douleurs d'autrefois.

Exaspérés de la fermeté de son gouvernement, les religieux de l'abbaye le prirent à partie ; ils s'en voulurent amèrement à eux-mêmes d'avoir élu, dirent-ils, cet étranger et de s'être donné pour chef un tyran au lieu d'un Père. Leur malveillance travestit en défauts ses qualités les plus aimables ; lui, autrefois si applaudi, n'avait plus rien qui trouvât grâce à leurs yeux, ni même qui méritât la moindre indulgence. Ils n'omirent rien de ce qui pouvait le pousser à bout et le contraindre à abdiquer. (1)

(1) GIIACONIUS, L. I. *Adrien IV*.

Mais une autorité ne peut être que ferme et sûre de soi quand elle se sent légitime. Née de Dieu, elle ne saurait le céder aux hommes ; comment ne serait-elle forte de son droit que pour trahir son devoir ?

A tant d'amertume causée par des fils, le saint Abbé n'opposa jamais qu'une longanimité de père. Las, eux-mêmes, de leur inutile violence à lasser son courage, les religieux résolurent de lui intenter une action canonique en Cour de Rome ; ils y dépêchèrent des accusateurs avec un mémoire libellé par la calomnie et le forcèrent d'y comparaître. Le pape Eugène III écouta leurs inculpations, interrogea le saint Abbé qui n'emprunta de défense qu'à des arguments d'une bonté et d'une indulgence ineffables. Cette angélique aménité apaisa les rebelles ; ils revinrent de leurs violences ; Eugène III les renvoya réconciliés et tranquilles (1).

Mais ce ne fut qu'une paix éphémère. Les agitateurs ne firent que reprendre haleine ; la discorde éclata de nouveau dans l'abbaye et « l'on y entendit gronder plus « terribles que jamais la foudre et l'orage ».

Les dissidents recoururent une seconde fois au St-Siège ; mais le Pape prêta peu d'attention à leurs plaintes, où, d'ailleurs, il ne vit de vrais que leurs torts. Loin de nuire à leur noble victime, ils lui valurent une très haute estime dans l'esprit du Souverain-Pontife qui leur dit : « Allez, je vous connais et je vous juge. Le démon vous « a troublé la tête ; vous pouvez vous élire un Père « avec qui toutes vos méchancetés vous permettent de « vivre. Quant à votre saint abbé, il est mien, je le « garde (2). »

(1) Extrait de CIIACONIIUS, p. 1055.

(2) Extrait de CIIACONIIUS, p. 1657.

Le Pape promut Breckspeare aux titres et fonctions de cardinal-évêque d'Albane, près de Rome (1146). Depuis, ce nom d'Albane retentit avec une douceur particulière dans le cœur du nouvel élu ; il lui rappelait son village natal d'Albane et sa chère patrie, qu'il ne pouvait entendre nommer sans en être attendri.

Cette promotion inattendue le délivrait de tous les chagrins dont l'abreuvaient des moines, ses fils, et du même coup le portait sur les marches du trône pontifical où, hélas ! de plus terribles assauts attendaient encore ce grand caractère.

Son règne fut des plus courts, mais non des moins glorieux. Les cinq ans de son pontificat furent une période de perfidies sourdes et d'insurrections éclatantes où sa grande âme eut à tenir tête aux empereurs, au Sénat, au clergé, aux patriciens, au peuple, ameutés contre la vérité, la justice et le droit. Il lui arriva de gémir sous l'écrasant fardeau de sa charge, mais il ne plia jamais. Finalement, il eut raison des ennemis de Dieu et de l'Église.

Notre tâche, pour le moment, n'est pas d'écrire le panégyrique de ce grand Pontife, mais seulement de revendiquer l'honneur qui revient à notre pays d'avoir de longue main préparé ce génie aux sublimes destinées que lui réservait la Providence.

IV

Nicolas Breckspeare réside à Valence.

Discussion et preuves de ce fait historique

Valence fut, en effet, le berceau de sa vocation religieuse, l'école de ses grandes études théologiques et littéraires, le premier échelon des dignités éminentes dont, par la suite, il fut successivement investi. Les analystes sont généralement d'accord sur ce point. Le groupe de dissidents qui contredit cette assertion est peu nombreux, va peu au fond des choses, souscrit gravement à des inadvertances notoires et à des affirmations dénuées de preuves, parfois même de toute vraisemblance. On sait, par notre étude sur S. Bruno, jusqu'où sont arrivées les méprises, à propos de Valence. L'erreur, ici, est toujours la même, à savoir : la confusion des titres de prieuré et d'abbaye et l'oubli de ce fait capital que nous avons eu un simple monastère de St-Ruf, dès le XI^e siècle, puis, cent ans plus tard, l'abbaye de cet Ordre, non intra muros, mais dans la banlieue de la ville.

A défaut de ce point de repère, plusieurs critiques s'évertuent à une étrange gymnastique d'hypothèses contradictoires.

Les uns établissent le jeune Anglais à Valence-sur-Rhône dans le *pays des Cavares* : ils oublient, prétend-on, que, dire Cavares, c'est désigner Avignon, ce qui fait

qu'ils écrivent Avignon capitale des Cavares et rayent Valence (1).

Les autres nomment « le prieuré » d'Avignon, alors que cette ville possédait, non un monastère de ce nom, mais l'abbaye de St-Ruf.

Enfin, quelques autres se prononcent pour Avignon, ajoutant que ce *siège de l'ordre fut ruiné par les calvinistes*, tandis que l'abbaye de St-Ruf, *ruinée par les calvinistes*, ne fut autre que celle des îles de l'Éparvière pillée, brûlée, démolie en 1562, après quatre cents ans de mérites et de gloire.

Nous lisons, ce qui est plus vrai, dans le *De Vitis Pontificum* : « Adrien IV, chanoine régulier et abbé de « St-Ruf à Valence, dans les Gaules », et encore : « Anastase IV, chanoine régulier et abbé de St-Ruf « au diocèse de Valence, dans les Gaules (2) ».

Ce n'est pourtant pas à Valence que ces deux Pontifes ont pu être abbés de St-Ruf, puisque l'abbaye de cet Ordre était à Avignon et y fut jusqu'à l'année 1156, mais bien à Valence qu'ils ont vécu chanoines réguliers de St-Ruf

(1) Le nom de Cavares, attribué aux habitants de Valence, n'est pas une singularité aussi erronée qu'on veut bien le dire.

M. l'abbé Rouchier (*Hist. du Vivarais*, t. I, p. 82) affirme, contrairement à Ptolémée, mais d'accord avec Pline et Strabon, que le territoire des Cavares s'étendait de la Durance à l'Isère.

(*Bulletin d'archéologie de la Drôme*, t. VI, p. 122.)

(2) Adrianus IV canonicus regularis et abbas Sti Ruffi Valentiae in Galliis Anastasius IV canonicus regularis et abbas Sti Ruffi Valentiae dioceseos in Galliis. (De vitis Pontificum. Victor Platinius.)

Ce seraient donc trois Papes que la ville de Valence aurait eu l'honneur de préparer à la souveraineté papale : Anastase IV (1154), Adrien IV (1154), et plus tard (1503-1513), Jules II, lui aussi, abbé de St-Ruf, à Valence.

avant d'arriver à l'abbatialat où ils se succédèrent, comme plus tard, sur le trône pontifical.

On le voit, la mêlée est désespérante dans le camp des historiographes, touchant le sujet qui nous occupe. On comprend que, de guerre lasse, on ait laissé courir l'erreur à son aise, sans se soucier de discipliner une si folle allure et de la ramener de tels écarts.

La critique a compté toutefois des témoins plus éprouvés de la vérité, des polémistes plus discrets et plus sages. Leur opinion prévaudra sans peine, dans l'esprit de nos lecteurs, quand ils les auront entendus.

Le tissu historiographique que nous venons de produire est tout entier, chaîne et trame, de Ciaconius. Cet auteur n'a pas écrit de lui-même et par l'effet d'une intuition plus ou moins sûre ; il invoque un grand nombre d'auteurs qui eux-mêmes ont puisé à des auteurs et à des documents véridiques (1).

Or, Ciaconius attribue Valence pour résidence à Nicolas Breckspeare, dès son arrivée en France (2). Cette attribution n'a rien d'hésité ni d'incertain. Il désigne fermement « Valence dans les Gaules », « Valentiam in « Galliis ». Il n'a que faire de Valence en Espagne, persévéramment indiquée par Wion. C'est la « ville

(1) Ferdinandus Ughellus, Augustinus Oldoinus, Panvinus, Baronius, Petsius, dont les dires s'alimentent souvent aux archives vaticanes. Enfin, Jean Salisbury, compatriote d'Adrien IV et son ami.

(2) M. Darras donne Arles pour résidence à notre héros ; l'erreur est manifeste ; elle n'est probablement qu'une induction dérivée des Annales cisterciennes qui désignent « un petit lieu, Malgorio, dans le diocèse de Maguelonne, comme premier pied-à-terre de Nicolas, mais d'où il partit bientôt « pour aller frapper à la porte de St-Ruf. » Annales cisterciennes, citées par CIACONIUS.

« dont le Rhône baigne les murs, « *quam urban flumen Rhodanus abluit, juxta fluenta Rhodani* ». Ces termes répètent littéralement ceux des deux Étienne. Nicolas « y réside durant plusieurs années ; *annis plurimis ibi-dem resedit* ». Le nombre de ces années, d'après Oïdoin, « fut considérable ; *in qua ille multorum annorum spatio ducit vitam suam.* »

Nous avions alors, non le siège abbatial, « mais un « PRIEURÉ de l'Ordre, où notre saint religieux obtint la « dignité du PRIORAT, *Prioratum in ipsa domo prius obtinuit.* »

Nos lecteurs n'ont pas oublié nos données historiques et architectoniques sur cet antique prieuré. Ces dernières se rapportent au temps précis où notre héros en devint l'hôte attitré et permanent, c'est-à-dire dès l'aube du XII^e siècle.

Mais voici un témoignage d'une irréfutable valeur historique. Dès son avènement au souverain pontificat, nous l'avons déjà raconté, Adrien IV vit d'effroyables tempêtes assaillir la barque de Pierre ; il leur tint tête le front haut, l'âme forte, la main ferme au gouvernail. Mais, maître invincible de l'orage, il ne le fut pas toujours aussi aisément de son cœur. Sa modestie lui fut une conseillère indiscrete et mal avisée ; elle le tourmenta de la crainte d'être impropre à ses hautes fonctions ; il s'estima très malheureux d'être si grand ; on le vit inconsolable de se sentir « si faible », disait-il, sous le poids si honorable mais si lourd de tant de responsabilités. Il en a le cœur angoissé, l'âme mourante. Il ne voit devant lui que douleurs. « Le Vatican lui est,

« dit-il, un Calvaire, la pourpre papale un pallium d'épines qui l'ensanglantent par tous les côtés à la fois ;
 « la tiare, un feu qui lui brûle la tête ; la houlette des
 « houlettes, un sceptre écrasant. »

C'est alors, non vers la florissante abbaye d'Avignon mais vers sa paisible cellule canoniale de Valence, que le saint homme tourne un regard suppliant et, de nouveau indigent, mais d'une toute autre indigence, y vient chercher, comme une aumône, un souvenir de sa jeunesse qui détende son esprit et repose son cœur.

Ce souvenir de Valence, c'est le Pape lui-même qui l'évoque ; ses paroles sont d'une authenticité formelle et sûre ; nous les recueillons de la plume fidèle du plus fidèle de ses amis, Jean de Salisbury, son compatriote, qui vécut avec lui au Vatican sous le même toit, à la même table, avec le laisser-aller d'une commensalité ingénue et naïve, les deux saints personnages « usant de
 « la même assiette, buvant au même verre », et s'ouvrant l'un à l'autre dans les épanchements d'une tendresse infinie et réciproque.

« Le pontificat d'Adrien IV, dit Ferdinand Oldoin, savant annaliste de la compagnie de Jésus, ne fut qu'une
 « ininterrompue et lourde chaîne d'épreuves. Écoutons
 « ses plaintes émouvantes à Jean de Salisbury, son ami,
 « que nous citons lui-même »

Le Pape m'avouait un jour qu'il n'avait eu qu'afflictions sur afflictions dans sa vie, mais que toutes ensemble, à côté de celles dont sa charge pontificale l'accablaient, n'étaient que douceur et béatitude ; que, certes, jamais il n'eût accepté une telle responsabilité et de tels devoirs, s'il eût osé résister

aux desseins de Dieu et contrevenir à sa volonté souveraine.

Plût à Dieu, disait-il, que je n'eusse jamais quitté l'Angleterre, ma patrie ! Plût à Dieu qu'on ne m'eût jamais arraché à MON CLOITRE DU BIENHEUREUX S. RUF, A VALENCE, ET QUE JE VÉCUSSE ENCORE A SON OMBRE,
« AUT ET CLAUSTRO BEATI RUFİ APUD VALENTIAM
« PERPETUO LATUISSE (1). »

Ce document couronne la série de nos preuves et les serre dans un infrangible anneau ; notre étude sur S. Bruno et son passage à Valence s'en trouve elle-même renforcée ; on y voit confirmer l'existence d'un couvent de St-Ruf et d'un alumnat de cet ORDRE, même d'une école, du moins d'un cours de hautes études, où les deux Étienne avaient pu s'instruire et puiser ce grave esprit religieux, ce haut savoir qui lui ont assigné un rang si élevé dans la dynastie des Souverains-Pontifes et conquis un immortel renom.

V

Le Pape Adrien IV et l'Abbaye de St-Ruf aux îles de l'Eparvière.

Le juste a le culte de la clémence ; il est doux même aux méchants, et indulgent jusqu'à leur savoir gré, le bienfaiteur étant méconnu, d'agréer du moins ses bienfaits.

(1) CIACONIUS, loc. cit.

Nicolas Breckspeare professa d'instinct ces divines théories et, vengeur bienveillant, il n'usa jamais, dans sa propre cause, que de bienfaisantes représailles.

Sa haute fortune lui en fournit l'occasion ; abbé de St-Ruf à Avignon, il souffrait depuis quatre ans douleurs sur douleurs ; sa droiture d'âme était calomniée, sa vertu honnie, sa personne outragée. Tout à coup, le pape Eugène III le prend en amitié ; « il arrache cette douce « brebis abbatiale à son bercail rebelle » et l'attache à son auguste personne.

Élu pape à son tour, Adrien IV avait tout pour se donner la raison du plus fort contre ses frères et sujets de St-Ruf ; il n'y pensa même pas. Rien d'amer n'occupa contre eux sa mémoire ; l'indulgence y fit table-rase de tout ressentiment ; il n'y resta de place que pour le souvenir de la bonté avec laquelle ils avaient si tendrement accueilli sa jeunesse et pourvu à son éducation.

A peine sur le trône pontifical, il adresse à Raymond, abbé de St-Ruf, une bulle où l'obligé, l'ami, le père effacent absolument le Maître ; son âme s'y répand en témoignages de gratitude envers son Ordre. « *Ah ! dit-il, il est bien juste que dans mon élévation je considère comme mes premiers enfants ceux qui, autrefois, m'ont servi de père et de mère dans les jeunes années de ma vie (1)* ».

L'auguste obligé ne s'en tint pas à ces effusions cordiales ; sa munificence y joignit les plus opulentes largesses.

(1) Bulle en date de 1155.

**Vente des îles de l'Éparvière
au profit de l'Ordre de Saint-Ruf.**

La piété filiale allonge nos jours ; l'oubli de ce devoir les abrège. Les fils ingrats ne sauraient « vivre longuement ». Le Ciel ne tarda pas à punir l'abbaye d'Avignon d'avoir méconnu le plus doux des pères.

Les Albigeois (1156) infestent la Provence ; ils tombent sur Avignon, l'investissent, en dévastent les alentours, envahissent dès les premiers jours la collégiale de St-Ruf établie dans la banlieue (extra muros avenionenses), la pillent et la laissent en ruines.

A leur approche, Raymond, alors abbé, se retire dans l'intérieur d'Avignon : il y attend de meilleurs jours. Après un an (1157) d'illusoire espérance, il prend le parti de chercher une résidence abbatiale qui soit à l'abri de toute invasion.

Odon, de la maison des de Chaponay, alors évêque de Valence, de concert avec son chapitre, lui vend les îles de l'Éparvière à un prix si modique, que les actes relatifs à cette vente la qualifient souvent de donation.

La charte qui minute cette transaction est couverte de signatures, les unes des chanoines de la cathédrale, les autres d'un grand nombre de prieurs de St-Ruf, entre autres « d'Étienne, prieur de St-Jacques à Valence ».

Cet acte public demandait d'être sanctionné par le Souverain-Pontife. Ce fut à Nicolas Breckspeare, le pauvre enfant trouvé, venu d'Angleterre à Valence, devenu pape sous le nom d'Adrien IV, que revint le droit

de cette haute homologation. Elle fut hâtive et du libellé le plus tendre :

Adrien, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à nos très chers fils, l'abbé Raymond et à ses frères les chanoines réguliers de l'église de St-Ruf, salut et bénédiction ;

Nous écoutons d'autant plus volontiers vos justes demandes, que nous aimons tendrement votre Ordre dont nous avons eu autrefois la conduite, et que nous nous intéressons toujours à ce qui regarde son bien et son avantage ; c'est dans cette vue que nous confirmons, par notre autorité apostolique, la donation ou vente qui vous a été faite par notre frère Odon, évêque de Valence (1).

Ajoutons que ce dût être pour lui une douceur particulière de conférer la dignité abbatiale à un prieuré qui avait été le vrai bienfaiteur de ses jeunes ans, et où, d'ailleurs, on lui était toujours demeuré dévoué et fidèle.

L'acquisition des îles de l'Éparvière consommée, les religieux de St-Ruf se mirent incontinent à l'œuvre. Ils commencèrent à bâtir le monastère, le cloître, enfin la basilique abbatiale elle-même.

Les plans et devis, conformément aux règles de la liturgie architecturale, durent être préalablement soumis à l'examen du Pape et à son approbation.

On en prépara les cartons sur le pied d'une magnificence inouïe et à laquelle nous allons voir que la munificence d'Adrien IV, ne demeura pas étrangère.

Cette construction fut un heureux événement pour nos pères. Les abords de l'Éparvière se couvrirent de

(1) Cette bulle est datée de 1158.

chantiers et d'ateliers où se donnèrent rendez-vous les architectes et les artistes décorateurs les plus célèbres. C'est ce qu'attestent communément les documents écrits, les traditions orales et les débris de ces magnificences princières, trop rares, très frustes, mais précis et parfaitement intelligibles, que nous avons sous les yeux.

Les chanoines de St-Ruf, dit M. Olivier dans ses *Essais historiques*, s'élevèrent dans leur nouvelle résidence une maison abbatiale et une église spacieuses.

Le cloître était de tout l'édifice la partie la plus remarquable. Il était soutenu par des piliers en marbre surchargés de bas-reliefs représentant les principaux épisodes de l'Ancien et du Nouveau Testament et de l'Apocalypse. Ce couvent fut ruiné pendant les guerres de religion.

On aperçoit encore quelques vestiges de cet édifice sur les ruines duquel s'est élevée une maison fermière. (1)

Ces vestiges disparaissent chaque jour, rongés par le temps ou démolis par un vandalisme vulgairement utilitaire ou une dédaigneuse ignorance des œuvres d'art.

Nous reproduisons ici le peu de fragments qui en subsiste encore pour asseoir nos convictions sur ce qui n'est plus et en fixer le caractère.

La planche 2 représente un pan de mur de l'église abbatiale.

C'est un tronçon de colonne dépossédée presque entièrement des tambours de son fût. Le chapiteau qui la couronne reçoit le sommier de deux arcs. De ce point d'appui, en effet, émergent élégamment deux courbes naissantes dont le tracé accuse deux des grandes arca-

(1) *Essais historiques sur Valence*, par M. J. OLIVIER, p. 173.



PLANCHE 2.

Travée collatérale de l'église abbatiale de St-Ruf à l'Eparvière.

des qui encadraient évidemment les travées collatérales de l'édifice. Les nervures qui saillent accusent la synthèse des lignes générales : leur tendance ogivale est patente, on la sent en pleine époque de *transition*.

La façade de l'édifice prioral de St-Ruf, que nos lecteurs peuvent revoir appartient, au contraire, visiblement aux théories romaines ; celle de l'Éparvière en diffère à peu près de cent ans comme époque ; ces deux architectures corroborent ainsi approximativement l'une par l'autre leurs dates respectives. Et, en effet, l'abbaye de l'Éparvière fut bâtie « *illico* », immédiatement après l'acquisition du sol, c'est-à-dire en 1158 ; et il est aisé de conclure, à première vue, que le portail quintilobé (1) (pl. 3) accuse une antériorité de 80 ou 90 ans.

Ce fait ajoute aux vraisemblances si voisines d'une certitude avérée dont nous avons établi le bien fondé touchant les deux Étienne, S. Bruno et leur co-résidence au prieuré de notre ville.

Ce groupe de lignes architectoniques, colonnes, chapiteaux, arcatures naissantes esquissent deux travées du collatéral sud de la basilique abbatiale. Ces travées, courant de l'ouest à l'est, suivaient l'édifice dans la direction que lui imposait l'orientation liturgique invariablement usitée à cette époque.

Les lignes générales ont l'air d'y partir d'un grand jet et comportent l'allure et les dimensions d'un monument de premier ordre.

(1) Monographie de S. Bruno, *Bulletin d'Archéologie de la Drôme*, t. XXIV.

A droite, en entrant dans la maison fermière, apparaît un chapiteau trapu mais fort endommagé. Il surmonte un angle de mur de la propriété voisine, partie intégrale, autrefois, du domaine abbatial. Le chapiteau présente



PLANCHE 3

Chapiteau du cloître abbatial de St-Ruf à l'Eparvière.

une corbeille, profondément refouillée, aux angles historiés de têtes de monstres.

Ce travail (planche 3) est d'un large et vigoureux crayon, d'un ciseau énergique et sûr ; il suppose un ensemble ornemental de formes puissantes.

Ce n'est pas que, parmi ces magnificences monumentales, l'Esthétique ne brillât que par les côtés robustes. Nous y trouvons l'accusé d'un art très ferme de composition, mais d'une souplesse parfaite à se plier aux détails d'un décoratif délicat, caressé même et voisin de la coquetterie ; ce sont des entrelacs à rubans, une sorte de guipure sculptée, empruntée aux formes dites « veneto-byzantines », assez familières aux données de l'art décoratif byzantin-russe (Pl. 4 A et B). Ce sont les linteaux de deux fenêtres qui éclairent une sorte de bûcher ou remise.

Ce réduit est fermé au nord par un mur épais d'un très vieil aspect. C'était évidemment une partie de l'ancien cloître ; on y voit encore quelques tronçons de colonnettes



PLANCHE 4 A

Linteau de fenêtre du cloître abbatial de St-Ruf à l'Éparvière.



PLANCIE 4 B

Linteau de fenêtre du cloître abbatial de St-Ruf.



PLANCHE 5

Chapiteau doubleau de colonnettes jumelles du cloître de St-Ruf.

et de chapiteaux; ils désaffleurent la lourde bâtisse où tous ces fragments, soit réemployés, soit à leur place originelle, demeurent enfouis (pl. 5). Ce chapiteau allongé, de tendance fusiforme, représente des personnages taillés d'angle : le tout s'assimile de touche, de forme, de masse avec le chapiteau doubleau que nous allons décrire et accuse une confraternité d'école et de ciseau indéniable.

VI

Cloître abbatial de l'Éparvière

Thème iconographique..... Jugement de Salomon

Il y a peu d'années, un intelligent Valentinois (1) découvrait à Valence, au quartier de Vachette, une couple de chapiteaux d'un aspect curieux. Ce fragment a eu la chance fortunée de tomber sous un regard observateur et judicieux qui en a discerné l'intéressante facture. Nous devons à sa complaisance d'en reproduire les photographies qui elles-mêmes sont son œuvre.

Ces chapiteaux sont historiés. Le thème qu'ils traduisent a été, de prime abord, très erronément interprété. Les uns y voyaient une allusion à la Ste Vierge ; les autres, un type de déesse et l'exécution d'une victime.

Ces velléités d'exégèse ont fait fausse route. On verra

(1) M. Villard, architecte de la ville.

bientôt tout ce qu'a de naturel et d'obvie l'interprétation véritable.

D'où viennent ces objets ? De quel monument démolit-ils originaires ? Nous ne pouvons leur en assigner qu'un seul : l'abbaye de l'Éparvière.

En effet, ces chapiteaux accouplés couronnaient naturellement deux colonnettes jumelles employées alors aux galeries qui ajouraient un cloître et en pourtournaient carrément le préau central. Ils n'ont rien qui permette de les rapporter au cloître de la cathédrale (1).

Leurs formes repoussent ce parti d'adaptation, non moins que la qualité de leur pierre ; ils sont en marbre et d'un marbre de choix. Ils se réfèrent exactement, par leur configuration, à la dernière moitié du XII^e siècle, où fut bâtie l'abbaye et où débute cette gracieuse innovation des colonnettes jumelles surmontées de chapiteaux doubleaux.

« Les chapiteaux jumeaux des colonnettes accouplées, « dit Viollet-le-Duc, ont la plupart un caractère étranger aux arts antiques. C'est pendant la deuxième « moitié du XII^e siècle que ces influences agissent à « Langres (2). »

Cette concordance de dates nous fait logiquement conclure en faveur de leur provenance directe du cloître de l'Éparvière.

Mais voici quelques indications positives et non moins

(1) Nous en jugeons par les colonnettes du cloître de la cathédrale que nous avons vues et dont nous avons parlé dans notre étude sur S. Bruno et S. Hugues.

(2) *Dict. d'Architect.*, I. II. p. 297.

caractéristiques touchant cette attribution. Nous les tenons du chroniqueur Claude Rogier (1572) que, du reste, M. Jules Olivier, cité plus haut, a textuellement reproduites, moins le naïf archaïsme, cependant point du tout déplaisant, du style et de l'orthographe.

Du côté méridional, Valence a les ruynes de l'abbaye des saints Ruf, laquelle estait bastie avec grand artifice. Les cloistres estaient bastis à piliers de marbre de diverses couleurs aux chapiteaux desquels estaient taillées les figures du vieil et du nouveau Testament et Apocalypse à commencer par la création du monde et suivant ordre par ordre. (1)

Cette description de la ville de Valence, par Claude Rogier, a été publiée par M. Guillemenet qui y joint cette annotation personnelle : « M. Clavaire, qui tient la ferme de l'Éparvière bâtie sur l'emplacement de l'abbaye, m'a affirmé avoir vu dans son enfance des chapiteaux sculptés (2) ».

Les chapiteaux dont nous parlons, et que nous allons décrire, sont donc une provenance très accusée du cloître abbatial de l'Éparvière bâti « à piliers de marbre ». Ils sont, en effet, de marbre blanc et allongés de corbeille, le tailloir peu saillant et constituant avec le chapiteau (pl. 5) des œuvres indubitablement connexes.

Les cannelures en éventail dont ils sont moulurés et sur le fond desquelles se détachent les motifs historiés, répètent le profil et le modelé des hautes lignes de la planche 2.

Enfin, la scène qu'ils figurent rentre nettement dans

(1) *Claude Rogier sur Vallence. Bulletin d'arch. de la Drôme.*

(2) *Bulletin d'archéologie de la Drôme*, t. XI.

l'ordre des chapiteaux « auxquels étaient taillées les « figures du vieil et du nouveau Testament ».

C'est effectivement une page iconographique extraite « du vieil et sacré Testament ». Il n'y a là aucune trace ni de la Mère de Dieu, ni d'Isis, ni de toute autre déité olympique ; c'est le simple et grave épisode du jugement de Salomon, traité selon la lettre biblique, mais une lettre avivée par tout ce que la flamme d'artiste peut donner à un ciseau de sentimentalité chaude, de vérité idéale et pure dans une composition où le réalisme a, de soi, tant de peine à demeurer discret et chaste. Citons d'abord la page biblique où l'imagier a puisé son sujet :

Deux femmes se présentent à Salomon ; l'une d'elles prend la parole et dit : Cette femme et moi nous habitons la même maison.

Je mis au monde un enfant chez elle ; trois jours après, elle eut pareillement un enfant ; nous étions toutes deux seules dans la maison.

Le fils de cette femme mourut pendant la nuit ; elle l'avait trouvé étouffé sous elle.

Et, se levant durant le silence de la nuit, elle m'enleva mon enfant, qui était à mes côtés, et plaça son enfant mort près de moi.

Dès le matin, lorsque je voulus donner le sein à mon enfant, je vis qu'il était mort ; mais l'ayant examiné avec attention au grand jour, je connus que ce n'était pas l'enfant que j'avais mis au monde (1).

(1) III Rois, ch. 3, verset 10, 17.

Une vive discussion s'engagea entre les deux femmes en présence de Salomon et de tous les grands de la cour réunis ensemble dans une salle de festin. Salomon trancha la difficulté par un jugement demeuré à jamais célèbre.

Ce sont ces assises dramatiques avec leurs péripéties émouvantes que le chapiteau en question représente dans le cadre restreint de ses quatre faces. La planche 6 traduit le début de la scène, à savoir, la substitution d'enfant.

Au centre, se dresse un lit ; il porte sur les deux chapiteaux. L'artiste l'y a accroché avec une hardiesse



PLANCHE 6

Chapiteau doubleau du cloître abbatial de St-Ruf, face antérieure.

d'emmanchement aussi adroite que fantaisiste ; une femme y est couchée ; elle dort, la tête sur un oreiller richement brodé, étendue sous le drap fort léger qui la couvre.

A gauche, est une femme vêtue avec recherche, la taille infléchie, l'attitude hésitante, au pied du lit. D'une main elle relève un pan de sa robe, de l'autre elle dépose un enfant, dont la mort a raidi les membres, près de la femme endormie ; elle le glisse furtivement, d'une seule main, sous les plis de la couverture.

La substitution criminelle est commise et réussie ;



PLANCHE 7

Chapiteau doubleau, face latérale droite.

l'imagier signale l'insidieuse mégère ; son ciseau la surprend en flagrant délit et la dénonce. La scène est vivante ; il y a tout, même ce qui fait parler les ténèbres ; un hibou est, en effet, planté au pied du lit qui traduit par un symbole péremptoire le « *silentio noctis* » du texte sacré.

La nouvelle de cet événement s'ébruite ; elle se répand dans la ville de Jérusalem et la soulève d'indignation et d'effroi. Qui jugera entre ces deux femmes ? La cause est déférée à Salomon ; mais il est jeune, c'est par ce cas de justice qu'il débute dans la magistrature judiciaire dont la royauté l'investit. Tout le peuple est sur pied, dans l'attente de l'arrêt royal.

A la suite du *recto* du chapiteau que nous venons de décrire, à droite, l'imagier représente le prince des sages en tenue royale, mais seul, assis, recueilli, pensif, gravement soucieux ; (pl. 7) il porte la main droite à la tête comme pour soutenir le poids de sa perplexité.

La suite du drame continue au *verso* du chapiteau (pl. 8). Au centre figure un satellite royal assis sur la courbe de l'arc, la chlamyde de chef militaire agrafée sur l'épaule droite, un glaive à la main. Au nom du roi, il va trancher le différend survenu entre les deux femmes ; il a le visage tourné vers celle qui est à gauche.

Celle-ci a toute la désinvolture de la fausse mère ; le marbre, à la vérité, est très fruste. Elle y est cependant reconnaissable à l'un des pieds, seul vestige caractéristique de sa personne. C'est un pied mignon, élégamment chaussé, très en vue à la faveur d'un bas de robe fort abrégé, posé sur un parquet de semis d'étoi-



PLANCHE 8

Chapiteau doubleau du cloître abbatial de St-Ruf, face postérieure.

les. C'est la jeune femme éhontée qui ignore la dignité de l'épouse et s'exempte assez gaîment de ses devoirs de mère.

De l'autre côté, à droite du satellite royal, apparaît la pauvre mère volée, blottie dans la cavité du chapiteau, seule, les bras vides, le corsage fermé, les longs plis de sa robe lui tombant presque aux pieds, la taille fléchissante et dans l'attitude d'une inexprimable douleur.

Malgré l'état avarié du bas-relief, on voit en elle, à travers les lignes émoussées, le mouvement d'une plaignante qui souffre du crime dont elle est victime, d'une mère qui pleure et qui requiert la justice. Son droit est formel, sa protestation indignée, ses preuves sont d'une sincérité de narré, d'une ferveur de conviction qui ont

touché le roi. Mais elle n'a articulé qu'un témoignage ferme, le sien. Il fallait, dans une cause si délicate, une sagacité surhumaine pour y dégager du premier coup le mensonge de la vérité.

Éclairé par un rayon d'en-Haut, Salomon avait recouru à un stratagème. Voici, en effet, l'arrêt qui avait été rendu : *Prenez le glaive, avait dit le roi à l'un de ses gardes, saisissez-vous de l'enfant qui vit, coupez-le en deux parts et que ces deux femmes en aient chacune une part égale...* C'est ce que le garde royal, le glaive en main, se montre prêt à exécuter.

Aussitôt la vraie mère de s'écrier : *Pardon, mon Seigneur, ne frappez pas ; ah ! plutôt qu'une l'ait, mais qu'il vive.* — On la voit qui pleure.

L'autre femme, au contraire, applaudit à cette exécution. *Qu'on le coupe en deux, dit-elle, que ce ne soit ni à moi, ni à vous qu'il appartienne.*

Et le roi remit l'enfant à la première femme en lui disant : *La vraie mère, c'est vous. Voici votre fils* (1).

La quatrième face du chapiteau représente la vraie mère réintégrée dans la pleine possession de son fils (pl. 9). Elle est debout, la tête haute, dépassant « la corbeille » et posée sur la courbe rentrante du tailloir ; elle trône assise, fière et enivrée de son légitime triomphe ; elle porte entre ses bras son fils, un enfant magnifique qui caresse le sein maternel, heureux du lait abondant qu'il y puise. C'est l'apothéose de l'amour

(1) *III Rois*, ch. 3, v. 18, 19.



PLANCHE 9

Chapiteau doubleau du cloître abbatial de St-Ruf, face latérale gauche.

maternel dans la plénitude de sa majesté et de son allégresse (1).

(1) On voit à l'abbaye de Fonfroide, sur un de ses bas-reliefs, une femme qui allaite un enfant, la Vierge, peut-être, avec une recherche de mise, une attitude et une élégante allure de ciseau qui rappellent celle-ci et en constituent visiblement une similaire. (Voir M. REYRON dans son ouvrage sur *l'Architecture du midi de la France*, t. III).

. * .

L'ensemble de ce chapiteau doubleau est d'une bonne école ; tout y est ingénieux d'invention, d'une composition savante. Les motifs y sont harmonieusement groupés, le sens très lisible ; chaque personnage y revêt des formes, une attitude judicieuses, relevées par un modelé moëlleux et ferme, hardi mais vrai ; la note juste de la gamme décorative y est bien entendue et rationnelle.

Le sujet iconographique du jugement de Salomon répond donc parfaitement aux données de Claude Rogier sur le cloître et l'église de l'abbaye de l'Éparvière *bastis*, dit-il, *à piliers de marbre de diverses couleurs, aux chapiteaux desquels étaient taillées les figures du vieil et nouveau Testament, à commencer par la création du monde et suivant ordre par ordre* (1).

C'est dans cet « ordre par ordre » que le joli document que nous venons de décrire a naturellement trouvé sa place. Ainsi, par tous les motifs déjà énoncés, nous ne doutons pas qu'il n'ait fait partie de la synthèse iconographique de l'abbaye de l'Eparvière.

Les bâtiments de l'abbaye s'étendaient au levant ; on en retrouve quelques traces dans l'habitation de M. Berger, président de section au conseil d'État, entre autres une tour dont il a bien voulu nous signaler la souche, mais dont il nous est difficile de spécifier la configuration totale et originelle. Cette tour appartenait probablement

(1) Valence, par Claude ROGIER. *Bulletin d'archéologie de la Drôme*.

aux remparts claustraux, en flanquait l'un des angles et y remplissait le rôle de *tour de guet*.

« Le moyen âge féodal, écrit M. Viollet-le-Duc, ne « pratiqua pas le brigandage et ne l'éleva pas à la hauteur d'une institution, ainsi que plusieurs feignent de « le croire pour arriver à nous démontrer que l'histoire « de la civilisation ne date que du XVI^e siècle. La féodalité, au contraire, entreprit de détruire le brigandage ; la féodalité fut une véritable gendarmerie, une « magistrature armée (1) » pour la protection du faible et la défense du droit. Les monastères, à cette époque, ne se désintéressèrent pas de ce progrès d'une civilisation d'ailleurs toute chrétienne. Souvent ils se virent investis, par la confiance et le suffrage populaires, des droits seigneuriaux, de basse et même de haute justice, saisis du noble devoir de défendre leurs vassaux, leurs récoltes. leurs bestiaux, leur sol, leur vie. Aussi la plupart des grands monastères, Cluny, Tournus, la Chaise-Dieu ont laissé tout un système de remparts de défense avec tours flanquantes, ou, au moins, au centre des bâtiments, une *tour de guetteur*.

L'abbaye de l'Eparvière avait sa tour de guet pour être à même de prêter main-forte et servir de refuge aux populations rurales dont l'abbé était le suzerain.

(1) *Diction. d'archit*, t. IX, p. 256.

VII

L'abbaye de l'Éparvière se construit aux frais d'Adrien IV.

La célèbre abbaye seigneuriale de Valence s'acquit un grand renom, comme création architecturale, parmi les chefs-d'œuvre de la zone archéologique de France et même de la chrétienté. Les parties nobles, le cloître et la basilique abbatiale y étaient en matériaux de choix, souvent en marbres de prix, le travail exécuté par tout ce que les grandes écoles chrétiennes possédaient alors d'artistes d'élite et d'hommes de génie ; un monument de cette envergure entraîna inévitablement des dépenses incalculables.

Le soupçon nous était depuis longtemps venu à l'esprit que le pape Adrien IV, qui, à cette époque, disposait des trésors de la chrétienté, dut contribuer aux frais si dispendieux d'un tel édifice ; le fait a confirmé nos pressentiments ; Adrien IV en fut, en effet, le royal bienfaiteur.

« Il est vrai, écrit un chroniqueur, que le 15 mars 1158, « sous le pontificat d'Adrien IV, Raymond, abbé de « St-Ruf, acheta de messire Odon, évêque de Valence « et de son chapitre, les îles de l'Éparvière, sous la « ville de Valence, pour y construire l'abbaye de St- « Ruf, et que PAR LES BIENFAITS DU PAPE ADRIEN IV « et des comtes de La Voulte, l'abbaye y fut superbe- « ment bâtie (1) ».

(1, *Mgr de Catelan. Guide de Valence.* par M. l'abbé Jouve, chanoine de Valence.

L'auteur de *Gallia Christiana* corrobore ce document par des affirmations explicites : « *Le Pape*, dit-il, *prit en main la protection de la nouvelle abbaye* (1). »

Il en fit son œuvre, y intéressa l'empereur, et dès lors on jeta les fondements de l'abbaye nouvelle avec l'approbation d'Adrien IV et de l'empereur Frédéric, et sur leur ordre de mettre immédiatement la main à l'œuvre (2). Les trésors de l'Empire et ceux du St-Siège en firent donc les frais : on voulut en faire un chef-d'œuvre de l'univers catholique ; tout nous affirme que le succès répondit à l'attente des deux augustes bienfaiteurs.



Que sont devenues ces hautes magnificences de notre art religieux et national ? Où sont-elles ensevelies ces œuvres d'un savoir si profond, si délicat et si pur ? La maison abbatiale compte quelques ruines disséminées çà et là ; l'église, son cloître ont disparu, au moins en partie, sous l'épaisse couche de terre meuble qu'y ont accumulées les alluvions successives du Rhône dans ses fortes crues ; un jardin légumier, on nous l'affirme et nous le croyons, y recouvre une quantité considérable de ces précieux débris du docte génie de nos pères.

De patientes recherches arriveraient sans peine et sans grands frais à les rendre à nos admirations ; ce serait une

(1) Quam Adrianus, Papa IV, protegendam suscepit.

(2) Ubi sub id temporis Abbatie novæ fundamenta posita fuere approbantibus hanc illico fundationem Adriano Papa IV^o et Frederico I^o imperatore. (*Gallia christ.*, t. XVI.)

œuvre filiale de réhabilitation artistique à conseiller à ceux de nos compatriotes qui, archéologues, artistes, chercheurs du passé, ont en particulier, avec la fortune, la soucieuse et tendre affection de nos vieilles gloires locales.

Nous venons, quant à nous, de leur payer le tribut de nos hommages. Les deux études historiographiques que nous publions restituent à la ville de Valence, par son prieuré de St-Jacques, l'honneur d'avoir obligé deux grands hommes dont l'un a enrichi l'Église de l'auguste et sainte famille cartusienne, dont l'autre a illustré la dynastie pontificale de l'un de ses représentants les plus sages et les plus vaillants.

Nous nous estimerons bien heureux si, comme nous l'espérons, nous avons réussi à remettre en lumière l'honneur qui revient à Valence de ces deux renommées immortelles.

CHARLES DIDELOT.

AVIS

Sous presse, un opuscule comprenant la double iconographie d'Adrien IV et de S. Bruno, cette dernière modifiée en plusieurs points, notamment par rapport à la charte soi-disant de 1110 qui y est citée.

Nous publierons, dans le prochain numéro du Bulletin, cette charte photographiée en entier. La photographie porte la date de 1110, mais en y regardant de très près on s'aperçoit qu'un C a disparu, sous l'action sans doute d'un grattoir intéressé et faussaire. Le Répertoire lui-même homologue cette supercherie et porte 1110. Nous retranchons, bien entendu, de la monographie de S. Bruno cette charte falsifiée, dont l'importance, d'ailleurs, est infiniment secondaire dans l'ensemble de nos démonstrations.



UN ATELIER MONÉTAIRE A NYONS

(1592)



A la faveur des guerres de religion, les faux monnayeurs inondèrent le royaume de pièces grossièrement imitées et que l'on exhume du sol encore en assez grand nombre. Au commencement du règne d'Henri IV, les maîtres de quelques Monnaies, principalement des ateliers temporaires, n'hésitèrent même pas, sur divers points de la France, à profiter des troubles, pour jeter clandestinement dans la circulation des monnaies de billon n'ayant ni le titre, ni le poids prévus par les ordonnances. Des faits d'une autre nature eurent lieu à Nyons.

René de la Tour, seigneur de Gournet, gouverneur de Nyons, décida, en 1592, d'y faire établir un atelier temporaire analogue à ceux qui fonctionnaient dans d'autres villes et d'y faire frapper des doubles sols parisis, vulgairement appelés *pinatelles*, « afin d'en tirer quelque fondz pour ayder à payer la despance quy luy convenait fere à la fabrication de la citadelle de Nyons ». Il accepta les offres de Puymejan ou Puméjan, habitant de Carpentras, pour la direction de l'atelier, sous réserve expresse cependant de l'autorisation préalable d'Henri IV. Selon l'usage, le gouverneur de Nyons adressa dans ce but une requête. Au XVI^e siècle, comme de nos jours, les formalités administratives étaient compliquées, et leur accomplissement exigeait un laps de temps assez long. Tandis qu'il attendait le résultat de sa démarche, René de la Tour fut appelé en Piémont pour le service du Roi. Profitant de son absence, Puméjan s'empressa de terminer les

préparatifs nécessaires à la fabrication des pinatelles. Les coins furent bientôt prêts et le billon acheté en quantité suffisante. En dépit des observations présentées par les Consuls de la ville, Puméjan fit travailler ses ouvriers au mois de novembre 1592. Les espèces furent immédiatement livrées au public, à peu près sans contrôle. La fabrication ne cessa qu'au mois de décembre, après avoir duré 27 jours consécutifs. René de la Tour, ayant été informé, lors de son retour, de la conduite de Puméjan, ordonna au vi-bailli du Buis, Louis Cayrel, « docteur ès-droictz, conseiller du Roi », de commencer, sans retard, une procédure criminelle contre ce dernier et de faire briser les coins. Sur ces entrefaites, Puméjan avait disparu, emportant avec lui le bénéfice réalisé sur la fabrication des monnaies (1).

Les pinatelles de Nyons sont devenues aujourd'hui introuvables, ou du moins il est impossible de les discerner de celles fabriquées dans les autres ateliers ouverts à la même époque. Les seuls renseignements un peu précis que j'ai pu recueillir se trouvent dans un arrêt rendu trois mois après, le 11 mars 1593, par le Parlement de Grenoble. « Celles de Nyons vault le marc ung escu quinze solz quatre deniers; l'once : neuf solz cinq deniers; le denier : quatre deniers deux tiers et vingt-quatrième de denier; le grain : sixième et trente-deuxième de denier; la pièce à la dite raison, la forte non tirée de la foyble et l'une portant l'autre, pesant ung denier vingt-deux grains et demy, vault neuf deniers trente-ung nonante septième de denier (2)..... ». Le poids moyen de chaque pièce était donc d'1 d. 22 gr. et 1/2, ce qui indique que la taille fut faite à raison de 100 au marc de Paris :

$$\frac{4,608 \text{ grains}}{100} = 46 \text{ grains } 2/25 = 1 \text{ d. } 22 \text{ grains } 2/25.$$

Sous le

(1) *Archives de l'Isère*, registre B, 2,915, coté « *Douzième Generalia* », LVIII, 6^o 3^o v^o, *Adveu pour le seigneur de Gouvernet*.

(2) *Archives de l'Isère*, registre B. 2,915, IV, « *Arrest sur l'affoiblissement des monnoies* ».

rapport du poids, l'affaiblissement était sensible. Les pinatelles fabriquées à Grenoble, à partir du mois d'août 1592, furent taillées à raison de 84 au même marc. Le titre et la valeur des pinatelles émises clandestinement à Nyons ne laissaient pas moins à désirer, puisqu'ils étaient respectivement de 2 deniers $\frac{1}{3}$ et de 9 deniers $\frac{31}{97}$, au lieu de 3 deniers et de 14 deniers des pinatelles de Grenoble émises la même année (1). Ces pinatelles de Grenoble étaient elles-mêmes très affaiblies. Aussi l'émission de ces monnaies ne fit-elle qu'accroître les difficultés auxquelles se heurtait déjà le commerce à Nyons. L'émission sur le pied de 30 deniers tournois de pièces ne valant en réalité que 9 deniers $\frac{1}{3}$ environ ne peut avoir que des conséquences désastreuses.

Quant au type de ces monnaies, l'arrêt du 11 mars 1593 ne nous fournit aucune indication. On peut affirmer cependant qu'elles étaient identiques aux doubles sols parisis frappés sous Henri III, c'est-à-dire qu'au droit se trouvait un H couronné entouré par trois fleurs de lys, au revers une croix évidée et fleurdelisée aux cantons vides.

La procédure suivit son cours. On fit enquête sur enquête, mais il semble que Puméjan ne put être incarcéré. Le dossier formé par le vi-bailli du Buis resta déposé entre les mains de son secrétaire ou greffier Étienne Barnouin.

L'arrêt du 11 mars 1593 ordonna que toutes les pinatelles affaiblies, frappées en divers lieux et circulant en Dauphiné, seraient « cizalhiées et portées de huicteyne en huicteyne à la Monnaie de ceste ville de Grenoble » par les changeurs qui les auraient recueillies. Les consuls de chaque ville étaient, en effet, autorisés à « commettre, chacun en droict soy, ung changeur à l'estaing de la chandelle et celluy qui moings dira et fera la condition du peuple meilleure pour recepvoir les dites pièces descriées ». De là l'extrême rareté

(1) ROGER VALLENTIN : *Les pinatelles frappées en Dauphiné en 1591 et 1592*, p. 8.

de toutes ces pinatelles au nom d'Henri IV, sauf cependant de celles fabriquées à Grenoble en 1591.

La calomnie aidant, René de la Tour fut accusé presque ouvertement d'avoir facilité les opérations de l'infidèle Puméjan et d'avoir retiré une partie des profits. Une enquête sérieuse prouva la fausseté de ces bruits, et le gouverneur de Nyons put obtenir des lettres patentes de « deschargement » signées à Lyon, le 23 septembre 1595, par Henri IV, dont voici la teneur :

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, Dauphin de Viennoys, Comte de Vallantinois et Diois. A tous ceux que ces présentes veront, Salut,

Notre amé et féal, le sieur de Gouvernet, cappitene de cinquante homes d'armes de nos ordonnances et gouverneur de notre ville de Nions, nous a fait dire et remonstrer que en l'année mil Vc IIII^{xx} XII, voyant que aulcuns de nos lieutenans généraulx ez provinces de Dauphiné, Provence et aultres et mesmes des gouverneurs ez villes particulières d'elles faisaient avec notre permission fabriquer des monnoyes et ne pouvant notre pauvre peuple supporter tant de charges, lequel par le moyen de la dite fabriquant pouvoit estre beaucoup soulagé auroict deslibéré de fere battre et fabriquer monnoie en notre dite ville de Nihons, comme doubles soulz paris, vulgairement appelés pinatelles, affin d'en tirer quelque fondz pour ayder à payer la despence quy luy convenoit fere à la fabrication de notre citadelle de Nyons de grande importance pour notre service. Et à ceste fin de nous fere très humble supplication et requête de luy permettre l'ouverture de la dite monnoye pour tel temps qu'il nous plairoict, pour cest effait auroict despéchié vers nous, pour en avoyr les provisions nécessaires ; et pendant ce, ung nommé Pumie Jeanne (*sic*) de Carpentras auroit prié le dict sieur de Gouvernet luy permettre de fere les préparatifs de tout ce quy est de besoingfs en la dite fabrique, avec promesse quy n'y passeroict plus avant jusques à ce que le dit sieur de Gouvernet heust sur ce sceu

notre vollonté, ce que le dit sieur de Gouvernet luy auroict accordé. Mais voiant le dit Puyme Jeanne que le dit sieur de Gouvernet estoit occupé au siège de Cavoms, en Piedmont, pour notre service, il ne se seroict contanté de fere les dits préparatifs, mays auroict commansé à fere travailler en la dite monnoye ; dont adverty le dit sieur de Gouvernet, à son retour du dit voyage, faict appeller le Vibailly et Juge du Buys, se seroient ensablement acheminés pour fere cesser et rompre les coings et tous les outilz quy y servoient. De quoy ayant le dit Puyme Jaulne (*sic*) advis esvada, sy bien qu'ilz n'eurent moyen le fere saizir et prendre, et s'estant enquis combien de jours on y avoict travaillé, il sceust par les Consuls et privaux habitants de la dite ville n'avoir duré que vingt sept jours dans les mois de novembre et dexembre en la dite année IIII^{xx} XII (*sic*). Et encore qu'en cela rry avoict aulcunement de la faulte ou consantement du dit sieur de Gouvernet. Toutesfoys il craindroict que luy ou les siens en fusent recherchés à l'advenir comme ayant le sieur de Gouvernet commandement en la dite ville de Nions pour notre service, s'il n'avoict sur ce nos lettres necessaires, lesquelles il nous a tres humblement supplié et requis luy octroyer. Nous, à ces causes, voullant le relever de toute poine et le favorablement traicter en tout ce qu'il nous sera possible pour les bons et recomandables services qu'il nous a cy devant et dès longtemps faictes comme nous espérons qu'il fera cy après. Avons dict et déclairé et ordonné, disons, déclairons et ordonnons que nous n'avons entendu et n'entendons que le dit sieur de Gouvernet soict aulcunement recherché, ny les siens, à l'advenir, pour raison de la dite fabrication de monnoie, ainsy faicte par le dict Puimé Jame (*sic*), en la dite ville de Nions, en la dite année mil Vc IIII^{xx} XII, durant les dicts moys de novembre et dexembre. Ains vollons et nous plaict qu'il en soict entièrement deschargé, ensemble tous les siens et dont l'en deschargeons de notre grâce especialle, plaine puissance et autorité royalle, par ces présentes et en avons imposé et

imposons silence perpétuelle à nous procureurs généraux presents et advenir, leurs sustituts et tous autres.

Sy, donnons en mandement a noz amez et féaulx les gens tenantz notre cour de parlement et de noz comptes en notre pays de Dauphiné et à tous aultres justiciers et officiers qu'il apartiendra que de noz déclaration, descharge et contenu cy dessus, facent, soffrent et laissent le dit sieur de Gouvernet jouir, user plainement et paysiblement, sans luy fere, ne souffrir luy estre faict, mys, ou donné empêchement, au contere lequel sy faict estoit ostent et ne mettent ou facent mecre incontinent et sans deley à plaine et entière délivrance et au premier estat et deub. Car tel est nostre plaisir, nonoustant quelzconques édicts, ordonnances, mandemens, deffances, et lettres, à ce contraires, aulquelz et avons desrougé et desrogeons par ces présentes.

Donné à Lion le vingt troiziesme jour de septembre l'an de grâce mil Vc IIII^{xx} XV et de notre règne le septième.

Henry.

Par le Roy Dauphin : Forget (1).

René de la Tour poursuit ensuite, devant le parlement de Grenoble, l'entérinement de ces lettres patentes et lui adressa le 27 novembre la requête suivante :

A Nosseigneurs de Parlement et Chambre des Comptes,

Supplie humblement Messyre Reyné de la Tour, Seigneur de la Tour (*sic*), Seigneur de Gouvernet, Baron d'Ays et aultres plasses, cappitene de cinquante hommes d'armes des ordonnances de sa Magesté et son Gouverneur de la ville de Nyons et du pays des Baronnie et Dioys,

Sera le bon plaisir de la Cour et de la Chambre inthériner et homologuer au proffict du suppliant et à son deschargement les lettres patentes de sa Magesté, données à Lion le

(1) *Archives de l'Isère*, B, 2,915, pièce LVIII « *Adveu pour le sieur de Gouvernet* ».

XXIII^e de septembre dernier, deuement signées : Henry et Fourget, et aussy scellées, cy humblement jointes selon leur fourme et teneur. Et feres bien.

Armand.

Soit monstré au Procureur Général du Roy. Fait en parlement le XXVII^e novembre 1595.

Lovat (1).

Le 28 novembre, J. Boffin, avocat général, requit la communication de l'enquête faite par le vi-bailli du Buis.

Le procureur de René de la Tour fit opposition à cette demande dans les termes suivants :

A Nos Seigneurs de Parlement.

Supplie humblement Messire René de la Tour, seigneur de Gouvernet, Baron d'Aix et aultres plasses, cappiteine de cinquante homes d'armes des ordonnances de sa Majesté et son Gouverneur de la ville de Nions et des pays des Baronies du Dioys.

Sera le bon plaisir de la Cour, nonobstant les conclusions prises par Messieurs les Gens du Roy, pourveoyr audict suppliant suz les fins et conclusions de sa précédante requête. Et feres bien.

Armand (1).

Le 15 décembre, le Parlement décida que les réquisitions de l'avocat général étaient fondées. Barthélemy Pelat, sergent à Nyons, signifia le 16 mars 1596 cet arrêt au vi-bailli du Buis. Soit négligence, soit mauvaise volonté, l'avocat général F. Boffin fit traîner l'affaire en longueur et René de la Tour dut présenter aux mois de mars et de juillet 1596 deux nouvelles requêtes au Parlement pour faire hâter l'entérinement des lettres patentes qu'il avait obtenues d'Henri IV. L'avocat

(1) *Archives de l'Isère*, B, 2,915, pièce LVIII « *Adveu pour le sieur de Gouvernet* ».

général se borna à répondre que la communication de la procédure criminelle, faite à Nyons, ne lui suffisait pas et qu'il lui était nécessaire d'interroger le vi-bailli du Buis. Il se décida enfin, le 10 juillet 1597, à consentir à l'exécution de la requête du Gouverneur de Nyons :

Attandu l'arrest intervenu pour raison des dites procédures et procès-verbal faicts par le dict Vibailly, considéré les préjugés faicts par la dicte Cour pour ceux qui semblablement avoyent faict battre de monnoie, c'est pourquoy nous consentons à la vérification des dictes lettres avec les inhibitions requises.

Faict ce X^e juillet 1597.

F. Boffin, avocat général (1).

L'arrêt d'entérinement et de vérification fut rendu le 18 juillet 1597, après des formalités qui avaient duré près de deux ans.

François de Borboun, prince de Conty, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roy en Dauphiné, à tous ceux quy ses présentes veront, Sallut.

Scavoyr faisons que, sur la requête présentée par noble Renné de la Tour, seigneur de Gouvenet, tendant à ce qu'il plaise à la Cour et Chambre des Comptes de volloyr veriffier et inthériner les lettres patantes par luy obtenues de Sa Majesté, le vingt-troisième septembre 1595, pour en jouir suyvant et à la fourme d'icelles, veu les dites lettres patantes par lesquels le Roy veult que le dit sieur de Gouvenet ne soit aucunement recherché, ny les siens, pour raison de la fabrication des monnoyes, faicte par Puyme Jeanne en la ville de Nions, et autrement, comme est pourté par les dites lettres patantes, requete du suppliant tendant à ce qu'il pleust à la cour veriffier les dites lettres, les conclusions du procureur

(1) *Archives de l'Isère*, B, 2.915, pièce LVIII, « *Adveu pour le sieur de Gouvenet* ».

général du Roy, mises au bas de la dite requête et décret de la Cour, mis sur requête du suppliant, du XV^e décembre 1595, par lequel est ordonné que les procédures et procès-verbal, faict par le vibailly du Buys, sur la dite fabrication, seroient rapportés et remises entre les mains du procureur général du Roy, pour icelles veues estre pourveu aux parties comme il appartiendrait, les lettres compulsoires à ces fins avec l'exploict du sergent qui a fait le commandement aux fins civiles et le dit procès-verbal du dit Vibailly du Buys, requête du dit sieur demandeur tendant à ce qu'il pleust à la cour passer outre à la vérification d'icelles, puisque les dites procédures et procès-verbal ont esté veues par le dit avocat général du Roy, autres conclusions du procureur général du X^e juihiet 1597, par lesquelles il conclut à la vérification d'icelles lettres, les conclusions du procureur des troys estatz et tout ce que faict avoit et considéré.

La Cour, les chambres assamblées, où estoient les gens des comptes, en enthérinant la requete du suppliant, a vérifié et inthériné les dites lettres patentes pour en jouyr par le suppliant et les siens suyvant et à la fourme d'icelles, faisant inhibitions et deffances tant au suppliant qu'à tous aultres de quelque condition et quallité qu'ilz soient, de par ci-après fere fabriquer monnoye soict par eulx ou par interposition, tant au greffe de ceans que chambres des comptes. En foi et tesmoing de quoy nous avons à ces dites présentes faict mettre et apposer le scel royal dalphinal en tel cas requis et acostumé.

Donné à Grenoble en Parlement le XVIII^e juihiet 1597.

Par la Cour :

Besson (1).

L'atelier temporaire de Nyons n'avait été signalé par personne jusqu'à ce jour.

(1) *Archives de l'Isère*, B, 2,915, ib., LVIII.

Personne n'ignore le rôle actif joué en Dauphiné par Gouvernet, que Henri IV tenait en haute estime. Les protestants, ses coreligionnaires, en firent un héros. Guy Allard prétend qu'« il fit des actions d'une éternelle mémoire (1) ». En réalité, il se montra cruel et inhumain, et son nom inspirait un effroi universel. David Rigaud, le poète de Crest, ayant à remercier un des descendants du gouverneur de Nyons, ne manqua pas d'évoquer son souvenir :

C'est un eschantillon de la force et sagesse
Du brave Montauban, yssu des Gouvernets,
Vous êtes le tableau et naturelle image
Des plus vaillants guerriers qu'ayt éclairé le jour.
C'est du grand Montauban et René de la Tour
De qui vous hérités le cœur et le visage (2).

Si une notice, même succincte, sur René de la Tour, serait déplacée ici, quelques mots sur la famille Puméjan ne seront pas inutiles. Le 19 novembre 1530, un mandat de 8 écus d'or fut délivré par les Consuls d'Avignon en faveur de Pierre de Puméjan, maître de la Monnaie de Tarascon (3). Jeanne Puméjan épousa un peu plus tard Jean Ferrier de Benoît, habitant Avignon, dont elle eut trois enfants, Jean, Nicolas et Marguerite, mariée en 1570, à Jean Salvador (4). Jean de Puméjan, qui se qualifie de noble, fut maître de la Monnaie de Villeneuve-lez-Avignon de 1572 environ à 1584. Thomas de Puméjan, son frère, résidait tantôt à Avignon, tantôt à Villeneuve, et dans tous les actes où il est question de lui, il ne prend jamais le titre de noble. Jean épousa Magdeleine de Rhodes, fille de Barthélemy de Rhodes, sieur d'Auriac et

(1) *Dict. hist. du Dauphiné*, t. II, p. 679.

(2) *Recueil des œuvres poétiques du sieur David Rigaud*, etc., p. 100-101.

(3) *Archives de la ville d'Avignon*, compte de 1530, mandat n° 119.

(4) PITHON CURT. *Histoire de la noblesse du Comté Venaissin*, t. III, p. 95.

conseiller de l'hôtel de ville d'Avignon en 1563. Il en eut un fils, noble Benoît de Puméjan. Jean de Puméjan était d'un caractère violent. En 1583, il loua des co-héritiers Brunet « le logis du Lion », situé rue des Arcs, à Villeneuve. Huit jours plus tard, il résilia son bail et installa la Monnaie dans la maison Gent, rue de l'Amelier. Son maintien comme maître de la Monnaie étant devenu impossible, il ne tarda pas à être remplacé par Pierre Thierri, à qui la ferme de la Monnaie fut adjugée en mars 1584 pour une durée de six ans, à partir du 1^{er} janvier 1585 (1). Bien que les documents relatifs à la fabrication des pinatelles à Nyons ne donnent pas le prénom du maître improvisé Puméjan, il est fort possible que ce soit l'ancien maître de la Monnaie de Villeneuve, car ce dernier fixa, en 1585, son domicile dans le Comtat-Venaissin.

(1) *Minutes de M^e Michel Dupuy, notaire royal à Villeneuve, passim.*

ROGER VALLENTIN.



LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e et 95^e livraisons).

VII

Daniel BOVERIUS, 1611 (1).

Cet ami de Jean Dragon n'ayant été reçu pasteur qu'en 1617, il faut supposer qu'il n'était plus un tout jeune homme à ce moment-là ; car la pensée qu'il a formulée dans notre album, six ans plus tôt, n'est vraisemblablement pas d'un enfant, — *Vita sine amicis non est vita.* — En tout cas, provisoirement chargé, tout d'abord, de l'église protestante de Corps (2), il en devint l'an suivant, pasteur titulaire à la demande de ses ouailles, et transféré à Barraux en 1620, il revint quatre ans après à Corps, où il paraît être décédé en 1630 (3).

Ce pasteur était, croyons-nous, le frère d'un sieur Bouvier ou Bovier, de Grenoble, que le synode provincial de 1606 condamna « à faire reconnaissance publique de

(1) Fol. 162.

(2) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Grenoble (Isère).

(3) Actes des synodes de St-Marcellin (1606), de Nyons (1617), d'Embrun (1618), de Briançon (1620), d'Embrun (1626) et de Die (1630).

sa faute, sans qu'aucun colloque ni consistoire puisse l'en dispenser », pour avoir « baillé sa fille en mariage à un papiste » (1).

VIII

Stephanus CANDIDUS, 1611 (2).

Bachelier en philosophie, qui ne nous est pas autrement connu, Etienne Candide ne s'est pas contenté d'écrire quelques mots élogieux pour Dragon dans l'album de ce dernier, il y a joint, sous forme de maxime, un conseil qui est un irrécusable témoignage de la tension des rapports de notre professeur avec certains de ses collègues, au moment où il abandonna définitivement sa chaire, pour devenir pasteur à Crest : *Magnum genus vindicta est ignoscere.*

IX

CHARBONNERIUS (3).

L'autographe sans date, signé de ce nom, sous lequel on lit le mot MVSICA, écrit de la même main, peut être attribué au genevois Jean Charbonnier, qui faisait sa théologie à l'académie de sa ville natale en 1583 ; mais nous croyons qu'il est plutôt d'un « escolier du Monteylimard », pour l'entretien et logement duquel le consistoire de Die, à qui il avait été recommandé par Chamier, s'engagea à donner quarante sous par mois, attendu que « ledit escolier estoit pource ». C'était au mois de janvier 1607. Trois ans après, cet étudiant Charbonnier, qui suivait le cours de philosophie de l'italien Visconti, bien qu'il ne figure pas sur la liste des étudiants de l'académie

(1) Actes du syn. de St-Marcellin (1606).

(2) Fol. 181.

(3) Fol. 151.

de Die en 1610, était traduit devant le Conseil académique pour une lettre d'injures par lui adressée au second professeur de philosophie, Le Fèvre. Et le piquant de l'affaire, c'est que Le Fèvre ayant alors prétendu qu'en cette circonstance, l'étudiant n'avait été que l'instrument de son professeur, Charbonnier après avoir tout d'abord soutenu qu'il avait simplement voulu se venger de Le Fèvre, celui-ci l'ayant invectivé quelques jours auparavant en pleine rue, parce qu'il était d'un autre avis que lui, touchant certaine thèse latine, convint finalement que Visconti avait vu le brouillon de sa lettre. Ce qui donna occasion à Le Fèvre de s'élever violemment contre son collègue, l'accusant de s'être vanté « de faire le pis qu'il pourroit contre lui » et de lui avoir enlevé des élèves ; ensuite de quoi il mit le Conseil académique en demeure de déclarer que Visconti était un homme de trouble et le fauteur de toutes les querelles dont Die était alors le théâtre. Mais, habitué qu'il était à de semblables orages, le Conseil se contenta de faire faire des excuses au professeur offensé, par Charbonnier, qui n'en obtint pas moins, sept mois après, l'autorisation de présenter sa thèse de bachelier (1).

X

Stephanus CHASTETUS, Diensis 1611 (2).

Cet Etienne Chastet, que l'on a pris pour son frère aîné, suivait le cours de théologie de l'académie de Die, lorsqu'il écrivit dans notre album, quelques phrases latines sur l'amitié. Et cependant il n'était pas âgé de moins de 20

(1) *Livre du recteur*. — Délib. du consistoire de Die. — Conclusions académiques.

(2) Fol. 180.

ans à ce moment-là, attendu que nous savons par son acte de décès, qu'il avait 68 ans lorsqu'il mourut à Die, le 30 juillet 1659. Seulement il est bon de dire, qu'il fut toujours un écolier peu discipliné ; car indépendamment de ce qu'il se compromit de la manière la plus grave, dans une révolte en 1609, nous savons qu'il finit par être renvoyé de l'Académie en 1615, « pour ne s'estre » « pleinement justifié de quelques accusations dont il estoit » « chargé. » Ce qui lui fit abandonner la théologie pour le droit et de candidat au « saint-ministère » devenir un avocat, qui ne tarda pas à prendre place dans les conseils de la ville, dont il était consul en 1648 (1).

Pour ce qui est de son frère aîné, avec qui on l'a confondu, il s'appelait comme son père, le capitaine Pierre Chastet, était un médecin qu'une enquête faite en 1630, nous montre soignant, onze ans auparavant, le fameux Gouvernet, dans sa dernière maladie, et, provisoirement chargé d'un cours de philosophie, à l'académie de Die, au mois de janvier 1621, dans les singulières circonstances, que nous avons rapportées en parlant de Jean Dragon, il en devint ensuite professeur titulaire, dans des circonstances non moins singulières.

En confiant provisoirement aux candidats Escoffier et Chastet, les deux chaires de philosophie, pour lesquelles ils avaient été trouvés tout d'abord insuffisants, le Conseil académique voulait surtout, nous l'avons dit, empêcher qu'elles fussent confiées à des pasteurs. Or après cinq mois de ce provisoire, le Synode provincial dont les tendances étaient en opposition avec celles du Conseil académique, décida que ceux de ses membres qui procéde-

(1) Mortuaires de l'égl. réformée de Die. — Conclus. acad. — Actes du syn. de Mens (1615). — Arch. mun. de Die.

raient à la visite annuelle de l'Académie, devraient alors s'entendre avec les chefs de celle-ci, pour faire choix de bons professeurs de philosophie, « admettant à la dispute « des pasteurs, s'ils sont trouvés capables et si la nécessité « des temps et la violence des adversaires les contrain-
« gnent de quitter leur troupeau. » Mais le Conseil académique para aussitôt le coup, en procédant à de nouveaux examens, sans attendre l'arrivée des délégués du Synode et c'est ainsi que de professeurs provisoires Escoffier et Chastet devinrent professeurs titulaires (1).

En d'autres termes, la nomination du médecin Pierre Chastet, comme professeur de philosophie, le 21 novembre 1621, est un des nombreux incidents de la sourde lutte qu'il y eut toujours au sein de l'académie de Die entre l'élément laïque, et les pasteurs et professeur, Chastet le fut jusqu'à sa mort arrivée le 28 août 1647, c'est-à-dire vingt-six années, pendant lesquelles on ne relève pas d'autre fait saillant le concernant, qu'une révolte des étudiants de son cours le 21 juin 1624 (révolte durant laquelle on tira, selon l'usage, des coups de feu par la fenêtre et brisa « les bancs et paupitres »), et son élection comme principal du collège en 1623, 1625, 1629, 1632, 1633, 1634, 1639, 1640, 1644 et 1645 (2).

XI

S. CHERLERUS *Germany*, 1611 (3).

Bien qu'il se dise germain, au bas des dix-sept vers latins par lui écrits dans l'album de Jean Dragon, et que

(1) Mortuaires de l'église de Die. — Conclus. acad.

(2) Conclus. acad.

(3) Fol. 176.

les actes du synode provincial de 1617, le donnent comme étant de « Retel en Allemagne, » Samuel Cherler, dont le nom est écrit tour à tour, Charlerus, Cherlet, Charlet, Carlet, Kerlet, Kerler et même Querlerus, était, en réalité, « natif de Basle », ainsi que l'apprend une déposition qu'il fit le 5 mars 1611, devant le consistoire de Die. Etudiant à l'académie de cette ville, dès le mois de novembre 1609, il est de ceux qui se compromirent alors dans une révolte; seulement il fit ensuite oublier cet acte d'indiscipline, en prêtant au Conseil académique, son concours, pour la recherche d'un professeur d'éloquence, quand Dragon eut abandonné sa chaire, et c'est probablement à cela qu'il dut d'être nommé régent de troisième, vers la fin de l'année 1611; non compris que le Synode provincial lui alloua quelques mois plus tard, « la somme de six escus, pour dégrevement d'un voyage à Basle, où il s'estoit employé à faire pourvoir la première classe d'un régent capable (1). »

Or professeur, notre bâlois eut presque aussitôt avec le second professeur de philosophie, Le Fèvre, une querelle, qui un moment assoupie au mois de février 1615, grâce à l'intervention du Conseil académique, le mena deux ans après devant le bailli de la ville. Poursuivi pour un libelle injurieux contre Le Fèvre, il ne put échapper à toutes les conséquences de cette poursuite et dut renoncer au professorat, à cause de son impossibilité d'acquitter les frais de justice. De telle sorte, qu'une première demande d'admission au ministère pastoral, ayant été repoussée au mois de juin 1617, Cherler redevint un moment simple « escolier. » Mais admis l'année suivante et nommé pour lors

(1) Délib. du consistoire de Die. — Conclus. acad. — Actes du syn. de Mantoules (1613).

pasteur au Monestier-de-Clermont, il sut bien vite regagner les bonnes grâces du corps pastoral ; car transféré à Gap, au bout de quatre ans, il occupa ce poste jusqu'à ce que les infirmités l'obligeassent à se démettre de ses fonctions c'est-à-dire trente-huit années, pendant lesquelles ses collègues le distinguèrent plus d'une fois, d'une manière flatteuse. Et pour ce qui est de ses ouailles, que le synode national de Loudun invitait à porter son traitement de 300 à 400 livres, en 1619, elles témoignèrent de leurs sentiments pour lui, après sa mort, en accordant à sa veuve un secours de 300 livres, à cause de sa nombreuse famille et de son peu de fortune.

Démissionnaire en 1660, Cherler mourut à Gap, le 15 janvier 1662, laissant un fils, qui pasteur à Montbrun, devint ensuite ministre de la maison du marquis de Ruigny, ancien député général des églises réformées de France (1).

XII

Abrahamus COLIGNO, 1611 (2).

Les Colignon qu'il ne faut pas confondre avec les Calignon, bien que le fameux chancelier de Navarre, soit appelé Siffrein Colignon, dans les registres de l'université de Valence, les Colignon, disons-nous, étaient d'obscurs artisans de Die, qui ne prétendaient pas le moins du monde à la particule, dont on s'est plu à les gratifier dans la suite et pour ce qui est de celui qui a célébré les bienfaits de l'amitié dans notre album, il était le fils de Didier Colignon

(1) Conclus. acad. — Actes du syn. d'Embrun (1618) CHARONNET. *Les guerres de relig. dans les Hautes-Alpes*, 333. — ARNAUD. *Hist. des prot. du Dauph.* II, 383.

(2) Fol. 162.

et le frère du menuisier Daniel Colignon, que le Conseil académique chargea de réparer « les bancs et fenestres de l'Académie, » en 1610 (1).

Étudiant de première classe, à l'académie de sa ville natale, en 1610, cet Abraham Colignon fut nommé pasteur à Chorges sept ans après et de Chorges, envoyé, en 1619, dans le Vercors, dont les habitants refusèrent, paraît-il, de pourvoir à son entretien ; car le Synode provincial de 1620, après avoir entendu les plaintes du jeune pasteur, décida qu'en raison de « l'ingrate non-chalance de l'église du Vercors, et pour l'exciter à son « devoir, elle seroit comminée et, si elle ne satisfaisait « ledit Colignon, privé de toute subvention et de pasteur. » Ce qui ne ramena pas, quand même, les protestants du Vercors, à de meilleurs sentiments, ainsi qu'on peut le supposer en voyant Abraham Colignon, nommé pasteur à Barraux, peu de temps après (2). De Barraux, notre pasteur, fut transféré à Mens en 1628, suivant M. Arnaud, qui le donne comme occupant encore ce dernier poste en 1635, tandis qu'un acte de l'an 1676, dans lequel il est question de son fils Daniel, qui était alors médecin à Mens, dit que Abraham Colignon, mourut en 1626 (3).

On a de ce pasteur, l'ouvrage suivant : *Thimotée ou de la manière de bien honorer Dieu ; plus deux traités : 1° Des combats de la chair contre l'esprit, et 2° deux sermons de l'épreuve de soi-même*. Genève, 1628, in-8°, dont il y a une seconde édition de 1635, contenant en outre :

(1) NADAL : *Histoire de l'univ. de Valence*. — Concl. acad.

(2) Conclus. acad. — Actes du syn. de Nyons (1617), de Gap (1619) et Briançon (1620). — ARNAUD, *Hist. des prot. du Dauph.* II.

(3) ARNAUD : *Ibid.* — Notes de M. Ed. Maignien.

Héraclite ou de la vanité et misère de la vie humaine avec une dédicace à Marc Vulson, conseiller au parlement de Grenoble (1).

XIII

DURANDUS *Briançonensis* (1).

De même que l'anglais Gent, dans l'album de Bongars, le briançonnais David Durand n'a écrit que ces mots dans l'album de Dragon : *Abstine et sustine*, ce qui est d'un sage, et ce sage était un malheureux professeur, qui fut presque toujours aux prises avec la mauvaise fortune. Etudiant en théologie à l'académie de Die, en 1610, David Durand ayant embrassé ensuite la carrière de l'enseignement, ne devint en effet, presque aussitôt professeur de quatrième, que pour se trouver sans emploi ; et le pasteur Appaix, qui s'occupa toujours quelque peu de l'académie dont il fut le premier recteur, lui ayant alors fait accepter la charge de professeur de cinquième, dans cette académie, en lui promettant une meilleure place, dès qu'elle serait vacante, Durand fut ensuite le seul à se rappeler de cette promesse. Tellement que, de dépit, il donna sa démission le 1^{er} septembre 1613.

Or cette démission donnée, le pauvre Durand eut non seulement toutes les peines du monde à obtenir le paiement de ses gages et le remboursement des frais par lui faits, quelque temps auparavant, allant à Grenoble, pour y entretenir Lesdiguières des affaires de l'Académie ; mais ayant demandé quelques mois après au Synode provincial (1614), de l'admettre dans le ministère pastoral, cette assemblée lui conseilla « de s'adonner à quelque

(1) Fol. 13.

« autre vocation, pour l'entretienement de sa famille. » Et si le pasteur Appaix fut en même temps chargé de faciliter sa rentrée dans l'académie de Die et de lui faire obtenir, en attendant « quelque assistance de deniers, de MM. « des Comptes, » le Conseil académique décida, par contre, que toute chaire vacante serait dorénavant mise au concours. Redevenu, quand même, professeur à l'académie de Die, Durand eut ensuite la mauvaise inspiration d'accepter les offres des protestants de Nyons qui le demandaient pour « régent de leurs escoles », et conséquemment de se démettre une seconde fois de sa charge de professeur le 28 novembre 1617. Or, sept ans après, le malheureux Durand, congédié par suite de certaines « cabales » revenait à Die, suppliant le Conseil académique de lui venir en aide pour « l'entretienement de sa paoure et assez « ample famille. ». Ce à quoi les membres de ce conseil répondirent en décidant le 25 mai 1624, qu' « en considération de la paoureté et affliction en laquelle se trouvent « la femme et quelques siens enfants du sieur Durand et « aussi les bons services qu'il a affectionnément rendus « durant plusieurs années, soit à l'Académie, soit à plusieurs « sieurs honorables familles de ceste ville, où il s'est toujours comporté en homme de bien, lui est octroyé l'assurance de la cinquième classe à laquelle il sera establi, « provisionnellement, lorsqu'elle sera vaquante et outre « ce, de lui donner lettre pour MM. de Nions, en termes « officieux pour son restablissement. » Seulement comme la lettre « pour MM. de Nions, » fut probablement sans effet et la classe promise trop longue à vaquer, notre briançonnais chercha bientôt aide et secours ailleurs, car l'an suivant, il publiait à Grenoble : *Déclaration de M. David Durand, Dauphinois, jadis protestant et dogmatisant en la religion calvinique et régent du collège de Die et es-*

coles de Nions, touchant sa conversion à la foy catholique, 1625, in-8° de 21 et 3 pages (1).

Deux ans après, David Durand était établi à Die, dans le quartier des Eygluys.

XIV

Paulus DURANDUS, Trievensis 1611 (2).

Etudiant de première classe à l'académie de Die en 1610, cet élève de Jean Dragon, qui ne trouvait pas de plus précieux bien, dans la mauvaise fortune, qu'un ami, — *In rebus adversis pecunia melior amicus est*, — était le fils d'un pasteur Barthélemy Durand, qui mourut en 1643, ayant successivement desservi les églises de Beaurepaire (1600-1610), de Molines (1610-1611), de Clelles (1612), de Serres (1612-1622), de Nyons (1622-1623), de Ste-Euphémie (1626-1630) et de Clelles encore (1637). Et comme il était du Trièves et que sa mère, Bonne de Griffon, fille de Jean, sieur de Bagnol, appartenait à une famille noble de cette contrée, nous nous demandons si le pasteur son père ne serait point, par hasard, quelque cadet des Durand de Pontaujard, autre famille noble du Trièves, qui s'établit dans les environs de Montélimar au XVII^e siècle et dont les armes étaient : *parti de sable et d'or, contre parti de l'un en l'autre, au chef d'argent, chargé de trois têtes de léopard de gueules ?* (3)

(1) Actes du syn. du Pont-en-Royans (1614). — Concl. acad. — ARNAUD, *Hist. des prot. du Dauph.*, II, 390.

(2) Fol. 161.

(3) Notes de M. E. Maignien. — CHORIER: *Etat pol. du Dauph.* III, 231.

(A suivre)

J. BRUN-DURAND.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les livraisons 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94° et 95°).

Hugues d'Aix, seigneur de Bellegarde, qui, comme nous l'avons vu, ne devait point survivre à son frère Pierre Isoard, est dès le 16 août 1291 qualifié de chevalier. Il se trouve alors au château de Chamaloc et figure comme témoin de la vente de la baronnie de Mévouillon, passée par Raymond de Mévouillon le Jeune, au profit de Jean de Genève, évêque de Valence et de Die. L'année suivante, au mois de juillet, revêtu du titre du procureur de l'évêque, il prend, au nom du prélat, possession de la baronnie, allant de château en château pour y arborer la bannière épiscopale et y faire reconnaître la juridiction du nouveau suzerain (1). Hugues avait épousé Alix, fille de Geoffroy de Châteauneuf et de Catherine de Bourdeaux : cette dernière, unique héritière de Béranger, seigneur de Bourdeaux, avait apporté dans la maison de Châteauneuf les fiefs de Bourdeaux et de Poët-Célar, ainsi que le château et la terre de Comps (2). Tous ces biens, par

(1) Bibliothèque de Grenoble. R. 4452, p. 6-7. — Cf. *Essai hist. sur Die*, l. v, § 4.

(2) Archives de l'Isère. Inventaire de 1698 : Diois, t. I, n° 332.

le mariage d'Alix, passèrent au seigneur de Bellegarde. Ils étaient tenus en fief du comte de Valentinois, et celui-ci ne tarda pas à les réunir à ses domaines par l'acquisition qu'il en fit de Hugues et d'Alix, sa femme, le 19 août 1317 (1). Hugues ne laissa que deux enfants : Guillaume Artaud III, qui suit, et Catherine Artaud, qui épousa Agout de Baux, seigneur de Brantes (2).

Guillaume Artaud III, seigneur d'Aix, de Bellegarde, de la Motte, etc., hérita, comme nous l'avons dit, en 1334, de son oncle Pierre Isoard. Il avait remplacé son père comme seigneur de Bellegarde dès l'année 1320, car, en cette qualité, il nomme un fondé de pouvoirs à l'effet de rendre hommage au duc de Calabre de la terre du Brochet, soumise à la juridiction royale de la Valdoulle (3). Guillaume était, sans contredit, un

(1) Archives de l'Isère, B, 3569 : « ... Anno Domini M^o.CCC^o.XVII^o, scilicet XIX^a mensis augusti, nobilis vir Hugo de Asio, dnus Belle Garde, et Philippus Boszii, florentinus, procurator... nobilis Alisie, uxoris d. Hugonis filieque quondam d. Gaufridi de Castro Novo... vendiderunt... d^o A. de Pictavia, comiti Valent. et Dyen., presenti..., castrum de Coms et villam de Orcinacio, et etiam omne jus et omnem actionem quod et quam habebat... dicta Alisia seu dictus Hugo apud Castrum de Bordellis et apud castrum de Poieto Sealari et in eorum territoriis... Predicti vendiderunt eciam eidem d. comiti... pensionem triginta septem librarum, ad quam pensionem prestandam eidem Hugoni dicebat dictus Hugo dictum d. comitem teneri eidem pro dicta uxore sua de facto seu affari quod dicti de la Charrerria et quidam alii nobiles de Coms habebant in dicto castro, quod dictum factum et affare d.d. comes acquirere debebat dicto d. Gaufrido, ex causa cujusdam compositionis seu conventionis olim facte inter d.d. comitem et d.d. Gaufridum,.... precio duarum mille et ducentarum librarum turonensium, quod precium predicti Hugo et procurator, nomine quo supra, confessi fuerunt se habuisse et recepisse..... Acta fuerunt hec apud Sauzetum, testibus presentibus rever. pat. dno Ludovico, Vivariensi episcopo, domino L. de Pictavia primogenito dicti comitis, Giraudo Adhemari, dno Montilii, dno Armando de Combis, priore de Gorgia... »

(2) D^r BARTHÉLEMY. *Inventaire des chartes de la maison de Baux*, n^o 1181.

(3) Archives des Bouches-du-Rhône, B, 450.

des plus riches et des plus puissants seigneurs du Diois. Il s'est trouvé mêlé à tous les grands événements de son temps. En 1326, il combat à Varey, en compagnie d'Agout de Baux, son beau-frère, de Guillaume de Quint et d'une foule de seigneurs, la fleur de la noblesse dauphinoise (1). Dès qu'il fut en possession de la baronnie d'Aix, un de ses premiers soins fut de s'acquitter des devoirs de vassalité auxquels il était tenu envers le Dauphin et l'évêque de Die. Le 23 septembre 1335, en présence d'Amédée Alleman, prieur de Saint-Laurent de Grenoble, et de Nicolas Constant, seigneur du Châtelard de Bordettes, procureurs d'Humbert II, il fit le dénombrement des châteaux et des terres qu'il tenait en fief de ce prince ; il prêta ensuite le serment de fidélité et se soumit à la cérémonie de l'hommage, comme avaient fait ses prédécesseurs. Ce dénombrement comprend les châteaux de Gresse et de Thoranne, ainsi qu'un certain nombre de possessions à Château-Bernard, à Miribel, à Esparron, à Clelles, à Saint-Martin et dans la montagne de Lautaret ; on y voit, en outre, mentionnés deux de ses feudataires, François de Theys et Pierre Claret (2). Ce dernier est la tige d'une des plus nobles familles du Diois, qui a possédé pendant des siècles la terre de Treschenu ; il avait le petit fief d'Esparron, qu'il tenait, pour une moitié, du Dauphin, et, pour l'autre moitié, de Guillaume Artaud : Guigues VIII lui avait vendu, le 10 juillet 1330, sous réserve de l'hommage, la part de ses droits sur cette seigneurie pour le prix de 30 livres de gros tournois d'argent du royaume de France, marqués à l'O rond, de bon aloi (3).

(1) (BRISARD). *Hist. généalo. de la maison de Beaumont*, t. II, p. 96.

(2) CHEVALIER. *Inventaire des archives des dauphins de Viennois*, en 1346, n° 652.

(3) Archives de l'Isère, B. 2961, f° 34. Dans cet acte de vente, il est fait mention de l'hôpital du col, qui payait au Dauphin deux sols de cens annuel pour droit de garde ; on voit qu'il y avait aussi un péage qui fut également vendu. Ce péage existait encore au siècle suivant,

Dans le traité qui fut conclu le 7 novembre 1335, à la Silve-Bénite, entre Humbert II et Aymon, comte de Savoie, le Dauphin donna pour garants de sa parole Albert de Sassenage, Guy de Grolée, Lantelme Eynard, Guillaume Artaud et plusieurs autres grands personnages (1). Ajoutons que nous retrouvons encore le seigneur d'Aix, avec les représentants de la plus haute noblesse dauphinoise, aux brillantes fêtes qui eurent lieu à Beauvoir, le 19 mai 1336, à l'occasion du mariage d'Amblard de Beaumont, le célèbre conseiller du Dauphin, avec Béatrix Alleman de Valbonnais (2).

Cependant les graves événements qui se passaient dans le nord de la France ne pouvaient manquer d'avoir un douloureux retentissement dans nos pays. Le Dauphiné commençait à entrer dans le mouvement de la politique française ; le roi y comptait depuis quelque temps des vassaux, parmi lesquels il faut placer en première ligne le Dauphin. Les démêlés du roi avec l'Angleterre traversaient alors une phase des plus aiguës. Edouard III, le monarque anglais, avec l'appui moral

comme l'atteste une procédure faite le 24 avril 1460 par le vice châtelain du Trièves, à la requête de Jean Claret, seigneur d'Esparron et de Treschenu, qui demandait que ce péage fût perçu à Treschenu et non à Esparron, demeuré sans habitants. Les Claret achetèrent plus tard aux Artaud leur portion de la terre d'Esparron et devinrent ainsi propriétaires de toute la seigneurie. Louis Claret, dernier seigneur de ce nom, ne laissa qu'une fille, Lucrèce, qui épousa Antoine Simiane, seigneur de Séderon, et lui porta les terres de Treschenu, d'Esparron et des Nonnières : ce fut en faveur de Louis de Simiane de Claret, fils de ces derniers, que Louis XIV érigea, au mois de juin 1651, la terre d'Esparron en marquisat. Au commencement de ce siècle la famille de Nicolaï recueillit la succession des Simiane : elle fit mettre en vente, aux enchères publiques, ses propriétés à Esparron, d'une contenance totale de 385 hectares, la plus grande portion en forêt, et le 28 juillet 1838, ces biens furent acquis pour le prix de 125, 100 francs. Cf. *Notre-Dame des Neiges d'Esparron*. Paris, 1888, in-8°, 35 pp.

(1) BRISARD. *Hist. de la maison de Beaumont*, t. II, p. 278.

(2) BRISARD. *Hist. de la maison de Beaumont*, t. I, p. 473, et t. II, p. 279.

de l'Empire, se disposait à frapper un grand coup. Le roi de France fit appel à tous ses vassaux. Par une lettre datée de Beauvoir, le 10 mai 1338, Humbert II s'excusa de ne pouvoir se rendre à Amiens au temps marqué (1), mais l'année suivante, tout empêchement ayant cessé, il conduisit lui-même à son suzerain le contingent de troupes qu'on lui demandait. Le 6 novembre 1339, eut lieu à Paris la *montre* ou revue de la petite armée dauphinoise. Nous possédons encore la liste officielle de tous les chevaliers bannerets qui avaient accompagné le Dauphin et on y retrouve les noms de toutes les nobles familles de la contrée : Guillaume Artaud, avec une suite de quatre hommes, y figure à son rang (2).

Sans nous arrêter à relever çà et là quelques faits de minime importance, nous franchissons plusieurs années et nous arrivons à un événement qui produisit en Dauphiné une grande émotion et dut laisser dans les souvenirs du seigneur d'Aix des traces profondes. Le pape Clément VI, fidèle à la politique de ses prédécesseurs, n'avait cessé depuis le commencement de son pontificat de travailler à rétablir la paix entre les princes et à tourner leur ardeur belliqueuse contre les Turcs, les véritables ennemis de la chrétienté. Une première expédition n'avait pas eu de succès ; il songea à une véritable croisade. Le Dauphin Humbert II sollicita et obtint l'honneur d'être placé à la tête de la sainte entreprise. Tout préoccupé des préparatifs de cette guerre, il vint à Avignon, vers la fin d'avril 1345, suivi de l'élite de sa noblesse. Guillaume Artaud était au nombre des seigneurs qui l'accompagnèrent. Entre autres documents où figure le nom du seigneur d'Aix, nous en citerons deux, qui intéres-

(1) VALBONNAYS. t. II, p. 361, et 375.

(2) CHEVALIER. *Choix de documents historiques inédits sur le Dauphiné*, p. 59-61. Un chevalier ou un écuyer banneret devait être accompagné à l'armée « au moins de quatre ou cinq nobles hommes et continuellement de douze ou seize chevaux. » DANIEL. *Hist. de la milice française*, t. I, p. 114.

sent particulièrement l'histoire de nos pays. Par un traité solennellement conclu entre le Dauphin et l'évêque de Die en 1299, l'évêque avait été proclamé suzerain de la baronnie de Mévouillon et il avait été réglé que le Dauphin lui en ferait hommage, à chaque mutation de seigneur et de vassal. Pierre de Châtelus occupait le siège épiscopal depuis 1342 et le Dauphin lui devait encore l'hommage. L'évêque voulut mettre à profit les dispositions religieuses qui animaient alors ce prince et il se rendit à Avignon pour réclamer hautement ce qu'il considérait comme son droit. Il ne s'était point mépris sur les sentiments du Dauphin, car dans une première entrevue qu'il eut avec lui au monastère de Bon-Repos, le 17 juillet 1345, Humbert protesta de son amour de la justice et promit l'hommage demandé (1). En effet, le 24 du même mois, en présence d'un grand nombre de seigneurs ecclésiastiques et laïques, il déclara tenir en fief de l'évêque de Valence et de Die la baronnie de Mévouillon et en fit hommage (2). L'archevêque de Lyon et l'évêque de Grenoble, Leuczon de Lemps, prieur de Saint-Donat, Amblard de Beaumont, Amédée de Roussillon et Guillaume Artaud furent témoins de ces actes.

Le départ pour la croisade ne tarda pas à s'effectuer. Le 2 septembre 1345, Humbert II s'embarquait à Marseille et dès le lendemain mettait à la voile. Il débarqua à Livourne, et pendant que le gros de l'armée, continuant sa route sur mer, gagnait Samos, il traversa la péninsule et se rendit à Venise avec une brillante escorte. Guillaume Artaud fut du nombre de ceux que le Dauphin prit avec lui et qui demeurèrent attachés à sa personne. Nous n'avons pas à raconter ici cette croisade (3) ; nous dirons seulement que si elle ne produisit

(1) Bibliothèque de Grenoble, R. 4452, f° 152.

(2) Ibid., f° 8, et archives de l'Isère, B, 2614.

(3) CHEVALIER. *Choix de documents hist. inédits...*, p. 96-119 ; — VALBONNAYS, t. II, 208, 210-1, 214, 220, 225, 228, 232, 236-9, 241-6 ; — *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, 1^{re} série, t. I. p. 276-8.

pas de grands résultats, elle eut du moins l'avantage de ne point se terminer par un de ces épouvantables désastres qu'on n'eut, hélas ! que trop souvent à déplorer dans les précédentes expéditions. Nos Dauphinois revinrent à peu près tous sains et saufs dans leurs foyers.

L'union du Dauphiné à la couronne de France ayant été consommée, Charles, fils aîné du roi, déclaré successeur du Dauphin, se hâta de venir dans la province recevoir les hommages de ses nouveaux vassaux. Guillaume Artaud lui fit le sien à Grenoble, dans l'habitation de l'évêque, et en présence de Henri de Villars, archevêque de Lyon, le 4 mars 1350 : le dénombrement de ses fiefs est de tout point conforme à celui qu'il avait lui-même précédemment passé à Humbert (1). L'année suivante et le 23 octobre, le seigneur d'Aix assistait au traité conclu à Villeneuve-lès-Avignon entre le roi Jean, agissant pour son fils, et le comte de Savoie (2).

Imitant la sage conduite de son oncle Pierre Isoard, notre seigneur d'Aix se tint constamment en dehors de la querelle qui divisait l'évêque et le comte de Valentinois et qui depuis tant d'années déchaînait sur le pays les maux de la guerre. Il eut peu de contestations avec le prélat, et chaque fois on réussit, par voie d'arbitrage, à les mettre d'accord. C'est ainsi qu'en 1359 il transigea avec lui au sujet des limites de Die et de Molière (3). Il réserva toute sa valeur guerrière pour de plus nobles causes. Nous l'avons vu, à la suite de son suzerain, aller en Orient combattre les infidèles ; il devait encore dans son propre pays tourner ses armes contre des ennemis non moins redoutables.

Dès l'année 1357, le Dauphiné et la Provence avaient eu à souffrir du passage des grandes compagnies. Les traités de Brétigny et de Calais laissaient sans occupation des bandes

(1) Archives de l'Isère. Registres Pilati, B, 14, f° 30.

(2) MAIGNIEN. *Généalogies et armoiries dauphinoises*, p. 100.

(3) Rappelé dans une transaction du 23 octobre 1496, citée plus loin.

d'aventuriers qui durant la guerre de Cent-Ans vendaient leurs services soit à l'Angleterre, soit à la France. Elles parcouraient alors la France, la traitant en pays conquis. En 1361, elles descendirent la vallée du Rhône et marchèrent vers Avignon. Le 8 janvier, Innocent VI écrivit à l'évêque de Valence qui lui avait signalé le danger : louant son zèle, il l'engageait à s'opposer de toutes manières aux projets de ces misérables. Peu de temps après, le danger parut plus grand encore. Les provinces menacées songèrent à réunir leurs forces. Le recteur du Comtat était alors ce Philippe de Cabassole, évêque de Cavaillon, protecteur et ami de Pétrarque, dont le rôle fut si grand à la cour d'Urbain V. Devant les menaces des routiers, dont les premières bandes avaient déjà pénétré dans le Valentinois et le Dauphiné, il appela par ses lettres du 30 novembre 1363 les gouverneurs et les seigneurs de ces provinces à la résistance. Le gouverneur du Dauphiné Raoul de Loupy, le sénéchal de Provence Foulques d'Agout, le comte de Valentinois Aymar de Poitiers, Guillaume Artaud, chevalier, seigneur d'Aix, représentant l'évêque de Valence, se réunirent à Avignon, dans la maison de Philippe de Cabassole, où ils discutèrent et arrêtaient les bases d'un traité, auquel Amédée comte de Savoie adhéra l'année suivante. Ce traité devait durer deux ans (1).

Peu de temps après, pendant un des moments de tranquillité si rares à cette époque, Guillaume Artaud et Louis de Villars, évêque de Die, firent entre eux un échange de propriétés qui donna lieu à la rédaction de plusieurs actes importants, qu'on pourrait, à cause des curieux renseigne-

(1) *Bulletin hist. et arch. de Vaucluse*, 2^e année, p. 96-104 : «...egregius vir d. Guillermus Artaudi, miles, dominus de Aysio, pro dicto d. Diensi et Valentiniensi episcopo et comite, pro tractanda et facienda dicta liga... » — GUIGUES. *Les Tard-Venus*, dans *Mémoires de la Société littéraire de Lyon* (1882-5). Tirage à part : Lyon, 1886, in-8°, p. 111. — VAISSETTE, *Histoire générale de Languedoc*, t. IX (1886), p. 755 et suiv.

ments qu'ils renferment sur la condition des terres féodales, publier avec profit dans un traité des fiefs. Les deux seigneurs avaient des possessions et des droits assez enchevêtrés à La Motte et à Valdrôme : afin de faciliter l'exercice de leurs juridictions et surtout la perception de leurs revenus, ils résolurent d'un commun accord, le 3 mars 1371 (n. s.), de se faire réciproquement certains abandons de manière à ce que chacun d'eux demeurât exclusivement et sans aucun partage seigneur de l'une de ces localités. En conséquence, Guillaume renonça en faveur de l'évêque à tout ce qu'il avait ou pouvait avoir à Valdrôme, et celui-ci se désista à son tour de tous ses droits sur La Motte, en faveur du seigneur d'Aix et de ses successeurs. Le document nous donne une longue énumération des possessions et des droits échangés. Nous ne relèverons ici qu'un détail. Les hommes de l'évêque, à La Motte, étaient pour la plupart pauvres et sans aucune possession ; ceux de Guillaume, à Valdrôme, avaient au contraire des maisons et des terres : on convint donc que dans l'échange un homme de Valdrôme possessionné vaudrait à lui seul deux hommes de La Motte. Il est ensuite signalé que l'évêque se réserve l'hommage de Guillaume Artaud et celui de Guillaume de Plaisian, ainsi que le haut domaine du lieu de la Motte. Cet échange se fit à Montvendre et l'acte en fut rédigé par François de Jean, notaire à Die, en présence de Girard de Lachau (*de Calma*), doyen de Valence, de Pierre Mole, jurisconsulte et juge de Valence, de maître Raymond du Puy (*de Podio*), habitant de Valence, médecin (*physico*), et de nobles Jean de Lachau, François Baile, Barthélemy Bonvin, tous bourgeois de Valence. L'évêque, cela va sans dire, s'était fait autoriser pour passer cet acte par les chanoines de Die et de Valence ; il en avait également sollicité et obtenu la permission du pape Grégoire XI (1). Ce ne fut

(1) Archives de M^{me} de Félines, à Die. « Hinc est quod anno incarnationis dominice M^o.CCC^o.LXX^o, et die tertia mensis Martis.....

pourtant que deux ans plus tard, que toutes les formalités pour cet échange ayant été remplies, l'évêque nomma des

prefatus d. episcopus et comes... et d. Guillelmus Artaudi... attendentes dictam permutationem fore dictis partibus fructuosam, cum ea que seorsim detinentur potius fructuosa existant quam ea que communiter possidentur, cum communia plerumque pariant discordiam, attempta insuper per d. d. episcopum et comitem utilitate et commodo ecclesiarum suarum.... de voluntate capituli Diensis .. et canonicorum dicti capituli... congregatorum ad sonum campane ut alias more solito capitulantium... super permutatione predicta convenerunt... Imprimis, cum d. d. episcopus percipere consueverit apud Mottam tres eminas cum dimidia et dimidium quarte et quartum unius quarte frumenti, servicii seu census, quod dictum frumentum tradatur et expediat dicto militi: dictus vero miles, ex parte dicta permutationis, tradat et expediat d. d. epo et ejus successoribus tria sestaria et eminam cum dimidia frumenti, servicii seu census, apud Vallem Dromam. — Item, tres emine frumenti estimate pro furnagio hominum affranchitorum quas percipere consuevit d. d. epus et comes apud Mottam de furno communi tradantur dicto: et dictus miles tradat et expediat d. d. epo.. duo sestaria frumenti servicii seu census apud Vallem dromam.— Item, undecim sestaria bladi que percipere consuevit d. epus.. apud Mottam pro hommagiis.. habitantium.. expediuntur.. d. militi...: dictus vero miles tradat... tresdecim sestaria bladi... — Item, et tria sestaria cum emina bladi que percipit epus... pro guidagiis... — Item, tres quarteroni piperis et octova pars unius quarteroni quos percipere consuevit.. epus.. apud Mottam.. tradantur d. militi...: ipse vero tradat.. viginti libras piperis censuales apud Vallem dromam. — Item, viginti tres libras cum dimidia cere quas percipere consuevit.. epus.. pro gardis apud Mottam tradantur d. militi... — Item, quattuor solidi, novem denarii, tres pite et vigesima pars unius denarii quos percipere consuevit.. epus.. apud Mottam expediuntur d. militi.. — Item, cum dictus epus.. habeat quamdam vineam apud Mottam, que fuit estimata per certos commissarios.. ad valorem quattuor sestariorum frumenti annue censualium, quod dicta vinea expediatur d. militi: dictus vero miles,... tradat.. epo molendium suum quod habet apud Vallem dromam. — Item, emolumentum furni proprii d. epi... — Item, quoddam casale quod ibidem apud Mottam... — Item, cum d. epus habeat vigesimam quartam partem jurisdictionis communis apud Mottam et habeat emolumentum pro clamore et sigillo in dicto loco... Acta fuerunt hec in castro de Montisveneri, dioc. Valent. in camera dicti d. epi et comitis infra fortalicium de loci, testibus.. Giraudo de Calma, decano Valent... »

délégués à l'effet de prendre possession des biens qui lui étaient cédés à Valdrôme. Le 17 janvier 1373 (n. s.), Eynard *de Escalone*, bachelier ès lois, juge mage des évêchés de Valence et de Die, et noble Jean de Lachau, écuyer, fondés de pouvoirs du prélat, furent solennellement mis en possession du château de Valdrôme et de tous les biens, mentionnés au contrat, par Guillaume Artaud, qui se conforma de tout point au cérémonial usité en pareille circonstance (1). A son tour le seigneur d'Aix prit possession de La Motte par délégués le 23 juillet 1373 (2). La même année et le 24 janvier, Guillaume Artaud avait terminé, par voie d'arbitrage, un différend qu'il avait avec le chapitre de Die : on décida que « l'île de Gontard relèverait de Recoubeau pour la juridiction, que les hommes de Menglon pourraient y passer avec leurs troupeaux et y prendre les verges et bâtons nécessaires aux pâtres ; que l'île de Geoffroy de Reutors près du Bez et d'autres terres voisines seraient du territoire de Menglon », etc., etc (3).

Guillaume Artaud III fit son testament le 2 mars 1374 (n.s.). Cette pièce, comme toutes celles de même nature, nous fait d'abord connaître les œuvres pies du testateur, qui voulut élire sa sépulture dans l'église des Frères Mineurs de Die, où il fonda une chapelle, proche du maître-autel, et à l'entretien de laquelle il assigna une rente de 10 florins d'or (4).

(1) Archives de M^{ss} de Félines. à Die. « ... hinc est quod anno dominice incarnationis M^o.CCC^o.LXX^o.II^o. et die decima septima mensis januarii personaliter constitutus d. Guillelmus Artaudi de Aysio, dominus et in parte Vallisdrome, .. dictam pareriam suam Vallisdrome... deliberavit penitus et omnino... Eynardo de Escalone, in legibus baccalario, judici majori Dien. et Val., necnon et nobili Johanni de Calma, scutifero, d.d. nostri epi et comitis commissariis.... ipseque d. Guillelmus Artaudi prenommatos d. commissarios... in possessionem omnium premissorum posuit et induxit per traditionem clavis turris fortalicii necnon recognitionem censuum..... »

(2) Archives de M^{ss} de Félines, à Die.

(3) *Invent. des arch. dauphinoises de M. Henry Morin-Pons*, n° 630.

(4) *Inventaire des archives de la chambre des comptes de Grenoble*, 1698, Ms. Diois, t. I.

Voici le nom de ses enfants : 1° Guigues Artaud, seigneur d'Aix, qui suit ; — 2° Hugues, seigneur de La Motte, qui testa le 8 février 1422 et fut enseveli dans l'église de La Motte : il fut le père de Louis et de Guillaume Artaud, morts avant lui, de Gauthier qui testa en 1427, de Jean, allié à Marie de Sassenage, fille de Henri et de Huguette de La Tour, et de Catherine, mariée à Raymond de Montauban ; — 3° Guillaume ; — 4° Jacques, chanoine de Die, bachelier en droit, nommé à l'évêché de Saint-Paul-Trois-Châteaux par bulles du 10 juillet 1364, sacré à Avignon par Anglic de Grimoard, évêque de cette ville et frère du pape, transféré au siège de Gap par bulles du 10 avril 1366, mort en 1399 (1) ; — 5° Jean, mort avant son père, laissant une fille nommée Gonesse ; — 6° Eléonore, mariée à Beudoin Eynard, seigneur de Chalancon ; — 6° Cécile, mariée à Jean Béranger de Morges ; — 7° Marguerite, religieuse à Bouchet.

La date exacte de la mort de Guillaume Artaud ne nous est pas connue ; Guigues Artaud, son héritier, ne fit hommage au Dauphin que le 4 mars 1376. Il est donc probable qu'il vécut quelque temps encore après son testament et qu'il aura été témoin des épouvantables ravages des compagnies bretonnes dans le Diois. A la tête d'une bande de quatorze mille soldats, Olivier du Guesclin, frère du célèbre Bertrand du Guesclin, pénétra dans le Diois par la vallée du Royans, gagna celle de la Drôme et, pillant tout sur son passage, arriva le 18 septembre 1374 sous les murs de Die. La ville paya une rançon de trois mille florins, et ce fut à cette condition que les terribles compagnies consentirent à s'éloigner pour se porter dans le Trièves, où elles continuèrent leurs brigandages jusqu'à la fête de St-Jean (24 juin) de l'année suivante (2).

(1) ALBANÈS. *Histoire des évêques de St-Paul-Trois-Châteaux au XIV^e siècle*, Montbéliard, 1885, in-8°, p. 31-4 (Extrait du *Bulletin d'hist. eccl. de Valence*).

(2) Voir nos *Mémoires des frères Gay, de Die*. Montbéliard, 1888, in-8°, p. 348. — Archives de l'Isère, B, 3352, 3356. — Cf. *Histoire générale de Languedoc*, t. IX, p. 881.

Nous croyons devoir arrêter à cette date l'histoire des anciens comtes de Die et de leurs descendants. A partir de Guigues Artaud, la filiation des seigneurs d'Aix n'offre plus aucune difficulté ; d'autre part, les événements auxquels ces seigneurs ont été mêlés se retrouveront à peu près tous, plus loin, dans le cours de ce récit. Qu'il nous suffise donc de retracer brièvement les grandes lignes de la généalogie des successeurs de Guillaume, jusqu'au point où la famille des Artaud d'Aix tomba en quenouille, vers le milieu du XVI^e siècle.

Guigues Artaud, seigneur d'Aix, de la Motte, de la Roche, de Bellegarde, etc. prêta plusieurs hommages aux officiers du Dauphin : le 4 mars 1376, le 28 janvier 1377, et le 16 octobre 1388. Il y est fait mention des châteaux de Gresse et de la Bâtie, ainsi que ses autres possessions du Trièves que nous connaissons déjà (1). En 1393 Catherine Artaud, sa tante, veuve d'Agout de Baux, seigneur de Brantes, lui vendit la terre d'Alauson. Guigues avait épousé en premières noces, le 25 septembre 1376, Baudette d'Anduse, fille de Bermond et de Béatrix de la Roche, et en secondes noces Marguerite de Montauban. De son premier mariage naquirent ; 1^o Guillaume Artaud IV, qui suit ; — 2^o Louis, bailli des Baronnie, qui testa en 1438 ; — 3^o Isabeau, mariée à Isoard de Montauban ; — 4^o Béatrix, mariée le 5 mars 1389 à Georges Auger ; — et 5^o Catherine (2).

Guillaume Artaud IV, seigneur d'Aix, la Roche, Bellegarde, etc., succéda à son père en 1413 et fit hommage au roi le 27 novembre de la même année, en même temps que Louis, son frère et cohéritier (3). Il avait épousé le 5 juin 1405 Isoarde de Montauban, en qui se termina la branche des seigneurs de Montmaur : Raymond de Montauban, son père, mourut en 1429, sans laisser d'enfant mâle. En secondes

(1) Archives de l'Isère. Registre 3 *Nicoleti*, f^o 105.

(2) MAIGNIEN. *Généalogies et armoiries dauphinoises*, p. 100-1.

(3) Archives de l'Isère. V^o *liber Poneti*, f^o 58.

noces, Guillaume s'unit à Jeanne de Laudun. Du premier lit il eut : Jean qui suit ; du second, Jean, qui a fait la branche des seigneurs de la Roche et de Bellegarde (1).

Jean Artaud, seigneur d'Aix, etc., prit le nom de Montauban ; il fut un des témoins de l'acte par lequel Louis de Poitiers, évêque de Valence et de Die, le 14 septembre 1451, à Chabeuil, reconnut tenir en fief du Dauphin Louis, les châ-

(1) Voici en quelques mots la filiation des seigneurs de la Roche(-sur-Buis) : Jean Artaud, seigneur de la Roche, de Bellegarde, d'Alauson, de Montlahuc, de Beaumont, de Charrens, et d'Aucelon, avait épousé Marie Alleman, sœur d'Antonie Alleman, femme de Guillaume de Beaumont, seigneur de Pélafol ; il testa le 10 juin 1491 et choisit sa sépulture chez les Cordeliers de Die. Il fut père de : — Guillaume Artaud, qui testa le 2 avril 1517 et laissa de Marguerite Coct : 1° Etienne, qui n'eut pas d'enfant de Françoise Brottin ; 2° Claude qui suit ; 3° Aymon ; 4° François, sacristain de St-Marcel-lès-Die ; 5° Anne, religieuse à Montfleury ; 6° Marguerite, mariée à Michel de l'Epine ; — 7° Louise, mariée à Charles de Vesc, seigneur d'Espeluche. — Claude Artaud, qui épousa Anne de Chaponay, laissa huit enfants, dont l'aîné : — Nicolas continua la lignée des seigneurs de la Roche. Le 1^{er} juin 1543, il fit avec Jean Jourdain, prieur des dominicains du Buis, une transaction pour réduire les fondations religieuses laissées par ses ancêtres. Plus tard, les religieux attaquèrent cette transaction, rappelant « qu'elle avoit été faicte par le p. Jean Jourdain, hérétique caché qui devint ministre à Genève. » Nicolas testa le 2 juillet 1572, et eut : 1° Philibert ; 2° Esprit qui suit ; 3° Marguerite, mariée à Jacques de Marcel. — Esprit Artaud, calviniste comme son père, testa le 11 novembre 1592. Il laissa : 1° René mort sans enfant ; 2° Jacques qui suit ; 3° Charles, seigneur de Beaumont et de Bellegarde, marié le 23 avril 1613 à Louise Le Blanc ; il testa le 27 septembre 1654 et fut père de Charles Artaud, qui de Jeanne Eybert n'eut qu'un fils, Ennemond, colonel d'infanterie, mort sans enfant ; 4° Hélène, mariée à Hercules d'Engilboud. — Jacques Artaud, seigneur de La Roche, eut de Marguerite d'Armand — Jean Artaud, qui épousa en 1657 Justine d'Yse de Rosans, dont il n'eut qu'un fils : — Jean-Pierre, qui s'est fait catholique et n'a pas laissé de postérité. Dans un mémoire mss. des dominicains du Buis du 20 octobre 1720, l'auteur en parlant de Jean-Pierre Artaud, seigneur de la Roche, fait remarquer « qu'il n'est pas moins calviniste quoique converti. » Archives de la Drôme, E, 4387.

teaux et les terres de ses Eglises (1). Il testa le 10 octobre 1464, et laissa de sa femme, Marguerite Louvat : 1° Gaspar Artaud, qui suit ; — 2° Balthazar, seigneur de Volvent, dont il sera question après la note consacrée à son frère ; — 3° Melchior, abbé de Valcroissant, qui le 23 octobre 1496, agissant au nom de ses religieux, fit un règlement avec Gaspar Artaud-Montauban, son frère, seigneur d'Aix, au sujet des limites des pâturages du mandement de Valcroissant, où les habitants de Molières, Aix et Valdrôme prétendaient avoir le droit de conduire leurs troupeaux (2) ; — 4° Claude, religieux ; — Christophe, chanoine, doyen du chapitre et official de l'évêque de Die, dont les funérailles furent célébrées à Die, le vendredi 3 janvier 1494 (3) ; — 6° Guichard, qui hérita de son oncle le doyen de Die, et fit la branche de Recoubeau (4) ; — 7° Madeleine, mariée à Jean de Montorin ; — 8° Agnès, religieuse à Sainte-Claire de Sisteron ; — 9° Louise.

Gaspar Artaud-Montauban, seigneur d'Aix, de Montmaur, etc., épousa le 28 septembre 1467, Louise de Saint-Priest, fille de feu Gilet Richard, seigneur de Saint-Priest, au diocèse de Lyon, celle-ci assistée de Louis Richard, son frère, qui devait donner une dot à sa sœur de 3,000 florins d'or (5). Gaspar rendit de grands services aux habitants de Die, qui

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f° 381.

(2) Archives de M^{me} de Félines, à Die.

(3) Voir nos *Notes et documents pour servir à l'histoire des doyens de l'Eglise de Die*. Montbéliard, 1880, in-8°, p. 5.

(4) Guichard Artaud, seigneur de Recoubeau et de Volvent, hérita de son frère le doyen de Die en 1494. Il fut père de Raynaud de Montauban ou Artaud, qui fournit un dénombrement de ses terres devant les officiers du Dauphin le 4 avril 1540. On voit dans ce document que Raynaud avait vendu « à noble Pierre Berger, de Die, une maison, grange, étable au quartier Saint-Vincent et une terre hors la porte Saint-Vincent de Dye. » Cette maison, dite la maison d'Aix, devint quelques années plus tard le couvent des Ursulines de Die. Raynaud ne laissa que deux filles de Françoise de Genas, sa femme : Justine, femme de Jacques Faure de Chypres, et Lucrece.

(5) Archives de l'Isère, B, 2984.

avaient souvent à souffrir du passage des troupes se rendant en Italie. Il mourut vers 1497, ne laissant qu'une fille, Catherine de Montauban, qui épousa le 23 août 1490 Louis de Clermont, seigneur de Virieu : la dot de cette dame fut de 10,000 écus au coin du roi-dauphin, assignés sur les revenus de la baronnie de Gresse, plus 300 écus pour les habits de noces (1).

Balthazar Artaud de Montauban, baron d'Aix et de Montmaur, deuxième fils de Jean et de Marguerite de Louvat, épousa Antoinette Aynard, fille de Raymond II, seigneur de Montaynard, et de Claudine de Bérenger, dont il eut : Gaspar, qui suit.

Gaspar Artaud de Montauban, baron d'Aix et de Montmaur, s'allia avec sa cousine Antoinette de Clermont, fille de Louis de Clermont et de Catherine Artaud. Par son testament de 1550, il demande à être enseveli « au tombeau où est son père, dans l'église de Saint-François de Dye » et il veut que « les religieux aillent au lieu où son corps sera avant la sépulture et là récitent le psautier comme est de coutume. » Il institue héritiers universels « Jean-George Flotte, fils à demoiselle Antoinette de Montauban, sa fille, femme de noble Jean Flotte, seigneur baron de la Roche en Gapençais et le premier fils qui naîtrait du vray mariage de Marguerite de Montauban, sa seconde fille (2). » Ses exécuteurs testamentaires sont Barthélemy Perdrix, Charles Jonin, et Jourdan Faure du Vercors. Marguerite épousa dans la suite Pierre-Marie de Caseneuve, dont elle n'eut pas d'enfant (3).

Avec Garpar Artaud de Montauban finit la descendance directe des seigneurs d'Aix : leurs biens passèrent aux comtes de la Roche qui ajoutèrent à leur nom de Flotte celui de Montauban.

(1) *Inventaire des archives hist. dauph. de M. Morin-Pons*, n° 1104.
— Archives de l'Isère, B, 3392.

(2) Archives de la Drôme : fonds des Dominicains de Die.

(3) Archives de la Drôme, E, 1218.

CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE

avec M. de la Coste

L'UN DES DERNIERS PRÉSIDENTS A MORTIER DU PARLEMENT DE DAUPHINÉ

pendant les deux premières années de l'Émigration

1791-1793

(FIN. — Voir les 74°, 75°, 76°, 77°, 78°, 79°, 80°, 81°, 82°, 83°,
84°, 85°, 86°, 88°, 89°, 93° et 95° livraisons).

Aux plus éminentes qualités de l'esprit et du cœur, Madame de la Coste joignait un grand sens pratique et une haute piété. Dans son exil, elle occupa ses loisirs à traduire la Bible en vers français, trouvant dans cet exercice littéraire tout à la fois un aliment à son intelligence et une consolation à ses malheurs. Son œuvre poétique est contenue dans douze volumes manuscrits, format petit in-4°, d'une écriture élégante et régulière que nous croyons être de sa main. Ils sont ainsi répartis : Genèse, 3 vol. ; livre de Tobie, épisode de Ruth et prophétie de Jonas, 1 ; livre de Job, 1 ; Psaumes 2 ; Proverbes, 1 ; Ecclésiastique, 2 ; l'Ecclésiaste et la Sagesse, 1 ; morceaux divers, 1. Ce dernier volume, de 301 pp., tables comprises, renferme : 1° le livre de Baruch (pp. 1 à 90) ; 2° les Lamentations de Jérémie (pp. 91 à 136) ; 3° la prière du prophète Daniel (pp. 137 à 143) ; 4° divers cantiques tirés de l'Écriture Sainte, au nombre de 35, dont 10 extraits d'Isaïe (pp. 144 à 250) ; 5° le Cantique des Cantiques (pp. 251 à 290).

Sauf pour les livres de Job, Tobie, Baruch, Jonas et

pour l'épisode de Ruth, l'auteur procède par quatrains, qui sont doublés aux Lamentations de Jérémie ; le tout est en vers hexamètres. Il y a de la sorte, environ 12,000 quatrains, plus 6,500 vers pour le livre de Job, 2,900 pour celui de Tobie, 600 pour celui de Jonas, 2,100 pour celui de Baruch, et 1,000 pour l'épisode de Ruth, soit environ 60,000 vers pour toute son œuvre. On comprendra sans peine que dans une composition aussi volumineuse, la quantité nuise à la qualité. Une pareille exubérance n'était pas de nature à favoriser la perfection du produit. Aussi, à part quelques rares éclaircies, où se rencontrent quelques traits heureux, tout y est d'une médiocrité désespérante. Le souffle poétique y fait absolument défaut, et la forme laisse énormément à désirer. Si l'auteur a connu les règles de la prosodie française, elle n'en a guère tenu compte : les hiatus abondent, les césures ne sont pas observées, une foule de vers dépassent la mesure ; la langue elle-même n'est pas toujours respectée ; il y a des inversions forcées jusqu'à rendre la phrase inintelligible. Voici quelques-unes des strophes les moins mauvaises de la traduction des Psaumes ; par ce spécimen, on pourra juger du reste :

Du psaume 67°, *Exurgat Deus*, qui ne comprend pas moins de 37 quatrains :

Lui seul est notre Dieu, le Dieu qui nous délivre,
A lui seul appartient le pouvoir de sauver.
Le Seigneur fait mourir et le Seigneur fait vivre
De la mort maître unique, il peut seul l'arrêter.

Du psaume 68, *Salvum me fac Deus*, premier verset :

Sauvez-moi, ô mon Dieu ; un torrent formidable
M'entraîne au précipice et va me submerger ;
Ses eaux d'un cours rapide autant qu'épouvantable
Mes jours à chaque instant semblent devoir trancher.

Du psaume 87, : *Domine Deus salutis meæ* :

Qu'à vous puisse arriver mon ardente prière ;
Aux soupirs de mon cœur laissez-vous attendrir.
Ce cœur est submergé dans sa douleur amère ;
Prêtez l'oreille aux vœux qu'il ose vous offrir.

Sous le poids de votre ire est mon âme accablée ;
Mon être sous ses coups semble s'anéantir.
Elle est comme une mer en fureur agitée,
Dont les flots soulevés sont prêts à m'engloutir.

Mais que dire de cette traduction du *Magnificat* :

Mon âme incessamment le Seigneur magnifie,
Et mon cœur le Très-Haut en saints transports bénit,
Tel qu'étant des biens tous cette source infinie
Où son amour puisa ceux qu'il me départit.

Or, c'est là le niveau moyen de la force des poésies de Madame de la Coste. On doit se féliciter, pour son honneur littéraire, qu'elles soient demeurées inédites. Nous croyons cependant pouvoir présenter, sans nuire à sa réputation, les deux fragments suivants, qui font une heureuse exception au milieu de ces pauvretés, malgré les fautes de prosodie qu'on y rencontre :

Avant-propos de la préface du livre de la Sagesse.

Mortels, accourez tous. Voilà que la Sagesse,
Du ciel venant à vous, s'offre à vous enseigner
La route du bonheur, que vous cherchez sans cesse,
Sans que vous ayez su jusqu'ici la trouver.
A ses douces leçons prêtez donc votre oreille ;
Car elle seule peut vous frayer le chemin
De la félicité durable et sans pareille,
Que sans elle à jamais vous chercheriez en vain.
Voici ce qu'elle dit à ceux qui sont dociles.
De ses sages conseils connaissant tout le prix,
Les hommes, tels qu'enfants, sont au surplus (?) puériles
N'aimant que des objets dignes de tout mépris.

Il n'est qu'un bien unique autant que désirable
Qui puisse les désirs du cœur humain remplir ;
Mais cet unique bien a pour base immuable
La crainte du Seigneur, l'ardeur à le servir.

Introduction à l'Ecclésiaste de Salomon.

Mortels, qui consommez le cours de votre vie
En folles illusions, en songes douloureux,
Ecoutez un grand roi, lequel tous vous convie
A reconnaître enfin votre délire honteux.
Désirant le bonheur, vous le cherchez sans cesse ;
Mais hélas ! le cherchant, vous vous en éloignez ;
Vous pensez le trouver dans la joie et l'ivresse
Des passions et plaisirs auxquels vous vous livrez.
Vous le cherchez encor dans les biens qui vous fuyent,
Et lesquels de vos mains s'échappent à l'instant,
Qui leurs vains amateurs même aussitôt ennuyent
Dès lors qu'ils les ont vus d'un coup d'œil seulement.
De l'ambition séduits, vous désirez la gloire,
Et par de grands travaux vous pensez l'acquérir,
Vous flattant qu'après vous vivra votre mémoire,
Voulant en quelque sorte immortels devenir.
Mais l'immortalité n'est pas pour cette terre ;
Le Tout-Puissant à elle autre lieu assigna.
Celle que vous cherchez n'est autre que chimère ;
Car la vraie à l'orgueil jamais Dieu n'accorda.

Il y a deux versions différentes des Psaumes, des Lamentations, du Cantique des Cantiques et des Cantiques tirés de l'Ecriture Sainte. La seconde, qui paraît être le mis au net définitif, présente quelques variantes qui n'ont guère réussi à améliorer le texte primitif. Elle est en général plus développée ; ainsi, dans le premier jet, il n'y a que 980 strophes pour les 75 premiers psaumes, et il y en a 1430 dans la seconde transcription, qui du reste n'a que le tome 1^{er}, contenant seulement la moitié du psautier.

L'auteur apparemment n'a pas eu le temps de finir sa correction. Les premiers cahiers portent les dates de 1819 (psaumes) et de 1821 (cantiques), et la seconde édition, celle de 1825 (Baruch) et 1827 (psaumes) (1). Les trois volumes de la Genèse portent les dates successives de 1828, 1829 et 1830. Ce sont les dernières que nous trouvons. Comme nous l'avons dit plus haut, Madame de la Coste mourut en 1832.

Nous avons reçu de M. Pingaud, professeur à la faculté des lettres de Besançon, auteur de savantes recherches sur le comte d'Antraigues, de précieuses indications au sujet des lettres adressées à Madame de la Coste par Sophie Launoï, et publiées dans la précédente livraison. Elles sont pour nous toute une révélation et modifient considérablement, ou plutôt détruisent entièrement, comme on va le voir, nos appréciations et nos hypothèses sur leur auteur et sur leur signification. « Vous supposez, nous dit « notre honorable correspondant, que Madame de la Coste « en l'an VIII, exerçait le commerce et avait pour asso-
« ciée et correspondante en France une certaine Sophie
« Launoï ou Laulagnet. Croyez bien que cette associa-
« tion n'existait pas, et que tous les termes commerciaux

(1) Le titre du volume des morceaux choisis, première transcription, est ainsi libellé : *Recueil de divers cantiques tirés de l'Ecriture-Sainte, traduits à Venise en l'an 1820. — Laus Deo. — Traduction du livre de l'Ecclesiaste et de celui de la Sagesse de Salomon, en vers français, terminée à Venise en l'année 1821.* Cette seconde partie ne figure pas dans la transcription corrigée. Chaque volume de celle-ci porte, à la suite du titre spécial, cette mention : *Traduit en vers français, par Madame de**** A Venise* (la date).

« employés dans la lettre de la p. 363 sont fictifs ; c'était
 « un jargon convenu entre les émigrés, quand les lettres
 « avaient à passer la frontière et quand les lois terribles
 « de la Convention n'étaient pas encore abrogées. Sophie
 « Laulagnet eût été à la fois fort embarrassée et fort hu-
 « miliée de se livrer au commerce ; car c'était une grande
 « dame ruinée. C'était Sophie de Saint-Priest, comtesse
 « d'Antraigues (1). Je m'occupe en ce moment de son fils,
 « le célèbre émigré ; j'ai eu entre les mains plus de cent
 « lettres de sa mère. Celle-ci, pour lui donner de ses
 « nouvelles, souvent lui parle, par prudence, comme une
 « commerçante à son associé, et par prudence toujours,
 « elle signe *Laulagnet*, du nom du château qu'elle habi-
 « tait, avant 1789, près de Jaujac (Ardèche). Son ortho-
 « graphe est, il est vrai, fort imparfaite ; mais parfois elle
 « trace au courant de la plume des tableaux achevés, et je
 « pourrais vous citer telle lettre à son fils où elle décrit
 « la France sous le Consulat à peu près dans les mêmes
 « termes que ceux de la p. 364. Je pourrais, je crois, dater
 « celle de la p. 366 ; car le *négociant partant pour la*
 « *Suisse* était l'un de ses anciens hommes d'affaires, qui
 « allait porter divers objets à son fils, à Dresde.

« Madame d'Antraigues avait vécu à Rome jus-
 « qu'en 1797, date de sa rentrée en France..... J'avais
 « trouvé trois lettres adressées par le comte d'Antraigues
 « à une dame qu'il ne désigne que par son prénom de
 « Victoire. J'étais fort embarrassé pour découvrir le des-

(1) Marie-Jeanne-Sophie Guignard de Saint-Priest, fille de Jean-Emmanuel, intendant du Languedoc, avait épousé à Montpellier, le 25 mars 1752, Jules-Alexandre de Launay d'Antraigues. Devenue veuve le 18 février 1765, elle est morte à Montpellier, rue Aiguillerie, maison Puech, le 20 avril 1806, à l'âge de 69 ans.

« tinataire ; à présent, je ne doute plus que ce ne soit
« Madame de la Coste ; car les souvenirs de jeunesse
« tiennent une certaine place dans ces lettres, d'ailleurs
« fort intéressantes. »

C'est ce qui nous fait désirer de voir bientôt paraître l'ouvrage que prépare le savant professeur à la faculté de Besançon. Il jettera de vives clartés sur cet épisode de l'émigration, l'un des plus intéressants de l'histoire de la révolution française. La publication que nous terminons aujourd'hui n'est pas sans y apporter aussi quelques données nouvelles (1). Tout en nous félicitant de les avoir jetées dans le champ de l'histoire, nous devons exprimer le regret de n'avoir pas pu annoter tous les passages de cette curieuse correspondance qui auraient demandé quelque éclaircissement, ou de ne l'avoir fait que d'une manière incomplète. Nous comptons pouvoir réparer en partie cette lacune dans une table des noms propres qui sera ajoutée au tirage en brochure, et dans laquelle seront utilisés bien des renseignements qui nous sont parvenus après coup. Notre travail personnel ne saurait, du reste, ajouter qu'un intérêt bien secondaire à ces documents, assez instructifs par eux-mêmes. Ce sont de bons matériaux pour notre histoire dauphinoise. Nous les avons mis à jour et hors de carrière ; d'autres sauront, mieux que nous, les tailler, les ciseler et les mettre en œuvre.

(1) Avant même que la publication en fut terminée, M. Prudhomme citait les lettres d'Achard de Germane dans son *Histoire de Grenoble*, notamment aux pages 621, 622, 625, 627, 630 et 633.

DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir les 90°, 91°, 92°, 93°, 94° et 95° livraisons).

S

613. — SAGESSE DE GUIFFREY. — De Guiffrey de Boutières. — Diction (CH).

614. — SAGESSE DES RAMBEAUD DE SIMIANE.

615. — SAGESSE DES SIMIANE. — Diction provençal.

616. — SAINT-GEORGES ET DALPHINÉ ! — Cri des Dauphins de Viennois. — Ville de Romans. — Sur un *ex-libris* de Paul Couturier de Royas.

617. — SALUS ET GLORIA. — De Grollier (B).

618. — SANCTE AMBROSI, TUI SUMUS. — Des Ambrois (CH).

619. — SANCTE GEORGI, ORA PRO NOBIS. — Sur un jeton d'Humbert de Beauvoir (*Revue belge de numismatique*, 1880).

620. — SANCTIFIE-LES PAR TA VÉRITÉ. TA PAROLE EST LA VÉRITÉ. — Sur une médaille de Guil. Farel. (*Revue belge de num.*, 1886; et *Bull. de la Soc. d'Etudes des Hautes-Alpes*, 1887).

621. — SANGUINE NOBILIS, VIRTUTE NOBILIOR. — Tardy de Montravel (B).

622. — SANGUIS REGUM HUNGARIÆ. — De Crouy-Chanel (B).

623. — SANS BRUIT. — Sur un *ex-libris* du comte de Revigliasc, de Veynes.

624. — SANS DÉCLINER. — Reynold de Sérézin (C).

625. — SANS ESPOIR. — De la Balme de Mares (CH).

626. — SANS LUY RIEN. — Magnin du Collet (CH).

627. — SANS PEUR ET SANS REPROCHE. — Bayart du Terrail. — B. donne aussi cette devise aux Lespinasse.

628. — SANS RIEN FEINDRE. — Arod (CH).

629. — SANS S'ENDORMIR. — Grégoire (CH).

630. — SANS VARIER. — Vergy.

631. — SANS VENIN. — Cassard (CH).

632. — SASSENAGE ! — Cri des Sassenage.

633. — SATIS MORITURO. — Ant. Rambaud (sur un ouvrage lui ayant appartenu (M).

634. — SAUCIAT ET DEFFENDIT. — Raymond Modène.

635. — SCANDIT FASTIGIA VIRTUS. — De Lionne (CH).

636. — SCEAU DE LA GRANDE ABAIE DU DAUPHINÉ SÉANT A GRENOBLE. — Sceau de l'Abbaye de Bongouvert (*Rev. du Dauphiné et du Vivarais*, 1879).

637. — SCIO CUI CREDIDI. — Lyonnet, évêque de Valence (C).

638. — SECOURS, TRAVAIL. — Sur le diplôme de la Soc. de bienfaisance des cordonniers.

639. — SECURUS SENSU, CURA SEMOTA METUQUE. — Bert du Chaffat (CH).

640. — SED VIRTUS NESCIA FRANGI. — D'Ambel (CH).

641. — SEMPER ARDENS ETSI FERITUS. — Gayral de Sérézin. — C. donne la variété : *Semper ardens ictus etsi*.

642. — SEMPER HONOR ET FIDELITAS. — De Rivoire de Romagnieu (B). — B. dit : *Semper honoret fidelitas*.

643. — SEMPER IN ALTUM. — Falcoz de la Blache.

644. — SEMPER LEO. — De Saulx-Tavannes.

645. — SERVIENS VNI NVLLVM NON SERVAT. — Sur un jeton d'Abel de Servien, Surintendant des Finances (1653). (*Bull. de la Soc. d'arch. de la Drôme*, 1884.)

646. — SERVIRE DEO REGIBUSQUE. — De Séguins de Cabassole et de Séguins-Cohorn de Vassieux.

647. — SI APPROCHEZ, ELLES PIQUENT. — Des Isnards (CH). — B. a dit : *Si vous approchez* et *Si vous touchez*, etc., en y ajoutant encore la variété : *Qui m'approche se pique*.

648. — SIC CREVIT AB OVO. — Lesdiguières (CH). — Un crocodile, une des devises de Lesdiguières, « qui, dit le P. Anselme, de simple gentilhomme, est parvenu au faite des honneurs et a augmenté sa réputation jusques à la mort ».

649. — SIC PERSONAT VIRTUS. — Sur un *ex-libris* de M. de Barral.

650. — SIC SIMIANCÆI PRO GESTIS LILIA GESTANT. — De Simiane.

651. — SIC VALLIER. — De Vallier de Bit ou de Bouvesse (B).

652. — SIC VIRTUS VEKIT ARDENS. — Lafont de Savines. — Sur une thèse illustrée.

653. — SI FABULA, NOBILIS ILLA EST. — Sassenage (CH). — L'*Armorial du Dauphiné* dit : *Si fabula nobilis est.*

654. — SIGNAVIT PER ORBEM. — Léotaud du Serre (CH).

655. — S'IL VIENT A POINT, ME SOUVIENDRAI. — Bohier de St-Ciergue (B).

656. — SINE FINE. — Virieu.

657. — SINE FLORE FLORENT. — d'Hugues (C).

658. — SINE LABORE NIHIL. — Timbre de la classe de rhétorique du lycée de Grenoble (M).

659. — SINE MACULA. — Blanc de Blanville (CH). — C. donne aussi cette devise à Deagent.

660. — SI N'ESTOIT. — Gerbais (CH).

661. — SI OMNES, EGO NON. — Clermont (CH). — Voir ETIAM SI OMNES, etc.

662. — SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM. — Sur la monnaie de Charles-Orland, fils de Charles VIII et Dauphin de Viennois, comme sur la plupart de celles de tous les rois de France, frappées en Dauphiné, depuis Charles V jusqu'à Louis XV.

663. — SOCIETAS PACIS. — Sur un sceau de l'Abbaye de Bongouvert (1660), publié dans le *Bull. de l'Acad. delph.* (3^e série, t. IV).

664. — SOLA FIDES SUFFICIT. — Bruyères de Saint-Michel.

665. — SOLA SALUS SERVIRE DEO. — De Séguins de Cabassole et de Séguins-Cohorn de Vassieux (B).

666. — SOLA SOLO SOL VERITAS. — P. Verdier, imprimeur (1619-45).

667. — SOLA VIVIT IN ILLO (C), et SOLA VIVIT IN ILLA, d'après Quentin Bouchard. — Diane de Poitiers.

668. — SOLERTI SIMPLICITATI. — De Vachon de Belmont. — B. a dit : SOLERTI SIMPLICITATE, et y a réuni la devise IN MELIUS pour en faire une seule qu'il a traduite par : *Il tend à un meilleur destin avec une habile simplicité* ; ou : *Une habile simplicité mène au mieux*.

669. — SOL ET LUNA MIRANTUR. — Sur un jeton de l'église collégiale de St-André, de Grenoble (*Revue belge de numismatique* 1881).

670. — SOUMISSION AU RÈGLEMENT. RESPECT AUX AUTORITÉS. TRAVAIL, ÉCONOMIE, PROSPÉRITÉ, SECOURS. — Sur un diplôme de la Société de bienfaisance des Agriculteurs de Grenoble.

671. — SOUMISSION AU RÈGLEMENT. RESPECT AUX AUTORITÉS. TRAVAIL. ÉCONOMIE. — Sur un diplôme de la Soc. de bienfaisance des tisserands, drapiers, passementiers, teinturiers, etc., de Grenoble.

672. — SPERA ET LABORA. — Ed. Railliane dit Dumon, imprimeur-libraire à Grenoble (1670-79).

673. — SPES BONA DAT VIRES. — Sur une médaille de Jérôme de Villars, archev. de Vienne (1598-1626).

674. — SPES IN DEO NON VANA. — De Béthune (C).

675. — SPES IN ILLA. — Moul (*Maurel* sans doute) de Rochebelle (B). — C.

676. — SPES MEA CHRISTUS. — Pascal ou Paschal (CH).

677. — STABIT ATQUE FLOREBIT. — De Ginestoux. (B).

678. STABUNT ME CUSTODE. — De Gombert.

679. — STADIUM CUM LUCE CUCURRIT. — Lesdiguières (A). — Pour corps, un soleil couchant ; et l'âme de la devise signifie que « sa vertu a été éclatante jusqu'au bout de sa course ».

680. — STAT CRUX, DUM VOLVITUR ORBIS. — Devise de l'Ordre des Chartreux. Voir CRUX STAT, etc.

681. — STAT FORTIS IN ARDUIS. — Claveyson (CH). — C. donne cette devise à la famille de Gras ou Gratz, en Dauphiné (?), dont l'écusson porte un lion.

682. — STIMULIS AGITABIT AMARIS. — Des Aimars (CH).

683. — STUDEBO... JESU ERUDIET. — Sur un *ex-libris* de Besson, prêtre (Hautes-Alpes).

684. — SUÆ VINEÆ LIBRISQUE PRODEST. — Savigné, imprimeur à Vienne.

685. — SUAVIS SUAVI. — De Quinson.

686. — SUAVITER ET FORTITER. — Bérard d'Illins (CH).

687. — SUB PENNIS EJUS SPERABO. — Commiers (CH).

688. — SUB TOGA IN ARMIS, FILII LEONUM. — Fillon.

689. — SUPER SYDERA SEMPER. — Bussillet.

690. — SURSUM ! — De Garagnol (CH). — C. donne cette devise aux Pina de St-Didier. L'*Armorial hist. de Romans* dit : SURSUM CORDA.

691. — SUR TOUTES. — Sassenage (CH).

692. — SUSTENTANT LILIA TURRES. — Simiane (CH. et A). — On trouve également *Sustinent* au lieu de *sustenant*.

693. — SUZE ! — Cri des La Baume de Suze.

(A suivre.)

G. VALLIER.

LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ

(SUIVE. — Voir les 84°, 85°, 86°, 87°, 90°, 91°, 93°, 94° et 95° livr.)

Le Trièves, pendant ces guerres fratricides, fut occupé tour à tour par les deux partis qui se le disputèrent avec acharnement ; car sa topographie le rendait un point stratégique important, que la nature elle-même s'était plu à fortifier. « Placé en effet entre les deux principaux massifs du Dauphiné, ceux de l'Oisans et du Vercors, entouré de toutes parts de hautes montagnes, excepté du côté du nord-est, que couvre comme un infranchissable fossé le torrent si profondément encaissé du Drac, il présente un large amphithéâtre coupé dans l'intérieur par des ravins impraticables et des chaînes de montagnes escarpées qui s'entrecroisent et peuvent arrêter à chaque pas la marche d'une armée d'invasion.

« La nature, en formant au sein des montagnes ce cirque raviné, semble l'avoir destiné à servir de réduit et de repaire... Mais les montagnes qui l'isolent s'ouvrent par de nombreux défilés, presque inaccessibles à ceux qui en veulent gravir les pentes abruptes, sur toutes les vallées et sur toutes les plaines avoisinantes. Par la route de la Croix-Haute, le maître du Trièves peut descendre, au

midi, sur Sisteron et la Provence ; le col de Menée le conduit, à l'ouest, dans le Diois et le Valentinois ; la vallée de la Gresse, ou bien celle de la Matésine le mènent devant Grenoble ; tandis qu'en remontant le bassin du Drac, il peut, par le Champsaur, aller à Gap et de là vers la Provence et l'Embrunois. D'autres routes, mais plus difficiles, pratiquées partout, pendant les guerres de la Réforme, par de hardis compagnons de Mouvens, de Montbrun et de Lesdiguières, pouvaient, en cas de péril ou de nécessité, remplacer celles que nous venons d'indiquer, et conduire des partisans intrépides dans toutes les vallées de la Provence et du Dauphiné. »

Lesdiguières, originaire du Champsaur, se rendit, dans l'année 1572, maître de ce bassin central, en chassa tout adversaire et même tout ami suspect ; il s'empara de tous les chemins qui y conduisaient. Ainsi retranché, ce capitaine à la fois prudent et audacieux, put, suivant les circonstances, attendre ou bien attaquer. Le pays était assez étendu pour qu'il ne craignît aucune surprise, assez caché pour qu'il pût les préparer toutes. Dans Mens, bourg fortifié, situé au fond du Trièves, il avait son quartier général, dont le château de Morges fut le premier boulevard. Cette forteresse commandait les deux principales routes qui conduisaient à Mens, celle de Grenoble par la Mure et le pont de Cognet, celle de Gap par Corps. L'Ebron, aux rives abruptes, et qui court dans des gorges horribles, fermait les autres chemins de Mens et de Morges comme d'une retraite plus secrète et plus inabordable dans le grand asile du Trièves.

Pendant dix-huit ans, le renard dauphinois y brava toutes les atteintes, et, malgré les pertes de son parti et les revers de ses chefs ou de ses lieutenants, sut mériter

cet unique éloge « d'avoir toujours été vainqueur et de n'avoir jamais été vaincu ». Il y établit le centre de ses opérations et, heureux et habile, il put d'abord se maintenir contre les catholiques, s'agrandir ensuite à leurs dépens dans toutes les directions, puis dompter les résistances et les antipathies de son propre parti, et finalement arracher à la Ligue et au duc de Savoie le Dauphiné et la Provence (1).

La première guerre de religion éclata à Valence, vers 1562, fin d'avril, par la révolte des protestants contre le gouverneur du Dauphiné, La Motte-Gondrin, et l'assassinat de ce dernier. Il pouvait avoir été sévère, cruel même, contre les hérétiques turbulents et aux tendances dominatrices ; du moins c'est ainsi que nous le dépeignent les historiens favorables au parti. Pour justifier sa conduite, il nous faudrait parler des excès, des cruautés par lesquels se signalèrent plusieurs capitaines huguenots et, avant tous, le baron des Adrets ; il serait aussi nécessaire de montrer les représailles, étant alors regardées comme une justice, dont trop souvent les catholiques usèrent envers leurs ennemis pour s'en venger ; mais ce sujet nous entraînerait trop loin du Trièves.

Sisteron, assiégé par le comte de Tende, gouverneur de Dauphiné, était sur le point d'être emporté d'assaut, lorsque les capitaines Mouvens et Sénas, qui y commandaient pour les réformés, en sortirent pendant la nuit du 14 septembre avec leurs soldats et la population protestante. Ils voulaient se rendre à Lyon, où Soubise les appelait ;

(1) Tout ce qui regarde la topographie du Trièves a été extrait presque textuellement d'*Une page de l'histoire des guerres de religion sous le règne de Louis XIII* (1621), par M. Ch. Revillout. — On ne saurait mieux faire que ce docte professeur de l'Université.

mais, pour échapper à leurs adversaires, ils durent faire de longs détours, qui les conduisirent jusqu'en Piémont. Après avoir enfin traversé le Champsaur, ils arrivèrent, le 25, à Mens, où ils reçurent une généreuse hospitalité et séjournèrent encore le lendemain (1).

En voyant ces fugitifs, les habitants du Trièves pouvaient pressentir les maux qui leur étaient réservés. En effet, bientôt après la chute de Sisteron, pendant que le comte de Tende entra à Gap et Tallard, ses lieutenants, Gargas, Salettes et Baratier, fondaient sur cette contrée, pillaient corps et biens (2). Au mois de novembre suivant, à la suite de l'insuccès du siège que le sieur de Sassenage avait mis devant Grenoble, Mens retomba au pouvoir des protestants (3), mais pour peu de temps. Maugiron avait essayé divers moyens pour s'emparer de Grenoble (1563), sans pouvoir réussir; alors il s'avança vers le Trièves en passant par la Mure. De cette ville, il envoya Pierre de Briançon, seigneur de Varcès, de Morges, seigneur de la Motte-Verdeyer, et de l'Orme pour persuader aux habitants de Mens de se rendre à lui. Pendant le voyage de ses députés, il remarqua que le fort de Cognet, construit sur le territoire de la Mure, était mal gardé et s'en empara. On cria aussitôt à la supercherie, à Mens; on parla très haut de trahison; les envoyés purent cependant retourner sains et saufs vers leur chef, mais sans avoir été écoutés (4).

(1) Arnaud, l. c., t. I, p. 147.

(2) *Histoire ecclésiastique des églises réformées*, par Th. de Bèze, t. III, p. 176.

(3) Arn. Ubi *suprà*, p. 163.— Encore ici, le pasteur Blanc donne, par son récit (p. 62-3), une preuve de son manque de véracité. Le lecteur peut s'en convaincre de visu.

(4) Chorier, *Histoire du D.*, t. I, p. 540.

Maugiron pénétra (20 février) dans le pays qu'il livra au pillage pour faire subsister ses soldats. Ceux-ci y commirent de grands excès, malheureusement ordinaires aux troupes de tous les partis, en ces temps-là ; ils pillèrent Mens, incendièrent ses faubourgs ainsi que les villages de St-Pancrace, du Villard, du Percy, du Serre, des Berthon, avec le hameau des Rives (1).

Bèze raconte (2) que la garnison laissée à Mens, sous le commandement de Bernard, après le départ de Maugiron, marchant de nouveau contre Grenoble, ne tarda pas à se révolter contre son chef qu'elle mit à mort. Le prétexte de la rébellion était que Bernard gardait pour lui seul quinze cents écus, fruits de leurs pillages dans le Trièves.

Cependant la première guerre de religion touchait à sa fin. La paix fut signée à Amboise, le 19 mars 1563. L'édit de pacification ne contenta point les protestants, car il ne garantissait la liberté à leur culte que pour les nobles dans leurs châteaux, pour ceux qui habitaient les villes, où il était établi depuis le 7 du même mois de mars, et pour les habitants des faubourgs des villes de baillage. Cette paix, considérée comme une trêve qui permettait aux deux partis de se reposer, dura néanmoins cinq années. On ne la publia qu'au mois de mai, à Mens, par ordre de Maugiron lequel, d'après Bèze (3), trouvant cette ville trop petite, l'abandonna après l'avoir fait démanteler.

Les protestants se plaignaient du peu de liberté accordé par l'édit d'Amboise ; il leur était pénible de se voir réduits à ces conditions beaucoup plus douces cependant que

(1) Ubi *suprà*.

(2) L. c., t. I, p. 199.

(3) Ubi *suprà*.

celles accordées par eux aux catholiques, lors de la tenue, à Valence, de leurs états, du 27 janvier au 6 février 1563. Ils y avaient arrêté que tous les habitants du Dauphiné, quels qu'ils fussent, seraient tenus de fréquenter les prêches ; que tous ceux qui avaient des enfants les feraient baptiser, selon le rite réformé, dans la quinzaine ; que les magistrats signeraient la profession de foi ; que tous les couvents d'hommes et de femmes seraient fermés et les fêtes tombant dans la semaine supprimées (1). Leurs plaintes les aidaient à cacher leurs projets de revanche et leurs secrets préparatifs. Ces sourds agissements étaient, au témoignage de Chorier (2), fortement encouragés par les ministres, ne cessant de s'élever contre l'édit, dans lequel ils trouvaient des motifs d'abaissement. Malgré la déclaration rendue par Charles IX, à Roussillon (4 août 1564), ceux-ci se réunirent, en décembre, au nombre de dix, à Mens, pour la tenue d'un synode. De Gordes, gouverneur de la province, protesta contre cette violation de l'édit ; mais n'osa cependant pas poursuivre les contrevenants, dans la crainte de quelque émeute.

La même année vit se passer un fait qui devait avoir de graves conséquences pour le Trièves. Lesdiguières, auquel la paix avait procuré quelques loisirs, songea à se marier. Il épousa Claudine, quatrième fille de Georges de Bérenger, seigneur du Guâ, et par là devint beau-frère des sieurs de Varces, de Champoléon et de Morges, trois gentilshommes des plus puissants de la province. De tous, celui qui devait lui être le plus utile fut sans contredit Morges mis, par le rang de sa famille et ses immenses

(1) Arnaud, l. o., t. I, p. 175 et 176.

(2) *Hist. du Dauph.*, t. II, p. 601.

possessions, à la tête de la noblesse du Trièves. Aussi, aidé par lui, Lesdiguières sut faire de la contrée son camp retranché ; là en effet, tous les seigneurs, imitant l'exemple de Morges, avaient avec ardeur embrassé son parti et s'étaient mis sous ses ordres.

Ces hommes étaient entièrement dévoués à la Réforme, car ils savaient que de nouvelles guerres civiles devaient servir leurs intérêts, et cependant ils se montraient, au besoin, pleins de prévenances pour ceux qu'ils étaient décidés à combattre avec acharnement quelques jours plus tard. Ainsi, au mois d'août 1565, le gouverneur, de Gordes, parcourant le haut Dauphiné pour y faire observer l'édit, reçut, à Corps, la visite de Lesdiguières, Pipet, Etienne d'Ambel, Claude Pellat, co-seigneur de St-Maurice. Tous protestèrent devant lui de leur fidélité au roi (1), et ils étaient prêts pour une reprise des hostilités, dont ils fixèrent ensuite la date au 28 septembre 1567. La guerre cependant éclata plus tôt en quelques endroits. Elle fut de peu de durée, et, pour le Trièves, passa presque inaperçue. Les ministres profitèrent seulement avec habileté des troubles qu'elle occasionnait pour y gagner de nouveaux adeptes.

Un édit de paix, publié par ordre de Charles IX, le 23 mars 1568, mit fin aux hostilités, sans éteindre les haines. Les protestants étaient vivement pressés de tous côtés, ils avaient besoin de se réorganiser, et, pour cela, acceptèrent la trêve. Les nombreuses assemblées politiques qu'ils tinrent ensuite témoignent de leurs agissements.

Ce fut pendant cette seconde guerre qu'on proposa, dans un conseil tenu à Grenoble, le 22 octobre 1567, une me-

(1) Arnaud, l. c., t. I, p. 204.

sure excellente approuvée ensuite par de Gordes. Nous la trouvons dans Chorier (1) : « Souvent on se regardoit comme ennemi dans les assemblées et dans les voyages, pour ne se connaître pas, et les huguenots tiroient de là occasion de supposer que leur nombre était plus grand qu'en effet il ne l'étoit. Il est hors de doute que celui des catholiques l'a toujours emporté sur le leur. On jugea que s'il était ordonné qu'à l'avenir les catholiques qui voyage-roient portassent une croix blanche cousû sur leurs ha-bits en un lieu apparent, ce leur seroit une chose utile, et que cette libre et publique déclaration de foi seroit glo-rieuse à la vraie religion. Gordes en fit un règlement..... »

La troisième guerre commença le 25 août 1568 pour ne finir que le 8 août 1570 ; mais elle fit ressentir ses fureurs plutôt dans l'ouest que dans l'est de la France. Le Trièves n'y prit part qu'en envoyant plusieurs de ses gentilshom-mes combattre dans les rangs huguenots et en assistant, comme témoin, à la prise de Corps par Lesdiguières et Abel de Bérenger. La paix, signée à la Charité, entre la reine Catherine et les princes, accordait aux réformés une assez grande liberté et des garanties, mais ne les conten-tait pas encore néanmoins.

Lorsque la St-Barthélemy arriva (24 août 1572), sans faire de victimes dans nos contrées, elle mit cependant l'épouvante chez plus d'un gentilhomme huguenot et sur-tout chez ceux qui s'étaient le plus distingués pendant ces guerres fratricides. Quelques-uns se réfugièrent à Genève, entre autres Giraud de Bérenger (2).

Lesdiguières se trouvait alors à Paris, où il avait été in-

(1) *Hist. du Dauph.*, t. II, p. 616.

(2) *Registre et Rolle des estrangers*... ; archives d'Etat à l'hôtel de ville de Genève.

imité aux noces du roi de Navarre. Prévenu à temps par des avis secrets, il se hâta de regagner ses montagnes, où activement il se mit en mesure de reprendre les armes pour la nouvelle guerre civile qui ne devait pas tarder d'éclater.

Pendant ce temps, le clergé catholique ne restait pas timide et oisif spectateur des efforts de l'hérésie cherchant à gagner le plus de partisans possibles. Les prêtres travaillaient partout avec un zèle admirable à préserver les fidèles confiés à leurs soins. A Clelles, un religieux dominicain, le père Joseph Maillet, se distinguait entre tous par l'ardeur de son amour pour les âmes. Il était d'une grande vertu, savant théologien et prédicateur éloquent ; aussi il eut le bonheur de faire rentrer dans le giron de l'Eglise tous ceux qui, dans cette paroisse, s'étaient laissés séduire. Ses succès firent demander au pape, par Pierre de Manteau, vicaire général de Die, la permission de l'y garder comme curé, afin qu'il pût affermir dans le bon chemin ceux qu'il y avait ramenés (1).

Les protestants, désireux de se venger, se mettent en campagne dès le mois de novembre suivant ; mais en Dauphiné, grâce à l'habileté du gouverneur de Gordes et aussi à la peur ou à la prudence des gentilshommes réformés, la guerre n'éclata qu'au printemps d'après. La Popelinière donne une autre raison de ce retard (2) : « Comme tous les Dauphinois, dit-il, et leurs voisins sont communément plus consciencieux et plus gens de bien que nos Français, lesquels l'abondance de tous biens et la conti-

(1) Lettre du 8 sept. 1572 ; *Annales ecclésiastiques*, continuées par le P. Theiner, p. 55 du t. I.

(2) *Hist. de Fr.*, t. II, p. 122.

nue licence des armées a eu plus de force à corrompre leur nature, que la pauvreté et le laborieux repos de ceux qui, pour la plupart, vivent ès montagnes, aussi ne vouloient rien faire contre le devoir de leur conscience. Parmi eux, les uns étoient que les protestants missent bas les armes, puisque le roi le commandoit, les autres, non. Les premiers disoient que la religion ne doit pas être défendue par des armes temporelles, et que tout ce qui est arrivé dans les dernières guerres montre bien que Dieu ne bénit pas de pareilles entreprises. Cette opinion prévaloit et on débatoit seulement qui devoit déposer les armes les premiers. Les premiers disoient que c'est celui qui est le maître qui doit céder le dernier. Les autres, au contraire, disoient qu'il est permis à des sujets de se défendre, puisque cela est permis à l'esclave contre son maître, à l'enfant contre son père. Un roi, qui est comme le père de son peuple, a autant d'honneur à poser les armes que ses sujets. » Cette dernière manière de voir prévalut chez les protestants dauphinois, et le roi, ne daignant point s'abaisser devant eux, en déposant le premier les armes, ils lui firent la guerre (6 avril 1573).

(A continuer).

A. LAGIER.

LE PRIEURÉ DE SAINT-VALLIER

Il est question du prieuré de St-Vallier, bien avant 1247, car indépendamment de la certitude que tant dans la charte de l'archevêque Barnoin, en date de 891, que dans la bulle calixtine (1119) et dans celle du pape Adrien IV, en date du 23 mai 1157, le mot *ecclesia* joint à celui de St-Vallier, désigne le monastère et non l'église paroissiale du *Vicus Sti Valerii*, nous savons par une charte du *Cartulaire de Léoncel*, qu'au mois d'octobre 1169, *Ber[lio]*, *prior Sti Valerii* fut témoin d'un accord entre les religieux de cette abbaye et ceux du prieuré de St-Félix de Valence. De plus, il y a toute raison de croire, que le passage de l'*Inventaire de la Chambre des comptes du Dauphiné* cité par M. Caise et où il est dit que des « conventions furent faites en présence du prieur de Bonnevaux, (prieur de St-Vallier), entre Guigues, dauphin et Albert de la Tour le Vieux, qui remit et transporta au Dauphin le château de St-Vallier », est le résultat d'une mauvaise lecture ; car l'*Inventaire des Dauphins*, qui mentionne cet acte et qui donne le prieur de Bonnevaux, non comme un témoin, mais comme partie intervenante dans cet accord, ne dit nullement qu'il était en même temps prieur de St-Vallier et l'on ne voit pas, du reste, comment à une époque où l'on n'en était pas encore, dans notre pays, au triste régime des commendes le prieur d'une abbaye cistercienne, comme celle de Bonnevaux, aurait pu être aussi prieur d'une maison de chanoines réguliers, comme le prieuré de St-Vallier. Tout ce qu'il y a de certain, c'est que ce prieur prétendait avoir des

droits sur le château de St-Vallier et peut être était-il de la famille de St-Vallier, comme cet autre prieur de Bonnevaux, *Amblardus Sancti Valerii*, qui vivait en 1120 (Cart. de Bonnevaux, ch. 314).

Ensuite, les ingénieuses suppositions de M. Caise, touchant un emplacement primitif du prieuré de St-Vallier, sont la conséquence d'une méprise. Il a confondu ensemble deux établissements religieux parfaitement distincts bien qu'ils fussent l'un et l'autre de la congrégation de St-Ruf et que le moins important dépendît de l'autre, c'est-à-dire le prieuré de St-Vallier, qui fut vraisemblablement toujours *in vico qui vocatur vicus Sti Valerii*, comme dit la charte de l'archevêque Barnoin et le prieuré de l'Ile de St-Vallier, *prioratus Insulæ Sti Valerii*, qui était dans l'Ile de Sarras. Celui-ci était d'ailleurs sous le vocable de Notre-Dame, tandis que l'autre avait St-Etienne pour patron, et nous voyons, en outre, que s'ils faisaient tous les deux partie du diocèse de Vienne, le premier était de l'archiprêtré de St-Vallier, tandis que l'autre était de l'archiprêtré de St-Silvestre ou du Vivarais. Enfin on voit figurer simultanément dans un chapitre général de l'ordre de St-Ruf, tenu le 1^{er} mai 1436, Antoine Milon, *prior prioratus conventualis Sti Valerii* et Bernard Arbosset, *prior Insulæ Sti Valerii* et nous pouvons ajouter que le prieuré de l'Ile de St-Vallier fut uni à celui de St-Vallier, par un arrêt du conseil du roi en date 25 octobre 1741. Ce qui n'a pas empêché Valbonnais et d'autres historiens ou érudits de commettre la même méprise que M. Caise et, cela étant, notre savant collègue ne pouvait se tromper en meilleure compagnie.

J. BRUN-DURAND

SÉANCE DU 11 NOVEMBRE 1890

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Sur la présentation de MM. de Gallier, Brun-Durand et Lacrbix, M. Emilien du Port Roux est proclamé *membre titulaire* et M. Chenavas, conseiller général de l'Isère pour le canton de St-Etienne-de-St-Geoirs, *membre correspondant*.

Une affiche imprimée en 1641, intitulée *Monitoire* est communiquée par M. le Président.

A cette date « un gentilhomme d'autorité, seigneur de places, marié, habitant au Forests, dans une sienne maison forte au-dessus de la rivière de Doux », avait fait enlever une jument, une sacoche pleine d'argent du sel vendu à St-Agrève, à Jean Courbis, commis au grenier à sel, en haine de ce qu'il avait pris dans un moulin de ce seigneur un cheval et du sel.

Il serait intéressant de connaître les suites de l'affaire et le nom du gentilhomme.

M. P. Ghinzoni, archiviste d'Etat à Milan, auteur d'une récente publication sur la campagne de Galéas-Marie Sforza en France, où son père l'avait envoyé au secours de Louis XI, fait demander des renseignements sur un lombard, Jean-Philippe de Trecate, qui fut *présidente o maestro delle entrate del Delfinato*, ambassadeur du roi auprès du duc de Milan en 1468 et conseiller de ce prince en 1472. Ce personnage important n'est pas connu

et peut-être même avait-il un nom patronymique autre que celui d'une localité de la province de Novare.

La *Société d'émulation des Vosges* signale comme une rareté aujourd'hui l'inscription : *La République française reconnaît l'Etre Suprême et l'immortalité de l'âme* ; elle se voit encore en très grande partie sur le mur méridional de l'église de St-Laurent-en-Royans, et c'est peut être la seule de la Drôme.

En admettant au nombre de ses correspondants Monsieur Maurice de La Sizeranne, l'*Académie de Rouen* publie un compte rendu élogieux de son livre : *Les aveugles par un aveugle*.

Des ossements humains, un fer à cheval et quelques pièces de monnaie ont été récemment découverts par M. Martin-Mazade, au quartier du Charran, où il fait bâtir une usine. Le *Messenger de Valence*, en annonçant cette découverte, a semblé croire que le cimetière des Juifs se trouvait en cet endroit et que les monnaies remontaient à 1500. Mais l'examen de quelques pièces d'or, d'argent et billon, obligeamment communiquées par M. Martin-Mazade, accuse la fin du XVI^e siècle et le règne de Louis XIII.

Or, il y eut à Valence, de 1628 à 1630 une peste et en 1570 une grande mortalité. Pendant les épidémies on enfermait alors les malades dans des cabanes en planches, hors la ville et ils étaient inhumés à l'endroit même de leur retraite.

M. le Président présente deux volumes récemment publiés par M. le colonel Trumelet sous ce titre : *Le général Yusuf* et félicite l'auteur sur son zèle patriotique à faire revivre nos gloires nationales et sur ses éminentes qualités d'historien et d'écrivain. L'assemblée s'associe à

ces éloges et un membre signale dans l'histoire du général de Sonis des appréciations flatteuses à l'endroit des travaux de M. le colonel Trumelet.

M. l'abbé Bellet, récemment nommé prélat de la maison de S. S., signale les publications historiques entreprises par les Pères Chartreux, telles que les *Annales* de leur ordre où se trouvent des indications précieuses pour l'histoire de la province. Il est instamment prié de nous faire connaître ces nouvelles sources, nul ne pouvant le faire plus utilement que lui.

M. l'abbé Perrossier demande des renseignements sur Mme de Launay, qu'il trouve mentionnée dans les lettres de Mme de La Coste et M. Brun-Durand, au sujet de l'article de M. Albert Caise sur le prieuré de Saint-Vallier, complète et rectifie quelques affirmations de notre honorable et savant collègue (1).

La séance est terminée par la lecture de notes sur Châteauneuf-d'Isère et sur Solérieux recueillies par M. le Secrétaire, qui propose notamment de lire *de Solorivo* au lieu de *Solorino*, dont l'étymologie n'est pas facile.

A. LACROIX.

(1) Voir sa note imprimée *in extenso* dans cette livraison.



NÉCROLOGIES

PIOLLET (ALBERT).

Le 25 décembre dernier avaient lieu à Alger les obsèques de notre regretté confrère, conseiller à la Cour d'appel, installé depuis peu dans ses fonctions et décédé, à 54 ans, à la suite d'une courte maladie.

« La magistrature, au grand complet, dit la *Dépêche algérienne* (1), suivait le convoi funèbre, escortée par deux pelotons de chasseurs d'Afrique. Une compagnie de zouaves rendait les honneurs militaires. Au cimetière, M. Zeys, premier président, a prononcé l'éloge du défunt qui laisse d'unanimes regrets parmi ses collègues. »

Les journaux de Grenoble ont rendu le même hommage à sa mémoire.

On peut juger par sa *Table méthodique et alphabétique des matières contenues dans les Mémoires, bulletins et autres documents publiés par l'Académie delphinale depuis sa fondation jusqu'à ce jour (1787-1886)*. (Grenoble 1890, F. Allier, 111 pp. in-8°, plus 30 pour réimpression d'une plaquette in-4° de 1790), — et par son *Étude historique sur Geoffroy Carle, président du Parlement de Dauphiné et du Sénat de Milan*, dans un *Discours* de rentrée de la Cour d'appel de Grenoble, le 3 novembre 1882, quelles étaient les qualités rares de ce magistrat laborieux et instruit.

(1) Journal dirigé par notre excellent collègue M. Albert Caise.

VINCENT (JOSEPH-ABEL).

Nous avons dit ailleurs (1) que M. l'abbé Vincent conservera toujours l'honneur d'avoir été un des premiers à étudier l'histoire locale dans le département et de l'avoir fait avec un réel talent littéraire.

Après J. Ollivier et les écrivains de l'*Album du Dauphiné*, de 1844 à 1866, on ne trouve guère que M. Paul-Émile Giraud et M. l'abbé Vincent pour entretenir le feu sacré du patriotisme local.

On lui doit des *Lettres sur le Royans* (1850) et des *Notices* sur 57 communes de la Drôme, dont 11 manuscrites, soit environ le 6^e du département.

Le Conseil général encouragea ses travaux, et le *Courrier* en publia un certain nombre ; mais à une époque où les archives départementales et communales n'étaient pas classées, il fallait une grande patience et une vraie érudition pour mener à bien des études de ce genre ; l'auteur sut intéresser néanmoins par son style et par ses récits.

Il a droit à notre estime et à nos regrets.

M. l'abbé Vincent n'était pas seulement un excellent écrivain, c'était encore un excellent prêtre, laborieux, sobre à l'excès, charitable, zélé, chéri de ses paroissiens et de ses anciens élèves de St-Jean-en-Royans et de Chabeuil.

Né à St-Jean-en-Royans, le 24 avril 1813, il est décédé à Serves le 2 janvier 1891, après avoir été seize ans professeur, un an vicaire et desservant à Lavache et à Serves, de 1852 à 1875.

(1) *Vingt écrivains dauphinois*. — Grenoble, X. Drevet. Broch. in-8° de 88 pp.

CHAPER (CAMILLE-EUGÈNE).

Chaque siècle et chaque pays s'honorent de leurs grands hommes : le Dauphiné ne sera pas ingrat envers le regretté défunt. La presse locale a déjà parlé dignement de lui ; les biographes ne tarderont pas à dresser son monument.

Homme politique, officier distingué du génie, collectionneur émérite, écrivain, administrateur de l'importante exploitation des mines d'anthracite de la Mure, il fut toujours et partout généreux, affable, modeste, bienveillant et dévoué. Les écrivains dauphinois le regardaient comme leur guide et leur providence et quelques-uns comme leur Mécène. Il s'intéressait à tout ce qui touche le Dauphiné : livres, manuscrits, gravures, objets antiques, médailles, il connaissait tout et achetait tout. Sa collection est sans prix, et avec les doubles il a enrichi les bibliothèques de Grenoble et de Valence.

Aux jours de détresse de la patrie, l'ancien officier abandonna soudain sa famille, ses livres, ses travaux et alla défendre Paris. Il était encore enfermé dans la capitale lorsque ses concitoyens l'élurent député par 52,675 voix. Il se fit remarquer là par un rapport sur les *Actes du gouvernement de la Défense nationale*, chef-d'œuvre de précision historique.

Président de l'Académie delphinale, membre des autres Sociétés savantes de la région, en correspondance active avec tous les lettrés, les artistes et les savants, il a coopéré efficacement aux succès de la vaillante pléiade qui élucide depuis vingt ans l'histoire de la province.

M. Chaper était né à Grenoble en 1827 ; lieutenant du génie en 1849, capitaine en 1852, il se distingua au siège

de Sébastopol et fut alors nommé chevalier de la Légion d'honneur ; sa promotion d'officier remonte à 1871.

L'homme privé, le père de famille, le citoyen, l'administrateur n'était pas moins recommandable que l'homme politique et le soldat : c'était un chrétien parfait, et sa mort a été un véritable deuil public.

BOVET (AUGUSTE).

La Société a eu encore à déplorer pendant ce trimestre la mort de M. Bovet, ancien notaire et ancien maire de Crest.

Descendant d'une ancienne famille qui compta des professeurs en l'Université de Valence, il en avait conservé les traditions d'honneur et de loyauté, de bienveillance et de dévouement.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

Cette livraison commence le tome 25^e de la collection et rend ainsi hommage au zèle et au dévouement de tous les membres de la Société.

OUVRAGES REÇUS :

— *Le général Yusuf*, par le colonel C. Trumelet, commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur, officier de l'Instruction publique. Paris, 1890. P. Ollendorff. — 2 vol. in-8°.

Commencée comme un roman, la vie du vaillant général est intimement liée à l'histoire de l'Algérie et de l'armée française ; sous la plume élégante et correcte de M. le colonel Trumelet, le récit de ses phases diverses devient tour à tour instructif, pathétique et attachant.

— *Guides-Joanne, France. — Alpes Dauphinoises*. Paris, 1890. Hachette. — 1 vol. in-12, 395 p. avec cartes et plans. Grâce au concours actif de M. Duhamel, cette édition, dont la première partie a seule paru, renferme des détails exacts et précis sur le nord et l'est des départements de la Drôme et de l'Isère. C'est un vrai tour de force géographique et descriptif accompli, ayant droit à toutes nos félicitations et à la reconnaissance des voyageurs.

— *Description des Ammonites du Barrémien du Djebel-Ouah, près Constantine*, par G. Sayn. Lyon, 1890. Pitrat aîné, 78 pp. in-8° avec planches. Travail savant de notre jeune et infatigable géologue.

— *Fastes de la Sainteté en France au XIX^e siècle. Recueil de biographies anecdotiques dédié à la jeunesse*, par l'abbé E.-M.-L. Gramont (Belgique), 1891. 1 vol. in-8°, 199 pp. La vénérable mère Marie Rivier, née à Montpezat (Ardèche), et le vénérable François-Régis Clet, de Grenoble, ont des notices dans ce livre; Antoine Teisseyre, de Grenoble, Gabriel de Vidaud, de la même ville, le P. Victor Drevon, dauphinois, de simples mentions.

— *Dieu, la royauté et le salut de la France*. Paris, 1890. 1 vol. in-12, 129 p.

— *De quelques curiosités inédites ou peu connues du Dauphiné (Isère)*, — N° 1. *Le Vitrail du Champ*. La description accompagnée de chromo-lithographies coloriées de ce curieux vitrail du XII^e siècle, conservé dans la petite église du village de Champ, sur le coteau qui domine Froges, à 3 kil. de la station de Brignoud, entre Grenoble et Chambéry, ouvre une série que la science archéologique, le zèle patriotique et le dévouement de M. Paul Blanchet sauront rendre précieuse. Le début ne pouvait être plus heureux. Lyon, Arnaud. Br. in-4°.

— *Le prieuré de l'Ile de St-Vallier*, par Albert Caise. Valence, 1890. J. Céas et fils. Tirage à part du *Bulletin*.

— *Olivier de Serres et les massacres du 2 mars 1573 à Villeneuve-de-Berg*, par M. l'abbé Chenivresse, curé archiprêtre d'Antraigues. — Valence, 1889, J. Céas et fils. Broch. de 29 pp. Travail sérieux appuyé sur des documents authentiques et présenté avec un réel talent.

— *Le Comité de surveillance révolutionnaire et la Société républico-populaire de Romans en 1793 et 1794*, par le D^r Ulysse Chevalier. Valence, 1890, J. Céas et fils,

br. de 118 p. in-8°. L'auteur cite les documents et éclaircit les faits par des notes ; nul ne connaît mieux que lui sa ville natale.

— *Un précurseur de l'enseignement. L'abbé de Port-norant*, par Ed. Colas de La Noue, ancien magistrat. — Angers, 1891, Germain et Grassin, 23 pp. in-8°. Il y a là une biographie intéressante d'Alexandre Colas, premier fondateur d'une sorte d'école normale pour former des instituteurs chrétiens.

— M. l'abbé Fillet. *État des revenus de l'évêché de Die vers 1474*. Extrait du *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*. Utile et sérieux document.

— *Discours prononcé le 27 octobre 1890 sur la tombe de M. le chanoine Sautreaux, curé de St-Vallier*, par Joseph Bordas. Valence, 1890, br. de 8 p. in-8°. C'est un éloquent hommage à la mémoire d'un pasteur vénéré.

— *Notice sur Robert de Malortie, comte de Conches, seigneur de la Tour-du-Pin, de Quirieu et de La Balme*, par F. G. Bourgoin, 1890. Rabilloud, br. in-8° de 73 p. M. Gauduel a su éclaircir, à l'aide de preuves nombreuses, l'histoire d'une famille que les historiens dauphinois avaient confondue avec plusieurs autres. Merci à l'infatigable chercheur.

— *L'abbé Serpeille, aumônier de la Maison Centrale de Poissy*, par l'abbé Cyprien Perrossier, archiviste diocésain de Valence. — Valence, J. Céas et fils, 1890, br. in-8° de 69 pp. Biographie complète d'un prêtre né à Valence en 1767 et remplie de détails sur une époque tourmentée.

— Roger Vallentin. *Notes sur deux nouveaux ateliers monétaires*. (Extrait de l'*Annuaire de la Société de Numismatique*, année 1890.) — *Notes sur la chronologie des vice-légats d'Avignon au XVI^e siècle*. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*.) — *Numismatique avignonnaise du pape Clément VII (1523-1534)*. (Extrait du *Bulletin de la Société Suisse de Numismatique*.) — *Date de la fabrication des quarts d'écu d'Henri III*. (Extrait de la *Revue belge de Numismatique (année 1890)*). Ces brochures multiples rendent témoignage de la science et des travaux de notre jeune et érudit confrère.

— *Concours régional d'Aubenas. Olivier de Serres et le Pradel*, par M. Léon Védel, illustré de trois eaux-fortes par M. Mallet. Largentière, 1882. Delhorme, br. de 45 pp. in-8°.

Fort gracieuse et littéraire description du Pradel et de son possesseur.

— *Annales catholiques*, novembre 1890. Il s'y trouve une appréciation élogieuse du *Nouveau Guide-Joanne* cité plus haut et des renseignements sur le Pont-de-Beauvoisin par M. l'abbé Chapelle.

Terminons par un souhait de bienvenue à *Grenoble-Revue, artistique et littéraire, publication mensuelle illustrée*, publiée par MM. Baratier et Dardelet.

A. LACROIX.



DIANE DE POITIERS

Dame de Saint-Vallier

Ses Actes, ses Prédécesseurs et ses Successeurs

DANS LA

COMMUNAUTÉ DE SAINT-VALLIER

Jusqu'ici les auteurs de mémoires sur Diane de Poitiers ont très brièvement parlé du rôle que joua la *Dame de Saint-Vallier* dans la terre seigneuriale dépendant de cette communauté (1), dont elle avait pourtant adopté le *nom*, par piété filiale, avec une certaine ostentation.

Or, pensant combler une lacune, j'ai cherché à réunir, dans cette étude, les différentes indications d'une rigoureuse authenticité, visant les actes de Diane de Poitiers, de ses prédécesseurs et de ses successeurs immédiats, dans la gestion

(1) En Dauphiné, le terme de *Paroisse* n'était connu que par rapport au spirituel ; en toute autre affaire, soit militaire, de justice ou de finances, on usait du terme de *Communauté*. Les anciens scribes, qui employaient de nombreuses abréviations dans la confection des actes, écrivaient la *Comté* de... pour la *Communauté* de... Les syllabes omises sont remplacées par un sigma abrégatif. Saint-Vallier acquit son autonomie et fut constitué en *Communauté* par une deuxième chartre de 1204 du dauphin Jean qui lui octroya ses libertés et franchises publiées par la *Société des Bibliophiles dauphinois*.

des affaires intéressant la communauté de Saint-Vallier, comme dans l'ordre des droits seigneuriaux.

Dyane de Poitiers (Pictavia), fille de Jean et de Jeanne de Baternay (contrat de mariage de 1489), naquit dans les derniers jours du mois de décembre 1499, si l'on s'en rapporte à l'építaphe de son tombeau, où on lit qu'elle mourut :

« Le XXVI^e d'avril M.D.LXVI, âgée de LXVI ans, III mois et XXVII jours (1) ».

Mais on ne rencontre pas un seul document laissant présumer le lieu de sa naissance.

Si Diane de Poitiers semble avoir professé une prédilection marquée pour l'appellation de *Dame de Saint-Vallier*, c'est peut-être surtout parce que ses ancêtres y avaient résidé depuis plus de trois siècles, et qu'ils y établirent leur sépulture, où ils gisent encore aujourd'hui.

On eût peut-être trouvé la mention de son baptême sur les registres de Sacrements (2) que l'on devait tenir au prieuré de Saint-Vallier, mais le plus ancien baptistaire de la paroisse conservé aux archives de l'état civil est postérieur à l'année de sa naissance. Ceux qui précèdent celui-ci ont dû disparaître durant les guerres religieuses, lors du vol des papiers commis dans le *cabinet* (bureau de travail) du prieuré en 1562, ou à l'époque du pillage de l'église en 1567-1568.

(1) *Note de M. l'Archiviste du département d'Eure-et-Loir.* — 7 février 1868. — Il ne reste aucun vestige du tombeau de Diane de Poitiers, à Anet. Il fut enlevé en 1792 et transporté, comme objet d'art, au Musée des Petits-Augustins constitué par M. l'architecte Lenoir. (Décret de la Convention.) Lors de la dispersion dudit Musée, le mausolée fut déposé à Versailles dans les caveaux du Palais. M. Moreau, syndic des agents de change, demeurant à Paris, 29, rue de Londres, et propriétaire du château d'Anet, a demandé la restitution de ce monument en marbre blanc, mais sa prétention fut repoussée.

(2) Le plus ancien registre des Sacrements conservé à l'état civil de Saint-Vallier remonte au 2 mai 1568. Les suivants ont été égarés ou détruits, et ce registre n'est qu'un fragment qui se termine au 17 décembre 1575 (Voir la note ci-après relative au baptistaire).

Il se pourrait aussi bien que Diane de Poitiers vit le jour au château d'Étoile (1), à celui de Pizançon (2), (évêché de Valence), que ses parents habitèrent tour à tour et même à Saint-Genis, car on lit dans l'*Inventaire des archives du château de Saint-Vallier* (3), dressé par ordre de M. le Président de Chevreières, en 1681, mention de « vente faite, en 1495, » par Guillaume de Poitiers à Jean de Poitiers (père de Diane) « de la seigneurie de Saint-Genis (4) ».

(1) *Château d'Étoile*. — Donation faite par le dauphin Jean à Aymar de Poitiers. — 1206.

(2) *Château de Pizançon*. — Donation faite par Gaston de Clérieu à Aymar de Poitiers. — 1323.

(3) *Inventaire sommaire des archives de M. le président de la Croix de Chevreières*, dressé, en 1681, par Pierre Richard, notaire de St-Vallier.

Ce volumineux manuscrit est devenu aujourd'hui l'héritage de M. le comte Paul de Chabrillan.

Le président de Chevreières avait centralisé à Grenoble, dans son hôtel de la rue Chenoise, tous les documents qu'il avait trouvés dans le *cabinet et la librairie* du château de Saint-Vallier, depuis le contrat de mariage original d'Aymar de Poitiers avec Hypolite de Bourgogne, qui lui apporta en dot (1285) le château de Saint-Vallier, celui d'Ozon et 3,500 livres viennois. Cette accumulation considérable de liasses et de registres attira l'attention des commissaires délégués par la Convention qui les firent livrer aux flammes, en vertu du décret de 1793 prescrivant la destruction des archives féodales. Si elles fussent restées à Saint-Vallier, elles eussent peut-être été sauvées comme les quelques papiers qui y étaient demeurés avec l'inventaire dont il s'agit.

On sait que le député Grégoire, chargé par la Convention de perquisitionner dans les archives des Chambres et Parlements, dans les bibliothèques des communautés religieuses et des particuliers, déclara, dans son rapport, que l'on avait conservé tous les manuscrits intéressants pour l'histoire, qu'on avait même gardé des généalogies somptueusement reliées, tandis que les chefs-d'œuvre de philosophie et de littérature étaient simplement cartonnés et couverts en parchemin. Un grand travail d'ensemble eut lieu partout en France. Les ouvrages furent tous inventoriés sur des cartons individuels et catalogués ensuite à Paris de façon à envoyer les doubles des volumes aux bibliothèques publiques nouvellement créées qui ne les possédaient pas.

(4) *Inventaire de M. le président de Chevreières*. (Seconde armoire des titres des Poitiers, liasse C.)

On est d'ailleurs dans l'incertitude sur le point de savoir si les père et mère de Diane de Poitiers étaient au château de Saint-Vallier, de 1499 à 1500, bien qu'à cette époque Aymar, son aïeul, y résidât. Il y testa en 1510 et fut inhumé dans le caveau de famille qu'il avait fait construire, de son vivant, dans le chœur de l'église actuelle (1).

Le même inventaire analyse : « 1° le testament (1511) de « Jeanne de Bologne, en Vivarais, veuve et troisième femme « de m^{re} Aymar de Poitiers », et « 2° un livre, couvert en « parchemin, contenant les pièces du procès commencé la « même année par Jean de Poitiers, d'une part, et les *créan-* « *ciers détenteurs des biens délaissés* par Aymar de Poitiers, « au sujet de la générale discussion des biens dudit Aymar (2) ».

Donc, l'héritier naturel d'Aymar de Poitiers n'ayant été mis en possession du château de St-Vallier qu'après 1511, on peut admettre que Diane de Poitiers ne fit qu'y passer avant son mariage.

Ceci établi, je vais énumérer succinctement, d'après les preuves, les faits saillants qui ont marqué la gestion de la seigneurie sous Jean de Poitiers et son fils, avant de rapporter les actes les plus importants de la Dame de Saint-Vallier.

Jean, âgé de 17 ans, lorsqu'il échappa, en 1492, ainsi que son père, à une mort mystérieuse à laquelle les avait voués François de Luxembourg par enchantements et sortilèges (3), n'avait que *quatorze ans*, en 1489 (4), lors de son contrat de mariage avec Jeanne de Baternay.

(1) Vers 1776, le dernier prieur de Saint-Vallier fit combler le caveau des Poitiers pour élever au-dessus le maître-autel actuel.

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Liasse cotée A et registre H H.)

(3) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Titres des Poitiers, liasse Z.) Information sur les enchantements et sortilèges de François de Luxembourg pour faire mourir Aymar de Poitiers et son fils.

(4) Dans l'arrêt de condamnation de Jean de Poitiers, 1523, il est dit qu'il est âgé de 48 ans ; il est donc né en 1475.

C'est ainsi qu'à l'égard de Diane de Poitiers, il semblerait y avoir eu simplement promesse de mariage en 1514, année de son contrat, et réunion des fiancés deux ans plus tard, car on lit à l'inventaire : « *Ratifications* de Louis de Brézé et « Diane de Poitiers, sa femme, de mariage entre eux contracté en l'an 1514, et clauses de renonciations y contenues « *de l'année 1516* (1) ».

Diane de Poitiers aurait donc eu seize ans, lorsqu'elle pénétra dans la chambre nuptiale et non quatorze ans, comme on l'a cru jusqu'ici, sur la foi du généalogiste André Duchesne qui date le mariage de l'année du contrat.

D'après cette remarque, il est certain que, dans ce temps-là, on avait l'habitude de signer les accordailles des futurs conjoints plusieurs années avant la consommation de l'union projetée.

C'est en 1514, que Jean obtint du Roi Louis XII des lettres patentes créant le grenier à sel de Saint-Vallier (2). En janvier 1526, François I^{er}, par autres lettres patentes données à St-Germain-en-Laye, fonda le marché hebdomadaire du jeudi (3).

Le moment est venu de dire que l'érection en *Comté* de la seigneurie de Saint-Vallier, sous les Poitiers, n'a jamais eu lieu. Jean de Poitiers n'a ainsi été fait *comte de Saint-Vallier* que dans le drame admirable de Victor Hugo et dans les recueils biographiques les plus récents, même le dictionnaire de Pierre Larousse. On ne prouve pas davantage que l'infortuné père dut la vie à l'infamie de sa fille.

(1) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Contrats de mariage des Poitiers, liasse C.)

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Article Saint-Vallier, liasse L.)

(3) *Bibliothèque nationale*, Mss. Franç., 8,506, 35 vol. in-^{fo}. *Inventaire des titres formant les archives de la Chambre des Comptes de Grenoble*. (Tome IV. Baillage de Saint-Marcellin, ^{no} 400 et suivants.) — Les titres inventoriés furent brûlés en 1792.

A l'égard du premier point controversé, il faut savoir que les titres de l'époque ne désignent toujours les Poitiers que sous la seule dénomination de *Seigneurs de Saint-Vallier*. Cependant, dans un contrat de mariage passé le 10 octobre 1546 devant Faure, notaire de Saint-Vallier, il est parlé de la compagnie d'hommes d'armes du *baron de Saint-Vallier* (1). Comme il n'y avait ni *comté*, ni *baronnie* en ce lieu, le notaire a donné ce titre à Guillaume, *par extension*, à cause de ses baronnies de Clérieu et Sérignan.

En 1539, le malheureux Jean de Poitiers, exilé dans sa terre de Pizançon, y mourait, et son corps, rapporté à Saint-Vallier, était inhumé dans la sépulture de sa famille, à côté de son père Aymar.

En compulsant l'inventaire de la Chambre des Comptes, on lit : « Le dénombrement fait devant le vibailly de « Saint-Marcellin, le 19 août 1540, par Guillaume de Poitiers, *comte d'Albon, seigneur de Saint-Vallier*, qui déclare « tenir en fief du Roy : le comté d'Albon, Pinet, Etoile, « Clérieu, Chevrières... plus les chasteaux ès mandement de « St-Vallier et Val, joignant ensemble, avec toute juridiction, « péages par eau et par terre, cens, rentes et civerages qu'il « *arrentoit le tout* 900 ou 1,000 livres, charges déduites ».

En 1544, le notaire Blet procède à l'inventaire des meubles et ustensiles du château (2) ; la même année, M^e Faure, notaire, établit « le livre-terrier au profit de Guillaume de « Poitiers, commençant le 6 août par la reconnaissance de « Jean Valernod le Vieux et finissant, le 28 décembre, par « celle d'Étienne Bochard (3) ».

Le 22 mars 1546, le seigneur de Saint-Vallier teste à Étoile,

(1) PITHON-CURT. *Histoire de la noblesse du Comtat-Venaissin*, in-4°, 1743. (Tome I, f° 52.) Mariage de Jean d'Ancezune-Cadard, seigneur de Caderousse, avec demoiselle Philiberte de Clermont, à Saint-Vallier.

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Article Saint-Vallier, liasse M.)

(3) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Terrier coté n° 5.)

sans postérité, laissant sa veuve Claude de Myolans. Le nom des Poitiers va donc s'éteindre avec sa sœur Diane. Il voulut et ordonna « en premier lieu que son corps fût enterré au « sépulcre de ses prédécesseurs, en l'église du prieuré de « Saint-Vallier » ; il donnait ensuite en prélagat la baronnie « de Sérignan à Diane de Poitiers, sa sœur, avec prière de « faire ajouter ses armes : *d'azur, à six besans d'argent, au « chef d'or*, à celles de ses enfants mâles, si elle venait à en « avoir, pour perpétuer le souvenir de la maison de Poitiers « et ses glorieuses marques (1) ».

L'histoire impartiale l'atteste, les goûts immodérés de dépense de la Dame de Saint-Vallier dépassaient toute mesure, et l'on ne saurait comparer, même de loin, ses prodigalités insensées, avec les concussions de M^{me} de Pompadour et les dilapidations de M^{me} du Barry. La baronnie que son frère lui laissait en Dauphiné ne suffisait pas à son insatiable avidité et à son orgueil grandissant ; elle voulait le château de Saint-Vallier, et pendant quelques mois elle se fit appeler, par son entourage, *comtesse de Saint-Vallier*, en attendant le titre de duchesse de Valentinois (2). De sa terre d'Anet, dont Louis de Brézé était seigneur, elle entretenait une correspondance incessante avec ses intendants, et Saint-Vallier ne fut qu'une infime parcelle de l'immense domaine de cette personnalité absorbante qui, dominant deux rois de toute la hauteur de ses charmes irrésistibles (3), alla jusqu'à se faire adjuger toutes les terres vacantes du royaume (4).

(1) ALBERT CAISE. *Histoire de Saint-Vallier*, 1 vol. in-18, 1867, p. 69.

(2) *Bibliothèque nationale*. Mss. Mortem. 92. *Mémoires de l'intendance : Bretagne et Dauphiné*. — « Diane se fit appeler comtesse de « Saint-Vallier. Elle fut la première à prendre ce titre avant que d'être « duchesse de Valentinois. *Mais on ne trouve pas l'érection en comté.* »

(3) Au musée de Cluny (n° 1743), on conserve le portrait de Diane, peint sur bois, par le Primatice, sous les traits de Vénus s'appuyant sur l'épaulé de l'amour, dans le fond l'incendie de Troie, Enée sauvant Anchise, allusion au dévouement de Diane pour son père.

(4) GEORGES GUIFFREY, — *Lettres inédites de Diane de Poitiers*.

Elle était, écrit Brantôme, « fort débonnaire et aumosnière » ; nous voulons le croire, mais on recherche en vain envers la communauté de St-Vallier des signes de sa charité proverbiale.

Sur ses instances, après la mort de Guillaume, le roi Henri II signa « les lettres patentes de 1548 portant remise de la confiscation, déclarée par arrêt du Parlement de Paris, contre Jean de Poitiers et portant inféodation nouvelle et investiture de la *terre de Saint-Vallier*, en faveur de dame *Diane de Poitiers*, sa fille (1) ». Le 8 octobre de la même année, d'autres lettres patentes, datées de Saint-André, donnèrent à vie le titre de duchesse de Valentinois à la Dame de Saint-Vallier nouvellement investie de cette seigneurie.

Le château de Saint-Vallier était alors tel qu'il existe actuellement, moins les fossés qui ont été comblés et la partie supérieure du donjon, rasée en 1812. On y montre encore la chambre habitée, d'après la légende, par Diane de Poitiers et où demeura, *au gîte*, le roi Henri III, à son retour des États de Romans, du 17 au 18 janvier 1575 (2).

D'après les titres du XVI^e siècle, ce château, « assis au plus haut de la ville, construit en carré, garni, aux quatre coins, de quatre tours, bien fermé de murailles à l'entour, avait ses entrées par la ville et par dehors. Il se composait, en outre, d'un corps de logis pour les officiers et les femmes de linge (3), de basse-cour, étables, cour, puits, jeu de paulme, pré, jardin, vigne, verger, moulin à papier, etc., et confinait : du *levant*, vignes des s^{rs} Villars et de Semons, juge et lieutenant, Jean de Cormes et Françoise de Nexon, de Jean de Couzon, seigneur de Bayard ; de *bise*, vignes de la Cure, de s^r Jean Collet et Jeanne Perret, mariés, jar-

(1) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Armoire de Saint-Vallier, liasse GG.) — ALBERT CAISE. *Cartulaire de Saint-Vallier*, 1 vol. in-18, 1870, page 72.

(2) NICOLAS CHORIER. *Histoire générale du Dauphiné*, t. II, f^{os} 665-666.

(3) *Archives de la Drôme*. Description des châteaux de St-Vallier et de Clérieu, 1566.

« dins de s^r Pierre Caise, de honneste Huguette Delosche et
 « Antoine Romanet, mariés, de François Siccard du Nichon,
 « chemin appelé *dessus la ville*, allant aux *Rioux*, murs de la
 « ville, porte du *Pertuis*; du *vent*, la rivièrre de Galaure; du
 « *couchant*, rues de la Salle, de la Crose et celle allant au
 « Four, maisons de s^{rs} Nicolas Brottin, Jean Gamon, pro-
 « cureur, Louis Morel, Jean Caise le Vieux, Maurice Bal,
 « André de La Noüe, sergent royal et autres vacants et cha-
 « zaux (1) ».

La Dame de Saint-Vallier confia l'administration de la *terre de Saint-Vallier* au s^r Guillaume Amazan, prieur d'Heyras (Arras, Ardèche), administrateur général du prieuré de Saint-Vallier, qui reçut sa procuration générale pour acquérir, de concert avec le capitaine-châtelain, vendre ou échanger et signer toutes transactions, arrentements, quittances, etc., au nom de Diane de Poitiers, à l'effet de retirer de la communauté le rendement le plus lucratif.

D'autre part, le château fut le siège des opérations du *capitaine-châtelain* Jean Valernod (2), d'une vieille famille locale, sorte de magistrat ayant le droit de convoquer en assemblée les Consuls pour discuter les affaires de la mouvance de la Dame de Saint-Vallier, il recouvrait les taxes féodales et en rendait un compte annuel. Un juge-lieutenant, un procureur et des greffiers connaissaient de toutes causes en première instance et adjugeaient toute amende, les appellations desquelles ressortissaient devant le vibailly de Saint-Marcellin et de là à Grenoble.

(1) *Archives de la Drôme* et *Archives du château de Saint-Vallier*. — Reconnaissance générale de la communauté de Saint-Vallier et Val. — Minutes de M^e Blet, notaire.

(2) La famille Valernod a fourni plus tard un conseiller à la Chambre des Comptes de Grenoble, un évêque de Nîmes, un abbé de St-Ruf. Au XVI^e siècle, les Valernod habitaient le château du Rioux. En 1650, la seigneurie de Fay leur fut concédée. Leur caveau de famille existe dans l'église de St-Vallier et renferme toujours les corps qui y furent inhumés. (Voir *Histoire de Saint-Vallier*, pages 216-293.)

Enfin les notaires M^{es} Matheron, Crozet et Jacques Bruchet rédigèrent les actes, et ouvrirent des *livres-terriers* (1), où tous les propriétaires de fonds reconnaissaient, par acte individuel, tenir leurs immeubles du fief et seigneurie directe de la Dame de Saint-Vallier. Les archives, minutes et *codets* des notaires décédés étaient déposés dans le *cabinet* du château, sous la garde du capitaine-châtelain.

Le premier acte intéressé de la Dame de Saint-Vallier fut l'obtention, « à ses poursuite et diligence, de l'entérinement « des lettres patentes de 1514 créant le *grenier à sel* ». D'après l'arrêt rendu sur cet objet, le 1^{er} février 1550, il fut pourvu à deux offices de *palleuts* au profit de la duchesse de Valentinois. (2). Un greffier-regratier était chargé de la vente du sel par *regrats* (petites mesures).

Mais il semblerait que ce grenier à sel ne fut pas une institution profitable pour la communauté, puisque lors de la *révision des feux* à laquelle procéda l'Intendance, en Dauphiné, pour l'établissement des tailles, les habitants estimèrent dans leurs *remonstrances* de 1701 que : « La création d'un grenier « à sel avoit esté préjudiciable aux intérêts des habitants, car « jadis — avant 1549 — d'importantes transactions se fesoient « avec le Languedoc d'où l'on tiroit d'énormes quantités de

(1) Quinze livres-terriers de Saint-Vallier, parcellaires, arpentages, livres de rentes, comptes de revenus et dix volumes manuscrits contenant copies des titres des Poitiers et leurs généalogies saisis dans l'hôtel de la rue Chenoise furent brûlés en 1792. Le plus ancien *papier-terrier* du mois de décembre 1404, était rédigé *en latin* par le notaire *Solei* (Seul), le suivant aussi *en latin* par le notaire *Martini* (Martin). — Au point de vue de l'histoire locale, de l'origine des familles féodales de Saint-Vallier et de la façon dont les notaires traduisaient en latin les noms patronymiques, la perte de ces *terriers* est irréparable. M. le comte Paul de Chabrillan m'écrivit qu'il ne possède qu'un seul *terrier* de 1556 se rapportant à Chantemerle, Mercurol et Marsas, registre que M. le président de Chevières avait sans doute oublié à Saint-Vallier lors du transfert de ses archives à Grenoble.

(2) *Histoire de Saint-Vallier*, page 73.

« sel. La création d'un grenier à sel a supprimé cette source « de richesse pour le pays.... (1) ».

En 1550, Diane de Poitiers passa une transaction avec dame Claude de Myolans, sa belle-sœur (2), traité ratifié l'année suivante. En 1552 intervint sentence sur le bénéfice d'inventaire de l'hoirie de messire Guillaume de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et finalement autre arrêt provisoire, en 1556, pour dame Claude de Myolans contre sa dite belle-sœur. Celle-ci perdit son procès (3) et Claude de Myolans reentra paisiblement en possession de l'héritage de son mari.

Après avoir exigé que les châtelains et receveurs particuliers de ses terres rendissent à ses receveurs généraux un compte détaillé des revenus arriérés de son immense domaine, on remit à la Dame de Saint-Vallier, en juin 1550, un compte définitif (4).

Un humble édifice communal — *maison de ville* — existait au coin de la rue qui va à l'église, sur la place actuelle de la *Mairie*. C'était la maison consulaire où les Consuls se réunissaient en conseil et où logeait et enseignait « le maître d'école ». Guillaume Amazan frappa la maison de ville d'une taxe nouvelle et, le 28 juillet 1551, André Trébut s'engagea, devant M^e Matheron, à payer un cens de deux civiers froment, à cause de la maison de ville. Cette redevance fut plus tard changée en un tribut de quinze sols que les Consuls devaient porter *eux-mêmes* au château, à chaque fête de Toussaint (5).

(1) *Archives nationales*. Registres du Domaine du Dauphiné, coté KK, 1194, XI^e vol., f^o 766.

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Titres des Poitiers, liasse G.)

(3) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Titres des Poitiers, liasse K.)

(4) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Titres des Poitiers, livre coté MM.)

(5) Reconnaissance de la communauté de Saint-Vallier et Val. *Histoire de Saint-Vallier*, page 92.

Le 18 juillet 1555, M^e Matheron reçoit au livre-terrier les *reconnaissances* des habitants : « Ce livre, couvert en basane
« noire, sur du gros carton, contenait 360 feuillets commen-
« sant par la reconnaissance de Jacques Baborier et finissant
« le 2 août 1558 par celle de Jehan Milhet (1). Les Consuls
« signèrent ensuite la reconnaissance générale au nom de
« tous les habitants de la communauté, jurant vouloir et de-
« voir être hommes-liges, vassaux, sujets et justiciables de la
« dite Dame de Saint-Vallier et ses successeurs, prononçant
« devant le capitaine-châtelain, l'ancienne formule de fidé-
« lité : *Incolume, tutum, honestum, utile, facile et possibile* ».

La prairie de la *Brassière*, appelée *Ile de la Brassière* le plus souvent, dans les titres de l'époque, appartenait à la communauté. Guillaume Amazan mit la main sur la presque totalité de ce fonds de 90 à 100 sétérées. Le surplus devait être partagé entre les habitants moyennant 50 sols de cens. Un traité *ad hoc* est signé en 1558 et, l'année d'ensuite, Diane de Poitiers ratifiait ce partage fait par ses agents (2).

Néanmoins, les tenanciers évincés de la *Brassière* ne tardèrent pas à protester contre cette spoliation. Ils obligèrent Guillaume Amazan à passer, le 28 novembre 1560, une autre transaction devant M^{es} Jacques Bruchet et Crozet, notaires, par laquelle « les sétérées distraites de l'*Ile de la Brassière*
« leur seraient restituées, à l'exception d'un *rocher et d'une*
« *garenne, au long du Rhône, proche les îles*, que les prédé-
« cesseurs de Diane de Poitiers s'étaient réservés pour leur
« délasement (3).

« Les îlots dits l'*Isle mille*, au terroir de *Chifflet*, apparte-
« naient à Jacques Baborier, Claude de Chabannes et Brunet;

(1) *Inventaire de M. le président de Chevrières* (Terrier coté n° 6.)

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Titres des Poitiers, liasse O.)

(3) Reconnaissance de la communauté de Saint-Vallier et Val. — *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Terriers, liasse 26.)

« le sr Amazon les expulsa et leur donna des portions importantes dans l'*Ile de la Goulle* et les graviers de l'*Osne de Sillon*. »

Enfin, de nouvelles contestations s'élèvent entre l'intendant de la Dame de Saint-Vallier et les co-propriétaires de l'*Ile de la Brassière* ; Guillaume Amazon voulait conduire les eaux du béal du moulin dans la *garenne* seigneuriale, en passant à travers la prairie des habitants. M^e Bruchet, notaire royal, de Saint-Vallier et d'autres s'y opposèrent formellement. Bref, le 9 février 1561, une dernière transaction passée devant M^e Crozet termina le litige, et Guillaume Amazon put amener les eaux du moulin dans la *garenne* (1).

Quant au droit de *Leyde* sur la vente des marchandises aux marchés et jours de foire, établi le 8 novembre 1204 par Jean, dauphin (2), la Dame de Saint-Vallier en affranchit les habitants les jours de marché hebdomadaire, mais elle exigea que la perception de cet impôt fût opérée les jours de la *foire de St-Nicolas*, période durant laquelle le chiffre des affaires était considérable (1560) (3).

Afin de reconnaître, sans doute, le dévouement dont le capitaine-châtelain Valernod avait fait constamment preuve en dirigeant avec succès ses lucratives opérations, la Dame de Saint-Vallier lui concéda les eaux de *Combe Blanche* et de *Combe de Cise*, les deux ruisseaux au-dessous desquels s'éleva le château des *Rioux* (Ruisseaux) occupé par la famille Valernod — 11 février 1561 — et par faveur insigne, Jean Valernod, marchand de Saint-Vallier, fut autorisé à établir un pigeonnier dans sa maison appelée le *Colombier* (près du cimetière actuel) (4).

(1) Reconnaissance de la communauté de Saint-Vallier et Val.

(2) *Bibliothèque de Grenoble*. Charte publiée par M. Gariel.

(3) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Procuration de dame Diane de Poitiers sur le droit de Leyde, 1560.)

(4) *Histoire de Saint-Vallier*, page 292.

Plusieurs personnes, au mépris des droits seigneuriaux ou par bienveillante tolérance de la part des prédécesseurs de Diane de Poitiers, avaient construit des fours en ville pour cuire leur pain. Le 28 juillet 1561, intervint un arrêt de la cour du Parlement de Dauphiné maintenant Diane de Poitiers dans le privilège de la possession exclusive du *four banal de Saint-Vallier* (1), ensuite de la requête présentée par la dite Dame tendant à la destruction des fours édifiés sans sa permission.

En 1563, elle arrenta définitivement tous les biens seigneuriaux, c'est-à-dire les *Greffes, château, îles, four banal, battoir à chanvre, moulin à papier* (2), etc.

Je citerai encore la publication, en 1565, d'un nouveau tarif des *droits de péage par eau et par terre* (3). On y remarque entre autres taxes celle de :

« 6 deniers pour un marchand à selle,

« et 12 deniers pour un juif passant (à pied) ».

Tels sont les divers actes qui nous sont parvenus touchant la tenue de la seigneurie de la Dame de Saint-Vallier qui profita de ce bénéfice jusqu'à sa mort, c'est-à-dire l'espace de dix-huit ans.

Par testament signé : *Dyane de Poytiers*, fait à Limours le jour des Rois de l'an 1564, « elle entend priver de son bien « ceux qui contrediront à ses intentions stipulées au présent « en donnant, pour lors, ses biens aux Hôtels-Dieu de Paris, « Chartres, Rouen, Lyon, Grenoble, Avignon, Étoile, *Saint-Vallier* et Anet. Elle désire qu'en Dauphiné ses serviteurs « soient habillés de deuil et leur donne une année de gages, « après sa mort, pour chercher de nouveaux maîtres... Elle « veut que ses filles partagent ses biens qu'elle a en Dau-

(1) Reconnaissance générale de la communauté.

(2) *Inventaire de M. le président de Chevrières*. (Terriers, liasse 21.) Le premier moulin à papier fut fondé, en 1441, à Nuremberg.

(3) Acte sur parchemin conservé au château de Saint-Vallier, publié dans le *Cartulaire de Saint-Vallier*, page 77.

« phiné, Languedoc et Vivarais, par teste : elle ordonne à
 « Saint-Vallier que son service soit ainsi fait comme si son
 « corps y estoit enterré, avec cent pauvres vestus de blanc pour
 « l'honneur de Notre-Dame et qu'on leur baille à chacun un
 « chapelet à la main pour le dire à sa dévotion, etc... (1).

En exécution de ses volontés, et huit mois après la mort de Diane de Poitiers, le 20 décembre 1566, eut lieu, à l'église de Saint-Vallier, le *chanté général et solennel de feu Madame Dame* (Diane de Poitiers) en présence d'une nombreuse assistance de gentilshommes dauphinois et des habitants de Saint-Vallier. La relation de cette cérémonie, conservée aux archives de la Drôme (2), cite parmi les invités des seigneur et dame d'Aumasle, fille de la défunte, MM. de Monteison, de Chasteauneuf, de Montchenu, de Claveyson, de la Sablière, de la Lande, du Mouchet, de Narratin, de Chabrilan, de Beausséblant, et parmi les notables de St-Vallier : les sr^s de Fontagier, de Chassan, du Port, du Rochein, de l'Isle Mille, etc.

L'oraison funèbre fut prononcée par le maître Jésuite de Tournon ; l'église était tendue de noir, la chapelle ardente accompagnée de cierges ; cent pauvres vêtus de blanc, paternôtres et cierges blancs en leur main, y récitèrent des prières durant la messe.

Après le *chanté*, les exécuteurs testamentaires MM. de Brié, de Catinet et le prieur Guillaume Amazan ayant la charge et l'administration des affaires de la feuée Dame, se rendirent au château où eut lieu, en présence du capitaine-châtelain Jean Valernod et des autres officiers de la châtellenie, la prisée et estimation du revenu de la terre de Saint-Vallier (3).

Il est certain qu'un récit détaillé de cette mémorable cérémonie funèbre a dû être consigné, par les soins du prieur

(1) *Bibliothèque nationale*. Mss. fonds latin 6008. Testaments des Poitiers et cession du Valentinois à Charles VI.

(2) *Archives de la Drôme*. Description des châteaux de Saint-Vallier et Clérieu, 1566.

(3) *Histoire de Saint-Vallier*, page 224 et suivantes.

Guillaume Amazan, sur les registres des sépultures du prieuré, mais cet intéressant document a dû disparaître peu après vers la fin de l'année 1567, lors des pillage et destruction du prieuré et de l'ancienne église dont, selon toute apparence, les premiers fondements furent jetés, vers le VI^e siècle, par S. Valère, évêque de Viviers.

Nous savons, en effet, que le 20 décembre 1566, l'église et le prieuré n'avaient pas encore été saccagés, puisque le *chanté* de la Dame de Saint-Vallier y eut lieu dans le chœur ; mais le 11 avril 1568, seize mois plus tard, Guillaume Amazan adressait une requête à M. de Gordes, gouverneur du Dauphiné, pour l'autoriser à rechercher les matériaux de l'église et du prieuré *démolis et prins* par les habitants du lieu (1). Et, remarquable coïncidence, notre plus ancien registre des Sacrements date d'un mois après, 2 mai 1568.

L'abbé A. Vincent qui publia, en 1859, un intéressant opuscule sur cette ville, s'est demandé, fort judicieusement, si les Consuls n'avaient pas failli sur la date du renversement de l'église en inscrivant sur le fronton de l'édifice relevé :

Détruite par l'hérésie en 1583, reconstruite en 1786 (2).

(1) *Archives de la Drôme*. Fonds St-Ruf. — Dossier : Pillement du prieuré de Saint-Vallier.

(2) *Etat civil de Saint-Vallier*. — L'honorable Maire de Saint-Vallier, M. SARRÈRE, a bien voulu me communiquer, le 1^{er} décembre 1890, le plus ancien registre de ses archives. C'est un fragment, en 29 feuillets, du commencement d'un baptistaire établi par le curé Michel Alléon, en vertu de l'ordonnance du roi Henri II *. Il s'ouvre, le 2 mai 1568, fête de S. Athanase, par « le baptême de Guilhaume Bays », et se termine le dimanche 17 décembre 1575 par « le baptême de Thade Chanu ». Sur le 29^e et dernier feuillet on lit *en marge*, au « baptême de Pierré Bouchet, du 5 novembre 1575 », la mention : « *Bailhé ung double le xii^e de julliet 1589* ». Cette note ne paraît-elle pas indiquer que ledit

* Edit de février 1556 ordonnant que toutes les femmes qui auraient cédé leur grossesse et leur accouchement et dont les enfants seraient morts sans avoir reçu le baptême, seraient présumées coupables de la mort de leurs enfants et condamnées au dernier supplice.

L'hypothèse qu'une première destruction, mais non la destruction finale, a eu lieu en effet en 1568, est d'ailleurs implicitement confirmée par Chorier qui dit : « Le château et la « ville de Saint-Vallier étaient au pouvoir des huguenots en cette année-là 1568 (1) ».

On est tenté d'admettre que la population de la communauté, exaspérée contre le prieur Guillaume Amazan, ait fait cause commune avec les huguenots, en 1568, pour saccager le prieuré, en manière de représailles contre cet ancien intendant de la Dame de Saint-Vallier qui les avait pressurés pendant près de vingt ans et les exploitait de rechef comme administrateur du prieuré.

D'ailleurs, Guillaume Amazan, dans sa requête, stipule formellement que : « *Sous couleur et prétexte de divers troubles, aucuns, depuis six mois* (c'est-à-dire d'octobre 1567 à « avril 1568), ont fait plusieurs démolitions et dommages, « tant à l'église qu'à l'édifice du prieuré, des curés et religieux, « rompu et emporté les cloches, abattu portes et fenêtres, « pris une croix d'or, ornements de valeur dans la sacristie « de l'église, encore des meubles au château et les bois et les

baptistaire était encore en usage, en 1589 ? (malheureusement la partie perdue empêche de vérifier cette date).

D'autre part, le titre du baptistaire atteste que les baptêmes ont eu lieu *dans l'église* de Saint-Vallier, l'édifice était donc propre au culte au moins jusqu'en 1575 et n'avait subi que des dégradations partielles lors des troubles de 1567-68. De plus, le religieux Denis Ma chat s'y trouve désigné comme recteur des chapelles des Poitiers, dans un baptême du 30 octobre 1575.

C'est peut-être dans la partie perdue de ce baptistaire, qui paraissait complet lorsqu'il fut inventorié, le 17 février 1776, par M. Fleury, juge, après le décès du curé Courbis, que les consuls de Saint-Vallier trouvent la preuve de la destruction finale de l'église en 1583.

Mais à partir du 29^e feuillet du baptistaire, il existe une lacune de 48 ans 1/2 à l'état civil de la ville de Saint-Vallier, car le second registre commence seulement le 10 juillet 1624, par le baptême de Catherine Salamoine.

(1) *Histoire générale du Dauphiné*. Tome II, f^o 621, 644, 665.

« pierres emportés appliqués à bâtir les logis de ceux qui les ont emportés, etc... (1) ».

Nous voici d'ailleurs arrivés à une période de trente ans pleine de ténèbres ; au sujet des événements locaux, accomplis de 1575 à 1605 (2) ; les archives nous fournissent peu de titres intéressants, les historiens du Dauphiné, excepté Chorier en deux ou trois passages de son *Histoire*, sont muets, les registres paroissiaux manquent ; de plus, l'*Inventaire de M. le président de Chevrières* atteste qu'aucun livre-terrier ne fut tenu pour recevoir des reconnaissances au profit de la duchesse d'Aumasle et de son fils Antoine, héritiers de Diane de Poitiers.

On trouve pourtant « le 26 novembre 1591, un parcelaire pour noble et religieux Joachim d'Arzac, prieur du prieuré conventuel de Saint-Vallier, et la même année, un arrêt autorisant l'exécution de poursuites par Pierre de Sauvain, seigneur du Cheylard, contre Antoine de Lorraine, seigneur de Saint-Vallier (3) ».

Tout fait donc croire que la duchesse d'Aumasle, fille cadette de Diane de Poitiers et son fils Antoine, qui habitaient leurs terres en Lorraine, ne retirèrent, durant les guerres de religion, qu'un très mince bénéfice de la seigneurie de Saint-Vallier et autres lieux, car, après la pacification du Dauphiné, ils s'empressèrent d'aliéner l'héritage des Poitiers et de vendre successivement les biens de Saint-Vallier à M. Jean de la Croix, issu d'une vieille famille de Romans (4) et dont le

(1) *Archives de la Drôme*. Pillement du prieuré. — Relation des visites domiciliaires opérées chez les habitants et liste des objets recouvrés.

(2) L'examen du baptistaire de 1568 à 1575 permet de faire des remarques fort intéressantes sur les habitants de Saint-Vallier durant ce septennat.

(3) *Archives de la Drôme*. — Fonds Saint-Ruf et carton B, 251.

(4) On trouve aux *Archives de la Drôme* « une transaction entre honorable Jean de la Croix, dit *Guerre*, de la ville de Romans, et Pierre Gays, du mandement de Claveyson — 2 novembre 1525 — Deaqua,

père, Félix de la Croix, était devenu seigneur de Chevrières par l'acquisition qu'il fit, en avril 1560, de cette seigneurie qui appartenait à Diane de Poitiers.

M^r Richomme avait été investi, par Antoine de Lorraine, duc d'Aumasle, de l'administration de la seigneurie de Saint-Vallier, mais lors de la vente du château à M^{re} Jean de la Croix, il enleva les papiers se rapportant à sa gestion depuis la mort de Diane et ne laissa qu'un inventaire des titres, papiers et documents de la maison de Bouillon et d'Aumasle, en date du 5 mai 1583 (1).

Conséquemment, le 14 décembre 1605, Messire Jean de la Croix, seigneur de Chevrières, acquit, en premier lieu, le *moulin à papier* du château, battoir et pré y joignant. — « Exploit de mise en possession d'Etienne Pailland, sergent, « avec procédure de visitation des dits moulins, du 19 avril « 1607 » (2).

En 1607, furent passées les conventions entre M^{re} Jean de la Croix et noble Jean Richomme, agent du duc d'Aumasle, pour le rachat des péages ; de 1608 à 1611 ont lieu les acquisitions successives des autres parties de la terre de Saint-Vallier (3).

Le château et le moulin sont réparés en 1608 (4).

« Par lettres patentes signées, à Paris, les 22 mars et 21 « septembre 1607, le roi Henri IV fait abandon, au profit du « seigneur président de Chevrières, nommé à l'évêché de Gre

« notaire à Romans. » GUY-ALLARD dans sa *Généalogie* écrit que « Jean « de Guerre dit La Croix épousa, le 30 septembre 1482, Drevetonne « Monistrol, de Saint-Donat ».

(1) *Inventaire du président de Chevrières*. (Terriers, livr. n° 14).

(2) *Inventaire du président de Chevrières*. (Article Saint-Vallier, — liasse F).

(3) *Inventaire du président de Chevrières*. (Article Saint-Vallier, — liasse n° 1).

(4) *Inventaire du président de Chevrières*. (Article Saint-Vallier, — liasse H).

« noble, des *laods* (droits de vente dus au cas d'aliénation de
 « fiefs) de vente par lui dus à S. M. à cause de l'acquisition
 « des terres et péages de Saint-Vallier avec l'arrêt de la Cour
 « des Comptes portant que ces dons de *laods* s'élèvent à la
 « somme de 5,535 livres eu égard au prix de la terre de Saint-
 « Vallier, et de 1,500 livres pour le péage » (1).

Je termine ce mémoire en ajoutant que l'évêque de Grenoble, Jean de la Croix, seigneur de Chevières, transmet *la terre* ès *mandement* de Saint-Vallier à son fils, Félix de la Croix-Chevières, conseiller au Parlement de Grenoble, mort en 1627.

Le fils de ce dernier, président à mortier du Parlement de Dijon, est celui qui fit dresser, par Pierre Richard, notaire de Saint-Vallier, l'inventaire de 1681, auquel je viens d'avoir fréquemment recours dans mon travail et dont toutes les pièces justificatives furent brûlées en 1792.

Son successeur, Pierre-Félix de la Croix-Chevières, porta le premier le titre de *Comte de Saint-Vallier*. Il était capitaine des gardes de la porte du Roi et Louis XIV, par « lettres patentes du mois d'avril 1687, érigea en *comté* la terre « et seigneurie de Saint-Vallier au profit, est-il spécifié, dans « l'inventaire des archives de la Chambre des Comptes de « Grenoble, de Pierre-Félix de la Croix-Chevières, baron de « Serves et de Clérieu, seigneur de St-Vallier et autres » (2).

(1) *Bibliothèque nationale*. (Inventaire de la Chambre des Comptes de Grenoble).

(2) GUY-ALLARD dans sa *Généalogie* a donné à tort le titre de comte de Saint-Vallier aux prédécesseurs de Pierre-Félix de la Croix-Chevières.

ALBERT CAISE,

Membre de la Société de gens de lettres.



DE L'ANCIENNETÉ
DE
L'USAGE DES MÉREAUX
AU
Chapitre de Saint-Apollinaire
DE VALENCE

En 1838, Jules Rousset publia la description et le dessin d'un méreau du chapitre de St-Apollinaire de Valence au nom de S. Fortunat (1). Sa notice était suivie d'une note signée N. du D. et émanant de Jules Ollivier, directeur de la *Revue du Dauphiné*, dans laquelle il signalait l'existence d'un méreau du même chapitre, portant le nom de S. Félix (2). Ces deux pièces furent de nouveau citées et représentées, quatre ans plus tard, dans un deuxième article de Rousset (3), et, en 1854, par J. de Fontenay (4). M. Joseph Roman les

(1-2) *Revue du Dauphiné*, t. III, p. 185. *Notice sur des Monnaies inédites des comtes de Valentinois et des Méreaux des églises de Valence et de Tournon*, n° 3 et 5.

(3) *Bulletin de la Soc. de Statistique des arts utiles et des sciences naturelles de la Drôme*, t. IV. *Mémoire sur les Monnaies du Valentinois*, pl. II, n° 5 et 6. Le tirage à part, aujourd'hui introuvable, est daté de 1843, 30 p. et II pl.

(4) *Manuel de l'amateur de jetons*, p. 240.

étudia à son tour, à deux reprises, dans ses « *Méreaux et Jetons Ecclésiastiques du Dauphiné* (1) ». Ce numismate rectifia le premier l'erreur de lecture de Rousset, relative à la légende du revers du méreau au nom de S. Fortunat, erreur reproduite servilement par de Fontenay (IN : SACRA, au lieu d'INSIGNIA); il signala plusieurs variétés et fit connaître en même temps deux méreaux inédits au nom de S. Apollinaire et au nom de S. Achille. M. Gustave Vallier a également consacré un chapitre de son « *Essai sur les monuments numismatiques de l'église et de la cité de Vienne, en Dauphiné, et sur ceux des chapitres et communautés religieuses de la même province, depuis la fin du XIV^e siècle* » (2), à ces quatre méreaux. Enfin, M. Adrien Blanchet s'est borné à décrire sommairement les deux méreaux aux noms de S. Félix et de S. Fortunat, mais en conservant la lecture fautive IN : SACRA au lieu d'INSIGNIA (3).

La légende du revers des quatre méreaux, actuellement connus, est uniformément, sauf de légères variantes d'orthographe, INSIGNIA : ECCLE : VALENCIE (*Insignia Ecclesie Valencie*). Elle fait directement allusion au champ de la pièce, où sont figurées dans un écu les armes du chapitre : *de gueules à la croix d'argent*. Le mot *Ecclesia* désigne l'église cathédrale de St-Apollinaire. Pour la distinguer des autres églises de Valence, on insérerait dans les documents la formule... *venerabilis*

(1) *Annuaire de la Société Française de Numismatique 1873-1876*, t. IV, p. 305. — *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 1880, p. 400.

(2) *Revue Belge de Numismatique*, 1881, p. 207.

(3) *Numismatique du moyen-âge et moderne*, 1890, t. II, 2^e partie, p. 445.

ou *insignis ecclesia cathedralis Sancti Apollinaris Valencie...* Les titres des actes ou les comptes du chapitre portent simplement, afin d'abrégier, «... *ecclesia cathedralis... ecclesia Valencie...* »

Les légendes ne nous révèlent rien au sujet soit de la destination, soit de la valeur respective de nos méreaux. M. Roman a fait remarquer que « leur dimension est en raison directe du personnage représenté. Celui au nom de S. Apollinaire, évêque, est le plus grand ; celui de S. Félix, prêtre, est le demi du précédent ; celui de S. Fortunat, diacre, ne pèse que le tiers du premier ; enfin, celui de S. Achillée est à peine égal au quart du méreau de S. Apollinaire (1) ». Toutefois, les poids ne sont pas proportionnels entre eux.

Quelle est la date des quatre méreaux connus, tous en cuivre ? On a voulu lire 1555 dans le champ du revers du méreau au nom de S. Fortunat. Ce méreau n'est pas plus daté que les trois autres ; on a pris l'extrémité de la banderolle flottante qui accoste l'écu du champ pour un millésime ! Tous les auteurs se taisent sur la date de la fabrication de ces pièces, ou bien ils indiquent simplement qu'elles sont de la même époque. Leur style et les lettres des légendes accusent incontestablement la première moitié du XVI^e siècle. C'est probablement à l'atelier de Romans, si proche de Valence et supprimé le 12 avril 1556, que ces méreaux ont été frappés, et les produits de cet atelier se rencontrent assez facilement pour permettre de faire des rapprochements utiles.

(1) *Annuaire de la Société Fr. de Num.*, t. IV, p. 305.

La Monnaie de Romans était fermée à la date du 19 novembre 1507 ; elle ne fut réouverte que le 21 janvier 1522 (n. st.). Durant la fermeture temporaire d'un atelier, le personnel allait quelquefois travailler à un atelier voisin en activité, mais, il n'était pas licencié. Il pouvait parfaitement se livrer à la frappe des jetons et des médailles, témoins le treizain de mariage de Claude de Panisse, conseiller au Parlement de Provence (1549) (1), la médaille frappée de 1515 à 1518 à Montélimar, et la médaille faite à Romans de 1518 à 1521, toutes décrites avec soin dans le *Bulletin* (2) avec deux médailles exécutées à Grenoble de 1518 à 1521, mais mal classées. La période de 1507 à 1522 ne saurait donc être écartée *a priori* d'une manière absolue.

Au commencement du XVI^e siècle, les lettres onciales ou gothiques disparurent progressivement des légendes des monnaies. La substitution des lettres latines eut lieu lentement ; elle ne pouvait d'ailleurs être instantanée. Les écus et les dizains, battus à Grenoble sous la maîtrise d'Antoine Vagnion, nommé maître le 8 juillet 1513, et portant le nom de Louis XII, nous montrent encore un petit nombre de lettres gothiques. On peut admettre d'une manière générale que l'usage *absolu* des lettres latines commença en Dauphiné avec l'avènement de François I^{er}, sauf pour l'atelier de Crémieu, où l'emploi des lettres gothiques persista encore quelque

(1) ROGER VALLENTIN. *Treizain de mariage de Claude de Panisse, conseiller au Parlement de Provence (1549)*.

(2) *Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme*, année 1874.

temps. Toutes les lettres des légendes des quatre médailles ci-dessus mentionnées et frappées à Montélimar, à Grenoble et à Romans, de 1515 à 1518 et de 1518 à 1521, sont des lettres latines. Au contraire, les D et les G des légendes du magnifique essai d'or du demi-teston, conservé au Cabinet des Médailles de Paris et frappé à Crémieu, certainement après le 17 septembre 1521, sont en lettres gothiques. Le D gothique se montre encore sur diverses monnaies d'or et d'argent émises dans cet atelier par Jacques Pinatel de 1533 à 1538. Il serait aisé de citer d'autres exemples de la persistance de l'emploi de quelques lettres onciales, sous François I^{er}, dans plusieurs ateliers du royaume. A Romans, Montélimar et Grenoble, les lettres gothiques furent prosrites des légendes avec le plus grand soin, à partir de 1515 pour les médailles et à partir de la réouverture respective de ces ateliers, en 1521, 1522 et 1516 pour les monnaies.

Nos méreaux dont les lettres sont toutes latines ont été fabriqués à Romans très probablement, et les considérations qui précèdent permettent de leur attribuer la date de 1515 à 1550. Leur style et la forme des lettres des légendes concordent parfaitement avec ceux des espèces si nombreuses frappées dans cet atelier durant ce laps de temps. Aucun auteur n'a remarqué que la légende du revers était incorrecte. L'abréviation régulière d'ECCLESIE est ECCLIE et non ECCLE. Une faute analogue se trouve sur les méreaux des habitués de St-Barnard (ECCLA pour ECCLIA), frappés incontestablement à Romans. On n'a pas fait ressortir non plus

que la palme placée dans la main gauche de S. Fortunat, de S. Félix et de S. Achillée, rappelle leur martyre, dont l'approche aurait été annoncée à ces apôtres suivant une légende dont M. Duchesne vient de démontrer la fausseté (1). Quant à l'annelet que l'on observe sur quelques exemplaires, au milieu de la croix de l'écu, il n'a aucune signification ; il est le résultat d'une frappe peu soignée.

Le plus ancien méreau capitulaire de St-Maurice de Vienne est certainement de la fin du XIV^e siècle ; plusieurs méreaux du même chapitre sont du XV^e siècle. Un méreau du chapitre de St-Barnard de Romans remonte de même au dernier quart du XV^e siècle ; un autre du chapitre de St-Arnoul de Gap doit être daté avec vraisemblance du milieu de ce siècle. Ces faits m'ont amené à penser qu'il était fort possible que nous ne possédions pas les plus anciens méreaux du chapitre de St-Apollinaire de Valence, si riche et si important à cette époque.

Les évêques eurent très souvent des démêlés avec le chapitre. Il est facile de prévoir que les questions relatives aux monnaies des évêques ou aux méreaux du chapitre ont dû être traitées dans quelques-unes des transactions intervenues ou des sentences rendues par les arbitres choisis à diverses reprises. Malheureusement un registre très précieux, dont l'inventaire des archives du chapitre, rédigé au XVII^e siècle, donne la description suivante : « plus un livre couvert en parchemin contenant 110 feuillets, intitulé *Adcensamenta, Compositions*

(1) *Bulletin et Mémoires de la Société Nationale des Antiquaires de France*, 5^e série, t. X^e.

et Sentences (1) », n'est pas parvenu jusqu'à nous. De même, sauf le *livre blanc*, d'ailleurs insignifiant, tous les volumes importants des archives de l'évêché ont disparu. Heureusement, un volume des minutes du notaire Félix Bourjac, déjà signalé par l'érudit M. Lacroix, existe aux Archives départementales de la Drôme, et j'ai pu y rencontrer la copie textuelle et intégrale de la sentence arbitrale relative aux difficultés de l'évêque Gaspard de Tournon avec le chapitre de St-Apollinaire (2).

Dans le but de terminer à l'amiable leurs différends, au sujet desquels deux instances avaient été introduites devant le Parlement de Grenoble et devant l'archevêque métropolitain de Vienne, l'évêque Gaspard de Tournon et le chapitre désignèrent comme arbitres « tamque in arbitros, arbitratores et amicabile compositores pacis, quam et concordie tractatores », Antoine Mulet et Martin Gallien, conseillers au Parlement de Grenoble, par actes reçus Bourjac et Guy Pérouse, notaires à Valence, le 8 janvier 1509. Ils délèguèrent en outre à Grenoble, munis de pleins pouvoirs, Jean Raymond, docteur èz-lois et juge temporel de Valence, et M^o Antoine de Cluset, notaire, pour le compte de l'évêque, Odon de Jante, docteur èz-lois, précenteur, et Guil-

(1) *Table alphabétique pour trouver les matières des Nobles Archives de Messieurs les Vénérables Seigneurs Messires les Doyen, Chanoine et Louable Chapitre de l'Insigne Église Cathédrale St-Apollinaire de Valence*, 2 gros vol. in-8°. Manuscrit de la fin du XVII^e siècle aux Archives de la Drôme, t. II, f^o 1,581.

(2) *Archives de la Drôme*, E, 2,553, f^o 230. *Transactio inter Reverendum in Christo Patrem, Dominum Episcopum Valentensem, ex una parte, et egregios Dominos Decanum et Capitulum Ecclesie Valencie, parte ex alia.*

laume Destrets, dit Gordon, chanoines de St-Apollinaire, pour représenter le chapitre.

La sentence arbitrale fut rendue le 30 janvier 1509 à Grenoble « in magna camera stricti consilii insignis Curie Parlamenti », en présence de Jean Materon, docteur èz-droits, et Pierre Jouffret, secrétaire delphinal, et transcrite par M^e André Rolin, notaire et secrétaire delphinal. Le quinzième article est ainsi conçu : « Super decimo quinto articulo, mencionem faciente de *signis ereis capitularibus* distribuendis inter habitatos in horis canonicis et aliis divinis serviciis dixerunt et declaraverunt quod fiant per modum signi et non auctoritative... ». D'après l'inventaire des archives du chapitre, la sentence du 30 janvier 1509 n'aurait concerné que la nomination aux cures de Valence et la dîme d'Alixan. «... Fol. 9. Nota : La transaction passée entre le seigneur évêque Gaspard de Tournon et les seigneurs doyen et chapitre touchant la précédente composition, la présente estant dattée du pénultième janvier 1509, notamment que le chapitre confère les églises paroissielles et qu'il perçoit disme à Alixan pour les terres du seigneur évêque, qu'il ne tient point à sa main... (1) ». De même, Molinier de la Fabrègue la considéra comme peu intéressante et ne lui a consacré qu'une ligne : « L'an 1509, transaction entre le seigneur évêque et son chapitre. (Liasse des transactions entre les évêques et leur chapitre, armoire 13) (2) ».

(1) *Table alphabétique*, etc., t. II, f^o 1,581.

(2) *Inventaire raisonné des Archives et des Droits des Evêques de Valence*, par Molinier de la Fabrègue, docteur en droit. Manuscrit in-4^o en 1 vol. de 379 p., 1651, aux Archives de la Drôme, V^e *Juridiction spirituelle de Monseigneur*.

L'expression *signa erea* désigne des méreaux ; il est démontré qu'ils étaient distribués uniquement aux habitués. *Signum* avait, au moyen-âge, un certain nombre d'acceptions et notamment celle de tessère et même de monnaie. *Signum* se retrouve sur les méreaux distribués aux prêtres habitués de St-Barnard de Romans. † SIGNUM. MI. CAPE. SACTI. MAURICII — IN. ECCLA. S. BARNARDI. DE. ROMANIS). L'interprétation de l'abréviation MI(*stralis*) est due à M. Joseph Roman ; les autres auteurs avaient proposé des solutions absolument fantastiques. On a déjà signalé ailleurs l'expression *plumba erea* ou *ærea*. Soit que les manuscrits fussent d'une lecture difficile, soit que les numismates qui les ont étudiés fussent peu au courant de la paléographie, la plupart ont lu à tort *ænea* au lieu d'*aerea*. En outre, leur ignorance du latin du moyen-âge leur a fait traduire *plumba aerea* par *plombs de cuivre* ! L'adjectif *aerea* signifie tout simplement *de compte*, et dérive de *aera* (era, hera), chiffre, qui a formé le mot français ère et non de *æ*s. Lucilius, poète satirique, mort 103 ans avant J.-C., employait déjà *aera* avec le sens de nombre (Haec est ratio ? perversa *aera*, summa subducta improbe), et Sidoine Apollinaire, au 5^e siècle après J.-C., avec la signification d'époque, d'ère.

L'emploi du participe futur *distribuendis* n'implique pas que l'usage de distribuer des méreaux n'avait pas encore été pratiqué ; il indique seulement que l'on ne devra considérer ces méreaux que comme de simples pièces de compte. On ne s'occupait pas du passé, on se bornait à régler l'avenir. Le temps futur est, en effet, em-

ployé dans tous les articles de la sentence : « ... Super sexto articulo de assistencia die jovis sancta, dixerunt et declaraverunt sepe dicti domini quod servantur statuta et laudabiles consuetudines ecclesie, omni fraude cessante, itaque quod divinus cultus non retardetur aut in aliquo diminuatur et canonici dicte ecclesie, plus debita et solita per dictum episcopum non graventur, nec molestentur... Super nono articulo de custodia mittre et crossie, dixerunt et declaraverunt, quod licet prima consideratione videatur, quod custodia debeat esse penes capitulum seu thessaurarium ecclesie, cum fuerint eidem ecclesie dedicata per Reverendum Dominum Anthonium de Balsac, condam episcopum Valentinensem et Diensem, ac tamen capitulum ipsum dictas mittram et crossiam dimictet in manibus dicti domini episcopi moderni, facta debita designatione et descriptione lapidum preciosarum et aliorum in eisdem mittra et crossia existencium et data ydonea cautione per eundem dominum episcopum, taliter quod intempnitati ecclesie sit promissus... »

Trois documents, que j'ai rencontrés au cours de mes recherches, font mention d'une *duplex libra* et de *librae* :

1° Testament de Pierre de Solerio, prêtre, daté du 8 janvier 1502. « ... Item voluit jussit et ordinavit idem testator, dici et celebrari, die qua ejus cadaver ecclesiastice tradetur sepulture, unam missam et dari presbitero ipsam dicenti et celebranti duos grossos monete currentis et aliis officiantibus *duplicem libram*...(1) ».

(1) *Clausula testamenti Venerabilis viri Domini Petri de Solerio presbiteri Ecclesie Cathedralis*. Minutes de Félix Bourjac, n° 67.

2° Délibération du 17 novembre 1553 : « ... Assignetur... et missam majorem celebravit, *duplex libra*, tam ad manum quam ad petram, que eisdem respective de comuni librationum bursa persolventur...(1) ».

3° Procuration donnée le 22 décembre 1494 par Jean Cussac, avec le consentement de M^e Maurice Cussac, son curateur. « ... Nomine et pro eodem petendum, exigendum et recuperandum a procuratoribus modernis et olim ipsius Ecclesie Valentie *libras*, sibi debitas, de tempore, quo ipsi Ecclesie servivit et de receptis quictandum... (2) ».

Libra était usité, au moins dès le XIII^e siècle, avec le sens de livraison, de distribution et était considéré comme le synonyme de *libratio*; on se servait indifféremment de l'un ou de l'autre de ces deux mots. Pierre de Solerio charge ses héritiers de verser au chapitre une double distribution et non la valeur d'un double méreau, comme des esprits superficiels pourraient le croire, de même que Jean Cussac donne pouvoir de retirer les distributions lui revenant et non le produit des méreaux qui lui auraient été remis lors de sa présence aux offices et cérémonies de toute nature. Le premier mot des légendes du droit des *méreaux* capitulaires de St-Maurice de Vienne est LIBRA, soit sous cette forme, soit sous les formes L, LI. LIBRA ne signifie nullement *livre*, comme on l'a avancé, et n'indique pas la valeur du mé-

(1) Manuscrit non classé aux *Archives de la Drôme*, fonds du chapitre de St-Apollinaire.

(2) *Manuale notarum brevium* de Bourjac Etienne, notaire à Valence, f^o 30. Archives de la Drôme, E, 2,552.

reau. LIBRA doit être traduit par livraison, distribution. Si les textes n'en faisaient pas foi, le simple bon sens indiquerait que LIBRA ne saurait être l'indice de la valeur, puisqu'il se trouve sur tous les méreaux de St-Maurice de Vienne, par exemple, quels que soient leur dimension et leur type et qu'ils aient été destinés aux chanoines, aux prêtres ou aux clercs. La valeur n'est indiquée sur aucun des méreaux dauphinois actuellement connus.

La sentence arbitrale de 1509 ne mentionne ni le nom usuel, ni la valeur, ni la nature du métal des méreaux distribués. M. E. Giraud a donné d'intéressants renseignements sur le mode de rétribution des prêtres habitués de St-Barnard de Romans (1) ; la majeure partie peut être appliquée aux habitués de St-Apollinaire. Quelques détails sommaires sur ces derniers ne sont pas inutiles. Aux termes de la sentence arbitrale rendue le 9 septembre 1388 par « Pierre, évêque de Sabine et cardinal », la juridiction du chapitre s'étendait d'une manière absolue sur les chanoines, les habitués et leurs familles, sauf les cas de « crimes de fausse date (2), de fausse monnaie, de trahison et d'hérésie » (art. 1 à 16). L'article 23 permet aux chanoines et aux habitués de vendre leur vin pendant les trois premiers jours et les trois derniers jours du ban de l'évêque (3). Aux termes d'une ordon-

(1) *Composition, mise en scène et représentation des Mystères des Trois Doms*, p. 117, note D.

(2) Probablement falsification de la date des lettres épiscopales.

(3) Manuscrit de M. Molinier de la Fabrique et copie de M. Lacroix, v° *Juridiction spirituelle de Monseigneur*.

nance datée de 1446, l'inventaire des biens des ecclésiastiques décédés, qu'ils soient habitués du chapitre ou non, doit être fait par les officiers du chapitre (1). Une enquête faite par le doyen, en 1494, démontra que « les bénéfices de l'esglise St-Apollinaire doivent être conférés (estant vacants) par les chanoines aux habitués de la dicte église (2) ». Ces derniers étaient enfin parfois curés de l'une des paroisses de Valence. Le 13^e article de la sentence de 1509, qui traite de la nomination aux cures de ces paroisses, porte en effet « ... Etiam si illarum curati essent canonici aut habituati dicte ecclesie... ». Les distributions du chapitre étaient insuffisantes pour assurer l'existence des habitués, si modeste qu'elle fût ; le cumul était pour eux une nécessité.

Le 3 juillet 1509, la sentence arbitrale du 30 janvier précédent fut lue devant les parties convoquées dans la nef de l'église St-Apollinaire. Elle fut approuvée sans réserve par l'évêque Gaspard de Tournon et les quatorze chanoines dont voici les noms : Claude d'Hostun, protonotaire apostolique, doyen ; Christophe de Salhient, docteur ez-décrets, prévôt ; Charles Pétinot, abbé ; Odon de Jante, docteur ez-droits, précenteur ; Jean de Beauchastel, sacristain ; François de Seytres ; Michel Bouattier ; Pierre de Vesc ; Antoine de la Colombière ; Fortunat de Sala ; Pierre Barthalays ; Claude Constant ; Nicolas Mistral et Guillaume Destrets. Un grand nombre de témoins furent présents à l'acte de ratification, afin de le

(1. Manuscrit de M. Molinier de la Fabrègue et copie de M. Lacroix, v^o *Jurisdiction spirituelle de Monseigneur*.

(2) Ibid. v^o *Dignités*.

revêtir d'une authenticité absolue et de lui procurer une extrême publicité ; noble François Le Bourcier, bailli de Vienne ; Jean de Salhient, bailli et courrier ; René Joubert, bailli de Valence ; Jean de Arconceyo et Bernard de la Chapelle, chanoines de la collégiale de St-Julien de Tournon ; Ferdinand Romain ; Jean Raymond ; Jean Delamotte et Jean Royet, docteurs ez-droits ; Pierre Reynier et M^e Jean Bonafous, consuls de Valence ; Eustache de Boyssono et Jean Richard, choriers de St-Apollinaire ; Jean des Combes ; Pierre Mayaud ; Giraud Lambert et François Barbe, marchands ; Pierre Vernet ; Bourjac et Guy Pérouse, notaires « et pluribus aliis civibus Valencie ».

On a voulu fixer d'une manière absolue le chiffre des membres du chapitre de St-Apollinaire à 14, dont 5 dignitaires. L'étude de cette question exigerait de longs développements. Un acte du 18 juin 1372 rappelle des bulles pontificales, datées à Avignon du 8 des calendes d'octobre 1372, qui déclarent que le nombre des chanoines et des prébendes n'était pas fixé à cette époque (1). En 1501, le nombre des habitués s'élevait à 31 (2) et, en 1509, celui des chanoines à 14. D'après l'inventaire fait au XVII^e siècle, le personnel du chapitre se serait composé, en 1534, de 21 chanoines, 23 choriers ou habitués, 7 épiphards, 3 manilliers ou sonneurs de cloches, 1 maître horloger, 1 plieur de chapes ou chasubles, 6 clergeons (3). N'ayant pu vérifier l'exactitude de cette

(1) *Table alphabétique*, etc., t. II, f^o 1,310.

(2) Comptes manuscrits de 1501 aux Archives de la Drôme.

(3) *Table alphabétique*, etc., t. I, f^o 53.

mention, je l'indique seulement sous bénéfice d'inventaire. Certaines distributions étaient faites sur le pied de 4 deniers aux chanoines, 3 deniers aux habitués, 2 deniers aux épiphards, 1 denier aux clergeons ; on les appelait vulgairement les *librae* IIII, III, II, I. Les listes des prévôts et des abbés de St-Félix peuvent être dès à présent rectifiées ou complétées à la date de 1509 (1). Christophe de Salhient, qu'elles donnent comme prévôt de 1488 à 1503, était encore pourvu de l'office de la prévôté au mois de juillet 1509. Charles Pétinot, nom nouveau, figure en qualité d'abbé à la ratification de 1509 ; il était déjà abbé de St-Félix en 1507 (2). Après la mort de Christophe de Salhient, il devint prévôt.

En résumé, les méreaux capitulaires de St-Apollinaire publiés jusqu'à ce jour, d'après leur style et la forme des lettres des légendes, paraissent avoir été fabriqués de 1515 à 1550, et si l'on veut préciser davantage de 1520 à 1550. Leur valeur et leur destination nous sont inconnues. Bien que S. Fortunat et S. Achillée aient été diacres tous les deux, d'après la tradition, on peut admettre cependant que les dimensions des méreaux sont sensiblement proportionnelles à l'importance du saint représenté au droit : S. Apollinaire, évêque, S. Félix, prêtre,

(1) BRUN-DURAND. *Lettre sur l'histoire ecclésiastique du Dauphiné*, pp. 17 et 20.

(2) Minutes de Bourjac. *Procuratorium Dominorum habituatorum et incorporatorum Ecclesie Valencie*, du 25 août 1507, au sujet de l'emplacement de l'« hospitale pro infectis et morbo pestis tactis », lequel ne peut être établi que « in loco appellato en las quatre fons ».

S. Fortunat et S. Achillée, diacres. Peut-être les méreaux au nom de S. Apollinaire étaient-ils distribués aux chanoines, ceux au nom de S. Félix aux habitués ou choriers, ceux au nom de S. Fortunat aux épiphards, ceux enfin au nom de S. Achillée aux clergeons et correspondent-ils aux *librae* si nombreuses, dites IIII, III, II, I ? En l'absence de documents écrits, on en est réduit aux hypothèses ; je n'attache pas plus d'importance qu'il ne convient à celle que je viens de proposer. L'identité complète de style a fait supposer que tous les coins avaient été taillés par un seul graveur. Ce fait et l'existence de quelques variétés d'orthographe et de dessin, qui sont l'indice de plusieurs fabrications, démontrent simplement que nos méreaux sont le produit d'un même atelier monétaire, qui ne saurait être que Romains.

Jean d'Espinay mourut le 3 janvier 1503. Selon Molinier de la Fabrègue, Gaspard de Tournon aurait fait son entrée à Valence le 8 février 1505 et promis, ce jour-là, aux consuls de cette ville, de maintenir leurs privilèges et leurs franchises (1) ; son manuscrit renfermant bon nombre d'erreurs, cette date pourrait bien ne pas être exacte. Quoiqu'il en soit, Gaspard de Tournon paraît avoir été installé dans le courant de l'année 1505 (2). Le chapitre ne négligeait aucune occasion d'étendre ses droits, dont il se montrait si jaloux. Il est

(1) Manuscrit de Molinier de la Fabrègue, *Vo Libertés et privilèges de Valence*.

(2) U. CHEVALIER, *Notice chronologico-historique sur les évêques de Valence*. — J. PERRIER, *Histoire des évêques de Valence*.

fort possible qu'il ait profité de la situation et qu'il ait commencé à faire frapper des méreaux durant la lutte engagée entre Urbain de Miolan et Gaspard de Tournon pour la possession du siège épiscopal de Valence et de Die (1503-1505). Il me paraît incontestable que la fabrication des *signa erea* a dû recevoir tout au moins un commencement d'exécution avant la sentence arbitrale de 1509. On ne comprendrait pas, en effet, que ce document en fasse mention, si leur emploi était resté à l'état de projet. Il se pourrait donc que l'on découvre quelque jour des méreaux capitulaires de St-Apollinaire un peu plus anciens que ceux actuellement connus et qui n'auraient été distribués qu'aux habitués.

ROGER VALLENTIN.



LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e et 96^e livraisons).

XV

Gédon DU ROUX 1611 (1).

Les du Roux qui étaient de Menglon en Diois (2), s'éteignirent au commencement du XVII^e siècle en la personne d'Alexandre du Roux, gentilhomme de la chambre du roi de Navarre, dont la fille Louise, épousa, en 1587, Jean Odde de Bonniot, seigneur de la Chivallière et coseigneur du Vercors. Seulement l'un des fils de ce dernier, Antoine Odde de Bonniot, ayant hérité de tous les biens de son aïeul maternel releva le nom des du Roux, que portèrent ses descendants. Quant à l'étudiant en philosophie, qui s'est plu à déclarer dans notre album, qu'un ami est chose plus nécessaire que l'eau et le feu, — *Amicus magis necessarius quam ignis et aqua*, -- il n'était évidemment pas un Bonniot, mais selon toute

(1) Fol. 161.

(2) Commune du canton de Châtillon-en-Diois.

vraisemblance, un fils du gentilhomme de la chambre du roi de Navarre, mort avant son père, sans laisser de postérité (1).

XVI

Gaspar GAYUS, DPC (2),

Les intéressants *Mémoires des frères Gay, de Die*, récemment publiés par M. Jules Chevalier (3), ne disent presque rien de cet ami de Jean Dragon, sinon qu'il était le fils d'un quatrième frère des capitaines Thomas, Gaspard et Antoine Gay, auteurs desdits mémoires; que son père, qui avait nom Daniel est « le premiers des Gays, en ceste vylle batizé à l'église reformée; » que sa mère, qui était également dioise et de bonne bourgeoisie, s'appelait Jeanne Plante; enfin qu'il était « advoucat » et mourut sans alliance. Ajoutons qu'il était un avocat jaloux de son métier, car c'est à sa demande, que le Conseil académique défendit au professeur Le Fèvre d'exercer la profession d'avocat (1618) (4).

XVII

Stephanus GILBERT 1611 (5).

Avocat et docteur en droit, fils du notaire Jean Gilbert, — un des chefs de famille de la ville de Die, qui réclamaient en 1570 l'observation des édits favorables aux Ré-

(1) *Arm. du Dauphiné*.

(2) Fol. 179.

(3) Montbéliard, 1888, in-8°.

(4) *Mém. des frères Gay*, 297-300. — Concl. acad. du 29 juin 1618.

(5) Fol. 149.

formés, — Etienne Gilbert est incontestablement un des hommes qui marquèrent le plus dans la bourgeoisie dioise, pendant les cinquante premières années du XVII^e siècle ; car indépendamment de ce qu'il fut un des trois députés du tiers-état du Dauphiné aux états-généraux de 1614 et représenta les protestants de cette province, dans le synode national de Privas (1612) et dans la seconde assemblée politique nationale de la Rochelle (1617), il est assurément de ceux qui furent le plus mêlés aux affaires de sa ville natale et à celles de son académie(1).

Entré de bonne heure dans les conseils de la ville de Die, Gilbert ne cessa pas, en effet, d'en faire partie jusqu'à sa mort et, pour ce qui regarde l'Académie, après avoir contribué à sa fondation, en intervenant, comme délégué de ses compatriotes protestants, dans la convention du 28 octobre 1604, il aida à la doter d'une imprimerie, en avançant une partie des fonds nécessaires et membre de son conseil ou sénat académique, pendant quarante ans au moins, il en fut, en trois différentes fois, le recteur, c'est-à-dire le chef, neuf années durant. Or l'importance qu'il acquit ainsi au sein de la population dioise, fut d'autant plus grande, qu'il y occupait déjà une large place. Tellement, qu'à l'occasion de son mariage avec une demoiselle de Véronne, au mois de juillet 1606, le hautain et puissant Gouvernet, qui était de beaucoup le plus grand seigneur de la contrée, en même temps que le gouverneur militaire de Die, ne crut pouvoir moins faire que de donner une fête à laquelle on dansa, ce qui lui valut d'être censuré par le Consistoire. Quant à la confiance qu'avaient en lui ses coreligionnaires, elle ressort clairement de ce

(1) *Mém. des frères Gay*, 299. — Concl. acad. du 29 juin 1618.

fait, que les consuls de Die, ayant demandé, en 1634, quelques écoliers de l'académie protestante, pour jouer, de concert avec les élèves des Jésuites, une pastorale, devant l'évêque de Valence, seigneur temporel de la ville, dont on attendait la venue, cette demande ne fut accueillie, qu'à la condition expresse, que « le sieur Gilbert, » examinerait préalablement la pièce à jouer, pour voir si elle ne contenait rien de « contraire au service du roy, à « la piété et aux bonnes mœurs. » Ce qui est d'autant plus à noter, que peu de temps après, l'évêque lui-même appelait notre avocat à se prononcer sur une proposition à lui faite par le seigneur de Vercheny. Il s'agissait d'un échange de la terre de ce nom contre celles d'Aouste et de Mirabel (1) appartenant à l'évêque, et, bien que l'auteur de la proposition fût un des gentilhommes protestants les plus en vue, Gilbert n'hésita pas à déclarer qu'un semblable échange était aussi contraire aux intérêts du prélat, qu'aux principes du droit ecclésiastique et du droit féodal (2).

On ne saurait s'étonner après cela, que Gilbert soit devenu juge-maje ou bailli épiscopal de Die, vers 1645, et l'on comprend facilement aussi qu'il ait obtenu, sept ans après, des lettres de noblesse. Mais il est à remarquer cependant, qu'il ne conserva pas ses fonctions judiciaires jusqu'à sa mort ; car l'acte de son décès, en date du 6 novembre 1653, le qualifie « docteur et avocat, auparavant « juge-maje. » Ajoutons qu'il était alors âgé de soixante-six ans et que de son mariage avec Marie de Véronne, il eut entre autres enfants, Alexandre Gilbert, sieur de

(1) Vercheny, commune du canton de Saillans ; Aouste et Mirabel, communes du canton de Crest nord (Drôme).

(2) Délib. du consistoire de Die (4 août 1606. — Conclus. acad. — Consultation pour l'év. de Valence et de Die, mss.

Sallières et Jean, sieur de Lhommet. Le premier, avocat comme son père, le remplaça dans le Conseil académique et ses descendants devinrent seigneurs de Luc en 1625 ; l'autre fut l'auteur des seigneurs de Jansac et l'un et l'autre portaient pour armes : *d'or au chef de sable, chargé d'une tête d'aigle d'or, becquée, languée et arrachée de gueules* (1).

XVIII

Alexander GILLIERIUS, 1611 (2).

Vieille famille de finance et de robe, remontant à Philippe Gilliers, trésorier de France en Dauphiné vers 1355 et portant pour armes : *d'or au chevron d'azur, accompagné de trois macles de gueules*, avec la devise : *Fortitudine et humilitate*, les Gilliers que certains généalogistes font venir du Poitou, étaient en réalité de Romans, et celui de qui notre album renferme un autographe, était un des fils de Michel de Gilliers, conseiller en la Chambre de l'Edit de Grenoble, dont la réception à cette charge ne se fit pas sans difficultés. Nommé le 29 mars 1608, au lieu et place de son père (3), qui s'était désisté en sa faveur, ce conseiller ne fut en effet reçu que le 16 août 1610, parce qu'on lui reprochait d'avoir fait élever son fils aîné chez les capucins de Grenoble, et c'est probablement pour cela, qu'il mit le cadet, Alexandre, à l'académie protestante de Die. Comme aussi le jeune homme fut-il peut-être attiré dans cette ville, par un de ses grands oncles, Philibert-

(1) Concl. acad. — Mortuaires de l'église réformée de Die. — Arch. de la Drôme, E, 2237, 2250. etc. — Arm. du Dauphiné.

(2) Fol. 149.

(3) Gaspard de Gilliers fut nommé conseiller en la Chambre de l'Edit le 6 août 1599 et reçu le 1^{er} octobre suivant.

Philippe de Gilliers, ancien maître d'hôtel de Lesdiguières, que l'on trouve établi à Die dès 1626 et qui y mourut âgé de quatre-vingt-onze ans le 18 septembre 1659 (1).

En tout cas, Alexandre de Gilliers fit ses études à l'académie de Die, dont il était un des élèves de troisième classe vers 1619 et c'est à ce titre qu'il a tracé quelques lignes dans l'album de Dragon. Pour le surplus, il devint seigneur de la maison-forte de Ruinel sur Crépol (2), vers 1640, c'est-à-dire probablement vers la mort de son père, fut successivement capitaine de cheveau-légers au service du duc de Lorraine et maître d'hôtel du roi de France ; enfin n'eut vraisemblablement pas d'enfants de son mariage avec Isabelle Danus, dame de Bise, car celle-ci plaida avec Honorée de Bellujon, baronne de la Bâtie-Beauregard, veuve de Gilliers, sa belle-mère, à propos de l'héritage de son mari (3).

XIX

Stephanus GUERRERIUS, 1611 (4).

Autre élève de Jean Dragon, Etienne Guerrier était le fils d'un pasteur Jean Guerrier, qui desservait depuis quatorze ans au moins l'église de St-Jean-d'Hérans (5),

(1) Suivant la généalogie des Gilliers, Philibert-Philippe était marié avec Diane de Bérenger, fille d'André seigneur de Pipet ; tandis que les actes de l'état-civil de Die lui donnent pour femme Rose de Fiat. Peut-être se maria-t-il deux fois ?

(2) Bull. arch. de la Drôme, XIX, 140-150, art. de M. le D^r Chevalier. — BRUN-DURAND : *Essai hist. sur la chambre de l'Edit de Grenoble*, 94-96. — *Mortuaires de l'église réformée de Die*.

(3) *Conclus. acad.* — Bull. archéol. XIX, 146. — Arch. de la Drôme, E, 918.

(4) Fol. 163.

(5) Commune du canton de Mens (Isère).

dans le Trièves, lorsqu'il fut envoyé à la Motte-Chalancon (1), en 1607. Transféré l'an suivant, à Beaumont-lès-Valence (2), ce pasteur y mourut, dit-on, au bout de quelques mois; mais il est plus vraisemblable qu'il retourna dans le Trièves, où il desservit pendant quelque temps, nous ne savons à quel titre, l'église du Monestier-de-Clermont (3); car neuf ans plus tard (1617), sa veuve était en instance pour obtenir le paiement d'une somme de « cinq escus, » qu'elle prétendait être dûe à son mari, par cette église, et déboutée de sa demande par le colloque de Graisivaudan, elle obtint gain de cause devant le Synode provincial (4).

XX

Joannes IMBERTUS, 1611 (5).

Celui qui a signé de ce nom dans notre album, la sentence : *Ama Dio et non fallire, fa pur ben et lassa dire*, est évidemment le pasteur de Meyras (6) en Vivarais, qui obtint en 1621, du consistoire d'Aubenas, un secours de dix livres, en considération de ce que les soldats qui tenaient alors la campagne contre les huguenots, l'avaient non seulement emprisonné sans motifs, quelque temps auparavant, mais encore dépouillé de « tous ses meubles, ne lui ayant laissé qu'une chemise, brûlé partie de sa

(1) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Die (Drôme).

(2) Commune du canton de Valence (Drôme).

(3) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Grenoble (Isère).

(4) Actes des synodes de Montélimar (1607), d'Orpierre (1608) et de Nyons (1617).

(5) Fol. 174.

(6) Commune du canton de Thueys (Ardèche).

maison et réduit à telle pauvreté, qu'il n'avoit plus le sols (1). »

Ce pasteur qui occupa le poste de Meyras pendant vingt-sept ans (1596-1623), s'appelait en effet Jean Imbert, et nous pouvons ajouter qu'il avait un fils du même nom que lui, qui était étudiant à l'Académie en 1618 et qui devenu pasteur de St Just-d'Ardèche (2), en 1620 et de Vals, (3) quatre ans après, concourut en 1625 pour la chaire d'éloquence de cette académie. Seulement le professeur de quatrième, Antoine Gresse, lui ayant été préféré, il revint à Vals, d'où il fut transféré à Charmes en 1630 et passé ensuite au service des églises du Dauphiné, il desservit successivement celle de Beaumont-lès-Valence, en 1627 et celle de Dieulefit, de 1646 à 1652, qui paraît être la date de sa mort. Ajoutons qu'en 1651, Jean Imbert fut chargé conjointement avec Crégut de se rendre compte de l'état de l'académie de Die et notamment « de la doctrine, vie et mœurs de ses professeurs et régents (4). »

XXI

Petrus JULIANUS, 1611 (5).

Etudiant de première classe en 1610, Pierre Julien était de Saint-Jean-d'Hérans, c'est tout ce que nous savons de lui.

(1) ARNAUD : *Hist. des prot. du Vivarais*, I, 417.

(2) Commune du canton de

(3) Commune du canton de

(4) ARNAUD : *Hist. des prot. du Vivarais*, I, 666. — *Conclus. acad.*, etc.

(5) Fol. 163.

XXII

Antonius MARCHATIUS Annonaensie, 1611 (1).

De toutes les maximes et sentences que renferme notre album, la plus digne d'un ascète est assurément celle-ci : *Vita nostra, meditatio mortis esse debet*. Elle est de l'annonéen Antoine Marcha, étudiant en philosophie de l'académie de Die, qui n'a peut-être pas laissé d'autre trace de son passage ici-bas ; mais qui n'en est pas moins un membre inconnu jusqu'ici de cette famille Marcha, de Saint-Pierre-ville (2), à laquelle l'auteur des *Commentaires du soldat du Vivarais* (3) a donné quelque lustre.

Successivement pasteur à St-Etienne-en-Forez, à Boffres et à St-Fortunat (4), Pierre Marcha jouissait en effet d'une réputation de controversiste parmi ses coreligionnaires du Vivarais, qu'il représenta au synode national de Vitré (1617), lorsqu'il se convertit au catholicisme en 1620 et devenu quelque temps après (1622), maître des requêtes de l'hôtel de la reine, puis conseiller au présidial de Montpellier (1626), enfin intendant de l'armée royale en Vivarais, pendant la guerre civile de 1628, il explique d'un mot, le saccagement de sa maison, par les religionnaires à cette date, en racontant dans ses *Commentaires*, que « le roi lui avait accordé une pension de six cents

(1) Fol. 178.

(2) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Privas (Ardèche).

(3) Ces commentaires ont été publiés en 1626, par M. de la Boissière.

(4) St-Etienne, chef-lieu du départ. de la Loire. — Boffres.

livres en 1622, qu'il mérita bien par ses services, n'ayant aucun égard pour les huguenots ses anciens frères (1). » Ce Pierre de Marcha, mourut à Saint-Pierre-ville, le 31 mai 1646.

XXIII

Lod. PETRÆUS, Deiaæ, 1611 (2).

Le nom ainsi latinisé, est celui de Louis de la Pierre, « docteur ès lois, » qui fut un des hommes marquants de la société protestante dioise, pendant environ vingt années des XVI^e et XVII^e siècles et qui n'était cependant pas diois, semble-t-il, car on ne trouve pas à Die d'autre personne de son nom que lui, à n'importe quelle époque. En tous cas, il y était commis et député du prévôt-général de la province, autrement officier de police en 1593, date à laquelle il soutenait contre le seigneur de Rottier, dont il avait fait emprisonner le châtelain, que certain délit imputé à ce dernier était un cas prévotal et, peu d'années après, il avait si complètement acquis droit de cité à Die, chez ses coreligionnaires surtout, qu'après avoir représenté l'église protestante de cette ville, dans le colloque du Diois, en 1602 et dans le Synode provincial l'année suivante, il en devint enfin le syndic en 1607 (3).

Trois ans plus tard, Louis de la Pierre dont le nom figure parmi les signataires de l'acte de fondation de l'aca-

(1) D^r Francus : *Voyage autour de Privas*, 565-568. — *Commentaires*, 174-75.

(2) Fol. 159.

(3) Arch. de la Drôme. E, 2237. — Actes des synodes de Grenoble (1602) et d'Embrun (1603). — *Conclus. acad.*

démie de Die (28 oct. 1604), était recteur de cet établissement, et son rectorat est le premier sur lequel nous ayons quelques renseignements précis, parce que c'est alors seulement, que l'on commença à dresser procès-verbal des délibérations du Conseil académique, ou tout au moins à coucher ces procès-verbaux dans un registre dit des conclusions académiques. Or, indépendamment de ce que ces procès-verbaux montrent que l'ancien officier de police devenu recteur, prit à tâche de discipliner la turbulente jeunesse qui suivait les cours de l'académie de Die, on y relève de curieux détails touchant une société secrète, rappelant par certains côtés les fameuses abbayes de Bongouvert ou de Malgoulvert, que condamnaient sévèrement les synodes. Il y est dit, en effet, que le 10 octobre 1619, Louis de la Pierre se plaignit au Conseil académique, extraordinairement assemblé, que la plupart des étudiants en philosophie s'étaient obstinément refusés à prêter aux « loix de l'académie, » le serment d'obéissance, qu'il leur avait demandé, sachant « qu'ils avoient fait par ensemble « une association appelée prieuré » et qu'ils « ont depuis « quelques années en ça, un certain livre, auquel sont « contenus plusieurs loix, l'observation desquelles ils ne « peuvent, à peine de damnation dans les mains de leur « chef, qu'il nomment colonel et auquel livre ils sont « signés (1). »

Instruit de cela, le Conseil académique décida que tous les écoliers seraient tenus de prêter le serment d'obéissance, qui leur avait été demandé, que « lesdites associations seroient rompues entièrement et que les officiers de « ceste troupe séditeuse, comme colonel, lieutenant,

(1) Conclus. acad.

« secretaire, prévost et receveur que autres, seroient
« grièvement censurés, d'avoir fait une telle conspiration
« et association illégitime et non autorisée, ains mesme
« interdite, et d'avoir exigé de l'argent, qu'ils appellent
« *Morfit*, les uns des autres, lequel est employé par après
« en festins et desbauches. » De plus, il fut enjoint aux
membres de cette association, de se dessaisir du livre
dans lequel étaient écrits leurs statuts et leurs noms ; mais
tous prétendirent ne savoir ce qu'était devenu ce livre et ce
n'est enfin qu'après deux longs jours d'admonitions et
d'enquêtes, que l'étudiant Fallavaux, qui avait d'abord
prétendu n'avoir « vu ledit livre despuis quatre jours,
« qu'il avoit esté donné à un homme pour le noyer, » se
décida à le remettre aux chefs de l'Académie, qui le firent
aussitôt « reduire en cendres, comme indigne de voir le
jour. » Ensuite de quoi, tous les étudiants prêtèrent le
serment qui leur avait été demandé et par lesquels ils s'en-
gageaient à ne former à l'avenir, « aucune telle société,
quelque nom qu'on lui puisse donner et sous quelque pré-
texte que ce soit (1). »

Toutes choses étant ainsi rentrées dans l'ordre, grâce à
l'énergie de Louis de la Pierre, celui-ci dont le mandat de
recteur expirait avec l'année 1609, en aurait facilement
obtenu le renouvellement ; mais soit à cause de son âge
ou de ses infirmités, soit pour tout autre cause, il déclina
cet honneur et c'est, en somme, sur sa proposition, que le
pasteur Vulson de la Colombière fut élu recteur à sa place
le 4 janvier 1610. Il n'est plus guère question de lui passé
cette date (2).

(1) Concl. acad.

(2) Ibidem.

XXIV

Joh, RUATUS Auraicus (1).

Etudiant en philosophie de l'académie de Die qui, si l'on en juge par les mots: *Vale et fœlix*, tracés de sa main, dans l'album de son ancien professeur Jean Dragon, accompagna de ses vœux ce dernier partant pour Crest, Jean Ruat, appartenait à une famille de la principauté d'Orange, qui émigra en Allemagne, aussitôt après l'annexion de cette principauté à la France (1703), et dont un des représentants, l'avocat Guillaume de Ruat, décédé en 1744, âgé de 66 ans, fut membre du tribunal d'appel institué à Berlin en 1705, pour la connaissance en dernier ressort, des causes des Orangeois réfugiés (2).

XXV

F. VALANSONUS 1611.

Bien que les registres de l'académie de Die, le donnent comme étant de Montélimar, François Valensan était vraisemblablement de la même famille qu'un marchand Jean Valensan, qui remplissait, en 1577, les fonctions de trésorier de la ville de Die et que deux apothicaires de la même ville : Pierre Valensan, dont la veuve Marie Gay, épousa en secondes noces le médecin bel esprit Samuel Benoit et André Valensan, qui fut censuré au mois de mai 1602, par le consistoire de Die, pour avoir « osté ses drogues de la devanture de sa boutique, » au moment de la proces-

(1) Fol. 20.

(2) Conclus. acad. — E. ARNAUD: *Hist. des prot. du Comtat*, II. 398.

sion des Rogations et « mis incontinent un réchaud avec de la braise, où il mit d'encens dedans pour parfumer ceux qui fesoient ladite procession (1). »

Dans tous les cas, cet ami ou plutôt cet élève de Dragon, qui faisait sa philosophie en 1610, ayant ensuite fait sa théologie, comme « escolier entretenu par le colloque du Valentinois (2), » devint pasteur de Châteauneuf-de-Mazenc (3) en 1617 et transféré, peu de temps, après au Poët-Célard (4), autre localité de la même région, il s'y trouva presque aussitôt dans une situation d'autant plus difficile, que la conversion du seigneur de ce lieu au catholicisme, dans les commencements de l'année 1619, lui fit perdre une grosse partie de son traitement et qu'ayant alors demandé l'autorisation d'abandonner ce poste, on la lui refusa. Sur de pressantes instances, le Synode provincial se contenta de lui accorder un secours de 30 livres, qui fut renouvelé en 1620, mais qui était tout à fait insuffisant et ce n'est en somme, qu'après plusieurs années d'une existence précaire, qu'il fut envoyé du Poët-Célard à Taulignan (5), où l'attendaient d'autres difficultés (6).

Dans ce nouveau poste, Valensan eut, en effet, d'autant plus de difficultés et d'ennuis, que le marquis de Grolée-Viriville, seigneur du lieu, était ouvertement hostile aux réformés et que l'on avait souvent contesté à ces derniers le droit d'exercer publiquement leur culte à Taulignan. Un moment emprisonné en 1632, sous prétexte d'infrac-

(1) Fol. 118.

(2) Conclus. acad — *Mém. des frères Gay*, 203. — Délib. du consistoire de Die.

(3) Commune du canton de Dieulefit (Drôme).

(4) Commune du canton de Bourdeaux (Drôme).

(5) Commune du canton de Grignan (Drôme).

(6) Actes des synodes de Gap (1619) et de Briançon (1620).

tions aux édits, il lui fallut se pourvoir auprès du Conseil du roi, pour obtenir son élargissement et encore les décisions de ce Conseil, ne le mirent-elles point à l'abri, d'autres tracasseries, qui aboutirent à l'interdiction de son ministère à Taulignan, par arrêts en date des 3 mai, 19 juillet et 16 décembre 1639 (1).

Passé alors au service des églises de Provence, qui le chargèrent en 1643, d'une mission auprès du roi et qu'il représenta l'an suivant dans le synode national de Charenton, notre pasteur desservit celle de la Coste (2) jusqu'en 1651, date à laquelle étant revenu dans sa province natale, il fut nommé au poste de Nyons, qu'il occupa jusqu'à sa mort arrivée en 1655 (3).

Jean Valensan, son fils, que l'on trouve pasteur à Serres, de 1652 à 1657, eut le 7 novembre 1656, de Suzanne Laurens, sa femme, un fils nommé Daniel.

XXVI

VERCOYRANUS (4).

Vercoiran est un petit village des Baronnières, dont les des Massues, héritiers des d'Eurre, étaient seigneurs au XVI^e siècle et François des Massues, seigneur de Vercoiran et de Ste-Euphémie (5), co-seigneur de Châteaudouble (6) est un des bons lieutenants de Montbrun, qui épousa en 1580 sa fille aînée, Justine du Puy, laquelle le rendit

(1) ARNAUD: *Hist. des prot. du Dauphiné*, II, 303 et 433.

(2) Commune du canton de Bonnieux (Vaucluse).

(3) ARNAUD: *Tous les synodes*.

(4) Fol 26.

(5) Commune du canton de Buis-lès-Baronnies (Drôme).

(6) Commune du canton de Chabeuil (Drôme).

père d'un fils et d'une fille. Celle-ci, qui avait nom Mabile des Massues, et qui finit par hériter de tous les biens de sa maison, devint en 1604 la femme de Guy Pape, seigneur de St-Auban, dont le père, autre lieutenant de Montbrun, a laissé de curieux mémoires sur les guerres de religion et son frère est celui qui a signé du nom de *Vercoyranus*, dans notre album, quelques mots affectueux pour son ancien professeur Jean Dragon (1).

Notre *Vercoyranus* s'appelait donc de son véritable nom, Louis-Antoine des Massues de Vercoiran. Ajoutons qu'il était de Châteaudouble et qu'il fut promu aux leçons publiques, autrement admis à suivre les cours de philosophie de l'académie de Die, le 18 novembre 1609, ensuite de quoi, nous pourrions dire qu'il résulte d'une enquête de cette même année 1609, que ses condisciples le traitaient de « glorieux. » Ce dont il n'y a pas lieu de s'étonner, attendu qu'il n'eût pas été le petit-fils de Montbrun et même tout simplement un gentilhomme de son temps, s'il ne s'était pas trouvé dépaycé au milieu d'étudiants, pour la plupart entretenus aux frais des églises de la province et destinés, par suite au ministère pastoral. Non compris que les rapports de nos futurs pasteurs avec le jeune Vercoiran, ne pouvaient manquer de se ressentir des querelles qui divisaient si profondément, en ce moment-là le parti protestant dauphinois, ou pour mieux dire de la lutte que la noblesse, qui se posait en champion de la société laïque, soutenait alors contre l'autorité synodale. Cela d'autant plus, que le père de notre étudiant ; François des Massues, est un des seigneurs protestants qui soutinrent le plus énergiquement cette lutte, sous la con-

(1) Pithon-Curt : III, 621.

duite du président Ducros et que le fils suivit les traces de son père. Car c'est évidemment du fils, que les historiens, qui l'appellent « Le Mas-Vercoiran, gentilhomme du Dauphiné, » racontent, qu'ayant accompagné Ducros, lorsqu'il se rendit à Montpellier, sur l'ordre de Lesdiguières, pour traiter de la paix avec le duc de Rohan, il se trouvait auprès de lui quand des fanatiques inspirés par le ministre Suffrein, l'assassinèrent. Seulement « la mauvaise fortune voulut que le Mas, qui estoit dans sa chambre, avoit laissé son espée dehors, dit Videt, « car s'il l'eut eue, ils n'eussent pas achevé leur dessein ; et comme il se vid menacé d'un pareil traitement, il n'eut point d'autre moyen de s'en garantir, que de sauter par une fenestre, dans une basse-court, non sans le malheur de se rompre une jambe, dont il a esté toujours incommodé depuis. » Or c'est le 22 février 1622 qu'eut lieu cet assassinat et les généalogistes qui prétendent que Mabile des Massues, hérita de son frère en 1620, font conséquemment erreur ; mais il n'en est pas moins vrai que c'est à la mort de ce dernier que les Pape-St-Auban devinrent seigneurs de Vercoiran et de Ste-Euphémie (1).

(1) Conclus. acad. — Actes du synode de Veynes (1611). — VIDET : *Hist. de Lesdiguières*, II, 100, etc.

(A suivre)

J. BRUN-DURAND.



LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ

(SUITE. — Voir les 84°, 85°, 86°, 87°, 90°, 91°, 93°, 94°, 95° et 96° livr.)

Lesdiguières se mit aussitôt en campagne et commença par s'emparer du château d'Ambel, qu'il donna ensuite à garder au capitaine Bastien ; puis, en compagnie de Morges et Champoléon, ses beaux-frères, et de Glandage fils, il marcha sur Mens où il ne rencontra aucune résistance. Il y établit son quartier général. Mais, pendant qu'il y était occupé à lever des troupes, il apprit tout à coup que Corps venait de lui être pris par les catholiques, sous la conduite du sieur de Beaumont, et aussitôt il courut remettre ce bourg sous son autorité. Il revenait victorieux à Mens, quand, en route, on lui annonça que Pellat, co-seigneur de St-Maurice, habitant près du bourg et gentil-homme protestant en apparence, mais secret partisan des catholiques, cherchait à corrompre la garnison du bourg et était même sur le point d'y tenter quelque entreprise. Aussitôt, l'un de ses caporaux, Le Bayle, reçut l'ordre de s'emparer du château de Pellat. Celui-ci voulut résister et fut tué, les armes à la main, avec quelques-uns des siens (1).

(1) Vidal, l. c., p. 17 et 18.

Vers la fin d'avril, il alla au secours de Montbrun guerroyant dans les environs de Serre et de Gap, puis ramena ses soldats à Mens où il prit quelques jours de repos, tandis que Montbrun en faisait autant à St-Maurice. Tous deux se remirent bientôt en route pour aller s'emparer de Vif, dont la garnison catholique les inquiétait. Chemin faisant, Lesdiguières prit le Monestier-de-Clermont, après avoir taillé en pièces sa petite garnison (1).

Une nouvelle paix signée à la Rochelle, au mois de juillet, et publiée par l'édit de Boulogne, fit remettre pour quelques jours l'épée au fourreau aux partis ennemis. Pour la France, cette paix devait durer jusqu'en septembre 1574 ; mais, en Dauphiné, elle ne fut qu'une trêve d'un peu plus d'un mois. Elle ne faisait point, en effet, au témoignage de Guy-Allard, les affaires du chef protestant dans la contrée ; Montbrun craignait que « son intérêt ne fût pas assez puissant pour être compris dans le général (2). »

Le Trièves fut tranquille pendant la cinquième guerre générale, malgré le siège et la prise de la Mure. Pendant la sixième, au contraire, il fut très agité (sept. 1574-6, mai 1576). La défaite de Montbrun fait prisonnier, au pont de Blacons (6 juillet 1575), y eut un grand retentissement. Les compagnons de ce capitaine, apprenant qu'il allait être jugé par le parlement de Grenoble, se rendirent à Mens, sur les instances de Justine de Champs, son épouse, et, le 5 août, écrivirent à de Gordes et au parlement. Leurs lettres, pleines de menaces, étaient peu propres à faire prendre en pitié celui que l'on entendait dé-

(1) Ubi suprâ et Arnaud, l. c., p. 280 du t. I.

(2) Cité dans Arnaud, ubi suprâ, p. 283.

fendre. Le lecteur va en juger : « S'il advient au dict sieur de Montbrun, y était-il dit, aultre traictement que celui qu'on a acoustumé faire aux prisonniers de guerre..., nous en aurons revanche, non tant seulement pour les prisonniers que nous tenons en grande quantité, mais par le feu et tous autres moiens les plus cruels que nous pourrons pincer comme nous en avons des moiens beaucoup et l'esperons d'heure à aultre plus grands ». Plus sauvages encore étaient les menaces qu'ils adressaient au parlement : « Messieurs, estant assemblés en ce lieu, a la requeste de Mademoiselle de Montbrun, pour traicter d'une trefve de laquelle elle nous a faict rechercher, nous avons été advertis que vous procédiéz au procès de Monsieur de Montbrun, comme criminel... Nous vous declairons que, en cas qu'il mesadvienne au dict sieur de Montbrun, nous sommes resolu de n'entendre en aulcune paix ni trefve. Mais estant le dict sieur de Montbrun traicté comme l'on nous a faict entendre, il ne demeurera aulcun papiste de quelque qualité soit qui ne rescoive le mesme traictement..... Nous gagnerons le devant usant de feu et de toutes espèces de cruaultés que nous porrons contre tous ceulx et par tous les lieux que nous porrons..... De Mens, le V^e d'aoust 1575. » Parmi les signataires de ces lettres, on lit les noms de Lesdiguières, Morges et Champoléon (1).

Le parlement décida, le 8 août, qu'il ne répondrait point à cette seconde missive et, quatre jours après, condamnait Montbrun à mort. La sentence fut exécutée le lendemain.

(1) *Actes et correspondance du connétable de Lesdiguières*, par le comte Douglas et J. Roman, t. I, p. 3 et 5.

Aussitôt que la fin tragique de leur chef fut parvenue jusqu'à eux, les gentilshommes réformés, encore réunis à Mens, lui donnèrent Lesdiguières pour successeur. Ce choix, fait surtout par les compatriotes et amis du nouvel élu, n'obtint pas l'assentiment des autres capitaines du bas Dauphiné, car tous se croyaient un droit égal au commandement et méprisaient la jeunesse de celui qui avait cependant déjà donné tant de preuves d'habileté et de courage et à qui la fortune réservait un si brillant avenir (1).

CHAPITRE VI

SUITE DES GUERRES DE RELIGION

Malgré les tracasseries mesquines des *Désunis* contre lui, Lesdiguières ne perdit point de temps, après sa nomination, et sut tirer avantageusement parti d'une trêve, conclue entre les protestants du Dauphiné et de Gordes, pour rétablir la discipline dans son armée. Il défendit surtout à ses soldats de causer aucun préjudice aux habitants des campagnes et aux marchands (2), ne négligea rien de ce qui pouvait lui amener des partisans.

En même temps que Lesdiguières se fortifiait dans Mens, la réforme s'y organisait sur des bases solides. Elle y avait alors deux pasteurs Fabry et Cante, puis Suriau. Ces derniers recevaient un traitement fixe, payé par tiers et considérable pour l'époque. Une assemblée de la communauté, tenue le 5 janvier 1594, fixa celui de Cante à

(1) Arnaud, l. c., t. I, p. 341.

(2) Ubi supra, p. 342.

cent-vingt écus, à quatre celui du diacre et à trois écus, douze sols celui du sonneur de la cloche. Une autre assemblée de 1597, décida que, pour payer Fabry, on prendrait quarante-deux écus sur les revenus du four banal et, vingt-sept sur ceux du treizain : ce qui ne faisait qu'une partie de ses gages (1). Les guerres civiles n'empêchaient pas, on le voit, les protestants de veiller constamment à leurs intérêts. Ils avaient su se constituer habilement une organisation complète et forte.

Des troupes des deux partis traversèrent à plusieurs reprises le Trièves pendant la sixième guerre, qui vit la prise de Corps et d'Ambel par Centurionne, l'un des capitaines de de Gordes (2). La paix signée à Bergerac (17 sept. 1517) fut difficilement acceptée par les réformés dauphinois ; leurs chefs étaient les premiers à s'en plaindre. Plusieurs conférences eurent lieu entre eux et les catholiques pour arriver à une entente. Celle de la Mure, où assistaient, pour les premiers, Fabry, Frize et Lesdiguières avec plusieurs gentilshommes, se passa en récriminations de part et d'autre et échoua (20 mai 1579). Celle du Monestier-de-Clermont, où Morges figure parmi les délégués protestants, fut plus heureuse. On y convint que les réformés renonceraient à toute expédition armée et n'empêcheraient plus à leur profit la levée des impôts. Mens resta sous l'autorité royale (3).

Le siège de la Mure par le duc de Mayenne eut lieu pendant la septième guerre 1580. Tant qu'il dura, Lesdiguières resta campé avec ses hommes à St-Jean-d'Hérans,

(1) Mens, *Arrêt des commissaires délégués pour l'exécution de l'édit de Nantes* (1664) déjà cité.

(2) Videt, l. c., p. 8 ; — Chorier, *Hist. du D. t.* II, p. 679-80.

(3) Arnaud, l. c., p. 367 et 375. du t. I.

prêt à porter secours aux assiégés. Plusieurs fois il envoya des renforts et des munitions à ces derniers. Pour rendre son concours plus efficace, il appela à lui les chefs des *Désunis* ; mais ceux-ci toujours guidés par une honteuse jalousie travaillèrent à entraver tous ses projets. Ils essayèrent même de le mettre à mort et allèrent l'attendre sur un coteau, d'où il examinait ce qui se passait à la Mure. Prévenu de leur dessein par Fabry, pasteur à Mens, « il fait monter ses gardes à cheval, prend le meilleur des siens, va droit au lieu où les conjurés l'attendaient, et le poussant contre eux, le pistolet à la main pour galanterie : Ne vous semble-t-il pas, Messieurs, leur dit-il, qu'un homme de cœur monté sur ce cheval n'est pas mal en estat de se défendre ? Là dessus il descend pour ce qu'ils estoient tous à pied, les saluë, et, par sa résolution, leur fait perdre l'envie d'exécuter leur dessein (1). » Les ennemis du vaillant capitaine furent humiliés et non changés ; car ni le spectacle du courage, ni celui de la générosité ne peuvent toucher des hommes, dont l'égoïsme et les mesquines rivalités occupent et l'esprit et le cœur, ils ne font que les irriter d'avantage.

Lesdiguières fit tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir la chute de la Mure. Le sieur de Bressieu étant venu vers lui de la part du roi de Navarre, il écrivit aux communautés et aux chefs protestants pour les inviter à se réunir à Mens (1^{er} novembre) : « Messieurs, leur disait-il, estant le sieur de Bressieu arrivé en ces quartiers de la part du Roy de Navarre, et ayant charge de sa Majesté de proposer plusieurs choses pour le bien de ceste province, j'ai advisé, par délibération du conseil, et suivant

(1) Vidal, l. c., p. 63.

le pouvoir que j'ay dudit Roy, de convoquer une assemblée générale en la ville de Mens, au V^e jour de ce mois ; de quoy je vous ay bien voulu advertir, vous priant ne faillir mander vos députez audict jour avec ample pouvoir nécessaire en ce faict, bien signé et cacheté. Sur ce, après vous avoir salués de mes plus humbles et affectionnés recommandations, je prie Dieu, Messieurs, vous donner en parfaite santé heureuse et longue vye (1). »

Pour donner plus de poids à son invitation, il annonçait que la garnison de la Mure avait dû abandonner la ville et se réfugier dans la citadelle ; mais tout fut inutile, l'assemblée ne put avoir lieu ; du moins nous n'en trouvons nulle trace.

Les rivalités des chefs réformés les rendirent malheureux à la Mure et presque partout pendant cette campagne ; aussi acceptèrent-ils avec empressement la paix qui leur fut accordée par le traité connu sous le nom de *Conférence de Fleix* (26 novembre 1580). Ceux du Dauphiné, mécontents de ce qui leur était donné, continuèrent encore les hostilités dans certaines contrées. Au printemps suivant, ils tinrent de nombreuses réunions à Die et à Gap d'abord, puis à Mens afin d'arriver à une entente sur l'exécution du traité. Les pourparlers furent longs et laborieux, d'après Videl (2) ; le parlement et le lieutenant du roi demandaient qu'avant tout les troupes protestantes fussent licenciées, à l'exception des garnisons de Serres et de Nyons, qui demeuraient aux protestants comme places de sûreté ; que la citadelle de Puymore construite par Lesdiguières près de Gap et les fortifications de

(1) *Actes et correspondance de Lesdiguières*, au sup. n° CCCXCVII.

(2) Documents inédits dans la *Vie de Soffrey de Calignon*, p. 24 et suivant.

sa maison dans la même ville fussent rasées ; enfin le dernier édit de paix devait seul être vérifié. Calignon et Ségur, délégués des chefs réformés toujours réunis à Mens, essayèrent à plusieurs reprises de faire prévaloir leurs prétentions dont l'acceptation aurait fait de ce traité de paix le plus avantageux qu'ils eussent jamais obtenu. Les démarches des deux députés demeurèrent sans résultat. Un moment même on crut les négociations entièrement rompues ; mais encore cette fois, la désunion du parti amoindrissant ses forces, toutes les propositions du parlement furent acceptées et la paix conclue au mois d'août (1581).

Depuis sept ans, les chefs des *Désunis* refusaient de reconnaître l'autorité de Lesdiguières et continuaient à se livrer à des intrigues désastreuses pour le parti. Plusieurs fois, ils s'assemblèrent pour s'entendre sur le choix de celui qu'ils placeraient à leur tête ; mais leur ambition personnelle les aveuglait trop pour qu'ils s'accordassent. Cependant Calignon sut habilement à la fin les amener à élire celui dont ils ne voulaient à aucun prix. Furieux de s'être laissés surprendre et des faveurs que Henri IV avait accordées à ce capitaine, ils résolurent de se défaire lâchement de lui et chargèrent un soldat de l'exécution de leur honteux projet. Celui-ci reçut un cheval et cinq cents écus pour prix de son crime. Il alla trouver Lesdiguières, qui résidait pour lors à Mens, et lui demanda à s'enrôler parmi ses gendarmes. Le jeune, mais toujours habile chef, prévenu de ses desseins, le reçut très bien, l'admit à sa table, le convia à une partie de chasse et l'appela auprès de lui, après avoir défendu à ses gens de le suivre à une distance moindre de cinq cents pas. Insensiblement il le conduisit dans un endroit écarté du bois appelé Blache-

Paillet, sur le territoire actuel de la commune de St-Baudille-et-Pipet. Là, se tournant brusquement vers lui : « Mon cavalier, dit-il, voicy un lieu tout propre quand l'on veut se deffaire d'un homme. » Le soldat rempli d'effroi et de honte par ces paroles se jette à ses genoux, lui avoue tout et demande grâce. Lesdiguières le reprend en lui pardonnant et, le lendemain, le renvoie vers les siens avec ce message : « Mon gentilhomme, faites mes recommandations à ceux qui vous ont envoyé ; et leur dites qu'ils ne sauroient se déffaire de moy, sans perdre le meilleur amy qu'ils ayent. » Cette généreuse conduite et l'inutilité de leurs criminels desseins firent enfin changer d'avis aux *Désunis*; ils se soumirent à celui sous les ordres duquel ils devaient remporter tant de victoires (1).

Les protestants de Dauphiné venaient de se donner un maître, ils pouvaient tenter une nouvelle guerre, et ils le firent, lorsqu'à la mort du duc d'Anjou, le cardinal de Bourbon eut été déclaré successeur de Henri III. Lesdiguières lui-même donna le signal des hostilités, dans la province, après avoir reçu du roi de Navarre la moitié d'une pièce d'or, suivant ce qui avait été convenu entre eux (juin 1585).

La Valette, précédemment envoyé en Dauphiné par Henri III pour combattre les protestants, voulait jeter des troupes dans le Trièves, dont la possession lui paraissait importante ; mais le *Renard dauphinois* le prévint et fit avancer ses soldats jusqu'au Monestier-de-Clermont, où un combat s'engagea entre les deux troupes. Les protestants perdirent quatre-vingts des leurs et durent se replier sur le pont de Brion. La Valette essaya inutilement

(1) Videt, *Histoire du C. de Lesd.*, p. 48-9.

de forcer ce passage ; le capitaine Cadet de Charance, à la tête des gardes de Lesdiguières, repoussa tous ses efforts et l'obligea à renoncer à son dessein. Le baron des Adrets, alors revenu au catholicisme, faisait partie de cette expédition. En entrant en campagne il disait hautement : « Qu'il avait fait les huguenots ; mais qu'il voulait les défaire. » Son attente trompée au pont de Brion lui causa un violent dépit (mai 1586) (1).

Presque sans prendre de repos, Lesdiguières pourvut à la défense du château de Champ et, après des courses à Gap et à Nyons, revint dans le Trièves pour s'emparer du fort de Cognet. Ce fort défendait le passage du Drac et était tombé au pouvoir des catholiques, quelques mois auparavant. Le capitaine protestant désirait vivement se rendre de nouveau maître de la place, pour pouvoir plus facilement communiquer avec Grenoble ; il fit donc avancer ses troupes contre les retranchements et obligea les assiégés à se rendre, après avoir fait appliquer un pétard à la porte du fort, bien qu'elle fût très élevée au-dessus du sol (31 mai 1587) (2).

Il s'empara ensuite du château du Monétier près de la Mure et revint à St-Jean-d'Hérans d'où il poursuivit avec Maugiron et le parlement de Grenoble des négociations pour arriver à une trêve conclue le 12 juin. Mais quelques jours plus tard, le roi désapprouva ces négociations et écrivit à La Valette qu'il s'opposait à toute suspension d'armes : « Ce seroit bien le plus grand desservice, lui disait-il, que me pourroient faire mes sujets de Dauphiné, que d'accorder maintenant une trêve avec les huguenots,

(1) Ubi suprâ, p. 61-2.

(2) Ubi suprâ, p. 69-70.

voyant qu'ils sont après à faire rentrer en mon royaume un très grand nombre d'étrangers (21 juin) (1). » La guerre continua donc, toujours sanglante et archarnée. Le Trièves cependant en souffrit peu et ne s'en aperçut que par les rapides passages du chef huguenot, qui le traversait fréquemment pour se rendre sur les points menacés par les ligueurs.

Le seul fait qu'il nous reste à signaler pendant cette période des guerres de religion c'est la défaite de la compagnie de gendarmes que Maugiron avait envoyée fourrager dans le pays, afin de détourner Lesdiguières de la construction du fort de Puymore. Le capitaine Veynes-Chichilianne les poursuivit et les défit sur les bords de la Gresse, le 25 avril 1588 (2).

La guerre proprement dite cessa avec la trêve conclue entre Lesdiguières et d'Ornano, lieutenant-général, le 1^{er} avril 1589. Le libre exercice du culte fut confirmé aux protestants partout où ils en jouissaient déjà, sans que pour cela il pût porter atteinte à celui des catholiques : dispositions confirmées plus tard par l'édit de Nantes (1598). Les réformés devaient se soumettre aux règlements de l'église romaine pour ce qui regardait le chômage des fêtes commandées et des dimanches, payer les dîmes au clergé, remplir tous les devoirs extérieurs des paroissiens. Ils furent déclarés admissibles à tous les emplois, leurs malades dans les hôpitaux et leurs enfants, dans les collèges. Les legs furent autorisés en faveur des pasteurs et des écoles. On leur accorda encore d'autres faveurs.

(1) Arnaud, *l. c.*, t. I, p. 433.

(2) Arnaud, *ubi supra*, p. 457 ; Vidal, *l. c.*, p. 81.

Cette trêve permit aux catholiques de Mens de se faire rendre leur église, dont les protestants s'étaient emparés, de la faire réparer aux frais de ces derniers, d'après une autorisation du parlement, et enfin de rétablir le culte si cher à leur cœur (1).

Ainsi se terminèrent ces guerres funestes, dont, à trois siècles de distance, le tableau des maux de toutes sortes qu'elles causèrent partout où elles passèrent attriste encore le lecteur. On voudrait en perdre le souvenir et n'avoir plus à en parler ; mais certaines accusations exagérées ou fausses nous forcent à le faire pour les réfuter.

A en juger d'après les auteurs protestants, et surtout d'après la *Statistique* du pasteur Blanc, les catholiques furent toujours les plus inhumains ; si les protestants prirent les armes, se livrèrent à des actes répréhensibles, c'était pour défendre leur vie, leur honneur, leurs biens. Ils le firent encore pour obéir au désir de venger les traitements barbares reçus de leurs adversaires. Il est vrai, doit-on dire devant ces reproches, que de la part des catholiques il y eut des excès blâmables ; leurs chefs militaires trop souvent traitèrent les ennemis et les habitants des pays qu'ils traversaient en agissant suivant les mœurs de l'époque, mœurs qu'avec raison nous jugeons barbares. Le peuple lui-même ne sut point rester toujours dans de justes bornes, quand il s'agissait de défendre une église, un cimetière, une croix ou un oratoire vénéré de l'envahissement des protestants, ou d'une sacrilège profanation. Mais quelle que fût alors leur indignation, nous n'avons pas cependant appris que des catholiques eussent froidement enterré un pasteur protestant jusqu'au cou et se

(1) Mens, arrêté déjà cité.

fussent servis de sa tête, comme d'un but, pour jouer aux palets, ainsi que des soldats huguenots firent au curé de Molines, dans le Queyras (1). M. le pasteur Arnaud (2) nous apprend encore un fait de sauvagerie barbare, dont les catholiques surent toujours se garder : « Le 28 septembre, dit-il, les protestants s'emparèrent de St-Paul-Trois-Châteaux et y commirent un meurtre, au rapport de Boyer de Sainte-Marthe, dans la personne du chanoine Reverdit.... S'étant saisis de lui, ils le forcèrent à dire la messe dans une chapelle de la cathédrale, pendant qu'ils creusaient son tombeau devant le marchepied de l'autel. « Cet affreux appareil ne l'empêcha pas d'achever la messe, dit Boyer, après laquelle il protesta hautement qu'il souffrirait plutôt tous les tourments des martyrs que de trahir sa religion et de renoncer à la foi en J.-C. Dans le même instant, il fut égorgé et jeté à demi-mort dans cette fosse, où il fut enterré (1577). » La cruauté et la tyrannie du baron des Adrets et de ses lieutenants à Grenoble, en 1562, sont trop odieuses pour que nous renvoyions le lecteur au récit qu'en a donné M. J.-J.-A. Pilot (3).

Trompés sans doute eux-mêmes, les auteurs déjà cités donnent encore comme règle générale ce qui n'était que l'exception et écrivent que partout les protestants furent opprimés dès qu'ils parurent. Pour être plus vrais, ils auraient dû dire que les disciples de Luther et de Calvin, peu nombreux d'abord dans une localité, dissimulaient leurs croyances. A mesure que leur nombre croissait, ils se découvraient avec des tendances à l'oppression et vou-

(1) *Histoire géographique du diocèse d'Embrun*, par le père Albert, p. 71.

(2) L. c. t. I, p. 355.

(3) *Annuaire de la cour royale de Grenoble pour l'année 1842*.

laient être les seuls maîtres, les seuls libres. Les décisions prises par le synode de Valence, en 1563, et énumérées plus haut en sont une preuve. Il serait facile de citer une foule de traits conservés par la tradition locale ; mais nous nous contenterons du suivant raconté par Chorier : « Si les catholiques n'avoient pas de la modération dans Gap, les Huguenots en avoient moins encore dans Corps. Ils s'assembloient dans la même église où les Catholiques faisoient le service divin : leur ministre prêchoit en même temps que le prestre estoit à l'autel ; et l'autel n'estoit pas inviolable à l'insolence de quelques-uns d'entre eux. Ils estoient les plus forts, et si Maugiron n'avoit interposé son autorité, d'une si mauvaise cause seroient nez de pires effets. Il fit rendre aux Catholiques leur église, et informer contre les coupables de ces impiétés, et contraignit les Huguenots de s'assembler ailleurs (1). »

Vouloir répondre à toutes les fausses accusations portées contre les catholiques nous éloignerait de notre but ; les meilleures preuves elles-mêmes ne seraient pas toujours écoutées. Il vaut mieux faire connaître les faits exactement et leur langage est la plus éloquente des réfutations.

(1) *Hist. du Dauph.*, t. II, p. 718.

(A continuer).

A. LAGIER.

DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e et 96^e livraisons).

T

694. — TANT QU'IL LUIRA. — Des Alrichs (CH).
695. — TANT SOLEIL LUIRA, TANT GARDIER GARDERA.
— Robert du Gardier.
696. — TENDIT AD GLORIAM. — De la Fayolle (CH).
697. — TENDIT AD SIDERA VIRTUS. — De Séguins de
Cabassole et de Séguins-Cohorn de Vassieux (B).
698. — TENUI MEDITATUR AVENA. — Avène ou
Aveyne (CH). — Devise tirée de la première églogue
de Virgile.
699. — TERRAIL ! — Cri du chevalier Bayart (B).
700. — TE STANTE FLOREBUNT. — Galifet. — *Dict.*
de Guy Allard.
701. — TESTANTUR VICTORIE SIGNA. — Sur un jeton
d'Henry d'Altessan, bally du Dauphiné (1565).
702. — TIENNE, QUOIQU'ADVIENNE. — De Thien-
nès (B).

703. — TIMERE VEL MUTARE SPERNO. — Meffray de Sésarges.

704. — TOT IN CORDE QUOT IN ARMIS. — Alleman (CH).

705. — TÔT OU TARD VIENNE. — De Vienne (B).

706. — TOTS POUR ELX, TOTS PAR ELLES. — D'Estaing de Saillans (B).

707. — TOUJOURS ! — De Chissé (CH).

708. — TOUJOURS EN RIS, JAMAIS EN PLEURS. — Henri ou Henry. — C. ne donne cette devise qu'à la famille bretonne de ce nom.

709. — TOUJOURS PREST. — De Ruolz de Fontenay (B).

710. — TOUJOURS VERCORS ! — Cri des Faure de Vercors.

711. — TOUT A TOUT. — De Gratet du Bouchage (CH).

712. — TOUT AU TRAVERS. — La Forêt de Divonne (B).

713. — TOUT BIEN AVIENNE. — De Vienne (B).

714. — TOUT DROIT. — Du Motet (CH).

715. — TOUT EST BEAU. Du Parc de Locmaria.

716. — TOUT FLOTTE. — De Flotte (CH).

717. — TOUT PAR GRAND AMITIÉ. — Pourroy de l'Auberivière et de Quinsonnas. — C. donne cette devise aux La Porte, mais avec la variante *grande amitié*.

718. — TOUT SANS CONTRAINTE. — Cordon.

719. — TOUT VIENT A POINT. — Blanc de Chapteuil (CH).

720. — TRANSIRE BENEFACIENDO. — Mure de Larnage (B).

721. — TRAVAIL. PROSPÉRITÉ. UNION. SECOURS. — Sur le diplôme de la *Soc. de bienf. mutuelle des Boulangers* de Grenoble.

722. — TRINO OMNIA ET UNO. — Guérin (CH).

723. — TU ES BON FILS. — Bonfils de Lapeyrouse (C).

724. — TU NE CEDE MALIS, SED CONTRA AUDENTIOR ITO. — Champier. — C. dit : *Redde malis, sed contra ardentior ito* ; mais, pris d'un remords, il rétablit ensuite cette devise de cette façon : *Tu ne cede malis, sed contra ardentior ito*.

725. — TURBANT, SED EXTOLLUNT. — Aymar de Grolée-Viriville (CH). — B. dit Aymon.

726. — TURRIS FORTISSIMA VIRTUS. — De Fortia d'Urban (B).

727. — TURRIS FORTITUDO MEA. — La Tour-du-Pin.

728. — TURRIS MEA DEUS. — Sur un jeton de Laurent de Prunier (*Bull. de la Soc. d'archéologie* de la Drôme, 1884).

729. — TURRIS VIM REPELLIT. — Tournois de Bonnevalle (C).

730. — TUTUM EST IN TRIFOLIO CUBARE. — Revol. — Cette famille porte trois trèfles dans ses armes, et sa devise et une allusion évidente à ce passage de Pline, où il est dit que l'on ne voit jamais de serpents dans le trèfle : *Serpentes nunquam in trifolio aspici* (XXI, 88).

731. — TUTUM FORTI PRÆSIDIUM VIRTUS. — De Bardonenche (CH).

U

732. — ULTERIUS ARDET. — Colas de la Noue ou Colas-la-Fère de la Noue. L'*Armorial du Dauphiné* dit que cette famille porte : *d'or, à 3 flammes de gueules*; B. prétend que c'est : *d'or, au chêne de sinople terrassé de sable, au sanglier du même brochant sur le fût de l'arbre*. Je ne vois pas le rapport qu'il veut établir ici entre le feu et ce blason, à moins qu'il n'ait songé au feu qui les attend tous les deux.

733. — UNE LOY FIDELLE VEUX. — L' de Villeneuve, médecin à Grenoble, anobli en 1588.

734. — UNE SUR TOUTES. — Jacques de Sassenage, (en témoignage de son amour pour Sidonie de la Tour).

735. — UNGUIBUS ET ROSTRO. — La ville de Valence (M).

736. — UNICUIQUE SUA RES. — De Suarez d'Aulan.

737. — UNION. AMITIÉ. TRAVAIL. BIENFAISANCE. — Sur le diplôme de la Soc. de bienf. des Gantiers de Grenoble.

738. — UNION. AMITIÉ. TRAVAIL. PRÉVOYANCE. BIENFAISANCE. SÉCURITÉ. — Sur le diplôme de la Soc. de prévoyance *La Fraternelle*.

739. — UNION MAINTIENT. — D'Abon (CH).

740. — UNION. TRAVAIL. — Sur une médaille de la Soc. de secours mutuels d'Embrun.

741. — UN JOUR L'AURAS. — De Loras (CH).

742. — UNO AVULSO NON DEFICIT ALTER. — Vulson de la Colombière a placé cette devise en tête de sa

Science héroïque. Il prend pour emblème deux arbres dont l'un est arraché par une main, mouvant d'une nue avec cet hémistiche emprunté à Virgile. (CH). — Nous avons vu que la devise de sa famille était : *In utrumque paratus.*

743. — URRE ! — Cri de la famille d'Urre (CH).

744. — USQUÈ AD ARAS. — Arnaud, de Gap (M).

745. — USQUEQUO ? — Sur un jeton de la Chambre aux deniers du Dauphin (1610).

746. — UTILE DULCI. — Sur un *ex libris* de l'abbé Gattel.

747. — UT NEQUEANT CONTRA DURARE FEROCES. — Sur un jeton d'Henri, dauphin et duc de Bretagne, depuis Henri II (*Bull. de la Soc. française d'archéologie*, 1882).

748. — UVA NOE. — Botu de Verchères. — C. dit *Botter* de Verchères.

V

749. — VADE ADHUC EXPECTABO TE. — De Montal-Montsaunin.

750. — VAILLANCE DE BARRAS. — Barras (M).

751. — VAILLANCE MÈNE A GLOIRE. — Du Lau d'Allemans (B).

752. — VAINCRE OU MOURIR. — Du Parc de Locmaria.

753. — VALEME DIOS. — De la Roche-Lambert. — C. dit : VALE ME DIOS.

754. — VALENTIOR OMNI FORTUNA ANIMUS. — Bas-set (CH). — *L'Armorial du Dauphiné* dit : *animus*.

755. — VERGY NOTRE-DAME! — Cri des Vergy.

756. — VERITAS, UTILITAS. — La Société de statistique de l'Isère avait adopté cette devise (séance du..); mais ce projet n'a pas eu de suite.

757. — VERTU A L'HONNEUR GUIDE. — Baronat (CH).

758. — VERTU ET FORTUNE. — Poligni ou Polligny (CH).

759. — VERTU. UNION. FRATERNITÉ. ZÈLE. PHILANTHROPIE. AMITIÉ. TRAVAIL. CONSTANCE. — Sur le diplôme du 1^{er} Bureau supplémentaire des *Frères réunis*.

760. — VICIT LEO. — Du Puy de Montbrun, et du Pilhon (CH).

761. — VICIT LEO DE TRIBU JUDA. — Du Puy de Montbrun. — *B.* a dit : *è tribu Juda*. — On trouve aussi cette devise sur une monnaie de François II et de Marie Stuart, frappée en Ecosse en 1560, avec le titre de dauphin de Viennois.

762. — VICI VICTURUS VIVO. — De Turpin de Crissé. — *B.* a donné la variante : *Vixi*, etc.

763. — VICTORIA SUPRA SECUTUS. — De Lacroix (A.H).

764. — VICTORI GLORIA MERCES. — La Vieuville ou la Vieffville.

765. — VICTRICIA SIGNA SECUTUS. — La Croix (CH). — *C.* dit : de Pisançon.

766. — VIENNA CIVITAS SANCTA. — La ville de

Vienne. J'ai trouvé aussi : *Vienna sancta civitas*, sur un plomb de cette ville.

767. — VIENNA CIVITAS SANCTA, MARTIRUM SANGUINE DEDICATA. — Sur une médaille de Charles-Orland (*Bull. de la Soc. d'archéologie de la Drôme*, 1874).

768. — VIENNA URBS SENATORIA ET CIVITAS SANCTA. — Sur un jeton de la ville de Vienne.

769. — VIGILANTIA. — De Gruel (CH).

770. — VILLARS! — Cri des Villars-Thoire.

771. — VIM FIRMITATE REPELLO. — De Murat de Lestang.

772. — VINCAM FERRO AUT MORIAR. — Ferrier de Montal.

773. — VINCE FERENDO. — Sur la reliure d'un livre d'Ant. Draqui, chanoine de Grenoble (1578), appartenant à M. Maignien.

774. — VINCENTI DABO. — Vincent.

775. — VINGET AMOR PATRIÆ. — Sur un *ex-libris* d'Aug. Blanc, bibliophile grenoblois.

776. — VINCIT AMOR PATRIÆ. — Société des Amis de la Constitution de Grenoble (1790).

777. — VINCO DULCEDINE ROBUR. — Emé de St-Julien et Marcieu (CH).

778. — VIRES AGMINIS UNUS HABET. — Le Chev^r Bayart (A). — Devise dont le corps était un porc-épic.

779. — VIRESCIT VULNERE VIRTUS. — Oronce Fine. — B. donne aussi cette devise au chancelier du Prat.

780. — VIRESCIT VULNERE VIRTUS ET SINE FINE. — De Virieu (CH). — Le même auteur a également donné

cette devise sans le mot *vulnere*, sans doute par erreur (1).

781. — VIRES DULCEDINE VINCO. — Emé de St-Julien et Marcieu (CH).

782. — VIRESCQUE ACQUIRIT EUNDO. — Lesdiguières (CH). — (Corps de la devise: un soleil qui se lève derrière une montagne).

783. — VIRTUS CŒLI GRADUS. — De Michalon (CH).

784. — VIRTUS CUM PIETATE JUNCTA. — De Jouffroy de Gonsans et d'Abbans, famille à laquelle appartenait Jouffroy de Gonsans, év. de Gap (1774-77). — B. a dit : *Virtute*, etc.

785. — VIRTUS ET ENSIS. — Baile la Tour (CH).

786. — VIRTUS, LABOR ET FATA. — Sur un jeton de J. Chastellier, trésorier de France, général de Piémont et Savoie (1558), — (*Revue belge de numismatique*, 1880).

787. — VIRTUS OMNI OBICE MAJOR. — Sur un *ex-libris* de M. d'Audiffret. — Audouyn (M).

788. — VIRTUS VENENUM REPELLIT. — Bussillet (M).

789. — VIRTUTE ALTIUS SIDERIS. — De Barruel. — C. dit : ... *Sederis*.

790. — VIRTUTE CLARA. — De Clerc de la Devèze.

791. — VIRTUTE CLARIOR — De Panisse.

792. — VIRTUTE DUCE. — Du Bourg.

(1) N'y aurait-il pas là une confusion chez les auteurs cités ? Le mot FINE, qui se trouve dans la seconde de ces devises, ne donne-t-il pas le droit de supposer qu'elle a été celle d'Oronce *Fine* plutôt que celle de la famille de Virieu ?



Colonies Dauphinoises

DE

L'ABBAYE DE MONTMAJOUR

A côté d'aberrations et de fautes nombreuses, notre siècle présente des qualités et des œuvres qui lui vaudront l'admiration et la reconnaissance de la postérité. Il est le siècle de la critique, et de la critique avec toutes ses exigences. Par suite, il ne se contente guère des récits plus ou moins véridiques d'un historien qui affirme sans preuves. Il veut remonter aux sources et faire le jour, acquérir, s'il se peut, la certitude.

Pour atteindre ce résultat, nos historiens judicieux recourent à un double moyen : l'inspection des documents originaux, ou du moins authentiques, quand ils existent, et la confrontation des historiens primitifs. Muni de ces secours, ils comparent les faits avec les autres faits du même temps et du même pays, s'assurent de l'accord de tous ces faits entre eux avec ceux des temps et des pays voisins.

Après les faits de l'Ancien et du Nouveau Testament, dont le caractère sacré exige une critique à part, spécialement respectueuse et subordonnée à une autorité non moins sacrée, les faits les plus dignes de notre étude sont ceux de notre histoire ecclésiastique. Aussi, les savants sérieux d'autrefois comme ceux d'aujourd'hui en ont toujours fait l'objet de leurs investigations les plus attentives,

et celles-ci ont principalement porté sur les origines religieuses et chrétiennes de la France.

Un des résultats les plus précieux que l'on a ainsi atteints, est la vérification cent fois renouvelée de cette assertion arrachée par l'évidence à la franchise d'écrivains non catholiques eux-mêmes : que l'Eglise a fait la France, et l'a faite en la christianisant.

Pour notre part, quelque restreint que soit le cadre de nos études, nous avons souvent été frappé de cette vérité, en lisant et exploitant les anciens documents relatifs à l'histoire de nos diocèses, notamment ceux que nous ont fournis les archives des Bouches-du-Rhône. Aussi, le sentiment que nous y avons éprouvé a été celui d'un grand bonheur. Français et prêtre catholique, nous ne pouvions voir qu'avec une vive joie la véritable Eglise de Jésus-Christ répandre ses bienfaits de tout genre, et la France les recueillir.

Or, ce bonheur et cette joie, nous voulons les faire partager à nos lecteurs. Dans ce but, nous allons donner ici ce que les chartes de l'abbaye de Montmajour, conservées dans les archives des Bouches-du-Rhône, nous apprennent de la colonisation à la fois agricole, sociale et religieuse pratiquée en divers lieux de notre ancien Dauphiné par les religieux de cette abbaye. De plus, pour rendre notre étude un peu complète, nous joindrons aux notions puisées dans ces archives les notions fournies par d'autres documents publiés ou inédits.

Du reste, afin d'avancer plus sûrement dans l'étude assez longue que nous entreprenons, nous irons du général et du mieux connu au particulier et au moins connu. Après un aperçu sur l'origine et l'histoire de notre célèbre abbaye provençale elle-même, nous suivrons la marche de ses

religieux à travers les comtés et diocèses répondant à notre région ; nous verrons quelles sont les localités dauphinoises qu'ils ont successivement habitées, les possessions qu'ils y ont eues, les églises qu'ils y ont trouvées ou construites, les paroisses qu'ils y ont fondées ou desservies. Enfin, pour préciser davantage, nous indiquerons, du moins autant que possible, l'origine, les principales phases et la fin du séjour de ces mêmes religieux dans chacune de ces localités.

I

Voici d'abord l'aperçu sur l'abbaye elle-même.

A environ quatre kilomètres au nord-est de la ville d'Arles et au milieu de la plaine du Tribon, s'élèvent brusquement deux collines jumelles. L'une est la montagne de Cordes, dont les roches entremêlées de broussailles cachent une grotte merveilleuse ; l'autre, un peu plus considérable, est celle de Montmajour (*mons major*), que l'antique abbaye de ce nom a couronnée pendant de longs siècles, et que le voisinage des marais a fait qualifier d'île.

L'origine de cette abbaye a été l'objet d'opinions bien différentes. Les uns la font remonter à saint Trophime, premier évêque d'Arles (vers 67) ; d'autres veulent qu'elle ait été fondée par un successeur de ce pontife, saint Hilaire (429-449) ; d'autres font honneur de sa fondation à Childébert, fils du grand Clovis, et disent qu'après sa destruction par les Sarrasins, elle fut relevée par Charlemagne. Mais dom Chantelou, qui a parcouru si attentivement les archives de Montmajour et fait l'histoire de cette abbaye, Denis de Sainte-Marthe et M. de Marin de Carranrais, n'ont guère hésité à rejeter ces origines plus antiques qu'autorisées ; en l'absence de tout renseignement précis

antérieur au X^e siècle concernant notre abbaye, ils en racontent ainsi la fondation et les développements.

Dans la première moitié du X^e siècle, quelques hommes, poussés par le désir de la perfection chrétienne, se retirèrent à Montmajour. Bientôt ils s'y construisirent un monastère, et l'éclat de leur sainteté y attira les foules. Des pèlerins grossirent le nombre des religieux et en partagèrent les austérités. D'autres répandirent leurs largesses sur le monastère.

Cependant il restait à donner à ce dernier une constitution solide et à choisir ensuite celui des religieux qui dirigerait les autres. Un obstacle s'opposait à cette amélioration essentielle : la montagne appartenait à l'église d'Arles, et les droits en étaient dévolus au prévôt de cette église. Mais une dame noble et riche, appelée Teucinde, prit en mains la cause des religieux et se chargea d'aplanir les difficultés. Elle obtint de l'archevêque et des prêtres de son église l'abandon d'un rocher inculte contre des terres riches et fertiles. C'est ce qu'atteste une charte datée du 7 octobre, la 12^e année du règne de Conrad roi de Provence, c'est-à-dire l'an 948, puisque ce prince était monté sur le trône en août 937. Dès lors, Teucinde donna l'île de Montmajour aux religieux et leur assura la propriété des fonds du monastère. Elle les leur confirmait encore en août 974.

Maurinus, le premier entre les moines de Montmajour, fut revêtu de la dignité abbatiale, et se rendit à Rome. Le pape Léon VIII reçut ses vœux, et, en 963, déclara que le monastère relèverait immédiatement de l'église Romaine, et serait exempt de toute autre juridiction. Depuis lors, les frères et les biens de Montmajour, où l'on suivait la règle de saint Benoît, continuèrent à augmenter pendant

plusieurs siècles. En 1152 l'abbaye avait des bénéfices et des fiefs dans une vingtaine de diocèses, et dans plusieurs de ceux-ci ces possessions étaient fort considérables. Bref, Montmajour était peut-être au XII^e siècle la plus prospère et la plus riche après Cluny, des abbayes répandues sur le territoire que comprend aujourd'hui la France.

Mais ensuite arriva le déclin, Montmajour était bien déchu de son antique grandeur, quand un brevet de Louis XVI prononça la suppression à perpétuité de son titre abbatial, et unit les biens et revenus qui en dépendaient à l'archevêché d'Arles et aux évêchés de Vence et de Glandèves. Le brevet royal, daté du 24 septembre 1786, fut suivi d'une bulle de Pie VI consommant la suppression, et au moment où éclatait la tourmente révolutionnaire, Montmajour avait fini d'exister comme abbaye. Il ne restait plus à celle-ci qu'à mêler ses ruines à celles qu'allaient amonceler sur tant de points de notre France, le marteau des démolisseurs et la torche des incendiaires de 1793 (1).

Rien plus aujourd'hui n'anime Montmajour, nul bruit n'en réveille les échos. L'œil n'y rencontre que pans de murs ; beaucoup sont encore imposants, mais leurs pierres continuent à se détacher sous l'action des pluies et des vents. Toutes choses qui prouvent aux visiteurs les proportions jadis grandioses du monastère, et leur rappellent l'instabilité des choses humaines.

(1) Arch. des Bouches-du-Rhône, fonds de Montmajour et mss. Chantelou, *passim* ; — *Gallia Christ.*, édit. Piolin, t. I, col. 603-19 ; instrum., col. 102-5 ; — TRICHAUD, *Hist. de saint Césaire*, p. 286-300 ; *Les ruines de l'abbaye de Montmajour d'Arles*, p. 7-38 ; — F. DE MARIN DE CARRANRAIS, *L'Abbaye de Montmajour* (Marseille, 1877), *passim*.

Ainsi se résume l'histoire générale de Montmajour. Quant aux possessions et dépendances de l'illustre abbaye bénédictine dans nos diocèses dauphinois, voici, sommairement du moins, ce que nous en savons.

II

Dès le temps de l'abbé Mauringus, Montmajour est gratifié de biens dans les comtés d'Apt, d'Orange, de Vaison, de Trois-Châteaux, de Gap, de Die, etc., comme nous l'apprend une charte du 25 février 960. Le don est fait par la comtesse Berthe, nièce de Hugues roi d'Italie et veuve de Boson comte d'Arles. Il comprend dans le comté de Trois-Châteaux (*in comitatu qui vocatur Tr[ic]atense*), la moitié d'une église dédiée en l'honneur de saint Jean (*dimidiam ecclesiam que est in honore sancti Joannis dedicata*) et située en la ville (*villa*) (1) appelée *Treciano*, avec toutes ses dépendances; les villes (*villas*) appelées *Paterna* et *Caleso*, et la vallée de Marcèse (*vallem Marceso*), ce qui a été acheté de Rachel avec toutes leurs dépendances, choses et domaines, et tout ce qui doit y appartenir (*res et mancipia vel quidquid pertinere debet*). Il comprend dans le comté de Gap (*in comitatu qui vocatur Wapinthis*), une ville (*villam unam*) dite *Dominiaca*, avec les dépendances et domaines lui appartenant ou devant lui appartenir; la ville (*villam*) appelée *Molion*, avec les domaines ou tout ce qui lui y est attaché; la ville

(1) En traduisant le mot *villa* d'une manière absolument littérale, nous devons faire observer que, dans nos chartes des X^e, XI^e, XII^e et XIII^e siècles, il peut également signifier *habitation*, *hameau*, *village*, *bourg*, *ville*, *paroisse*, dans le sens actuel de ces mots, ou une réunion quelconque d'habitations.

(*villam*) nommée *Dianara* (1), les choses et domaines ou toute chose la regardant; la ville (*villam*) nommée *Cellulas*, avec ses manses et serfs et serves ou choses lui appartenant; la ville (*villam*) appelée *Lanatis*, les choses et domaines; la ville (*villam*) dite *Eta* et une autre dite *Carci Campus*, ainsi que les serfs, et leurs dépendances; une église en l'honneur de saint Pierre avec la ville (*villa*) appelée *Marnenno*, les choses et domaines lui appartenant, et la ville (*villam*) dite *Cortentia* (2), ou quelle que soit la possession de la donatrice. La charte n'indique comme donné dans le comté de Die (*in comitatu Diense*), que les choses et domaines que le père et la mère de la donatrice ont conquis (*conquisierunt*) dans la vallée de Salérans (*in valle Salaranis*) (3), ainsi que tout ce qui dépend ou doit dépendre de ces choses (4).

Le 7 décembre 963, Conrad, roi de Bourgogne et de Provence, confirme à Montmajour diverses possessions. Or, parmi celles-ci nous remarquons dans le comté de Gap la *celle* ou petit monastère appelé Allemont de Saint-Martin (*Alamunto Sancti Martini*), et en un autre endroit la *celle* d'Antonaves (*Antunnava*). Le 8 décembre 965, le même roi, à la demande des religieux de Montmajour, leur confirme de nouveau, avec la *celle d'Allemont dite de St-Martin*, la *celle* d'Antonaves, dont allait dépendre plus tard le prieuré de Lachau, alors du même diocèse de Gap.

(1) Var. *Dianava*.

(2) Var. *Cortinha*.

(3) Var. *Saleranus*.

(4) Arch. cit., mss. Chantelou, p. 91-7; — MABILLON, ad ann. 960, n° 33; — D. VAISSETTE, pr., ad ann. 960, t. III, XLIX; — F. DE MARIN DE CARR., op. cit., p. 29-30 et 147.

Enfin, Montmajour avait dès 1152 l'église et prieuré de St-Léger *de Jobia*, autrement *de Gobia*, localité formant encore avant 1789 une paroisse sous le vocable de St-Léger, et faisant aujourd'hui partie de la commune de St-Genis, canton de Serres (1).

Avec cela, nous avons indiqué les colonies religieuses de Montmajour dans le Gapençais. Suivons maintenant pas à pas nos Bénédictins dans leur marche et leur installation plus au nord et toujours à gauche du Rhône.

Il faut d'abord franchir un assez long espace de temps et de lieu sans rien trouver qui se rapporte à notre sujet. Mais enfin voici qui l'intéresse, et essentiellement.

Un don ou accord (*donum vel convenientum*) intervenu, vers le commencement du XI^e siècle, entre l'Eglise Romaine et un seigneur du Royans, avait réglé que personne, ni laïque ni ecclésiastique, ne pourrait acquérir quelque fonds que ce fût dans ledit pays, sauf les religieux de Montmajour, qui en avaient reçu le droit de l'Eglise Romaine. Ismidon, prince de Royans, petit-fils ou fils dudit seigneur, avait reconnu et confirmé la chose, et les religieux de Montmajour tenaient à leur privilège. Pour mieux assurer celui-ci, Ismidon (2), ami de l'évêché de Grenoble, alla trouver Artaud, évêque de cette ville (3), et lui conduisit Benoît, abbé de Montmajour (4), accom-

(1) Arch. cit., mss. cit., pp. 106-10, 782-96 ; — *Gallia christ.*, éd. cit., I, instr., col. 103-4 ; — Bibl. nat., mss. lat., 12, 685, p. 249, cit. dans *Bull. soc. d'Et. des H.-A.*, I, 265-6 ; — Arch. des H.-A., G, 127, 143, 153-6 et 184-5 ; — ROMAN, *Dict. topogr. des H.-A.*, pp XXXII et 84.

(2) Ismidon, prince de Royans et seigneur de Peyrins, vivait en 1025 et en 1052 (*Cartul. S. Barnardi Roman.*, passim).

(3) Artaud fut évêque de Grenoble depuis 1036 jusqu'à 1058.

(4) Benoît siégeait à Montmajour en 1036 et en 1040. Eldebert, son successeur, siégeait vers 1042 (*Gallia christ.*, I, col. 605).

pagné d'une troupe de ses religieux. Ils lui affirmèrent ce que dessus, et le lui prouvèrent par des actes écrits. Le prélat, également désireux de respecter les droits de l'Eglise Romaine et de garantir ceux que mentionnaient les actes écrits, faisant droit à la demande d'Ismidon et de l'abbé, approuva et confirma le contenu de ces actes, avec réserve toutefois du cens ecclésiastique. Arbert et Jean du Puy, Aloard, et plusieurs autres membres de son clergé, joignirent leur confirmation et leur approbation à celle de leur évêque. Puis, quelque temps après, ce dernier, voulant qu'après sa mort on fût fixé sur la formalité qu'il avait accomplie, la consigna dans une charte dont le texte, assez incorrect, nous a été conservé (1). Manifestement, les religieux de Montmajour s'étaient déjà établis dans le Royans avant l'année 1040, et nous verrons plus loin avec détail les églises et biens qu'ils y possédèrent. En attendant, il faut constater qu'ils s'établirent aussi vers le même temps dans des contrées voisines.

En effet, deux frères, prêtres et chanoines de Romans, Arbert et Abo, possédaient l'église de St-Christophe de Montmiral, qui était d'un revenu considérable. Mais les deux chanoines voulurent abandonner la communauté de Romans et se faire religieux de Montmajour. Ils donnèrent d'abord à cette dernière abbaye l'église de Saint-Christophe, puis reçurent du pape l'autorisation de prononcer leurs nouveaux vœux. Athénulfe, laïque, leur troisième frère, prit aussi l'habit monastique à Montmajour. Mais l'église de St-Christophe, ainsi cédée à cette abbaye, ne lui appartenait pas sans conteste. Adhémar de

(1) *Cartul. S. Hug. Gratianop.*, A, 34 ; — *Gallia Christ.*, t. XVI, col. 229-30, instrum., col. 76-7.

Bressieu y prétendait des droits. Les moines, loin de leur chef-lieu, ne se souciaient guère de se mesurer avec un si puissant voisin. Aussi acceptèrent-ils l'offre que leur fit l'abbé de Romans d'échanger l'église de St-Christophe, avec ses dîmes et dépendances, contre la moitié de l'église de St-Evode de Parnans, avec ses dîmes et dépendances, et des terres situées au lieu appelé Montrond et cultivées par Constantin. Cet échange eut lieu du temps de Rolland, abbé de Montmajour, et l'acte en fut dressé à Vienne, en novembre 1068 (1).

L'abbé Guillaume, successeur de Rolland, en continua l'œuvre dans notre région en fondant le prieuré de Saint-Antoine de Viennois, dont le nom et l'origine exigent que nous donnions ici quelques détails déjà assez connus.

La plupart des hagiographes s'accordent à dire que le corps de saint Antoine, après être resté caché dans son premier tombeau pendant 170 ans, fut découvert et transporté à Alexandrie sous le règne de Justinien, puis à Constantinople, et enfin, au XI^e siècle, dans le diocèse de Vienne en Dauphiné. Après la mort du personnage qui avait doté notre région d'un si précieux trésor, ses héritiers en imitèrent la confiance envers le bienheureux saint jusqu'à porter les restes sacrés de ce dernier dans tous leurs voyages. Quoique la dévotion seule leur inspirât cette pratique, le pape Urbain II la réprouva comme portant atteinte au respect dû au corps d'un saint si illustre, et ordonna à Guigues Didier un des héritiers susdits, de confier ce dépôt à une maison religieuse.

Pour obtempérer aux ordres du Souverain Pontife,

(1) *Cartul. S. Barnardi Roman.*, n° 12 bis et 13.

Guigues Didier déposa le corps saint dans une église commencée depuis quelques années au village de la Motte-Saint-Didier, qui était de sa dépendance, et travailla à achever l'édifice. Sur ces entrefaites, un mal dont on avait déjà demandé la guérison à saint Antoine, et qui venait de faire une foule de victimes en diverses provinces de la France, se répandit en Dauphiné. On l'appelait le *mal des ardents*, le *feu sacré*. De toute part, on accourut auprès des reliques de saint Antoine, pour solliciter la guérison d'un mal si épouvantable. Bien plus, le nombre des malades grandissant, un de ceux qui avait des premiers obtenu sa guérison, Gaston, seigneur de la Valloire, et Gerin, son fils, se consacrèrent, avec d'autres gentilshommes, au service de leurs *pauvres frères* malades. En même temps, une maison hospitalière assez grande pour loger, avec les malades, leurs nobles et généreux serviteurs, leur était cédée, à quelques pas du sanctuaire. Tout allait changer à la fois la face du vieux village de la *Motte-Saint-Didier* et sa dénomination. On en vint jusqu'à oublier celle-ci. Tant de monde se rendait à *Saint-Antoine*, que le lieu en porta exclusivement le nom.

Cependant, il n'y avait eu d'abord à *Saint-Antoine* d'autre clergé que celui de l'ancienne église paroissiale. Evidemment il était insuffisant pour desservir une population croissante et pour donner aux malades et aux pèlerins les soins religieux qui leur étaient nécessaires. Gaston et ses compagnons n'étaient pas revêtus du sacerdoce et se consacraient à une œuvre différente. Comme les Bénédictins de Montmajour avaient déjà des bénéfices et des prieurés dans le voisinage, on leur confia le service religieux de Saint-Antoine et ils y eurent dé-

sormais une colonie de vingt religieux, un véritable monastère (1).

Mais, quand et par qui ces religieux furent-ils appelés à St-Antoine ? Ici nous voyons la funeste influence que l'esprit de parti exerce sur les historiens. Aymar Falcon, ancien annaliste des Antonins et Antonin lui-même, se préoccupait sans doute des longs différends de son Ordre avec celui de Montmajour. Il tend à donner à l'organisation de Gaston et de ses compagnons en société, l'antériorité sur l'établissement des Bénédictins de Montmajour à Saint-Antoine. Il veut que Guigues Didier ait appelé ces moines dans ce lieu seulement *après quelques années* de gestion de l'établissement religieux et hospitalier des Antonins par ces nobles et généreux séculiers. Au contraire, dom Chantelou, historien de Montmajour, bénédictin lui-même, ne manque pas d'accuser Falcon de fiction (*pro sensu suo*) et dit que Guigues Didier appela les Bénédictins aussitôt après l'ordre d'Urbain II, et avant l'établissement de l'hôpital. Par une contradiction assez curieuse, il attribue ensuite, non seulement à Guigues, mais à Didier son père, la donation de l'église de St-Antoine aux religieux de Montmajour. Il cite même à l'appui de cette attribution un fragment d'acte sans en donner la date. Cet acte est de *Desiderius Mallenus* ; Guigues son fils le confirme, et les chevaliers de celui-ci l'approuvent, comme porte le texte même. Il est vrai que cette contra-

(1) « ... Accersitis Benedictini ordinis monasteriique Sancti Petri Montismajoris monachis, certa propinqua beneficia et prioratus obtinentibus, locum ipsum... remisit certisque conditionibus assignavit; et ab eo tempore prioratus regularis ordinis Sancti Benedicti eodem in loco esse cœpit, cum antea parochialis ecclesia fuisset secularis. » (AYM. FALCO, *Anton. histor. compendium*. f. xliiij 2°.)

diction peut être expliquée ; on peut dire qu'elle est dans les termes et non dans le fond ; que Guigues Didier, plus actif que son père, agissait dans l'affaire au nom de ce dernier quand il ne s'agissait pas d'actes absolument déterminatifs de la propriété cédée. Mais, voici des points sur lesquels nos historiens s'accordent, et qui fixent la date capitale. Après avoir fait de la fondation bénédictine une suite de l'ordre donné par Urbain II au possesseur des reliques, Falcon et Chantelou ajoutent tous deux : « Comme la cession susdite, d'une chose ecclésiastique par un séculier, n'était guère selon le droit et efficace sans le consentement de l'autorité épiscopale ou papale, on remit l'église antonienne à l'autorité épiscopale, pour que celle-ci fît elle-même la donation aux Bénédictins ; et des lettres de Gontard, évêque de Valence, administrateur du diocèse de Vienne pendant la vacance de ce dernier, remplirent les vœux de Guigues. » Or, on sait qu'Urbain II fut élu pape le 12 mars 1088, et qu'il s'occupa cette année même de faire élire un archevêque de Vienne, qui fut en effet élu en la personne de Guy de Bourgogne. C'est donc vers la fin de 1088 que vinrent les Bénédictins. De plus, Guy confirma la mesure prise par Gontard, et la confirma du vivant d'Urbain II, par conséquent avant le 29 juillet 1099 ; de sorte que l'établissement à St-Antoine des religieux de Montmajour fut complet et assuré avant la fin du XI^e siècle.

Avec saint Antoine, ces religieux obtinrent de nombreuses églises et possessions aux alentours. D'après l'acte que Chantelou cite de Didier Mallenus, ce seigneur donne à Montmajour, de l'approbation de Guigues son fils, diverses églises situées dans l'archevêché de Vienne, savoir : celle de St-Didier, celle de Sainte-Marie de Montagne et celle

de Saint-Marcellin, avec les dîmes, prémices et toutes leurs dépendances; le manse de Gilbert au Port, le lieu où le monastère doit être construit (*locum in quo monasterium construatur*), avec la ville (*villa*) et les magasins (*officinis*), la vigne appelée *Plantée*, et divers pâturages. Mais Falcon n'est pas exactement de cet avis : « Plusieurs, dit-il, ont prétendu que Guigues Didier avait donné aux moines sept églises et leur avait assigné de très amples revenus. Ce n'est pas vrai. Il leur donna seulement l'édifice commencé de la nouvelle église, avec le juspatronat de l'ancienne église paroissiale, qui se trouvait et restait comprise dans l'étendue du nouvel édifice, plus grand, et le juspatronat de l'église de Saint-Didier. A ce don fut ajouté par Gontard, et confirmé par l'archevêque Guy, le don de l'église de Saint-Marcellin et de celle de Saint-Hilaire. » A vrai dire, Chantelou paraît avoir oublié l'acte par lui cité, quand il adhère sans restriction à ces paroles de Falcon : « Bernard d'Echavagne, moyennant l'autorisation de l'archevêque Guy, donna au monastère l'église de Sainte-Marie de Montagne. Un noble du nom de Constantin lui donna la chapelle de *Chapaysia*; Nantelme de *Monte Lucido* et Ponce Roux, l'église du lieu de *Vinays* et le quart de la dîme du lieu. Ardenc de Vinay donna l'Eglise de Saint-Jean de Fromental et la neuvième partie de la dîme. Enfin, Pierre Sofreys, lit-on, donna la part qu'il avait dans les églises de *Vinays* et de *Monte Lucido*. C'est-à-dire que ces nobles donnaient seulement ce qu'ils avaient en ces églises, à savoir le juspatronat. » Nos deux historiens ajoutent que « les papes Luce III et Innocent III confirmèrent plus tard ces donations en y ajoutant les églises de Roybon et de Quincivet. » Nous verrons plus loin ce qu'il en est de cette confirmation. En attendant, constatons que Falcon recon-

naît enfin le don, par Guigues Didier, du lieu où le monastère fut construit, d'une vigne attenante et de divers privilèges; par Francon et Mallenus, ses fils, de certaines dîmes; et, par ce dernier, de certaines vignes (1). Mais constatons aussi qu'il n'est pas facile de bien écrire l'histoire sur des données de seconde ou de troisième main, surtout quand elles sont sans date précise et si peu d'accord entre elles sur des points essentiels. Fort heureusement, nous avancerons maintenant d'un pas sûr, grâce aux notions absolument certaines et précises fournies par les chartes mêmes de Montmajour transcrites par Chantelou.

(1) Arch. cit., mss. cit., pp. 578-632; — Aym. FALCO, *Anton. hist. compendium*, ff. xliiij-liij; — DASSY, *L'Abbaye de Saint-Antoine*, p. 13-59; — HAURÉAU, *Gallia Christ.*, XVI, col. 186-7; — F. DE MARIN DE CARR., *L'Abbaye de Montmajour*, p. 44-9.

(A continuer.)

L'abbé FILLET





UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

Charles de Lionne, plus connu sous le nom d'abbé de Lesseins, était fils de Hugues de Lionne, seigneur de Lesseins, Aouste (en Graisivaudan), Triors et Flandènes, conseiller du roi au Parlement de Grenoble, et de Clémence de Claveyson, dont le père, Charles de Claveyson, avait été gouverneur de Romans sous Louis XIII. Arthus de Lionne, le saint évêque de Gap, était son oncle, et le célèbre Hugues de Lionne, ministre d'État de Louis XIV, son cousin germain.

Il naquit à Romans en 1626, et, grâce à la haute situation de sa famille et à la grande considération dont elle jouissait, tant en province qu'à la cour, l'abbé de Lesseins ne tarda pas à être comblé de dignités et d'honneurs. Il devint de bonne heure chanoine-sacristain de l'église St-Barnard, prieur de St-Marcel-lès-Sauzet, d'Antonaves, de Ballons, de Lachau, de Beaumont, autant de prieurés qu'il ne vit probablement jamais. Il avait été pourvu du prieuré de Saint-Romans, sur la résignation de Pierre Pouchon, par bulle du 25 février 1647 ; de celui de Nacon (sur St-Pierre-de-Chérennes, près de Pont-en-

Royans), par lettres de la vice-légation d'Avignon du 14 septembre de la même année; et enfin, de celui de Vif, par provisions émanées de la même chancellerie, le 8 juin 1678. Mais le précédent titulaire, Pierre de Bocsozel de Montgontier, frère du commandeur de St-Paul-lès-Romans, qui avait résigné son bénéfice dans l'intention d'en faire pourvoir un de ses neveux, se voyant déçu dans son attente, lui intenta procès et obtint, l'année suivante, une sentence du vibailly de Graisivaudan qui le maintenait, et au besoin le réintégrait dans la possession et jouissance de son ancien prieuré (1). L'abbé de Lesseins était encore conseiller du roi, agent général du clergé de France, et enfin, nonobstant sa qualité d'ecclésiastique, co-seigneur avec Sa Majesté, c'est-à-dire gouverneur de la ville de Romans. Il était de plus seigneur de Triors, par héritage de son frère Humbert, de Génissieu et de St-Paul-lès-Romans, par l'acquisition qu'il fit de ces deux fiefs, le 18 janvier 1658, de Guigues de Chapolay, pour le prix de 9,000 livres. Ce ne fut que le 7 juillet 1701, cinq semaines avant sa mort, qu'il se résolut à rendre hommage pour sa terre de Triors au chapitre de St-Barnard, de la mouvance duquel elle relevait au point de vue féodal; mais il n'en paya jamais les lods.

Le ministre de Lionne, son cousin, fit quelques démarches pour lui obtenir l'évêché de Gap, encore tout rempli des souvenirs de son oncle et tout imprégné du parfum de ses vertus; puis celui de Grenoble, après Pierre Scarron (mort en 1668). Mais, n'ayant pu réussir dans cette double tentative, il lui procura du moins l'abbaye de St-Calais, dans le Maine, de l'ordre de St-Benoît, dont

(1) E. PILOT DE THOREY, *Les Anciens Prieurés du diocèse de Grenoble*, pp. 209, 381 et 434.

le revenu était alors de 8,000 livres. Après sa mort, le prix de ferme en fut baissé à 6,000.

L'abbé de Lesseins habitait, à Romans, l'hôtel des Allées (actuellement couvent de Sainte-Claire) contigu aux Cordeliers, dont il fit une résidence princière. Lui-même l'avait fait construire en 1667. Il eut l'honneur d'y recevoir, en mars 1701, les ducs de Bourgogne et de Berry, petits-fils de Louis XIV. A l'occasion de cette visite princière, il fit ériger, à l'entrée de ses jardins, un arc de triomphe dans le goût du temps. On pouvait le voir encore il y a peu d'années, à l'extrémité de la rue du Puits, avoisinant les Cordeliers. Des exigences de voirie le firent disparaître en 1862. Ce fut une petite perte pour les arts ; mais le souvenir historique qui s'y rattachait aurait dû le faire respecter (1).

Outre sa maison de Romans, l'abbé de Lesseins possédait encore le château de Triors, qui était sa maison de campagne où il séjournait pendant une partie de la belle saison. Il l'avait fait construire en 1667, dans des proportions grandioses (2). On lui attribue le projet d'avoir

(1) C'était, dit M. le Dr Chevalier, un monument d'ordre dorique, composé d'un arc dressé entre huit colonnes formant deux groupes, et supportant un entablement. Son ouverture laissait un passage de trois mètres, et sa hauteur en mesurait dix environ. (*Notice sur la famille de Lionne*, en tête des *Lettres inédites de Hugues de Lionne*, p. 22.)

(2) Le château construit par l'abbé de Lesseins était au midi et à environ cinq cents mètres de l'ancien manoir des Odde de Triors, appelé encore Château-Vieux, et qui sert actuellement de mairie et de maison d'école. La nouvelle construction, beaucoup plus considérable que l'ancienne, avait 54 toises de façade. Le jardin attenant mesurait 60 toises de longueur sur 40 de largeur ; il était orné de fontaines et de jets d'eau alimentés par une source abondante. Il y avait, du côté du jardin, une double terrasse ; sous la première se trouvaient les offices et les salles, et sous la seconde, la serre et l'orangerie. On descendait de là dans le parterre par un escalier à trois

voulu relier ces deux résidences par une route directe, qu'il aurait fait planter d'arbres, à travers la plaine de Génissieux, afin de pouvoir se rendre de l'une à l'autre en droite ligne et comme par un bosquet continu, qui n'eût été que la prolongation de ses jardins.

L'abbé de Lesseins avait des goûts d'artiste, et il a sa place marquée à côté du chevalier de Genas, du commandeur de Gailhard, et de quelques autres collectionneurs de cette époque. Ces goûts-là étaient rares alors. Il recueillait avec ardeur toute sorte d'objets d'art ou d'antiquité, et il en eut bientôt rempli sa maison de Romans et son château de Triors. Il était surtout amateur passionné de peinture. Dans un voyage qu'il fit à Rome, lors du conclave d'où sortit le pape Alexandre VII (janvier 1655), il s'occupa beaucoup de beaux arts et fit connaissance avec quelques peintres qui lui indiquèrent plusieurs bonnes toiles, dont il fit l'acquisition. Il rentra en France avec une cargaison de tableaux, dont il forma une première galerie dans son hôtel des Allées, et fit porter le surplus au château de Triors. Il s'en procura un bon nombre d'autres, tant à

rampes. Une pièce d'eau ronde de 40 pieds de diamètre en occupait le milieu, entourée elle-même de six autres petits bassins. Une allée de maronniers et d'épicéas entourait le jardin que décoraient aussi des statues. Tout à côté, au couchant, s'étendait un parc clos de murs, dont l'enceinte mesurait six cents toises de circuit. (D^r CHEVALIER, *La Seigneurie de Triors*, p. 35).

Tout magnifique qu'il était, ce château ne trouva point grâce devant son dernier propriétaire avant la Révolution, Jean-Pierre Bally de Bourchenu, marquis de Valbonnais, frère du célèbre historien du Dauphiné. Il le fit démolir et construire à sa place celui que l'on voit aujourd'hui, et qui était à peine terminé en 1789. Quoiqu'il soit l'un des plus beaux de la province, nous doutons qu'il l'emporte sur celui de l'abbé de Lesseins, à en juger par la vue que nous en a conservée M. le D^r Chevalier dans la brochure susmentionnée.

Paris qu'à Lyon, et il en fit exécuter lui-même quelques-uns. Un artiste de la capitale lui réparait ses vieilles toiles et lui fournissait des cadres. Nous trouvons son nom pour une bonne somme dans les comptes de sa succession. Paul Sevin, de Tournon, fut aussi l'un de ceux dont notre seigneur abbé mit le talent à contribution, et il y en eut certainement d'autres.

Comme les beaux esprits de toutes les époques, il se piquait aussi de littérature. Sa bibliothèque était au courant des productions du jour. Nous y jetterons un coup d'œil tout à l'heure. Sa fortune, son nom, sa haute position sociale le mettaient en mesure de faire le Mécène. Barbier de Mercuriol, lui dédiait son *Voyage d'Italie, tant par mer que par terre* (Paris, Jean de Bray. 1671. In-8° de 160 pp.) C'était justice. Lui-même avait fait ce voyage avant l'auteur. Un étudiant lui offrait sa thèse de philosophie ou de théologie, imprimée sur satin blanc. Ici, notre Mécène était moins compétent. Un autre flatteur anonyme nous paraît avoir été beaucoup mieux dans le ton de la maison et dans les goûts du maître en composant en son honneur, et peut-être sous son inspiration directe, un ballet pour être joué chez lui. La littérature légère, si fort en vogue de son temps, formait le fonds de sa bibliothèque. On y trouvait toutes les œuvres de Scarron et la plupart des auteurs immortalisés par Boileau.

Le gouverneur ecclésiastique de Romans était, comme on peut le voir, plutôt un homme du monde qu'un homme d'église. Il aimait le faste et la dépense, et jetait l'argent sans compter; il menait un train de grand seigneur. Ses salons étaient fréquentés par la meilleure société de la ville; il donnait des soirées et il y avait quelquefois bal chez lui, comme en fait foi la pièce suivante, mentionnée par M. Maignien : *Balet de la puissance des Richesses, dansé*

à Romans, dans la galerie de l'abbé de Leyssins, le 1^{er} mars 1661. (Grenoble, de l'imprimerie d'Ant. Verdier. — in-8° de 9 pp.) (1) Ses dépenses en constructions, en acquisitions, en équipages, en fantaisies d'artiste, étaient énormes. Les minutes des notaires de Romans sont remplies de ses transactions. Son train de maison aurait suffi tout seul pour absorber ses revenus, quoiqu'ils fussent considérables. Tout cela devait aboutir fatalement à une catastrophe. Elle éclata à sa mort, et les comptes de sa succession dont la liquidation fut laborieuse, nous révèlent une situation financière lamentable. A vrai dire, tout avait concouru à la rendre telle. L'abbé de Lesseins, comme la plupart des artistes, n'avait point d'ordre, et l'administration de ses biens allait à la diable. « Un fait, dit M. le D^r Chevalier, donnera une idée de ses procédés financiers : il avait emprunté, le 24 septembre 1688, à l'Aumône générale une somme de 1,548 livres. Le capital et les intérêts pendant onze ans n'ayant pas été payés, la succession, pour s'acquitter de cette dette, dut remettre 2,398 livres » (2). Les nombreuses formalités de justice qui furent faites pour la discussion de l'hoirie nous renseignent pleinement sur l'état de ses affaires, sur celui de son hôtel des Allées, de son château de Triors, de ses collections et de son somptueux mobilier. Nous relèverons dans ce volumineux dossier ce qui nous paraîtra le plus curieux et le plus propre à nous faire connaître notre héros comme amateur de beaux arts et de littérature et comme collectionneur.

Le testament de l'abbé de Lesseins, qui porte la date du 8 juillet 1701, nous offre les éléments nécessaires pour

(1) *Bibliographie Grenobloise*, n° 425.

(2) *Loc. cit.*, p. 24, note 1.

reconstituer par la pensée son entourage et son train de maison, en même temps qu'il nous donne une idée avantageuse des sentiments généreux du testateur (1). Après un court préambule, il exprime ainsi ses dispositions de dernière volonté :

« Premièrement, après m'estre muni du signe de la Ste Croix et recommandé mon âme à Dieu, je déclare que je donne et lègue à MM. du Chapitre de l'Eglise collégiale de S. Barnard la somme de deux mille livres, pour estre employée à la continuation de la fabrique et bastiment de leur église, sous la direction de Mons^r de Pourroy, maître de cœur (2), payable lad. somme sçavoir sept cens livres dans six mois du jour de mon décedz, pareille somme de sept cens livres, six mois après ledit premier payement, et les six cent livres restantes, encore dans six autres mois.

« Plus je lègue à ladite église les huit pièces de ma tapisserie du mistère de la Passion, qui sont présentement tendues dans ma galerie (3).

« Plus je fonde dans la mesme église à perpétuité, à semblable jour que celui de mon décedz, une grande messe

(1) Ce testament fut déposé dans les minutes du notaire Legentil, qui font actuellement partie de celles de M^e Farge. On peut l'y voir encore. Chaque feuillet est signé de la main du testateur, au bas de la page, en cette forme : *De Lionne-Lesseins.*

(2) Melchior Pourroy de l'Auberivière était sacristain du chapitre de St-Barnard depuis 1701. Il fut remplacé dans cette dignité, le 13 mars 1733, par son neveu François-Louis, qui devint, six ans après, évêque de Québec. Sacré le 16 août 1739, il est mort en odeur de sainteté dans sa ville épiscopale, le 20 août 1740, à l'âge de 29 ans.

(3) Ce sont les tapisseries que l'on voit actuellement dans l'église de St-Barnard. Nous en avons raconté l'histoire et donné la description dans la *Semaine religieuse de Valence* des 21, 28 novembre et 5 décembre 1890. (Tirage à part augmenté en une brochure de 22 pp. in-8°).

de requiem, qui sera chantée tous les ans par Messieurs les chanoines et autres ecclésiastiques de lad. église, avec la grosse sonnerie, pour laquelle fondation je donne vingt livres annuellement.

« Je donne et lègue à l'hospital de Ste Foy de la présente ville pour l'entretien des pauvres, la somme de cinquante livres, pour une fois seulement, et aux couvents des R. Pères cordeliers, capucins et récolletz de la mesme ville, à chacun semblable somme de cinquante livres, aussy pour une fois tant seulement, payables incontinent après mon décedz, pour estre lesd. legs employés à dire des messes pour le salut de mon âme.

« Je donne et lègue aux pauvres de ma terre de Triors vingt-sept septiers de grains, et dix septiers à ceux de ma terre de Génissieux, moitié froment et moitié seigle, que j'ordonne estre distribués incessamment après mon décedz.

« A d^{lle} Catherine Baudon, ma filleule, 4,000 livres payables un an après mon décedz ; et attendu les bons offices que j'ay reçus de ses père et mère, qu'ils continuent de me rendre journellement dans mes infirmités et mon grand aage, je veux que pendant leur vie, ils jouissent des fruits dudit légat.

« Je donne et lègue à Jean Chambaud, mon valet de chambre, son habitation pendant sa vie au logement qui est présentement occupé par mon portier, plus une vigne que j'ay sur le grand chemin de Triors, et une pension viagère de la somme de cent cinquante livres par an, desquels logement et vigne il pourra prendre possession et en jouir de sa seule autorité, sans autre permission ny formalité de justice, incontinent après mon décedz ; et de plus je luy donne et lègue encore ma toilette et habits de ma garde-robe.

« A Enfantin, concierge de ma maison de Triors, la somme de 300 livres et son habitation pendant sa vie en madite maison de Triors, suivant le logement qui luy sera marqué par mon exécuteur testamentaire.

« A Catherine Chabert, ma servante, la somme de 400 liv., moyennant quoi elle ne pourra prétendre autre chose en ma succession.

« Aux autres domestiques ci-après nommés, outre leurs gages, 300 liv. à Paul mon cuisinier, à la nièce de lad. Chabert, autre servante, 36 liv., à Ennemond, mon cocher 50 liv., à Chabert, postillon, 36 liv., à Bergeron, mon laquais, 100 liv., à Jacob, mon autre laquais, 30 liv., à Marguerite, ma servante à Triors, 24 liv., le tout payable une année après mon décedz, et à ceux seulement qui se trouveront alors à mon service.

« Je donne et lègue à M. M^e Mathieu Jassoud la somme de quatre cents livres, pour luy tenir lieu du paiement de ses soins et honoraires, dont il n'a jamais rien voulu accepter dans les maladies que j'ay eues depuis qu'il est établi en la présente ville de Romans, ladite somme payable une année après mon décedz.

« Et au résidu de mes biens, j'institue mon héritier universel messire Joachim de Lionne, mon cousin (1), premier écuyer de la grande écurie du Roy, à la charge de rendre mon hérédité après son décedz à messire Charles de Lionne, mon petit-neveu (2), lequel je luy substitue

(1) Joachim, comte de Lionne, était fils d'Humbert, frère de l'évêque de Gap, et par conséquent cousin germain de l'abbé de Lesseins et du ministre Hugues de Lionne. Il suivit la carrière des armes et mourut sans alliance, le 31 mars 1716. (D^r CHEVALIER, *loc. cit.*, p. 54).

(2) Charles-Hugues de Lionne, marquis de Claveyson, comte d'Hostun, baron de Mercurol, seigneur de Blanchelaine, Pommier et Mureils, était le petit-fils du ministre d'Etat, et n'était le neveu de l'abbé de Lesseins qu'à la

vulgairement par fidéi-commis et de la meilleure manière que faire se peut, et jusque-là, mondit héritier institué jouira des fruits et les fera siens sous les conditions qui seront ci-après expliquées, sans néanmoins aucune distraction de quarte trabellianique, que je luy prohibe par exprès, prohibant expressément aussi la jouissance desdits fruits de mon hérédité à messire Louis, marquis de Lionne, père de mondit petit-neveu, au préjudice duquel il n'en pourra jouir, en tout ny en partie.

« Et en cas que ledit messire Charles de Lionne, mon petit-neveu, vienne à mourir avant moy sans enfants, ou après moy aussi sans enfants, audit cas je substitue à mon hérédité messire Camille d'Hautun, comte de Tallard (1), et messire François d'Hautun, marquis de la Baume, son fils aîné.

« Je veux et entends qu'après mon décedz il soit fait un recolement de l'inventaire que j'aurai laissé de mes meubles, tableaux et autres effets mobiliaires, avec un estat des additions de ce qui se trouvera n'y avoir pas esté compris ou avoir esté par moy acquis depuis le présent testament; lesquels meubles, tableaux et autres choses seront vendus aux enchères, mesme lesdits tableaux transportés en la ville de Paris ou en celle de Lyon, ainsy que par mon exécuteur testamentaire il sera jugé

mode de Bretagne. Il se distingua à la guerre et fut brigadier des armées du Roi. Il mourut en mars 1731. Son père, Louis-Hugues, marquis de Berni, était un dissipateur et un incapable, ce qui explique l'exclusion prononcée à son égard par l'abbé de Lesseins en instituant son fils Charles pour héritier universel. Mais cela ne l'empêcha pas de lui succéder comme gouverneur de Romans. Toutefois, ayant été interdit par sentence du Châtelet en 1703, il fut remplacé dans cette charge par son susdit fils en mars 1706.

(1) Le célèbre maréchal de Tallard, dont la famille était alliée aux Lionne par les Claveyson.

plus à propos, parce qu'il pourroit estre qu'on y en trouveroit plus facilement la véritable valeur qu'en Dauphiné, et les deniers qui en proviendront seront employés par les mains et administration de mondit exécuteur testamentaire au payement de mes créanciers et légataires, suivant l'ordre qu'il trouvera à propos, les frais funéraires préalablement pris, le tout en présence de mondit héritier institué ou de celui qui aura pouvoir de luy, desquels payements mondit exécuteur testamentaire luy remettra les quittances; auquel héritier institué néanmoins je défends et prohibe par exprès de toucher aucune chose, ny desd. meubles, ny des prix des ventes qui en seront faites, jusques après le payement desd. debtes et légats.

« Plus je veux et entends que mondit héritier institué pourvoie à ce que, des revenus de ma succession, mesdites debtes et légats payés, ma maison de Romans, celle de Triors et leurs dépendances soient régulièrement entretenues en l'estat qu'elles sont, pour en empêcher la ruine et détérioration.

« Et en cas que le prix de la vente de mes meubles, tableaux et autres effets mobilières ne fust pas suffisant pour acquiter toutes mes debtes, et les légats que je fais en deniers, je veux qu'on y employe les fruits et revenus de mes biens restants pendant cinq années, et si, après ledit employ, il reste encore quelque chose à payer, mondit exécuteur testamentaire pourra suppléer, en aliénant de concert avec mondit héritier institué, par une vente volontaire et sans formalité de justice, tel de mes immeubles que bon leur semblera, à la réserve de ceux qui se trouveront par moy légués.

« Et connoissant noble Louis de Baisse, sieur de St-Challier, pour un gentilhomme de probité en l'amitié duquel j'ay depuis longtemps une entière confiance, je

le nomme pour exécuteur de ce présent testament, circonstances et dépendances, le priant de vouloir donner ses soins pour l'observation de ce qu'il contient, prohibant à mes héritiers de le troubler directement ny indirectement en ladite fonction; et pour ses peines et soins qu'il conviendra prendre pour ce subject et en considération des bons offices que j'ay receu de luy en l'administration officieuse qu'il a eu de mon abbaye de St-Calais, dont je suis contant, je luy donne et lègue la somme de quinze cent livres, qu'il pourra retenir par ses mains des deniers qui proviendront de la vente desd. meubles et tableaux ou autres deniers destinés au payement de mes légats, et ce, outre les frais qu'il fera à ladicte administration, tant pour voyages, séjour que autres dépenses et fournitures, dont il sera payé et remboursé par préférence.

« Ceci est mon véritable et dernier testament...escrit en partie de la main dud. s^r de St-Challier, et en partie de celle du nommé Enfantin, hors les noms de mes héritiers et exécuteur testamentaire, que j'ay escrit de ma main (ainsi que la date). »

Le même jour, 8 juillet, l'abbé de Lesseins ajouta à son testament un codicille ainsi conçu :

« Je donne et lègue aux enfants nés ou à naître de s^r Joseph de la Cour, avocat au parlement, et de demoiselle Charlotte de Paris, sa femme, demeurant en cette ville de Romans, le domaine que j'ay au lieu et paroisse de Pernan avec ses dépendances, ainsy qu'il est présentement affermé, ensemble le chaptal et meubles y estant, qui m'appartiennent, plus une vigne située hors la porte de St-Nicolas et la maison où habitent présentement lesdits sieur et demoiselle de la Cour, avec le petit jardin qui en dépend (1), desquelles choses léguées je prohibe les fruicts

(1) Cette maison était située au viol de Coge ou de la Serre.

aud. sieur de la Cour père, voulant néanmoins qu'ils soient employés à l'entretien et éducation desd. enfants, conjointement avec leur père et mère, laissant au père la faculté de nommer en mourant celui ou ceux des enfants nés et à naître qu'il lui plaira pour recueillir ledit légat desdits domaine, vigne, maison et jardin, après luy et ladite demoiselle sa femme, en tout ou en partie ; et en cas qu'il décède sans avoir fait ledit choix, ladite demoiselle de Paris, si elle lui a survécu, en pourra disposer en la mesme manière lors de son décedz. Desquels domaine, vigne, maison et jardin je veux que lesdits enfants, et leurs dits père et mère pour eux, entrent en jouissance incessamment après mon décedz et en puissent prendre possession de leur seule autorité, sans autre permission ny formalité de justice ; en ce compris la somme de trois mil livres, que j'ai donné à ladite demoiselle de Paris en son contrat de mariage du 23 mai 1692 ; de laquelle somme, moyennant ledit légat, elle ne pourra faire demande à ses héritiers. Sur lesquels légats lesdits s^r et demoiselle de la Cour ou leurs enfants seront tenus de payer à Virginie une pension annuelle et viagère de 150 livres, que je luy donne et lègue, tant à cause de la recommandation qui m'en a esté faite par feu mon frère, que du service qu'elle m'a rendu sans gages, en la fonction de femme de charge de ma maison. Déclarant au surplus que ledit sieur de la Cour m'a rendu compte de toute l'administration qu'il a eue de mes deniers et affaires jusqu'à ce jour, en sorte que les lettres, quittances, billets et autres papiers qu'on pourroit trouver ne pourront donner lieu à mes héritiers de faire contre luy aucune recherche. »

(A suivre)

CYPRIEN PERROSSIER.



Le Prieuré de l'Ile de Saint-Vallier.

Le *Prieuré de l'Ile de St-Vallier* s'élevait dans l'île de Sarras. Sur ce point, M. Brun-Durand confirme mes suppositions, puis il ajoute quelques indications inédites puisées dans les archives de la Drôme.

Mon savant collègue relève ensuite une méprise des historiens dauphinois, notamment de Valbonnais, qui aurait considéré, à tort, comme un seul et même établissement, le prieuré conventuel de St-Vallier et son annexe de l'Ile. Dans mon mémoire, je différais d'avec les anciens auteurs, en formulant l'hypothèse que le prieuré de St-Vallier avait pu être transféré, de l'île de St-Vallier, au centre de la communauté de St-Vallier[†]. « In loco qui vocatur vicus Sancti-Valerii. » M. Brun-Durand combat cette nouvelle version, parce que la présence simultanée, dans un chapitre général de St-Ruf, tenu le 1^{er} mai 1436, d'un prieur de St-Vallier et d'un prieur de l'Ile de St-Vallier, comporte évidemment la coexistence de deux établissements limitrophes et fonctionnant parallèlement. Enfin, ajoute-t-il, le prieuré de l'île ne fut définitivement réuni à celui de St-Vallier qu'en 1741.

Mais ces remarques ne prouvent pas encore que les deux établissements signalés aient dû constamment être absolument indépendants l'un de l'autre, sous l'administration de tous les prieurs qui se sont succédé, dans ce bénéfice, depuis l'origine, jusqu'en 1741.

On aperçoit, au surplus, que la Chambre des comptes de Grenoble n'a pas pris le soin d'établir une distinction entre les deux Prieurés et qu'elle identifie le Prieuré de l'Ile, au couvent et au prieuré de St-Vallier, dont les *titres* sont confondus, à son Inventaire original, conservé à la Bibl. nat., dans un chapitre intitulé : « Saint-Vallier et Erazme » (Tome IV, Baillage de St-Marcellin).

Ce chapitre contient, dans l'ordre chronologique, l'analyse très détaillée de cinquante et un actes : 44 concernant la terre de St-Vallier, 2 le péage d'Erazme (Erôme) et 5 le prieuré de St-Vallier.

Ces derniers sont :

1311. — Sauvegarde accordée par le dauph. Jean au *prieuré de St-Vallier*, etc.

1332. — Collation du *prieuré de l'Île de St-Vallier* au frère Humbert Rivoire, etc.

1540. — Dénombrement fourni par le prieur et les religieux du *couvent de St-Vallier*, etc.

1540. — Dénombrement fourni par Jean de Sahune, *administrateur du prieuré de St-Vallier*, etc.

1647. — Extraits des droits et privilèges du *prieur de St-Vallier* sans qu'il paraisse de celui qui les a concédés ni la date, etc.

Le seul examen approfondi des documents composant le fonds St-Ruf révélera sans doute, avec les dates, les circonstances dans lesquelles les deux établissements furent tour à tour gérés par un ou deux prieurs.

Bref, ces détails ne touchent qu'incidemment à la question principale que je désirerais voir résoudre, c'est-à-dire : Découvrir si le prieuré de l'Île n'est pas le premier en date, celui d'où sont sortis les religieux qui s'établirent « In loco qui vocatur vicus Sti-Valerii », car la situation inexpugnable de l'Île de St-Vallier a dû séduire les premiers religieux dont nous nous occupons, comme l'Île de l'Eparvière tenta les Rufistes.

Puisqu'il m'en a fourni l'occasion, que notre honorable et distingué vice-président, M. Brun-Durand, me permette de le remercier de ses recherches si précieuses et de le prier de me les continuer afin de doter plus tard St-Vallier d'une histoire définitive à laquelle je me suis spécialement voué depuis la fondation de notre Compagnie, comme le modeste continuateur, sur cette seule localité, du regretté abbé Vincent.

ALBERT CAISE

28 janvier 1891.

NÉCROLOGIES

M. DÉRIARD (LOUIS-BARTHÉLEMY-CLAUDE)

Longtemps fixé à Valence où il dirigeait une importante usine, le regretté défunt sut bien vite y faire apprécier ses brillantes qualités. Aucune œuvre de bienfaisance ne lui était indifférente et il s'intéressait à tout ce qui élève l'âme et l'ennoblit. Nous ne louerons pas le président de la Société du canal de la Bourne, le censeur de la Banque de France et l'ancien maire du Bourg-lès-Valence ; ses aptitudes spéciales l'avaient tout naturellement désigné pour ces hautes fonctions ; mais ce qui l'a rendu cher aux esprits cultivés, c'est la publication d'un recueil des œuvres de son père, consacrant de la sorte la mémoire de ce savant botaniste et bibliophile, c'est son amour des livres et des curiosités de l'histoire, monnaies, médailles, autographes et objets d'art.

M. MACÉ (ANTOINE-PIERRE-LAURENT)

Né à Plouer en Bretagne, le 31 mai 1812, le savant professeur d'histoire fut attaché à la faculté de Grenoble en 1849. Il a publié de nombreux ouvrages, comme un *Cours d'histoire des temps modernes* en 1840, *Les lois agraires chez les Romains*, *Les voyageurs modernes dans*

la *Cyrénaïque*, etc., etc.; mais ses travaux sur la province nous intéressent plus spécialement. Les principaux comprennent : une *Description du Dauphiné* traduite du latin d'Airar du Rivail et une autre du voyageur Ab. Golnitz; un *Guide itinéraire des chemins de fer du Dauphiné* où il étudie avec une rare compétence les curiosités de la nature et de l'art dans toutes les localités voisines de la ligne de St-Rambert à Grenoble, etc.

A une époque où les études d'histoire locale étaient encore peu en honneur, il sut à force de talent faire connaître le Dauphiné qu'il aimait et où il comptait de nombreux amis.

M. Macé était correspondant du Ministère de l'Instruction publique et chevalier de la Légion d'honneur.

M. DE LA BAUME-PLUVINEL

(CHARLES-ALEXANDRE-SÉRAPHIN-VICTOR, marquis)

Le regretté défunt appartenait à une ancienne famille de Crest, qui a produit des magistrats distingués et posséda un grand nombre de seigneuries dans le Diois. Il avait commencé des recherches sur nos contrées, et ses archives lui permettaient de nous révéler une foule de détails inconnus. Aura-t-il pu terminer son œuvre? Esprit cultivé et caractère bienveillant, M. de La Baume-Pluvinel réunissait à un haut degré les qualités et les vertus qui distinguent tout particulièrement les anciennes et grandes maisons.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

JEAN BELON, IMPRIMEUR A VALENCE

Deux découvertes récentes viennent d'appeler l'attention sur l'imprimeur valentinois, Jean Belon.

M. J. Baudrier, fils du savant bibliophile lyonnais, a signalé à M. de Gallier, dans une lettre du 2 mars 1891, un *Bréviaire* sur vélin, dépourvu de titre, mais non du colophon terminal ainsi conçu :

Explicit Breuiariuz sm̄ ecclie Vivarien̄ »
 Vsuz. In oppido Privacij accuratissime imp̄s »
 sum, sumptu et cura Iohanis Belon ciuitatis »
 Lugduni, anno incarnate deitatis dñi mil »
 lesimo qngentesimo tertio xix kl Januar. »

D'après ce texte, J. Belon, imprimeur de Lyon, aurait composé le Bréviaire de Viviers, à Privas en 1503, année commençant à l'Incarnation (25 mars), et l'aurait terminé le 14 décembre.

M. de Gallier qui s'est enquis avec soin des ouvrages sortis des presses du Vivarais nous a écrit à ce sujet :

« Privas n'a eu d'imprimeur sédentaire qu'à partir de la Révolution.

« Pierre Guillet, à cette époque, quitta Bourg-St-Andéol où il était imprimeur de l'évêque de Viviers, pour le nouveau chef-lieu de l'Ardèche, où l'attendait la besogne administrative. Il est sorti de ses presses des pièces de circonstance, telles que la *Conspiration de Saillans* (Privas, 1792, in-8° de 124 pp.) et les *Poésies du citoyen Gamon, ancien législateur, président du tribunal criminel du département de l'Ardèche* (Privas, an XII, in-8° de 68 pp.).

« J'ai connu imprimeur à Tournon Pierre-Roch Guillet, qui devait être le fils ou le petit-fils du précédent. »

La deuxième découverte a été annoncée par l'*Impartial de Romans et du Bourg-de-Péage* du 19 février dernier : elle consiste en un *Bréviaire* de St-Barnard, communiqué par M. le Supérieur du Petit-Séminaire de Tours à M. le chanoine Ulysse Chevalier. Ce volume, d'après le colophon, fut commencé à Romans par Jean Belon, de Valence, et terminé, le 7 juillet 1518, à Meymans sur Beauregard, dans la maison de Guigues Raymond, chanoine et clavier du chapitre, à cause sans doute de la peste.

La Bibliothèque publique de Valence possède un missel de St-Ruf imprimé dans cette ville par Jean Belon et Pierre de Mole, associés, le 30 avril 1508.

On y trouve la marque de Jean Belon, telle qu'elle a été reproduite dans le *Manuel du Libraire*, de Brunet.

Outre ces livres liturgiques, l'imprimeur valentinois avait publié à Valence, le 25 août 1513 : *La fontaine de toutes sciences du grand philosophe Sydrach* et, le 18 sep-

tembre, même année, *Les avertissemens es trois estatx du monde selon la signification de ung monstre né l'an 1512*, deux ouvrages cités par Brunet et fort rares.

Il existe aux archives de la Drôme, dans les minutes d'Avenet, notaire, une obligation de 15 livres tournois, souscrite par Antoine Arson, libraire, de Beauchastel, au profit de Jean Belon, imprimeur à Valence, pour vente de *Matines* et d'autres livres non désignés. Cet acte du 3 janvier 1510, à l'Incarnation, est suivi d'une quittance de 10 livres, en date du 10 février suivant (1).

D'autre part, une procuration du 13 octobre 1508, dans les minutes de Bourjac, notaire, qualifie conseillers de l'Université de Valence, Jean Belon et Louis Olivet (2). Nous pensons qu'il s'agit de notre imprimeur et de son collègue, dont M. Payan-Dumoulin cite deux ouvrages de 1513 et de 1515.

Enfin, d'après les comptes consulaires de la ville, du 25 avril 1521 à pareil jour 1522, Jean Belon aurait reçu 20 sols « pour 200 tilles (probablement affiches) imprimées pour mander ès bonnes villes hont l'y a université pour leur fere scavoyn de la venue du docteur Alesandryn (3). »

C'est tout ce qui a été découvert jusqu'à ce jour, et ces premiers renseignements nous montrent Jean Belon, de Lyon, imprimant à Privas en 1503, citoyen de Valence, de 1510 en 1521-22; où alla-t-il après cette dernière date? Nous l'ignorons complètement.

(1) Drôme, E, 2556.

(2) Drôme, E, 2553 et *Recherches sur l'origine de l'imprimerie*.

(3) Valence, CC, 34.

Nous avons reçu de M. l'abbé Cyprien Perrossier l'estampage de l'inscription suivante, conservée dans l'église de Portes, près de Châteauneuf-de-Mazenc :

IN DED(i)C(a)C(i)ONE EC̄LE (DE)
 SC(i) PET(ri) VD(a)L(r)IC(o) EP
 IND(i)E IIII XKL OCT(o)B
 IOHES PR ME FEC(i)T

Soit : *In dedicatione ecclesie dicte
 S^a Petri, Udalrico episcopo,
 Indictione IIII, Xcalendas octobris
 Johannes presbyter me fecit.*

Udalric, évêque de Die, appelé aussi Uldric, Oldrich et Odolric, prieur de Domène, chanoine et doyen de Grenoble, dut consacrer l'église de St-Pierre (d'Alanson) le 10 des calendes d'octobre ou le 23 septembre 1141, année correspondant à l'indiction IV. C'est là le point essentiel de cette inscription.

Nous avons reçu pendant la composition de la chronique : Le *Bulletin* de la Société de statistique, des sciences naturelle et arts industriels de l'Isère ;

Les *Annales* de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres d'Indre-et-Loire et une brochure de M. Devès intitulée : *Grignan pendant la révolution de 1789. Une page d'histoire des principaux épisodes de la Révolution divisée en trois parties : la ville, le clergé et le château*. Montélimar, 1890, Astier et Niel, 82 pp. in-12, avec deux vues du château. Ce travail renferme de curieux détails recueillis par un collectionneur dévoué.

OUVRAGES REÇUS :

Du Ministère de l'Instruction publique : *Le Journal des savants*.

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques : section des sciences économiques et sociales, année 1890. — *Bulletin historique et philologique*. — *Bulletin archéologique*.

Le Dauphiné, courrier des eaux thermales de la région, Revue littéraire, historique et artistique, Grenoble, X. Drevet.

Le Gratin. Petite gazette dauphinoise, Paris, 1890.

Revue des langues romanes, 1890, Montpellier.

Revue épigraphique du midi de la France, par M. A. Allmer.

La Semaine religieuse du diocèse de Valence.

Id. id. du diocèse de Viviers.

Académie des sciences, agricultures, arts et belles-lettres d'Aix, séance publique.

Annales de la Société d'émulation des Vosges.

Id. du midi. Revue... par A. Thomas.

Annuaire de la Société française de Numismatique.

Bulletin archéologique et historique de la Société de Tarn-et-Garonne.

Bulletin de la commission archéologique et littéraire de Narbonne.

Bulletin de la Diana à Montbrison.

Id. de la Société archéologique du Midi de la France.

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanai.

Bulletin de la Société académique de Laon, 1884-87.

Id. Id. d'émulation de l'Allier.

Id. Id. des antiquaires de Picardie.

Id. Id. des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot.

Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes.

Id. Id. historique et archéologique du Périgord.

Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes.

Bulletin et Mémoires de la Société des antiquaires de France, 1886.

Bulletin et Mémoires de la Société de statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres.

Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap et Grenoble.

Bulletin historique de la Société des antiquaires de Morinie.

Bulletin trimestriel de la Société d'histoire naturelle de Toulouse.

Essai de la Flore du Sud-Ouest de la France, par l'abbé Revel. — Publication de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.

Journal mensuel des travaux de l'académie nationale, agricole, manufacturière et commerciale de la Société française de statistique universelle.

Mémorial des fêtes d'Alais, publié par la Société scientifique et littéraire.

Mémoires de l'académie de Nîmes, 1888.

Id. Id. de Vaucluse, 1890.

Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers.

Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie. Histoire de l'abbaye de St-Acheul.

Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Mémoires et procès-verbaux de la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire, 1886-1887.

Recueil de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne, 1889.

Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille.

Revue Savoisienne, publiée par la Société florimontane.

— *Les correspondants de Peiresc. — François de Galaup-Chasteuil le solitaire du Mont-Liban. Lettres inédites... publiées et annotées*, par Ch. Tamizey de La Roque et suivies d'une *Notice généalogique sur la famille de Galaup-Chasteuil*, par le marquis de Boisgelin, Digne, 1890. Broch. in-8°, 52 pp. L'érudition de MM. de Boisgelin et Tamizey de La Roque suffit à assurer à cette publication un légitime succès.

— *Les mammifères de la France. Etude générale de toutes nos espèces considérées au point de vue utilitaire*, par A. Bouvier, Paris, Carré, 1 vol. in-8°, 570 pp. De nombreuses figures dans le texte facilitent les explications de l'auteur et font de son livre un véritable manuel pour les agriculteurs et un livre intéressant pour tout le monde. Les noms vulgaires des animaux étudiés constituent une heureuse innovation.

— *Cartulaire de l'abbaye de St-Chaffre-du-Monastier et chronique de St-Pierre-du-Puy. — Cartulaire du prieuré de Paray-le-Monial et visite de l'ordre de Cluny*, publiés par le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, Paris, Alph. Picard, 1891, 1 vol. in-8°, de 244 et 220 pp. Livre de maître, comme tout ce qui vient du savant paléographe. *L'université catholique de Lyon* dans le n° du 15 février 1891, rend complète justice aux *Œuvres complètes de S. Avit*, récemment éditées par le même auteur.

— *Notice généalogique sur la famille Dumas*, par L. Devès, Valréas, Proyet, 1890, br. in-8°, 8 pp. Travail plein de recherches.

— *Ephémérides vivaroises* de l'année 1885, par Célestin Dubois, ancien magistrat. Privas, 1886, 1 vol. in-12, 251 pp. Il y a là beaucoup d'érudition et une table alphabétique des noms propres aurait rendu un service véritable à tous ceux qui peuvent avoir besoin de consulter ce livre.

— *Voyage humoristique, politique et philosophique au Mont-Pilat*, par le docteur Francus. Lyon, 1890, 1 vol. in-12, 328 pp. Comme l'indique le titre, la science, l'histoire, l'observation, s'y trouvent encadrées dans une sorte de roman bien conduit. On s'instruit, on s'amuse en même temps. Il faut connaître comme M. Mazon la médecine, la botanique, la nature et les questions actuelles pour intéresser le lecteur à une ascension pareille. Il est passé maître en ce genre.

— *M. Eugène Chaper*. Dans cette brochure in-8°, de 12 pp., M. Masimbert esquisse la Biographie de

l'éminent Bibliophile dauphinois et donne la liste complète de ses publications. C'est un savant hommage rendu à la mémoire de cet incomparable collectionneur.

— *Lamartine à Lyon*. Lecture à l'académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon (le 23 décembre 1890) par M. Henry Morin-Pons. Lyon, association typographique. br. in-8°, 14 pp. Tout en restreignant son étude à quelques années de la vie du grand poète, l'auteur a parfaitement su apprécier les qualités de l'écrivain et de l'ami. Lamartine a eu soin de nous apprendre que son inspiration lui est venue dans les montagnes du Dauphiné et à Lyon : M. Morin-Pons confirme l'aveu.

— *Essai historique sur Ribiers* (Hautes-Alpes), par J.-A. Mourre, Gap, Jouglard, 1890, broch. 101 pp. L'histoire d'un village et d'un bourg présente les plus grandes difficultés par suite de la perte des archives. A la vérité, de nos jours, le dépouillement et l'analyse des chartes et titres anciens a rendu la tâche un peu plus facile ; mais quel auteur peut réunir tous les matériaux nécessaires à son œuvre ? M. Mourre a coordonné tout ce qu'il a pu recueillir çà et là et son travail mérite nos félicitations.

— *Les tapisseries de l'église de St-Barnard de Romans*. Notice historique et descriptive, par l'abbé Cyprien Perrossier, archiviste diocésain de Valence. Valence, 1891. Imprimerie Valentinoise, broch. in-8°, 22 pp. Sujet intéressant traité avec le goût et la science d'un archéologue instruit.

— *Notice biographique sur Duchesne (Pierre-François) de Romans* (1743-1814), par Etienne-Philippe Piraud,

avocat près la cour d'appel de Grenoble. Grenoble, 1890, Breynat, broch. in-8°, 23 pp. L'homme politique et l'avocat sont fort bien étudiés dans cette excellente monographie.

— A. Sagnier. *Numismatique appliquée à la topographie et à l'histoire des villes antiques du département de Vaucluse*. Une nouvelle voie est ici indiquée et utilisée avec succès. Cet exemple mérite d'être suivi. Broch. in-8°, 23 pages, Avignon, Seguin, frères, 1890.

— *Musée de Lyon. Inscriptions antiques*, par A. Allmer et Dissard, *compte rendu*, par Henry Thédénat. « Ce livre n'est pas un simple recueil d'inscriptions, mais un véritable cours d'histoire. »

— Roger Vallentin. *Treizain de mariage de Claude de Panisse, conseiller au parlement de Provence*. — *Les grottes du Figuier et de Chabots sur les bords de l'Ardèche*. — *Un atelier monétaire à Nyons* (1592). En travaillant sur les documents eux-mêmes, notre érudit collègue, sait trouver et mettre en relief avec talent ses curieuses découvertes.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1891

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER.

MM. Vallentin et l'abbé Jassoud s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

Lecture est donnée du programme du congrès des sociétés savantes à la Sorbonne en 1891.

Sur la présentation de MM. de Gallier et l'abbé Perrossier, M. Froment, curé de Veunes, est proclamé *membre titulaire*.

Un de nos plus dévoués collègues ayant eu la louable idée de faire copier, dans les Bibliothèques de Paris, les différentes brochures de Barthélemy de Laffemas, natif de Beausemblant, contrôleur du commerce sous Henri IV, il est demandé à la réunion s'il ne conviendrait pas, à l'aide de ces documents, de publier une étude critique sur notre compatriote. La proposition est très favorablement accueillie.

Des auteurs ont prétendu que la seigneurie de Beausemblant avait appartenu à Laffemas ; le secrétaire de la Société, dans une étude pleine de recherches, démontre l'impossibilité du fait (1).

(1) Depuis lors, l'*Intermédiaire des chercheurs et curieux*, n° du 25 mars 1891, a confirmé cette thèse.

Les premiers seigneurs de cette localité s'appelaient Siboud et habitaient Vals; plus tard, ils firent bâtir le château de Beausemlant et prirent le nom de cette terre.

La veuve du dernier de la famille épousa un Montchenu et lui porta le fief, possédé à la Révolution par Lazare Sibeud, de Beausemlant, à cause de l'alliance avec les Montchenu de l'un de ses ancêtres.

A la suite d'une bienveillante communication de M. le comte de Monteynard au secrétaire de la Société, celui-ci a pu copier diverses lettres intéressantes des XVI^e et XVII^e siècles, dont il lit quelques passages.

Il sera toujours facile, avec de si précieux concours, de publier dans le *Bulletin* des travaux sérieux et exacts.

La séance est terminée par des renseignements sur les monuments des Hautes-Alpes et sur les tapisseries de St-Barnard que donnent M. Alphonse Nugues et M. l'abbé Perrossier, et par une lettre de M. l'abbé Jassoud signalant la mutilation récente d'une inscription funéraire à la Motte-de-Galaure.

A. LACROIX.



TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
de la Drôme

Bureau en 1891 :

<i>Président.</i> . . .	MM. DE GALLIER ;
<i>Vice-Présidents.</i> .	VALLENTIN, BRUN-DURAND et PELOUX ;
<i>Trésorier.</i> . . .	REY (Johanis) ;
<i>Trésorier adjoint</i> .	TRACOL ;
<i>Secrétaire</i> . . .	LACROIX ;
<i>Secrétaire adjoint</i> .	COLOMB.

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Évêque de Valence.

Membres fondateurs :

MESSIEURS,

PISANÇON (le marquis DE), à Pisançon.

MONTLUISSANT (DE), général d'artillerie en retraite, à Marsanne.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du Petit-Séminaire, à Valence.
 ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
 BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
 BELLET (Mgr), à Tain.
 BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat à Valence.
 BERNON (le baron Prudent DE), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
 BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.
 BOISSON, ancien percepteur, architecte, au Pont-Saint-Esprit.
 BORDAS (Joseph-Michel), à Saint-Martin-d'Août.
 BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.
 BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.
 BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-dç-Muzols.
 BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
 BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.
 BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, vice-président, à Crest.
 CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur général, à Lyon.
 CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.
 CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
 CHAIX, ancien notaire, officier d'Académie, à Montrosier-sur-Seyssuel près Vienne.
 CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
 CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
 CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résident du Comité des travaux historiques, à Romans.
 CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.
 CLÉMENT (Emile), à Romans.

COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.

COSTON (le baron DE), à Montélimar.

DIDELOT (le chanoine), curé de la cathédrale, à Valence.

DUMONTEIL (le chanoine), secrétaire de l'évêché, à Valence.

DU PORT-ROUX, à Romans.

EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.

FAURE-BIGUET, conseiller à la cour de Cassation, à Paris.

FAURE, ancien président du Tribunal, à Valence.

FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Die.

FEUGIER, ancien avoué, à Valence.

FILLET (l'abbé), curé d'Allex.

FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.

FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORCHERON (Emile), juge, à Valence.

FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'appel d'Angers.

FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.

FROMENT (l'abbé), curé, à Veauxes.

GAILLARD, avocat, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), avocat, à Allex.

GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.

GIRARDON, avocat, à Divajeu.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.

LABAREYRE (DE), ancien juge, au château des Cornets par Billom.

LA BAUME (DE), marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LALANDE, avoué, à Valence.

LATUNE (Gustave), à Crest.

LATUNE (Henri), à Crest.

- MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.
 MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.
 MEILLIER, directeur d'assurances, à Valence.
 MESSIÉ, avocat, à Montélimar.
 MEYNOT (Adolphe), à Donzère.
 MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.
 MONTCHENU (le marquis DE), à Montchenu.
 MONTEYNARD (le comte DE), à Montélier.
 MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*,
 à Lyon.
 MORIN (Henri), à Dieulefit.
 MORIN (Adolphe), à Dieulefit.
 NUGUES (Alphonse) à Romans.
 NUGUES (Félix), à Orange.
 PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, à Valence, vice-président de la Société.
 PERROSSIER (l'abbé Cyprien), archiviste diocésain, à Romans.
 POMPÉI, avocat, à Valence.
 PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.
 REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat, au château de Vaire par Roche-lès-Baupié.
 REY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
 ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.
 SAYN (Gustave), à Montvendre.
 SOLLIER, avocat, à Valence.
 THOMÉ, notaire, à Bourg-de-Péage.
 TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
 TRUMET (le colonel), à Valence.
 URTIN (Marc), avocat, à Valence.
 VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.
 VERTUPIER (Louis), à Crest.
 VIGNE (Mgr), archevêque d'Avignon.
 VILLARD (Marius), architecte voyer de la ville, à Valence.
-

Membres correspondants :**MESSIEURS,**

ACCARIAS, ancien conseiller à la cour de Grenoble.

ADHÉMAR (le comte VICTOR D'), à Toulouse.

ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.

ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.

BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine Religieuse*, à Viviers.

BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BENOIT, attaché aux archives du Rhône, à Lyon.

BERGERON (Paul), au Cheylard (Ardèche).

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).

BERTRAND (Isidore), à Bar-le-Duc.

BESSET, architecte, à Tournon.

BÉTHOUX (l'abbé) à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).

BLANCHARD (le chanoine) archiprêtre, à Saint-Péray.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Victor), à la papeterie, Rives.

BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).

BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.

BOURG (Gontran DU), au château de l'Ile-Vieille, près Montdragon.

BOYER DE BOUILLANE, avocat à Nîmes.

CAIZE (Albert), publiciste, à Blidah.

CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.

CHAPER, à Grenoble.

CHABRAND, docteur en médecine à Grenoble.

CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.

CHAPELLE (l'abbé), à Lyon.

CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

CHENAVAS, conseiller général de l'Isère, à St-Etienne-de-St-Geoirs.

COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.

COSNAC (le comte DE), au Château-du-Pin, par Salon-la-Tour (Corrèze).

COURCIVAL (DE), à Paris.

DUBOIS, ancien magistrat, à Thueyts.

DUPRÉ-LATOUR, ancien magistrat, avocat, à Paris.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.

FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra-sur-St-Geoirs.

GALLET (Louis), directeur de l'hôpital Lariboisière, à Paris.

GAP (Lucien), instituteur, à Vitrolles, par Pertuis.

GAUDUEL, à Grenoble.

GENTHON, ancien juge, à Saint-Marcellin.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à St-Etienne-de-St-Geoirs.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

JARRIAND, avocat à la Cour d'appel de Paris.

JOUFFRAY (A.), capitaine d'artillerie au 2^e régiment, à Grenoble.

KLÉBER (Alphonse), à Rives.

KLÉBER (Alexandre), à Rives.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard (Ardèche).

LAGIER (l'abbé), curé, à Blandin (Isère).

LASCOMBE (M^{me}), née Comte, à St-Pierreville.

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

- MAIGNIEN** (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.
MANTEYER (Georges DE), à Paris.
MASIMBERT, avocat, à Grenoble.
MAZON, publiciste, à Paris.
MONCLAR (le marquis DE), consul général, à Caracas.
MONTALIVET (Georges DE), à Paris.
MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.
MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
MOREL (Louis), à Lyon.
OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
ORIOl (l'abbé), à Annonay.
PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.
PARISOT DE LABOISSE (Jules DE), à Montpellier.
PERROSSIER (Ernest), colonel au 9^e d'infanterie, à Agen.
PEYROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.
PONCINS (le comte DE), à Feurs.
PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat, à Lyon.
ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube.
ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.
SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.
SAINT-FERRÉOL (le comte DE), à Uriage.
SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques, au Havre (Seine-Inférieure).
SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
SAUREL (le chanoine), secrétaire de l'Académie de Montpellier, à Montpellier.
TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLy (le baron DE LA), à Nantes.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLy (marquis DE LA), au château d'Arrençy, par Festieux.

TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte de LA), au château de Bezonville, par Sermaise.

TOUR-DU-VILLARD (marquis de LA), ancien magistrat, à Nîmes.

TRUCHET (l'abbé), curé de Percy.

VALLENTIN (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.

VALLIER (Gustave), à Grenoble.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

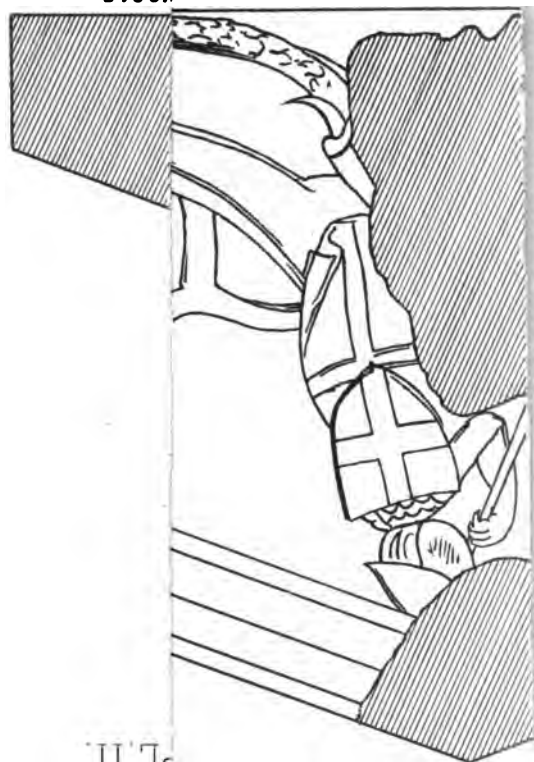
VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

Aoust. — BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — MONTÉLIMAR. —
MONTRIGAUD. — BAUMONT-LÈS-VALENCE et CHATEAUNEUF-DE-
GALAURE. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE, A GRE-
NOBLE. — BIBLIOTHÈQUES DE GRENOBLE, DE ROMANS et D'AN-
NONAY.





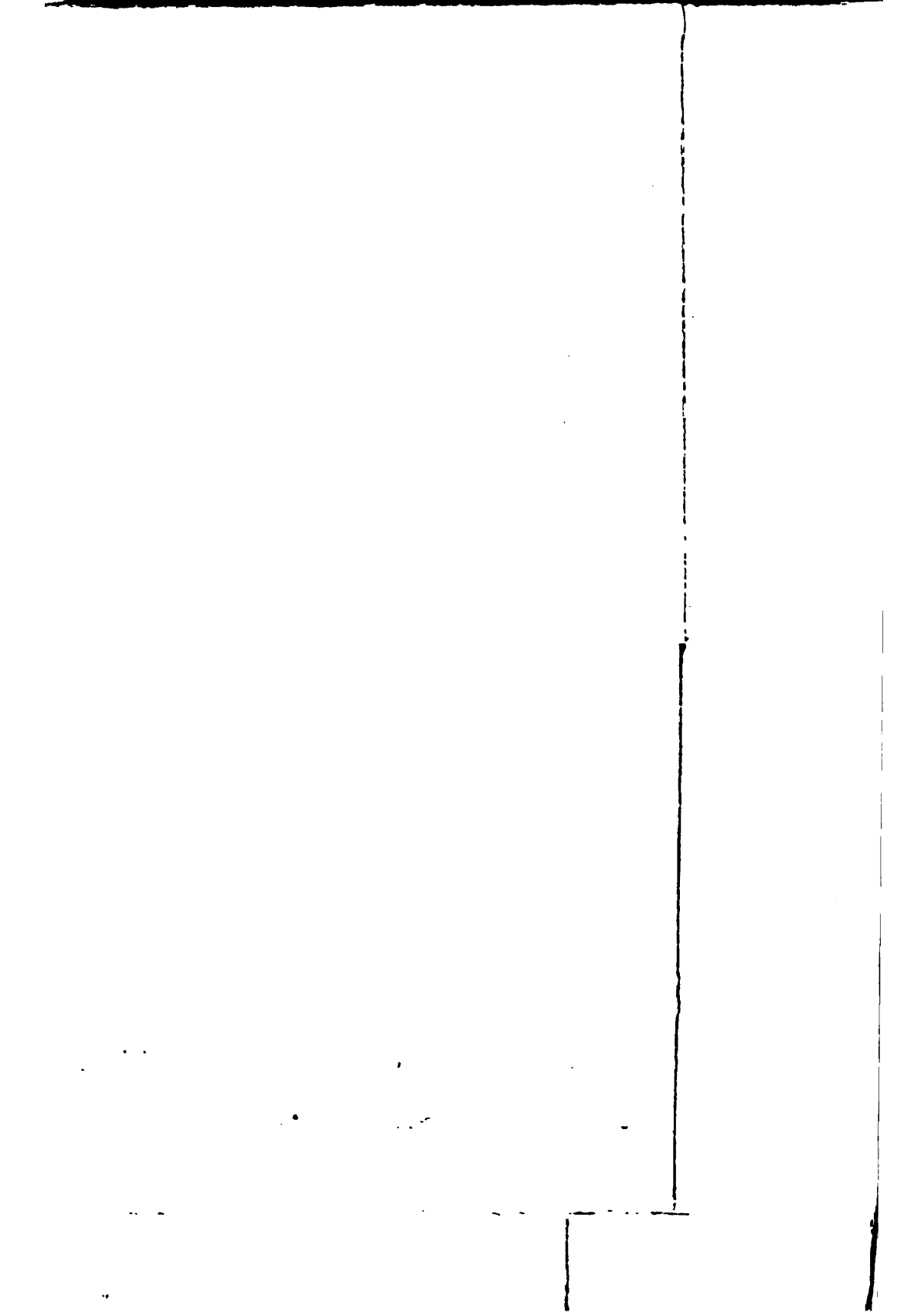


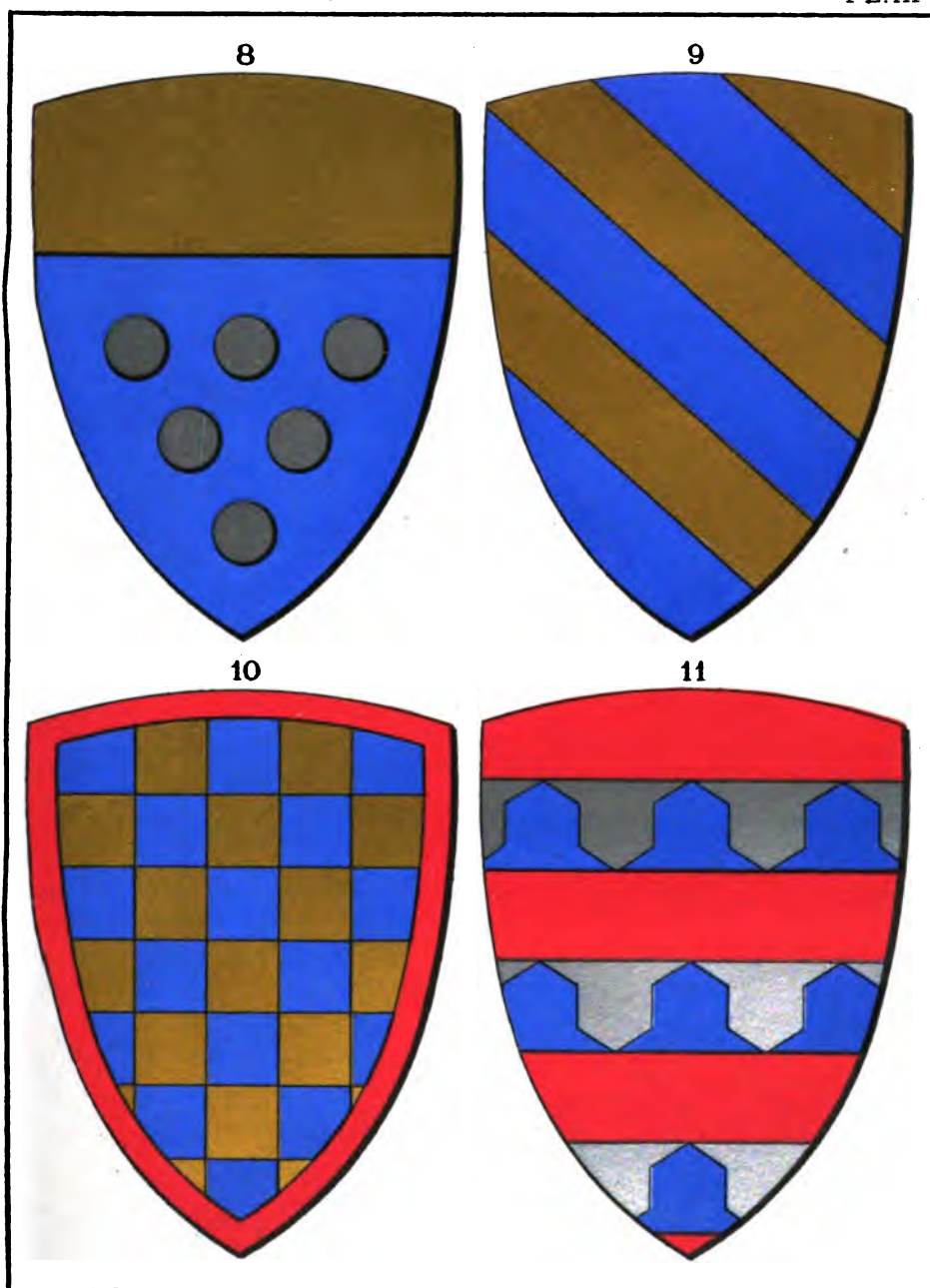
NOBLE.

pl. II.



ARMORIAL DES LOIVES



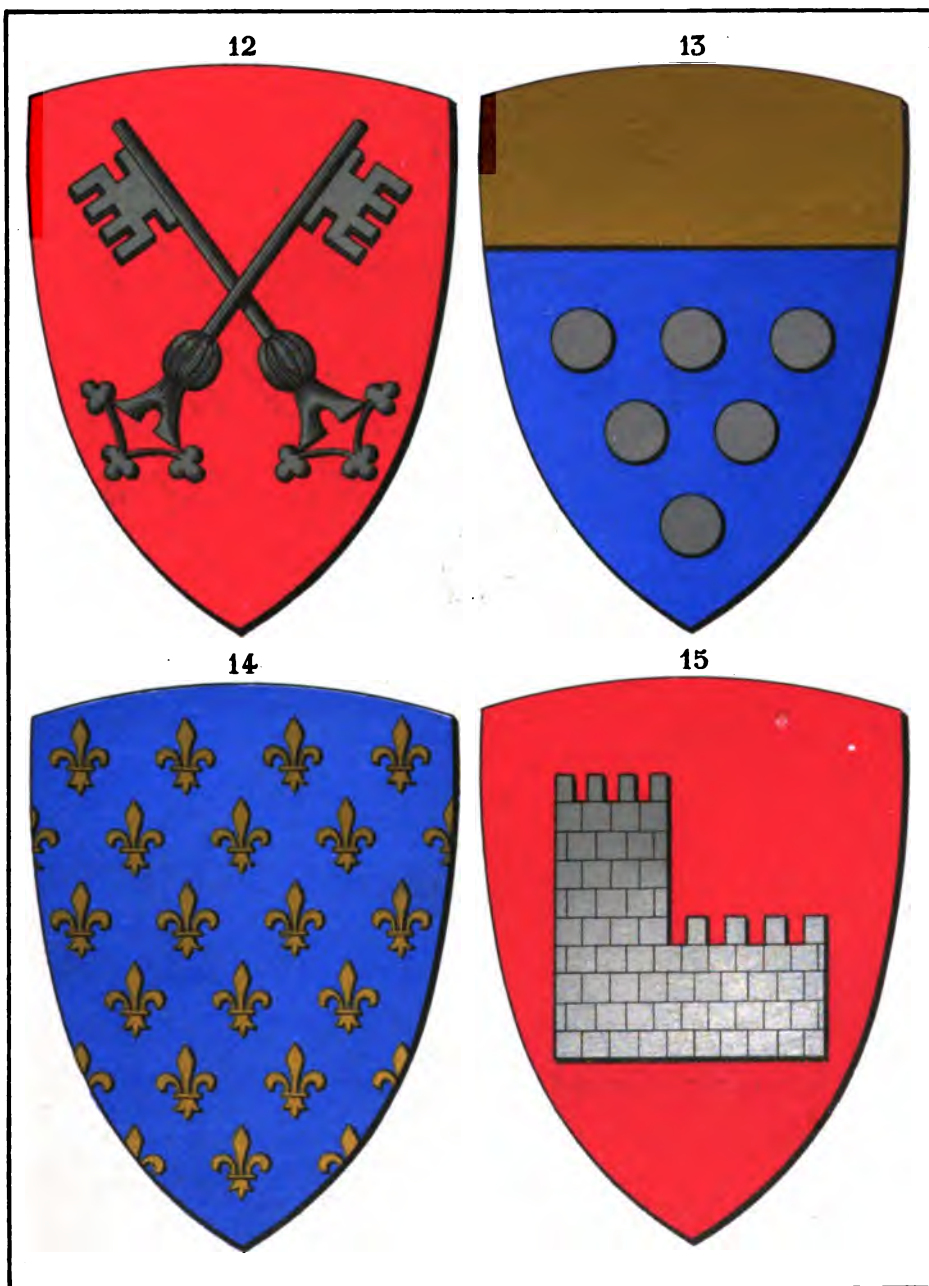


G.Vallier del. et restit.

Lith. Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES



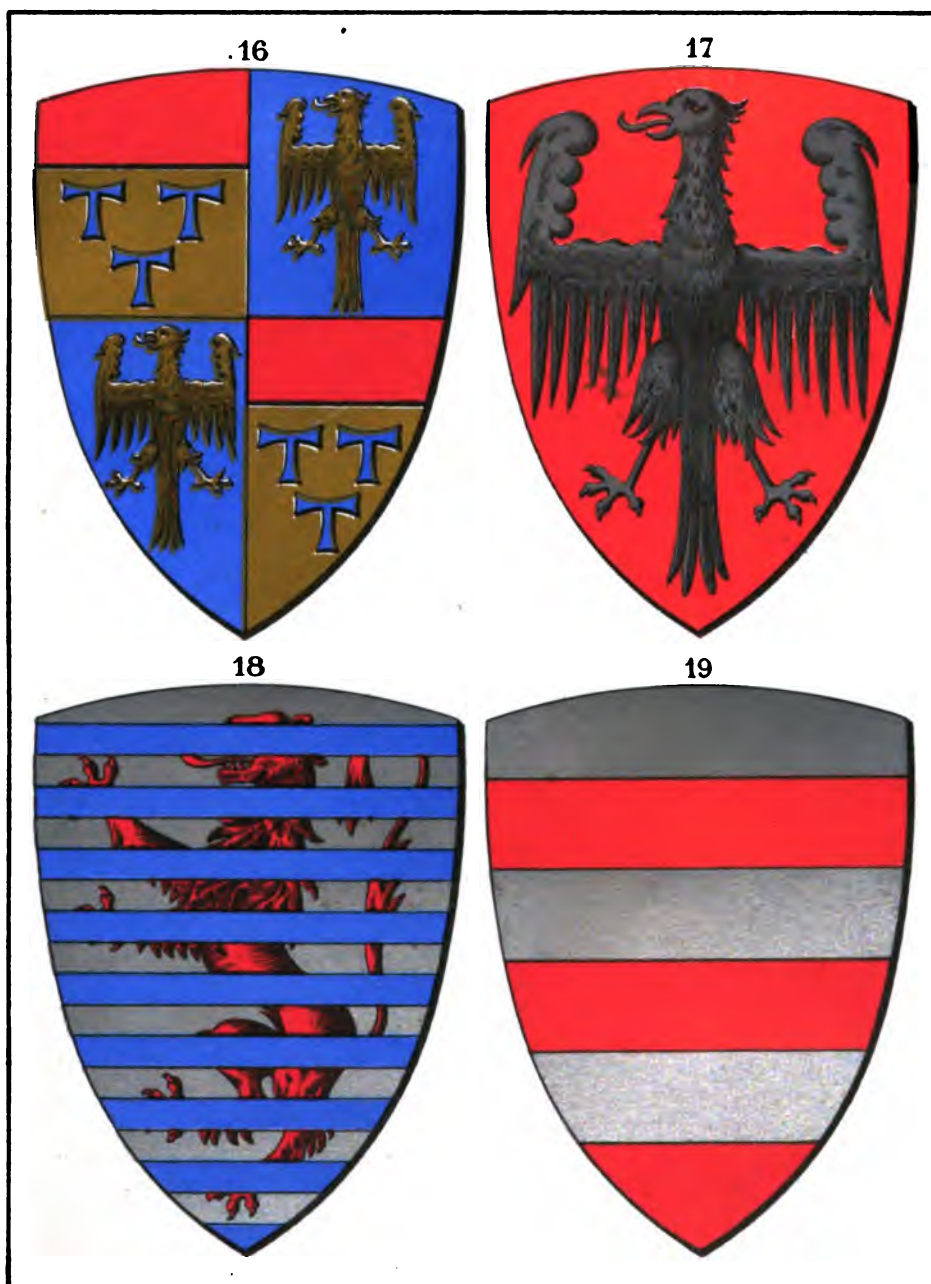


G Vallier del. et restit.

Lith Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES



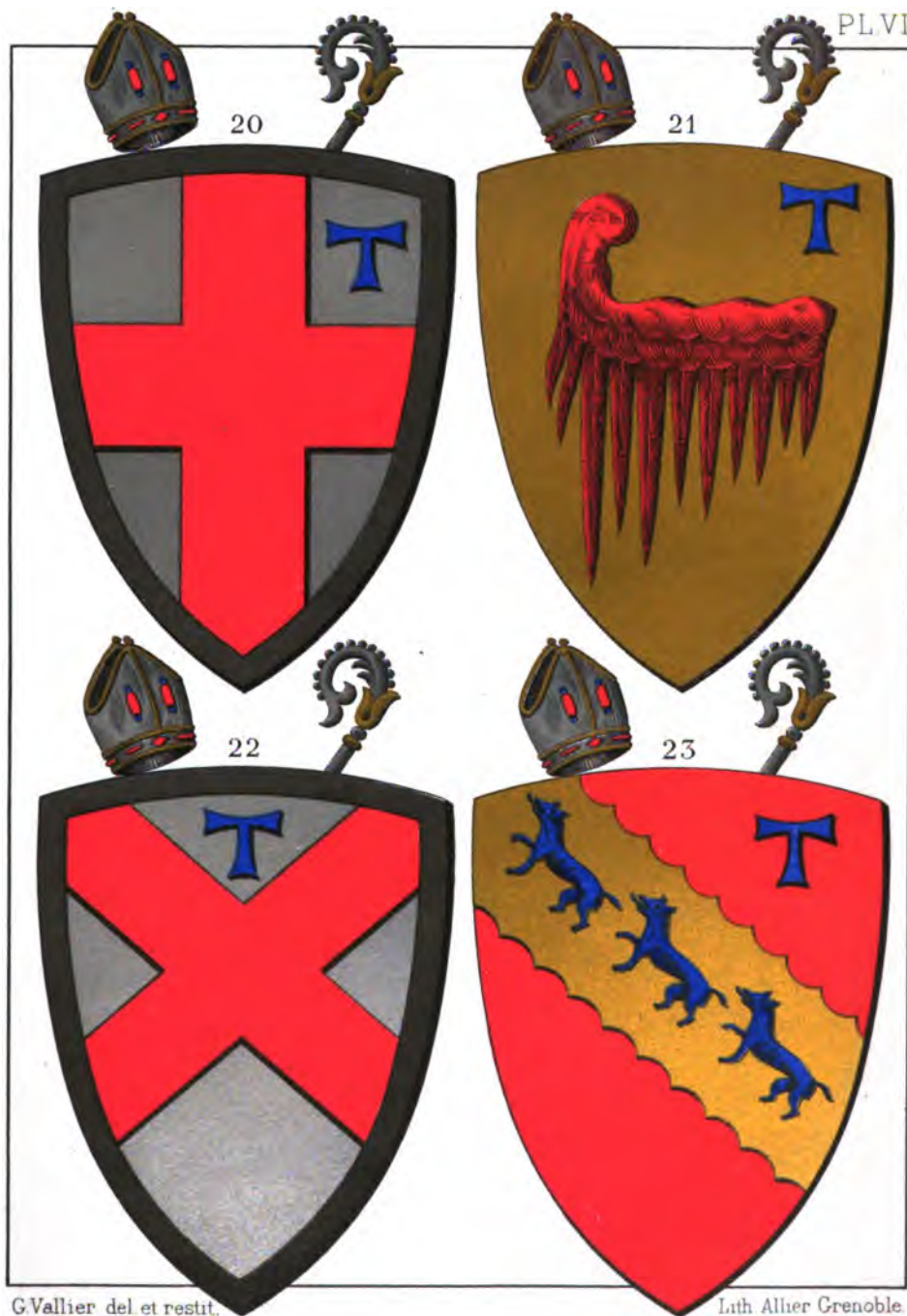


G Vallier del. et restit.

Lith Allier Grenoble

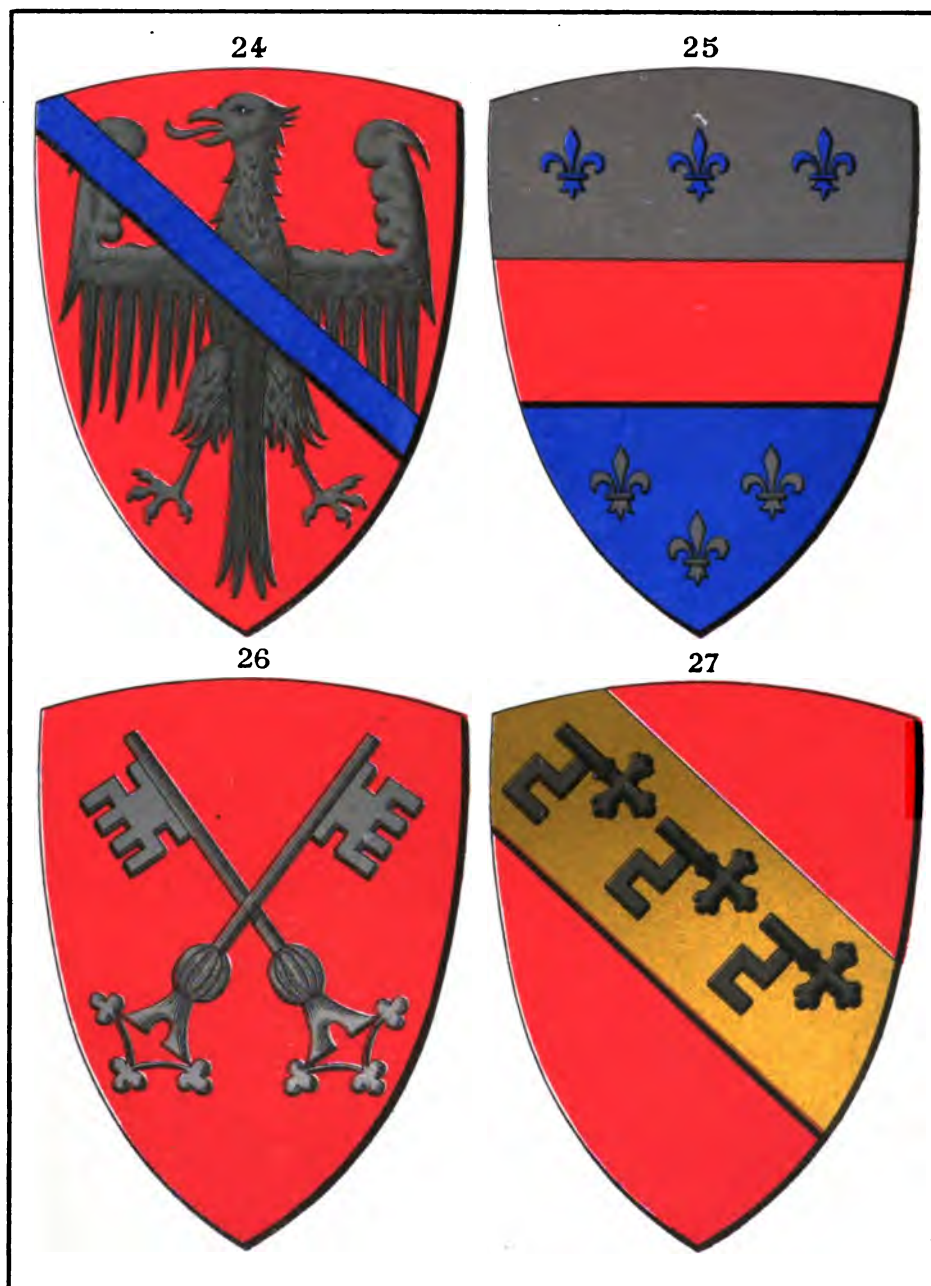
ARMORIAL DES LOIVES





ARMORIAL DES LOIVES



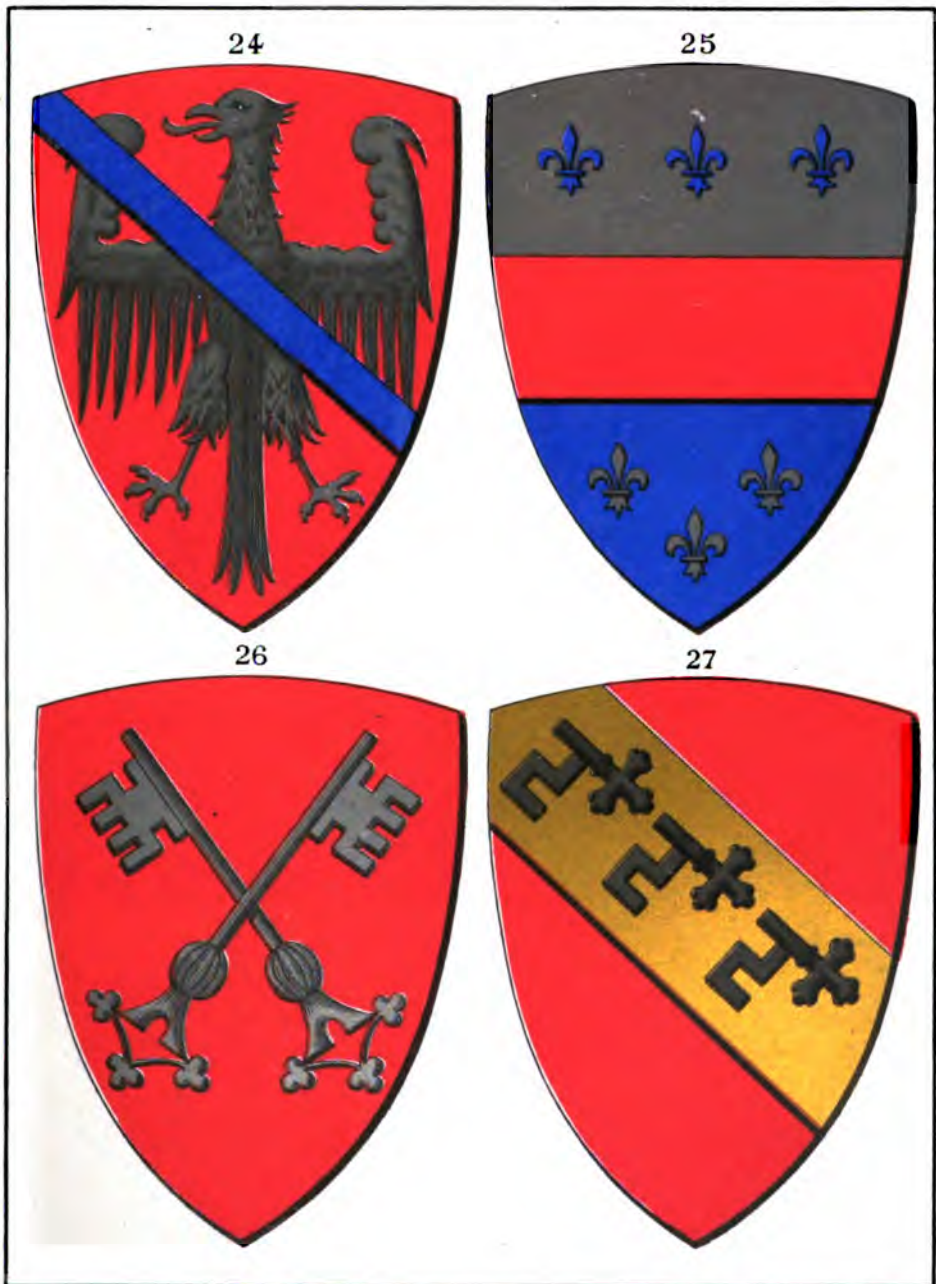


G Vallier del et restit

Lith Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES





G Vallier del et restit

Lith Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES



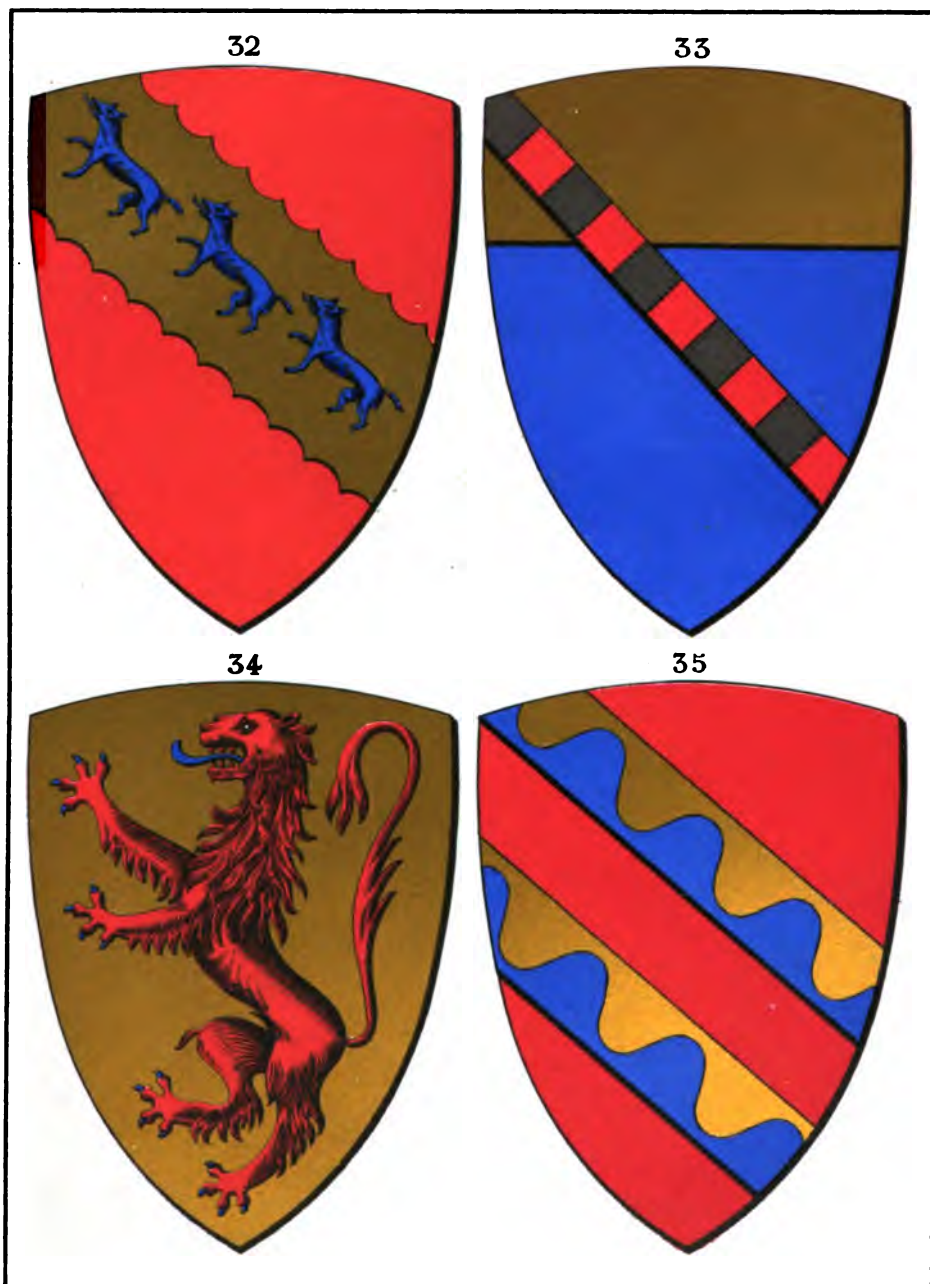


G Vallier del et restit.

Lith Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES



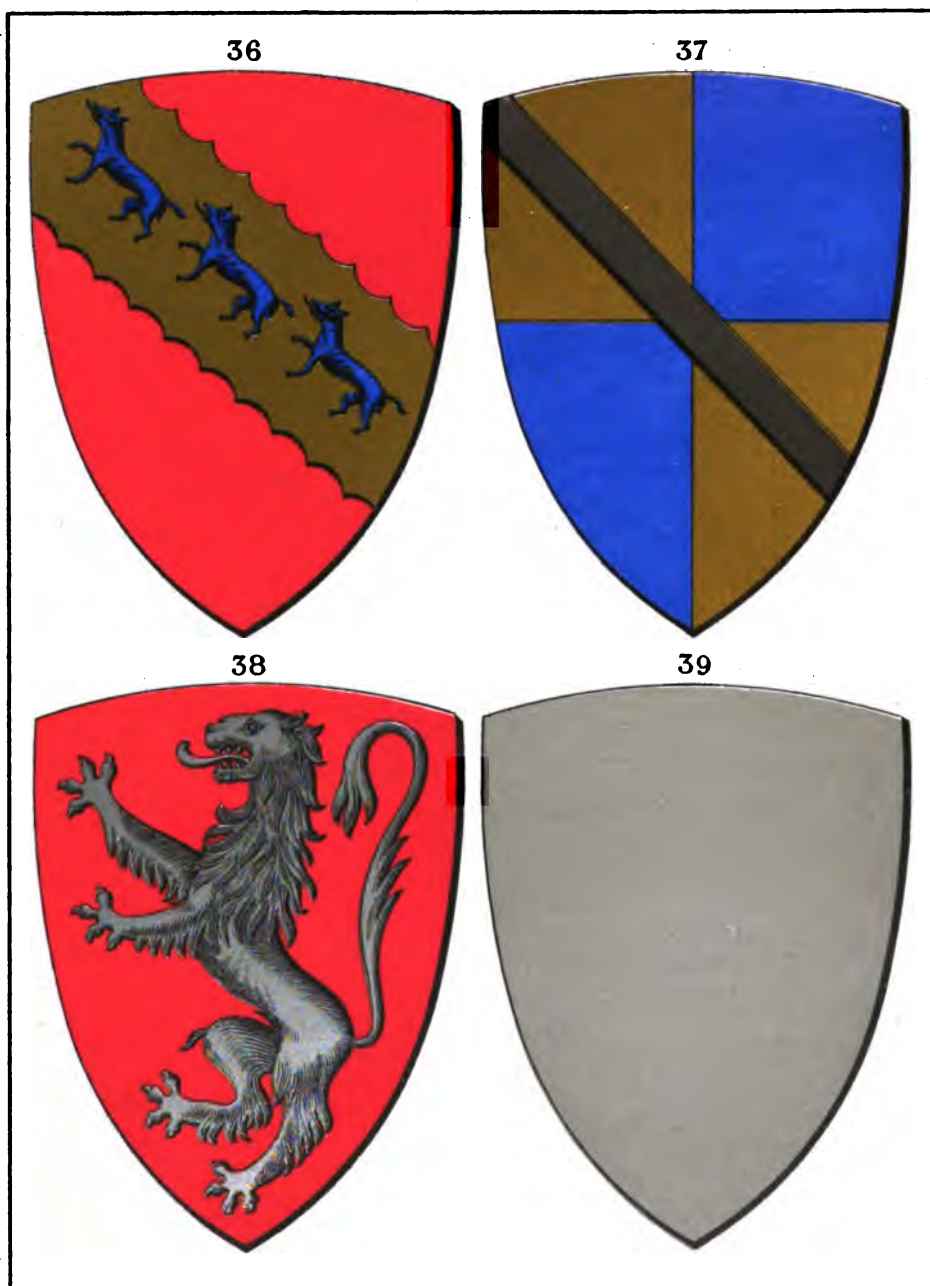


G Vallier del. et restit.

Lith Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES





G Vallier del. et restit.

Lith. Allier Grenoble

ARMORIAL DES LOIVES



A Monsieur MAURICE CHABRIÈRES,
*Membre de la Société d'Archéologie et de Statistique
de la Drôme.*

MONSIEUR ET HONORÉ CONFRÈRE,

C'est à votre initiative privée que je dois de voir accueillir par la *Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme* un travail oublié depuis longtemps dans mes cartons ; c'est à vous que le *Bulletin* de cette Société savante sera redevable d'un luxe d'illustrations bien fait pour donner quelque valeur à mon écrit. C'est donc un devoir pour moi de vous dédier cette notice, et je le fais, Monsieur et cher Confrère, avec les sentiments d'affectueuse cordialité qui vous sont acquis depuis longtemps.

G. . VALLIER.

Grenoble, Mai 1891.



LES
PEINTURES MURALES
DES
LOIVES DE MONTFALCON

« Ne dis pas qu'une maladie est incurable ; dis que tu ne peux pas et que tu ne sais pas la guérir. Alors tu éviteras la malédiction qui s'attache au faux prophète ; alors on cherchera jusqu'à ce que l'on trouve un nouveau secret de l'art ! »

PARACELSE.

Pendant l'automne de 1866, j'habitais une maison de campagne, non loin de Roybon (Isère), et profitai de mes loisirs pour faire, dans les environs, quelques promenades archéologiques pleines d'intérêt. On me signala, un jour, de vieilles peintures murales dans le galetas d'une antique habitation, la plus considérable du hameau des Loives (1), à quatre kilomètres au-dessous de Roybon. J'y courus, et je trouvai, en effet, la chose assez remarquable pour en faire à l'Académie

(1) C'est un devoir pour moi de reconnaître l'obligeance avec laquelle M. Massonnet m'a facilité plusieurs fois l'étude de son intéressante demeure. Qu'il veuille bien recevoir ici l'expression de ma vive gratitude.

delphinale le sujet, non d'un rapport écrit, — je n'étais pas prêt pour cela, — mais celui d'une simple communication que j'accompagnai de preuves à l'appui, c'est-à-dire de dessins fidèlement relevés et coloriés.

Je reproduis ici l'extrait du procès-verbal de la séance du 23 novembre 1866, tel qu'il a été publié dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* (1).

« M. G. Vallier lit une courte notice sur quelques restes de peintures murales qui subsistent dans une ancienne habitation ou propriété rurale, ornée d'une grosse tour carrée, à quatre kilomètres au-dessous de Roybon, au lieu dit des *Loives*.

« Ces peintures ornent tout le pourtour d'un immense galetas et se prolongent au-dessous, dans les chambres du premier étage.

« Dans la partie triangulaire de ce galetas, formée par les deux pentes de la toiture, — le sommet du mur de pignon, — est représenté un tournoi, dont les héros sont un Dauphin de Viennois et un Comte de Savoie; derrière chacun d'eux, un arbre et un monstre, dont l'un tient une flûte et l'autre joue des timbales. Au-dessous, sept écussons armoriés : ceux du Dauphin, du Comte de Savoie, du Comte de Forez, d'un membre de la branche d'Achaïe de la maison de Savoie, du Prince d'Orange, du Comte de Chalon et du Comte de Genève. Au-dessous encore, une combinaison de carrés et de losanges forme une décoration fort originale; plus bas enfin, une draperie dont les replis de diverses couleurs descendent jusqu'à une plinthe noire qui se termine sur le plancher du premier étage de cette maison (2). A partir du septième écus-

(1) 3^e série, T. II, p. xxxiii.

(2) J'ajouterai, pour compléter cette description, que ces écussons armoriés sont d'une forme des plus remarquables, légèrement arrondis par le haut et comme suspendus à la muraille par une courroie noire; qu'ils se détachent sur un fond de couleur neutre qui, loin de nuire à

son, une rangée d'autres armoiries, placées peut-être par ordre d'importance, fait le tour du galetas et vient rejoindre l'écusson delphinal. Ces écussons sont, en totalité, au nombre de trente-neuf. M. Vallier a pu en déterminer un bon nombre; mais plusieurs sont en bien mauvais état et n'ont pu encore lui livrer leur secret. Comme pendant à la scène du tournoi, et sous le triangle opposé de la toiture, on voit un autre tableau représentant une femme agenouillée, les mains jointes, devant le patron du Dauphiné, saint Georges, qui terrasse le dragon et le perce de sa lance; derrière eux, les mêmes arbres que sur le premier tableau, mais au lieu des deux monstres, un chien et un lièvre qu'il semble poursuivre.

« M. Vallier croit que la scène représentée sur ces murs date des premières années du xiv^e siècle, et il invite ses confrères à l'aider de leurs lumières pour achever de lever le voile qui cache la solution de ce problème historique (1). »

leur effet, contribue admirablement à les faire ressortir au milieu des rinceaux élégants dont il est recouvert; que le monstre placé à droite tient un bâton sur l'épaule droite et un instrument de musique ressemblant à une flûte champêtre évasée par le bas; enfin que les lances sont *courtoises*, c'est-à-dire que leur fer est remplacé par une sorte d'anneau qu'on appelait *frette* ou *morne* (lances *frettées*, lances *mornées*).

(1) Le plancher du galetas coupe en deux cette vaste décoration; on le reconnaîtra facilement sur la reproduction que j'en donne. J'ajouterai que la construction d'une cheminée est la cause de la large interruption verticale que l'on remarque au centre de cette œuvre du moyen âge. J'y ai suppléé par un pointillé.

Hauteur totale de la peinture (1^{er} étage et galetas compris) : 5 mètres.

Longueur totale du galetas : 15^m55.

Fresque du tournoi. . . .	{	hauteur : 1 ^m 28.
		longueur : 6 ^m 78

Fresque de St-Georges. . .	{	hauteur : 0 ^m 78.
		longueur : 6 ^m 94.

La différence de longueur de cette dernière fresque provient de ce que cette extrémité de la salle est un peu plus large que celle du côté opposé, celui du tournoi.

Cet appel fut aussitôt entendu de l'un de mes confrères à l'Académie delphinale, M. Macé, professeur à la Faculté des Lettres de Grenoble, et il se hâta de me dire qu'il ne partageait pas ma manière de voir, et de m'apprendre que lui-même avait déjà publié quelque chose sur le même sujet, six ans auparavant, dans son *Guide-Itinéraire des Chemins de fer du Dauphiné*, sous le titre de : *La Côte St-André et ses environs* (1).

Je m'empressai d'avoir recours à ce livre, et j'y trouvai, en effet, les lignes suivantes que je me fais un devoir de reproduire ici :

« ... Après une demi-heure environ de marche, ils (les touristes) trouvent, à leur droite, une agglomération de maisons en avant desquelles ils aperçoivent une grosse tour carrée, encore élevée, quoiqu'elle ait été considérablement abaissée, et divers bâtiments, les uns tout à fait modernes, les autres n'ayant pas complètement perdu leurs caractères du moyen âge. Ce hameau s'appelle *les Loives*. Quittant momentanément la route, montant légèrement sur leur droite, les voyageurs pourront s'adresser à l'habitation la plus considérable de ce hameau et aller voir une œuvre d'art curieuse et intéressante. Cette habitation, et la tour qui la domine vers l'est, sont les débris d'un château qui appartenait d'abord aux Dauphins, et qui devint ensuite un hôpital dépendant de la grande Abbaye de Saint-Antoine, dont nous parlerons tout à l'heure. Les propriétaires de cette vaste maison se feront un plaisir de conduire les voyageurs dans les combles, dans le *galetas*, comme on dit en Dauphiné (2), où l'on est obligé de

(1) Grenoble, Maisonville, 1860, p. 92.

(2) Le mot *galetas* n'est point une expression locale, ainsi que le prétend M. Macé. Il peut se convaincre, en ouvrant le *Dictionnaire de l'Académie*, que ce mot est parfaitement français et que, partout, il est employé pour signifier un logement ou réduit pratiqué sous les combles. Benserade n'en a pas redouté l'emploi, quand il disait :

Puisque du dieu des eaux tu tires ta naissance,
Loger au *galetas* choque la bienséance.

monter par une échelle, et sur les murs duquel on voit des peintures à fresque, parfaitement conservées, que je ne crois pas, du reste, remonter au-delà du ^{xviii} siècle, représentant, dans des écussons de très large dimension, les armoiries des Dauphins de Viennois, suivant M. Berruyer (1), plus probablement, à ce qu'il m'a semblé par un coup d'œil rapide, des Grands-Mâîtres de l'ordre des Antonins. »

Trente-neuf écussons des Grands-Mâîtres de l'Ordre des Antonins !... Mais comment pourrait-on arriver à un chiffre pareil ? Il n'y a eu que dix-sept Grands-Mâîtres, y compris Aymon de Montagny, le dernier d'entre eux et le premier Abbé de l'ordre. Du reste, à part quatre écussons des Abbés de Saint-Antoine, comment ne pas reconnaître que ces écussons appartenaient au Dauphin, au Duc de Savoie, aux princes souverains du voisinage et, pour la plus grande partie, à la noblesse du Dauphiné ?

J'avoue que la description de M. Macé ne me satisfait nullement. Je n'accepte ni ses données historiques, ni l'opinion citée de M. Berruyer. L'honorable professeur de la Faculté des Lettres oublie d'ailleurs d'appeler l'attention des touristes sur les deux importants tableaux qui dominent les armoiries.

Ces peintures sont fort connues à Roybon, et on me les a

et La Fontaine, dans ses *Devineresses* (liv. vii, fab. xv), après avoir raconté que

L'oracle était logé dedans un *galetas*,

se sert encore deux fois de cette locution dans la même fable. Quant à la prose, si je voulais citer mes auteurs, je n'aurais que l'embarras du choix ; mais, considérant comme inutile de nommer tous ceux qui ont employé ce terme, je me contenterai de signaler à M. Macé la Bruyère, Eust. Deschamps, Marguerite de Navarre et Voltaire, dont je cite les noms d'après Littré.

(1) M. Macé a emprunté beaucoup de renseignements, dit-il, à une *Notice historique sur Roybon* par M. Berruyer, architecte, publiée à Lyon en 1849 (in-8° de 48 p.).

signalées, comme on l'avait fait à M. Macé et à son prédécesseur, M. Berruyer ; mais je n'ai trouvé sur les lieux d'autre ressource, pour la vérité, que des on-dit ne s'appuyant ni sur l'histoire ni sur la sage critique qui doit en être la compagne.

Je suis resté longtemps à chercher une autre solution. Je voulais voir, dans ces armoiries nombreuses, celles des grands seigneurs, acteurs ou témoins dans une fête mémorable, tournoi ou carrousel, qui aurait eu lieu vers la fin du ^{xiii}^e siècle ou le commencement du ^{xiv}^e...

Le choix d'un pareil sujet n'est pas sans exemple. J'en veux citer un fort remarquable, que j'emprunte à une communication des plus intéressantes publiée par M. Anatole Dauvergne, peintre d'histoire, dans le *Bulletin des Comités historiques* (1), sous le titre de *Peintures murales à fresque, dans le château de Cindré, canton de Jaligny, arrondissement de La Palisse (Allier)*, et que je reproduis d'autant plus volontiers, — en partie du moins, — que la plupart des remarques de l'auteur peuvent s'appliquer aux peintures des Loives et viennent compléter ce que j'en ait déjà dit :

« ... Au premier étage de cette tour, existaient encore, au mois de mars 1849, plusieurs fragments d'une peinture qui décorait la salle principale. Lors de la restauration de la tour, vers le milieu du siècle dernier, en appropriant cet étage aux usages modernes, on boucha les baies qui nuisaient à la disposition nouvelle ; on perça, en d'autres endroits, de plus grandes ouvertures ; on redressa la surface des murailles avec des enduits de mortier et de plâtre ; enfin, on éleva des cloisons légères, et le tout fut, à plusieurs reprises, recouvert de papiers peints. C'est en arrachant ces papiers pour constater les détériorations intérieures des murailles, que les peintures ont été découvertes. Avant de les laisser détruire irrévocablement par les maçons, j'ai dessiné, avec une

(1) Mars 1851, p. 75.

fidélité scrupuleuse, les quatre fragments ci-joints (une planche accompagne l'article) retrouvés sur les quatre faces opposées des murailles.

« Les peintures du château de Cindré sont faites à *fresque* et non exécutées en *détrempe* ou même à l'*huile*, procédés que les archéologues confondent très fréquemment. Ici, la méprise n'était pas possible, on reconnaît distinctement deux enduits superposés : le premier, appliqué, est grossier, grenu, abondant en sable de rivière, et conserve, en quelques endroits, le contour tracé avec un style : le second, plus fin, plus compacte, ayant à peine deux ou trois millimètres d'épaisseur, paraît avoir été étendu d'un seul coup et sans retouches.

« ... Le sujet représenté est sans doute un *tournoi*. Au premier aspect, j'ai conjecturé que cette peinture avait été inspirée par les croisades ; que les seigneurs de Jaligny, possesseurs de Cindré aux *x^e*, *xii^e* et *xiii^e* siècles, avaient consacré, au lieu le plus apparent du manoir, le souvenir de leurs hauts faits en Orient, de combats entre chrétiens et Sarrazins ; mais cette supposition était difficile à maintenir après avoir constaté la similitude des armures et des costumes et l'absence de la croix, signe distinctif des croisés.

« C'est un tournoi évidemment, mais ce n'est point un combat à *lances courtoises*, à lances mousses frettées et mornées, c'est bien un combat à *outrance*, à fer émoulu, ainsi qu'on peut en juger par les pointes des lances, très aiguës et point garnies d'anneaux. La présence d'un musicien, jouant de l'oliphant et du tambourin, n'implique pas absolument un divertissement, une parade militaire ; autrefois, comme aujourd'hui, la musique et le tambour excitaient l'ardeur des combattants, même dans les luttes sérieuses.

« ... Les heaumes sont de forme semblable et de couleur jaune indiquant le cuivre ou l'or ; la partie supérieure paraît plate et carrée ; celle qui enveloppe l'occiput, légèrement arrondie ; les visières apportent l'air au visage par des ouvertures verticales...

« La coupe de la cotte d'armes flottante est la même pour tous les cavaliers, de couleur brun-rouge, avec doublure jaune.

« Les hauberts, bras et jambes de mailles, sont simulés en fer, à cause de sa grande lourdeur, vers la fin du XIII^e siècle, et remplacée par l'armure en fer à pièces.

« Les lances sont pareilles, à flèche aiguë.

« Les écus sont de même forme, larges par le haut pour abriter le corps, et se terminant en pointe arrondie.

« Les mors et les brides sont semblables; les selles et leurs sangles, les étriers et les éperons sont faits et attachés de la même façon...

« Les pièces héraldiques sont simples comme le blason à son début. On voit, peints sur les écus des combattants et sur les caparaçons des chevaux : 1° des besants rouges, deux en chef, un en pointe; 2° des damiers losangés jaune et bleu, jaune et bistre...

« ... Le musicien est placé au point de rencontre de deux croupes de chevaux, si bien qu'il semble en équilibre sur ces deux appuis, qui fuient en sens opposé...

« La hauteur totale de la frise est de 2 m. ; le lambris est de hauteur semblable. Les personnages ont 1 m. de hauteur...

« ... L'aspect des figures est assez satisfaisant; si l'on peut signaler quelques fautes de proportion, entre autres les jambes des cavaliers trop courtes, le ventre des chevaux un peu mince, des jarrets lourds et d'une forme barbare, on ne peut méconnaître une certaine connaissance de l'anatomie du cheval; le trait net, précis, indique carrément les contours des têtes; le style, en général, est véritablement monumental.

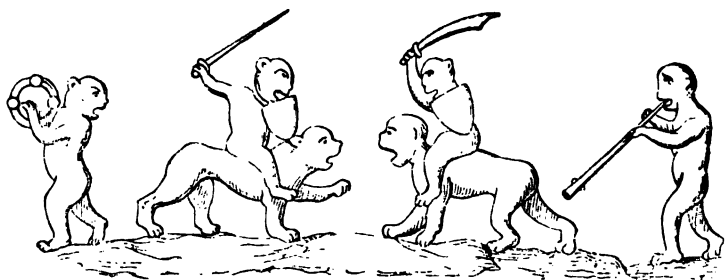
« Quant à la couleur, il n'en faut point parler; elle n'existe que par teintes plates et crues, sans aucune dégradation de tons.

« La décoration de la grande salle du château de Cindre n'existe plus maintenant; mais j'ai la conscience et la satisfaction de ne pas l'avoir laissé périr tout entière. Ces dessins,

les seuls qui constatent l'existence de ces peintures, reproduisent fidèlement ce qui en a été retrouvé.

« Les caractères de l'ornementation, la forme des heaumes, la présence des habits de mailles autorisent à placer la date de ce précieux monument de la peinture civile au milieu du XIII^e siècle ; à ce titre il mérite toute l'attention du Comité des Arts et Monuments. »

C'est pendant la période qui s'étend du XII^e au XIV^e siècle que les tournois eurent leur plus grande vogue. Leur représentation artistique semble avoir joui alors d'une grande popularité, et la charge elle-même eut une part curieuse dans cet engouement pour les images de la guerre. Le manuscrit, si connu du *Psautier de la Reine Marie*, qui date du commencement du XIV^e siècle, renferme un certain nombre d'illustrations de ce genre. Une de ces compositions, dont j'emprunte le fac-simile à la page 90 de l'*Histoire de la Caricature et du Grotesque dans la Littérature et dans l'Art*, de Thomas Wright (1), représente la caricature d'un tournoi, qui a de singuliers rapports de composition avec celui des Loives, et qui n'en diffère que par la qualité du tenant et de l'assaillant.



Deux singes, à cheval sur des singes, se combattent à outrance, et, aux deux extrémités de la scène, l'analogie avec notre

(1) Paris, Hennuyer, 1875.

tournoi est complétée par deux autres singes dont l'un joue du tambour de basque et l'autre sonne de la trompe.

Dans un autre sujet, les combattants, représentés avec des pieds de lion et des pattes d'oie, ont des masques humains au-dessus du nombril : idée fort en vogue dans les images grotesques du moyen âge, et dont nous retrouvons, dans notre fresque dauphinoise, une application qui ne diffère que par la position de ces masques sur les monstres-musiciens.

Revenons maintenant aux peintures des Loives, dont cette longue mais utile digression nous a un peu écartés.

Il y a sans doute un arrangement prémédité dans l'ordre des écussons qui servent d'accompagnement à notre tournoi ; mais la pensée de l'auteur m'échappe, et je reconnais sans difficulté qu'elle est restée une énigme pour mon esprit. En attendant que la lumière se fasse, complète et sans réplique, toutes les conjectures sont permises.

Je voulais donc, ai-je dit plus haut, voir dans ces nombreuses armoiries celles des grands seigneurs, acteurs ou témoins dans une fête militaire qui aurait eu lieu vers la fin du XIII^e siècle ou le commencement du XIV^e..... Mais quatre de ces écussons m'arrêtaient à chaque instant dans chacun des sentiers où mon imagination se plaisait à s'égarer à la recherche de la vérité ou tout au moins d'une probabilité. Je savais fort bien que les états des Comtes de Savoie étaient proches de Roybon, à cette époque où la Côte-Saint-André et presque tout le nord du département actuel de l'Isère appartenaient encore à ces rudes voisins et compétiteurs des Dauphins. Je n'ignorais pas qu'alors on se battait un jour pour se fêter le lendemain, et que, les sujets de querelles renaissant incessamment, il y avait toujours quelque noble fille de la Savoie ou du Dauphiné prête à s'immoler sur l'autel de l'hyménée et à apporter le rameau de la paix aux deux peuples.

Mais si, dans mes peintures, j'entrevois le souvenir d'une

fête de circonstance, j'étais bien vite dérouté par ce fait, que, si ces trente-neuf écussons représentaient les armes des tenants ou des assistants d'un tournoi, il y en avait, parmi eux, quatre qui ne pouvaient appartenir à des combattants ou à des témoins : c'étaient ceux que la planche n° VI de cette notice nous offre chargés du tau d'azur de Saint-Antoine et timbrés de la mitre et de la crosse abbatiales... Ici donc se dressait une difficulté réelle. Comment, en effet, concilier ces quatre écussons d'Abbés de l'Ordre des Antonins avec l'idée de la présence *simultanée* de ces quatre Abbés à un carrousel ?

Cette pierre d'achoppement m'avertissait suffisamment que je faisais fausse route..., et mon imagination, reprenant sa course, cherchait de nouveaux sentiers inexplorés, mais qui, comme ceux d'un labyrinthe, me ramenaient toujours à mon point de départ...

Un jour, mon ignorance des usages monastiques me vint en aide, et je crus avoir trouvé le joint. Ces écussons, me dis-je, sont peut-être ceux de quatre *Commandeurs* de l'Ordre de Saint-Antoine, qui, *probablement*, devaient avoir le droit, comme chefs de maison, de porter la mitre et la crosse, au moins dans leurs armoiries... Mais ce n'était qu'une conjecture ; et, mieux éclairé, il me fallut encore renoncer à cette explication. De guerre lasse, j'aurais fini, je crois, non à renoncer à une publication qui me paraissait intéresser trop l'histoire de notre moyen âge dauphinois pour la délaisser, mais à offrir tout simplement au public mes dessins, comme un problème historique à résoudre, lorsque ma bonne fortune me mit entre les mains la clef même de ce problème. C'est alors que je me rappelai ces paroles de Paracelse que j'ai placées en tête de cette notice et qui ne sont que la paraphrase du *Quærite et invenietis* de l'Évangéliste (1). J'ai raconté

(1) *Petite, et dabitur vobis : quærite, et invenietis : pulsate, et aperietur vobis* (Ev. selon saint Mathieu, ch. vii, v. 7). Demandez, et on vous donnera ; cherchez, et vous trouverez ; frappez, et il vous sera ouvert.

ailleurs (1) comment je découvris, en Piémont, l'*Armorial des Grands-Maitres et des Abbés de Saint-Antoine*. Là était la solution.

Je trouvais, en effet, parmi les quarante-neuf écussons de Sant-Antonio-di-Ranverso, ceux des Abbés de Saint-Antoine représentés sur les murs de la salle des Loives, et ces écussons, placés dans leur ordre chronologique, étaient ceux des quatre premiers abbés de l'ordre...

Toutes mes suppositions s'écroulaient. Il fallait chercher l'explication de la présence de ces armoiries ailleurs que dans l'assistance de quelques seigneurs à un tournoi (2).

Tâchons donc de la trouver dans l'histoire même de l'Abbaye.

La *Maison de l'Aumône* venait d'être érigée en abbaye (1297) et devenait dès lors une puissance. Par ses rapports

(1) *Armorial des Grands-Maitres et des Abbés de Saint-Antoine de Viennois*; Marseille, Barlatier-Feissat, 1881.

(2) Cette notice, écrite en 1866, n'avait pu être publiée par divers motifs, dont le principal était l'absence des moyens de reproduction nécessaires, l'impression en couleur étant absolument obligatoire en pareille matière et ne se trouvant pas à ma portée. Elle fut donc reléguée au fond d'un carton qui, pour moi, se transforma bien vite en oubliettes... Des amis bienveillants me l'ont rappelé au moyen d'arguments auxquels il était difficile de résister..., et je viens naturellement l'offrir à mes confrères de la Société d'Archéologie de la Drôme, le lieu de naissance de cette curieuse étude étant situé sur la frontière de ce département.

Vingt-deux ans se sont écoulés depuis lors. J'ai relu ma notice avec attention...; et, sauf quelques corrections de peu d'importance, je n'ai rien trouvé à changer à ce que j'écrivais jadis. J'ai fait plus : j'ai voulu revoir mes peintures des Loives sur les murs mêmes qui me les avaient livrées en 1866 et que j'avais alors explorés avec tant de peines et de soins. Mais là, devant l'outrage des ans, j'ai pu constater combien j'avais été heureusement inspiré en relevant, alors qu'il en était temps encore, — pour la partie la plus importante du moins, — ces si curieuses peintures qui auront disparu complètement avant peu sous les injures du temps et des hommes.

avec Humbert I^{er}, Aymon de Montagny avait acquis une grande influence dans les Conseils du Dauphin, et celui-ci témoignait sa gratitude et sa faveur par les dotations et les prérogatives dont il comblait la maison de Saint-Antoine et son premier Abbé (1). Ne perdons pas de vue que l'Ordre se recruta uniquement dans les rangs de la noblesse jusqu'au xvi^e siècle, et que, parmi ses membres, on compta les représentants des vieilles familles du pays : les Aynard, les Alleman, les Arthaud, les seigneurs de Châteauneuf, de Brion, de Bressieu, de Montferra, etc. N'oublions pas non plus que les souverains féodaux du voisinage, les grands du Dauphiné et des provinces limitrophes se plurent à combler de leurs bienfaits un Ordre religieux qui rendait au monde tant d'éminents services.

A Aymon, mort en 1316, succédèrent, pendant l'espace de cinquante-huit ans, Ponce d'Alayrac (1317-1328), Guillaume Mitte (1328-1342), Pierre Lobet (1343-1369) et Ponce Mitte (1370-1374).

On sait les démêlés de la *Maison de l'Aumône* avec les Bénédictins de Saint-Antoine et leur Maison-mère de Montmajour, démêlés qui commencèrent vers 1130 pour ne finir qu'en 1297 (2). On n'ignore pas non plus que c'est à l'époque de l'éloignement de ces religieux du Prieuré de Saint-Antoine et de l'érection de celui-ci en Abbaye par les soins d'Aymon de Montagny, que correspond la plus grande élévation, l'apogée de la puissance de l'Ordre des Antonins. Me tromperais-je en attribuant à ces temps de prospérité et de splendeur la décoration de cette Maison des Loives, dont j'ignore l'histoire

(1) « Chéri de ses frères, vénérable à toute la chrétienté durant un règne de 41 ans, le flambeau de sa religion, l'arbitre des seigneurs et des barons de la province, le conseil des princes, le pacificateur des familles, le tuteur assidu des malheureux et des infirmes, il parut jusqu'au dernier jour le plus grand caractère des chanoines hospitaliers. » (Dassy ; *l'Abbaye de Saint-Antoine*, etc., p. 126.)

(2) V. *l'Armorial des Grands-Maitres*, etc., pp. 23 à 32.

et qui vit mourir, en 1482, le *bon Abbé* Joguet dans ses murs? De nombreuses maisons de l'Ordre sont fondées pendant le règne long et florissant d'Aymon de Montagny. Ponce d'Alayrac, son successeur, entoure de remparts le bourg de Saint-Antoine. Puis Guillaume Mitte reprend la construction de l'église, *oubliée* par les Bénédictins, et Pierre Lobet, conseiller ordinaire d'Humbert II et désigné par lui comme régent, à défaut de Henri de Villars, archevêque de Lyon, et de Jean de Chissay, évêque de Grenoble, reçoit dans sa superbe résidence la visite de plusieurs souverains. Ponce Mitte lui succède en 1370 et construit le magnifique et imposant réfectoire qui, pendant 400 ans, fit l'admiration de tous ceux qui purent le voir (1).

C'est donc aux environs de cette époque florissante que je fixerai la date de ces peintures; non peut-être au dernier Abbé que je viens de nommer, et que je voudrais croire avoir été assez modeste ou réservé pour ne pas placer lui-même ses propres armoiries après celles des quatre premiers Abbés dont on avait l'intention d'illustrer les services — tout au moins à son prédécesseur immédiat, Pierre Lobet, qui, moins timoré peut-être sur le chapitre de la satisfaction et de la retenue personnelles, n'aurait pas appréhendé de réunir — à bon droit du reste, et comme pour apposer sa signature au bas de son œuvre, — l'écusson de ses armoiries à ceux des autres bienfaiteurs de l'Abbaye.

Voici donc l'idée à laquelle je m'arrête.

(1) N'oublions pas que c'est à la grande position que les premiers Abbés de Saint-Antoine surent se créer et maintenir, que les Abbés Généraux durent la prérogative de présider aux États de la province du Dauphiné et de siéger au Parlement de Grenoble, prérogative qui leur fut accordée par les Princes-Dauphins de Viennois et par les Rois de France, leurs successeurs, en considération de la splendeur de cet Ordre, de l'antiquité et de la noblesse de son origine, du mérite personnel de ses chefs et de ses membres, et des services importants qu'ils avaient rendus à l'État, à l'Église et à l'humanité.

Pierre Lobet, si ce n'est son successeur, faisant restaurer la propriété que l'Ordre possédait aux Loives, aura eu la pensée de placer autour de la salle principale les armoiries des principaux donateurs de la *Maison de l'Aumône*, de l'Abbaye, devenue dispensatrice, grâce à eux, du superflu de la richesse et des legs pieux en faveur des misères de ce temps. — Nous sommes loin, on le voit, des trente-neuf Grands-Maîtres de M. Macé! — Puis, pour achever cette splendide et originale décoration, il aura imaginé de faire représenter, dans l'un des triangles formé par la toiture aux deux extrémités de cette salle et au-dessus de sa riche ceinture armoriée, quelque souvenir historique, — local peut-être, — les jeux de la guerre sous l'image d'un tournoi ou sous une allégorie plus réelle des rivalités qui, en dépit de leur commune origine, poussaient constamment dans une lutte fratricide les peuples du Dauphiné et de la Savoie. Dans l'autre triangle, en face, — incarnation du *cri* : SAINT GEORGES ET DALPHINÉ! Une Dauphine implorant le céleste protecteur des états de son mari... (1). N'était-ce pas là un sujet bien naturel et dignement trouvé pour des religieux dont la mission était toute de paix, et qui devaient presque autant de reconnaissance aux Comtes savoyards qu'aux Dauphins de Viennois, tout en montrant leur amour pour celui dont ils étaient les fidèles sujets? Pouvaient-ils mieux définir le but de leur Ordre, en dehors du soulagement qu'ils apportaient aux misères des victimes du feu sacré, qu'en inscrivant sur leurs murs cette

(1) Je suis presque tenté de dire *de ses propres états*... N'oublions pas qu'Aymon de Montagny, *Delphini fidelis et charissimus consiliarius*, ainsi qu'il est désigné dans plusieurs chartes, signa le premier, le 24 avril 1292, comme arbitre pour le Dauphin, le traité de paix qui eut lieu entre ce prince et le Comte de Savoie : l'acte fut passé entre Voiron et Moirans, en la chapelle de l'hôpital Saint-Jean, où Humbert de la Tour-du-Pin, Dauphin de Viennois, et Amédée de Savoie eurent une longue conférence, et où il fut arrêté que le Faucigny dépendrait du fief du Comte.

prière permanente en faveur d'une paix durable entre leurs deux principaux bienfaiteurs?

Le moment est venu d'étudier les écussons qui forment un si brillant cortège aux deux peintures que je viens de décrire. L'authenticité des uns ne supporte pas la moindre objection ; celle de quelques autres laisse plus à désirer, et le reste, je dois l'avouer, est pour moi lettres closes. Pour ces derniers, je n'ai pas autre chose à en dire, si ce n'est qu'on pourra peut-être les retrouver un jour dans les armoiries encore ignorées d'anciennes maisons dauphinoises ou dans celles de familles appartenant aux pays limitrophes du Dauphiné. Ce secret sera sans doute dévoilé par le dépouillement en règle des papiers de l'Ordre de St-Antoine, renfermés dans le fonds de Malte, aux Archives de Lyon ; mais il faut attendre que ce travail soit fait... Il n'est pas rare, à cette époque surtout, de rencontrer des armoiries exactement semblables et appartenant à des familles n'ayant aucun lien entre elles. Il faut donc une grande prudence pour des attributions qui ne peuvent être faites que les preuves à la main. Quant aux deux premières catégories de nos écussons, je dois à mon lecteur les motifs régulateurs de mes certitudes et de mes doutes, et quelques lignes d'histoire locale disposeront, je pense, son esprit à mieux comprendre par quel sentiment le mien s'est laissé guider.

Dans le courant du siècle passé et pendant la première partie du nôtre, la Forêt de Chambaran fut l'objet de procès qui eurent quelque retentissement. Un volumineux mémoire de M. de Lagrée, alors procureur général du roi en la Chambre des Comptes de la province (1) et un autre non moins volumineux publié par MM. Dupérour, Motte et Aug. Gautier, avocats à Grenoble (2), m'ont fourni beaucoup de dé-

(1) *Mémoire et conclusions du Procureur-général du Roi en la Chambre des Comptes de Dauphiné sur la concession de la Forêt de Chambaran.* Grenoble, Allier, 1824.

(2) *Mémoire concernant la Forêt de Chambaran de Roybon.* Grenoble, Allier, 1824.

tails sur l'histoire de cette contrée. C'est à ces sources, à la première surtout, que j'ai emprunté, *passim*, les notes qui vont suivre.

La Forêt de Chambaran, comprise dans le Mandement de Roybon et dans ceux du voisinage, a été, pendant des siècles, l'objet de difficultés sans nombre. Le terme de *Chambaran*, paraît avoir eu anciennement la signification de *terrains en friche, n'offrant à la vue que des bois, des landes et des bruyères*. Cette opinion paraît d'autant mieux fondée, que, dans les actes tant anciens que modernes, on a toujours désigné, sous la dénomination de *Chambaran*, des bois, landes et bruyères situés dans l'ancien Mandement de Roybon, entre les villes et bourgs de Saint-Marcellin, la Côte-Saint-André, Moras et Tullins.

Pour distinguer plus particulièrement la Forêt de Chambaran, on ajoutait, à ce terme générique, le nom de la terre dans l'étendue de laquelle la forêt était située. Ainsi, on appelait *Chambaran de Roybon* ce qui appartient au territoire de Roybon, *Chambaran de Bressieux* ce qui est sur celui de Bressieux, *Chambaran de Viriville* la portion située sur Viriville, *Chambaran de Serre* celle qui est sise sur le territoire de Serre (1), etc., etc.

(1) On trouve la racine du mot *Chambaran* dans les noms de beaucoup de localités qui, jusqu'à présent, ont résisté aux investigations des étymologistes. C'est ainsi que je puis citer, sans néanmoins *affirmer* une origine commune à toutes ces dénominations dont on pourrait, pour quelques-unes du moins, retrouver peut-être ailleurs les origines : le *Chambalon* (Loire-Inférieure), *Chamballon* (Charente-Inférieure), *Chambalud*, *Chambaran* et le *Chambard* (Isère), les *Chambards* et *Chambareins* (Ain), *Chambarel* et *Chambeyrat* (Haute-Loire), les *Chambarels* et les *Chamborels* (Basses-Alpes), *Chambaran* (Lozère), *Chambeire* (Côte-d'Or), *Chambérat* et le *Chamberon* (Allier), *Chamberau* (Drôme), *Chamberand* et *Chamborand* (Creuse), *Chamberet* (Corrèze), *Chamberet* et *Chamboret* (Haute-Vienne), *Chamberia* (Jura), la *Chamberonnie* (Dordogne), *Chambert* (Lot, Tarn-et-Garonne), *Chamberte* (Puy-de-Dôme), *Chambery* (Maine-et-Loire), *Chambéry* (Savoie), et d'autres encore dont la nomenclature me mènerait trop loin.

Quoi qu'il en soit de la signification du mot *Chambaran*, il est certain que cette partie de la province du Dauphiné, située entre Saint-Marcellin, la Côte-Saint-André, Moras et Tullins, était anciennement presque toute couverte de bois ou de terres incultes, et que ce ne fut qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la population de cette contrée, que ces cantons furent défrichés et cultivés à l'instigation des Seigneurs, propriétaires de ces vastes déserts, qui y appelèrent des colons à qui furent concédées ces terres.

Les anciens Princes Dauphins en possédaient en toute propriété la plus grande partie. Par les dons qu'ils en firent, ils les peuplèrent, les érigèrent en Seigneuries et en formèrent divers mandements; en sorte que les Dauphins se dépouillèrent peu à peu de la propriété de ces terrains, en proportion de la population qu'ils y avaient appelée. C'est ainsi que se formèrent les Mandements de Varassieux, Chasselay, Murinais, Chevrières, Beyssins, Montrigaud, Montfalcon, qui confinent actuellement la Forêt de Chambaran au levant, au midi et au couchant.

D'un autre côté, les Seigneurs particuliers n'étaient pas moins désireux que les Dauphins de peupler leurs terres. C'est ainsi que, par les mêmes procédés, le Seigneur de Bressieux, créa les Terres de Bressieux, Viriville et Thodure, situées au nord de la même forêt.

Toutes ces Terres étaient peuplées, lorsque les Dauphins, pour tirer parti des terrains incultes qui leur restaient au couchant du Mandement de Varassieux et au nord de celui de Chevrières, songèrent au moyen d'y attirer des colons, et érigèrent à cet effet le Mandement de Roybon dans la forêt même de Chambaran.

La première idée de cette nouvelle conquête paraît appartenir à Béatrix, Comtesse de Viennois, si l'on s'en rapporte du moins aux lettres qu'elle donna le 4 des Calendes de janvier 1264; mais ce furent Humbert I^{er} et la Dauphine Anne qui achevèrent cette transformation par leur charte de

juillet 1294, portant confirmation des privilèges qui y sont rappelés en entier, ainsi que la limitation du Mandement.

Le Dauphin Jean inféoda le Mandement de Varassieux à Aymard de Bressieux par acte du 1^{er} octobre 1314.

La Terre de Murinais n'appartenait pas en entier au Dauphin : Aymard de la Tour, Seigneur de Vinay, en possédait une moitié qu'il concéda en fief à son fils aîné, pour lui et ses enfants mâles. Cette portion fut hommagée au Comte de Valentinois par les Seigneurs de Vinay en 1329 et 1354. L'autre moitié de Murinais appartenait à la famille de ce nom, qui la tenait en fief du Dauphin.

La Terre de Chevrières fut cédée au roi par les Poitiers, cousins des derniers Comtes de Valentinois.

Celle de Dionay appartenait au Seigneur de Bressieux, qui la céda au Dauphin par acte du 1^{er} octobre 1314. Elle appartint ensuite à Jean Pagan, chevalier, et par héritage, en 1362, à Briand de Retourtour, qui la vendit en 1367 aux Abbé, Prieur et Religieux de Saint-Antoine (1).

La Terre de Montrigaud fut érigée en Mandement à peu près à la même époque que celle de Roybon. Humbert Dauphin et Anne sa femme, accordèrent des privilèges à ses habitants par une charte donnée aux Loives, le 17 juillet 1293. Cette Terre fut inféodée par le Dauphin Humbert II, le 18 janvier 1336, à Jean de Montluel, puis, à la mort de celui-ci, à Jean de Châlons, Comte d'Auxerre, et enfin à Disdier de Sassenage, après le transport du patrimoine delphinal à la couronne de France.

En 1355, la Terre de Roybon fut cédée par le Dauphin Charles à Hugues et Aymon de Genève, qui en devinrent ainsi les Seigneurs, en dédommagement des terres qui leur appartenaient en propriété et qui avaient été cédées aux Comtes de Savoie par le traité de 1354.

(1) Pour plus de détails, voir *Une page de l'histoire du Viennois à la part du Royaume*, par A. de Gallier ; Vienne, Savigné, 1874, pp. 73-74.

En 1368, la Terre de Montrigaud fut aliénée en faveur de Disdier de Sassenage par le Roi-Dauphin, en échange d'une Parerie de la Terre de Sassenage.

La Terre de Montfalcon, appelée autrefois les Loives, avait appartenu aux Templiers. Après la destruction de cet Ordre en 1312, elle fut adjugée par le pape Clément V à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem qui lui donna le nom d'*Hôpital-de-les-Loives*. Le mas de Chazalet, inféodé à Guigues Véhier en 1299, est déclaré exister dans le Mandement de Roybon et être confiné par les terres de l'Hôpital-de-les-Loives et par un petit chemin d'où on allait de Notre-Dame-des-Loives jusqu'à Saint-Antoine.

Il y eut plusieurs contestations au sujet des Loives entre les Dauphins et l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ; mais elles furent terminées par un traité du 19 avril 1317. Le changement de ce nom des *Loives* en celui de Montfalcon et l'identité de ces deux noms pour désigner la même localité, le même Mandement, sont évidemment établis par un autre acte intervenu dix ans plus tard.

Les guerres qui régnaient fréquemment entre les Dauphins et les Comtes de Savoie exposaient sans cesse les habitants de cette Terre à des dévastations et à des massacres. Pour prévenir ces malheurs et mettre les habitants à l'abri des incursions, le Dauphin et le Commandeur de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem consentirent un traité, à la date du 26 février 1327.

Le Commandeur prit l'engagement de faire construire à ses frais un fort sur le Molard appelé *Montfalcon*, dans lequel les habitants seraient obligés de se retirer, et d'y bâtir des maisons. Il fut convenu qu'il serait établi en commun, dans le territoire des Loives ou de Montfalcon, un Officier qui exercerait la justice au nom du Dauphin et du Commandeur. Il fut stipulé que les habitants, ainsi que ce dernier, seraient tenus de prendre les armes pour la défense du pays ; mais, par une clause spéciale, il fut ajouté qu'ils ne pourraient pas

être contraints de faire la guerre hors du Dauphiné ; enfin, le Dauphin confirma, au profit des habitants des Loives ou de Montfalcon, la concession qu'il leur avait faite précédemment, le 19 avril 1317.

C'est alors que les Loives prirent le nom de *Montfalcon*, de celui de l'endroit où fut construit le château pour la défense des habitants des Loives : *Montisfalconis seu parochiæ et territorii Loiviarum*.

Le plus ancien des actes est celui d'inféodation passé par le Dauphin à Guigues Véhier, le 12 avril 1299, de plusieurs fonds énumérés dans le dit acte, et notamment du mas de *Chazalet-de-les-Loives* ou des *Charlets*. Il y est énoncé, que ce mas est situé dans le Mandement de Roybon, entre les terres de l'Hôpital-de-les-Loives et le tènement ayant appartenu à Pierre Sibillon ; qu'il s'étend jusqu'à la sommité d'Arcoran, en descendant vers le Mandement ; et que, de l'autre côté, il confine au petit chemin tendant de Notre-Dame-des-Loives à Saint-Antoine, et de là retourne jusqu'aux terres dudit Hôpital. Il ne faut pas confondre le *Chazalet-de-les-Loives* avec les terres de l'*Hôpital-des-Loives*. L'acte d'inféodation du 12 avril 1299, en confinant l'un par l'autre, ne permet pas de faire de méprise à cet égard. Le *Chazalet-de-les-Loives* faisait partie du Mandement de Roybon appartenant aux Dauphins, tandis que les terres de l'*Hôpital-des-Loives* appartenaient patrimoniallement au dit Hôpital. Les terriers du fief de Chazalet, en remontant jusqu'à celui de 1332, au profit de l'Abbé de Saint-Antoine, successeur de Guigues Véhier, établissent que le mas de Chazalet se termine au territoire de Montfalcon et forme les confins précis de cette Terre au levant ; d'où il suit que le Mandement de Roybon, sur lequel le Dauphin déclare que le mas de Chazalet est assis, n'avait d'autre limite, dans cette partie-là, que la terre de Montfalcon.

L'Abbaye de Saint-Antoine a possédé dans la Forêt de Chambaran des héritages tant nobles que roturiers, dont

elle a joui aux lieux de Roybon, Dionay, Montrigaud, Chevrières, Viriville, Marnans, Thodure, Lentiol et Beaufort, et qui lui appartenait en toute propriété. Elle avait de puissants voisins, et c'était à qui parmi eux, pour un motif ou pour un autre, lui ferait des concessions et lui donnerait des biens.

La Terre de Serre appartenait au Seigneur de Bressieux, la 3^e Baronnie du Dauphiné, alternante avec celle de Maubec, et l'on retrouve un Guillaume de Roussillon comme administrateur des biens du prieuré dudit Serre.

Falque de Montchenu était seigneur de Thodure, et les Clermonts avaient des droits sur Chambaran.

Nous avons vu plus haut que c'est par le traité de 1358, relatif à l'échange des terres entre le Dauphin et le Comte de Savoie, après le traité de 1355, que Hugues et Aymon de Genève furent mis en possession de Roybon, du temps même de l'Abbé Lobet.

Quoi donc d'étonnant à rencontrer tous ou la plupart des noms des seigneurs voisins représentés par leurs armes dans cette galerie, dans ce Panthéon élevé à ses bienfaiteurs par la reconnaissance de l'Ordre des Antonins !

A ces traits principaux se rattachant à l'histoire des Loives, j'ajouterai la citation d'actes moins importants où ce nom est reproduit et qui sont mentionnés soit dans l'*Essai* (1) de M. Emile Giraud, soit dans une note que je dois à l'obligeance de M. Brun-Durand, de Crest, où ce nom se trouve sous diverses formes (2), ce qui n'est point étonnant pour une

(1) *Essai historique sur l'Abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans* ; 1^{re} partie, *Preuves*, p. 149, n° 123, et *Complément*, p. 27, n° 123.

(2) Quelle est l'étymologie de ce nom ? Est-elle de celles qu'il faut se résoudre à toujours ignorer ? Je ne sais qu'en penser. Je me bornerai à dire que, dans le vieux patois de nos campagnes, j'ai retrouvé les mots suivants qui s'en rapprochent comme forme, mais qui ne sont guère plus en usage. Comment alors les en rapprocher par le sens ?

époque où les noms n'avaient pas encore d'orthographe bien assise.

Une charte de l'an 1084 nous apprend qu'Armannus donne à l'église de Romans partie d'un sien mas situé « in villa quam nominant *ad las Lovias*. »

Dès 1173, on trouve un Pierre *de Leives* parmi les témoins de donations à la Commanderie de Saint-Paul-lès-Romans.

Vers le même temps, Lantelme *de Leives* donne un curtil près la même Commanderie à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Guarnerius *de Loivis* vivait aussi dans ce temps.

Peu après, vers 1200, Simon et Amé, fils de Pierre *de Leivias*, donnaient quelques biens à l'Ordre de Saint-Jean pour le repos de l'âme de leur père.

Le 9 avril 1317, Falques de Villaret, Grand-Maître de

Loeivi, ceinture métallique que les femmes mariées portaient et où elles attachaient les clefs du ménage.

Loeive ou *Loevie*, grand ou petit traîneau.

Lote ou *Loye*, eau profonde. *Fare ina loïe*, faire un barrage ou écluse; *le loïe de San Boë*, les loies de Saint-Bueil.

Il pourrait bien se faire que le nom de *Loives* soit dû à quelque barrage construit dans les terres voisines, sur la Galaure qui coule près de cette localité. On verra plus loin que le Commandeur de Saint-Jean-de-Jérusalem avait le droit d'y établir un béal pour ses moulins et ses prairies.

Il y avait aussi à Clérieu (*Bull. de la Soc. d'arch. et de stat. de la Drôme*, 1869 : *Essai hist. sur la baronnie de Clérieu*, etc., par A. DE GALLIER, p. 364, planche, n° 2 de la *légende*), une porte d'entrée au quartier de la *Loive*, porte qui, si elle n'aboutissait pas à une écluse, conduisait peut-être à un *deambulatorium* ou promenade publique; ce qui, dans cette conjecture, cadrerait assez convenablement avec la définition suivante que j'emprunte au *Glossaire* de Du Cange (V° LOVIA).

« LOVIA, pro *Lobia* (V. ce mot).

« LOBIA, LAVBIA, LOBIVM. Porticus operta ad spatiandum idonea. ædibus adjuncta, *Galerie* : ex *Laub* Theuton. Folium, quod ejusmodi deambulatoria in prædiis rusticis foliis obducantur et operiantur. »

l'Ordre de Saint-Jean, représenté par Humbert de la Baume, Commandeur de Vizille, et Artaud Hélie, Commandeur de Lachal, abandonne au Dauphin Jean tous les droits de son Ordre dans les Mandements de Beaurepaire et de Réaumont, en échange des droits de vingtain, de chevauchée et de ban qu'avait le Dauphin aux *Loives*, au Laris et à Saint-Sauveur.

En 1402, noble Pierre du Bois, du Laris, était bailli de Montfalcon ou les Loives pour le Commandeur de Saint-Paul. D'après une transaction, à cette date, le Commandeur des *Loyves* pourra établir un béal pour ses moulins et prés.

Il est temps de revenir à nos peintures.

Au-dessous de cette œuvre curieuse, — dont l'exécution naïve fait songer, quoique plus largement exécutée, comme il convient à la fresque, à celle des peintures que nous aimons tant à étudier dans les manuscrits du moyen-âge, — se déroule la suite non interrompue d'écussons que j'ai reproduits aussi avec le plus de fidélité qu'il m'a été possible de le faire.

Pour mener à bonne fin un travail de ce genre, il y avait deux opinions à consulter : celle de l'artiste et celle de l'historien. Pour l'artiste, les yeux entrent en première ligne, associés à un goût sûr et délicat, et le peintre doit se contenter de reproduire fidèlement ce qu'il voit, sans en rien retrancher, sans y rien ajouter non plus. La question devient plus complexe, du moment qu'il s'agit d'une tentative de restauration. L'érudition et le jugement de l'historien entrent en cause, dès ce moment, et viennent prêter leur concours au travail mécanique des yeux. J'ai dû avoir recours à ces deux manières de voir et d'agir ; et si, dans ma reproduction, je ne me suis pas astreint à rendre toutes les dégradations des peintures, c'est uniquement afin de ne pas choquer le regard par des vides inutiles qui leur auraient enlevé l'aspect intéressant que j'ai voulu leur laisser. Restaurer, c'est rétablir les détails manquants que l'on suppose avoir existé ; on verra, dans mes dessins, que, si j'ai *restauré* ce qui ne pouvait être mis en suspicion, je me suis incliné devant ce qui offrait la

moindre prise à l'incertitude. Il faut, dans la reproduction d'un monument quelconque, montrer la plus scrupuleuse sincérité, ne jamais *forcer* les autres à voir ce que vous voulez y voir. Un dessin est la pièce du procès que l'opinion plaide et juge : il ne faut pas de pièces fausses.

Par une fiction qui n'a pas besoin de défense, j'ai donc pensé qu'il valait mieux débarrasser mon dessin de toutes ces moisissures ou dégradations, — conséquence forcée des siècles, — dont les murs du galetas sont constellés et rétablir les lignes manquantes là où il n'y avait aucun doute sur leur existence. Autre chose est de certaines lacunes que j'ai dû respecter, pour ne pas donner à mon interprétation un sens contraire peut-être à ce qui était, dans les armoiries surtout où chaque meuble, chaque disposition a une valeur qui n'admet pas l'arbitraire.

Peu de nos écussons offrent une conservation parfaite. Un seul a tout-à-fait disparu. Ceux qui n'offraient aucun doute ont été restaurés complètement dans mes dessins ; au contraire, j'ai respecté les ravages du temps dans ceux que je ne pouvais rétablir sans porter peut-être atteinte à la vérité. Un exemple fera mieux comprendre l'idée qui m'a imposé cette réserve.

L'écusson n° 29 pourrait se lire, comme je l'ai fait pour le n° 7 : *Cinq points d'or équipollés à quatre d'azur*. Mais on devrait aussi le lire d'une autre façon, s'il avait appartenu à une famille qui aurait porté : *D'or, à la croix d'azur*. Le centre caractéristique manque... J'ai dû rester sur la réserve. Et pourtant, me rappelant ce que j'ai dit plus haut (p. 272) de la cession faite en 1355 par le Dauphin Charles à Hugues et à Aymon de Genève, ce n'est pas l'envie qui m'a manqué d'attribuer le second de ces écussons au second de ces personnages. Il y a, certes, présomption ;... mais cela ne me suffit pas, et je préfère la prudence. Il ne faut rien avancer qu'on ne soit certain de ne pas induire les autres en erreur par une affirmation prématurée.

J'aborde maintenant la description de ces 39 écussons armoriés, et, s'il m'est impossible de déterminer *toutes* les familles auxquelles ces armes ont appartenu, on voudra bien excuser mes lacunes. Je ne puis dire que ce que je sais ou crois savoir, et je penserais manquer de respect vis-à-vis du public, en cherchant à lui imposer une certitude que je ne partagerais pas moi-même.

I. — LE DAUPHIN DE VIENNOIS.

D'or au dauphin d'azur. Tous les Armoriaux ajoutent : *créte, oreillé, lampassé et barbé de gueules*, détails qui, on doit le remarquer, ont été négligés par le peintre dans cet écusson comme dans la représentation du tournoi placé au dessus. Cette inexactitude ou cet oubli de l'artiste doit nous mettre en garde contre d'autres erreurs contenues dans ces écussons. J'aurai l'occasion d'en relever quelques unes. Remarquons, du reste, qu'à cette époque le blason n'était pas aussi compliqué dans ses détails qu'on l'a rendu plus tard, et qu'on lui a prodigué les *enjolivements*. Beaucoup de franges et d'ornementations ajoutées depuis au vieux manteau...

Avant d'aller plus loin, je dois fixer ici les différences adoptées par les diverses branches issues des Dauphins de Viennois dans la représentation de leurs armoiries, afin de se distinguer entre elles.

Robert III, comte d'Auvergne et de Velay, marié à Marchise ou Béatrix d'Albon, fille de Guigues, Dauphin, a un fils, Guillaume VII, dit le Jeune. En 1155, celui-ci possède le Velay, et, à l'exemple de son aïeul Guigues d'Albon qui prit le premier le titre de Dauphin de Viennois, se fait, le premier aussi, désigner sous le titre de Dauphin d'Auvergne. En 1167, il perd le Velay, mais il garde le Comté de Clermont, qui est aussi appelé le Dauphiné d'Auvergne. Il prend pour armes celles de sa mère, — c'est-à-dire, le *dauphin*. — En 1428, Jeanne, seule héritière de sa Maison, se marie à Louis de Bourbon, Comte de Montpensier.

Quelques années auparavant, Béraud III, son père, Comte de Clermont et de Sancerre, sur la demande du Dauphin Louis de France, fils de Charles VI, avait changé le *dauphin d'azur, crété, oreillé, lampassé et barbé de gueules* en un *dauphin pâmé d'azur*, également en *champ d'or*, mais aux *ouïes d'argent*.

En 1543, le Dauphiné d'Auvergne est uni au Duché de Montpensier, à la condition que les aînés de ce Duché porteront le titre de Prince-Dauphin.

II. — LE COMTE DE SAVOIE.

De gueules, à la croix d'argent.

III. — LE COMTE DE FOREZ.

De gueules au dauphin pâmé d'or (1).

Le P. Ménestrier donne aux Comtes de Forez et aux Dauphins d'Auvergne les mêmes armoiries : *D'or, au dauphin pâmé d'azur*. C'est là une grave erreur. Guigues Reymond, fils puîné de Guigues le Gras, Comte de Graisivaudan, s'était marié vers 1109 avec Ide-Raymonde, héritière des Comtés de Forez et Lyonnais ; ses descendants, qui, presque tous, portèrent le prénom de Guigues, adoptèrent pour armes, en 1150, *un dauphin d'or en champ de gueules*. Cette branche, comme celle d'Auvergne, s'est aussi fondue par alliance, en 1273, dans la maison de Bourbon.

IV. — MAISON DE SAVOIE : (Branche d'Achaïe).

De gueules, à la croix d'argent, à la cotice d'azur brochant sur le tout.

Les Comtes de Raconis et de Pancarlier, marquis de la Chiuse et seigneurs de Cavours, avaient les mêmes armoiries.

(1) Un écusson semblable a été décrit par M. P^{re} Gras dans ses *Notes sur quelques blasons de la Diana* (p. 21).

V. — LE PRINCE D'ORANGE.

D'or, au cornet d'azur. L'Armorial de la Chesnaye-Desbois et Badier décrivent ainsi les armes de la principauté d'Orange : D'or au cornet de chasse de sable, aliàs, d'or au cornet d'azur, enguiché de gueules. Sur notre écusson, le cornet a son enguichure ou embouchure du même émail que lui.

VI. — MAISON DE CHÂLONS.

De gueules, à la bande d'or chargée en chef d'une molette d'azur.

La Chesnaye-Desbois et Badier donnent à la maison de Châlons : *De gueules, à la bande d'or.*

Guichenon (1) décrit les armes d'une branche de cette famille : *De gueules, à la bande d'or brisée d'un anneau d'azur en pointe.*

Ici, au lieu d'un *anneau en pointe*, nous voyons une *molette en chef*, qui est évidemment la brisure d'une autre branche (2).

Or, sous le n° V qui précède, on vient de voir l'écusson d'un Prince d'Orange. Celui-ci en serait-il comme une sorte d'écho, son voisinage du précédent faisant involontairement songer aux alliances de la famille de Châlons avec celles des Baux ?...

Deux mots d'explication sont ici nécessaires.

La principauté d'Orange passa par alliance dans la famille de Châlons. C'était en 1393. Mais cette date serait déjà trop éloignée de l'époque que j'ai voulu assigner à ces fresques, pour me permettre d'attribuer cet écusson à Jean, le premier

(1) *Histoire de Savoie* (p. 1085).

(2) Cette branche, paraît-il, brisait d'une *molette* au chef de la bande de son écusson, et nous retrouvons, en effet, ce meuble sur une monnaie de Louis, fils de Jean I^{er} (Voir les *Monnaies féodales de France*, par F. POEY D'AVANT, T. II, p. 400, pl. xcvi, n° 20).

souverain de cette maison qui ait régné sur la principauté. Celui-ci avait épousé Marie, fille de Raymond V de Baux et de Jeanne de Genève auxquels il était déjà allié par sa propre famille, et, sans doute, un de ses ancêtres les moins éloignés avait eu l'occasion de faire acte de bienfaiteur vis-à-vis de l'Ordre de St-Antoine. C'est pour ce motif peut-être que nous retrouvons l'écu de la famille, ou plutôt de la branche des Châlons à laquelle il appartenait lui-même, placé entre ceux du Prince d'Orange et du Comte de Genevois...

Sous toutes réserves, bien entendu.

VII. — LE COMTE DE GENEVOIS.

Cinq points d'or équipolés à quatre d'azur.

Nous avons vu (pp. 272 et 278) que Hugues et Aymon de Genève étaient seigneurs de Roybon, et cet écusson est très probablement le leur. Or, de même que plusieurs familles ont leurs armoiries répétées plusieurs fois sur notre tableau, je serais très porté à penser que l'écusson n° 29 pourrait aussi être celui des Comtes de Genevois.

La famille de Saint-Priez, en Forez, a, suivant le P. Ménesrier, porté les mêmes armes. Cependant cet écusson pourrait aussi se blasonner : *D'or à la croix d'azur*, et je dois, faute de preuve, m'abstenir de me prononcer en enlevant peut-être à une autre famille le droit de figurer ici parmi les bienfaiteurs de l'Ordre. Me retranchant donc derrière la dégradation de la fresque, je me renferme dans la prudente maxime de l'abstention dans le doute, maxime qu'on ne saurait assez pratiquer, et dont tant de gens oublient ou feignent d'oublier l'existence.

VIII. — LE COMTE DE VALENTINOIS.

D'azur, à six besants d'argent, 3, 2 et 1, au chef d'or.

IX. — LE SEIGNEUR DE MONTÉLIMAR.

Bandé d'or et d'azur.

D'autres disent : *D'azur à trois bandes d'or.*

X. — LE SEIGNEUR DE ROUSSILLON.

Echiqueté d'or et d'azur, à la bordure de gueules.

Ce sont les armes que Guichenon, parlant de la branche d'Annonay des Roussillon, lui donne avec la variante du métal : Un *échiqueté d'argent et d'azur, à la bordure de gueules* ; et ce dernier blason est aussi celui de la branche principale des Roussillon, suivant M^{re} Morel de Voleine et de Charpin (1).

XI. — LE SEIGNEUR DE BRESSIEUX.

De gueules, à trois fasces de vair.

On trouve aussi : *Fascé de gueules et de vair de six pièces.*

XII. — LE VICOMTE DE CLERMONT.

De gueules, à deux clefs d'argent adossées et passées en sautoir.

XIII. — LE COMTE DE VALENTINOIS.

D'azur, à six besants d'argent, 3, 2 et 1, au chef d'or.

Cette répétition des armes de la famille de Poitiers me fait supposer, de même que pour celles de plusieurs autres que nous rencontrerons dans cette étude, que, par là, les Antonins ont voulu honorer le souvenir des bienfaits de quelque autre membre de cette illustre famille. Rappelons-nous, du reste, que le premier auteur de la légende Antonienne est précisément Guillaume le Cornu, un descendant des Comtes de Poitiers.

XIV. — LE SEIGNEUR D'HAUTERIVES.

D'azur, aux fleurs de lis d'or sans nombre.

(1) *Recueil de documents pour servir à l'histoire de l'ancien gouvernement de Lyon*, etc. (Lyon, L^a Perrin, 1854, p. 60).

Quelques uns ont voulu voir, dans ces armoiries, celles de France qui sont également, et par excellence, un *Semé de fleurs de lis d'or en champ d'azur* ; mais j'ai toujours repoussé cette prétention mal fondée, sur ce raisonnement : 1°, que l'écu de France, tel avant Charles V, n'a plus porté, depuis ce règne, que trois fleurs de lis, 2 et 1 ; 2°, que si c'était l'écu de France, il aurait occupé une des premières places de la série. Les armes du seigneur d'Hauterives se trouvent donc tout naturellement en compagnie de celles des autres possesseurs de terre dans le voisinage de l'Abbaye.

XV. — LE SEIGNEUR DE LA TOUR DE VINAY.

De gueules, à la tour d'argent senestrée d'un avant-mur de même et maçonnée de sable.

Il ne faut pas confondre les La Tour-Vinay avec la famille qui n'a porté que le dernier de ces noms.

La terre de Vinay, possédée, en effet, par les anciens barons de la Tour du Pin, fut donnée à Guillaume, fils naturel d'Albert IV, seigneur et baron souverain de la Tour-du-Pin, l'an



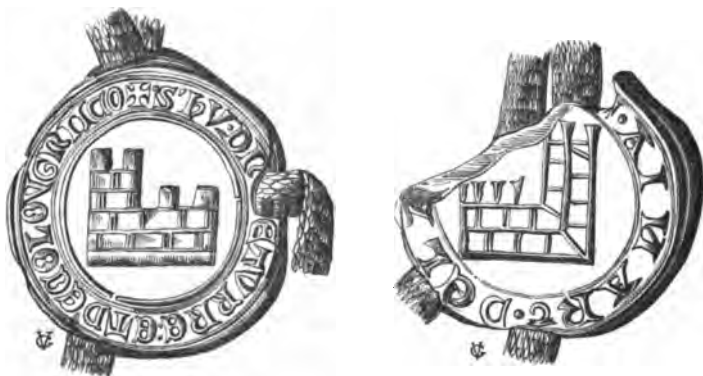
1280, lequel Guillaume et ses descendants ne portèrent jamais que le nom de Vinay, et pour armoiries : *De gueules, à la tour d'argent brisée d'une barre d'azur*, tandis que les La Tour-du-Pin portaient : *De gueules, à la tour d'or senestrée d'un avant-mur de même, et maçonnée de sable* ; et les

La Tour-Vinay les mêmes armes, sauf que la tour et son avant-mur étaient d'argent (1).

Or, une erreur paraît avoir été commise ou par les historiens qui auraient donné le nom de *La Tour* au 12^e Grand-Maitre de St-Antoine, ou par ceux qui ont fait peindre l'*Armorial* de Sant Antonio di Ranverso et qui auraient attribué à un La Tour-Vinay les armes d'un Vinay; et je suis d'autant plus porté à penser que l'erreur provient de ces derniers, — dont le travail, ainsi que je l'ai démontré (2), s'effectua vers l'an 1701, — que Guillaume, le fils naturel d'Albert, ne reçut cette terre de Vinay qu'en 1280 et que Jocelin était Grand-Maitre de la Maison de l'Aumône en 1267; ce qui implique une confusion évidente entre les écussons des deux branches de cette famille de La Tour-Vinay et de Vinay (3).

(1) Une charte originale, publiée par M. le Chan^e Auvergne (p. 114 de son *Cartulaire des Écouges*), donne les sceaux d'Humbert de la Tour, seigneur de la Tour-du-Pin, et d'Aynard de la Tour, seigneur de Vinay. Or, cette charte étant de l'an 1275, c'est-à-dire antérieure à la donation rapportée ci-dessus, cela explique pourquoi l'écusson d'Aynard, seigneur de Vinay, ne porte pas encore la *barre d'azur* de celui de Sant-Antonio di Ranverso.

Voici ces deux sceaux :



(2) *Armorial des Grands-Maitres*, etc., p. 16.

(3) Voir ce que j'ai dit de ces armes à la p. 28 de mon *Armorial*.

XVI. — LE SEIGNEUR DE CHATEAUNEUF-DE-L'ALBENC.

Ecartelé : aux 1 et 4, d'or à trois taus d'azur 2 et 1, au chef de gueules ; aux 2 et 3, d'azur, à l'aigle éployé d'or.

L'*Armorial du Dauphiné* dit : *D'azur à trois taus d'or, 2 et 1.* Suivant la même source, une branche de cette famille brisait d'or, à trois taus de sable 2 et 1, au chef de gueules.

Je puis garantir les *trois taus d'azur sur or* de mon écusson ; quant au surplus, voici ma pensée.

Ces armes sont-elles bien celles d'un Châteauneuf-de-l'Albenc ? Je ne puis guère en douter, lorsque je songe au rôle que cette famille a joué lors de la création et pendant la durée de l'Ordre des Antonins. Je ne sais, dans tous les cas, à quelle branche de cette famille cet écusson peut appartenir. Les 1^{er} et 4^e quartiers ne sont pas douteux : la position des *taus* indique l'existence d'un *chef*, et ce dernier, malgré sa disparition presque complète, laisse encore deviner qu'il a dû être le *chef de gueules* donné par les héraldistes aux armoiries de cette famille. Mais quelle peut bien être l'alliance des 2^e et 3^e quartiers ?

Il m'est permis de rappeler ici, quoique j'emprunte ce renseignement au *Dictionnaire* de Guy Allard et que, par conséquent, je ne sois pas bien certain de ce que j'avance, que l'ancienne famille de St-Quentin portait : *Parti, au 1, d'argent à l'aigle de sable ; au 2, fascé d'or et de gueules de 6 pièces*, et qu'elle finit en 1339 par Lantelme et Odebert, seigneurs de St-Quentin, qui laissèrent pour sœurs Béatrix et Françoise, dont l'une épousa Odebert, seigneur de Châteauneuf, et l'autre, Joffrey, seigneur de Chatte. Je serais donc bien tenté de voir dans ce blason le souvenir de la première de ces alliances, récente relativement à l'époque où ces peintures ont été exécutées. Mais les émaux ne sont plus les mêmes, et, au lieu de *l'aigle de sable sur argent*, nous trouvons ici un *aigle d'or sur azur*. Je dois avouer, du reste, que

l'état de détérioration de cet écusson qui m'a permis d'affirmer jusqu'à un certain point le *chef de gueules* du quartier des Châteauneuf, pourrait bien aussi avoir affaibli les teintes de celui des Saint-Quentin et m'avoir induit en erreur sur leurs émaux véritables.

XVII. — ?

De gueules, à l'aigle d'argent.

Seraient-ce les anciennes armes des Comtes de Bourgogne, ainsi que les donne Palliot (1) ? Cet auteur dit, à ce sujet, que « l'on tient que cet Aigle estoit de la maison de Vienne descendue d'un troisiemesme fils des Comtes de Bourgogne : Il est vray qu'elle porte de gueules à l'Aigle d'or ». Ces armes furent changées par Othon, fils de l'empereur Frédéric, en un *lion d'or sur champ d'azur*.

Tous les aigles de nos peintures portent le *vol abaissé*. Faudrait-il en conclure que le peintre s'est bien rendu compte de la différence qu'il y a entre ce *vol* et le *vol haut* ou *élevé*, qui était celui des armes de Vienne et de Bourgogne (2) ? Un de mes amis serait tenté de voir, dans cet écu, celui des Coligny : « A vrai dire, ajoute-t-il, leur aigle était, je crois, beccqué d'azur ; mais, comme vous le faites observer pour le dauphin, on n'y regardait pas de si près à cette époque ».

XVIII. — LE BARON DE SASSENAGE.

Burelé d'argent et d'azur de dix-huit pièces, au lion de gueules.

Les armes des Sassenage, seigneurs de Pont-en-Royans, étaient un *burelé d'argent et d'azur de dix pièces, au lion de gueules armé, lampassé et couronné d'or brochant sur le tout*. Ici, c'est le contraire qui existe, car c'est le burelé qui *broche*

(1) *La Vraie et Parfaite Science des Armoiries*.

(2) Voir aussi ce que j'ai dit des armes des Comtes de Roussillon.

sur le tout. Je ne puis douter, cependant, que cet écusson ne soit celui de cette illustre famille, quoiqu'il soit presque entièrement détruit. Je n'ai pu y découvrir les traces de la couronne d'or, ni de ce métal sur la langue et les ongles, et j'ai dû respecter cet *oubli* ou cette *ignorance*, ainsi que je l'ai fait pour le dauphin du n° I. Le nombre des pièces du burelé est également bien plus considérable.

XIX. — ?

Fascé d'argent et de gueules de 6 pièces.

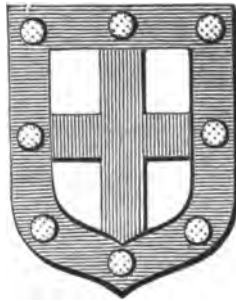
Le Comte Amédée de Foras donne (1) un fascé semblable qu'il attribue aux Polignac. Mais, que je sache, cette famille n'a rien à voir ici, et l'on devra chercher ailleurs.

XX. — AYMON DE MONTAGNY,

1^{er} Abbé de l'Ordre de Saint-Antoine.

D'argent, à la croix de gueules ; à la bordure de sable.

On peut remarquer ici (2) une notable différence entre cet écusson et celui de l'*Armorial* de Sant-Antonio-di-Ran-



(1) *Dictionnaire du Blason* ; Grenoble, Allier, 1883 (p. 203).

(2) J'emprunte à l'*Armorial des Grands-Maitres et des Abbés de St-Antoine de Viennois* les bois qui accompagnent la notice de chacun des quatre premiers Abbés, et je les place dans les présentes pages pour la comparaison qu'il est bon d'en faire.

verso (1), la bordure n'offrant pas trace des besants dont le premier nous donne l'image. Je ne puis attribuer cette particularité qu'à l'ignorance ou à l'oubli du peintre, et, quoique je sois tenté de penser que les écussons des Loives, exécutés sous les yeux mêmes de l'un des Abbés de Saint-Antoine, et presque à l'époque où vivaient ceux dont on reproduisait les armes sur les murs d'une salle d'honneur, doivent offrir plus d'exactitude que ceux reproduits 250 ans après dans le corridor d'un couvent de Piémont, je n'en pense pas moins que l'écusson des Loives est erroné, tous les héraldistes s'accordant à donner à celui d'Aymon de Montagny une *bordure de sable chargée de huit besants d'or*.

De plus, le *tau* a été placé au 2^e quartier de la croix, et nous allons le retrouver encore en diverses places, en tête des trois écussons suivants, timbrés comme celui-ci de la mitre et la crosse abbatiales.

XXI. — PONCE D'ALAYRAC, 2^e Abbé de St-Antoine.

D'or, au demi-vol senestre abaissé de gueules ; senestré en chef d'un tau d'azur.

Juste l'inverse de l'écusson de Sant-Antonio pour la couleur des émaux (2).



(1) Page 32.

(2) Voir, au sujet de ces armes, la note de l'*Armorial*, p. 35.

XXII. — GUILLAUME MITTE, 3^e Abbé de Saint-Antoine.

D'argent, au sautoir de gueules ; à la bordure de sable.

Au sujet de cette bordure et des fleurs de lis qui la décorent dans l'*Armorial* de Saint-Antoine, je prie le lecteur de relire ce que j'ai dit au sujet de l'écusson d'Aymon de Montagny (1) et de consulter également la note de l'*Armorial* citée au n^o précédent.

Le *tau* est placé ici dans le quartier supérieur du sautoir.



XXIII. — PIERRE LOBET, 4^e Abbé de Saint-Antoine.

De gueules, à la bande engrelée d'or, chargée de trois loups d'azur et senestrée en chef d'un tau du même.

Ce quatrième écusson des Abbés de St-Antoine est celui de tous qui offre le moins de dissemblance avec ceux de la



(1) N^o XX ci-dessus.

série de Sant-Antonio-di-Ranverso ; néanmoins, personne ne pourra contester que ces écussons ne soient bien ceux des quatre premiers Abbés de l'Ordre. Faut-il attribuer ces variantes si notables à l'ignorance des artistes ou à l'indifférence apathique de ceux qui les firent exécuter ? Je serais assez tenté de le croire, surtout en les comparant au sceau dont il est question dans une note de l'*Armorial* et qui, lui, doit être un monument parfaitement authentique. Je repousse donc la variante de Sant-Antonio, laissant néanmoins à la critique le champ libre et l'allure indépendante qui est et doit être son apanage.

(Voir, du reste, ce que j'ai dit des armes de Pierre Lobet).⁽¹⁾

XXIV. — MONTRIGAUD (?)

De gueules, à l'aigle d'argent ; à la cotice d'azur brochant sur le tout.

Les Montrigaud, d'après l'*Armorial du Dauphiné*, sont une ancienne maison du baillage de Saint-Marcellin, tombée en quenouille en 1490.

Le Dauphin Guigues VIII avait donné une dot de 100 florins et la terre de Montrigaud à Simonde, fille de Guyonnet de Brennes, lors de son mariage avec Vincent Guélix, le 6 mars 1330.

Le voisinage des terres de Montrigaud de celles de l'Abbaye, la quasi-ressemblance du trait ou dessin des armoiries de cette maison avec celui de l'écusson que je reproduis ici, tout m'incite à donner ce dernier à cette famille malgré la différence des émaux que je suppose n'être qu'une brisure, malgré peut-être sa mauvaise reproduction. Si je suis dans l'erreur à ce sujet, je me sou mets d'avance à toute rectification juste et probante. Je suis persuadé, du reste, que c'est dans le fonds de Malte, que l'on trouvera un jour la clef

(1) *Armorial des Grands-Maitres*, etc., pp. 37 et 38.

de ce problème, s'il n'a pas été résolu par mon attribution un peu gratuite.

J'ajouterai que M. de La Bastie ne donne ces armoiries que d'après l'*Armorial de Torchefelon*, et que rien ne prouve qu'il y ait à accorder la préférence à ce dernier plutôt qu'aux peintures des Loives sur l'authenticité des émaux.

« Faudrait-il, me dit encore cet ami dont je parlais au paragraphe XVII, voir là encore les Coligny et la maison de Vienne ? »

XXV. — ?

Coupé d'argent et d'azur : chargé de trois fleurs de lis d'azur en chef et de trois fleurs de lis d'argent 2 et 1 en pointe ; à la fasce de gueules brochant sur le tout.

Voilà des armoiries bien curieuses, et je suis désolé d'avouer que je ne sais à quelle famille les donner.

Je trouve bien quelque chose d'analogue dans le blason de Jean III de Norry, archevêque de Vienne de 1423 à 1438 (1), et je comprendrais facilement que les armes de ce prélat, — dénaturées peut-être par un artiste mal habile, — eussent été placées avec tant d'autres sur les murs des Loives ; mais, outre les différences qui existent encore entre elles et celles qui nous occupent, — et malgré le rapprochement un peu forcé que j'ai osé faire de ces singulières armoiries, — je suis, avec plus de raison, arrêté par ce que j'appellerai euphoniquement une inexactitude de l'historien. Comment peut-il se faire que Jean Joquet ait pu assister (2) à l'entrée de l'archevêque Jean de Norry dans la ville

(1) Suivant l'auteur de l'*Histoire de la Sainte Église de Vienne*. (P. 498, en note), Jean III de Norry portait : « de Gueules à une Fasce d'argent. Jean y ajouta trois fleurs de lys d'or en chef et trois en pointe. »

(2) « Le prélat fit sa première entrée dans Vienne le 10 Octobre 1423. Randon de Joyeuse, Chambellan du Roi et gouverneur du Dauphiné, Amédée de Talaru, Archevêque de Lyon, Jean Joquet (*sic*). Abbé de Saint-Antoine), etc... l'accompagnèrent dans cette cérémonie et la rendirent des plus éclatantes. » (*Hist. de la S. Égl. de Vienne*, p. 499.)

de Vienne, puisque cette entrée eut lieu en 1423, et que Jean Joguet, suivant la chronologie, ne fut élu Abbe qu'en 1471?...

Je serais donc tenté de penser que Charvet a commis une erreur de nom. C'était Arthaud de Granval qui occupait alors, — très peu, il est vrai, — le siège archiépiscopal de Vienne.

Je m'arrête dans mes hypothèses. Il me semble, en effet, bien douteux que les armoiries des Norry aient été figurées parmi ces peintures, antérieures, ainsi que je l'ai avancé plus haut, à l'archevêque de Vienne. Dans le doute, abstiens-toi, a dit la sagesse des nations..., et je trouve qu'elle a raison.

XXVI. — LE VICOMTE DE CLERMONT.

Mêmes armes que celles du n° XII. Néanmoins, quoique j'aie laissé le champ de gueules, je déclare n'être pas certain de cet émail, qui paraît être différent sur cet écusson, sans que l'on puisse déterminer d'une manière assurée quelle en est la nuance. En l'état, on dirait d'un *gris azuré* (?); mais ce renseignement ne peut être un indice.

XXVII. — LE SEIGNEUR DE CLAVEYSON.

De gueules, à la bande d'or chargée de trois clefs de sable.

XXVIII. — ?

Bandé d'argent et d'azur de 6 pièces.

XXIX. — LE COMTE DE GENEVOIS.

Voir ce que j'ai dit de cet écusson sous le n° VII.

XXX. ?

Parti : d'argent et de gueules, au lion de l'un en l'autre brochant sur le tout.

Je ne vois, dans les armoiries connues de notre pays, que celles des de Lemps qui rappellent notre écusson ; seulement

cette famille, assez illustre et puissante pour qu'on puisse songer à elle dans cette circonstance, portait : *D'or, parti de gueules, au lion de l'un en l'autre, brochant sur le tout*. Je n'ose donc rien décider.

Il y aurait encore une famille de Bons à laquelle, en supposant, dans les peintures de nos armoiries, une intervention des émaux due à une erreur de l'artiste, et en songeant qu'un de ses ancêtres, Guillaume IV de Bons, avait été le 14^e Grand-Maître de l'Ordre, on pourrait attribuer cet écusson; mais je ne possède pas de documents sur cette maison.

Je mets néanmoins ici, à l'appui de mon idée, — tout au moins comme un rapprochement curieux — le bois des armes que je lui ai trouvées sur les murs de San-Antonio-di-Rosta (1), mais que je n'affirme pas plus que celles de notre écusson.



Il a existé également, à la même époque, sur la frontière du Dauphiné, la famille des Chastillon, seigneurs de Chastillon-lez-Dombes et de Montrevel qui portait, suivant Guichenon (2), des armes semblables à celles de cet écusson; mais peut-on la rattacher à l'histoire de l'Abbaye de Saint-Antoine?

(1) *Armorial des Grands-Maitres*, etc., p. 29.

(2) *Histoire de Bresse et de Bugey*.

XXXI. — FAMILLE DE MURINAI.

De gueules, au lion d'or.

L'*Armorial de Dauphiné* donne également un autre blason de cette famille : *D'azur, au lion d'or armé et lampassé de gueules.*

XXXII. — FAMILLE LOBET.

De gueules, à la bande engrelée d'or, chargée de trois loups d'azur.

Voir ce que j'ai dit plus haut, sous le n° XXIII, de l'écusson de Pierre Lobet.

XXXIII. — ?

D'azur, au chef d'or, à la cotice componée de sable et de gueules brochant sur le tout.

XXXIV. — FAMILLE DU PUY ?

D'or, au lion de gueules armé et lampassé d'azur.

L'*Armorial de Dauphiné* ajoute : *armé, paré et lampassé d'azur.*

Cette ancienne famille dauphinoise a fourni les sept branches du *Mas*, de *Roche fort*, de *Bellecombe*, de *Murinai*, de *Montbrun*, de la *Jonchère* et de *Villefranche*, et de *Coudray*. Il ne peut, je crois, être ici question que de celles de *Murinai* ou de *Montbrun*.

XXXV. — ?

De gueules, chargé de deux bandes ondées entées d'or et d'azur.

XXXVI. — FAMILLE LOBET.

Trois écussons de la famille Lobet (nos XXIII, XXXII et celui-ci) ! Ce fait me donne bien envie d'attribuer l'établissement de ces peintures décoratives à l'Abbé de ce nom !...

A moins pourtant que l'on ne suppose qu'on ait voulu placer ici les armes des Montchenu, *de gueules, à la bande engrelée d'or, aliàs, d'argent*, mais sans les trois loups ou louvetaux, dont on ne pourrait alors expliquer la présence sur cet écusson que par une erreur du peintre, ce que je ne crois pas admissible. Les Montchenu étaient seigneurs de Moras, Thodure, Châteauneuf-de-Galaure, dans le voisinage, et il est probable que la présence de leurs armoiries parmi celles des autres seigneurs pourrait être justifiée par des rapports semblables de Seigneurs à Abbés. Mais, où la preuve?

XXXVII. — ?

Ecartelé d'or et d'azur, à la cotice de sable brochant sur le tout.

Chorier (1) nous apprend que « Guill., seigneur de Beauvoir (de Marc), et de Septeme, portait l'AN M. CC. XLIX, *escartelé, à une cottice brochant sur le tout* » ; mais il ne blasonne pas les émaux de ces armoiries. De son côté, M. H^r Morin-Pons possède un sceau en cire d'un Guillaume de Beauvoir, qui offre un écusson *écartelé de... et de..., à la cotice de... brochant sur le tout*, et je ne puis douter que ce ne soit le même que celui décrit par Chorier et, en même temps, celui reproduit sur nos peintures, cette famille ayant été une des plus puissantes de notre province et ses vastes possessions touchant à celles de l'Abbaye de Saint-Antoine. Cependant une chose m'arrête. L'*Armorial de Dauphiné*, de M. de Rivoire-Labâtie, dit que les anciennes armoiries de Beauvoir de Marc, d'après un sceau de Guillaume de Beauvoir, en 1270, étaient un *lion rampant*. Mais le Guillaume du sceau de M. Morin-Pons n'appartient peut-être pas à la même branche de cette famille, ou bien ses armes avaient-elles changé depuis lors. Au XIII^e siècle, les symboles héraldiques des sei-

(1) *Histoire générale de Dauphiné*, T. I, p. 834.

gneurs dauphinois n'avaient point encore le caractère de fixité qu'ils ont acquis plus tard. M. Em. Pilot de Thorey (1) donne la description de quatre sceaux de cette famille.

Guillaume, seigneur de Beauvoir (1223) : Sceau équestre.

Siboud de Beauvoir (1231) : Ecu de forme triangulaire, parti : au 1 coupé, au 2 chargé de deux bandes, à une bordure de fleurs de lis.

Jean de Beauvoir, seigneur de Septème (1235) : Sceau équestre, aux armes (gironné de six pièces).

Guillaume de Beauvoir, damoiseau : Ecu de forme triangulaire, écartelé et brisé d'un filet en bande (qui paraît être le même que celui qui nous occupe).

Devant cette multiplicité d'armoiries différentes dans la même famille, je ne puis que maintenir mon attribution de l'écu des Loives à l'une de ses branches.

XXXVIII. — ?

De gueules au lion d'argent.

XXXIX. — ?

Complètement détruit.

J'aurais pu attribuer quelques-uns de ces écussons à des familles du Dauphiné, plusieurs entr'autres parmi ceux qui portent un lion ; mais, outre que la plupart de ces familles ne peuvent remonter à cette époque, j'ai compris qu'il était imprudent de donner une attribution quelconque à des armoiries qui peuvent appartenir simultanément à des maisons bien distinctes. J'ai préféré me taire, ne connaissant pas les services rendus par leurs membres à l'Ordre de St-Antoine et les titres qu'ils pourraient avoir à la reconnaissance des Hospitaliers. L'étude seule des archives antoniennes pourrait

(1) *Inventaire des sceaux relatifs au Dauphiné conservés dans les Archives dép. de l'Isère*, pp. 50 et 51.

nous éclairer à ce sujet. Le temps et les moyens m'ont manqué pour de pareilles recherches. Une partie du problème reste donc à résoudre.

Et maintenant que j'arrive à la fin de ma tâche, qu'il me soit permis de dire que, si j'ai montré quelque réserve dans l'expression de mon sentiment personnel, c'est que j'ai toujours pensé qu'il faut savoir respecter l'opinion publique, en ne cherchant pas à lui imposer une manière de voir qui aurait la prétention d'être sans appel, en l'absence surtout de documents authentiques. Néanmoins, après avoir rétabli la question sur une base vraie, raisonnable, consciencieuse et réfléchie — autant du moins que me l'ont permis mes faibles lumières et mon ardent amour de la vérité historique, — je suis persuadé de l'avoir fait avancer d'un pas. Qu'un autre lui en fasse faire un second, et, quel qu'il soit, il peut être assuré que je ne serai pas le dernier à applaudir à son succès et à lui prodiguer mes compliments les plus sincères,.... si je suis encore de ce monde.

G. VALLIER.

LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e 96^e et 97^e livraisons).

XXVII

Joh VIALUS, 1611 (1).

Fils d'un notaire de Die et frère d'un apothicaire de la même ville, Jean Vial était un étudiant en philosophie, de quinze ans à peine, lorsqu'il écrivit dans l'album de son ancien professeur, Jean Dragon, quelques mots, témoignant d'une précoce maturité : *Pretiosissimum impendium tempus*. Peut-être pressentait-il déjà que le temps lui serait parcimonieusement mesuré ? En tout cas devenu pasteur en 1618, il fut d'abord envoyé à la Grâve (2), puis à Clelles (3), (1619), et des raisons de santé l'ayant ensuite contraint de revenir dans sa ville natale, il y fut bientôt employé comme professeur au Collège, ainsi que le prouve ce passage des conclusions académiques : « M. Vial ayant

(1) Fol. 163.

(2) Ch.-l. de cant. de l'arr. de Briançon (Hautes-Alpes).

(3) Ch.-l. de cant. de l'arr. de Grenoble (Isère).

« fidelement servi par provision, plusieurs années en
 « l'exercice de la régence de la troisième classe, a requis
 « de sa bouche, d'estre proveu definitivement. Sur quoi la
 « compagnie, après meure deliberation, a conclu que le-
 « dit Vial est dès maintenant receu definitivement regent
 « en la troisième classe, avec les gages, honneurs, emolu-
 « ments, privilèges et prérogatives accoustumés. » Cette
 conclusion est du 29 décembre 1626 et d'autres nous
 apprennent que notre professeur ayant été chargé, quatre
 ans plus tard, de la seconde classe, le fut jusqu'à sa mort
 arrivée le 25 avril 1638 à l'âge de quarante-deux ans. Quant
 à sa conduite, elle fut telle, que le 7 avril 1633, il était
 officiellement remercié de « la fidélité et vigilance dont il
 « usoit en l'exercice de sa charge (1). »

On ne sait rien de plus sur cet ancien élève de Dragon,
 devenu comme ce dernier professeur au collège de Die ;
 mais ce que nous savons encore et ce qu'il est croyons-
 nous, bon de faire connaître, ce sont les incidents carac-
 téristiques, pour ne pas dire les scandaleux conflits, qui
 se produisirent au sein du Conseil académique, à la suite
 de sa mort. Réglementairement, la charge qu'il laissait
 vacante, devait être donnée au concours; seulement comme
 il y avait toute raison de croire qu'elle ne serait postulée
 par aucun candidat du dehors, cette chaire devait naturel-
 lement échoir au professeur de troisième, François Coat-
 quen, un breton de quelque mérite, établi à Die depuis
 deux ans. Or Coatquen était en mésintelligence avec le
 recteur de l'Académie, David Eustache, et le principal du
 collège, David de Rodon, c'est-à-dire avec les deux chefs
 du corps académique et, pour lui faire échec, ces derniers

(1) Conclus. acad. de Die. — Synodes du Dauphiné. — Mortuaires de l'église réformée de Die, etc.

ne craignirent point de faire ajourner, six mois durant, une solution des plus urgentes puis, lorsqu'il ne fut plus possible de l'ajourner davantage, d'affirmer qu'il n'y avait pas « d'autres moyen de pourvoir à la seconde classe, que de la personne du sieur David Lagier », un diois, « qui « souloit estre régent de quatrieme », attendu que ledit Coatquen « estoit coupable de plusieurs crimes atroces, « sales et noirs ». Mis en demeure de préciser ses accusations, le recteur ajouta même que « c'estoient choses si « atroces et si sales, qu'il ne s'en oseroit expliquer et les « mettroit par escrit » ; ce qui donna lieu à la nomination d'une commission d'enquête, mais n'empêcha point la majorité du Conseil, qui savait à quoi s'en tenir sur la valeur des allégations du recteur, de décider que selon les règlements et lois du « Collège, ladite seconde classe de- « voit estre disputée et adjudée au plus capable (1). »

L'insuffisance du candidat opposé à Coatquen étant notoire, c'était en réalité donner gain de cause à ce dernier ; aussi le recteur et le principal, firent-ils opposition sur opposition à cette décision du Conseil et, lorsqu'ils eurent pu constater l'inanité de leurs efforts sur le terrain de la légalité, furent-ils jusqu'à menacer ouvertement leurs collègues, « d'élire un contraire bureau et conseil, et par « l'autorité d'icelui établir le sieur Lagier pour regent « de la second classe et en destituer le sieur Coatquen, « s'il s'y trouvait établi ; et opposer la force à la force, au « moyen d'une trentaine d'escoliers qu'ils disoient avoir « à leur devotion pour cet office. » Mais ils n'intimidèrent point quand même la majorité du Conseil académique, si peu que celui-ci ayant entendu ces menaces, de la bouche

(1) Conclus. acad. du 24 octobre 1638.

du recteur lui-même, procéda séance tenante à l'examen de Coatquen et fit ensuite savoir à son chef qu'il y aurait mise en possession, s'il ne prouvait, une fois pour toutes, le bien fondé de ses accusations contre le régent de troisième. Eustache riposta en déniaut au Conseil le droit d'entendre les témoins qu'il voulait produire et de Rodon après avoir dit « que le jugement dudit conseil « estoit nul touchans la capacité de Coatquen, pour avoir « esté rendu par des personnes qui n'en pouvoient pas « juger sans les livres, combien que les neuf fussent tous « docteurs ou pasteurs », en vint à traiter publiquement un de ces derniers, le pasteur Jean Aymin (1), de « brigand et de brigueur ». Il tenta même d'ameuter la population contre le corps académique ; mais Coatquen n'en fut pas moins solennellement installé professeur de seconde, le 8 novembre 1638, c'est-à-dire après seize jours de contestations, de querelles, d'injures et de menaces, dont il serait oiseux de rechercher les effets, sur la jeunesse turbulente des écoles (2).

Six semaines après, David Eustache était remplacé comme recteur par le pasteur Aymin, celui-là même qui avait été insulté par de Rodon. Quant à ce dernier qui fut remplacé, dans le même temps, comme principal, par Pierre Chastet, après avoir boudé quelque temps ses collègues, les professeurs et régents du collège et de l'académie de Die, il prétexta un retard apporté dans le paye-

(1) Jean Aymin ou Eymin, de Sisteron, chirurgien qui s'étant établi à Die y fit des études de théologie, ensuite desquelles il fut reçu pasteur et envoyé à Briançon en 1619. Transféré à Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1626 et à Die en 1630, il y était encore en 1642, date à laquelle il passa en Provence.

(2) Conclus. acad. du 4, du 5, du 6, du 7 et du 8 novembre 1638.

ment de ses gages, pour aller s'établir à Orange, comme professeur de philosophie (1).

XXVIII

J. F. VICECOMES, 1611 (2).

Par cela même qu'il est le type de certains professeurs de son temps, Jean-François Visconti est incontestablement une des plus curieuses figures de notre galerie ; car la curiosité est bien le sentiment qu'inspirent ces hommes d'érudition et de savoir, mais de fort médiocre caractère, qui poussés par une humeur capricieuse et vagabonde et toujours en quête de fortune et de renommée, s'en allaient à travers la vieille Europe, changeant de religion comme de patrie, pour le moindre mécompte, mettant successivement au service de toutes les causes, leurs habiletés de dialecticiens et leur style de rhéteurs et finissant le plus souvent dans la misère et l'oubli.

Italien, c'est-à-dire d'un pays dans lequel les plus modestes familles, se donnent volontiers d'illustres ancêtres, il se disait issu des anciens ducs de Milan et professeur de philosophie protestante, c'était un ancien religieux de l'ordre de St-Dominique qui, enfermé, nous ne savons pourquoi, dans quelque forteresse piémontaise, par ordre de la duchesse de Savoie, en avait été tiré par Lesdiguières (3), pendant une de ses expéditions au delà des Alpes. Amené ensuite en Dauphiné par le futur conné-

(1) Concl. acad. du 14 janvier 1639. — M. le pasteur E. Arnaud, qui a écrit une *Notice sur David de Rodon*, ne parle pas de cet incident considérable de la vie de son héros.

(2) Fol. 127.

(3) VIDEL : *Hist. de Lesdiguières*, II, 145.

table, il y avait obtenu, probablement grâce à lui, la première chaire de philosophie de l'académie de Die, et cette chaire il l'occupait depuis quatre ans, lorsqu'il écrivit dans notre album quelques mots d'hébreu, une ligne de Platon et, dans la langue de Tacite, une phrase, qui témoigne d'impatiences et de regrets, à moins qu'elle ne soit une amère épigramme : *Iam ita cum civibus, ut parens cum liberis vivis*. Il devait du reste en être titulaire pendant quatorze ans, et nous pouvons ajouter que pendant ces quatorze années, Visconti dont les allures indépendantes offusquaient ses collègues, eut d'autant plus de querelles avec eux, qu'il exerçait facilement aux dépens des autres, un esprit tout à la fois brouillon, mordant et moqueur. Ayant secoué le joug des règles monastiques, il n'entendait pas que ce fût pour en prendre un autre.

Moins de trois ans après son arrivée à Die, sa situation y était telle du reste, que la charge de principal du Collège, qui lui avait été confiée pour l'année 1609, lui ayant été continuée pour l'année suivante, cette réélection donna lieu à des protestations en plein conseil et à des placards injurieux nuitamment affichés dans les lieux publics ; ce qui aiguisant la colère de l'ancien moine, le fit s'attaquer ouvertement à deux de ses trois collègues, l'écossais Scharp (1) et le bâlois Steck (2). A l'encontre du second, qui

(1) Jean Scharp, de St-Andrews en Ecosse, ministre protestant que le roi Jacques I^{er} bannit de son royaume, parce qu'il avait refusé de signer une profession de foi puritaine. Réfugié d'abord à la Rochelle, puis à Die, il y devint professeur, comme Visconti, en 1607 et le fut jusqu'en 1629.

(2) Jean Steck, né à Bâle le 11 décembre 1582, fut pourvu d'une chaire de philosophie à Die, en même temps que Visconti et Scharp, et l'occupait jusqu'au 6 mars 1611, date à laquelle il quitta cette ville. De Die, Steck fut à Montpellier, où il obtint le grade de docteur en droit, le 12 mars 1611 ; mais les biographes se trompent, lorsqu'ils prétendent qu'ayant refusé cer-

occupait la seconde chaire de philosophie, il publia tout un ensemble « de problèmes fort scandaleux à ceux qui les « ont lus » et l'enseignement de l'autre qui était tout à la fois professeur de théologie et d'hébreu, fut traité d' « asneries » devant les écoliers assemblés. Dragon lui-même eut à se défendre, à cause de certain cabinet dans lequel il tenait ses livres et, les élèves ayant pris parti pour leurs maîtres, le désordre fut bientôt si complet au sein de l'académie de Die, que « pour reprimer les desbords et incorrections des escoliers estudiant la philosophie », le Conseil décida que « la loi generale des academies, que les escoliers sont subjects à la peine du fouet », serait appliquée. De plus, le synode d'Embrun (1610) saisi de l'affaire, ordonna que les « problèmes » publiés contre Steck, « feussent supprimés », enjoignant en outre au bureau académique de déposer à l'advenir, ceux qui publieroient tels libelles diffamatoires ». Mais, protégé comme il l'était, notre professeur n'en resta pas moins paisible possesseur de sa chaire et, par cela même, finit par contraindre Steck à abandonner la sienne (1).

D'autant plus encouragé par ce premier succès, que pour s'entretenir dans les bonnes grâces de Lesdiguières, il ne manquait pas de l'aller saluer chaque fois qu'il en avait l'occasion, l'irascible italien s'en prit ensuite au recteur de l'académie, Vulson de la Colombière et à Jean-

taines propositions qui lui furent alors faites, au nom de l'académie de Saumur, il ne fut enseigner à celle de Lausanne qu'en 1613 ; car nous savons par une lettre de lui au recteur de l'académie de Die, qu'il était professeur à Lausanne, avant le 14 septembre 1611. Jean Steck mourut de la peste, à Berne, en 1628.

(1) Conclusions académiques du 4 janvier et du 7, du 19 et du 28 février 1610. — Actes du synode d'Embrun.

Rodolphe Le Fèvre, successeur de Steck. Croyant avoir à se plaindre d'autres personnes, il fut ensuite, sinon l'auteur au moins l'inspirateur de certains pamphlets anonymes, qui soulevèrent l'opinion publique en déversant l'injure sur les principales dames protestantes de Die, au mois de février 1613 et il en résulta même une sorte d'émeute, la foule indignée s'étant portée « devant la maison du sieur « Visconti qu'on voulait mener en prison, ensemble un « escolier de philosophie nommé Videl », qui n'est autre que le biographe de Lesdiguières. Seulement le juge ou bailli de la ville étant alors intervenu, le Consistoire s'en émut d'autant plus facilement, que ce magistrat « estant de « contraire religion, l'Académie en son corps et sa juridic- « tion, en pouvoit recevoir un contre coup irreparable », et, comme il arrive souvent, ce conflit de juridiction ayant fait oublier celui qu'il s'agissait de punir, Visconti ne fut pas autrement inquiété à cause de ces pamphlets. Par contre, il fut très sévèrement censuré, avec menace de destitution, par le synode qui se tint à Die même, quelques semaines plus tard, à cause de ses attaques contre La Colombière et Le Fèvre; mais non moins habile tacticien que rude joueur, Visconti sut paralyser aussitôt les effets de cette sentence, en prêtant aux doctrines calvinistes l'appui de sa mordante parole, dans une grande dispute théologique que les pasteurs et les professeurs de l'académie de Die, eurent alors avec le jésuite Arnoux (1).

Réconcilié par ce moyen-là avec le Conseil académique, Visconti fut élu derechef principal du Collège, en 1615 et en 1616, et, preuve non équivoque du bon vouloir de ce

(1) Conclusions académiques du 25 février et du 2 novembre 1610. — Archives de la Drôme, D 54. — Actes du synode de Die.

conseil à son endroit, il obtint même par deux fois l'avancement de ses gages, bien que l'état des finances de l'académie ne se prêtât guère à cette générosité. Malheureusement ses charges de famille étaient trop lourdes et ses affaires trop embrouillées pour qu'il pût se contenter d'une simple avance ; aussi le voyons-nous, demander à cause de cela, une augmentation de traitement au mois de janvier 1617, priant en tout cas, le Conseil de l'appuyer, auprès du Synode provincial, « pour avoir d'icelui quelque gratification, afin de pouvoir mettre sous la presse ses cours » ainsi qu'il en avoit esté prié autrefois. » Mais si le Conseil accorda l'appui demandé, le Synode refusa l'argent et Visconti découragé se mit alors en quête d'autres moyens d'existence et ne les trouvant pas, il élabora, probablement dans l'espoir d'obtenir ainsi ce qui lui manquait, différentes thèses protestantes, que son humeur belliqueuse lui fit ironiquement dédier au R. P. Isnard, — *venerando patri Isnardo*, — jésuite connu par ses ardeurs de controversiste ; ce qui lui valut probablement d'être chargé d'une mission de confiance auprès de la compagnie des pasteurs de Genève, vers la fin de l'année 1618. Seulement arrivé à Genève, notre professeur oublia complètement sa mission, pour ne s'occuper que de ses propres affaires ; tellement qu'il ne vit pas même ceux qu'il avait charge d'entretenir, et l'on comprend facilement ce qu'une pareille conduite dut exciter de récriminations et réveiller de rancunes. Il plut des accusations contre cet italien, dont le sans-gêne pouvait être taxé d'impertinence et, le désir de se ménager à tout événement un protecteur, lui ayant alors fait écrire un mémoire, dans lequel il soutenait que le mariage que Lesdiguières venait de faire de sa seconde fille, avec le fils de sa fille aînée, était parfaitement légi-

time (1), il fut appelé devant le synode de Gap (1619), qui le déclara passible d'une rigoureuse censure, « pour avoir
 « quelque fois joué aux cartes et permis qu'on y ait joué
 « dans sa maison, et aussi esté du nombre de ceux, qui
 « se portèrent l'année d'avant, à appeler comme d'abus
 « d'une sentence du Synode ; comme aussi d'avoir contre
 « le consentement de tous les pasteurs, fait des memoires
 « dans lesquels il a soustenu, contre la parole de Dieu, le
 « mariage de M. le comte de Sault estre légitimement
 « contracté. Lui defendant très expressément de retom-
 « ber en tels excès, sous peine de plus grande censure,
 « l'exhortant très serieusement de ranger sa femme et ses
 « enfants aux fins qu'ils fréquentent les saintes predica-
 « tions et conversent chrestienement et avec édification
 « devant toutes sortes de personnes. Le colloque du Diois
 « et ceux qui seroient par ci-après nommés inspecteurs de
 « l'Academie, a iceux joint le Consistoire et Senat acade-
 « mique, estant expressément chargés de veiller soigneu-
 « sement sur la vie et mœurs dudit sieur Visconti et de sa
 « famille, pour en faire toutes les années fidele rapport à
 « la compagnie (2). »

(1) Catherine de Bonne, fille cadette de Lesdiguières, épousa le 10 février 1619, François de Créqui, comte de Sault, fils de sa sœur Magdeleine ; et comme ce mariage devait naturellement faire passer une nouvelle partie de l'immense fortune du futur connétable dans la maison de Créqui, qui était catholique, le parti protestant s'y opposa le plus possible. Quelques écrivains ont avancé que le mariage condamné d'avance par le synode d'Embrun (1618), est celui de Charles de Créqui, père de François, avec sa belle-sœur François de Bonne, qui était fiancée depuis l'âge de huit ans, avec le jeune Montbrun ; mais il ne faut pas oublier que ce second mariage n'eut lieu que le 3 décembre 1623 et que la première femme de Charles de Créqui ne mourut qu'en 1621.

(2) Conclusions académiques des 21 janvier et 27 décembre 1616 ; du 10 et du 11 janvier 1617. — Actes des synodes d'Embrun et de Gap, etc.

Rangé officiellement ainsi parmi les suspects, Visconti ne modifia pas pour cela sa conduite ; si peu que le colloque du Diois, assemblé à Quint, le censurait quelques mois après, et cette fois, au lieu de s'incliner comme il l'avait fait jusques-là devant l'autorité ecclésiastique, notre professeur déclara fièrement qu'il en appellerait, non au Synode, mais aux tribunaux séculiers ; ce qui fut cause que le Conseil académique, qui n'appréhendait rien tant que l'immixtion de l'autorité civile dans ses affaires, le pria aussitôt « de se despartir d'une telle appellation, sous la promesse qui lui estoit faite, de lui procurer envers ledit colloque, tout juste contentement pour les griefs qu'il prétendoit avoir receu par ladite sentence ». D'accusé il devenait plaignant. Ayant obtenu quelques temps après un congé de huit jours pour aller à Grenoble, il y resta plusieurs mois sans se préoccuper de son cours, et aux lettres qui lui furent alors adressées, pour lui rappeler ses devoirs, il répondit en faisant demander pour lui, soit une augmentation de gages, soit d'occuper à lui seul les deux chaires de philosophie, dont la seconde allait devenir vacante, par le départ de Le Fèvre. Ensuite de quoi, cette demande ayant été repoussée, il se présenta lui-même devant le Conseil académique, et après lui avoir représenté l'insuffisance des 400 livres qui lui étaient allouées comme traitement, le mit en demeure de lui donner « congé de se pourvoir ailleurs, ou bien de lui augmenter ses estats jusqu'à la somme de 800 livres, sans qu'il y manque un sol, et dans ce cas, que deux ou trois de la compagnie s'obligent *in solidum*, de ceste somme », attendu qu'il ne voulait plus, disait-il, dépendre du Synode, « ni pour argent, ni pour sa charge et labeurs ». De plaignant il devenait insolent. Aussi, bien que perdant ainsi l'un des

deux seuls professeurs qui donnassent alors quelque lustre à l'académie de Die, le Conseil académique, n'hésita-t-il point à répondre à Visconti, que « nonobstant les absences, défauts et manquements », on lui payerait intégralement ses gages, « par respect pour Mgr le Mareschal » ; mais qu'il ne devait rien attendre de plus, et finalement après quelques aigres paroles de l'arrogant professeur, à l'adresse du Synode, la chaire de philosophie dont il était titulaire, fut déclarée vacante. C'était le 4 janvier 1621 (1).

En agissant ainsi, le prétendu descendant des ducs de Milan obéissait évidemment à sa nature fougueuse et primesautière, mais il y a cependant tout lieu de croire qu'il eût été moins superbe, s'il n'avait pu compter sur la protection de Lesdiguières. Or, il le pouvait, car c'est précisément pendant son séjour à Grenoble, que se passa le fait suivant, rapporté par Videl. Parlant des négociations qui étaient alors engagées, par l'entremise de Déageant, avec le futur connétable, pour l'amener à se convertir au catholicisme, « la bonne fortune voulut -- dit-il -- pour « Déageant, qu'il y eust à Grenoble un professeur du college de Dye, nommé le Visconti, italien, subtil philosophe, qui avoit esté catholique et religieux de l'ordre des « dominiquains, mais qui pour lors estoit de la religion « du duc et assez considéré de luy, tant à cause de son « sçavoir, que pour ce qu'il l'avoit autrefois deffendu par « escrit, sur quelque action de sa vie, que les ministres « P. R. avoient censurées : Deageant insistant pour qu'il « (Lesdiguières) luy donnat un homme pour traiter avec « luy selon leur accord, le duc voyant celuy-cy (Visconti)

(1) Conclusions académiques du 9 décembre 1619, du 25 novembre et du 20 décembre 1620 et du 4 janvier 1621.

« dans son cabinet et le luy ayant nommé, il l'accepta
« quoyqu'il ne fust pas de sa connoissance..... Les points
« de la predestination et de la communion sous les deux
« especes, qui faisaient sa principale résistance et qui sont
« les plus controversés, ayant esté mis sur le tapis le
« Visconti après une response qui estoit plus dans la
« subtilité des paroles que dans la solidité du raisonne-
« ment ne l'ayant pas contenté, luy dit en particulier, que
« les plus habiles gens du monde, ne sçauroient se défen-
« dre contre les raisons qu'il luy avoit opposées (1). »

Notre homme se connaissait, on le voit, au métier de courtisan, et l'on comprend facilement après cela, que Lesdiguières qui devait abjurer dix-huit mois plus tard, le protestantisme, se soit attaché « le subtil philosophe ». Il est également facile de comprendre, les écarts de plume et de parole que celui-ci dut commettre, lorsqu'il put compter sur la protection du futur connétable et ne dépendit plus du Synode. Instruit de « ses déportemens », le consistoire de Grenoble le suspendit des « saints sacrements », et Visconti ayant alors demandé au Conseil académique de Die un certificat de bonne vie et mœurs, on le lui refusa, bien qu'il ne semble pas que cet indiscipliné ait jamais eu de mauvaises mœurs. Enfin il fut menacé d'excommunication par le synode provincial du Pont-en-Royans (1622), qui se fit en outre un devoir d'approuver toutes les mesures de rigueur prises à l'encontre d'un homme qui ne supporta jamais qu'impatiemment l'autorité synodale, la brava même plus d'une fois. Fut-ce là pour Visconti, dont la femme était d'ailleurs « papiste », une raison de retourner au catholicisme ? On peut le supposer, mais rien ne le

(1) L. VIDEL. *Hist. du connestable de Lesdiguières*, II, 145.

prouve et nous ne savons pas non plus, s'il est bien vrai que l'ancien professeur de philosophie devint ensuite conseiller d'Etat, par la grâce de Lesdiguières, comme l'avance le docteur Long; car tout ce que nous savons pertinemment de lui, après sa condamnation par le synode du Pont-en-Royans, c'est qu'en 1624, Visconti fut chargé de certaines négociations auprès de gentilshommes protestants, tels que les seigneurs de Furmeyer et de Montmorin, pour leur faire embrasser le catholicisme et que le 1^{er} janvier 1628, autrement sept ans après son départ de Die, il réclamait à l'académie protestante de cette ville « sept pistoles », qu'il avait, disait-il, donnés « lorsqu'on « poursuivait la fondation du collège ». Or, une semblable réclamation n'est évidemment pas d'un conseiller d'Etat, ce qui nous porte à croire, qu'il s'agissait tout simplement d'un conseiller du roi, titre sans portée que prenaient alors presque tous les magistrats et fonctionnaires du royaume (1).

Indépendamment de ses thèses, des leçons qu'il se proposait de faire imprimer en 1617 et des mémoires dressés pour la défense de Lesdiguières, tous ouvrages restés vraisemblablement inédits, Visconti a laissé quelques vers latins, qui se trouvent avec ceux de son ennemi Jean Steck, parmi les pièces encomiastiques faisant suite à la traduction latine de la seconde semaine de du Bartas, par Samuel Benoît.

(1) Actes du syn. du Pont-en-Royans. — Conclusions acad. du 1^{er} janvier 1648. — LONG : *Les guerres de religion en Dauphiné*, 307. — *Bulletin de l'hist. du protestantisme*, 39^e année, p. 371.

Colonies Dauphinoises

DE

L'ABBAYE DE MONTMAJOUR

(SUITE. — Voir la 97^e livraison).

Les églises et biens possédés par la célèbre abbaye sont indiqués en détail dans les confirmations que leur en accordèrent divers papes et empereurs. Un privilège de Pascal II de l'an 1114 ne nomme pour nos contrées que l'église de St-Antoine (*ecclesiam Sancti Antonii*). Mais on voit par l'ensemble de cet acte, qu'il ne spécifie qu'une très faible partie des dépendances de Montmajour. Il faut en dire presque autant d'un privilège du pape Gélase II de l'an 1118, qui n'indique nominativement que l'église de St-Antoine et de St-Pierre de *Lausanna* avec ses appartenances, dans le comté de Viennois ; l'église de St-Etienne, dans le comté de Grenoble ; l'église de St-Jean de Royans, dans le comté de Diois ; et l'église de Ste-Marie de Jaillans, dans le comté de Valentinois (1) Du

(1) « ... In Viennensi, ecclesiam Sancti Antonii et Sancti Petri de Lausanna cum pertinentiis suis. In Gratianopolitanensi, ecclesiam Sancti Stephani ; et in Diensi, ecclesiam Sancti Joannis de Roiano ; et in Valentino, ecclesiam Sanctæ Mariæ de Jaliano, cum omnibus pertinentiis earum. In Aquensi.... » (Mss. Chantelou, p. 739).

reste, la charte elle-même s'explique suffisamment sur les possessions non spécifiées, quand elle ajoute ici les mots : *avec toutes leurs appartenances*. Bien plus, nous trouvons encore une indication évidemment trop sommaire dans les privilèges de Callixte II, du 9 avril 1123 ; d'Eugène III, du 7 avril 1152 ; et de Luce III, du 17 octobre 1184. Callixte II confirme à Montmajour : « Dans le diocèse de Vienne, l'église de St-Antoine de la Motte (*S. Ant. de Motha*) et celle de St-Pierre de *Lauzonna*, avec toutes leurs appartenances ; dans celui de Grenoble, l'église de St-Etienne de Nacon, avec la paroisse du château d'Iseron, et l'église de St-Pierre de Granenc avec ses dîmes et appartenances, l'église de Prêles avec les dîmes ; dans le diocèse de Die, le monastère de St-Jean de Royans avec les dîmes d'Oriol et toutes les appartenances ; et dans le comté de Valence, l'église de Ste-Marie de Jaillans, et l'église de Cerne avec celle qui est depuis peu en construction sur une hauteur, de l'avis de l'évêque, dans la propriété de Geoffroy, du château de Charpey. » Eugène III et Luce III confirment à leur tour : « Dans le diocèse de Vienne, l'église de St-Antoine de la Motte, et celle de St-Pierre de *Lausanna*, avec leurs appartenances ; dans le diocèse de Grenoble, l'église de St-Etienne de Nacon avec la paroisse du château d'Iseron, l'église de St-Jean du château de Rencurel, l'église de St-Bonnet du Villars, l'église de St-Pierre de Granenc avec la paroisse et la chapelle du château de Beauvoir et leurs appartenances, l'église de Prêles avec la paroisse et les dîmes. Dans le diocèse de Die, l'église de Valchevrières, avec ses appartenances, le monastère de St-Jean de Royans, avec les dîmes d'Oriol et ses appartenances. Dans le comté de Valence, l'église de Ste-Marie de Jaillans, l'église de

Cerne, avec leurs appartenances (1). Mais enfin, le privilège d'Innocent III, du 29 décembre 1204, doit être complet ou à peu près, dans l'énumération qu'il fait des églises et bénéfices de Montmajour en notre région. Il nous y signale : « Dans le diocèse de Vienne, l'église de St-Antoine de la Motte, avec sa paroisse et toutes ses appartenances, et la maison de l'Aumône située dans sa paroisse et dans sa propriété, avec toutes ses appartenances ; l'église de Ste-Marie de Montagne ; l'église de St-Marcellin ; l'église de St-Jean de Fromental ; l'église de St-Martin de Vinay ; l'église de St-Pierre de Montelaser, et l'église de Ste-Marie de Quincivet ; l'église de St-Didier du Château ; l'église de St-Cyprien ; l'église de Ste-Marie-Madeleine *de Baer*, avec toutes ses appartenances ; l'église de St-Pierre *de Lausanna* ; l'église de Chevrières, avec toutes ses appartenances ; les églises de St-Evode, de St-Bonnet, de St-Hilaire, de St-Sauveur, et de Ste-Marie de Têche. Dans l'évêché de Grenoble, l'église de St-Just ; l'église du château de Rovon, et la seigneurie de ce château avec toutes ses appartenances ; l'église de St-Romain de Granenc, avec toutes ses appartenances ; le monastère de St-Etienne de Nacon avec ses appartenances ; l'église de St-Jean des Essarts ; l'église de Rencurel ; l'église de Cognin ; l'église de St-Just ; l'église de Ste-Marie d'Auberive avec toutes ses appartenances. Dans l'évêché de Die, le monastère de St-Jean de Royans ; l'église de St-Martin de Coronels, avec ses appartenances, et tout le droit que vous avez dans l'église de Ste-Marie d'Oriol. Dans l'évêché de Valence, les églises de St-Pierre de la Motte, de St-Thomas et de Ste-Marie de Jaillans avec

(1) Arch. cit., fonds de Montmajour, *passim* ; — Mss. cit., pp. 728, 736-9, 756-60, 782-8 et 816-7.

toutes leurs appartenances ; l'église de Ste-Marie de Meymans ; l'église de Cerne, et l'église de Puy-Rigaud avec toutes leurs appartenances. » Le privilège d'Alexandre IV, du 17 mars 1258, confirme et spécifie les mêmes églises (1).

Outre ces dépendances et biens possédés à titre ecclésiastique, et qui, pour ce motif, étaient confirmés par les papes, Montmajour avait alors, en la même région, des possessions à titre civil ou féodal et qui, par suite, lui étaient confirmées par les souverains temporels. Ainsi, le 29 mars 1210, l'empereur Othon IV confirmait à Montmajour : « Dans le comté de Vienne, la ville (*villam*) de Saint-Antoine avec tout ce qu'il (Montmajour) a dans la ville de Saint-Antoine et dans celle de Saint-Etienne et

(1) « ... In diocesi Viennensi, ecclesiam S. Antonii de Mota, cum parochia sua et omnibus pertinentiis suis, et domum eleemosynariam quæ in ejus parochia sita est et proprietate, cum omnibus pertinentiis suis ; ecclesiam S. Mariæ de Montanea ; ecclesiam S. Marcellini ; ecclesiam S. Joannis de Formental ; ecclesiam S. Martini de Vinai ; ecclesiam S. Petri de Montelaser, et ecclesiam S. Mariæ de Quincevet ; ecclesiam S. Desiderii de Castro ; ecclesiam S. Cypriani ; ecclesiam S. Mariæ Magdalenæ de Baer, cum omnibus pertinentiis suis ; ecclesiam S. Petri de Lausonna ; ecclesiam de Capreriis, cum omnibus pertinentiis suis ; ecclesias S. Evodii, S. Boniti, S. Hilarii, S. Salvatoris, et S. Mariæ de Lechis, cum omnibus pertinentiis suis. In episcopatu Gratianopolitanensi, ecclesiam S. Justi ; ecclesiam castri de Rovo, et terminum ejusdem castri cum omnibus pertinentiis suis ; ecclesiam S. Romani de Granenco, cum omnibus pertinentiis suis ; monasterium S. Stephani de Nascon cum pertinentiis suis ; ecclesiam S. Joannis de Exacio ; ecclesiam de Rencurellis ; ecclesiam de Cominis ; ecclesiam S. Justi ; ecclesiam S. Mariæ de Albaripa, cum omnibus pertinentiis suis. In episcopatu Diensi, monasterium S. Joannis de Royans ; ecclesiam S. Martini de Coronellis, cum pertinentiis suis ; et quidquid juris habetis in ecclesia S. Mariæ de Auriolo. In episcopatu Valentiniensi, ecclesias S. Petri de Mota, S. Thomæ et S. Mariæ de Jallana, cum omnibus pertinentiis suis ; ecclesiam S. Mariæ de Maimanis ; ecclesiam de Cerna et ecclesiam de Podio Rigaud, cum omnibus pertinentiis suis. » (Mss. Chantelou, p. 931-45 et 1131-44.)

dans celle de Saint-Marcellin, avec toutes leurs autres appartenances; la ville (*villam*) de *Lauxona* avec son intégrité et ses appartenances; le château de *Rensum* avec tout son droit; la ville (*villam*) de Saint-Jean-de-Royans; la ville (*villam*) de Saint-Just; la ville (*villam*) de Nacon; la ville (*villam*) de Saint-Pierre de Maleval; la ville (*villam*) de Gilgans; la ville (*villam*) de Saint-Evode. » L'empereur Frédéric II renouvelait cette confirmation, en mai 1223 (1).

A cette époque, Montmajour était à l'apogée de sa gloire et dans sa plus grande extension. A partir du XIII^e siècle, il ne fit que décroître, du moins dans le Dauphiné. Il est vrai que ses différends et sa rupture définitive avec Saint-Antoine se prêtaient à ce résultat. Les notions succinctes que nous allons donner sur chacune des dépendances de la célèbre abbaye bénédictine dans notre province, nous fixeront à peu près sur les pertes successives qu'elle y fit, en attendant qu'elle fût elle-même supprimée par les pouvoirs souverains.

Pour mettre plus d'ordre dans ces notions, nous les diviserons en autant de sections qu'il y a d'anciens diocèses dauphinois où Montmajour eut des possessions.

III

Diocèse de Trois-Châteaux. — En supposant que ce diocèse eût les mêmes limites que le comté du même nom, il contenait l'église de Saint-Jean, située en la *ville* appelée *Treciano* et dont la moitié fut donnée à Montmajour, en

(1) Arch. cit., fonds cit.; — Mss. cit., p. 921-8 et 1007-14 ; — F. DE MARIN DE CARRANRAIS, *L'Abbaye de Montmajour*, p. 155-7.

960, par la comtesse Berthe. Nous l'admettons d'autant plus volontiers que ce village, bourg ou *ville* appelé *Treciano*, paraît répondre à la localité même de Trois-Châteaux. Au surplus, on trouve plus tard, à Saint-Paul-Trois-Châteaux, une église dédiée à saint Jean. Pons de Grillon, évêque de Saint-Paul, témoin de la donation faite, en 1137, par Hugues de Montségur aux Templiers de Richerenches, donna lui-même aux Templiers l'église et le quartier de St-Jean situés dans la cité de St-Paul. Après l'extinction de ces religieux, les chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem héritèrent de leurs biens de Saint-Paul, notamment de ceux du quartier de Saint-Jean. Ce quartier, où l'on a découvert d'importants vestiges de monuments antiques (1), porte encore le nom de son ancienne église. Mais le diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux ne figure en rien dans les privilèges accordés à Montmajour par les papes et les empereurs. Par suite, nous ne savons pas ce que devinrent les autres biens situés dans le comté de Trois-Châteaux et donnés à la même abbaye par la même comtesse Berthe, en 960. Impossible d'ajouter un renseignement quelconque à ce que nous en avons dit en les énumérant d'après la charte de donation.

IV

Diocèse de Gap. — Nous avons vu plus haut que la comtesse Berthe donna à Montmajour, en 960, jusqu'à neuf villages, bourgs ou autres ensembles d'habitations

(1) *Gallia Christ.*, édit. cit., I, Animadvers., col. VIII; — BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Suppl. à l'Hist. Cathéd. de Saint-Paul-3-Ch.*, p. 21-2; — LACROIX, *l'Arrondissement de Montélimar*, VII, p. 325-9 et 377.

(*villas*) et une église en l'honneur de saint Pierre, localités et église situées dans le comté de Gap. Nous n'y revenons ici que pour mémoire, n'ayant absolument aucun détail à ajouter à ceux que nous avons déjà donnés à leur sujet. Le *Dictionnaire topographique des Hautes-Alpes*, qui contient tant d'indications sur les communes, paroisses et hameaux de ce département, et les autres ouvrages que nous avons consultés, ne nous ont appris ni quelles sont aujourd'hui les localités qui répondent à ces antiques *villæ*, ni où était cette ancienne église de Saint-Pierre.

La même comtesse donna en même temps à Montmajour tout ce que ses père et mère avaient conquis dans la *vallée de Salarans*. Cette vallée de Salarans comprenait certainement le tout ou une partie de la vallée de la rivière appelée *la Méouge*. En effet, celle-ci, après avoir traversé diverses communes de la Drôme, notamment celle de Lachau, traverse celles de *Salérans*, Barret-le-Bas, Antonaves et Pomet, pour se jeter ensuite dans le Buech, affluent de la Durance. La charte de 960 dit que la *vallée de Salarans*, ou du moins la partie contenant les biens donnés, était dans le comté de Die; mais cela n'empêchait pas que toutes les localités arrosées par la Méouge ne fussent du diocèse de Gap, comme nous le savons indubitablement. Salérans, en particulier, qui était autrefois une paroisse de l'archiprêtré de Ribiers, forme aujourd'hui une commune de 270 habitants, du canton aussi de Ribiers. Vers 1125, son église figure dans une donation, par l'évêque de Gap, à Saint-André d'Avignon. Quant au nom du lieu, encore écrit *Salaranum* en 1178, *Salarani* au *xiv^e* siècle et *Salaroni* en 1408, il l'était déjà en français dès 1516 avec la forme actuelle de *Salérans* (1).

(1) Arch., et mss. cit., p. 97; — ROMAN, *Dict. topogr. des H.-A.*, p. xxix, LVII et 147.

Tout cela ne nous apprend pas en quoi consistaient les biens donnés dans la vallée de Salérans. Mais remarquons que la Méouge, qui arrose celle-ci, traverse Antonaves, dont le petit monastère appartenait à Montmajour en 963, comme nous l'avons dit. M. Roman assure que la terre d'Antonaves avait été donnée à cette abbaye, vers 960, par Adélaïde, reine de Germanie, sœur du roi Conrad le Pacifique, et on a la charte par laquelle ce roi confirmait à Montmajour le petit monastère d'Antonaves en 965. Celui-ci n'est pas mentionné dans des privilèges des papes accordés à Montmajour en 1097 et en 1102; mais, le 7 avril 1152, Eugène III confirme à notre abbaye l'église de Sainte-Marie d'Antonaves avec ses appartenances, et le pape Luce III en fait autant en 1184. A leur tour, l'empereur Othon IV, le 29 mars 1210, et Frédéric II, en mai 1223, confirment à Montmajour le petit monastère d'Antonaves, dans le comté de Gap. Enfin, en 1258, le pape Alexandre IV confirme à la même abbaye *l'église de Sainte-Marie, située dans le diocèse de Gap, et toutes ses appartenances*. Il s'agit sans doute de Sainte-Marie d'Antonaves, simple prieuré vers la fin du XIII^e siècle, et dont on connaît un grand nombre de prieurs. Parmi les dépendances d'Antonaves, dont le prieuré était encore dépendant de Montmajour en 1337 (1), se trouvaient la paroisse de Châteauneuf-de-Chabre et le prieuré de Lachau. M. Roman dit que le prieur d'Antonaves a eu, depuis le XII^e siècle jusqu'à 1789, la collation de la cure et un tiers de la seigneurie de Châteauneuf-de-Chabre (Hautes-Alpes). Ce prieur eut encore au XVI^e siècle le prieuré de Lachau, loca-

(1) Arch. cit., mss. cit., p. 782-96, 816-9, 921-51, 1007-17 et 1406-8. — *Bulletin de la Soc. d'Et. des H.-A.*, I, 265-6; — F. DE M. DE CARR., op. cit., p. 155-7; — *Cartul. de l'Ile-Barbe*, p. 78-9.

lité arrosée, elle aussi, par la Méouge, et qui formait autrefois une paroisse du diocèse de Gap. On a des reconnaissances de tenanciers faites en 1571 et le prouvant. Rien d'étonnant qu'après avoir appartenu à Cluny, Lachau ait passé à Montmajour au xvi^e siècle, pour tomber entre les mains de séculiers commendataires. Antonaves lui-même, comme Lachau et Ballons, avait en 1663 pour prieur et seigneur Charles de Lionne, sacristain et gouverneur de Romans. Au surplus, M. Roman nous assure que les religieux de Montmajour ont possédé le prieuré d'Antonaves jusqu'en 1789, et que les prieurs furent, depuis le x^e siècle, collateurs de la cure du lieu, décimateurs et seigneurs temporels de la paroisse (1).

Notre célèbre abbaye arlésienne avait encore, dès 963, le petit monastère de Saint-Martin d'Allemont, comme nous l'avons dit. On le lui voit confirmer en 965 par le roi Conrad, en 1097 par le pape Urbain II, et en février 1102 par le pape Pascal II. Mais avant 1152, ce monastère était devenu un prieuré dépendant de l'Ile-Barbe près Lyon, à qui Luce III le confirmait en 1183, ainsi que les églises établies dans l'intérieur et autour de cette ville (*oppidum*) d'Allemont, certainement représentée aujourd'hui par le Monétier-Allemont, commune du canton de Laragne. Par suite, le pape Eugène III, confirmant à son tour, en 1152, les possessions de Montmajour, n'y comprend pas le monastère d'Allemont. On a les chartes des empereurs Othon IV, en 1210, et Frédéric II, en 1223,

(1) *Invent. somm. des Arch. des H.-A.*, G, 127, 143, 153-6, 184-5; — *Arch. de la Dr.*, E, 2213, 3155, 3181, 3186; — LACROIX, *L'Arrondissement de Nyons*, p. 355-8; — P. DE THOREY, *Prieurés de l'anc. diocèse de Grenoble*, p. 208-10; — *Bull. Soc. d'Et. des H.-A.*, I, 266; VII, 97; — J. ROMAN, *Tableau histor. du départ. des Hautes-Alpes*, p. 145-6.

confirmant à notre abbaye la *celle* ou petit monastère appelé à la *Motte Saint-Martin*, situé dans le comté de Gap (*in comitatu Vapinco, cellam quam vocant ad Motam sancti Martini*). Mais à la fin du XIII^e siècle, le prieuré du Monétier appartenait sans conteste à l'abbaye de l'Île-Barbe (1).

L'église prieurale de Saint-Léger de Jobie (*de Jobia, alias Gobia*) fut successivement confirmée à Montmajour par Eugène III en 1152, par Luce III en 1184, par Innocent III en 1204, et par Alexandre IV en 1258. Les deux dernières confirmations comprennent expressément *les appartenances* de cette église, alors prieurale et soumise avant 1326 au prieuré d'Antonaves, qui en retirait 7 livres de cense en 1330. Nous ne savons si à ce petit prieuré, qu'un pouillé de 1516 appelle *prioratus de Alpo et Zubia*, et M. Roman de *Saint-Léger et Notre-Dame de Laup-Jubéo*, se rattachait un haut-fief dépendant par conséquent de Montmajour. En 1210 et en 1223, les bulles confirmatives des empereurs mentionnent *honorem de Gobia*, sans indication de comté ni de diocèse (2). En tout cas, l'église en question était au village appelé aujourd'hui Laup-Jubéo, commune de Saint-Genis, canton de Serres (Hautes-Alpes).

Enfin, M. Roman nous apprend qu'en 1516 la cure de Laragne (Hautes-Alpes) était à la collation de l'abbé de Montmajour, et que le curé en partageait la dîme avec

(1) Arch. des Bouch.-du-Rh., mss. Chantelou, p. 921-30 et 1007-31 ; — *F. de M. de Carr.*, op. cit., p. 155-7.

(2) Arch. et mss. cit., p. 782-96, 816-9, 921-51, 1007-13, 1131-42 ; — *F. de M. de C.*, loc. cit. ; — J. ROMAN, *Dict. topogr. des Hautes-Alpes*, mot *Laup-Jubéo* ; *Tableau histor. du départ. des Hautes-Alpes*, p. 121 ; — *Bull. cit.*, VII, 84.

celui d'Arzeliers, lequel en 1641 était principal décimateur de sa propre paroisse et, lui aussi, à la nomination de l'abbé de Montmajour (1).

V

Diocèse de Vienne. — La première dépendance que nous connaissions dans ce diocèse à Montmajour, dans l'ordre chronologique, est l'église de *Saint-Christophe* de Montmiral, dont nous avons parlé et qui fut donnée à Montmajour antérieurement à novembre 1068. Saint-Christophe est le vocable de l'église paroissiale actuelle de Montmiral.

La seconde est l'église de *Saint-Evode* de Parnans, dont une moitié fut cédée à Montmajour par Léger, abbé de Saint-Barnard de Romans, en échange de celle de Saint-Christophe, en 1068. Nous voyons ensuite l'église de Saint-Evode confirmée à Montmajour en 1204 par Innocent III, et par Alexandre IV en 1258. Le village de Saint-Evode est aussi confirmé à la même abbaye en 1210 par l'empereur Othon IV, et en 1223 par Frédéric II. Saint-Evode de Parnans était dès 1208 un prieuré en titre, encore dépendant de Montmajour en 1484, et dont on connaît quelques prieurs. Ce prieuré est cotisé 62 livres tournois dans un pouillé de 1523, tandis que l'église du même lieu ne l'y est qu'à 6. En 1786, cette église, toujours dédiée à saint Evode, avait encore pour patrons nos bénédictins de Montmajour (2).

(1) *Tableau histor. cit.*, p. 126.

(2) Mss Chantelou, p. 921-8, 931-43, 1007-14, 1131-42 et 1621; — *Cartul. S. Barnardi Roman.*, ch. 12 bis; — DASSY, *l'Abb. de Saint-Antoine*, p. 490-2; — *Bull. de la Soc. archéol. de la Drôme*, t. II, pp. 160 et 162

Le monastère de *Saint-Antoine de la Motte*, fondé par Montmajour à la fin du ^{xr} siècle, lui a été très souvent confirmé par les papes depuis Pascal II en 1114 jusqu'à Alexandre IV en 1258. Les empereurs Othon IV, en 1210, et Frédéric II, en 1223, lui confirmèrent de leur côté la *ville* de Saint-Antoine avec tout ce qu'il y avait. Après le départ de nos Bénédictins du monastère prieural de Saint-Antoine, Boniface VIII ordonna en 1297 que les Hospitaliers, pour dédommager Montmajour de la perte de ce monastère, payeraient chaque année à l'abbaye aré-sienne une pension de 1,300 livres petits tournois. Cette pension fut fixée à 205 marcs d'argent par un arrêt du Parlement de Paris du 8 mai 1442 (1).

L'église *Saint-Didier*, précédemment paroissiale, fut donnée aux Bénédictins, en même temps que la nouvelle église de Saint-Antoine, qui devait la supplanter. C'est du moins ce qu'assure Chantelou, en désaccord avec Falcon, lequel affirme que les Bénédictins n'eurent d'abord que le juspatronat de Saint-Didier. Toutefois, Falcon même reconnaît que l'église Saint-Didier fut donnée aux Bénédictins par Gontard, administrateur du diocèse de Vienne et leur fut ensuite confirmée par l'archevêque Guy (2).

(1) Mss. Chantelou, *passim*; — F. DE M. DE C., op. cit., pp. 44-8, 66-72; — DASSY, op. cit., *passim*; — VALBONNAIS, *Hist. Dauph.*, I, 250; II, 7, 87-8.

(2) Aym. FALCON, op. cit., fol. xliij v° et lij v°; — Mss. Chantelou, p. 618-22.

L'abbé FILLET

(A continuer).



LA

COLLINE DE BEAUSEMBLANT

SA CONSTITUTION GÉOLOGIQUE. — SES MARES ET LEUR
FAUNE MALACOLOGIQUE. — COMMENT LES ÉTANGS
ARTIFICIELS PEUVENT SE PEUPLER DE MOLLUSQUES
D'EAU DOUCE.

La vie, sous les formes les plus variées, est répandue partout, dans la nature. Peu de gens se font une idée juste du nombre et de la diversité des êtres animés qui peuplent la terre. On croit connaître la faune générale parce qu'on en a vu dans les Jardins des plantes et d'acclimatations, autour de soi et dans les collections des musées. La création a des limites autrement étendues, surtout dans les degrés inférieurs de l'échelle organique : sans parler des microbes, cette poussière animée et parfois si dangereuse, dont le microscope a révélé l'existence, nous foulons, à chaque instant, des animalcules que leur petitesse dérobe à nos regards.

Comment soupçonner, en effet, sur le moindre brin d'herbe, ou dans le plus petit filet d'eau, ces myriades de coquilles terrestres ou fluviatiles, qui sont la proie vivante des oiseaux et des rongeurs ? Comme elles sont entourées d'ennemis dont l'estomac n'est jamais rassasié, la Providence a donné à ces bestioles une puissance de reproduction qui tient du prodige.

Le fait que je viens soumettre à l'examen de la Société académique de la Drôme est une preuve évidente de cette faculté merveilleuse de propagation.

Pour mettre en pleine lumière l'observation dont il s'agit, il est nécessaire d'entrer dans des détails préliminaires un peu longs, et de noter toutes les circonstances qui nous l'ont révélée.

On connaît la belle terre que possède M. le comte de la Sizeranne, dans le nord du département, entre les villes de Saint-Vallier et de Saint-Rambert-d'Albon. Cette propriété est située sur le sommet de la colline de Beausembiant, et près du village de Creure. Ce point culminant forme un plateau assez étendu, à l'altitude de 350 mètres environ et à celle de 150 mètres, au dessus du niveau du Rhône, qui coule au pied.

Sous le rapport géologique, la colline de Beausembiant offre des argiles plastiques bleues de l'étage miocène et d'une épaisseur de 60 à 70 mètres, reposant immédiatement sur le granit (1). Il n'a été recueilli, dans ces argiles, que quelques coquilles marines. Au-dessus, se montre un banc de cailloux roulés, atteignant jusqu'à 40 mètres d'épaisseur.

Les nombreuses collines qui s'étendent de la rive gauche du Rhône jusqu'au pied des Alpes dauphinoises sont toutes couronnées par le même terrain de transport ; preuve évidente qu'elles constituaient autrefois, une seule masse continue. Ces collines sont donc les débris d'une antique plage abandonnée par la mer, que le dernier soulèvement alpestre a rejetée dans le bassin méditerranéen. L'érosion, poursuivant son œuvre de destruction, ne laissera, avec le temps, que de faibles et rares parties de cette immense formation. Ainsi s'explique la fragmentation de certaines couches géologiques puissantes, réduites, par le même phénomène, aux plus faibles proportions.

La grande secousse géologique qui a opéré ce déplacement de la mer fut suivie d'une période glaciaire, représentée en Dau-

(1) Les éléments qui constituent cette roche tombent en poussière et forment une terre alumineuse et riche en peroxyde de fer. Cette terre, mêlée à l'argile plastique, donne aux produits de l'usine céramique de Beausembiant une grande solidité, qui les font rechercher, surtout pour la construction.

phiné par des couches d'un lehm jaunâtre, sorte de boue due à la trituration du granit par la calotte de glace, agissant comme une meule sur la roche qui la supportait. Les glaciers descendaient, alors, jusque dans le fond de la vallée rhodanienne. Ces couches recouvrent le banc de cailloux roulés. Si les argiles offrent peu de débris organiques, il n'en est pas de même du lehm, qui est un véritable ossuaire, renfermant des squelettes disloqués de grands et de petits mammifères : *elephas primigenius*, *rhinoceros tichorinus*, *equus caballus* (Linnée), (cheval de petite taille, rappelant la race de la Camargue), *bos primigenius*, *sus scropha*, v. *major*, *cervus capriolus*, etc., ainsi que des débris humains.

En creusant pour établir les fondations d'une construction, les ouvriers trouvèrent, en 1883, dans le lehm, près du château de Beausembant, une tête Dolichocéphale, à laquelle il ne manquait que la mâchoire inférieure, des fragments d'une autre tête, remarquable par l'épaisseur des os de la boîte crânienne, ainsi que de nombreux débris des autres parties du squelette, fémurs, tibias, rotules, etc.

Le crâne, par sa forme, semble se rapprocher de la race humaine de Cro-Magnon, qui existait vers le milieu de l'époque quaternaire.

J'ai, également, recueilli dans ce lehm, des coquilles terrestres, appartenant à des espèces restées vivantes, dans les mêmes lieux, à l'exception d'une ambrette se rapprochant du *succinea oblonga* (Draparnaud), que je crois inédite.

Beausembant, comme on le voit, est un champ d'études remarquable. Sa colline, sous le rapport géognostique, présente, donc, des couches perméables, et d'autres qui ne le sont pas. Les pluies qui tombent sur le plateau forment, par une infiltration lente, une nappe liquide sur les argiles plastiques et même au-dessus, sur des argiles provenant de la décomposition du feldspath, une des trois roches constituant le granit.

Ces eaux trouvent un écoulement naturel en suivant les pen-

tes du terrain argileux. Le nombre des fontaines, des mares, des étangs auxquels elles donnent naissance est considérable. Il y en a partout, sur les flancs de la colline, au-dessous du banc de cailloux roulés. Ces fontaines, ces mares, ces étangs renferment tous, sans exception, un grand nombre de mollusques : des colonies de *Limncea peregra*, de divers *Planorbis*, et, dans la vase, des milliers de *Cyclas rivalis et palustris*, de *Pisidium casertanum*. Au château de Seneaux, dans les étangs, l'*Anodonta cygnea*, variété *ventricosa* et d'une dimension peu commune, s'y trouve par légions. Cependant fontaines, mares, étangs sont, exclusivement, alimentés par la nappe souterraine, où nous verrons qu'aucun de ces invertébrés n'existe.

Le docteur Baudon, malacologiste bien connu, m'annonçait, le 25 janvier 1885, que M. Masson venait de lui envoyer des *Physa acuta*, provenant d'un puits artésien, à Amélie-les-Bains. « Ces mollusques, ajoutait-il, devaient vivre dans une nappe souterraine. » Ce fait étrange ayant éveillé mon attention, je pensai qu'il pouvait exister, également, des coquilles dans les eaux souterraines de Beausemblant, et je descendis dans les galeries qui vont capter les sources à de grandes profondeurs. Les plus minutieuses recherches m'ont convaincu que ces eaux ne renfermaient aucune plante aquatique, ce qui indiquait, déjà, qu'il ne fallait pas s'attendre à y rencontrer des mollusques phytophages. Je n'y ai, en effet, aperçu aucune des *Bythinies* vivant aux Cévennes, aussi bien dans les rigoles cachées sous des monceaux de pierres, où le jour ne pénètre jamais, que dans les ruisseaux coulant à découvert, mais à l'ombre des arbres ; aucun des *Ancyles*, hôtes des eaux limpides, aucune *cyclade*, aucune *Pisidie*, en un mot, aucune espèce des genres qui recherchent, au contraire, les fonds vaseux. C'était à prévoir pour ces dernières familles, attendu que les eaux, si bien filtrées ne font pas de limon, tant qu'elles sont en mouvement. C'est précisément le cas de celles qui forment la nappe souterraine dont il s'agit.

D'où viennent donc ces coquilles ? Personne après les expé-

riences décisives de Pasteur, n'oserait, je pense, admettre, encore, la possibilité de la génération spontanée. Ces Mollusques ont, évidemment, été apportés dans les eaux dormantes où ils pullulent ? Oui, et rien n'est plus certain. Un fait à noter, c'est que les puits qui touchent, pour ainsi dire, à ces habitats de coquilles, n'en contiennent pas une seule, et ce sont, encore, les mêmes eaux qui les remplissent.

Il ne sera pas difficile de découvrir le mode d'introduction de ces animaux dans des milieux où ils n'existaient pas ; l'explication qui en sera donnée ne laissera, dans l'esprit de personne, aucune place au doute ; mais il faut suivre l'enchaînement des faits et noter, à mesure, les observations qu'ils provoquent.

Après d'abondantes pluies, la nappe souterraine grossit, et comme l'eau n'est pas compressible, cet accroissement de volume soulève les couches supérieures, et, quelquefois, le courant souterrain les entraîne, jusque dans le fond de la vallée. En 1841, à la suite d'un de ces glissements de terrains, les eaux d'irrigation de la propriété de Beausembiant, comme les eaux potables, disparurent soudainement, même celle d'un puits profond. Il s'était produit des affouillements considérables au-dessous du banc de cailloux roulés, dans la partie sud du plateau ; et toute la nappe souterraine se déversait du côté où la dépression du sol sous-jacent existait. Le parc, qui n'a pas moins de 60 hectares, avait perdu sa fraîcheur, les pelouses étaient devenues arides. M. Lacroix, ingénieur civil, fut chargé en 1881-82, de diriger les travaux de recherche, entrepris pour capter l'eau à l'endroit où elle coulait. Trois galeries furent creusées, à des profondeurs variant entre 20 et 30 mètres ; la première, dirigée de l'est à l'ouest, sur une longueur de 634 mètres, rejoint la seconde, dont le parcours, du nord-est au sud-ouest, n'a pas moins de 917 mètres. Ces deux canaux viennent emplir un vaste puits, dont l'eau aspirée par une pompe, jaillit sur un lit de cailloux de rivière et alimente ensuite, plusieurs bassins construits en béton, et dont le plus vaste est appelé l'*Ile*.

Les eaux souterraines, séjournant peu de temps, dans ces réservoirs, ne renfermèrent d'abord ni coquilles semblables à celles des mares, des fontaines et des étangs du voisinage, ni plantes aquatiques d'aucune sorte. Quel ne fut pas mon étonnement quand j'aperçus, en 1885, rampant contre les parois de l'Ile, un grand nombre de *Limnœa auricularia* ! Comment avaient-elles pu naître, vivre et se propager, si vite et si abondamment, dans des eaux privées de plantes ? Autant de questions dont je cherchai, aussitôt, à me rendre compte.

Je suivis l'écoulement des eaux de l'Ile ; partout, aussi bien dans les rigoles à découvert que dans les bassins formés par son trop plein, je trouvai la même espèce de Limnée et pas d'autres mollusques.

Une particularité assez étrange fixa mon attention : le premier réservoir, qui est en contre haut des autres bassins, ne renfermait pas une seule Limnée, c'était une nouvelle preuve que cette coquille ne provenait pas de la nappe souterraine. S'il en avait été autrement, c'est dans ce premier réservoir qu'elle se serait, d'abord, montrée ; tandis qu'elle n'y a pas fait, encore aujourd'hui, son apparition. Il fallait donc chercher dans les pièces d'eau en contre bas, dans l'Ile, la cause de son introduction. Je savais, aussi, que ce n'était qu'à partir de 1885 qu'elle avait paru ; en effet, je ne l'avais pas remarquée avant cette époque, et la dimension assez grande de la coquille et son abondance n'eussent pas manqué d'attirer mon attention. Je fus persuadé, aussitôt, que cette Limnée avait été apportée dans l'Ile par deux cygnes blancs, envoyés d'un château de l'Orléanais, entre 1884 et 1885. Depuis, cette époque, ces palmipèdes n'avaient pas quitté ce réservoir, et si le *Limnœa auricularia*, est établi dans les bassins inférieurs, c'est parce que le trop plein de l'Ile va les remplir et a dû, par conséquent, y amener le mollusque.

Ce qu'il importe, encore, de noter, c'est que cette espèce est étrangère à la région. Du moins, je n'ai rencontré aucune de ses congénères dans le canton de St-Vallier, et j'ai tout exploré,

ruisseaux, mares, launes (1). Les eaux du Dauphiné paraissent, d'ailleurs, leur convenir à merveille, si l'on en juge par leur incalculable progéniture.

Ce sont bien les cygnes d'Orléans qui ont opéré cette acclimatation ; les preuves surabondent. Les pièces d'eau, avant leur arrivée, ne renfermaient aucune coquille ; le bassin supérieur, celui qui n'a pas de communication possible avec les autres, en est, encore, privé. La coquille introduite est d'une espèce différente de celles du voisinage. Mais comment les cygnes ont-ils pu opérer ce transport ?

Le vent transplante la graine, portée par sa plumule, les cours d'eau, les semences plus lourdes, les palmipèdes par leurs déjections introduisent dans les pièces d'eau naturelles ou factices, et à leur origine, les mollusques dont ils se nourrissent. Un orage, un glissement de terrain peuvent produire des mares dont les eaux ne contiennent, d'abord, aucun être organisé. Les oiseaux aquatiques, trompés par les apparences, y arrivent *quærens quem devoret*, et laissent des grappes d'œufs de mollusques, parfaitement protégés dans la capsule albumineuse qui les renferme et les a conservés, sans altération, à travers leurs intestins, ces capsules peuvent être comparées aux noyaux, qui sont la sauvegarde des semences délicates. C'est dans un de ces *nidamentum* que les cygnes de Beausemblant ont apporté, de l'Orléanais, la Limnée qui a formé une colonie aussi florissante que variée.

Cette famille, provenant, sans doute, d'une capsule unique offre, cependant, une prodigieuse quantité de variétés. Il est des malacologistes, en trop grand nombre, qui auraient créé nombre d'espèces avec des différences de forme, purement accidentelles et inconstantes. Ces naturalistes en chambre égarent la science et la ridiculisent. Pour un Limnée, pour un Cuvier, que de Darwin !

(1) On appelle ainsi, dans la Drôme et l'Ardèche, des étangs, formés par infiltration, généralement plus allongés que larges et épars, près des deux rives du Rhône.

Comment ces Limnées, essentiellement phytophages, ont-elles pu vivre, se développer et se propager dans un milieu où il n'existait aucune plante aquatique ? Les œufs du *Limnæa auricularia*, comme nous l'avons vu, sont rangés dans une capsule compacte, plus ou moins longue, suivant l'âge du mollusque. Il la pond sur les pierres, sur les parois des pièces d'eau, et souvent, aussi, sur le test de ses congénères ou de toute autre coquille qu'il rencontre. La capsule est allongée ou recourbée, suivant que sa marche, en la déposant, a été droite ou inclinée. Après un temps qui n'a rien de déterminé, cette enveloppe s'amollit ; le milieu s'emplit d'un liquide albumineux ; bientôt des filaments en sortent, ce sont des algues de la tribu des zygnemées. Chaque capsule donne naissance à une touffe de ces algues, sur lesquelles les jeunes coquilles trouvent un aliment approprié à la faiblesse de leurs organes de nutrition. Plus tard, ces végétaux se développent et forment de longues chevelures, servant d'aliment aux mollusques adultes. Puis, arrivent la chute des feuilles, les débris de végétaux que le vent jette dans les pièces d'eau et tant d'autres corps organiques, plus ou moins apparents, dont se nourrissent les invertébrés, qu'on peut regarder, à ce point de vue, comme des épurateurs de l'eau.

Dans les bassins de Beausemblant, où les *Limnæa auricularia* vivent en groupes nombreux, ces mollusques couvrent leurs coquilles de capsules, si bien que la même coquille en a plusieurs, et que, plus tard, elle porte une quantité de ces algues. J'en ai conservé avec cette enveloppe végétale, qui, hors de l'eau, s'agglutine et se détache facilement du test.

L. PASCAL.



DICTIONNAIRE

DES

*DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ*

(SUITE. — Voir les 90°, 91°, 92°, 93°, 94°, 95°, 96° et 97° livr.).

793. — VIRTUTE NON DOLO. — Pélissier. — Saint-Ferréol (B).

794. — VIRTUTE NON GENERE NITI. — Du Puy de Montbrun (B).

795. — VIRTUTE TEMPORE. — De Monaco de Valentinois (C).

796. — VIRTUTI OMNIA PARENT. — Bohier.

797. — VIRTUTIS NOSTRÆ PRÆMIUM. — Famille Basset (M).

798. — VIRTUTIS PRÆMIUM EST VIRTUS. — De Sail-lans (B).

799. — VISAGE D'ALTVILLARS. — Arvillars (CH). — Diction.

800. — VIS DUPLEX FULGET IN UNO. — Devise attribuée à P^{re} Scarron, évêque de Grenoble (1520-68).

801. — VIS MEA IN LABORE. — Devise moderne de la ville de Voiron, qui lui a été donnée, avec ses armes, par son maire, M. Fréd. Faige-Blanc, sous l'empereur Napoléon III. — C. l'a placée dans son livre.

802. — VIS NESCIA VINCI. — Pellet des Granges (CH).

803. — VIS NESCIA VINCI SINE CAUSA. — De Narbonne-Pelet (B).

804. — VIS UNITA FIT FORTIOR. — Guyon de Pampebonne.

805. — VITA BENÈ EMITUR. — Beaumont-Cara.

806. — VITA SINE LITTERIS MORS EST. — Sur un *ex-libris* de B. Odouard, avocat du Roi.

807. — VIVA ET PERENNIS. — Sur un jeton de G. de Gadagne d'Hostun, de 1695.

808. — VIVAT AMICITIA CONSTANS ! — Sur le sceau de la *Loge de la Constance*.

809. — VIVAT REX ! — De Barruel ; de Gigord (origine dauphinoise) (C).

810. — VIVE LE ROI ET LE DOFIN ! VIVE ! — Sur un jeton du Dauphiné (XV^e siècle) ; au revers : Vive amant ! Vive amours !

811. — VIVE LE ROI ! VIVE ! — *Idem* (XV^e siècle) ; au revers : Memore de boire !

812. — VIVE LE ROI ! VIVE LE ROI ! — *Idem* (XV^e siècle) ; au revers : Vivre vor en bon espoir !

813. — VIVET ET SINE FINE VIVET. — De Virieu (B).

814. — VIVE VIVE CAPITAINE PIERRE BOURCET. — Bourcet (M).

815. — VIVIT POST FUNERA. — Castellino.

816. — VOLAT AD SIDERA VIRTUS. — Rivail ou Rival.

817. — VOLAT FAMA PER ORBEM. — De Rolland ou des Rollands (CH).

818. — VOLUERUNT DII, UT MORTALES IN PERPETUO MÆRORE VIVERENT. — Du Nièvre (CH).

819. — VIRIEU ! — Cri des Virieu.

SUPPLÉMENT AU DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

A

820. — AGAM. PERAGAM. — Fanfare de Valence (1860).

C

821. — CRUX INCEDIT DUM VOLVITUR ORBIS. — Variante de la devise des Chartreux, adoptée par le P. Lacordaire au couvent de Chalais (Isère).

D

822. — DE FORTI DULCEDO. — L'abbé Girolet de Vaujany.

823. — DEO, PATRIÆ, CONSTITUTIONI. — Le Conventionnel André Amar, (autour de son chiffre, sur le cachet d'une de ses lettres). (M).

824. — DEXTER EQUIS ARMISQUE POTENS. — Sur un jeton d'Henri II, dauphin de Viennois et duc de Bretagne.

825. — DILIGENTER INVESTIGA PATRUM MEMORIAM. — Devise du *Bull. d'histoire ecclésiastique*, etc.

826. — DISCERE LEGES. — Académie delphinale, (sur un sceau de la Bibliothèque de Grenoble).

E

827. — ΕΚ ΤΟΥ ΠΟΙΟΥ ΠΑΥΛΗ (*Après le travail, le repos*).
— Devise de J. de Monteux (com^{on}. de M. H. de Terrebasse).

F

828. — FATA GALLIÆ RESTITUTA. — Devise des Etats de Romans en 1888, (discours de Mgr de Cabrières au Centenaire des Etats du Dauphiné.)

829. — FIDES CATHOLICA, APOSTOLICA ET ROMANA.
— Jean-François Périer, évêque d'Avignon (1802-21), né à Grenoble.

H

830. — HALLAAC. HALLAAC. — (Var. du n° 283).

I

831. — IMPAVIDÈ. — Sur un jeton de Ch. de Bourbon, gouverneur du Dauphiné (1612).

832. — IN ALTIS DOMINUS. — P.-A. Berthet, évêque de Gap. (Com^{on}. de M. P. de Manteyer).

833. — IN TE, DOMINE, SPERAVI. — Sur un jeton (XVI^e siècle) de J. Prunier, Receveur du Forez (C).

834. — IN VINCULIS CHARITATIS. — Ange Vigne, évêque d'Oran, actuellement évêque d'Avignon, né à Grignan (M).

L

835. — LABOR IMPROBUS OMNIA VINCIT. — Ville de Voiron, (Com^{on}. de M. André Lalande.

836. — LABOR MISERIES. — B. Nicollet, publiciste à Grenoble (M).

837. — LEGENT HÆG NOSTRA NEPOTES. — Sur la vignette du titre de l'*Histoire de Dauphiné* de Valbonnais.

N

838. — NATION, LOI. — Sceau de la Municipalité de Grenoble (M).

839. — NATURÆ ET ARTIS. — Académie delphinale, (sur un sceau de la Bibliothèque de Grenoble). (M).

840. — NIL NISI CONSILIO. — Sur un jeton de Jacques de Prunier, Contrôleur de l'Argenterie du Roi.

O

841. — OMNES OMNIA. — Sur le timbre ou sceau de l'*Universelle*, société coopérative de consommation existant à Grenoble, sous le second Empire.

P

842. — PLUS PRODESSE QUAM PRÆESSE. — Paulinier, évêque de Grenoble. (*Rectification* du n° 288).

843. — POUR MES AMIS ET MES ENNEMIS JUSQUES AU SANG. — Le colonel Trumelet, né en Champagne, mais conseiller municipal de la ville Valence par droit de cité.

Q

844. — QUÆ CANDIDA PROXIMA CÆLO. — J.-A. Blanchet, évêque de Gap (1887-88). — Com^{an}. de M. P. de Manteyer.

845. — QUÆ SEMINAVÉRIT. — J.-B.-M.-S. Jacquenet, évêque de Gap (1881-83). — Com^{on}. du même.

846. — QUIS INFIRMATUR ET EGO NON INFIRMOR. — L.-J.-J.-L. Gouzot, évêque de Gap (1883-87). — Com^{on}. du même.

R

847. — RES, NON VERBA. — Barnier, pharmacien de la Grande-Chartreuse.

848. — RUMINAT HERBAS. — Alfred de Terrebasse.

S

849. — SANS NOMBRE. — Devise des Poitiers, (sur les plafonds du château de Sérignan).

850. — SASSENAGE ! — Cri des Sassenage.

851. — SIC COLIT ARTES. — Société des Sciences et des Arts de Grenoble.

852. — SICUT LILIUM INTER SPINAS, SIC AMICA MEA. — (*Cantic. ch. II, v. 2* ; mais *inter filias* ne s'y trouve pas). Sceau du monastère des Filles du Verbe Incarné de Grenoble.

853. — SOCIETAS PACIS. — Sur un sceau de l'Abbaye de Bongouvert.

854. — SPE ET PATIENTIA. — Sur un *ex-libris* de M. Boyer de Bouillane, avocat à Nîmes.

855. — STATUTA DELPHINALIA RESTITUTA. — Devise des Etats de Romans en 1788.

856. — SUPER OMNIA VIRTUS ET HONOR. — De Parisot de Durand de la Boisse.

T

857. — TENE MENSURAM. — D'Abon (Com^{on}. de M. P. de Manteyer).

858. — TOUJOURS SIMPLE. — Allègre, curé de St-André-le-Bas, à Vienne. Devise dont le corps est une fleur de pensée.

V

859. — VERITATE ET CHARITATE. — Seryonnet, év. de Digne.

860. — VINCULA QUÆ MANEANT SEMPER. — Regnauld de Bellecise. — Bonce.

861. — VIRIBUS MAJORA NON AUDET. — Regnault de Bellecise. — Bonce.

(A suivre.)

G. VALLIER.



UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir la 97^e livraison).

Ce codicille, comme le testament, est écrit de la main du sieur de St-Challier ; il est signé à chaque page par l'abbé de Lesseins, qui a ajouté aussi la date. Le tout, fermé et scellé, fut déposé entre les mains du notaire Legentil en présence de Messire Laurent de Maisonblanche, prêtre, recteur de l'hôpital Sainte-Foy et concuré de l'église de Saint-Barnard ; de Louis de Collet, écuyer, sieur de la Chasserie, avocat en la cour ; de Gabriel Bochage, marchand ; de Louis Chambon, maître apothicaire juré ; de maître Laurent Gitton, procureur aux cours de Romans ; de Louis Faure et d'Antoine Bochard, marchands, tous habitants de Romans. Les signatures de tous ces témoins, accompagnées de leur sceau en cire rouge, se trouvent avec celle du testateur sur l'enveloppe qui renfermait ces deux actes de dernière volonté.

Un mois après, le 9 août, l'abbé de Lesseins dicta au même notaire un second codicille en présence du susdit recteur de l'hôpital Sainte-Foy, de M. M^e Jean Chaléat, maire perpétuel de la ville de Romans, de M. M^e Pierre Chazal, élu assesseur en l'élection de Romans, de Claude

Robert, assesseur en l'hôtel de la dite ville, tous les trois conseillers du roi, et de Martin Chabert, troisième consul de Romans. Par ce nouvel acte, le testateur complète les dispositions déjà prises et entre dans les moindres détails. On voit qu'il se sentait sur sa fin. Le notaire constate en effet qu'il était « grièvement indisposé ». Voici le résumé de cet intéressant document :

« L'abbé de Lesseins prie le chevalier de St-Challier, son exécuteur testamentaire, de déclarer à Messieurs du chapitre de St-Barnard que son intention a toujours été de ne point résigner sa dignité de sacristain, afin de les laisser en état d'en disposer après son décès en faveur de celui qu'ils jugeront à propos.

« Il veut que ses obsèques et funérailles soient faites simplement, suivant l'usage et les bienséances, et n'être point porté ni enterré découvert.

« Il laisse son aumusse avec son surplis, qui sont dans son cabinet et armoire de St-Barnard, à Messire Charles Delacour, sous-sacristain, outre et par dessus ses droits d'ensevelissement, qui lui seront payés à la forme ordinaire.

« Veut et entend que, sitôt après son décès et avant l'apposition des scellés, sa pendule qui est présentement sur la cheminée de sa chambre soit délivrée à M. l'abbé de Chastelard, son cousin, avec sa console de bois doré ; laquelle pendule et console il lui lègue et le prie de la garder comme un témoignage de son amitié.

« Veut que, outre le legs qu'il lui a fait, M. Jassoud, son médecin, soit indemnisé des soins qu'il a pris de lui pendant sa dernière maladie.

« Il lègue à Virginie, outre ce qu'il y a pour elle dans son testament, son habitation dans la maison qu'il a léguée

« au s^r et d^{lle} de la Cour et leur enfant, pour y être et demeurer sa vie durant, ensemble le lit et meubles de la chambre où elle est présentement logée », dans sa propre maison, lesquels doivent lui être livrés avant l'apposition des scellés.

« A Jean Chambaud, son valet de chambre, sa montre de poche, qui a été envoyée à Grenoble pour être raccommodée, et en outre le lit où il couche « dans le retranchement de l'antichambre dudit seigneur, et le meuble qui s'y trouve. Moyennant lesquels légats led. Chambaud ne pourra rien prétendre de ses gages du passé, attendu même les présents que led. seigneur lui a faicts et les emplois qu'il luy a procurés, desquels il prie son héritier de lui procurer la continuation. »

« Prie son exécuteur testamentaire de faire payer la somme de 300 livres au sieur des Hayes, peintre, demeurant à Paris, pour fourniture de tableaux et bordures dorées qu'il a faites pour lui et dont *il ne luy en a payé aucune chose*.

« Et comme le nommé Nevers n'étoit pas proprement son domestique, que néanmoins il est venu pour le servir en sa dernière maladie, il lui donne et lègue la somme de 60 livres ; à son jardinier de Romans, 24 livres outre ses gages ; au petit Pichon, 12 livres, pour s'habiller l'hiver prochain ; au portier et à la portière, 24 livres pour les deux.

« A Catherine Chabert, outre ce qu'il lui a légué par son testament, la moitié de tout le gros linge de sa maison servant aux domestiques, savoir, des nappes, serviettes, torchons et draps, plus, le lit et les meubles qui sont dans la chambre où elle est présentement logée en lad. maison de Romans, lesquels lui seront de même délivrés avant l'apposition des scellés.

« Il charge son héritier de faire dire annuellement dans la chapelle de sa maison de Romans ou à Triors une messe chaque jour de dimanche et de fête de commandement, « dont led seigneur codicillant a esté chargé par feu Monsieur son frère, comme son héritier, et de payer pour lesd. messes la somme de 62 liv. 10 sols par an au prestre ou prestres séculiers ou réguliers auxquels sondit héritier en voudra donner la commission à son choix.

« Et parce que ledit seigneur a eu intention de faire faire une porte ou grille de fer à l'arc de triomphe qu'il a fait construire sur l'avenue de sa maison à l'occasion du passage de Messeigneurs les princes, laquelle mesure a esté déjà commencée par un serrurier de la présente ville, il veut que sy elle n'a point esté achevée avant son décedz, elle soit mise en sa perfection par sondit héritier et posée aussy tost qu'elle sera en estat de ce faire, en satisfaisant à ce qui en sera deubt, déduction faicte de l'avance que ledit serrurier a receu.

« Et faisant réflexion que par sondit testament, il a ordonné que les tableaux qui sont dans ses dites maisons seront portés à Paris ou à Lyon pour y estre vendus aux enchères, et considérant qu'il y en a une partie qui ne sont pas assez considérables pour estre transportés dans lesdits lieux, dont la dépence seroit trop grande, il déclare que son intention est qu'on y fasse porter seulement ceux qui seront jugés les plus spécieux par sondit héritier institué et sondit exécuteur testamentaire, lesquels pourront faire vendre les autres en telles villes de Dauphiné qu'ils jugeront à propos.

« Il veut que son testament et codicille solennels soient ouverts incontinent après l'apposition des scellés, sans que pour raison de ce ni pour la vérification des inventaires il

soit besoin d'assigner ni d'attendre aucun de ses héritiers, non plus que leur pouvoir et procuration... Voulant seulement que son héritier institué soit assigné pour assister à la vente des effets. Et comme les inventaires dressés par ses ordres, tant de ses papiers que de ses effets mobiliers, ont été faits sans qu'il puisse, à cause de son indisposition, les examiner et les contrôler, il prie son exécuteur testamentaire de les vérifier et de les signer, conjointement avec « le sieur abbé de Chastellard ».

Sept jours après avoir arrêté ainsi ses dernières dispositions, l'abbé de Lesseins mourut dans son hôtel des Allées, le 16 août 1701, à l'âge de soixante-quinze ans, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Il fut inhumé en grande pompe dans l'église de St-Barnard. Les consuls de Romans, qui avaient toujours entretenu de bons rapports avec lui, firent célébrer, quelques jours après, pour le repos de son âme, un service solennel auquel assista tout le clergé de la ville (1).

(1) D'après un bruit qui courut dans le temps, l'abbé de Lesseins serait mort de chagrin de ce que, lors de la visite des princes dans sa maison, on enleva de la table où ils devaient prendre leur repas un troisième couvert que leur hôte y avait fait mettre pour lui. « Mais, observe M. le Dr Chevalier, il était de trop bonne maison et trop instruit des usages de la cour pour avoir, dans une circonstance aussi importante, méconnu l'étiquette et les convenances, qu'au reste aurait rappelées le maître d'hôtel des princes. »

CYPRIEN PERROSSIER.

(A continuer).



LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ

(Surtz. — Voir les 84°, 85°, 86°, 87°, 90°, 91°, 93°, 94°, 95°,
96° et 97° livr).

CHAPITRE VII

PÉRIODE DE L'ÉDIT DE NANTES.

Les protestants n'avaient pas attendu l'édit de Nantes pour s'établir sérieusement ; car ils savaient saisir toutes les occasions favorables de fortifier leur parti. Au moment même où ils avaient encore les armes à la main (janvier 1586), une assemblée générale de la noblesse appartenant aux églises réformées, tenue à Die, organisait l'administration de la justice en Dauphiné, nommait un juge par baillage ou sénéchaussée et une cour suprême à Die pour juger des appels. Ce fut alors que le baillage de Graisivaudan eut Marc Vulson pour juge, avec son siège à Mens (1). A l'avance, les protestants s'étaient préparés à jouir avantageusement de la paix ; aussi les douze années

(1) Archives de M. Roman, avocat à Gap, citées dans Arnaud, t. I, p. 515.

qui s'écoulèrent de l'édit de Nantes à la mort de Henri IV furent-elles des plus prospères pour eux (1598-1610). Pendant ce temps, ils se fortifièrent encore, ne prirent pas les armes ; mais tinrent de trois en trois ans des assemblées politiques, où ils nommaient des députés généraux pour défendre leurs intérêts devant les cours, rédigeaient des cahiers très volumineux où étaient mentionnés leurs griefs particuliers, les faveurs qu'ils désiraient obtenir et les infractions à l'édit, dont ils souffraient.

Dans le Trièves ils furent plus calmes et plus modérés qu'en beaucoup d'autres endroits ; les chefs protestants, il est vrai, tous devenus riches et comblés d'honneurs, tenaient à jouir en repos de ce qui leur avait coûté tant de peines. Il y eut bien çà et là quelques contestations entre les partisans des deux cultes, à en juger d'après bon nombre de délibérations des communautés de l'époque ; mais elles ne méritent pas d'être signalées.

L'organisation religieuse des protestants ne le cédait pas à l'organisation civile : presque dans chaque paroisse du Trièves, ils avaient un temple et un pasteur à demeure fixe, ou du moins un service religieux célébré régulièrement. Leurs pasteurs recevaient un traitement variant, suivant les postes, entre trois et quatre cents livres. Les étudiants en théologie eux-mêmes étaient pensionnés. Marc Vulson, sieur du Collet, fut chargé, le 30 janvier 1593, par Henri IV, de payer ces divers traitements (1).

Pendant que de toutes parts le clergé catholique, aidé par les congrégations religieuses, s'efforçait de réparer les maux faits à l'Eglise par l'erreur et de ramener au bercail les brebis égarées, les pasteurs et un très grand

(1) Arnaud, l. c.. t. I, p. 488.

nombre de réformés influents ne montraient pas moins de zèle pour leur parti. Les synodes prenaient toutes les mesures jugées utiles, afin de maintenir les églises dans un état florissant. Ils se montraient fort sévères contre ceux qui faisaient voir des tendances favorables à la religion romaine, ou laissaient leurs enfants libres d'être élevés catholiquement. Ainsi le synode tenu à Veynes, en 1621, censura fortement celui de Graisivaudan de ce qu'il n'avait pas suspendu de la cène le sieur de Chichilianne, pour avoir permis à sa femme que ses filles fussent « nourries en l'idolâtrie nonobstant de si fréquentes admonitions et recherches faites tant par les colloques que par les synodes ; et est arrêté que s'il ne procède pas avec plus de rigueur contre ledit Chichilianne en une affaire où il va de tout, et si, entre-ci et la cène de septembre prochain, M. Maguet, pasteur, n'a pas fait son devoir, selon la discipline, il sera procédé contre ledit colloque avec la rigueur de la discipline (1). »

Mens fut choisi pour la tenue de plusieurs synodes, entre autres pour ceux de 1615, 1648, 1673 (2). C'est dans celui de 1615 qu'on reçut la plainte des protestants de Crest à propos d'une inscription placée sur le frontispice de l'église de St-Sauveur (3). Le synode prit à son occasion la délibération suivante : « M. le maréchal sera supplié d'interposer sur ce sujet son autorité, et au cas qu'il faille plaider par devant les sieurs commissaires pour l'exécution de l'édit, la poursuite s'en fera par le procureur des églises, sous le nom d'icelles églises, aux frais de l'église de Crest, sauf d'y avoir égard tel que de raison. »

(1) *Actes du colloque de Veynes*, p. 182.

(2) Arnaud, l. c., t. I, p. 204-5.

(3) *Ubi supra*, t. I, p. 270-1.

Quelques aperçus sur l'histoire générale des protestants sont encore nécessaires pour aider à comprendre certains faits se rapportant au Trièves. Le synode de Dauphiné, réuni à Embrun (17 juin 1610), se hâta de jurer fidélité à Louis XIII et rédigea à cet effet un long factum qu'il fit porter à la cour par deux de ses députés, Chamier et Jean de Julien. Mais les expressions d'humble soumission et les protestations de ne vouloir s'occuper que des intérêts de la religion fondée sur le pur Evangile, n'empêchèrent point les réformés de chercher à diriger la politique du royaume, de s'opposer à la ligue défensive et offensive conclue entre la France et l'Espagne (30 avril 1612), d'adresser au roi remontrances sur remontrances, et même des plus violentes, sur le rétablissement de la religion catholique en Béarn (15 février 1618) et l'incorporation de cette province à la France (1620). Enfin, dans l'assemblée politique tenue, malgré le roi, à La Rochelle, et ouverte le 24 décembre 1620, la révolte armée fut décidée et des secours demandés à l'étranger contre la patrie elle-même.

A cette nouvelle, les protestants du Dauphiné se réunissent en assemblée provinciale à Die (avril 1621), y établissent un conseil politique des églises réformées de la province, envoient à l'assemblée de La Rochelle qu'ils se soumettent à tout ce qu'elle a décidé ou décidera, et nomment lieutenant général des églises de Dauphiné, Jean du Puy-Montbrun (11 janvier 1622), fils du fameux partisan mis à mort à Grenoble en 1575. Ce capitaine, plus présomptueux que son père, mais moins habile et placé dans des circonstances moins favorables, entre aussitôt en campagne et se saisit de plusieurs villes ou bourgs du Diois. En même temps, Pierre de Bérenger, seigneur de Pipet et de Beaufain, était inutilement envoyé

vers son parent, Lesdiguières, pour l'engager à approuver la révolte, et à mettre au service de celle-ci et sa vaillante épée et son expérience.

L'astucieux vieillard poursuivait alors un autre but. Loin d'encourager Montbrun et ses partisans, il fit son possible pour les détourner de leur projet et se rendit à la cour, en laissant le gouvernement de la province à Abel de Bérenger, son neveu, avec le soin de repousser les attaques des réformés. Ce dernier, en capitaine prudent, commença par faire réparer les places et châteaux forts se trouvant sur le chemin que Montbrun se proposait de suivre pour aller attaquer Grenoble (1).

Pendant qu'Abel de Bérenger veillait aux préparatifs de la défense, les chefs des révoltés ne perdaient point de temps : ils levaient des troupes ; préparaient des intelligences avec leurs coreligionnaires de Grenoble et des environs, des conspirations partout afin d'être plus sûrs de la réussite. Quant ils crurent avoir tout prévu et ouvert les voies, Montbrun quitta le Diois, franchit les montagnes, qui ferment ce pays du côté de l'est, et entra dans le Trièves. Il voulait ensuite descendre sur Grenoble par la route de Provence.

C'était là une manœuvre hardie et habile ; car si Montbrun réussissait à s'établir solidement dans ce petit pays, si bien fortifié par la nature, il pouvait, alors même qu'il eût échoué contre Grenoble, prolonger la lutte et recom-

(1). Les actes de David Rey, notaire à Cordéac, donnent un prix fait, du 27 mai 1621, pour les réparations du château de Morges, ordonnées par le premier président de Frères et par Abel de Morges, le 23 du même mois, et la fixation de la quote-part imposée aux communautés pour les divers travaux destinés à fortifier le pays. — *Une Page d'Histoire des Guerres...*, par M. Ch. Revillout.

mencer la carrière militaire de Lesdiguières; mais les circonstances étaient bien changées, et Jean de Montbrun ne devait pas rencontrer les mêmes facilités que François de Bonne. Il songeait à s'emparer de Mens, de Morges et du pont de Cognet (1); et, pour réussir, il n'avait point Jean de Bardonenche et Giraud de Bérenger comme auxiliaires. Les descendants de ces deux hommes employèrent au contraire leur autorité à maintenir leurs vassaux dans la fidélité au roi; Abel de Bérenger prescrivait les réparations et Alexandre de Bardonenche les faisait exécuter promptement (2); aussi le capitaine protestant, qui s'était porté à Clelles et dont les avant-postes couvraient la route de Grenoble jusqu'au Monestier-de-Clermont et jusqu'à Vif (3), ne voyait point accourir sous sa bannière ses coreligionnaires habitant la contrée. Dès lors il n'osa avancer plus loin. Bientôt même, Lesdiguières, de retour de la cour, ayant déclaré à Champoléon « qu'il ne vouloit recevoir personne de leur part, avant qu'ils eussent promis de désarmer et de se ranger au pur service du roi, sous le bénéfice des édits (4) », il vida les places déjà occupées et licencia ses troupes (5).

(1) « Le seigneur de Montbrun fut en ce pays de Triesve pour se saisir du chasteau de Morges, de Mens et du pont de Cougnet. » — Acte, du 13 janvier 1684, reçu par D. Rey, *ubi supra*.

(2) Le prix fait, déjà cité, nous montre ce dernier rassemblant les consuls et châtelains des paroisses intéressées pour visiter le château de Morges, vérifier les réparations à faire et répartir la dépense, — « et en outre, ajoute l'acte, fourniront aussi chacune commune et paroisse ung homme avec armes, pour chaque feu, par jour, pour la garde dudict chasteau, en fournissant par lesdites communautés, vivres nécessaires, à commencer de février prochain. — *Une Page*..., p. 11. — (3) Ch. l. c., t. II, p. 232; — *Videl, ubi supra*. — (4) *Mercure français*, t. VIII, p. 237. — (5) Chorier, *ubi supra*, p. 233.

Chorier attribue (1) ce dénouement à la fidélité de Lesdiguières; mais on ne sait s'il aurait eu cette puissance, ajoute M. Revillout (2), « si Morges et Bardonenche avaient comme leurs pères, cinquante ans auparavant, livré le Trièves aux partisans armés de la réforme et laissé le second Montbrun s'établir sur la tête des maîtres du Dauphiné? Peut-être Alexandre de Bardonenche, retiré dans sa vieillesse au château de Thoranne, et voyant venir les édits de Louis XIV, précurseurs de la révocation, regretta-t-il souvent d'avoir, en 1621, travaillé pour sa part au triomphe des catholiques (3)! Au moins savons-nous, par un dernier acte de D. Rey, que les protestants du Trièves ne subirent qu'avec répugnance la politique d'Abel de Morges et d'Alexandre de Bardonenche. Les gentillâtres qui fourmillaient dans le pays étaient vassaux ou clients de la maison de Bérenger et se sentaient trop petits seigneurs pour lui résister. Les soldats de fortune, rentrés dans leurs foyers, après les guerres du xvi^e siècle, et devenus importants dans leurs villages ou leurs hameaux sous le nom de *capitaines*, étaient déjà bien vieux : n'avaient-ils pas fait d'ailleurs leurs armes sous François de Bonne? Les marchands et les paysans admiraient et redoutaient Lesdiguières. Mais si l'on ne se révoltait pas ouvertement contre les ordres venus de Grenoble, au fond du cœur on gémissait d'avoir à réparer et à garder, pour les catholiques, ces tours et ces murailles tant de fois relevées contre eux. Pendant qu'on obéissait à Bardonen-

(1) Ibidem.

(2) L. c., p. 12 et suiv.

(3) Il ne mourut que le 15 septembre 1662, à quatre-vingt-dix ans.
— Registres protestants de Mens au greffe du tribunal civil de Grenoble.

che, on faisait secrètement des vœux pour Montbrun. C'est ce que prouve l'acte notarié dont nous avons parlé plus haut et qui contient la réclamation d'une fourniture faite pendant la guerre de 1622. Le 13 janvier 1624, un paysan de Masserenge, hameau situé sur les terres d'Abel de Bérenger, arrête sur la place publique de Mens le consul de Morges. Il est accompagné d'un notaire et demande le prix de deux charges de vin vieux qu'il a, deux ans auparavant, portées, à Clelles, au seigneur de Montbrun. S'il n'a pas réclamé son argent du marquis lui-même, c'est que le consul et le châtelain de Morges l'en ont empêché, pour ne pas « irriter ledit seigneur Montbrun », et lui ont promis de le payer aux frais de la commune.

« L'objet de l'acte est bien mesquin, bien insignifiant : il y a pourtant dans cette réclamation si minime, la révélation des secrètes dispositions du paysan triévois. Ce muletier qui porte à Clelles du vin vieux pour un adversaire armé d'Abel de Bérenger, est un de ses vassaux : l'amour du gain a pu le conduire ; mais que penser de ce consul de Morges, et surtout de ce châtelain, officier judiciaire nommé par le seigneur lui-même, qui craignent « d'irriter le seigneur Montbrun ». Ne voit-on pas percer sous ces détails les espérances que ces villageois protestants nourrissaient au fond du cœur, malgré leur adhésion extérieure et forcée à la politique de leur ancien chef ?

« Au surplus, on savait si bien à Grenoble quel fonds il fallait faire sur la fidélité des Triévières, que, quatre ans plus tard, le 25 avril 1628, le comte de Sault, gouverneur du Dauphiné, ordonna de démolir ras terre les tours de la ville de Mens. Lesdiguières venait à peine de mourir ; et pour empêcher que, au moment du siège de La Rochelle

et où le duc de Rohan remuait le Midi, un autre aventurier ne vînt s'établir dans ce poste, d'où si longtemps il avait plané sur les contrées avoisinantes, on se hâta de démolir « en toute diligence », et c'était le petit-fils du connétable, le comte de Sault, né lui-même dans la réforme, qui donnait un pareil ordre. C'est que Richelieu dominait alors, et qu'il avait hâte d'en finir avec ces forteresses féodales, qui, parfois, comme en 1622, dans le Trièves, avaient servi l'autorité royale, mais qui presque toujours n'avaient été que des repaires tout prêts pour la révolte et la guerre civile. »

Si les protestants crurent devoir à ce moment déposer les armes, s'ils furent forcés de le faire plus tard, surtout après la prise de leur boulevard, La Rochelle, par les troupes royales, ils ne renoncèrent pas à leurs trames secrètes pour arriver à occuper tous les emplois et à diriger la politique générale de la France. Mais le gouvernement français se souvint des dangers que le parti avait fait courir à l'unité française, sut découvrir ses prétentions et prit pour les réfréner des mesures souvent trop rigoureuses et cependant nécessaires presque toujours.

L'année 1628 fut signalée par les différends entachés de violences qui surgirent, à Tréminis, entre le sieur de Bérenger, seigneur du lieu, et les habitants. Ces derniers, après de nombreuses démarches, établirent, devant notaire, que chez eux les droits de mouture devaient être semblables à ceux établis dans les communautés voisines; mais nous n'avons pu constater si leur demande était fondée sur des motifs légitimes et si elle fut acceptée ou rejetée simplement (28 janvier) (1).

(1) Etude de M^e Ferrier de Mens, *protocoles* de Girard, notaire royal à Tréminis.

Le bourg de Mens venait d'être profondément humilié en se voyant condamné à perdre ses fortifications et surtout les deux tours dont il était fier, lorsque peu après un incendie le détruisit presque entièrement et consuma ses archives (1), enlevant ainsi à la postérité la connaissance de bien des faits précieux pour l'histoire.

Le souvenir funèbre des années 1630 et 1631 s'est perpétué jusqu'à nos jours : la peste sévit avec fureur dans le Trièves, à cette époque, et y fit de nombreuses victimes. La terreur était dans tous les cœurs.

Les habitants mirent d'abord leur confiance dans la protection du ciel; partout on invoqua saint Roch, et on fit des vœux en son honneur : ce qui nous explique les nombreuses chapelles qu'on lui éleva alors ou un peu plus tard. On pensa ensuite aux choses de ce monde, et les protocoles des notaires contiennent, surtout pour Tréminis, les testaments d'une foule de personnes faisant des dons importants aux églises (2).

Depuis que la paix avait été rendue à la France, le nombre des catholiques augmentait dans le Trièves, mais lentement; ce qui ne doit pas surprendre, car les protestants y étaient puissants par l'influence et la fortune. Presque toutes les fonctions publiques étaient remplies par les leurs, et les écoles, où se formaient pour la vie, le cœur et l'intelligence des enfants, étaient dirigées par leurs créatures. Cet état de choses devait durer de

(1) Mens, *Compte rendu pour 1628*, fait par Solomon Marié, consul.

(2) Dépôt cité plus haut. — Un habitant de Tréminis donne alors une terre, située au mas du Fau, pour l'entretien de la lampe de l'église. — On y trouve encore, à la date du 1^{er} mars 1631, une allocation accordée à Claude Abonnenc, pour « avoir parfumé les maisons » de Tréminis pendant l'épidémie.

nombreuses années et les conséquences en étaient toutes en faveur de la réforme. Mgr Charles-Jacques de Gelas de Léberon essaya d'enrayer le mal. En 1644, lors de ses visites pastorales dans cette contrée, il ordonna partout d'instruire les enfants des vérités religieuses et d'établir, dans chaque localité, des maîtres d'écoles catholiques (1).

Dans la même visite, l'évêque autorisa les habitants de Thoranne à reconstruire leur église, détruite pendant les guerres de religion, et à se procurer un nouveau cimetière pour remplacer l'ancien dont les réformés s'étaient emparés (2). Ce fut vingt ans plus tard seulement, en 1668, 9 novembre, que cette petite communauté put s'assembler à l'effet de s'imposer pour reconstruire son église et la cure. Il lui fallut encore deux années d'instances, pour obtenir qu'un curé résiderait dans son sein et y ferait le service religieux (3).

(1) Archives de la Drôme, fonds de l'évêché de Die.

(2) Saint-Michel-les-Portes. — Rôles d'assemblées.

(3) *Ubi suprà*.

A. LAGIER.

(A continuer.)



NÉCROLOGIES

LAMBERT (LOUIS-FRANÇOIS-PIERRE-SIMON).

Né à Combovin, le 5 mars 1805, ce collègue de la première heure, a été maire de sa commune pendant 25 ans et longtemps suppléant du juge de paix de Chabeuil. M. Lambert était plein d'ardeur pour l'étude de nos chroniques et il apportait à leur recherche toute l'application et la sagacité désirables. Il a laissé sur son pays natal et les environs, un gros volume de notes et de documents. fruit de ses recherches. Ce manuscrit est devenu la propriété de M. Prompsal (Emile), neveu du regretté défunt, qu'il va remplacer dans nos rangs.

M. Lambert avait le goût des arts et des fleurs, il peignait à merveille à 80 ans. Cet homme de bien est décédé au milieu des siens, le 20 avril, et les regrets qui l'ont accompagné à sa dernière demeure disent bien haut l'estime de ses concitoyens.

C. P.

LACROIX-SAINT-PIERRE (PIERRE-HENRI-ALBERT).

Le nom primitif de sa famille était Saudecœur, auquel s'adjoignirent successivement ceux de Lacroix et de St-Pierre. Le 30 mars 1719, naissait à Chabeuil François Saudecœur-Lacroix, fils d'Antoine, bourgeois de Die et d'Hélène Nicolas. Ce François devint juge ducal et premier consul de Chabeuil ; il s'unit avec Elisabeth de St-

Germain, sœur de Mme de Montalivet et ils eurent Louis-François, né en 1747, qui ne porte plus que les noms de Lacroix-Saint-Pierre. Il fut juge ducal du prince de Monaco et épousa Mlle Chevandier, de Die. Leur fils, Louis-Antoine-François, né vers 1783 et décédé en 1856, avait été secrétaire général du ministère de l'intérieur. Bonne-Emilie de Poissallolle de Nanteuil, fille de l'un des créateurs des Messageries impériales, son épouse, lui donna Mmes Chalandon et Teyssier-Palerne de Savy et un fils M. Albert Lacroix-Saint-Pierre, né en 1817 et décédé subitement le 3 juin dernier. Les titres d'ancien député de la Drôme, d'ancien vice-président du Conseil général, d'ancien maire de Chabeuil, de président du Conseil d'administration du chemin de fer d'Orléans, des Conseils d'administration des Messageries maritimes et des Messageries nationales, des omnibus et des Tramuys de Lyon, d'administrateur des forges et chantiers de la Méditerranée et d'officier de la Légion d'honneur proclament assez haut la compétence et la haute valeur du regretté défunt. Pour nous qui avons le culte des souvenirs, nous n'oublierons jamais son titre de membre fondateur de notre Société et de collègue dévoué.

MORIN (ADOLPHE).

Affable, généreux, lettré et écrivain, l'homme de bien que la mort vient encore de nous enlever, jouissait à Dieulefit de la plus sympathique estime. Il était modéré et impartial en politique, loyal, bienveillant et paternel en affaires, modeste en littérature ; lui seul ignorait son mérite et sa valeur. Il a voulu garder jusqu'au tombeau cette

modestie excessive : ses obsèques ont été des plus simples ; aucun discours, la prière d'usage seule. Toutefois, les ouvriers des usines Morin, confondus dans l'assistance nombreuse, témoignaient assez haut, par leurs regrets, l'estime qu'ils professaient pour un homme de sa valeur et de son caractère.

FLOUEST (EDOUARD).

Il nous reste à mentionner un défunt illustre, secrétaire de la Société des Antiquaires de France, ancien procureur-général à Chambéry, Nancy et Orléans, décédé le 4 juin à Paris ; bien qu'étranger à notre Société, il lui a prêté plus d'une fois le secours de ses vastes connaissances archéologiques.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

Cette livraison termine l'année, la 4^e devant être consacrée à la publication des chartes de l'abbaye de St-Ruf.

OUVRAGES REÇUS :

— I. Bertrand. *Un monde fin de siècle*. Paris, Bloud et Barral, 1 vol. in-12, 467 pp. Il y a là beaucoup d'esprit et d'érudition ; mais la matière traitée s'écarte de nos attributions statutaires.

— *Diane de Poitiers, dame de St-Vallier. Ses actes, ses prédécesseurs et ses successeurs dans la communauté de St-Vallier*, par Albert Caise. Valence, 1891, J. Céas, br. in-8°, 20 pp. — Nos lecteurs connaissent cette étude pleine de recherches.

— *Eloge de M. Eugène Chaper*, prononcé à l'Académie delphinale le 16 janvier 1891, par M. le Dr J. Carlet, président. La vie de l'éminent bibliophile est là toute entière ; la raconter c'est l'apprécier.

— *Pèlerinage régional et annuel des agriculteurs à S. Hugues, à Châteauneuf-d'Isère. Historique, memento et cantiques*. Valence, Imprimerie Valentinoise, br. in-32. 43 pages.

— *Allocution funèbre sur Mgr Gueullette, ancien évêque de Valence et chanoine de St-Denis, prononcée à la cathédrale de Valence, le 22 avril 1891*, par M. l'abbé

Didelot, chanoine-archiprêtre. Valence, 1891, J. Céas, br. in-4°, 40 pp. On retrouve là le style coloré, élégant et harmonieux des autres publications de l'auteur, uni à la profondeur des pensées et à toutes les qualités oratoires.

— *Etudes franciscaines sur la révolution française dans le département du Gard*, par le Père Apollinaire de Valence, de l'ordre des Capucins. Nîmes, Gervais-Redot, 1891, 106 pp. in-8°. Renseignements nombreux et intéressants sur les religieux de ce département.

— *M. Eugène Chaper*, par M. Masimbert. L'auteur énumère dans ce travail toutes les publications du grand bibliophile et il le fait en connaissance de cause et en vrai bibliophile lui-même.

— *Quelques notes sur l'origine des églises du Vivarais, d'après les anciens cartulaires et d'autres documents*, par A. Mazon, t. 1^{er}. Privas, imp. Centrale, 1891. 1 vol. in-12, 323 pp. L'auteur étudie les moines de St-Chaffre, les dépendances de l'abbaye de Pébrac, les moines de la Chaise-Dieu, les chanoines de St-Barnard de Romans, les monastères de Vienne, le cartulaire de St-Pierre du Bourg-lès-Valence et les chanoines de St-Ruf. Il y a là de précieux éléments pour une histoire des paroisses de l'Ar-dèche que M. Mazon connaît si bien.

— *L'abbé Abel Vincent Notice biographique et littéraire*, par l'abbé Cyprien Perrossier. Valence, J. Céas, 1891, br. in-8°, 14 pp.

— Du même auteur. *Lettres adressées par Achard de Germane, avocat au Parlement de Dauphiné, à M. de la Coste, l'un des derniers présidents de cette assemblée pendant les deux premières années de l'émigration*. Valence, J. Céas, 1891, 1 vol. in-8°, 275 pp.

M. Perrossier étudie parfaitement les sujets qu'il traite ; il juge avec indépendance et écrit en littérateur.

— *Gonzalve de Cordoue et Christophe Colomb*, d'après un drame espagnol, par Emile Travers. Ce drame est l'*Isabel la Catolica* de D. Thomas Rodriguez Rubi et il y a réellement des scènes d'une vraie beauté dramatique.

— *De l'ancienneté de l'usage des méreaux au chapitre de Saint-Apollinaire de Valence*, par Roger Vallentin. Valence, J. Céas, 1891. br. in-8°, 17 pp.

— Du même auteur : *Deux lacunes de la numismatique papale d'Avignon*, Bruxelles, Goemaere, 1891, br. in-8°, 8 pp.

Voilà deux thèses habilement élucidées, comme toujours.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 28 AVRIL 1891

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Sur la présentation de MM. de Bouffier et Brun-Durand, M. DE GAILLARD-BANCEL est proclamé *membre titulaire*, et sur la présentation de MM. Vallentin et Lacroix, M. GEORGES DE MANTEYER est proclamé *membre correspondant*.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. l'abbé Perrossier à M. le Secrétaire, pleine de renseignements divers et d'un vif intérêt.

D'abord, le docte abbé, à propos de l'inscription de Portes, publiée dans la dernière livraison, constate que l'église où elle est, se rapporte, dans ses parties conservées au XI^e siècle et qu'elle a été restaurée avec intelligence par M. l'abbé Gény, curé actuel.

En second lieu, Portes se trouvant dans le diocèse de St-Paul-Trois-Châteaux et non dans celui de Die, l'inscription doit se rapporter à Odalric II, qui vivait de 1044 à 1056. Il n'est pas certain, au surplus, que IND(i)E signifie *indictione*, et alors on aurait *in die XIV kalendas octobris*, en supposant une inversion dans les chiffres IIIIX et toute date disparaîtrait ainsi.

Portes relevait de l'abbaye de Cruas et son église,

dédiée à S. Pierre, s'appelait d'*Alanson* ou du *Lançon*, à cause de la petite rivière du pays, sans avoir rien autre chose de commun avec l'église de même nom, située en face de Bécone, dans la paroisse de La Roche-St-Secret.

M. l'abbé Perrossier rend compte dans sa lettre d'une visite à l'église d'Aleyrac, toujours belle dans ses ruines, et exprime la crainte qu'elle ne soit encore menacée de destruction. Sur le désir de la Société, M. le Secrétaire, a écrit depuis lors à M. l'Ingénieur en chef, chargé de la protection des monuments historiques, classés ou non classés, et sa réponse est des plus rassurantes.

Venant à Jean Belon, M. l'abbé Perrossier signale de cet imprimeur, outre le bréviaire de St-Ruf, un *missel* de Valence, dans la bibliothèque du regretté M. Chaper, imprimé en 1504, le 9 des calendes de janvier, l'année commençant à Noël; le bréviaire d'Agde du même Jean Belon et de 1510. Enfin la bibliothèque du Grand-Séminaire possède de lui une plaquette intitulée : *Nova constitutio S. D. N. Leonis pape decimi : De judicium secularium in clericos delinquentes potestate*, imprimée à Valence par maître Jean Belon, citoyen de la ville et Louis Olivet, bachelier en droit, du diocèse de Saintes, libraire juré de l'Université.

Olivet publia encore *Pulchra disputatio magnifici D. Anthonii Piscarii juris utriusque doctoris papiensis ac olim mediolani senatoris, nunc Valentie apud Allobroges jura canonica ordinarie interpretentis* (1).

(1) Nous avons supprimé les abréviations, faute de caractères spéciaux.

Après la lecture de cette lettre, que le défaut d'espace nous oblige à regret d'abrégé, M. le Secrétaire signale divers documents historiques curieux, trouvés dans les archives communales de St-Nazaire-en-Royans et dont il fait constater l'authenticité par les membres du bureau :

1° Un ordre de des Adrets du 2 juin 1562 à Bejet de désarmer les habitants du Royans ennemis du repos public, et d'avertir ceux « qui veulent vivre sans aucune religion » d'avoir à assister aux prêches et prières des ministres et diacres, à peine de confiscation de leurs biens et de punition corporelle.

2° Un ordre de logement pour le capitaine Portes, du 28 juin.

3° Un ordre à François Chosson du Périer de prendre les vases sacrés et joyaux des églises, etc.

Ces documents seront publiés.

M. le Trésorier fait connaître le résultat de sa gestion au 1^{er} mars. Les recettes s'élèvent à 2,563 fr. 85, qui joint au reliquat de 1890, donnent un total de 4,844 fr. 80 ; les dépenses sont de 2,196 fr. 15 ; d'où il suit que l'encaisse au 1^{er} mars 1891 est de 2,648 fr. 65.

Des remerciements sont votés à M. Rey (Johannis).

A. LACROIX.

CHRONIQUE

La Société, d'après ses statuts, a pour but non seulement de faire connaître le département de la Drôme et le Dauphiné, à tous les points de vue, mais encore de conserver ses monuments et les titres de son passé. L'humidité, les rongeurs, le feu et les détournements peuvent faire disparaître les chartes les plus importantes; une fois imprimées, elles n'ont plus rien à craindre. Celles de l'abbaye de St-Ruf intéressent l'histoire de Valence, de la Drôme et de bien d'autres localités. Un habile paléographe, M. le chanoine C. U. Chevalier, a réuni et collationné ces documents épars. Les lecteurs du *Bulletin* nous pardonneront pareille publication. Nos ressources n'ont pas permis de faire autrement.

M. le Ministre de l'Instruction publique a bien voulu adresser à la Société :

Le programme des questions à traiter à la Sorbonne par le Congrès des Sociétés savantes en 1892 ;

— Le *Journal des Savants* des sept premiers mois de l'année 1891 ;

— Les *Discours prononcés à la Séance générale du Congrès, le mercredi 27 mai 1891*, par M. Gaston Boissier, de l'Académie française, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, et M. Léon Bourgeois, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

— Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1891, n° 1 ;

— Les *Annales du Musée Guimet*, t. XVIII. — *Avadāna-Çataka, cent légendes (Bouddhiques)*, traduites du sanscrit par Léon Feer ;

— Les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*. — *Documents inédits concernant la province*, t. XII. — *Histoire de l'abbaye de St-Acheul-lès-Amiens* ;

— Les *Chartes de St-Bertin, publiées par la Société des Antiquaires de La Morinie*, t. II.

— *Club alpin français, section de la Drôme, Bulletin n° 1, illustré de 15 vues photographiques tirées en glyptographie et d'un panorama*. Valence, 1891, in-8°, 327 pp.

Cet élégant volume nous décrit les grottes de l'Ar-dèche, St-Romain-de-Lerp, la forêt de Saou, le Royan-nais et le Vercors, l'abbaye de St-Antoine, Valence et ses alentours, le Mont-Pilat, le défilé des Trente-Pas et même une partie de l'Italie et de l'Afrique. Sous la plume alerte et spirituelle de M. Ét. Mellier, les sites pittoresques de la Drôme resplendent d'attraits ; M. Guilleminet, du haut des montagnes nous retrace l'histoire de l'humanité ; MM. Ruzan, Combiér, Berger, et d'autres racontent leurs excursions avec verve et en-train. En somme, l'idée de faire connaître leur pays aux Dauphinois est une idée heureuse, et le premier compte rendu de l'œuvre mérite tous les éloges. « Un instinct irrésistible attache nos cœurs, souvent même malgré des éloignements prolongés, au coin de terre foulé par nos premiers pas », a fort bien dit M. Mellier ; mais lorsque ce coin de terre renferme des curiosités naturelles ou

artistiques, aussi grandes que les pays les plus vantés, n'est-ce pas un devoir de les révéler, de les visiter et de les décrire ? Le Club alpin vient de nous prouver qu'il saura accomplir sa mission.

— *Quelques actes d'abjuration du protestantisme à Grenoble* (1572-1585), publiés par Éd. Maignien, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. Grenoble, Allier, 1891, br. in-8°, 23 pp. Il y a ceux de Jean Franchessin, « avocat du Monteillimar », de Claude Marconis, de Valence, etc. Documents utiles pour l'histoire.

— *Le Père Joseph et Richelieu. — La déchéance politique et religieuse du protestantisme et la première campagne d'Italie* (1627-1638), par G. Fagnez. Paris, 1890, br. in-8°, 55 pp.

— Du même auteur : *L'Industrie en France sous Henri IV* (1589-1610). Paris, 1883, br. in-8°, 75 pp. Dans le premier travail, l'auteur étudie avec soin le rôle de François Leclerc du Tremblay, capucin, et, dans le second, celui de Barthélemy de Laffemas (de Beausemblant). Le savant écrivain de la *Revue historique* nous révèle sur ces deux personnages une foule de détails du plus haut intérêt.

— *Le sceau de Vautier de Bonjour, chanoine de Genève*, par H. Morin-Pons. Genève, 1891, br. in-8°, 7 pp. L'habile archéologue, en publiant ce sceau d'une facture élégante, a montré ce que l'érudition peut tirer du plus petit monument.

— *Pièces de fantaisie en plomb analogues aux méreaux du chapitre de St-Apollinaire de Valence*, par Roger Valentin. Bruxelles, J. Goemaere, 1891, br. in-8°, 6 pp.

— *De la position des roses du pape Clément VI*, par le même. — Avignon, Seguin frères, 1891, br. in-8°, 5 pp.

— *Les monnaies d'or de compte en usage dans le Dauphiné à la fin du XVI^e siècle*, par le même auteur. Genève, 1891, br. in-8°, 7 pp. Ces monnaies étaient le *denier d'or*, l'*obole* ou *maille d'or*, le *gros d'or*, le *gros d'or de bon poids delphinal*, le *gros d'or monnaie courante*, le *gros d'or à l'O rond*, le *gros d'or de cense*, la *pite d'or* et le *sol d'or*.

— Roger Vallentin : *Les statuts des prévôts généraux des ouvriers et des monnayeurs d'Avignon et du Comtat-Venaissin*. Paris, Société française de Numismatique, 1891, br. petit in-4°, 18 pp.

L'étude attentive des documents originaux permet à notre infatigable collègue de fixer définitivement des points obscurs, inconnus ou controversés de la science, et sa collaboration est fort recherchée pour tout ce qui se rattache à la numismatique.

— *Les muletiers du Vivarais, du Velay et du Gévaudan*, par A. Mazon, 2^e édition revue, corrigée et augmentée. Le Puy, Prades-Freydier, in-8°, 108 pp.

— *Vivarais et Velay. — Deux livres de notes journalières au XVII^e siècle*, par le même auteur. Annonay, Hervé, 1891, in-°, 1835 pp.

Voilà encore un travailleur émérite, sachant animer son récit par les charmes du style et la variété des recherches. L'Académie française a récompensé naguères son voyage au Mont-Pilat.

SÉANCE DU 17 AOÛT 1891

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN.

Sur la présentation de MM. de Gallier, Brun-Durand, Cyprien Perrossier et Lacroix, M. Emile Prompsal est proclamé *membre titulaire*,

Et M. le marquis de La Tour du Villard, ancien magistrat, *membre correspondant*.

Lecture est donnée d'une lettre de M. l'Ingénieur en chef sur l'église d'Aleyrac, dont l'existence n'est nullement menacée. On sait qu'un de nos collègues avait exprimé la crainte de voir disparaître ce beau monument.

M. le maire d'Antibes avait bien voulu inviter aux fêtes du 15 août, M. le Président de notre société; il n'en a pas été de même ici, à la réception des Félibres.

Les membres de la commission d'organisation du Congrès provincial de la *Société bibliographique et des publications populaires*, fixé du 9 au 11 décembre prochain, à Lyon, font un appel à notre concours.

Dans un article intitulé : Un Maréchal de France et Un Maréchal des lettres, la *Grande Revue* (n° du 25 juillet 1891) publie la correspondance échangée entre Alexandre Dumas et le maréchal Victor, duc de Bellune, au sujet de la qualification « d'ancien soldat, épicier, ménétrier et commis expéditionnaire », donnée à ce dernier, avant d'être maréchal de France, duc, ambassadeur, pair et ministre de la guerre. Sans entrer dans le débat, il est permis de

rappeler que le 16 mai 1791, Claude-Victor Perrin épousait à Valence Jeanne-Joséphine Muguët et que l'acte qualifie de négociant le futur époux.

Le *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* (T. XVII, p. 446) fait connaître succinctement la biographie de Pierre-Paul de Mèredieu, baron de Nailhac, né à Périgueux le 17 août 1737, ministre des affaires étrangères du 15 au 17 juin 1792, capitaine en 1760, conseiller d'ambassade à Vienne en 1771, ambassadeur à Gênes en 1792.

Il possédait en l'an III le domaine de Boissière à Etoile vendu nationalement et, de 1825 à 1832, le chevalier de Mèredieu de Chantlebout et le marquis André-Alain de Fayolle réclamaient une indemnité en leur qualité d'héritiers. On ignore la cause de sa présence dans notre région.

Il se trouve dans les archives de Chabeuil divers documents relatifs à son collège et à des représentations théâtrales; une étude à ce sujet est en préparation.

M. le chanoine Chevalier soumet le résultat de ses recherches sur le style des chartes et déclare n'avoir pas trouvé d'éléments suffisants pour asseoir une opinion indiscutable.

Il demande ensuite que la publication de son cartulaire de St-Ruf soit continuée jusque vers 1300; M. Vallentin fait remarquer que le petit nombre de membres présents ne permet pas de prendre une décision.

Enfin, M. le chanoine Isnard offre une étude sur un épisode de l'histoire de Valréas et il lui est promis que le *Bulletin* la publiera en son temps.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXV

(ANNÉE 1891)

CHRONIQUE, par A. LACROIX	121, 359, 365
CHRONIQUE : JEAN BELLON, IMPRIMEUR A VALENCE, par A LACROIX	233
COLONIES DAUPHINOISES DE L'ABBAYE DE MONTMAJOUR, par M. l'abbé FILLET	201, 313
CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE AVEC M. DE LA COSTE, par M. l'abbé Cyprien PERROSSIER	89
DE L'ANCIENNETÉ DE L'USAGE DES MÉREAUX AU CHAPITRE DE SAINT-APOLLINAIRE DE VALENCE, par M. Roger VALENTIN.	145
DIANE DE POITIERS, DAME DE SAINT-VALLIER, par M. Albert CAISE	125
DICIONNAIRE DES DEVISES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HIS- TORIQUES ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ, par M. Gustave VALLIER.	96, 193, 333
LA COLLINE DE BEAUSEMBLANT AU POINT DE VUE GÉOLOGIQUE ET MACALOGIQUE, par M. L. PASCAL	325
LE PAPE ADRIEN IV A VALENCE, par M. le Chanoine DIDELOT.	5
LE PRIEURÉ DE L'ÎLE DE ST-VALLIER, par M. Albert CAISE . .	229
LE PRIEURÉ DE ST-VALLIER, par M. J. BRUN-DURAND	112
LES AMIS DE JEAN DRAGON, PROFESSEUR A L'ACADÉMIE DE DIE, par M. J. BRUN-DURAND	62, 162, 299
LES PEINTURES MURALES DES LOIVES DE MONTFALCON, par M. Gustave VALLIER	253

372 SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE.

LE TRIÈVES ET SON PASSÉ, par M. l'abbé LAGIER. . 102, 179, 345

MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES COMTÉS DE VALENTI-
NOIS ET DE DIOIS, par M. le chanoine Jules CHEVALIER . . 73

NÉCROLOGIES : { MM. PIOLLET, CHAPER et BOVET, par A. LACROIX 17
MM. DÉRIARD, MACÉ et DE LA BAUME-PLUVINEL 231
MM. LAMBERT, LACROIX-ST-PIERRE, MORIN et
FLOUEST 356

SÉANCES DU 11 NOVEMBRE 1890 et DES 3 FÉVRIER, 28 AVRIL et
17 AOUT 1891 114, 243, 362, 369

TABLEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ. 245

UN ATELIER MONÉTAIRE A NYONS (1592), par M. Roger VAL-
LENTIN 51

UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS AU XVII^e SIÈCLE, L'ABBÉ DE
LEISSINS ET SA GALERIE, par M. l'abbé C. FERROSSIER . 216, 340

Articles avec une pagination à part

L'ARRONDISSEMENT DE NYONS, par A. LACROIX (livr. 96, 97). 33, 41

Codex diplomaticus ordinis S^u Rufi (livr. 99) 1





Codex diplomaticus

ORDINIS SANCTI RUFII

I.

1^{er} janvier 1039.

(FUNDATIO ABBATIAE S. RUFII EXTRA MUROS AVENIONIS) ¹.

IN nomine eterni summi et ² Salvatoris nostri Jhesu Christi. Omnibus catholicis utriusque ordinis, laicis sive clericis, Benedictus, ³ Avenionensis sedis humilis episcopus ⁴, liquepateat cuncta videlicet pene omnia ⁵ loca prope civitatem Avenionensem ⁶ olim jam dicata fuisse ad summum honorem, et magnam sanctitatem habuisse ac religiosissime in servitio Domini perstitisse ⁷, sita in honorem Sancti Justi ac gloriosissimi ⁸ confessoris Christi, quem patrem habitatoribus ipsius loci fuisse non dubitavimus; ac postquam hujus provincie episcopi, non per donum spirituale ⁹, sed per terrenum lucrum ¹⁰ in sede episcopali sublimati sunt, per superbam ¹¹ elationem et in tumorem ¹² conversi, humilitatis et religionis gratie ¹³, quam firmiter tenere debuerant ¹⁴, obliti sunt, ac per hoc opes et predia dicte Dei ecclesie, unde pauperes et clerici sustentari ¹⁵ debuerant, mundiales homines possident injuste ¹⁶: ideo tali occasione talia loca remanserunt ¹⁷ inhabitabilia. Sed cum jam longum tempus preteriiisset et me Deus Omnipotens, non meis meritis sed sua bonitate, in sede pontificali sublimari voluisset, ex ¹⁸ nostra ecclesia clerici, divino amore tacti pro oblitibus carnis, nostram adeuntes presentiam, scilicet Kamaldus, Odilo, Pontius et Durandus, humiliter flagitarunt ¹⁹ quatenus jam dicta loca sanctorum, ut religiose illic viverent, concederemus ²⁰; quorum petitionibus prebentes assensum, una cum concilio canonicorum

nostrorum eis concessimus, ut ab hodierna die et deinceps firmiter teneant et possideant, tam illi quam successores illorum, cum eis que illis modo collata sunt et in antea collatum erit. Ego vero Benedictus episcopus, tali desolatione congemiscens cupiensque ut Deus annuat ad pristinum reformare, dono supra dictis presbiteris jam dictam ecclesiam, que sita est in territorio Avenionensi, subtus burgo ipsius civitatis, cum decimis et oblationibus, cum primitiis ²¹, terris ²², pascuis, vineis cultis et incultis, nemoribus; et dono illis de vinea culta, que modicata est super Sancto Rufo, omne quod in ea continetur, cujus fines de oriente sunt Pontius Bruanus, de occidente Arnaudus ²³ Mantone et terre ipsius ecclesie. Etiam damus terras meridianas, etiam terram juxta ecclesiam triangularem, in capite, a circio, ab ortu et occasu duabus viis publicis, que continent in universo videlicet per omnem circuitum medium milliare. Etiam damus terras visuabiles, nuncupatas Cecilianas, parvas et magnas, que habent confines a tribus partibus vias publicas, a quarta parte terras veteres, que olim dicte ecclesie pertinebant, usque ad alveum ²⁴ aque, que habent per longum et circuitum in universo quatuor mille suptuaginta passus: ex una fronte, scilicet orientis, mille quinque centum passus et iter magnum mejanum ²⁵; de alia fronte, a solis occasu videlicet, mille septem centum passus et magnum iter Rognonac ²⁶ et terra Sancti Stephani; de alia fronte, a circio ²⁷ videlicet, ducentum et septuaginta passus, cum parvo violo transversali; de alia fronte, meridionali videlicet, sexcentum passus, via inter dictas terras et terras veteres. Juxta vero Sanctum Rufum petiam de terra arabili, consortes ex utraque parte terras ipsius ecclesie. Addimus quoque libera et prona voluntate et libero animo oblationis nostre donum, ut predicti presbiteri a presenti tempore in futurum, in campis, in vineis, in decimis et de omnibus quidquid et ipsi et ²⁸ ecclesie pertinet, quantumcumque sit, cum suo lucro sive sine lucro acquisiverint, ut supra simili donatione concedimus; unde habeant ab hodierna die et deinceps potestatem, tam illi quam successores illorum, jure perpetuo possidere sub omni integritate cum eo, ut predictum est, quod ipsi ecclesie concessum est. Si autem defuerint jam dicte persone, quod absit, que dictum locum venerentur et custodient ²⁹, matri ecclesie et successoribus meis revertatur; talique tenore concedimus, ut ³⁰ annuatim in Pentecostem ³¹ per censum libram cere

ad matrem ecclesiam persolvant. Sane si quis, ego vel ullus de successoribus meis vel quolibet alia persona opposita, que oblationis nostre donum infringere curaverint, hoc minime consequi valeant, sed nostram et maledictionem Dei incurrant in ipsos, et sint anathematici, et cum Juda proditore in infernum damnentur, et postea penitentia ductus sciat³² se decem libris dammandum, et in antea donatio ista tempora per cuncta maneat inconcussa. Actum publice in Avenionensi civitate, sub die kalendarum januarii, anno Incarnationis Dominice millesimo treagesimo octavo, indictione septima. S(ignum)³³ domini Benedicti, qui donationem istam fieri et testibus firmari rogavit. Berengarius voluit et concessit, et libere similiter filii sui Rostagnus et Leodegarius³⁴ firmaverunt. Dominus Pontius decanus voluit et firmavit; item, frater Reynaudus³⁵, frater Martinus, frater Valfredus³⁶, frater Farcaudus³⁷, frater Joannes, frater Constantinus Fizentalus³⁸, frater Rigaudus³⁹, frater Deobardus⁴⁰, frater Guillelmus, frater Silinus, frater Petrus, imperante domino Benedicto episcopo, qui scribi et recitari mihi notario et scribe dicti domni Benedicti; et signo meo manuali signavi et de precepto dicti domini episcopi⁴¹ bullavi. Sic attestor ego Martinus Anolonensis⁴² notarius.

1. Arch. de la Drôme, fonds de St-Ruf, double copie du XVII^e s.; autres dans FONTANIEU, *Preuv. de l'Hist. de Dauph.*, t. II, 1^{re} part. (Paris, B. N., l. 10950), p. 209 (n° xxv); OLLIVIER (Jules), *Cartul. de St-Ruf* (Bibl. de Grenoble, R. 6), f° 34. Cf. NOUGUIER (Franc.), *Hist. chronol. de l'égl... d'Avignon* (1660); COLUMBI, *Opusc. var.* (1668), p. 544; FANTONI CASTRUCCHI (Seb.), *Istor. del. città d'Avignone* (1678), t. II, p. 390-1; VALBONNAIS, *Hist. de Dauph.* (1722), t. II, p. 549; CATELLAN, *Antiq. de l'égl. de Valence* (1724), p. 295-7, « acte tiré des archives du collège de S. Ruf à Montpellier »; FONTANIEU, *Cartul. du Dauph.*, t. I (Paris, B. N., l. 10954), f° 73^b; EUSEBII, *Repert.*, pp. 131 et 155.

2. Al. omis. — 3. F. *gratia Dei*.

4. Benoît 1^{er}, évêque d'Avignon, ne figure dans le nouv. *Gallia Christ.* que pour cet acte, sa présence à Marseille le 15 octobre 1040 (JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, p. 360; éd. 2^a, t. I, p. 521) et un diplôme de l'empereur Conrad II (la 12^e année de son empire, indiction 7), dont la date est circonscrite entre le 27 mars et le 31 décembre 1038 (STUMPF, *Reichskanzler*, t. II, p. 170-1).

5. Mss. *cunctis v. p. omnibus*. — 6. F. A. c. — 7. *prestitisse* ? — 8. J., g. ? — 9. Mss. *speciale*. — 10. O. *locum*. — 11. Al. *s-biam*. — 12. Al. *tim-m*. — 13. Al. *g-a*. — 14. F. *debuissent*. — 15. Al. *s-re*. — 16. F. *i. p.* — 17. Al. *r-rant*. — 18. Al. *quatuor ex*. — 19. F. *interf-t h.* — 20. Al. *illis c.* — 21. Al. *premi-s*. — 22. F. *et t.* — 23. F. Arnaldus. — 24. F. *lacum*. — 25. F. *m-nanum*. — 26. F. *R-æ*, O. *Rogognac*. — 27. Al. *circcio*. — 28. O. *omet*. — 29. Al. *c-iunt*. —

30. F. *et.* — 31. O. *P-e.* — 32. F. *sciet.* — 33. F. *omet.* — 34. Al. *Leodeyrarius.* — 35. F. *R-aldus*, O. *R-ardus.* — 36. F. *V-ridus.* — 37. O. *F-ardus*, F. *Paca-s.* — 38. F. *Figentanus.* — 39. F. *R-aldus*, O. *R-ardus.* — 40. F. *D-aldus.* — 41. F. *mei e.* — 42. F. *Aval-s*; *Aveni-onensis.*

II.

1066.

CARTA PASCUORUM ET BANNORUM DOMUS

SANCTI FELICIS IN DOMINIO SUO VALENTINO ¹.

NOVERINT presentes et futuri, quod anno Incarnationis Domini nostri Jhesu (Xpisti) millesimo sexagesimo VI, anno III episcopatus Gontardi gratia Dei episcopi Valentinensis ², vertebatur discordia seu querela inter Umbertum, abbatem Sancti Felicis ³, et Lantelmum, priorem domus Sancti Felicis. Dicebat dictus Umbertus abbas quod pascua et banna erant sua, nomine abbacie sue, per totum dominium abbacie sue et per totum dominium domus Sancti Felicis. Sed prior hoc negabat et dicebat, quod domus Sancti Felicis habebat libera pascua et banna per totum dominium domus Sancti Felicis, ita quod poterat dare, vendere predicta pascua et levare banna, vel de ipsis pascuis et bannis suam facere omnimodam voluntatem; item dicebat dictus prior, quod domus Sancti Felicis erat in possessione vendendi et dandi predicta pascua quibuscumque volebat; item dicebat quod erat in possessione levandi et percipiendi banna supra dicta: predicto abbate omnia hec negante et dicente, quod predicta ad eum potius pertinebant. Ego vero G(ontardus), gratia Dei supra dictus episcopus, cognitor et iudex hujus cause, assignavi diem partibus ut probarent quod dicebant; qua die L(antelmus) predictus prior probavit coram nobis legitime quod dicebat, et petiit dictus prior quod imponeremus ipsi Umberto abbati silentium super hoc quod petebat super dominium domus Sancti Felicis. Nos vero predictus Gontardus, gratia Dei predictus episcopus Valentinensis, de consilio kannonicorum meorum et ceterorum hominum, idonearum personarum, adjudico per sententiam predicta pascua et banna inperpetuum domui Sancti Felicis per totum dominium suum, et super hoc inpono silentium predicto Umberto abbati Sancti Felicis, nomine sue abbacie; et in perpetuam rei memoriam presentem cartam sigilli mei

munimine firmo, et predicta pascua et banna domui Sancti Felicis inperpetuum confirmo. Signum Gontardi episcopi Valentinensis. S(ignum) G(ontardi) decani Valentinensis ². S(ignum) Stephani Arnulfi. S(ignum) Poncij. S(ignum) Aimini laici. S(ignum) Johannis.

1. Original parch. de 13 lig.; trace de sceau sur corde à double queue. Vidimus de l'official de Valence du 16 juin 1264; copies modernes.

2. Cette charte (encore inédite) m'a permis naguère de fixer à l'année 1064 (ou 1063) le commencement de l'épiscopat de Gontard, évêque de Valence (*Cartul. St Petri de Burgo*, 1872, p. 7, n. 2).

3. On a désigné à tort cet abbé de St-Félix sous le nom de Berton (*Bull. de la soc. d'archéol. de la Drôme*, 1869, t. IV, p. 446); il n'y a pas lieu de le distinguer de l'Humbert qui figure, vers 1067, dans le *Cartul. de St-Barnard de Romans* (ch. 66, p. 121; 2^e éd., n° 144, p. 166).

4. Le vidimus de 1264 porte *Guigonis*; le nom de ce doyen de Valence n'est révélé que par le *Cartul. de St-Barnard* (ibid.).

III.

26 septembre 1084.

(CARTA BERNARDI, COMITIS BISULDUNENSIS, DE ECCLESIA BEATÆ Mariæ BISULDINI) ¹.

ANNO ab Incarnatione Domini millesimo octuagesimo III^o.
Ego Bernardus, gratia Dei comes Bisuldunensis ²,
sciens ob hoc me potentie secularis perfrui dignitate,
quatinus ecclesiam Xpisti totis debeam viribus augmentare,
propter remedium anime mee, consilio et assensu domni
Berengarii presulis Girundensis ³, necnon et aliorum nobilium virorum, clericorum scilicet atque laicorum, dono Deo et ecclesie S(ancti) Ruphi, que sita est super fluvium Rodani, et domno Arberto, ejusdem loci abbati, atque clero ibidem Domino servienti, ecclesiam Beate Marie Virginis intra muros Bisulduni fundatam, cum omnibus que ad eandem quocumque modo pertinent ecclesiam. Quam donationem perpetuo volo semper jure consistere, tali videlicet firmitate ut nec a me nec a filio meo, nec ab alia aliqua persona possit dirrumpi; set quandiu canonice vixerit domnus Arbertus, abbas Sancti Ruphi, successoresque ejus et ejusdem clerici loci, teneant, habeant, possideant, ordinent et disponant, secundum regulam sanctissimi patris Augustini, prefatam ecclesiam Beate Dei Genitricis Marie, cum omnibus que sub ejus haberi noscuntur ditione, quacumque pontificum

ac principum et aliorum virorum collatione, absque mei et omnium hominum inquietatione. Quod si ego vel aliqua utriusque sexus persona contra hanc scripturam donationis venerit ad irrumpendum, omni genere excommunicationis percuciat in perpetuum. Acta est hec scriptura donationis vi kal(endas) octobris, anno xx^{vo} regni Philippi regis ⁴. S(ignum) Bernardi comitis Bisuldunensis, qui hanc scripturam fieri iussi, firmavi et testes firmare rogavi. S' Guillelmi vicecomitis. S' Petri vicecomitis. S' Arnaldi Johannis. S' Guillelmi Otonis. S' Raimundi Odegarii.

Gaufredus, canonicus et levita, scripsit in castro novo sub dio et anno quo supra.

1 Original parch. de 11 lignes 1/2 ; au dos : *Bisuldun*. Nombreux e cédillés. Copies mss. dans OLLIVIER (Jules), *Cart. de St-Ruf*, f° 36 ; le même, *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV (Bibl. de Grenoble, U. 317), f° 47 (tab. eccl. Sⁱ Ruffi). Texte impr. (incomplet) dans : PETIT, *Theodori Pœnitent.* (1677), t. II, p. 626 (ex Chartulario ecclesiæ S. Ruffi) ; MARCA (Petr. de), *Marca Hispanica* (1688), c. 1175. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 93.

2. Bernard II, comte de Bésalu, 1052-95 (*Art de vérif. les dates*).

3. Bérenger Wilfred, évêque de Girone, 1050-93 (GAMS).

4. Le règne de Philippe I^{er} est pris ici au 29 août 1060.

IV.

22 juin 1092.

(PLACITUM INTER ABBATES DE INSULA BARBARA ET Sⁱ RUPHI DE ECCLESIA SANCTÆ Mariæ IN SUBURBIO LUGDUNI) ¹.

NOTUM sit omnibus Lugdunensis ecclesie filiis, tam futuris quam presentibus, me Hugonem Lugdunensem archiepiscopum Clementi abbati et monachis de Insula Barbara ², et Arberto abbati Sancti Ruphi suisque canonicis, de ecclesia Sancte Marie, que constructa est in suburbio Lugdunensis civitatis, supra ripam Araris ab oriente, et de ceteris ad eam pertinentibus, videlicet de ecclesia Sancti Andree, cum capella que est in castro Corziaci, et de ecclesia Sancti Marcelli, cum integris parochiis suis, et de ecclesia Sancte Marie de Buxa, cum integra parochia sua, videlicet cum capella de Giriaco et cum capella de Monte Loello, apud Lugdunum placitum dedisse ; in quo placito, causis ex utraque parte diligenter examinatis, fratres nostri episcopi, videlicet Landricus Matisconensis et Valterius Cabilonensis, Hugo

Gracianopolitanus et Jarento Divionensis abbas, in presentia nostri et Gibilini Arelatensis archiepiscopi ¹, et utriusque abbatis, videlicet Arberti Sancti Ruphi et Clementis de Barbara Insula inter quos calumpnia agebatur, et canonicorum nostrorum, scilicet Arberti archidiaconi, Bladini decani ², Girini capellani nostri, Berardi Orselli, Stephani de Portu, et multorum aliorum canonicorum in claustro residentium, judicaverunt atque diffinierunt quod omnes supradictas ecclesias, Arbertus Sancti Ruphi atque canonici, propter donationem et investituram, quam beate memorie Gibuinus Lugdunensis archiepiscopus ecclesie Sancti Ruphi, cum consilio et auctoritate mea fecerat, qui tunc temporis eram Diensis episcopus et in his partibus apostolice sedis legatus, omni sopita querimonia, tenerent atque jure perpetuo possiderent. Nos vero donationem domni Gibuini prefati archiepiscopi et judicium tantorum virorum prosequentes, supradictas ecclesias, salva nostre ecclesie reverentia atque oboedientia, Arberto Sancti Ruphi suisque successoribus atque canonicis concedimus atque laudamus, et litteris presentibus confirmamus; ecclesiam vero Sancti Juliani, fundatam in territorio quod dicitur Condoisieu, ad prenominatam ecclesiam Beate Marie dono domni Gibuini venerabilis archiepiscopi eodem modo pertinentem, ecclesie Sancti Ruphi concedimus atque laudamus.

Hec carta facta est Lugduni, decimo calendas julii, anno ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo II^o.

Hujus autem carte testes et laudatores sunt hii : Bladinus decanus, Arbertus archidiaconus, Almannus camararius, Girinus capellanus, Berardus Orsellus, Aino, Bono, Godo, canonicus et archipresbiter.

1. Arch. du Rhône, fonds de la Platière, original parch. ; Arch. de la Drôme, copie du XVII^e s., signée : Bocquet de Chanteresse. Texte impr. par moi, d'après cette copie, dans la *Revue du Lyonnais* (1867), 3^e sér., t. III, p. 504-8 (cf. t. IV, p. 152) = *Docum. inéd. relat. à l'égl. de Lyon*, 1867, gr. in-8^e, p. 9-14; et par M.-C. GUIGUE, d'après l'original, dans son *Cartul. Lyonnais*, 1885, in-4^e, t. I, p. 23-4.

2. Le nouv. *Gallia Christ.* se borne à enregistrer Clément parmi les abbés de l'Île-Barbe (t. IV. c. 226), sans lui assigner aucune date.

3. Ces prélats sont tous connus : Hugues, évêque de Die, puis archevêque de Lyon ; Landry, de Mâcon ; Gautier, de Châlon-sur-Saône ; Hugues, de Grenoble ; Jarenton, abbé de St-Bénigne de Dijon ; Gibelin, archev. d'Arles.

4. Le doyen Bladin II (1084-7) figure dans l'Obituaire de la cathédrale de Lyon au 23 sept. (GUIGUE, *Obit. Lugdun. eccl.*, 1867, p. 119) et non au 3 des ides d'oct. (FISQUET, *France pontif.*, Lyon, p. 693).

V.

(1092-99).

(URBANI II PAPÆ CONFIRMATIO ORDINIS SANCTI RUFI) ¹.

URBANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis A(rberto) abbati Sancti Rufi ejusque fratribus canonicam vitam professis, salutem et apostolicam benedictionem. Pie voluntatis affectus prosequente debet studio confoveri, ut ecclesiastica utilitas apostolice Sedis favore vires accipiat et accrescat. Omnipotenti Domino, cujus « melior est misericordia super vitas ² », gratias agimus quia vos estis qui sanctorum patrum vitam probabilem renovatis et apostolice instituta doctrine, primordiis Ecclesie sancte inolita ³, sed crescente Ecclesia jam pene deleta, instinctu Sancti Spiritus suscitatis. Due enim ab Ecclesie sancte primordiis vite ejus sunt filiis institute : una qua infirmorum debilitas retinetur, altera qua fortiorum virtus beata perficitur ; una remanens in Segor ⁴ parvula, altera ad montis altiora conscendens ; una lacrimis et helemosinis cotidiana peccata redimens, altera cotidiana instantia merita eterna conquirrens ; altera(m) tenentes inferiorem bonis terrenis utuntur, alteram sequentes superiorem bona terrena despiciunt ac relinquunt. Hec autem, que a terrenis divino fervore divertitur, in duas unius pene ejusdemque propositi dividitur portiones, canonicorum scilicet atque monachorum : harum secunda per divinam misericordiam frequentata satis jam seculo universo elucet, prima vero decalescente fervore fidelium jam pene omnino defluxit ; hanc martyr et pontifex Urbanus instituit, hanc Augustinus suis regulis ordinavit, hanc Jheronimus suis epistolis informavit. Non minoris itaque estimandum est meriti vitam hanc Ecclesie primitivam, aspirante ac prosequente divino Spiritu, suscitare quam florentem monachorum religionem ejusdem Spiritus perseverantia custodire. Vestrum ergo propositum nostri auctoritate officii confirmamus et firmos vos in eo persistere adhortamur, et tanquam Domino exhortante per nos ⁵ obsecramus. Quamobrem omnibus in vestro cenobio vitam canonicam, secundum hujus tenorem ordinis, profitentibus et in ea, adjuvante Domino, permanentibus nos, licet indigni apostolorum vicarii, eorum ac nostram benedictionem peccatorumque absolutionem, potestate nobis ⁶ a Domino indulta, concedimus. Constituentes ne cuiquam omnino liceat hunc vestri

statum ordinis commutare, cujus tantus in tot terrarum partibus fructus exuberat, ut plures ecclesie vestri saporis dulcedine condiantur. Statuimus etiam ne professionis canonice quispiam, postquam Dei vice super caput sibi hominem imposuerit, alicujus levitatis instinctu vel districtioris religionis obtentu, ex eodem claustro audeat sine abbatibus totiusque congregationis permissione discedere, discedentem vero ut nullus abbatum vel episcoporum et nullus⁷ monachorum sine communium licetiarum cautione suscipiat interdicimus. Vos ergo, filii in Xpisto karissimi, dilectioni(s) nostre studiis semper prestantioribus respondentes, strenue quod Deo promisistis implere satagite, « luceat lux vestra coram hominibus, ut videant opera vestra bona et glorificent Patrem vestrum qui in celis est⁸ », cujus Patris hec ut firma permaneat et Filii et Sancti Spiritus virtute sanctimus⁹.

1. Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence, du 10 sept. 1487, f° 1. Copies mss. dans : D. ESTIENNOT, *Fragm. hist. Aquit.*, t. II (Paris, B. N., l. 12764), f° 171, avec le mot *Valete* à la fin et cette note : « Lemovicis, ut opinor, datum c. a. M^oXCVI » (ou 1095) ; PEIRESC, ms. LXXV (à Carpentras), t. II ; FONTANIEU, *Preuv. de l'Hist. du Dauph.*, t. II, 1^{re} part., p. 217 (n° XXVI), en 1092 ; EUSEBI, *Repert.*, p. 290-1 : *Fragm.* dans Ivo Carnot., *Decret.*, pars VI, c. 411 (*Patrol. latina*, t. CLXI, c. 533) ; GRATIANUS, *Decret.*, 2^a pars, causa XIX, qu. III, c. III (forte an. 1096 in Gallia). Cf. CATELLAN, *ouvr. cité*, p. 297-301 (en 1092) ; FONTANIEU, *Cart. du Dauph.*, t. I, f° 88^b (1092) ; EUSEBI, *Repert.*, p. 70 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, 2^a ed., t. I, p. 698 (n° 5763).

2. *Psalm.* LXII, 4. — 3. *Al. molita*. — 4. *Genes.* XIX, 22-3. — 5. *Al. vos*. — 6. *Al. illis*. — 7. *Al. etiam*. — 8. *MATTH.* V, 16. — 9. *Al. sanximus*.

VI.

19 septembre 1095.

(URBANI II) CONFIRMATIO ECCLESIARUM Sⁱ R(UFII)¹.

URBANUS EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI, DILECTIS IN XPISTO FILIIS ARBERTO ABBATI EJUSQUE FRATRIBUS IN ECCLESIA SANCTI RUFII CANONICAM VITAM PROFESSIS, ET EORUM SUCCESSORIBUS IN EADEM RELIGIONE PERMANSURIS, IN PERPETUUM. Desiderium quod ad religiosum propositum et animarum salutem pertinere monstratur, auctore Deo, sine aliqua est dilatione complendum. Quia igitur, filii in Xpisto karissimi, per omnipotentis Dei gratiam aspirati, primam nascentis Ecclesie conversationem, multis

jam temporibus destitutam, renovare proposuistis, ut secundum sanctorum patrum instituta corde uno et una anima sub jugo regule omnipotenti Domino serviatis, nos religioni vestre paterno congratulamur affectu ; et ut semel inchoata religio, auctore Deo, semper inviolabilis perseveret, tam vos quam vestra omnia sedis apostolice gremio confoventes, presentis privilegii auctoritate munimus. Statuimus enim ut nemini inter vos, professione exhibita, proprium quid habere nec sine tua, fili karissime ARBERTE abbas, et eorum qui post te in eodem regimine successerint aut sine communi congregationis licentia, de claustro discedere liberum sit. Quod si discesserit et commonitus redire contempserit, tibi tuisque successoribus facultas sit ejusmodi ubilibet a suis officiis interdicere ; interdictum vero nullus episcoporum abbatumve suscipiat. Preterea per presentis decreti paginam apostolica vobis auctoritate firmamus, ecclesiam Sancte MARIE infra urbem Ludg(unensem), ecclesiam Sancti PETRI secus Diam, ecclesiam Sancti JACOBI de Melgorio, ecclesiam de Buxa, ecclesiam de Turre, ecclesiam de Caveirag, ecclesiam de Vences, ecclesiam de Armazanzas cum capella, ecclesias de Beterrita ; et omnia que episcopi Avennionenses Benedictus, Rostagnus et Gibilinus vestre ecclesie contulerunt. Ad hec etiam adicimus, ut quecumque hodie vestrum cenobium juste possidet, sive in futurum concessione pontificum, liberalitate principum vel oblatione fidelium juste atque canonice poterit adipisci, vobis vestrisque successoribus qui in eadem religione permanserint integra semper illibataque permaneant. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat idem cenobium temere perturbare aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere vel temerariis vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum sustentatione ac gubernatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura : salva in omnibus Avennionensis episcopi canonica reverentia. Si qua sane in crastinum ecclesiastica secularisve persona hujus decreti paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo terciove commonita si non satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, atque a sacratissimo Corpore et Sanguine Dei ac Domini Redemptoris nostri Jhesu Xpisti aliena fiat, et in extremo examine districtae ultioni subjaceat. Cunctis autem

eidem loco justa servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Xpisti, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Amen. Amen.

Datum Tricastri, per manum Johannis sancte R(omane) ecclesie diac(oni) cardinalis, indictione III^a, XIII kal(endas) octobris, anno Dominice Incarnationis M^oXC^oVJ^o, pontificatus vero domni URBANI secundi pape VII^o.

1. Original parch. de 22 lignes, d'une belle écriture ; la devise du pape (+ *Benedictus ds et pater dni nri ihu xpi*:-) et le Datum sont de deux mains différentes ; la roue et le monogramme (*Benevalete*) ont 7 cent. de haut ; bulle en plomb sur lacs de soie rouge et jaune. Copies mss. dans : PEIRESC, ms. LXXV, t. II ; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 38 ; *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 73 (arch. eccl. S. Ruffi). Texte impr. dans : *Gallia Christ. vet.* (1656), t. IV, p. 802 ; PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 614-5 (ex Chartulario ecclesiæ S. Ruffi) ; *Patrol. latina* (Migne), t. CLI, c. 427-8 (n^o 153). Cf. FANTONI CASTRUCCHI, ouvr. cité, t. II, p. 391 ; EUSEBI, *Repert.*, pp. 61, 77, 237 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, n^o 4176 (ed. 2^a, n^o 5579).

VII.

26 mai 1106.

CARTA RAYMUNDI NEMAUSENSIS EPISCOPI, QUÆ ECCLESIAE
SANCTI RUFFI CONCEDIT ECCLESIAM SANCTI GENESII DE
MANDOLIO ¹.

QUONIAM, disponente Deo, pastorali prediti officio, ecclesiarum ejus sollicitudinem gerimus, levius ferendum tantum onus nobis inpositum credimus si, partito per alios onere, curam et ordinationem earumdem religiosis personis impartimur. Quapropter ego Raimundus, miseratione divina Nemausensis episcopus ², manifestum esse volo omnibus nostre ecclesie filiis, tam presentibus quam futuris, quod ecclesiam Sancti Genesii de Mandolio et ejusdem prephate ecclesie suffraganeam, videlicet ecclesiam Beate Marie de Irignano, religioso viro Leberto, ecclesie Sancti Ruphi abbati, suisque successoribus in perpetuum habendas et regendas concedo, consentientibus et laudantibus canonicis nostris : Gaucelino decano et Fredolone archidiacono, atque Petro sacristano et Willelmo camerario ; ut, remota omni calumnia, tam prelibatus abbas quam successores ejus prephateque ecclesie canonici prescriptas ecclesias, cum omni-

bus sibi jure pertinentibus, perpetuo regant et possideant et quidquid voluerint, salva in omnibus reverentia et obedientia Nemausensis ecclesie, sine cujusquam refragatione, ibi faciant et disponant; hac videlicet ratione, ut annuatim abbas aut clerici Sancti Ruffi duos solidos singulis synodis pro majori ecclesia et quatuor nummos pro minori Nemausensi ecclesie et ejusdem sedis episcopo, pro censu et sinodo et earumdem ecclesiarum quarto, persolvant; et insuper domino episcopo R(aimundo) receptionem cum quatuor sociis, ita ut ipse sit quintus, semel in anno, si recipere voluerit, et successoribus ejus faciant. Et ut hec nostra concessio firma in eternum permaneat, hanc nostre ordinationis et concessionis cartam laudamus ac firmamus, atque laude et testimonio nostrorum clericorum eam roborari et precipimus et rogamus.

Acta est hec carta cum litteris suprascriptis, in undecima (*lire XXI*) luna, VII kal(endas) junii, anno millesimo centesimo VI ab Incarnatione Domini. † Signum Raymundi episcopi, qui hanc cartam firmavit et testibus subscriptis firmari voluit. † Signum Gaucelini Nemausensis decani. † Signum Petri sacriste. † Signum Guillelmi camerarii. † Signum Geraldi canonici Nemausensis d'Esparrone.

1. Copie dans OLLIVIER (J.), *Cartul. de St-Ruf* (Bibl. de Grenoble, R. 6), f° 42.

2. Raymond I Guillaume, sacré évêque de Nîmes en 1098, mort en 1112 (VIC-VAISSETTE, *Hist. de Languedoc*, 1872, t. IV, p. 277).

VIII.

(*Avant 1110*).

(CARTA ISMIDONIS EPISCOPI DIENSIS, DE ECCLESIIS
DE TAULINIACO) ¹.

CUM omnibus ecclesiis nobis commissis ex injuncto officio providere debeamus, illi(s) tamen precipue debitores sumus, in quibus canonicus ordo observatur et soli Deo clerici militare cupiunt, communiter viventes secundum sanctorum patrum institutionem. Quam ob rem ego Ismido, gratia Dei Diensis episcopus ², dono ecclesie Sancti Ruphi et Letberto abbati, et clericis sibi commissis et successoribus suis ecclesias de Thauliniaco, cum omnibus ad eas pertinentibus, ut ordinent eas sicut eis visum fuerit, ad hono-

rem Dei, et Geraldum capellanum : salva reverentia et obedientia nostra et ecclesie nostre. Et constituo ut reddatur michi census per singulos annos VII. solidi et I. modius annonae, in castro Mirabel. Si quis autem successorum nostrorum huic donationi et confirmationi nostre obviare presumpserit, « fiant dies ejus pauci et episcopatum ejus alter accipiat »¹, et iram Dei omnipotentis incurrat. Si quis quoque clericorum, manacorum (*sic*), laicorum hoc ipsum calumpniari presumpserit, veniat super illum omnis maledictio et sit anathema maranatha, nisi resipuerit et predictis canonicis satisfecerit.

1. Copie du XII^e s. (voir n^o IX). Autres dans : BALUZE (Paris, B. N.), t. LXXV (arm. III, paq. 2, n^o 1). f^o 293 (ex arch. S. Ruffi Valent.) ; OLLIVIER (J.) *Cart. de St-Ruf*, f^o 47^b. Texte impr. dans PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 632 (ex Chartulario ecclesiæ S. Ruffi). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 86.

2. Ismidon, chanoine de St-Etienne de Lyon, devint évêque de Die vers 1098 et mourut le 30 sept. 1115 (GUIGUE, *Obit. Lugdun. eccl.*, p. 125). — 3. *Psalm.* cviii, 8.

IX.

25 mai 1110.

(CARTA LEODEGARII EPISCOPI VIVARIENSIS,
DE ECCLESIA SANCTI ANDEOLI IN LOCO BURGAS) ¹.

IN nomine Domini nostri Jhesu X(pist)i, Leodegarius Vivariensis episcopus ² et totus ejusdem ecclesie cleri conventus. Si utilitatibus ecclesiarum a Deo nobis commissarum insistimus, officii nostri modum procul dubio exequimur : ad episcopale enim officium pertinet sana docere, heretica reprobare, destructa construere, errata corrigere, secularia sectantes ad spiritualia reducere, voluntates proprias sequentes divine voluntati atque prelatorum obedientie subdere, immo auctoritate pontificali compellere ; talia enim facientibus a Domino dictum legimus : « quia super pauca fuisti ³ fidelis, supra multa vos constituam ⁴ ». Igitur ego Leodegarius, Vivariensis ecclesie indignus episcopus, cum consilio clericorum nostrorum ecclesiam Sancti Andeoli, in loco qui Burgas dicitur, ubi sacratissimum corpus ejusdem martiris requiescere videtur, temporalibus bonis quondam locupletatam, nunc autem multimodis attritam, committimus atque donamus sub cura et providentia Letberti, abba-

tis Sancti Ruphi, et successorum ejus ibidem canonice substituendorum, ut canonici in ea ordinis norma amodo serventur et ecclesiastice religionis cultus in perpetuum stabiliantur : hoc est ecclesiam supradictam, cum omnibus ad communiam ejusdem ecclesie pertinentibus. Res autem que ad episcopatus nostri sive prepositure proprietatem pertinent, in integrum retinemus ; et illi omni anno sextarium olei olivarum in Cena Domini ecclesie nostre persolvant. Prior tamen⁵ ibi non mutetur, nisi cum consilio Vivariensis episcopi et canonicorum ejusdem : et hoc fiat secundum regulam beati Augustini. Si qua vero inter Vivarienses et Sancti Ruphi canonicos orta fuerit de supradicte ecclesie negociis controversia, ipsius episcopi et comunis capituli canonica determinetur sententia. Hujus itaque doni sollemniter facti testes advocati sunt : Geraldus de Grana, Petrus de Cambau, Pontius Dalmacii, Petrus Ademari, Armannus de Rach, Stefanus Quintini, Dalmatius Rufus, Vidianus, Dalmatius de Sancto Montano, Bertrandus presbiter, Petrus Lanberti, Ugo de Burgo, Poncius de Vercausco, Guillelmus Rufus, Petrus Stephani, Petrus Raimundi. Horum ceterorumque canonicorum communi consensu et favore in plenaria synodo Vivariensi recitata et corroborata est hec donationis pagina auctoritate pontificali, anno Dominice Incarnationis millesimo centesimo X, octavo kal(endas) junii, indictione III^a.

1. Copie du XII^e s., bande de parchemin epistographe, renfermant les n^{os} IX, XI, X, VIII et XVII; au dos : *Sancti Andeoli et ecclesiarum in Diensi episcopatu positarum*. Autres dans : BALUZE, t. LXXXV, f^o 292 (ex arch. S. Ruffi Valent.) ; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 46. Texte impr. dans PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 629-30 (ex eodem Chartulario). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 85.

2. Léger paraît comme évêque de Viviers de 1096 à 1119.

3. Corrigé : *fuistis*. — 4. MATTH. xxv, 21. — 5. Var. *tantum*.

X.

(1110).

(MANDATUM RICARDI ALBANENSIS EPISCOPI LEODEGARIO
VIVARIENSI EPISCOPO)¹.

R (ICARDUS) Albanensis episcopus, apostolice Sedis licet indignus servus et legatus², venerabili fratri L(eodegario) Vivariensi episcopo, salutem. Institutionem et concessionem, quam fecistis ecclesie Sancti Ruffi et domno

L(etherto) loci ejusdem abbati, de ecclesia Sancti Andeoli, tam ei quam successoribus suis in perpetuum tradita ; ad quam etiam laudandam, ut in perpetuum intemerata permaneret ³, scripto nostro firmandam nos inclinari fecistis, et si quis eam temerare vel perturbare presumpserit, eum ubique locorum a liminibus ecclesie alienum existere, sancire nos coegistis ; audivimus a quibusdam ecclesie vestre clericis contra decretum nostrum contaminari et perturbari. Mandamus itaque vobis et apostolica auctoritate precipimus, ut ipsam institutionem et concessionem, quam vos fecistis et nos laudare et confirmare petivistis, ita ut facta et confirmata est inconvulsam teneri faciatis ; et qui eam temerare vel perturbare presumpserit, anathematis vinculo, quod ibi posuimus, subjiciatis. Val(ete) ⁴.

1. Copie du XII^e s. (voir n^o IX). Autres dans : BALUZE, t. LXXV, f^o 293 (ex arch. S. Rufi Valent.) ; OLLIVIER (J.), *Cartul. de St-Ruf*, f^o 47. Texte impr. dans : PETIT, *Theodori Pœnilent.*, t. II, p. 506 (ex eodem Chartulario) ; BRIAL, *Rec. d. hist. de France* (1808), t. XV, p. 47 (d'après Petit). Cf. EUSEBI. *Repert.*, p. 86.

2. Richard, évêque d'Albano (1102-14) et légat du St-Siège, célébra cette année (1110) deux conciles en France : l'un, peu après la Pentecôte (29 mai) à Toulouse (VIC-VAISSETE, *Hist. de Languedoc*, t. II, p. 356 ; 3^e éd., t. III, p. 592) ; l'autre, le 1^{er} octobre, à Fleury ou St-Benoît-sur-Loire (BRIAL, *Rec. d. hist. de France*, t. XIV, p. 157).

3. O. remaneret. — 4. P. omet.

XI.

18 octobre 1110.

(EPISTOLA PASCHALIS II AD EUMDEM) ¹.

P(ASCHALIS), servus servorum Dei, venerabili fratri L(eo-degario) Vivariensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. Non est episcopalis constantie justa vota frangere et constitutiones rectas in nihilum revocare. Ecclesiam Beati Andeoli fratribus Sancti Ruffi pro eleemosyna et religione concesseras et clericorum tuorum consensu firmaveras, sicut a fratribus ipsis accepimus et litterarum tuarum lectione cognovimus ; nunc autem clericis tuis coniventiam parare conspiceris, cum per eos predictis fratribus ecclesiam ipsam permittis auferri. Nos quidem concessionem tuam factam canonice firmamus ², te autem vehementer arguimus, quia te in hoc prevaricatorem ostendisti. Tue igitur experientie per hec scripta precipimus, ut ³ constitutio-

nem tuam integram ratamque custodias : si vero clerici tui ut voti justī transgressores pertinaciter contraire presumpserint, tu eos magistri jure corrigere et austeritate congrua studeas emendare : alioquin super vos apostolice Sedis justitia dirigetur. Datum Laterani, xv kalendas novembris.

1. Copie du XII^e s. (voir n° IX). Autres dans : BALUZE, t. LXXV, f° 292^b (ex arch. S. Ruffi Valen.) ; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f° 46^b. Texte impr. dans : PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 505-6 (ex Charulario ecclesiæ S. Ruffi) ; BRIAL, *Rec. d. hist. de France*, t. XV, p. 47 (d'après Petit) ; *Patrol. latina*, t. CLXIII, c. 280 (n° 306). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 85 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, n° 4653 (ed. 2^a, n° 6278).

2. O. *confirmamus*. — 3. P. omet.

XII.

23 novembre 1111.

(DONUM ECCLESIE BEATÆ MARIE DE BISALDUNO ¹).

IN Dei eterni regis nomine. Ego Raimundus Berengarii, Dei gratia marchio Barchionensium ², princeps Ausonensium, comes vero Gerundensium atque Bisullunensium ³, venerabilibus ecclesie Sancti Rufi Ollegario ⁴ abati et canonicis, in perpetuum. Ambiguitate caret omnes ⁵ terrene dominationis ⁶ potestates ⁷ ad hoc a Deo esse constitutas ⁸, ut justicias et justificationes ej[us exquir]endo, non solum iniquorum perversitati resistere, verum etiam religionis cultum propagare ⁹ studeant. Unde predictus ego comes pontificalem et canonicalem Gerundensis sedis assecutus favorem, reddo et dono prephate ecclesie S(ancti) Rufi et ejusdem abati atque canonicis ecclesiam Sancte Marie intra muros Bisullunensis ¹⁰ castri constitutam, cum omnibus que in presenti videtur habere, vel quocumque modo habere debet, vel in futurum adquisierit collatione quorumcumque fidelium ; ut hec omnia habeant et possideant ad Dei servitium, et ipsam ecclesiam in perpetuum regant et disponant secundum canonicam regulam, et tales ibi constituent personas clericorum qui sine proprio ibi Deo militent et serviant. Factum est hoc nono k(alendas) decembris, anno Dominice Incarnationis millesimo C°X°I°. S(ignum) Raimundi comitis. S' Meltis comitisse.

1. Original parch. de 8 lig. 1/4. Copie dans OLLIVIER (J.). *Cart. de St-Ruf*, f° 37. Texte impr. dans : PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 627 (extrait de l'orig. en parch. exhibé.... par.... m^r Humbert de Valernod, abbé... de St-Ruf..., ce 20 avr. 1573 [= 1673]) ; MARCA (Petr. de),

Marca Hispanica (1688), c. 1235-6 (n° 344), ex arch. S. Rufi Valentiaë. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 93-4. — 2. Al. *Barchino-m.*

3. Al. *Bisuldu-m.* Raymond-Bérenger III, devenu comte de la Manche d'Espagne en 1093, prenait en 1125 la qualification de « universae Barchinonensis regionis et monarchie Provincie comes » (*Rev. des sociétés savantes*, 4^e sér., t. III, p. 405) ; il se fit templier le 14 juil. 1131 et mourut à la fin de ce mois.

4. Al. *Olde-o.* — 5. Al. *nos.* — 6. Ms. *d-nes.* — 7. Al. *p-te, p-em.* — 8. Ms. *c-tos.* — 9. Ms. *pro parte.* — 10. Al. *Bisuldu-s.*

XIII.

5 janvier 1113.

(CARTA RAYMUNDI EPISCOPI GERUNDENSIS ELECTI)¹.

IN nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Raimundus, divino nutu in Gerundensem episcopum electus², et univ-
versus Gerundensium canonicorum conventus, cum consensu et voluntate domni Raimundi, Dei gracia Barchinonensium marchionis, Ausonensium principis, Girundensium et Bisuldunensium comitis, per hanc scripturam donationis donamus Deo et ecclesie S(ancti) Ruphi ecclesiam S(ancte) Marie Virginis de Bisulduno, cum omni honore et dignitate sua, et cum universis ad se pertinentibus, tam in presenti quam in futuro, atque in manum domni Oldegarii prefate ecclesie S(ancti) Ruphi abbatis, et cuncte congregationis sibi commisse ac successorum eorum, votive et potentialiter tradimus ; ut ab ipsis jam dicta ecclesia S(ancte) Marie, cum omnibus ad se pertinentibus, tam in ecclesiis quam in ceteris possessionibus quas hodie habet et quas habere debet et in futurum adquisitura est, possideatur, regatur et ordinetur in perpetuum in servicio Dei, secundum regulam s(ancti) Augustini : salva reverentia sancte Gerundensis sedis. Si autem in crastinum quelibet persona ecclesiastica vel secularis contra hanc donationem quoquo modo venire presumpserit, nichil penitus proficiat, set firma donatione pro sola presumptione iram Dei omnipotentis se noverit graviter incursum atque vinculis anathematis innodandum. Actum est hoc anno Dominice Incarnationis C°X°II° post millesimum, nonis januarii. Raimundus, Dei gratia in pontificem s(ancte) Gerundensis ecclesie electus, confirmo, salva obedientia nostre ecclesie. S' Berengarii capiscole. S' Johannis. S' Berengarii Lucianensis. S' Berengarii archidiaconi. S' Gaufredi. S' Bernardi prioris. S' Petri sacriste, S' Petri presbiteri.

1. Original parch. de 11 lig. Copie dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, n° 36^b. Texte impr. dans : PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 628-9 (ex Chartulario S. Ruffi) ; MARCA, *Marca Hispan.*, c. 1236 (n° 345), ex arch. S. Rufi Valentie. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 94.

2. Cet évêque de Girone figure en 1112 et 1114 dans l'*España sagrada* de FLÓREZ (GAMS).

XIV.

10 janvier 1114.

(PASCHALIS II PAPÆ PRIVILEGIUM PRO MONASTERIO
SANCTI RUPHI AVENIONENSIS) ¹.

PASCHALIS episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Odolgerio abbati canonice Sancti Ruffi, que in episcopatu Avennico sita est, ejusque successoribus regulariter substituendis, in perpetuum. Religiosis desideriis dignum est facilem prebere consensum, ut fidelis devotio celerem sortiatur effectum. Proinde nos, devotionis tue precibus annuentes, Beati Ruffi ecclesiam, cui Deo auctore presides, cum omnibus ad ipsam pertinentibus sub tutelam apostolice sedis excipimus. Per presentis igitur privilegii paginam apostolica auctoritate statuimus, ut quecumque bona, quecumque possessiones ad idem Beati Ruffi monasterium legitimis fidelium donationibus vel aliis justis modis pertinere videntur ², et quecumque in futurum concessione pontificum, liberalitate principum vel oblatione fidelium juste atque canonice poterit adipisci, firma tibi tuisque successoribus et illibata permaneant ; in quibus hec propriis duximus nominibus annotanda : ecclesias de Tauliniaco, cum omnibus pertinentiis suis, ecclesias de Albananco, de Medullione, de Serreriis, cum pertinentiis earum ; decimam de Berra, sicut a bone memorie Gibelino Arelatensi archiepiscopo vobis concessa est ; ecclesias Sancte Marie de Turre, Sancti Victoris, Sancte Eulalie, Sancti Laurentii de Barbaras ; ecclesias de Mandolio in Bisilduno ; ecclesiam Sancte Marie, cum dignitatibus et possessionibus suis, et cum ecclesiis sibi subditis : salvo censu Lateranensis palatii ; ecclesias Sancti Petri et Sancte Marie Egarensis, Sancti Juliani de Terracia, cum possessionibus subditis et ecclesiis per eas constitutis, quas vobis Barchinonensis episcopus Raimundus concessit, cum patrimonio quondam tuo et ceteris possessionibus que tibi et clericis tecum viventibus collate sunt,

dum Beati Adriani ecclesie preeras : excepta dominicatura Barchinonensis episcopi. Confirmamus etiam vobis possessionem quam Raimundus nobilis memorie comes vobis in Tripolitana regione concessit, cum ecclesia Sancti Ruffi, quam in eadem possessione construxit. Decernimus ergo, ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare, aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere vel temerariis vexationibus fatigare ; sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum sustentatione et gubernatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura. Laicos sane seu clericos seculariter viventes ad conversionem suscipere et ad divina officia, nisi forte excommunicati sint, admittere nullius episcopi vel prepositi contradictio vos inhibeat. Ad hec adicimus, ut nulli episcoporum facultas sit, sine Romani pontificis vel legati ejus audientia, vos vel loca vestra interdictioni vel excommunicationi subicere, aut judicio pregravare. Sepulturam vero locorum vestrorum omnino liberam esse decernimus, ut eorum qui illic sepeliri deliberaverint devotioni et extreme voluntati, nisi forte excommunicati sint, nullus obsistat. Cetera quoque omnia, que vobis a predecessore nostro felicis memorie papa Urbano concessa et privilegio confirmata sunt, nos etiam concedimus et firmamus. Si qua igitur in futurum ecclesiastica quolibet secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam (p. 10, l. 36)... Amen.

Ego Paschalis, catholice ecclesie episcopus.

Datum Laterani, per manum Johannis, Sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis ac bibliothecarii, III idus januarii, indictione VII^a, Incarnationis Dominice anno MC^o XV^o, pontificatus quoque domini Paschalis secundi pape anno XV^o.

1. Vidimus de l'official d'Avignon (1420) et de celui de Valence (1487), f^o 4^a (n^o XVII). Copies dans : PEIRESC, ms. LXXV, t. II ; EUSEBI, *Repert.*, p. 305-6 ; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 44 (extraict de l'original estant en parchemin avec un sceau de plomb) : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 126 (Tab. eccl. Sancti Ruffi). Texte impr. dans : *Gallia Christ. vet.*, t. IV, p. 802^b-3^a ; FANTONI CASTRUCCI, ouvr. cité, t. II, p. 392 (incomplet) ; *Patrol. latina*, t. CLXIII, c. 336-7 ; *Gallia Christ. nova* (1865), t. XVI, instr. c. 102-3 (ex arch. Valent.) Cff. EUSEBI, *Repert.*, pp. 62 et 72 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, n^o 4721 (ed. 2^a, n^o 6369).

2. Ms. videretur.

XV.

28 avril 1123.

BULLA CALIXTI SECUNDI IN FAVOREM ORDINIS
SANCTI RUFFI ¹.

CALIXTUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Pontio abbati et ceteris fratribus in ecclesia Sancti Ruffi regularem vitam professis, in perpetuum. Ad hoc sumus in apostolice sedis specula, disponente Domino, constituti, ut Dei servos, ecclesiasticos precipue atque religiosos viros, tueri et religionem augere per ipsius gratiam debeamus. Quam ob rem, carissimi in Christo filii, vestris per priorem vestrum Guillelmum petitionibus clementius inclinati, sanctam Beati Ruffi ecclesiam, in qua sub canonici ordinis observantia omnipotenti Domino militatis, cum omnibus ad eam pertinentibus, in apostolice sedis tutelam et protectionem suscipimus, et vos ipsius autoritate in Dei servitio stabilimus. Per presentis itaque privilegii paginam constituimus ut vite canonice ordo, qui per bone recordationis Pontium abbatem in vestra ecclesia institutus est et a nostris ² predecessoribus confirmatus, perpetuis ibi temporibus habeatur; vobis itaque vestrisque successoribus ecclesias, que justis acquisitionibus loco vestro pertinent, confirmamus: videlicet ecclesiam Sancti Martini infra Viennensem urbem, juxta aquam que Jayria dicitur sitam, et molendina que sunt juxta eandem ecclesiam; in eadem parte ripe ac ³ bastitare, vineam que dicitur Violaria, cum aliis vineis juxta ipsam positis, guardiam vinearum totam, necnon et decimas omnes quas Adalardus dictus Grammaticus vel alius per manum ipsius Adalardi habuit vel tenuit in Monte Salomonis et in Monte Arnaldo et in Segnes, et ubicumque decime ipse sunt ad eandem ecclesiam pertinentes; et furnum qui est in Cuveria; ecclesiam quoque Sancti Nicetii, cum villa que dicitur Lerens, cum omnibus pertinentiis suis; et ecclesiam Sancti Albani martyris, in loco qui dicitur Cesirin ⁴, cum appendentiis suis; sicut nos olim, dum Viennensi ecclesie preessemus, ipsam Beati Martini ecclesiam per nos in canonico ordine constitutam, cum istis duabus ecclesiis et aliis nominationibus, possessionibus atque omnibus ei pertinentibus bonis, ecclesie Sancti Ruffi, consilio canonicorum nostrorum, concessimus: salva obedientia,

reverentia et subjectione matris ecclesie Viennensis, et salvo censu quem canonici Viennensis ecclesie initi consilii una nobiscum constituerunt, pro qua nimirum concessione fratres vestri⁵, qui in supradicta Beati Martini ecclesia fuerint, in obitu uniuscujusque canonici Viennensis ecclesie triginta dierum officium et in archiepiscopi obitu anni totius obsequium, pro animarum illorum salute in charitate divina persolvant; pro me autem, cui « adherere Domino bonum est »⁶, et cui de ordinando atque reedificando supradicto loco cura et sollicitudo fuit, non annualis tantum, sed perennis in missarum solemn(i)s et in aliis divinis officiis ab ejusdem loci fratribus apud Deum memoria fiat, et pro absolutione anime mee unus pauper in domo eadem omni tempore habeatur, et in matutinali atque vespertali officio semper psalmus cum oratione dicatur, quemadmodum continetur in scripto illo quod nos, Viennensi ecclesie adhuc presidentes, Beati Ruffi ecclesie fecimus et in ipsa Viennensi ecclesia, presentibus suffraganeis nostris episcopis Hugone Gratianopolitano, Leodegario Vivariensi, b(eato) Ismidone⁷ Diensi, Eustachio Valentinensi, Conone Maurianensi⁸ et Guidone Gebennensi, et presentibus Viennensis ecclesie canonicis, in plena synodo confirmavimus; ecclesias Sancte Marie et Sancti Joannis ac Sancti Rustici de Annoniaco, cum possessionibus infra ipsam villam et extra, sicut a Gurgite Feminarum et a Villa Valleta infra decursus fluviorum Deume et Cancie concluduntur, et cum scholis puerorum, cancellaria, banno ex⁹ forisfactura, cimiterio et cum omnibus aliis rebus et possessionibus earundem ecclesiarum; ecclesiam Sancti Andree de Costa, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancti Martini de Perau, cum capella sua; ecclesiam Sancte Marie de Lugduno, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancte Marie de Buxa, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancti Petri de Dia, ecclesiam Sancte Marie de Claellis, ecclesiam de Chalancone, ecclesiam de Volvenco, ecclesiam de Arnajone, ecclesias de Tauliniano, ecclesiam Sancte Marie de Albaniaco; ecclesiam Sancti Genesii, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancte Marie de Fleyca, ecclesias Sancte Marie et Sancti Simphoriani de Betorreto, ecclesiam Sancti Laurentii de Barbaras, ecclesiam Sancti Joannis de Castro Novo; ecclesiam Sancti Erigii de Medullione, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancti Jacobi de Sarrariis, cum suffraganeis suis; ecclesiam Sancte Marie

:

de Turre, cum suffraganeis suis ; ecclesias Sancti Petri de Ventiis et Sancte Cecilie et Sancti Verudimi ; ecclesiam Sancti Genesii de Mandolio, cum capella sua ; ecclesias Sancti Saturnini et Sancte Crucis de Armazanicis ; quartam partem decimarum Sancti Silvestri de Telliano, quartam partem decimarum de Berra ; ecclesiam Sancti Nazarii ; ecclesiam Sancti Martini de Cavaralho, cum capellis suis ; ecclesiam Sancti Jacobi de Mergorio ; ecclesiam Sancte Marie de Bezuduno, cum suffraganeis suis ; ecclesias Sancte Marie ac Sancti Petri et Sancti Joannis de Teraciis ; ecclesiam Sancti Vincentii de Cardona, cum suffraganeis suis ; ecclesiam Sancti Petri de Canafaya, cum suffraganeis suis ; ecclesiam Sancti Jacobi de Tripoli, cum suffraganea ; ecclesia(m) de Artucia ; molendinum juxta ipsam ecclesiam Sancti Ruffi, necnon et molendina apud Surgenterem et apud Castrum Novum. Quecumque preterea ecclesia eadem, vel episcoporum Avenionensium Benedicti, Rostagni et Arberti concessione vel aliorum fidelium largitione legitima, in presenti possidet sive in futurum, largiente Domino, juste atque canonice poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus in eadem religione persistentibus conserventur. Decernimus ergo ut nulli..... Si qua ergo.... Cunctis autem... inveniant.

Ego Calixtus, (catholice) ecclesie episcopus.

Datum Laterani, per manum Aymerici, sancte Romane ecclesie diaconi cardinalis et cancellarii, quarto kalendas maii, indictione prima, Incarnationis Dominice (anno) millesimo centesimo vicesimo tertio, pontificatus autem domini Calixti secundi pape anno quinto.

1. Copie dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f° 50 (extr. de l'orig. étant en parch. avec le sceau de plomb pendant) : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f° 142 (ex archiv. eccl. Sⁱ Ruffi). Cf. CATELLAN, ouvr. cité, p. 309 ; EUSEBI, *Reperl.*, p. 62 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^e, n° 7069 et 7101.

2. Mss. *vestris*. — 3. Effacé en mss. — 4. Al. *Eeseren*. — 5. Mss. *nostri*. — 6. *Psalm*. LXXII, 28. — 7. Mss. *Bi-e*. — 8. Al. *Mor-i*. — 9. Al. *et*.

XVI.

1125.

(PETRUS ARCHIEPISCOPUS VIENNENSIS

CONFIRMAT DONATIONEM PRÆDECESSORIS SUI GUIDONIS) ¹.

QUONIAM nostri officii est et bene semper agere et benefacta laudare, ego Petrus, Dei gratia Viennensium archiepiscopus et apostolice sedis legatus, consensu et voluntate omnium canonicorum meorum, laudo et confirmo atque jure perpetuo habendum decerno ecclesie Sancti Rufi, et carissimo fratri nostro Poncio abbati et successoribus ejus, donum quod fecit prefate ecclesie Sancti Rufi predecessor meus Guido, venerabilis Viennensis archiepiscopus, de ecclesia Sancti Martini Viennensis, cum omnibus appendiciis suis, molendinis, batitoribus, vineis, cum gardia tota vinearum et decimis quas ibi habet ipsa ecclesia et quas Amblardus habet pro ea, juxta terram Hugonis Gale et Villelmi de Pernans ² : qui tamen habet ad feudum ab archiepiscopo ; et furno quod est in Cuveria ³, cum aliis omnibus ad eandem ecclesiam pertinentibus ; et similiter de ecclesia Sancti Nicetii ⁴, cum appendiciis suis, et villa que dicitur Tenciis, cum appendiciis suis : preter illa parte quam predecessor meus sibi retinuit ; donum etiam de ecclesia Sancti Albani de Cisysino ⁵ et de ecclesia Sancti Romani de Vermaella, cum appendiciis utriusque, similiter confirmo. Hec, inquam, omnia sicut supradictum est, consensu et voluntate omnium canonicorum meorum, laudamus et confirmamus prenominata ecclesie Sancti Rufi : salva obedientia et reverentia sacrosancte matris ecclesie Viennensis et salvo censu quem pro his omnibus de predicta ecclesia Sancti Marcelli ⁶ reddi statuimus, XL. scilicet solidos in festivitate Omnium Sanctorum et alios XL. in capite jejunii ; de obitu autem canonicorum nostrorum ac archiepiscoporum, sicut ab antecessore meo constitutum est, fieri rogamus atque precipimus, id est ut tricesimus canonicis et annuale obsequium archiepiscopis persolvatur. Actum est hoc anno ab Incarnatione Domini M.C.XXV ; prefate vero donationis actores fuerunt et testes : domnus Petrus archiepiscopus et Willelmus decanus, et cantores Umbertus et Folco, Girbertus et Amedeus archidiaconi, Girbertus thesaurarius, Amedeus, Amblardus, Guigo de Alba Ripa, Guigo de Turre, Guigo de Siureii, Silvius de Farnay ⁷, Milo, Gago, Adema-

rus, Guillelmus de Turre, Galterius de Balben, Ugo, Guillelmus de Chasnario, Prichardus, Ulbertus de Ornaceu, Nantelmus de Revel, Petrus Villelmi, Umbertus filius comitis, Amedeus, Borno, Rostagnus de Reventi⁸, Rostagnus de Moras, Petrus, Poncius Aremberti. Hoc etiam volumus ut anniversarium semper⁹ agatur tam pro archiepiscopo quam pro canonicis.

1. Copies dans : ms. de Sécousse, 904 (cab. Giraud), f° 24^b ; ms. de HARLAY, 397 (Paris, B. N., l. 11743), f° 146^b ; RIVAZ, *Diplom. de Bourgogne*, t. II, n° 153 (extr. du Cartul. de la cathéd. de Vienne, f° 70^b). Texte impr. dans PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 630-1 (ex *Charulario ecclesiæ Viennensis*). Cf. CHORIER, *Estat polit.*, t. II, p. 335 ; CHARVET, *Hist. de la s. égl. de Vienne* (1761), p. 334-5 (traduction, ex *Tab. eccl. Vienn.*, f° 70) ; *Ann. ord. Cartus.* (1888), t. I, p. 234-5 ; CHEVALIER, *Cartul. de St-Maur de Vienne*, p. 40 (n° 171).

2. H. Prenant. — 3. H. Cuvoria. — 4. H. Mauricii. — 5. H. Ciryfino. — 6. S. Mauriti. — 7. [H. Jarnay. — 8. H. Reveusti. — 9. H. sæpius.

XVII.

24 avril 1127.

(STEPHANI EPISCOPI DIENSIS CONFIRMATIO DONI
PRÆDECESSORUM)¹.

QUONIAM « generatio preterit et generatio » per successus temporis advenit, terra vero in perpetuum manet², decrevimus dignum commendare memorie donas sanctorum pontificum domni Ugonis et sancti Ismidonis, que consilio et auxilio Diensis ecclesie dederunt ecclesie Sancti Ruphi et canonicis inibi degentibus, scilicet ecclesiam de Caloncone, cum omni jure ad se pertinente, videlicet cum capellania de Volvento, aecclesias vero de Tauliniaco, cum appendiciis ad se pertinentibus, et ecclesiam Sancte Marie de Arnajone, cum omni suo beneficio et honore, specialiter prefate ecclesie concesserunt, ut canonici ibi degerent et Deo militarent. Tantorum igitur patrum dona, domnus Stephanus Diensis ecclesie antistites (*sic*), rogatu canonicorum ejusdem ecclesie, magnifice et sollempniter in pleno capitulo, nullo dissensiente, dando confirmavit et corroboravit, in manu domni Severi abbatis Sancti Ruphi : salvo episcopali jure et censu. Census vero prefati episcopi in ecclesia de Caloncone, semodius frumenti et v. solidi ; in ecclesiis autem de Tauliniaco,

modius frumenti et VII. solidi ; in ecclesia de Arnajone, III^{or} annone et IIII. avene sextarii et due libre cere. Acta hec carta est in ecclesia Beati Petri Die foris murum, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo XXVII, indictione v, mense aprilis, VIII kal(endas) maii, feria i, luna x, anno VI. episcopatus domni Stephani.

S(ignum) predicti episcopi; qui hanc cartam fieri jussit et manu propria firmavit †. Sig†num Petri prepositi. Sig†num Poncii de Torana. Sig†num Guilelmi d'Aix. Sig†num Ugonis d'Avinione. Sig†num Fredelonis. Sig†num Lantelmi. Sig†num Jarentonis. Sig†num Ugonis. Sig†num Arnaldi Johannis. Sig†num Petri de Maiseires. Sig†num Petri Arnaldi. Sig†num Petri Berengarii. Sig†num Fronconis. Sig†num Bermundi Raimundi. Sig†num Guilelmi de Maien-cac. Sig†num Armani. Sig†num Poncii Margarita. Sig†num Guigonis. Sig†num Bertranni. Sig†num Giraldi.

1. Copie du XII^e s. (voir n^o IX). Autres dans : BALUZE, t. LXXXV, f^o 293; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 48: *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 145 (ex litteris original. eccl. Diensis). Texte impr. dans PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 632-4 (ex Chartulario ecclesiæ S. Ruffi). Cf. COLUMBI, *Opusc. var.*, p. 280; EUSEBI, *Repert.*, p. 86.

2. *Eccle.* I, 4.

XVIII.

1129.

(PONTII EPISCOPI BELLICENSIS DONATIO ECCLESIAE)
DE ORDINATIO ¹.

PONTIUS, Dei gratia Belicensis ecclesie servus ², et ejusdem ecclesie cetus venerabili in Xpisto fratri Wilelmo, eadem gratia Sancti Ruphi abbati, et ejusdem ecclesie canonicis ac successoribus ejus, in perpetuum. Benedictus Deus, qui religionem vestram in rigore proposito perdurantem, ceteris canonici ordinis domibus quamvis longe remotis imitabilem fecit. Unde factum est ut honorabilis frater noster Aimò, prior Ordinatus ecclesie, que in episcopatu nostro sita est, sepius a nobis multa supplicatione petierit, quatinus ad religionem quam ibidem, Deo auctore, incoave-rat provehendam et tenore durabili conservandam, obedientie vestre eadem domus subdi nostra concessione deberet. Qui religiosum desiderium tandem benignitate debita confirman-

tes, venerabilem fratrem nostrum Petrum priorem de Buxa vocavimus eumque predicti loci priorem statuentes, ipsum locum cum universis appendiciis suis vobis et ecclesie vestre jure perpetuo possidendum, et juxta morem claustrii vestri, quantum possibilitas loci permiserit, in canonico ordine disponendum concessimus. Retinuimus autem, ut quicumque prior ejusdem loci extiterit, Belicensi episcopo canonicam obedientiam, salva dumtaxat abbatis sui obedientia, spondeat et presentiam suam sinodis ejus, excepta necessitatis causa, exhibeat et decem libras cere, ad paschalem cereum faciendum, in Cena Domini vel ante annuatim persolvat, et ad capitulum vocatus causa consulendi veniat, et si tanta necessitas fuerit unum aut duos consilii viros de aliis Sancti Rufi obedientiis secum adducere studeat. Non solum autem prefati loci priorem, set generaliter universos Sancti Rufi fratres in canonicalem societatem suscepimus, ut videlicet singulos ubi ad nos venerint tanquam canonicos habeamus, eisque spiritualiter et temporaliter in ecclesiasticis beneficiis vivis ac mortuis juxta consuetudinem Ecclesie fideliter comunicemus. Nostreis quoque apud vos universaliter condignam juxta predicta vicissitudinem exhibendam determinavimus: quod quodcumque apud Ordinatum canonicus noster ad conversionem venire infirmus ac sanus, pauper aut dives voluerit, gratanter suscipi debere nominatim expressimus. Subnotari quoque precepimus ecclesias ad predictum locum pertinentes, quarum ista sunt nomina: ecclesia de Corbellino, cum capella de Favergiis; ecclesia de Sancto Simphoriano, cum capella de Sancto Andrea; ecclesia Sancti Xpistofori de Romaniaco; ecclesia Sancti Apollinaris de Colomiaco; ecclesia de Chimilliaco. Testes autem et factores nostre concessionis isti sunt: Arnaldus archidiaconus, Ugo decanus, magister Umbertus, Isulfus decanus, Petrus de Briort, Johannes sacerdos, Guigo d'Iseu, Boso Cochez, Giraldus, domnus Umbertus Gebennensis episcopus, Uldricus, Girardus.

Igitur ego Pontius, Belicensis ecclesie minister et episcopus, auctoritate Dei omnipotentis Patris et Filii et Spiritus Sancti, et beatorum apostolorum Petri et Pauli, et omnium sanctorum Dei et nostra, omnes illos tam clericos quam laicos quicumque hanc nostram donationem et concessionem irrupere, infringere sive destruere temptaverint aliqua calumnia, a sancte liminibus Ecclesie separo et omnibus modis

excomunico, et in perpetuum cum diabolo et angelis ejus damno.

Facta est autem carta ista anno ab Incarnatione Domini millesimo C. XXVIII, apud Portas, precipiente domno Pontio Turrensi, Belicensi episcopo.

1. Original parch. de 22 lig. Copies dans : BALUZE, t. LXXV, f° 298-9 (ex arch. Sⁱ Rufi Valent.) ; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, t° 52 : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f° 148 (ex litteris originalib. eccl. Sⁱ Rufi). Texte impr. dans PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 634-5 (ex eodem Chartulario). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 89 : « Carta originalis in pergameno, cum sigillo pendente, ubi est imago episcopi circumscripta : SIGILLVM PONTII BELLICEN · EPISCOPI »...

2. Le b^x Ponce, évêque de Belley, que l'on dit originaire de la paroisse du Balmev (*Répert. d. sourc. hist.*, c., 1859), semblerait, d'après la fin de cette charte, se rattacher à une famille de la Tour.

XIX.

1133.

(BOSONIS DE BRIOR DONATIO DOMUI) DE ORDENAS ¹.

NOTUM sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod ego Boso de Brior, recogitans inenarrabilem illam mercedem quam Deus ante secula preparavit diligentibus se ² in veritate et in corde perfecto, do ecclesie Sancti RVFI et domui Ordinatisensis loci, et Guillelmo predictæ ecclesie abbati et omnibus successoribus ejus, totam terram quam habeo in eodem loco cultam atque incultam, silvas, campos et prata ; et quecumque predecessores mei pro animabus suis predictæ donaverunt ecclesie, bono animo laudo atque confirmo, perpetua pace possidenda ab ecclesia Sancti RVFI et Beate MARIE Ordinatisensis. Propter hoc ipse domnus abbas Guillelmus cum suis fratribus dedit michi et meis propinquis, Bosoni Burdini et Fulconi Boschaz, qui hec mecum pariter laudaverunt, societatem et participationem in beneficiis et orationibus ecclesiarum Sancti RVFI sicut unius canonici. Hec donatio facta est, domno Guillelmo abbate presente, in claustro Ordinatisensi, et postmodum iterum recitata et confirmata in presentia domni Guillelmi Arelatensis archiepiscopi, Romane sedis legati, et BERNARDI Aurasicensis episcopi. S' magistri Duranni monachi. S' Johannis monachi Cluniacensis. S' Petri Leotardi. S' Aymonis de Corbelino. S' Bernardi de Marchanz. S' Bernardi de Flavini(ac)o. S' Bernardi et Humberti de Chindes. S' Josmari. S' Beduini. S' Ste-

phani de Corbellino. S' Hugonis de Colomeo. S' Hugonis conversi. S' Poncii de Loiiis. S' Poncii de Balon. S' Poncii de Avinio. Hanc ipsam donationem laudavit Berlio Rufus, consanguineus Bosonis, et si quid juris habebat in his terris, totum pari modo concessit jamdicte ecclesie, sub testimonio predictorum. Actum sub venerabili anacorita Poncio Beliciensis episcopo. ANNO DOMINICE INCARNATIONIS M'.C.XXX.III.

Si quis hanc donationem ab ecclesia Beati Rufi auferre presumpserit, anathema sit.

1. Original parch. de 20 lig., en très grosse écriture (le mot *anno* a 14 mill. de haut). Copie dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, n° 54 : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, n° 143 (ex litteris originalib. ecclesie S^{ae} Rufi). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 90.

2. Cf. *I Corinth.*, II, 9 ; JACOB I, 12.

XX¹.

1139.

Gaufridi episcopi Burdigalensis², pro prioratu de Mornaco, carta originalis in pergameno, cum sigillo pendente. Incipit : « Quod a nobis », datum Agadellæ 1139 ; ubi confirmat Roberto priori et canonicis suis Sancti Nicolai de Mornaco ecclesias Beati Petri de Mornaco et Beati Stephani de Arverto et Beati Cirici, cum decima ejusdem, et Beati Petri de Chalaveda, et capellam Beati Romani, cum appendiciis suis, molendinis, terris quæ sunt in mari sive in campestribus, et salinis et terris vicinis maris ; et recipit sub perpetua protectione ecclesie Burdigalensis. Ait etiam quod ipsa ecclesia eisdem adjudicata solemniter fuit in concilio Pisano contra Cluniacenses et Malliacenses ; unde Innocentius papa II scripsit Guillelmo episcopo Xantonensi, tamquam pastori suo, ut in canonicum ordinem secundum regulam beati Augustini observari faciat, etc. « Actum presentibus religiosus et venerabilibus episcopis Guillelmo Xantonensi episcopo³ et Liberio (lire Lamberto) Engol(ism)ensi episcopo⁴ », etc. In sigillo est imago episcopi dextera benedicens(ti)s et sinistra baculum tenens(ti)s, circumscripta : SIGIL· GAUFRIDI DEI GRATIA BURDEGALEN· EPI.

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 91-2.

2. Geoffroy du Loroux, archevêque de Bordeaux (*Répert. d. sourc. hist.*, c. 836).

3. Guillaume Guadrati, évêque de Saintes (*Répert.*, c. 961).

4. Lambert, évêque d'Angoulême en 1136, mort le 13 juin 1148.

XXI.

1139.

(STEPHANI VILAR. VENDITIO DE PORTU RODANI LUGDUNI)¹.

IN scripturis legitur, sicut nobis a viris provectoribus traditur, quod penitentia non agitur, sed fingitur, si quod oblatum est non restituatur. Idcirco ego Stephanus Vilarensis, Ylie filius, volens Jerosolimam proficisci, ne labor meus sit irritus et vacuus, si pergam sanguine et rapina cruentas habens manus, si in hoc itinere mortuus fuero, in sacra manu domni P(etri), sancte Ludunensis ecclesie archiepiscopi, sedis apostolice legati², assistentibus Ylione abbate et Stephano archidiacono, et G. dapifero et G. de Sal, et S(ancti) R(ufi) canonicis, Hu. priore de Buxa, et Fulcherio et Giraldo priore de Platera, et Giraldo de Luseis et Valcherio, pro anima matris mee et pro salute mea et antecessorum meorum, solvo, dimitto, dono per fidem sine enganno ecclesie Sancte Marie de Platera et tibi Giraldo, ejusdem ecclesie priori, et omnibus aliis Sancti Rufi canonicis, presentibus et futuris, partem meam de portu Rodani qui est Lugduni; pro qua parte, tu, predicte Giralde, prior de Platera, et S. R. canonici de me querimoniam faciëbatis, eo videlicet quod, secundum allegationes vestras, eam ecclesie predicte et vobis pro decem et viii libris vendiderim et postea, suscepto precio, eandem partem abstulerim. Tu vero, Giralde, prior de Platera, prenominatam partem portus a Guielmo de Luseis de decem marchis argenti redimis et duas marchas mihi Stephano Vilarensi tradis. Hoc itaque donum facio secundum prefatum modum, tali tenore ut, si ab Jerosolimis rediero et duodecim marcas argenti tibi Giraldo, predicto priori, et S. R. canonicis reddere voluero, tu, prenominate Giralde, prior Sancte Marie de Platera, et S. R. canonici non ante predictas marcas argenti accipiatis nec ante de portu vos devestiat, donec querimonia, quam tu predicte Giralde et S. R. canonici pro supra dicta portus venditione et ablatione de me faciëbatis, diligenter examinetur et sopiatur justoque juditio terminetur. Ego P(etrus), sancte Ludunensis ecclesie archiepiscopus, sedis apostolice legatus, ut hoc prefatum donum quod supradictus Stephanus Vilarensis, Ilie filius, secundum supradictum modum, in manu nostra, coram supra nominatis personis, fecit, filiis nostris S. R. canonicis ratum et inconcussum in perpetuum

maneant et stabili tenore inconvulsum illibatumque jugiter vigeat, ipsum donum laudando confirmo et omnes hujus doni violatores, si qui unquam forte, quod absit, fuerint, debite excommunicationis sententie auctoritate Dei et nostra subicimus, et successoribus nostris, ut hoc ipsum inviolatum custodiant, intimo mentis affectu supplicamus; et ad fulciendam ejusdem doni cartam, istam quam supradictus Stephanus Vilarensis de prenominato dono coram nobis fieri jussit, rogatu ejusdem Stephani, sigillum nostrum aponimus donumque cum carta nostra auctoritate munimus. S. Ilionis. S. Stephani archidiaconi. S. Girini dapiferi. S. Girini de Sal. S. Umberti Sancti Rufi canonici. S. Fulcherii. S. Geraldi. S. Geraldi. S. Balcherii. S. Stephani Vilaransis, qui hoc donum fecit et hanc cartam fieri jussit. Ego Stephanus Vilarensis, filius supradicti Stephani, hoc donum laudo, facio et confirmo in castro quod dicitur Vilars, in domo Stephani Broci, coram pluribus clericis et laicis. S. Guillelmi, abbatis S(ancti) R(ufi). S. Balcherii. S. Umberti de Monte. S. Geraldi. S. Guillelmi de Carboneres. S. Negelli de Bronna. S. Stephani Broci. Facta est carta ista et donatio anno ab Incarnatione Domini M.C.XXX.VIII.

1. Arch. du Rhône, fonds de la Platière, orig. Texte impr. dans Guizot, *Cartul. Lyonnais*, t. I, p. 35-6.

2. Pierre I^{er}, archevêque de Lyon dès 1129, mourut à St-Jean-d'Acre le lundi 29 mai 1139; cette charte doit donc appartenir aux premiers mois de cette même année. Cf. *Obituar. Lugdun.*, p. 47

XXII.

29 janvier 1147.

(EUGENII III PAPÆ CONFIRMATIO SENTENTIÆ AMEDEI ARCHIEPISCOPI LUGDUNENSIS DE ECCLESIA S^{ae} ANDEOLI) ¹.

EUGENIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis N(icolao) abbati Sancti Rufi ejusque fratribus, salutem et apostolicam benedictionem. Que a fratribus nostris episcopis et precipue sedis apostolice legatis rationabili providentia acta esse cognoscimus, in sua debemus stabilitate firmare, ne pravorum hominum ² valeant refractione turbari. Venerabilis frater noster A(medeus) Lugdunensis archiepiscopus, apostolice sedis legatus ³, sicut ex litteris ipsius ⁴ accepimus, pro controversia que inter vos et

clericos Sancti Andeoli, super ipsa Sancti Andeoli ecclesia, diutius agitata est, utramque partem ante suam presentiam evocavit et post multas hinc inde disceptationes et allegationes, legitimorum testium ex parte vestra susceptis juramentis, fratres vestros canonicos Sancti Ruffi turpiter ac violenter de ipsa ecclesia expulsos fuisse, ejusdem Sancti Andeoli ecclesie possessionem vobis plenarie restituendam adjudicavit. Quod per venerabilem fratrem nostrum G(uillelmum), Vivariensem episcopum, ex mandato ipsius legati effectui mancipatum est et eadem ecclesia vobis est restituta. Quia ergo nostri officii est male acta corrigere et bene gesta firmare, eandem restitutionem vobis sedis apostolice auctoritate firmanus : salvo jure proprietatis, si modo a nobis vocati illud in presentia nostra ordine judiciario ostendere poterunt. Datum apud Vicum, quarto kalendas februarii.

1. Copies dans : BALUZE, t. LXXV, f° 294 (ex arch. Valen. Sⁱ Ruffi); OLLIVIER (J.), *Carl. de St-Ruf*, f° 49 (extr. de l'orig. parch. le 3 déc. 1702) : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f° 160 (ex litteris original. eccl. S^{ae} Ruffi). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 86 (Bulla originalis); JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 8999. — 2. B. omet. — 3. Amédée, archevêque de Lyon vers 1142, mort en 1147/8. — 4. B. ejus.

XXIII.

19 octobre 1152.

(EUGENII III PAPÆ CONFIRMATIO INSTITUTIONIS ORDINIS
CANONICI IN ECCLESIA DE BELLOMONTE) ¹.

EUGENIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis W(illelmo) preposito et ceteris clericis ecclesie Beate Marie de Bellomonte, salutem et apostolicam benedictionem. Quotiens ea que hortari nos convenit postulamus, moras ad concedendum facere non debemus, ne differre bona desideria, que magis dirigenda et fovenda sunt, videamur. Ideoque rationabilem postulationem vestram, quam ex litteris venerabilis fratris nostri P(etri) Rutinensis episcopi et nobilis viri T(rincavelli) Biterrensium vice comitis, atque relatione prepositi vestri cognovimus, debita benignitate attendentes, religiosis desideriis vestris clementer annuimus et institutionem canonici ordinis, quam in vestra ecclesia inducere et observare cupitis, favoris nostri auctoritate firmamus et futuris temporibus ratam haberi precipimus :

statuentes ut ordo canonicus, secundum Deum et beati Augustini regulam, in vestra ecclesia juxta observantiam patrum Sancti Rufi, ex hoc nunc a vobis et aliis, qui in eo substituentur in perpetuum, observetur et amodo nullus ibi nisi canonicus regularis ordinetur. Datum Albe, decimo quarto kalendas novembris.

1. Copie dans DOAT (Paris, B. N.), t. CXXXVII, n° 19 (extraict et collationné à l'original trouvé dans les archives des titres de l'église collégiale de Beaumont, au diocèse de Vabres,... le 29 may 1667). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 78; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 9609.

XXIV ¹.

24 avril 1154.

Bulla Anastasii papæ IV directa « dilectis filiis Durando abbati ecclesie Sancti Rufi ejusque fratribus ». Incipit : « Religiosam... Datum Laterani, viii kalendas maii MCLIII » ; ubi suscipit sub protectione apostolicæ sedis ecclesiam et ordinem Sancti Rufi, præcipit ut ordo canonicus ibidem secundum Deum et beati Augustini regulam institutus perpetuo observetur ; confirmat omnia bona et ecclesias quas nominat, et inter eas : « ecclesiam Sancti Jacobi et Sancti Rufi subtus civitatem Tripolitanam sitam, et cum ecclesia de Artucia, et cum honore et possessionibus ad easdem ecclesias pertinentibus.....; ecclesiam Sancti Jacobi de Valentia », etc. ; « preterea aqueductum a Durentia descendente in Rhodanum... » Eximit terras quæ coluntur propriis canonicorum sumptibus a decimis. Subscriptus est idem papa et 17 cardinales.

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, pp. 5 et 77 : « Liber 28 fol. notatus sub littera A, n° 36, continet bullas seq. autentice extractas ab earum originalibus ». Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 9874.

XXV.

(1154-59).

DOMNI PRIORIS SANCTI PETRI FORIS PORTAM DYENSEM ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Petro priori ecclesie Sancti Petri Diensis ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, in perpetuum. Religiosis desideriis dignum est fa-

cilem prebere consensum, ut fidelis devotio celerem sortia-
tur effectum. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis
postulationibus clementer annuimus et prefatam ecclesiam,
in qua divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nos-
tra protectione suscipimus, et presentis scripti privilegio
communimus. In primis siquidem statuentes, ut ordo cano-
nicus qui secundum Dei timorem et beati Augustini regulam,
et secundum institutionem ecclesie Sancti Rufi in ecclesia
ipsa institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus
inviolabiliter conservetur. Preterea quascumque possessio-
nes, quecumque bona eadem ecclesia inpresentiarum juste
et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum,
largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis
justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis
vestrisque successoribus et illibata permaneant; in quibus
hec propriis duximus exprimenda vocabulis: ipsum burgum
qui est juxta ipsam ecclesiam, jus parrochiale, viridarium,
condaminam, cum decima que est juxta eandem civitatem,
molendina cum cursu aquarum superius et inferius, ortos,
prata, nemora, terram de Planis, terram de Rebusac, ter-
ram de Noullac, terram de Cavallac, terram de Sancto Satur-
nino et vineas, terram de Podio, terram de Taalosc, domos,
vineas, terram de Quinto, terram de Tues cum omnibus ap-
pendiciis suis, terram de Verneih, terram de Corneto, ter-
ram de Ruant et vineas, terram de Monte Sancti Martini,
terram de Sebione, terram de Segeleiras, terram de Besso
et vineas, terram de Vaileu, terram de Aucellone, et omnes
alias terras cultas et incultas ubicumque sint, vineam que est
juxta condaminam supradictam et omnes alias cum omnibus
pertinentiis suis; annuam pensionem domorum, ortorum,
vinearum et terrarum, cum venditionis et emtionis usatico.
Sanctimus preterea ut [ne]c Templariis nec Hospitalariis,
neque cuilibet alii liceat infra terminos ipsius ecclesie, in
dampnum ejus, oratorium vel ecclesiam quamlibet vobis in-
vitis hedificare; sepulturam quoque ipsius loci liberam esse
concedimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati qui se
illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati sint vel
interdicti, nullus obsistat: salva tamen justitia matricis
ecclesie. Sane cum commune interdictum terre fuerit, liceat
vobis, clausis januis, non pulsatis tintinnabulis, exclusis ex-
communicatis et interdictis, suppressa voce, in ecclesia vestra
divina officia celebrare. Ad hec decimas agrorum, vinearum

et omnium possessionum vestrarum, sicut Hugo bone memorie, Diensis quondam episcopus, atque Ismido et alii successores ejus

1. Original parch. dont il ne reste que 18 lig. Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10455.

XXVI ¹.

(1154-59).

Bulle du saint Siege soubz le pape Adrien 4^e, confirmant la sentence donnée par les sieurs archevesque de Vienne et evesque de Grenoble, sur le différent des sieurs abbé de Saou et prieur de Saint Félix.

1. Analyse fournie par l'*Inventaire de St-Félix*, f° 37, n° 188.

XXVII.

17 avril (1155).

(BULLA ADRIANI IV PAPÆ DE DECIMIS TERRARUM) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis D(urando) abbati et ceteris canonicis ecclesie Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Licet ex injuncto nobis a Domino apostolatus officio debeamus omnibus ecclesiis providere, pro illis tamen precipue nos oportet esse sollicitos quibus speciali vinculo caritatis sumus astricti, quatinus et nos videamur exequi quod debemus et que nobis mater extitit honestatis et in religione studuit actencius informare patris beneficium senciāt et illius qui olim filius merito vocabatur. Ea propter, dilecti in Domino filii, utilitati vestre imposterum providentes, statuimus ut nullius nostre vel predecessorum nostrorum constitutionis auctoritas vobis obsistat, quin de omnibus terris, de quibus decimas canonice et legitime habere aliquando consuevistis vel aliqua vestra ecclesia que sit vobis subjecta, ad quoscumque terre ipse devenerint, de cetero habeatis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre constitutionis paginam temerario ausu infringere seu ipsi modis quibuslibet contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum

ejus se noverit incursum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, xv kalendas maii.

1. Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence (1487), f° 3^b (n° XIII). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 303. Texte impr. (incomplet) dans : *Gallia Christ. vet.*, t. IV, p. 803 ; FANTONI CASTRUCCHI, *ouvr. cité*, t. II, p. 392-3. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 70 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10030. On remarquera le passage où le pape Adrien IV rappelle avec gratitude les liens qui avaient uni Nicolas Breakspear à l'ordre de St-Ruf (*Repert. d. sourc. hist.*, cc. 29 et 2381).

XXVIII.

31 octobre (1155).

(EJUSDEM BULLA ADEMARO SACRISTÆ SANCTI RUFII) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Ade. sacriste Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. In eminenti apostolice sedis specula, disponente Domino, constituti, que ad utilitatem ecclesiarum pertinent et statuere debemus modis omnibus et firmare, Ea propter, dilecte in Domino fili, petitioni tue gratum impendentes assensum, auctoritate apostolica constituimus ut ea que nos sacristie concessimus aut processu temporis concedemus, nullus unquam exinde alienet. Si quis autem hoc actemptaverit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Capue, ii kalendas novembris.

1. Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence (1487), f° 4 (n° XVIII). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 306. Cf. EUSEBI, p. 72 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10096.

XXIX.

27 avril 1156.

(EJUSDEM BULLA PRO ECCLESIA B. M. DE BELLOMONTE) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Guillelmo, preposito ecclesie Beate Marie de Bellomonte, ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis, in perpetuum. Pie postulatio voluntatis effectu debet prosequente compleri, ut devotionis sinceritas utiliter enitescat, et utilitas postulata vires indubitanter assumat. Eapropter, dilecti in Domino filii,

vestris postulationibus clementer annuimus et prefatam ecclesiam, in qua divino estis obsequio mancipati, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus. In primis siquidem statuantes, ut ordo canonicus secundum Deum et beati Augustini regulam in ipsa ecclesia, juxta observantiam ecclesie Sancti Rufi, perpetuis temporibus inviolabiliter observetur. Preterea quascumque possessiones, quecumque bona juste et canonice possidetis, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante Domino, poteritis adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec duximus propriis exprimenda vocabulis : in episcopatu Ruthenensi, ecclesiam Sancte Marie de Viveyriis, ecclesiam Sancte Marie de Comps, ecclesiam Sancti Vincentii de Calm, cum sua capella de Prohencone, ecclesiam Sancti Petri de Mones, ecclesiam Sancti Amantii de Anglaris, ecclesiam Sancti Privati, ecclesiam Sancti Stephani de Caucas, ecclesiam Sancti Simphoriani de Mercato, et in eadem parrochia villam de Bosqueto cum omni suo territorio; in episcopatu Albiensi, ecclesiam Sancti Stephani de Capella, ecclesiam Sancti Hilarii de Cabanes, cum decimis et aliis pertinentiis, sicut vobis a venerabilibus fratribus nostris Petro Ruthenensi et Rigaldo Albiensi episcopis concessa esse noscuntur et scripta pagina confirmata. Obeunte vero te nunc ejusdem loci preposito seu tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet surreptionis astutia seu violentia preponatur, nisi quem fratres communi consensu vel pars consilii sanioris secundum Dei timorem et beati Augustini regulam providerint eligendum. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus et ejus (*lire* eorum), qui se illic sepeliri delibe(rave)rint, devotioni vel extreme voluntati, nisi excommunicati vel interdicti fuerint, nullus obsistat : salva tamen justitia matris ecclesie. Decernimus ergo, ut nulli (*p. 10, l. 36*).... profutura : salva nimirum sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcoporum canonica justitia. Si qua ergo in futurum inveniant. Amen. Amen. Amen.

Ego Adrianus, catholice ecclesie episcopus, s(ub)s(cripsi).

† Ego Guido, presbiter cardinalis tituli Sancti Grisoni, ss.

† Ego Ubaldus, presbiter cardinalis tituli Sancte Praxedis, ss.

† Ego Bernardus, presbiter cardinalis tituli Sancti Clementis, ss.

† Ego Octavianus, presbiter cardinalis tituli Sancte Cecilie, ss.

† Ego Johannes, presbiter cardinalis Sanctorum Johannis et P(auli) tituli Pamachii, ss.

† Ego Henricus, presbiter cardinalis tituli Sanctorum Nerei et Achillei, ss.

† Ego Joannes, presbiter cardinalis tituli Sanctorum Sylvestri et Martini, ss.

† Ego Oddo, diaconus cardinalis Sancti Georgii ad Velum Aureum, ss.

† Ego Guido, diaconus cardinalis Sancte Marie in Porticu, ss.

† Ego Odo, diaconus cardinalis Sancti Nicolai in Carcere Tulliano, ss.

Datum Beneventi, per manum Rolandi, sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, v. kalendas maii, Incarnationis Dominice anno M. C. LVJ, indictione IIII, pontificatus vero domni ADRIANI pape IIII anno secundo.

1. Copie en fac-simile, avec la devise (*Oculi mei semper ad Dominum*) dans la roue et le monogramme (*Benevalete*), extraite « d'un grand parchemin escript et en la même figure que dessus.., exhibé par Pierre Arvieu, sacristain de l'église N.-D. de Beaumont, et par François Miffaud, syndic du chapitre de Beaumont, en 1665 ». Autres à Paris, Bibl. Nat., dans Doar, t. CXXXVII, f° 4 (extraict comme au n° XXIII), et ms. lat. 12776, f° 196. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 78; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed 2^a, n° 10176 et 10456.

XXX.

30 mai (1157-8).

(EJUSDEM CONFIRMATIO CONCESSIONIS EPISCOPO
AVENIONENSI) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis R(aimundo) abbati et universo capitulo ecclesie [Sancti Rufi], salutem et apostolicam benedictionem. Devotioni vestre presentium [litterarum lecti]one volumus innotescat, nos concessionem quam dilec[ti filii] nostri R. de Arenis et

frater C. venerabili fratri nostro G(aufrido) Av[enion]ensi
episcopo auctoritate nostra fecisse noscuntur, ratam atque
inconcussam habemus et eam firmitatis robur decernimus
obtinere. Datum Lat(erani), III. kal(endas) junii.

1. Original parch. de 7 lig., avec bulle en plomb sur cordelette de chanvre. Copie dans EUSEBI, *Reperl.*, p. 98. Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10370.

XXXI.

(10/29 janvier) 1158.

PRIVILEGIUM DOM. ADRIANI PAPE III^{II} (PRO ECCLESIA
BEATÆ MARIE DE BISULDUNO) ¹.

ADRIANUS EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI, DILECTIS
FILIIS BERNARDO PRIORI [ecclesie Beate Marie de Bisulduno, Gerundensis diocesis], EJUSQUE FRATRIBUS
TAM PRESENTIBUS QUAM FUTURIS REGULAREM VITAM PROFESSIS, IN PERPETUUM. Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus aut eos a proposito revocet aut robur, quod absit, sacre religionis infringat. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et prefatam ecclesiam, in qua divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus. In primis siquidem statuentes ut ordo canonicus, qui secundum Deum et beati Augustini regulam in eadem ecclesia noscitur institutus, perpetuis ibidem temporibus irrefragabiliter observetur atque in [su]bjectione et dispositione ecclesie Sancti Rufi inviolabiliter perseveret. Preterea quascumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia impresentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et (per) vos ecclesie Sancti Rufi illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis: ecclesiam Sancte Marie, ecclesiam Sancti Vincentii, ecclesiam Sancte Marie de Bello Loco, ecclesiam Sancti Martini de Cappelladda, ecclesiam Sancte Marie de Faris, ecclesiam Sancti Fructuosi de Ursimano, ecclesiam

Sancti Silvestri de Mauro, ecclesiam Sancti Andree de Soccarraz, ecclesiam Sancti Johannis de Balbis, ecclesiam Sancti Quintini, ecclesiam Sancti Cornelii supra Gurnum, ecclesiam Sancti Michaelis de Mediano, ecclesiam Sancti Juliani de Ribellis, cum cimiteriis, decimis, primitiis et oblationibus earundem ecclesiarum. Libertatem quoque et justitias, quas prefata ecclesia juxta privilegia et monumenta usque ad hec tempora sua noscitur habuisse, vobis nichilominus confirmamus. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse concedimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati, qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat : salva tamen justitia matricis ecclesie. Ad hec adicientes statuimus ut aliqua ecclesia parrochianos vestros, qui se illic sepeliri non devover[unt], ad sepulturam recipere nulla ratione presumat. In precipuis quoque festivitibus, Pasche videlicet, Pentecosten et Natalis Domini, aliquem parrochianorum vestrorum nulla ecclesia vobis invitis ad communionem recipiat. Decernimus ergo ut nulli.... profutura : salva sedis apostolice auctoritate et dyocesani episcopi consueta justitia. Si qua igitur in futurum.... judicem invenient. AMEN.

A(me)N.

AMEN.

Ego Adrianus, catholice ecclesie episcopus, s(ub)s(cripsi).

† Ego Gregorius, Sabinensis episcopus, ss.

Ego Hubaldus, presbiter cardinalis tituli Sancte Praxedis, ss.

Ego Octavianus, presbiter cardinalis tituli Sancte Ceciliæ, ss.

Ego Girardus, presbiter cardinalis tituli Sancti Stephani in Celio Monte, ss.

Ego Johannes, presbiter cardinalis Sanctorum Johannis et Pauli tituli Pamachii, ss.

Ego Henricus, presbiter cardinalis tituli Sanctorum Nerei et Achillei, ss.

† Ego Odo, diaconus cardinalis Sancti Georgii ad Velum Aureum, ss.

† Ego Guido, diaconus cardinalis Sancte Marie in Porticu, ss.

† Ego Jacintus, diaconus cardinalis Sancte Marie in Cosmydyn, ss.

Dat(um) Rom(e), apud Sanctum Petrum, per manum Ro-

landi, sancte Romane ecclesie [presbiteri cardinalis et cancellarii, ..., indictione vj, Incarnationis D]omine anno M^o C^o L^o VII, pontificatus vero domni ADRIANI PAPE IIII. anno quarto.

1. Original parch. de 32 lig.; légères déchirures; la roue a 48 mill. de haut et le monogramme (*Benevalete*) 53. Copies dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 56 : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 183 (ex litteris originalib. eccles. S^{ci} Rufi). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 62 : « est ibi idem papa subscriptus sua propria manu juxta suum signum rotundum [+ *Oculi mei semp. ad dnm.*] » ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n^o 10457.

XXXII.

1158.

(ODO EPISCOPUS VALENTINUS VENDIT INSULAM ESPARVARIAM
SUBTUS VALENTIAM ORDINI SANCTI RUFII) ¹.

QVIA necesse est ut ea que a prelati et rectoribus ecclesiarum, religiosi locis et divinis obsequiis mancipatis pietatis intuitu largiuntur, ad memoriam transferantur posterorum et his qui pacem hoderunt malignandi prorsus tollatur occasio : idcirco ego Odo, Valentine ecclesie episcopus, una cum ejusdem ecclesie canonicis, donationem de insula subtus Valentiam, quam fecimus domno Raimundo Sancti Rufi abbati et canonicis ecclesie presentibus et futuris, presenti pagina adnotamus et sigilli nostri munimine roboramus ; cujus donationis modum atque tenorem in sequentibus duximus exprimendum. Ego utique Odo, Valentine ecclesie episcopus, communi consilio et unanimi voluntate canonicorum ejusdem ecclesie, donamus et concedimus tibi Raimundo Sancti Rufi abbati et successoribus tuis, canonicis quoque Sancti Rufi presentibus et futuris, insulam que dicitur Esparvaria, ad construendam ibidem Sancti Rufi abbatiam, libere et quiete perpetuis temporibus habendam et possidendam ; ita ut neque a nobis neque a successoribus nostris episcopis, neque etiam ab aliqua Valentine ecclesie persona, ulla deinceps valeat vel debeat exactio flagitari. Concedimus etiam ab oriente omnes decursus aquarum, ad molendina facienda et alia quelibet edificia ; piscandi quoque per totum Rodanum liberam facultatem, consuetudines porte et nauli, quas ab aliis exigimus, vobis remittimus in

perpetuum, ita ut nichil consuetum super inductumve exigatur. Preterea si aliquid a nobis jure feudi possemus, donatione vel emptione, vel quolibet alio titulo a vobis vel successoribus vestris fuerit acquisitum, jure vobis perpetuo possidendum concedimus : exceptis feudis Petri de Monte Vendrio, Guidonis de Monte Marano, Ismidonis de Ai et de Attoeriis, quibus talem apponimus condicionem, ut sine consciencia nostra nichil ex his dominio vestro valeat adnotari ; ab hac tamen exceptione removemus terram de Seron, ut eam libere etiam sine nostra conscientia valeatis acquirere. Vestris etiam gregibus et armentis omnia pascua nostra ubicumque sint, in mandamento civitatis sive castorum sive villarum, libere pascenda concedimus. Et si quilibet persona honorem, quem a nobis annuali censu possidet, vobis vestrisque quolibet modo vel titulo dimiserit vel assignaverit, liberam facultatem accipiendi et possidendi in perpetuum damus et concedimus : retento tamen in omnibus annuali censu. Excipimus quidem ab his domos infra civitatem Valentinam sitas, quarum precium videlicet quanto plus vendere poteritis, volumus et concedimus tantum ut habeatis. Hoc totum ut predictum est et presens carta testatur, videlicet prout melius et sanius intelligi potest ad utilitatem vestri vestrorumque posterorum, remota omni questione et qualibet retractacione, vobis et vestris successoribus laudamus, damus et concedimus, et ut ratum in perpetuum habeatur sigilli nostri attestacione signamus. Et sciatur quod pro hujus modi donatione habuimus de bonis ecclesie Sancti Rufi cc. marchas argenti fini, ita quod nichil indebitum remansit. Si qua igitur deinceps ecclesiastica secularisve persona huic nostre donationi et confirmationi sciens contra ire temptaverit, si secundo terciove communita emendare neglexerit, omnipotentis Dei et omnium sanctorum et beati Apollinaris indignationem et nostram incurrat, et a communicatione Corporis et Sanguinis Domini nostri Jhesu Xpisti alienus fiat, atque in extremo examine divine subiaceat ultioni : sit pax omnibus diligentibus eam. Feliciter. Facta autem est hec donatio et confirmatio anno ab Incarnatione Domini M° C° L° VIII°, in presentia domni Stephani Viennensis archiepiscopi, apostolice sedis legati, et Hugonis Diensis episcopi, qui hanc cartam confirmaverunt et sigillorum suorum munimine roboraverunt, in capitulo Valentinensis ecclesie, laudante hoc et confirmante

eiusdem ecclesie conventu : scilicet Armano decano, Wilhelmo abbate Sancti Felicis, Olivario vicario, Wilhelmo capite scole, Bertranno de Stella, Falcone priore de Burgo, Berengario de Borna, Heustachio de Marzana, Latgers de Vaesc, Rotberto archipresbitero, Hugone de Castro Novo, Raimundo Provinciali, Poncio de Cleu, Aimone de Satilleu, Aimone de Torench, Monaldo de Ales, Raimundo de Bello Castro, Rostagno de Auriolo, Parisio, Petro Cornilla, Stephano Richardi, Wilhelmo Aaugis.

Presentibus etiam canonicis Sancti Rufi : Raimundo abbate, Martino priore Sancti Rufi, Ademaro sacrista, Wilhelmo camerario, Wicardo priore de Buxa, Guigone priore de Lugduno, Isardo priore de Vienna, Andrea priore de Comba, Raimundo priore de Peirau, Wilhelmo Rotberti, priore de Annoniaco, Petro Crasso, priore de Dia, magistro Elia, Wilhelmo priore de Claellis, Ademaro priore de Volvento, Stephano priore de Valentia, Stephano de Rivo Siccio, Petro canonico, Petro de Vernaisone, Ysaia, Laurentio presbitero ; presentibus aliis clericis Valentiniensibus : Chatberto, Petro Gaucelmo, Boneto de Finceu, Abone de Stella, Petro Chatberti, Wilhelmo Chabiol, Bonello presbitero, Johanne presbitero, Petro de Saone et quodam clerico domini pape, Wilhelmo Riculfo, et multis aliis clericis et laicis. Facta est hec carta vivente Adriano papa III^o, regnante Frederico Romanorum imperatore.

1. Superbe original parch. de 32 lig., avec trace de quatre sceaux, dont trois pendants sur soie jaune, le 4^e sur soie rouge. « Extrait de l'original en parchemin, avec trois sceaux pendants..., exhibé... par M^r André de Serre, chanoine chamarié et syndic du chapitre..., ce 12 mai 1673 ». Copie dans FONTANIEU, *Preuv. de l'Hist. de Dauph.*, t. II, 1^{re} part., p. 225 (n° xxvii). Texte impr. dans *Gallia Christ. nova*, t. XVI, instr. c. 105-6 (d'après Fontanieu et l'extrait de 1673). Traductions : française dans CATELLAN, *ouvr. cité*, p. 304-7; italienne dans S. *Congregat. consistor.* (1764). Summar. n° 4 (3 p.). Cf. COLUMBI, *Opusc. var.*, pp. 257 et 288; VALBONNAIS, *Hist. de Dauph.*, t. II, p. 549; FONTANIEU, *Cart. du Dauph.*, t. I, f° 113^a; EUSEBI, *Repert.*, p. 97.

XXXIII.

15 april (1158).

(ADRIANI IV CONFIRMATIO CONCORDIÆ INTER CANONICOS
SANCTI RUFII ET MALLEONENSES) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Raimundo) abbati et canonicis ecclesie Sancti Rufi, salutem et apostolicam benedictionem. Sicut equum est et officio religioso conveniens ut orte inter viros ecclesiasticos controversie concordia vel iudicio terminentur, ita quidem ordo exigit rationis ut cum fuerint terminate firmantur et ad posterorum memoriam scripture fidei committantur. Inter vos autem et dilectos filios nostros (Aimericum) abbatem et canonicos Malleonensis ² ecclesie, super ecclesiis scilicet Sancti Petri de Riamo et Montis Tornesii et Sancti Jacobi et Sancte Gemme et Brolii, a longis retro temporibus est negotium agitatum et usque ad hec tempora finem debitum non potuit optinere. Super quo cum ex parte vestra fuisset in auditorio nostro querela proposita, quod videlicet prefati canonici easdem ecclesias contra iustitiam detinerent, nos illos ad exhibendam vobis iustitiam nostro iussimus conspectui presentari. Quibus suam nobis presentiam exhibentibus, vos etiam per nuntios vestros ad sedem apostolicam accessistis et illis presentibus vestram proposuistis in conspectu nostro querelam; unde susceptis advocatis hinc inde, negotium ipsum in audientia nostra et fratrum nostrorum aliquandiu tractavistis. Quia vero testes sine difficultate nimia hinc inde non poteratis adducere, cum utraque pars multos diceret se habere, nos causam ipsam venerabili fratri nostro (Gaufrido) Burdegalensi archiepiscopo et (Geraldo) Lemovicensi episcopo et dilectis filiis nostris (Boneto) Sancti Sabini et (Junio) de Corona abbatibus decrevimus committendam, nostris eis litteris injungentes ut, testibus parciis auditis, examinatis atque susceptis, dicta omnium in scripture seriem fideliter hinc inde redigerent et nostre transmitterent noticie cognoscenda. Quibus rite peractis, tam vos quam antedicti canonici cum depositionibus testium et aliis rationibus vestris ad sedem apostolicam rediistis, et petitionem, allegationes ac defensiones vestras in nostro auditorio iterastis. Pars siquidem vestra, ex donatione bone memorie (Petri) quondam

Pictavensis episcopi et diutina possessione postmodum subsecuta, ea(s)dem vobis ecclesias vendicabat; donationis autem autenticum et bullatum instrumentum prefati episcopi proferebat in medium, quod ecclesiam de Cavafaia cum omnibus pertinentibus sibi ecclesiis, scilicet ecclesia de Rialmo, Sancti Mauricii, Lotarderie, Moleronis, Telle, Brolii, Lillii, Sancti Sulpicii, Sancte Gemme et Sancti Germani ecclesie Sancti Rufi concessas fuisse monstrabat: possessionem autem postmodum per multum temporis subsecutam multis testibus ostendebat. Quo contra Malleonenses canonici transactionem quandam coram felicis memorie papa Honorio factam opponebant in medium et instrumentum ipsius transactionis ad noticiam proferebant; donationi etiam cuidam ab Arnaldo priore de Cavafaia Maleonensi ecclesie facte et a prefato episcopo postmodum confirmate videbantur inniti: sed ipsius donationis instrumentum autenticum non habebant. Transactionem vero pars vestra his rationibus infirmabat, quod videlicet frater ille qui transactionem fecerat ad transigendum non fuerat destinatus, et postea abbas et canonici Sancti Rufi transactionem ipsam ratam nullatenus habuerunt: immo in synodo Pictavis habita per nuntios suos eodem anno quo transactio facta fuerat manifeste contradixerunt, et hoc ipsum pars vestra testibus et litteris comprobabat. Unde cum nos, rationibus utriusque partis auditis, sententiam proferre vellemus, interponentibus ex voluntate nostra sollicitudinem suam dilectis filiis nostris Julio tituli Sancti Marcelli et G(uidone) Sancte Marie tituli Calixti et W(illelmo) tituli Sancti Petri ad Vincula presbiteris cardinalibus, pro parte Maleonensis ecclesie abbas et R. de Bria et P. Giraldi, ejusdem loci canonici, pro parte vero vestra P. prior de Cavafaia, A(demarus) sacrista Sancti Rufi, magister E., magister G., (Petrus) abbas Cellensis³ contentionem ipsam elegerunt concordia finiendam et in hunc transactionis modum ex utraque parte de voluntate spontanea convenerunt, per pacis osculum et fide data in manu venerabilis fratris nostri G(re)g(orii) Sabiniensis episcopi, utrumque firmantes quod transactionem ipsam a capitulo faceret ratam haberi. Ipsi quidem vobis ecclesiam Brolii et ecclesiam de Sancta Gemma, cum omnibus pertinentiis suis, et si quid etiam in ecclesia de Cavafaia vel Moleronis et Sancti Laurentii de Taluch et Sancti Mauricii et Sancti Sulpicii et Lotarderie et Lillii, cum om-

nibus pertinentiis earum, de jure poterant postulare absolute vobis et libere dimiserunt, et sine ulla repeticione sua et successorum suorum perpetuis vobis temporibus reddiderunt et concesserunt habendas. Pars autem vestra quicquid haberatis in ecclesia Sancti Jacobi et quicquid in ecclesia de Rialmo et de Monte Tornesio earumque pertinentiis de jure petere poteratis, Maleonensi ecclesie sine vestra et successorum vestrorum repeticione liberum absolutumque dimisit. Hac ergo transactione ad noticiam apostolatus nostri prolata et petente utraque parte robur ei nostre confirmationis adjungi, nos de consilio et voluntate fratrum nostrorum eandem transactionem auctoritate nostra duximus confirmandam et eam scripti nostri pagina curavimus communire. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei aliquatenus contraire : si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Dat(um) Laterani, xvii. kalendas maii.

1. Original parch. de 31 lig., avec trace de bulle sur lacs de soie rouge et jaune : au dos : « Reg(istrata) ccc' lx viiiij ». Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 63; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10399.

2. Ici et plus loin le notaire avait d'abord écrit : *Mauleoneñ*. L'abbaye de la Trinité de *Mauléon* (auj. Châtillon-sur-Sèvre), ordre de St-Augustin, avait été fondée au diocèse de Poitiers avant 1079. Le lendemain de l'expédition de cette bulle, l'abbé Aimeric en obtint une qui lui confirmait les possessions de son monastère (*Gallia Christ. nova*, t. II, c. 1393).

3. Pierre, abbé de Notre-Dame de Celles (ordre de St-Augustin, diocèse de Poitiers), avait été chanoine de St-Ruf (*Gallia Christ. nova*, t. II, c. 1338).

XXXIV.

7 janvier (1159).

(EJUSDEM CONFIRMATIO DE PORTU LUGDUNENSI) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Raimundo abbati et canonicis ecclesie Sancti Ruphi, salutem et apostolicam benedictionem. Que pietatis intuitu ecclesiis aliquibus vel personis ecclesiasticis conferuntur, in sua volumus stabilitate consistant et, ne processu temporis debeant immutari, apostolice sedis oportet muni-

mine roborentur. Quocirca, dilecti in Domino filii, quod in portu Lugdunensi a Stephano de Vilari et filio ejus Stephano de Vilari vobis collatum esse dinoscitur, et bone memorie quondam (Petri) archiepiscopi Lugdunensis scripto firmatum, quemadmodum in eodem scripto rationabiliter continetur, vobis et successoribus vestris auctoritate apostolica confirmamus, et confirmationem ipsam ratam imperpetuum decernimus permanere. Liberum etiam transitum tibi, fili abbas, et successoribus tuis, cum his omnibus qui in societate tua fuerint, in eodem portu, quemadmodum tibi concessum est et nos ipsi cognoscimus, nichilominus confirmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre confirmationis paginam temerario ausu infringere, vel ei modis quibuslibet contraire: si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Laterani, vii^o idus januarii.

1. Arch. du Rhône, fonds de la Platière, orig. Texte impr. dans GUIGUE, *Cartul. Lyonnais*, t. I, p. 58-9. Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10533.

XXXV.

14 mars 1159.

PRIVILEGIUM DE INSULA VALENTIE QUE DICITUR
ESPARVERIA ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Raimundo abbati et universis fratribus ecclesie Sancti Rufi, salutem et apostolicam benedictionem. — Quanto ecclesiam vestram sinceriori caritate diligimus et majori amplexamur dilectionis affectu, tanto amplius ad ejus commodum et utilitatem intendimus, et vos in vestris justis postulationibus libentius exaudimus. Inde est quod, petitioni vestre grato concurrentes assensu, donationem seu venditionem insule Esparvarie que subtus Valentiam sita est, quam scilicet venerabilis frater noster O(do), Valentinus episcopus, vobis et ecclesie vestre, cum assensu et conventia canonicorum suorum, fecisse dinoscitur, vobis et per vos ecclesie vestre auctoritate apostolica confirmamus. Cujus quidem donationis seu venditionis modum atque tenorem, sicut in scripto ipsius episcopi novimus contineri, duxi-

mus in subsequentibus exprimendum ; est autem hujusmodi : « Ego O(do), Valentine ecclesie episcopus (*supra*, p. 40, l. 25) indebitum remansit. » Ut autem hec omnia perpetuis temporibus inviolabiliter observentur, auctoritate apostolice sedis ea duximus munienda et presentis scripti pagina roboranda. Statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc nostram confirmationem ausu temerario infringere vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, secundo terciore commonitus nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reumque se divino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, atque in extremo examine districte subiaceat ultioni. Cunctis vero eam servantibus sit pax Domini nostri Jhesu Xpisti, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum iudicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Amen. Amen.

Ego Adrianus, catholice ecclesie episcopus, s(ub)s(cripsi).

Dat(um) Lat(erani), per manum Rolandi, sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii, II. idus martii, indictione VII, Incarnationis Dominice anno M^o C^o L^o VIII^o, pontificatus vero domni ADRIANI PAPE IIII anno quinto.

1. Original parch. de 25 lig., avec bulle de plomb sur lacs de soie rouge; la roue et le monogramme (*Benevalete*) mesurent 52 mill.; seule la souscription du pape est d'une écriture différente et semble autographe. Le dos porte cette autre inscription : *Confirmatio venditionis insule Esparverie per d Adrianum papam quartum.* « Extrait tiré du propre original estant en parchemin exhibé... par le seigneur (Guillaume) abbé de S^t Rufz... ce 3^e janv. 1635 » ; autre extrait de l'orig. en parch. exhibé par Guilh. de Gonar, chan. de S. Ruf, en 1663. Copies dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 62 (extrait de l'original... exhibé... par M^e André de Serre, chanoine charrier et sindic du chapitre de S^t Rufz... ce 12^e may 1673) : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 186 (ex litteris originalib. abbatiæ S^{ci} Ruffi). Traductions (incompl.) : franç. dans CATELLAN, *ouvr. cité*, p. 307-8 ; ital. dans *S. Congreg. consist.* (1764), Summar. n^o 4^a. Cf. FONTANIEU, *Cart. du Dauph.*, t. I, f^o 113^a ; EUSEBI, *Repert.*, p. 97 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n^o 10556.

XXXVI¹.

Vers 1159.

Item (transumptum) alterius litteræ seu privilegii dom. Frederici Romanorum imperatoris, continentis confirmationem dicti Odonis prædecessoris nostri (Ludovici de Villa-

ris, episcopi Valentin.), quæ incipit in 2^a linea : « inclinari precibus nostra imperialis dignitas semper consuevit », etc. et finit dicti privilegii ultima linea : « comites Otto et frater ejus. »

1. Mention fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 97. Cff. FONTANIEU. *Carl. du Dauph.*, t. I, f° 113^a ; CATELLAN, ouvr. cité, p. 308.

XXXVII.

27 mai (1159).

(BULLA ADRIANI IV DE DECIMIS ET ORATORIIS) ¹.

ADRIANUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Raimundo abbati et fratribus Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petencium desideriis facilem debemus impartiri consensum et vota, que a rationis tramite non discordant, effectu sunt prosequente complenda. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulacionibus gratum impercipientes assensum, apostolica auctoritate statuimus ut nulli omnino liceat decimas ad vestrum jus vel ad parrochias ecclesiarum vestrarum pertinentes, vobis invitis et nescientibus, emere vel eas quomodolibet usurpare. Statuimus eciam ut nemo in territorio ecclesie vestre aut in territoriis ecclesiarum ad vestrum jus pertinencium, absque vestra et diocesani episcopi convencia et assensu, ecclesiam vel quodlibet oratorium edificare presumat. Decernimus ergo ut nulli hominum fas sit hanc paginam nostre institutionis et confirmationis infringere vel ei aliquatenus contraire : si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Tusculani, vi kalendas junii.

1. Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence (1487), f° 3^b (n° xv); copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 303. Cff. EUSEBI, p. 72 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 10571.

XXXVIII.

17 août 1159.

DONATIO ECCLESIE DE MORNACO PER EPISCOPUM

ET CAPITULUM XANT(ONENSES) ¹.

BERNARDUS, Dei gratia Sanctonensis episcopus, dilectis in Xpisto fratribus Raimundo abbati et canonicis Sancti Ruphi, tam presentibus quam futuris, in perpetuum. Episcopalis officii esse dinoscitur religiosa loca diligere eis-que ex intuitu pietatis congrua impertiri beneficia. Ea propter, dilecti in Domino fratres, considerata honestate et religione vestra que in dies, propiciante Domino, magis ac magis dilatatur, ecclesiam Sancti Nicholai de Mornaco, cum pertinentiis suis, co(n)silio capituli nostri et communi conventia fratrum ejusdem ecclesie, vobis donamus perpetuis-que temporibus quiete habendam concedimus, ut ordo canonicus ibidem a vobis conservetur : salvo jure et auctoritate Xantonensis episcopi, in obedientia prioris et fratrum ejusdem ecclesie qui ad regendas capellanas eidem episcopo presentati fuerint, et in ceteris omnibus que ad dignitatem pertinent episcopi et ministrorum ejus, et salvo censu quem sub annua pensione v^o solidorum ecclesie Xantonensi redere eadem consuevit ecclesia. Ut igitur hec donatio nostra firmiter certiorque habeatur, presentem inde cartam fieri et sigilli nostri munimine roborari fecimus, manu propria subscribentes. Si qua ergo ecclesiastica secularisve persona hanc nostre donationis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, nisi semel, secundo terciove commonita condigne resipuerit, iram et indignationem omnipotentis Dei et apostolorum ejus Petri et Pauli incurrat et excommunicationi subiaceat. Datum apud Sanctum Florentium juxta Niortum, xvi. kalendas septembris, Dominice Incarnationis anno M. C. L. VIII, indictione vii^a, Romano pontifice domino Adriano papa iiii. Henrico rege Anglorum et duce Aquitanorum, episcopatus vero nostri anno x^o viii^o. Ego Bernardus Xantonensis episcopus s(ub)s(crip)s(i). Ego Eldradus, Xantonensis archidiaconus, concessi et subscripsi. Ego Helias, Xantonensis ecclesie decanus, concessi et subscripsi. Ego Johannes, Xantonensis archidiaconus, concessi et subscripsi. † Ego Michael, cantor Xantonensis ecclesie, concessi et subscripsi. Ego Willelmus, canonicus et archi-

presbiter de Surgeriis, concessi et subscripsi. Ego Hiterius Morel, canonicus, concessi et subscripsi X. Ego Ademarum Carbonelli, canonicus, concessi et subscripsi. Ego G. Mau-seaci concessi et subscripsi. Ego Helyas D(avi)d, canonicus, concessi et subscripsi X. Ego Petrus Papini concessi et subscripsi. Ego W. Aleardi, canonicus, concessi et subscripsi X. Ego Rothbertus Quod Capud concessi et subscripsi. Ego Petrus Helye, canonicus, concessi et subscripsi X. Ego Ademarum subscripsi et concessi X.

1. Original parch. de 14 lig. 1/2; trace de sceau pendant sur bande de cuir. Texte impr. dans *Gallia Christ. nova* (1720), t. II, instr. c. 460-1 (ex Chart. S. Rufi). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 92.

XXXIX.

(1163-73).

SENTENTIA DOM. EPISCOPI DIENSIS CONTRA MONACHOS
SANCTI GIRALDI SUPER ECCLESIA DE VOLVENT¹.

Ego Petrus, Diensis episcopus, cum sederem in causa monachorum Sancti Geraldi et canonicorum Sancti Rufi, monachi conquesti sunt se violenter expulsos a canonicis Sancti Rufi ab ecclesia que est extra castrum de Volvent: quod a canonicis Sancti Rufi factum esse non probaverunt. Canonici vero Sancti Rufi per Hugonem Diensem episcopum possessionem sibi adjudicatam pro(b)a-verunt. Probaverunt etiam ab A(medeo) Lucdunensi archiepiscopo, apostolice sedis legato, cum de appellatione cognosceret, eandem sibi adjudicatam. Probaverunt etiam ipsi canonici mandato legati se missos ab episcopo Hugone in possessione utriusque ecclesie. Probaverunt etiam authenticis instrumentis a summis pontificibus Eugenio et Adriano confirmatum quod legatus super possessione decreverat. Unde nos, majorum vestigia sequentes, canonicos Sancti Rufi justos possessores judicamus et monachos a petitione possessionis utriusque ecclesie, salva proprietatis questione, submovemus.

1. Original parch., avec fragment de sceau sur forte lemnisque. Copie dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, t. 106 (extrait de l'orig. en parch. avec un sceau de cire, ce 6 dec. 1712). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 87.

XL.

(1167-72).

(CONFIRMATIO EPISCOPI XANTONENSIS DE ECCLESIA
SANCTI NICHOLAI DE MORNACO) ¹.

A (DEMARUS), Dei gratia Xantonensis episcopus, Raimundo eadem gratia ecclesie Sancti Rufi venerabili abbati sanctoque ejusdem ecclesie conventui, in perpetuum. Que a sanctis patribus nostris episcopis religiosis locis et his qui terrena omnia contemplatione celestium reliquerunt pietatis et religionis intuitu conferuntur, in sua debent stabilitate consistere et ad majorem in posterum firmitatem habendam successorum sigillis eadem necesse est communiri, ne pravorum hominum valeant refragatione perturbari. Quapropter, karissimi in Domino fratres ac filii, vestris iustis postulationibus gratum impertientes assensum, ecclesias Sancti Nicholai de Mornaco, cum omnibus ecclesiis et possessionibus ad eam pertinentibus, que a predecessore nostro Bernardo felicitis memorie ecclesie Sancti Rufi concessa esse noscuntur, vobis et successoribus vestris laudamus et confirmamus, et in perpetuum eas habendas concedimus: salvo jure episcopali, ad instar predecessoris nostri B(ernardi) bone recordationis viri, in capellanis presentandis ad prefatas ecclesias regendas et prioris Sancti Nicholai de Mornaco representandi episcopo qui tunc forte residebit promissa sibi obedientia, et sub annua pensione ^{v^{que}} solidorum quos predicta ecclesia Sancti Nicholai de Mornaco ex dono Willelmi Gardradi ecclesie Xantonensi in Nativitate Domini reddere consuevit; ita tamen ut ordo canonicus secundum regulam sancti Augustini et facultatem ejusdem loci ibidem irref(r)agabiliter perpetuis temporibus observetur. Hanc autem concessionem sigilli nostri munimine roboramus. Et si quis hanc nostre confirmationis paginam ausu temerario infringere voluerit aut aliquo modo perturbare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beate Marie semper virginis atque omnium sanctorum ejus incurrat.

¹ Original parch. de 17 lig 2/3, avec sceau ogival (55 mill.) pendant sur corde tressée: évêque assis, vu de face, chapé, mitré, croisé et bénissant; sur le contre-sceau (45 mill.) un aigle aux ailes déployées. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 92.

XLI.

1169.

(CONCORDIA INTER PRIOREM Sⁱ FELICIS ET CASTELLANOS
MONTILISII) ¹.

Nos Odo, Valentinus episcopus, notum facimus universis presentibus et futuris, quod cum discordia verteretur inter Hugonem Galterii, priorem Sancti Felicis Valentie, ex una parte, et chaaslanos castri Montilisii et alios habitatores dicti castri, ex parte altera, super eo quod dictus Hugo prior Sancti Felicis dicebat quod animalia domus Sancti Felicis et pastorum suorum, quecumque essent et quocumque nomine censerentur, habebant et longo tempore habuerant et eciam habere debebant libera pascua per totum mandamentum castri Montilisii; quod dicti chaaslani et alii habitatores dicti castri Montilisii penitus denegabant. Tandem partibus in nostra presentia constitutis, prior Sancti Felicis probavit legitime coram nobis quod domus Sancti Felicis longuo tempore habuerat et habere debebat libera pascua per totum mandamentum castri Montilisii superius nominati; nec obstabat quod chaaslani superius nominati et habitatores dicti castri dicebant quod longum tempus lapsum fuerit quod animalia Sancti Felicis non fuerant in mandamento Montilisii superius nominati: cum, secundum quod dictus prior Sancti Felicis dicebat, hoc domui Sancti Felicis nocere non debeat, quoniam illo tempore domus Sancti Felicis animalia que illuc posset mittere non habebat. Nos vero Odo predictus episcopus Valentinus, auditis et diligenter intellectis que partes coram nobis proponere voluerunt, requisito et habito concilio peritorum, pronuntiando sententiamus quod animalia domus Sancti Felicis et pastorum suorum, quecumque sint et qualitercumque censeantur, habeant de cetero libera pascua per totum mandamentum castri Montilisii superius nominati, super hoc ipsis chaaslanis et aliis habitatoribus dicti castri Montilisii, presentibus et futuris, perpetuum silentium imponentes, ipsi domui Sancti Felicis predicta pascua per totum mandamentum castri Montilisii, cum ingressibus et egressibus suis, et aquis et viis, confirmantes. Actum fuit hoc Valentie, anno Domini M^oC^o sexagesimo nono, presentibus dom. Guillelmo Ame-
liensi episcopo ², Martio et abbate Secureti fratre suo ³,

Guillelmo cantore, Abone de Alesio, Hugone de Stella, Eudone, Hugone Athoerii, Guillelmo Bolliardi, Petro Truberti, Pontio Benedicti, Guillelmo Moterii, Otgerio et Nicholao Payrollerii, et pluribus aliis fide dignis. In cujus rei testimonium nos Odo predictus episcopus presenti pagine sigillum nostrum duximus apponendum.

1. Insérée dans la transaction du 29 octobre 1261 entre les prieurs de St-Félix et du Val-Ste-Marie; vidimus de l'official de Valence, du 4 mars 1312; autres copies modernes. Texte impr. dans *S. Congreg. consiat.* (1764), Summar. n° 8 (ex origin.).

2. Cet évêque d'Amelia (district de Terni en Ombrie) doit être intercalé entre Gérard (1126) et Pierre (1179) dans la liste, encore fort incomplète, des titulaires de ce siège dressée par Gius. CAPPELLETTI (*Le Chiese d'Italia*, 1846, t. V, p. 199; cf. GAMS, *Series episcop.*, p. 662); on le trouve encore à Valence le 6 mai 1170 (voir le n° XLII).

3. Cet abbé de St-Michel-de-l'Aiguille (près du Puy-en-Velay) est peut-être celui qui, dans le *Cartul. de St-Chaffre* (p. 176-7), porte le nom d'« Arimandus (al. A-nnus) Tondut ». Dans cette charte, de l'année 1159, figure son frère Etienne. Armand paraît encore en 1162 (*Gallia Christ. nova*, t. II, c. 756-7).

XLII.

6 mai 1170.

(CONVENIENTIA INTER ECCLESIAM SANCTI FELICIS ET FRATRES HOSPITALIS PROPE VALENTIAM) ¹.

ANNO ab Incarnatione Domini M^oC^oLXX^o, maio in mense, pridie nonas ipsius, facta est pactio, concordia sive convenientia inter ecclesiam Sancti Felicis, cui prior erat Hugo Gauterius, et fratres Hospitalis quod prope Valentie muros est situm, in quo magister fuerat Geraldus de Larnaz. Que fuit huiusmodi: ecclesia Sancti Felicis a tempore isto et deinceps non accipiet a fratribus Hospitalis aut queret decimas de nutrimentis animalium suorum, cujuscumque fuerint speciei, neque de novalibus illis que proprio labore vel propriis sumptibus in terris quas possident facte sunt aut fecerunt. Si vero terras suas ad novalia facienda hominibus aliis aut dederunt aut dabunt, quamdiu illas colent quibus fuerunt date, ecclesia Sancti Felicis semper in illis decimas accipiet; postquam autem ad Hospitalis domum illarum quolibet integre revertetur, decimas ulterius illa non dabit. Eadem prorsus lex erit de terris quarum non est memoria quod fuerint aliquo ante tempore culte. Si forte

qualibet in parte aliqua abbacie Hospitalis adquisierint fratres, tam cum ipsis quamdiu illas sumptu proprio laborare voluerint quam cum alienis cultoribus quamdiu illas colent; et si cultas adquisierint terras in eisdem semper et in omnibus aliis, quas per totam abbaciam Hospitale possidet que supra nominate non sunt, ecclesia Sancti Felicis sine contradictione decimas accipiet. De animalibus pastorum aliorum quoruncumque hominum, quorum oves erunt in ovili vel in ovilibus Hospitalis, videlicet de agnis qui non fuerint Hospitalis proprii, semper decimas habebit ecclesia. In manso dels Chabertz et in cabanaria Petri Morra accipiet taschiam et offerendam et decimas, in cabanaria del Revest offerendam et decimas; in duabus vineis, quarum altera est juxta grangiam et altera al Revest, accipiet annis singulis asinatum vini puri, quam fratres Hospitalis afferri facient in celarium Sancti Felicis. Ut autem pactio hec sine specimencia firma sit atque perpetua, habent hinc et inde singulas singuli cartas, per A, B, C divisas, sigillis etiam ab alterutra parte Hospitalis et ecclesia Sancti Felicis premunitas, quatenus aliquo superveniente de uno casu seu apostolici vel cujuscumque alterius privilegii auctoritate infirmari vel mutari non possit. Quod totum factum est ac diligenti studio perquisitum in presencia O(donis) Valentini et G(uillelmi) Amelini episcoporum, Ugonis de Stella et Guigonis de Sancto Romano, canonicorum Valentine ecclesie, Hugonis de Barcelona, magistri Templi, et confratris ejus Raymondi de Cruzol, Hugonis de Castellonovo, Lantelmi Roberti, Pontii Alliardi, Girardi Lanberti, Barnardi et Stephani hospitalarii et Guillelmi Raymondi, Faucherii, Petri del Mas, Guillelmi Geraldii, Johannis d'Anonay, Hugonis de Alexiano, Otgerii, Guillelmi de Chandieu, Hugonis Othoerii, Armann Einevonis.

1. Copie tirée d'un ancien terrier de St-Félix, n° 4.

XLIII.

20 juillet (1170).

(ALEXANDRI III PAPÆ EXEMPTIO A DECIMIS ET PRIMITIIS) ¹.

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Raimundo abbati et fratribus ecclesie Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Justis peten-

tium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum et vota, que a rationis tramite non discordant, effectu sunt prosequente complenda. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, auctoritate vobis apostolica indulgemus ut novalium vestrorum, que propriis manibus aut sumptibus colitis, sive de nutrimentis vestrorum animalium nullus a vobis decimas vel primitias exigere audeat. Ad hec vos et ecclesiam vestram, intuitu religionis et honestatis qua preminere noscimini, quadam speciali prerogativa decorare volentes, tibi, fili abbas, et successoribus tuis duximus indulgendum, ut vobis canonicos vestros, cum episcopi opportunitatem non habueritis, liceat tonsurare et coronam facere. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et confirmationis infringere vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Verul(is), XIII kalendas augusti.

1. Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence (1487), f° 3 (n° ix). Copies dans EUSEBI, *Reperl.*, p. 301; OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f° 62 (extraite de l'original en parchemin avec le sceau pendant, ce 3^e déc. 1702): *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f° 188 (ex litteris originalib. ecclesie S^u Rufii). Cf. EUSEBI, pp. 71 et 81; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 11819.

XLIV.

16 décembre (1170-2) ¹.

Alexandri papæ III bulla originalis directa (Roberto ?) Vivariensi episcopo, incipit : « Cum religiosos viros et eorum loca et ordinem ex pontificatus officio debeas sincere diligere et ab eorum gravamine alios coercere verbo et exemplo », etc. Datum Tusculani, 17 kalendas januarii ; ubi ait : « Miramur plurimum quod dilectos filios nostros fratres Sancti Rufi super ecclesia Sancti Andeoli pro tue voluntatis arbitrio dicaris contra nostram sententiam... Sane cum super eadem ecclesia controversia verteretur, inspectis rationibus hinc inde, de fratrum nostrorum consilio, predictam ecclesiam cum omnibus bonis et possessionibus suis adjudicavimus fratribus memoratis. Decrevimus etiam prescriptam ecclesiam sub religione et obedientia et subjectione Sancti Rufi perpetuis

temporibus permansuram ». Inde ait quod, licet capitulum Vivariense probare posset jus fundi, nec tamen propter hoc ab obedientia et dispositione Sancti Rufi esset aliquatenus eximenda. « Ceterum, ut accepimus, sententiam non observas », etc. « et contra antiquam et laudabilem consuetudinem Sancti Rufi per abbatem ipsius priorem in ea institui contradicis. Presbyteri etiam capellarum et aliarum ecclesiarum, que sunt infra parochiam Sancti Andeoli constitute, ipsius parochianos ad officia quotidiana recipiunt, visitant infirmos et contra voluntatem canonicorum ministrant eis ecclesiastica sacramenta »; denique ei præcipit auctoritate apostolica juxta instare exigentiam rei.

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 87, B, n° 21.

XLV.

1171.

(DONATIO FILII RAIMUNDI GARCINI ECCLESIE
DE MANDOLIO) ¹.

A NNO ab Incarnatione Domini M.C.LXXI, ego Raimundus Garcinus dono et offero D[omin]o Deo et Sancto Rupho filium meum Raimundum in canonicum, et dono eidem filio meo jure institutionis et omni conventui prefate ecclesie, et proprie et nominatim tibi Poncio Bremundo, **B** priori ecclesie de Mandolio, et omnibus successoribus tuis unum stare in civitate Nemausi, quod confrontatur ab oriente in muro civitatis, a circio et occidente in stari Petri Raimundi et suorum coheredum, a meridie in stari Marie de Garricis. Hoc stare dono vobis cum exitu et introitu et cum **C** lit... eidem. fricargis que sunt circa et cum femoraz qui est ante portam, et dominium, et viii. denarios de censu ad festum Sancti Michaelis et xvi. denarios de muda; et omne hoc quod habeo in stare quod Petrus Guiraldus et Bernardus de Monte Oliu tenent de me in civitate Nemausi, **D** et similiter totum hoc quod habeo in terra quam tenet de me ad meiariam, pro qua dat xii^{clm} numos Guilelmus Fornorius. Et pro hac donatione habui a te jamdicto priore CCCC. lx.vii. solidos Melgorienses; et promitto vobis quod predictum honorem perpetuo vobis defendam et jure tenere fa-

Et ciam, et si filius meus diabolico monitu vel aliqua occasione vel voluntate sua ab ordine vestro recesserit, predictus honor sit vester in perpetuum. Hujus rei sunt testes : Petrus Garcinus, Petrus de Cabreriis, Guiraldus Treila, Petrus de Olobrega, Johannes Blanch(e)rius, Petrus Guiraldus, Poncius Treila, Poncius Borgoinus, Siguinus, Bertrandus Arnaldus, Guil(elmus) de Claustro, Petrus de Agarna. Petrus Petiti scripsit, mandatus ab utraque parte.

Item ego Raimundus Garcinus promitto vobis, quod si quid jure in predicta donatione perdideritis, vobis sine vestro inganno restituam; et de hoc do vobis fidejussores : Petrum Aldebertum et Ugonem de Brascha, qui per stipulationem se fidejussoria cautione astrinxerunt hoc modo. Ego Petrus Aldebertus et ego Ugo de Brascha sumus fidejussores tibi Poncio Bremundo et omnibus canonicis Sancti Ruphi, presentibus et futuris, quod si quid evictum fuerit de predicto honore, vobis restituemus; et propter hoc obligamus vobis omnia bona nostra. Hujus promissionis et horum fidejussorum sunt testes : Johannes Blancherius, Petrus de Caprariis, et Petrus et Bernardus ejus filii, Guil(elmus) de Agarna, Arnaldus de Curia, Guil(elmus) Centeoila, Guil(elmus) Iago. Et ego Aldebertus, Nemausensis ecclesie episcopus ², a quo predictum stare et locus pro femoraz tenetur, predictam donationem laudo et confirmo R(aimundo) abbati Sancti Ruphi et tibi Pontio Bremundo, et omnibus canonicis presentibus et futuris Sancti Rufi : salvo dominio episcopi. In presentia Bernardi de Figeria, Poncii Guil(elmi), Guil(elmi) Elias et Petri ad Saū, canonicorum, Johannis Blancherii, Poncii de Sancto Juliano, Ugonis de Brascha, R. Garcini.

Aliam cartam habet episcopus non sigillatam.

1. Original parch. de 21 lig.; trace de sceau sur grosse lanière de cuir.

2. Aldebert d'Uzès, évêque de Nîmes de 1141 à 1180 (*Répert.*, c. 16).

XLVI.

8 juillet (1171-2).

(ALEXANDRI III PAPÆ PRIVILEGIUM DE ORDINATIONE
CLERICORUM, ETC.) ¹.

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis R(aimundo) abbati et fratribus Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Quociens a nobis requiritur quod a religione vel honestate discordare non videatur, animo nos decet libenti concedere et justis petencium desideriis effectum congruum indulgere. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulacionibus gratum impercipientes assensum, apostolica auctoritate statuimus ut vos et concanonici vestri, qui in ecclesiis vobis subdictis commorantur, crisma, oleum sanctum, consecraciones altarium seu basilicarum, ordinationes clericorum qui ad sacros fuerint ordines promovendi, a diocesano suscipiatis episcopo : siquidem catholicus fuerit et gratiam atque communionem apostolice sedis habuerit, et ea vobis gratis et absque pravitae voluerit exhibere ; alioquin liceat vobis quemcumque volueritis catholicum adire antistitem, qui nostra fretus auctoritate vobis quod postulatis indulgeat.

Datum Tuscul(ani), viii. idus julii.

1. Vidimus de Franç. du Puy (1487), f° 3 (n° x). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 301-2. Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 12091.

XLVII.

1172.

CARTA DE DECIMIS VINEARUM QUAS DEBEMUS CANONICIS
SANCTI FELICIS ¹.

EGO frater Ugo, Sancti Felicis prior dictus, et humilis ejusdem ecclesie conventus tam ad presentium quam futurorum noticiam transmittere volumus, quod uno consilio et pari consensu fratrum et amicorum nostrorum inter nos et domnum abbatem et fratres Sancti Ruphi facta est conventio talis : quod videlicet in vinetis Lamberti Marascalci et vineis Johannis Pagani et Aliphanti et Boneti Rotgerii eisdem vinetis contiguas, que idem fratres jure sunt

emptionis adepti, per singulos annos duas asinatas et dimidium vini pro decimis ecclesie nostre persolvant : quibus de pacto semper contenti esse debemus. Ut igitur deinceps a supradicta conventionem omnimoda questio et ambiguitas removeatur, ejusdem territorii m[eta]s presenti pagina duximus adnotandas : a parte orientali idem territorium in alveolo de Charomb terminatur, a parte septemtrionali in vinea Valentiani et Petri de Podio, a meridie in olchia Benedicte et in publica via de Faventinis, a parte occidentali in vinea Lamberti Sancti Nazarii et domine Benestantis. Factum est hoc anno Incarnationis Domini M^oC^oLXX^oIJ^o, in presentia domni Odonis Valentini episcopi, et Berengarii de Borna et Elde- nonis, canonicorum ejusdem ecclesie sibi assistentium, et Bartholomei capellani episcopi, canonici Sⁱ Felicis, et domni abbatis et prioris Sⁱ Ruphi, et magistri Stephani, c(anonic)i Sⁱ R(uphi), et Guillelmi Geraldii et Lamberti de S^o Nazario, et magistri Alliardi et Willelmi Boliardi, et Petri Martini et quorundam aliorum canonicorum nostrorum, et Davidis Caballarii. Ut igitur presens pagina rata semper et firma permaneat, eandem sigilli nostri impressione omnium fratrum nostrorum consilio munivimus. Et ego Odo Valentinus episcopus, que superius memorantur nota semper et certa fieri volens, sigilli mei munimine eandem cartam corroboravi.

1. Original parch. de 27 lig., avec trace de deux sceaux, dont il reste une lemnisque. Cf. *Invent. de St-Félix*, f^o 48, n^o 252.

XLVIII.

20 août 1172 ¹.

A. 1172, 13 calendas septembris, Raimundus abbas, Ademarus prior et canonici S. Rufi recipiunt a Durando de Romanis, qui habebat uxorem conversam S. Rufi, terram et vineas in Faventinis, et 300 solidos in vargeria David Caballarii, scilicet in pratis et 2 petiis terræ, retento usufructu vinearum in vita dicti Raimundi (= Durandi), qui fatetur habuisse a S. Rufo 520 solidos, etc. « Actum in cimiterio S. Rufi, juxta parietem capituli, in presentia d. Odonis episcopi Valentini. »

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 387, cap. XII, n^o 11.

XLIX.

(1173-).

DE DIFFINICIONE FACTA INTER ECCLESIAM SANCTI APOLLINARIS ET ECCLESIAM SANCTI FELICIS, UT ALTERA TENEMENTA ALTERIUS SIBI RELICTA INFRA ANNUM VENDAT ¹.

NOVERINT omnes ad quorum manus presens cartula pervenerit, quod Lanbertus decanus et canonici ecclesie A
Valentine convenerunt V(gonem) Gauterii, priorem B
Sancti Felicis, de quibusdam tenementis que in dominio eorum ecclesia Sancti Felicis aquisierat, eo quod ecclesie et C
loca religiosa in dominio eorum nichil possidere deberent; D
set si aliquorum largitione possessiones de dominio illorum supradictis locis darentur, ad eorum commonitionem infra E
annum alienare deberent. Quibus prior Sancti Felicis respondebat eodem jure ecclesiam Valentinam uti debere in illis F
possessionibus que eis in territorio Sancti Felicis relinquebantur, et tamen vineam quam Armannus de Saisolio pro G
die anniversarii eis reliquerat, spreta eorum denuntiatione, alienare postponebant, nec ad hoc eos compellere debebant H
quod ipsi observare nolebant. Hac utique controversia inter eos habita, hujus litis decisoires ab utraque parte electi I
sunt Eldeno, Disderius, Durandus, qui ita statuerunt, ut prior Sancti Felicis supradicta tenementa statim alienaret et ecclesia Sancti Apollinaris supra dictam vineam statim post obitum cantoris : ante enim non poterat, cum hoc iudicium defuncti fuisse diceretur, ut cantor in vita sua eam possidere deberet; et hoc ab utraque parte conlaudatum est et ad futurorum noticiam sigillo Sancti Apollinaris corroboratum. Actum est hoc in domo decani, ipso presente, et Aimo cantore et Ricone de Stella et Amblardo et W. de Vaesc et Ugo de Stella et W. de Livrone et Girardo sacrista et Durante et Pontio Benedicto et Odilone.

1. Original parch. de 14 lig., avec trace de sceau sur lemnisque.

L.

1174.

QUOD CANONICI S(ANCT)I R(UF)I
NON DENT PEDATICUM PER TERRAM PREPOSITI VALENTINI,
ANNO DOMINI M.C.LXX.IIIJ ¹.

NOVERINT omnes tam presentis quam futuri temporis
quod ego Eustachius, Valentinus prepositus, dedi et
concessi pro remedio anime mee Deo et ecclesie Sancti
Rufi, ut ejusdem ecclesie fratres per terram meam et flumina
liberum semper et absque omni pedagii exactione transitum
habeant in adducendis sive subvehendis annonis, lignis et
universis predictorum fratrum victui et ecclesie necessariis.
Ut autem hec donatio firma semper habeatur, presentem
cartam sigilli mei inpressione munire feci.

1. Original parch. de 5 lig. 1/3, grosse écriture, sans abréviations;
trace de sceau sur lanière de cuir. Copie dans OLLIVIER (J.), *Cart. de
St-Ruf*, f° 103. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 83.

LI ¹.

6 mai 1178.

A. 1178 Vuilelmus de Clerieu, abbas S. Felicis Valentiae,
laudat Guilelmo abbati et ecclesiae S. Rufi duas vineas, vo-
cabulo in Chambalussa, emptas ab abbatibus S. Rufi, præ-
decessoribus suis, de feudo abbatiae S. Felicis, sub censu 12
denar. et 1 saumatæ vini; item confirmat totum tenemen-
tum Durandi de Romanis, in territorio quod dicitur Faventi-
nas, sub censu 2 solid. et 2 saumatarum vini; et a(c)quies-
cit pro grangia et ejus appendentiis, possessis ab ecclesia
S. Rufi. Cum sigillo dicti abbatis S. Felicis.

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 388, cap. XII, n° 13. Cf.
Inventaire de 1768, arm. 6, vol. 2, n° 1 bis.

LII.

16 mai (1778-9).

PRIVILEGIUM (APOSTOLICUM PRO ECCLESIA Sⁱ FELICIS) ¹.

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Hugoni priori et conventui Sancti Felicis, salutem et apostolicam benedictionem. Si quando a nobis petitur quod religioni et honestati conveniat, animo nos decet libenti concedere et petentium votis congruum suffragium impertiri. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus annuentes, ecclesiam vestram sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, statuantes ut quas-cumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia in-presentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum justis modis, prestante Domino, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant: specialiter autem ecclesiam de Insula, cum appenditiis suis; ecclesiam de Cozau, cum appenditiis suis; ecclesiam de Montilisio, cum appenditiis suis; ecclesiam de Castro Duplo, cum appenditiis suis; ecclesiam de Alamenc, cum appenditiis suis; pascua, census et decimas, quas a longo tempore per terminos abbacie vestre recipere consuevistis, canonice vobis concessas, sicut eas ecclesia vestra juste possidet et quiete, vobis et per vos eidem ecclesie auctoritate apostolica confirmamus. Preterea sententiam quam bone memorie Humbertus, quondam Viennensis archiepiscopus, apostolice sedis legatus, et Hu(go) Gratiopolitanus episcopus, de mandato felicis memorie Eugenii, patris et predecessoris nostri, super controversiis que inter ecclesiam vestram et Saonenses canonicos de libera electione substituendi prioris in ecclesia vestra, sicut rationabiliter lata est, nichilominus auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Aditantes ut tu, fili prior, et successores tui potestatem habeatis in eadem ecclesia per manus impositionem canonicos benedicendi; liceat quoque vobis clericos et laicos a seculo fugientes liberos et absolutos, absque alicujus contradictione, ad conversionem recipere et in vestra ecclesia retinere. Sepulturam preterea ejusdem loci liberam esse decernimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati, qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat: salva tamen justitia illarum

ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis, confirmationis seu constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Dat(um) Lateran(i), xvij. kalendas junii.

1. Original parch. de 19 lig., avec bulle de plomb pendante sur lacs de soie jaune. Cff. *Invent.*, f° 25^b; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 13265.

LIII.

(XII^e siècle).(STATUTA DOMUS SANCTI FELICIS) ¹.

HEE sunt institutiones que in domo Sancti Felicis servari debent et servabantur sub domno Ugone Galterii, qui ecclesiam Sancti Felicis per xxⁱⁱ v^o annorum spatium rexit. Tunc omnes uno vestiario vestiebantur, et uno cellario pascebantur et in uno refectorio reficiebantur. In ecclesia, in refectorio et in dormitorio silentium servabatur; set si alicui necessarium erat loqui, submissa voce, brevibus verbis loquebatur, ita ne scandalum fieret fratribus. Ab ydiibus septembris usque ad Pascha silentium servabatur in clauastro usque ad terciam. Omni die omnes in capitulo conveniebant, mane et vespere. In matutino capitulo recitabatur tabula sequentis diei; [deinde] si quis in aliquo diliquisset, ibi emendabatur. Si delinquens ultro confitebatur peccatum suum, si veniale erat, prior libero arbitrio satisfactionem dabat; si crimen, ut est furtum vel incontinentia vel tale aliquid, cum capituli consilio prior satisfactionem injungebat. Si delinquens peccatum suum celare volebat, sacrista vel aliquis de senioribus, quibus peccatum innotuerat, eum accusare debebat; si accusatus negabat, tunc adhibebantur testes. Postea, cum capituli consilio, prior emendatorem imponebat sententiam; et si contingebat quod eum nullus accusare vellet de publico crimine vel privato, prior eum accusabat, dicens tamen non esse suum accusare simul et judicare: set ad taciturnitatem aliorum melius est ipsum priorem accusare peccantem, quam impunitum dimittere. Hoc numquam vidimus quod accusatus de publico ad objecta

non responderet. In privato accusatus potest respondere, licentia prius a priore impetrata. Post capitulum unusquisque ad necessarium recurrebat opus, set nullus exibat extra portam absque licentia, excepto sacrista et procuratore: isti possunt absque speciali licentia villam intrare vel ad grangiam pergere pro necessitate domus. In vespertino capitulo tractabatur tantum de his que ad ecclesiam pertinent, et de anniversariis defunctorum. Post completorium cum silentio dormitorium petebamus; jacebamus indutis camisiis, et braccis et trabuccis. Post matutinas per totum annum ad lectos revertebamur. A Pascha usque ad ydus septembris, post prandium dormitorium petebamus. A Pascha Domini usque ad ydus septembris licet nobis bis in die manducare, nisi in solempnibus jejuniis. Ab idibus septembris usque ad Pascha semel tantum in die comedere debemus, exceptis diebus dominicis et festivitibus et octabis. In die dominica et feria iij^a et v^a carnes comedimus; a Septuagesima usque ad Pascha quadragesimalibus utimur cibis. Cum priore vacat nostra domus, unus de prioribus exterioribus, qui tamen sanioris erit consilii, et sacrista Sancti Felicis [preesse] debent nobis. Cum de prioris electione tractamus, ad primum electores eliguntur iij vel v^a, et illi fideliter promittunt se electuros quem utiliore credunt domui disponende. Postea singillatim omnes consulunt. E..... electo, omnes ei in capitulo promittunt obedientiam, secundum regulam sancti Augustini, et omnes priores exteriores, procurator et sacrista procuraciones suas ab eo accipiunt. Prior debet esse sacerdos, quia cum de sacerdotis. diem aut superior aut equalis, et debet secundum confessiones audire et satisfactiones dare; ipsis etiam Corpus et Sanguinem Xpisti tradere, pro ut iudex de animabus eorum rationem redditurus. In ecclesia, in., cui semper preesse debet, nisi instanti evidenti necessitate. Et hoc scimus quod supradictus prior domnus Ugo Galterii semper in dormitorio jacebat et se..... damus etiam universis horis poterunt even.

1. Insérés dans la ch. LXXXIV. Ces statuts sont postérieurs au décès du prieur de St-Félix, Hugues Gautier, lequel figure pour la dernière fois dans la charte précédente.

LIV.

Juin 1178.

CARTAM (*sic*) VENDICIONIS VICARII ¹.

QUONIAM, lubrico labente memorie, qui inter mortales iniuntur contractus aut ex toto oblivioni traduntur, aut ab adversariis secus quam fiant calumpniöse negantur aut in contrarium astruuntur, ideo utile fore videtur initi formam contractus scripturis declarari, ne veritatis vestigium temporum prolixitate aut calumpniantium malitia a presentium memoria decidat aut posterorum noticie non innotescat. Quocirca per presentis scripti paginam notum fiat, tam presentibus quam futuris, quod ego Petrus de Auriolo, vices filii mei Petri de Auriolo, Valentini vicarii, agens, utilitatibus quoque ipsius providens et necessitatibus occurrens, cum ipse propter etatis lubricum ad propria peragenda negotia non sufficiat, vendo nomine ejusdem et in perpetuum trado ad habendum et quiete possidendum ecclesie Sancti Rufi et tibi, domno Guillelmo, ejusdem ecclesie abbati, et successoribus tuis quicquid predictus vicarius vel alius per eum vel ab eo habet vel habere videtur, et quicquid Guillelmus Bertrandi, nepos Olivarii quondam Valentini vicarii, habet vel habere videtur in territorio quod dicitur Gisaïas, intra viam que ducit ad castrum quod dicitur Mons Veneris et viam que dicitur Crestesa, et extenditur versus oriens et austrum usque ad nemus episcopi et canonicorum Valentinorum quod dicitur Chastanetum, scilicet decimas, taschas, annuos census tam nummorum quam fructuum, agros quoque et nemora, et quicquid prorsus cultum seu incultum predictus vicarius P(etrus) de Auriol et memoratus Guillelmus Bertrandi vel alius per eos vel ab eis habet vel habere videtur in predicto territorio, nichil juris, proprietatis aut possessionis infra predictos terminos retinentes.

Hanc itaque venditionem facio nomine memorati vicarii, auctoritate et assensu domini Odonis Valentini presidis et episcopi, voluntate quoque et assensu W(illelmi) Pictavensis, ad cujus feudum res predictæ noscuntur pertinere, volente quoque et faciente predicto W(illelmo) Bertrandi, et quicquid prorsus juris aut possessionis infra predictos terminos habet vel habere videbatur donante et transferente in ecclesiam memoratam Sancti R(ufi) et in domnum

W(illelmum) ejusdem ecclesie abbatem. Quam utique venditionem non alia de causa, sed pro sola necessitate, scilicet pro exhonerando debito predicti vicarii, pro expensis necessariis et utilibus in vicaria factis, obligati facio. Pro his autem rebus, nomine predicti vicarii, accipio in pretium ab ecclesia Sancti Rufi sex milia solidorum Valentine monete, minus sex libras, ex quibus solvo nomine sepedicti vicarii, auctoritate domini O(donis) memorati Valentini presidis et episcopi, duo milia solidorum Lamberto de Sancto Nazario et Rai(mundo) Augerio et Aldeberto, quibus memoratus vicarius pro vicaria fuerat obligatus; solvo etiam W(illelmo) Pictavensi mille et centum solidos, pro laudamento prestando hujus venditionis; solvo etiam dcccc. solidos domino O(doni) Valentino presidi et episcopo, pro prestanda auctoritate huic venditioni; solvo quoque ecclesie Sancti Rufi cccclvi solidos, pro quibus pars predictarum rerum eidem ecclesie fuerat obligata; solvo etiam l. solidos Ugoni de Stella, pro quibus tascha unius terre supradicti territorii eidem fuerat obligata; solvo etiam ecclesie Sancti Apollinaris cccc. solidos et Petro Ugoni de Cruzol dcccc.xxviii solidos, pro quibus furnus et molendinum vicarie eisdem fuerant obligata; (solvo etiam) Templariis xlv. solidos, pro quibus pars predictae venditionis eisdem fuerat obligata. Hee autem solutiones omnes facte sunt auctoritate et assensu domini O(donis) Valentini presidis et episcopi. Hanc itaque venditionem ego predictus P(etrus) de Auriolo juro super sacrosancta Evangelia me sine fraude et dolo perpetuo observaturum; juro etiam me, aut alium nomine meo aut voluntate aut mandato aut alio quoquo modo, nullo tempore venturum in contrarium, aut aliquod impedimentum quiete possessionis prestaturum aut prestanti aliquo modo consensurum: sed pro posse meo restitutum omni contra hanc venditionem venienti, aut ecclesiam S(anct)i R(uf)i pro hac venditione inquietanti aut quietam possessionem rerum predictarum turbanti. Jurans quoque aditio quod, si ego vel alius nomine meo aut voluntate aut mandato aut alio quocumque modo contra hoc venerit, aut predictam ecclesiam pro hac venditione inquietaverit aut quietam possessionem turbaverit, me tamdiu futurum obsidem intra iiii^{or} portas Valentie, donec ecclesie S(anct)i R(uf)i et abbati et conventui pro tempore ibidem existenti plenarie satisfactum fuerit. Juro etiam quod si aliquis de predicta venditione pusillum vel magnum evi-

cerit, ego ea fretus auctoritate qua et venditionem istam facio, de rebus ejusdem vicarie, arbitrio domini O(donis) Valent(ini) presidis et episcopi et P(ontii) Algisii, vel si aliquis vel uterque eorum deesset, arbitrio boni viri ejusdem bonitatis, concambium cum ecclesia S(ancti) R(ufi) faciam rei evicte. Juro etiam quod cum filius meus P(etrus) de Auriol, Valentinus vicarius, nomine cujus venditionem istam facio, ad pubertatem venerit aut si ante pubertatem ipse decederet alius qui ei succederet, hanc venditionem predicto modo ratam habebit et sacramento predicto firmabit; quod si aliqua occasione facere recusaverit, predictae pene subaceam. Quod si ego de rebus humanis essem exemptus aut si adhuc vivens predictum sacramentum servare recusarem, pro eodem observando infra predictos terminos obsides constituo, qui eodem sacramento astricti tenentur, Bertrandum de Stela et W. de Jubiano; fidejussores quoque pro eodem pacto observando constituo dom. O(donem) Valentinum presidem et episcopum, W(illelmum) Pictaviensem, Ademarus de Stela, W(illelmum) de Stela.

Ego Odo, Valentinus preses et episcopus, utilitates pariter et necessitates predicti vicarii in hac venditione cognoscens, eam laudo et confirmo, eique plenam auctoritatem de officio presidali tribuens, presentem paginam proprio sigillo munio et contra quempiam ecclesiam Sancti Rufi pro hac venditione inquietantem me defensorem et protectorem promitto. Facta est hec venditio, anno ab Incarnatione Domini M^o.C^o. LXX^o.VIII^o, mense junio, in presentia dom. O(donis) Valentini presidis et episcopi, in domo ejusdem. Testes sunt: domnus Ademarus Saonensis abbas ², Giraldu Grassus procurator et Giraldu camerarius ecclesie Sancti Rufi, Pontius de Sancto Romano, prior Sancti Jacobi de Valentia, Petrus de Tornon, Pontius Algis, Esdras, Ugo, Falco de Doennai, presbiteri et canonici Sancti Rufi, Ugo de Stela, Eudo, canonici Sancti Apollinaris, Eustachius Valentinus prepositus, W(illelmus) Pictavensis, Ademarus de Stella, W(illelmus) de Stella, Eustachius de Alexiano, Lambertus de Sancto Nazario, Raimundus Otgerii, Aldebertus Otgerii.

1. Original parch. de 39 lig. 1/2, grosse et belle écriture; trace de sceau sur lacs de soie rouge. Copie du XVI^e siècle. On remarquera les précautions multiples pour rendre inéluctables les conséquences de cette vente.

2. Adémar était bien abbé de Saou en 1178 (non 1158).

LV.

11 juin (1178-9).

PRIVILEGIUM ALEXANDRI PAPE SUPER INQUIETANTES
DONO UTGERII ¹.

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus R(oberto) Viennensi archiepiscopo, apostolice sedis legato, et O(doni) Valentiniensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum [nostro]rum prioris et canonicorum Sancti Felicis ad apostolatus nostri presentiam querela pervenit, quod cum Otgerius se et hereditatem suam ecclesie Sancti Felicis pia devotione donasset, nunc nepotes ejus et nobilis vir abbas W(illelmus) de Claireu eandem ecclesiam super prenominata hereditate contra justiciam inquietare non cessant. Quoniam igitur pro nostri officii debito ipsam ecclesiam in suo jure defensare tenemur, f[ratern]itati vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus memoratos viros studiosius ammonere curetis ut ab ipsius infestatione desistant : quod si facere forte noluerint, eos et complices eorum, nullius contradictione vel appellatione obstante, per excommunicationis sententiam compescatis ; et si nec sic resipuerint, in terris ipsorum quamdiu presentes fuerint divina prohibeatis officia celebrari. Si tamen adversus ecclesiam aliquid se asserunt questionis habere, sub vestro examine ordini judiciario poterunt experiri. Datum Laterani, III. idus junii.

1. Original parch. de 11 lig., trace de bulle sur lacs de soie jaune. Cf. JAFFÉ, *Reg., pont. Rom.*, ed. 2^a, n° 13269.

LVI.

1^{er} février 1180.

(PRIVILEGIUM DE ECCLESIIS PARROCHIALIBUS) ¹

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Willelmo) abbati et fratribus Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Apostolice sedis auctoritas nos inducit et debitum postulat caritatis, ut tanto libencius vestris utilitatibus intendamus, quanto ecclesia vestra magis noscitur religione vigere. Ilac igitur conside-

ratione rationis inducti, presencium vobis auctoritate duximus indulgendum ut, si quando ecclesias vestras parrochiales, in quibus tres vel quatuor canonici moram faciunt, presbiteris vacare contigerit, liceat vobis unum ex fratribus vestris canonicis eligere et episcopo presentare, a quo curam recipiens animarum, episcopo de spiritualibus, vobis vero de temporalibus et ordinis observancia debeat respondere. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostre constitutionis infringere... Si quis autem... Datum Velletri, kalendis februarii.

1 Vidimus de Franç. du Puy, official de Valence (1487), f° 3^a (n° XI). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 302. Cf. idem, p. 71 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, éd. 2^a, n° 13603.

LVII.

28 mars 1181.

(PROHIBITIO APOST. INTERDICTI VEL EXCOMMUNICATIONIS) ¹.

ALEXANDER episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Willelmo abbati et canonicis Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Ex officio summi pontificatus, quod nobis est superna dispensacione commissum, loca religiosa specialius tenemur diligere et ea contra malignorum hominum insolenciam pastoralis sollicitudine deffensare. Hac igitur consideracione rationis inducti et vestris iustis postulacionibus inclinati, auctoritate presencium districtius inhiibemus, ut nullus ecclesias vestras vel personas, absque summi pontificis vel ejus legati audiencia, interdicere vel excommunicare presumat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre prohibicionis infringere vel... Si quis autem... Datum Tusculani, v. kalendas aprilis.

1. Vidimus de Franç. du Puy (1487), f° 3^a (n° XII). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 302. Texte impr. dans *Gallia Christ. nova*, t. XVI, instr. c. 108 (c. 1080). Cf. EUSEBI, p. 71 ; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, éd. 2^a, n° 14385.

LVIII.

1184.

(CONCORDIA INTER CANONICOS
SANCTI RUPHI ET ABBATISSAM SUBDIONIS) ¹.

OMNIBUS tam presentis quam futuri temporis hominibus notum sit et manifestum, quod cum canonici Sancti Ruffi ecclesiam de Insula Subdionis, cum pertinentiis suis, de manu domini Odo(nis) Valentinensis episcopi suscepissent et posside(re)nt, et hoc ² cum consensu et voluntate canonicorum de Insula Sancti Valerii, quod e(am) tunc temporis administrabant et possidebant, abbatissa et domine ³ Subdionis supra ipsa ecclesia eisdem canonicis, videlicet S^u Ruffi, calumniam fecerunt, plurima gravamina, vexationes et damna inferentes. Tandem post ⁴ multarum utriusque partis querelarum inquietudines et disseptationum altercationes, mediantibus viris ⁵ prudentibus et sapientibus, ad hoc res deducta pervenit quod omnis querela et controversia, que de una ad aliam ecclesiam tunc temporis proponebant vel proponi poterant, sub amicabili compositione penitus sopita quievit, eo videlicet tenore quod dom. venerabilis abbatissa Subdionis et sui conventus universalitas omnem querimoniam et calumniam quam adversus ecclesiam S^u Ruffi proponebant omnino postponentes ⁶, ecclesiam de Insula cum pertinentiis suis, nominati(m) ea que ipsarum nomine possidebat, juxta modum annuali censu ⁷ antiquitus impositum, dom. Guillermo abbati S^u Ruffi et ecclesie sue in perpetuum habenda landaverunt et concesserunt, et presentem cartam sigillo suo muniri fecerunt. Abbax et canonici S^u Ruffi, cunctam injuriam ab eisdem sibi illatam omnino remittentes, quosdam terrarum redditus quos jam dicte domine Subdionis fratribus de Insula impigno(ra)verant producentis solidis, eisdem liberos dimiserunt et juxta pristinam consuetudinem debitum censum et decimas ex eis se reddituros et, excepta familia sua et grangiariis suis, nullum de parrochianis illarum ad sepulturam suscipere compromiserunt: illud⁸ etiam adjicientes, quod terras que sunt de dominio dominarum Subdionis, id scilicet canonici S^u Ruffi emere vel acquirere absque illarum voluntate non debebunt; quod si titulo donationis sive pignoris aliquid horum acquisiverint, vendere debebunt. Hec omnia abbas et canonici

S^d Ruffi se observaturos compromiserunt et ad hujus rei ⁹ notitiam presenti carte sigillum suum impresserunt; denique ex consensu utriusque partis conspectui dom. Odonis Valentinensis episcopi hinc inde se presentantes, amicabilem compositionem inter se factam perhibuerunt ¹⁰, rogantes ut eam autoritate sua confirmaret et sigilli sui munimine corroboraret; ipseque utrorumque satisfaciens petitioni, compositionem laudavit et confirmavit, et hanc compositionis cartam sigilli sui impressione signavit. Actum est hoc anno ab Incarnatione Domini M.C.LXXXVIII, in presentia dom. Odonis Valentinensis episcopi et Guillermi abbatis S^d Ruffi et canonicorum suorum Poncii Augicii, prioris majoris, et dom. prioris claustralis, et magistri Guillermi et Petri¹¹ de Tornone, et Girardi et Falconis camerarii, sacerdotum, et Armanni subdiaconi; et venerabilis abbatisse Subdionis et monacarum suarum: Aygline sacriste et Nasare, Annetis de Crest, Severe, Guillerme de Alessa, Aurose, Largantis, Largere, Bernarde, Guillerme de Mota, Delphine, Anne, Marguerite, Sellenne, Donnos, Austorgie. Cum his etiam presentes fuerunt et testes Guigo de Sancto Romano, prior de Burgo, magister Senioretus, Imbertus de Monte Veneris archipresbyter, Lambertus Estienne, Imbertus de Vernas, Guarnerius, Pontius Rotrus.

1. « Extrait tiré d'un parchemin, ou a un seau pendant, estant dans les archives du chapitre de l'abbaye de S^t Ruf de Valence, exhibé... par M^r André de Serre, chanoine chamarier et sindic... ce 12^e may 1673 ». Texte impr. dans *Gallia Christ. nova* (1865), t. XVI, instr. c. 109-10 (d'après cette copie).

2. Ms. *et h. et.* — 3. Ms. *domina.* — 4. Ms. *per.* — 5. Ms. *juris.* — 6. Ms. *proponentes.* — 7. Ms. *manuali sensu.* — 8. Ms. *illis.* — 9. Ms. *r. et.* — 10. Ms. *proh-t.* — 11. Ms. *Petrus.*

LIX.

Mai 1184.

(CONCORDIA CUM BAJULO COMITIS VALENTINENSIS) ¹.

UNIVERSIS hec legentibus pateat quod dissentio erat inter fratres S(anct)i R(uf)i et Deusloguart, bajulum domini W(illelmi) comitis Val(entinensis). Dicebat enim Deusloguart quod tascas et omnia que jure dominii habebant in feudo quod emerant a P. de Donnai, ipse debebat congregare jure bajulatus et congregata eisdem fratribus reddere;

asserebat etiam ad jus suum pertinere omnes tascas de milliis et tres pullos gallinarum, et i. fogaciam vel eminam frumenti, quam debet Petrus Seuza a Monte Mairan a la Jarba, et aliam fogaciam vel i. eminam frumenti, quam debent li Vivet et li Cataron pro terris quas habent ad ulmum a la Jarba. Predicti vero fratres non plenarie credebant prefato bajulo, quia cum feudum emerunt, hoc ad jus suum pertinere ignoraverunt. Unde ego W(illelmus) de Pictavo, comes Val(entinensis), ad cujus dominium pertinet predictum feudum, cum utraque pars in presentia mea esset constituta, dolens hanc dissentionem esse inter eos, volui eam sic diffiniri et terminari. Predictus enim bajulus, pro redemptione peccatorum suorum, omnia predicta jura sua, sive qualicumque alio modo habebat vel habere credebat in predicto feudo jure bajulatus, Deo et ecclesie S' R(ufi) donavit et laudavit in perpetuum. Fratres vero S' R(ufi), ejus piam voluntatem considerantes, ipsum et uxorem et filios suos in beneficio suo receperunt et promiserunt quod, cum audirent obitum suum, inter familiares suos eum scriberent et pro eodem orarent. Dederunt etiam eidem duos sextarios frumenti, et duos ordeï et eminam ordeï, et xx. solidos Val(entinenses). Et ego prelibatus comes, intuitu Dei et pro redemptione peccatorum meorum, laudo et confirmo hanc donationem et impressione sigilli mei presentem paginam corroboro. Acta sunt hec anno ab Incarnatione Domini M°C°LXXX°III°, in mense maii, assistentibus W. de Nemauso, W. de Stella, canonicis S' R(ufi), P. Bremundi, bajulo predicti comitis, et Juvene Megir.

1. Original parch. de 24 lig. 1/4; fragment de sceau équestre sur lanière de cuir. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 387.

LX.

9 janvier 1185.

(CONFIRMATIO PRIVILEGII DE ECCLESIIS PARROCHIALIBUS) ¹.

LUCIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Aimoni ?) abbati et conventui Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petencium desideriis facilem nos convenit prebere assensum et vota que a rationis tramite non discordant effectu prosequente complere. Ea

propter, predecessorum nostrorum vestigiis inherentes, auctoritate vobis apostolica indulgemus, ut in ecclesiis parochialibus que ad vos spectant quatuor vel tres de fratribus instituere valeatis, quorum unus de manu episcopi animarum curam recipiat, ut ei de spiritualibus, vobis autem de temporalibus debeat et ordinis observancia respondere. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere... Si quis autem... Datum Verone, v^o idus januarii.

1. Vidimus de Franc. du Puy (1487), f^o 3^b (n^o XIII). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 302. Cf. idem, p. 71; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, éd. 2^a, n^o 15345.

LXI ¹.

1185.

A. 1185, Aimo abbas S. Rufi recipit ab Odone episcopo Valentino confirmationem vineæ emptæ, pretio xx. marcarum, a Pontio de Vacheras, quæ vinea est adjacens clauso episcopi, etc.

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 387, cap. XII, n^o 9.

LXII ¹.

21 mars 1186.

Urbani papæ III bulla directa (Petro ?) abbati et fratribus S. Rufi; incipit : « Regularem vitam... Dat(um) Verone, 12 kalendas aprilis 1185 » ; ubi, ad instar Adriani papæ IV, suscipit sud Romana sede « ecclesiam S. Rufi, in insula que dicitur Esparveria sitam, in qua divino estis obsequio mancipati », et universas ecclesias ordinis quas nominat, inter quas « ecclesiam S. Jacobi, S. Rufi sub civitate Tripolitana. » Subscriptus est idem papa et 10 cardinales. • Datum Verone, per manum Moysis, Lateranensis canonici, vicem agentis cancellarii. »

1. Analyse fournie par EUSEBI, *Repert.*, p. 74. Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, éd. 2^a, n^o 15568.

LXIII.

1186.

(CARTA) DE TERRIS ROTGERII IN MAZZAS ¹.

IN nomine Domini nostri Jhesu Xpisti, anno Incarnationis ejusdem M^o.C^o.LXXX^o.VI^o, ego Rotgerius de Claireu, in bona memoria mea constitutus, intuitu pietatis et misericordie, pro redemptione anime mee, assensu et voluntate domini L(antelmi) Valentini episcopi et Ademari Pictavensis et W(illelmi) de Claireu, fratris mei, Valentini abbatis, dono in helemosinam et concedo Deo et ecclesie Sancti Rufi, et Petro ejusdem ecclesie abbati et successoribus suis mansum de Cortellas, cum pertinentiis suis, apud Liberonem constitutum, ad habendum perpetuo et quiete possidendum, absque mea meorumque suc(c)essorum contradictione et retractatione aliqua, ut prefata ecclesia ab hac die in antea prefatum mansum, cum pertinentiis suis omnibus, sine diminutione aliqua, habeat perpetuo et quiete possideat, et pro voluntate prelatorum suorum disponat; quod videlicet mansum est penes villam de Massaz, cum territorio suo. Et preterea ego memoratus Rotgerius, pro remedio anime mee, dono et concedo prefate ecclesie, prefato abbati et successoribus suis jus pascendi animalibus et gregibus sive jumentis eorum, in omnibus pascuis meis que habeo in territorio de Vouta usque ad Rodanum. Hanc vero donationem et concessionem ego prefatus Rotgerius laudo et confirmo predicte ecclesie, predicto abbati et successoribus suis sine fraude et deceptione, ad quicquid voluerint faciendum, sicut sanius et melius credi potest et intelligi. Hoc autem factum est in presentia et sub testimonio domni L(antelmi) Valentini episcopi, Ademari Pictavensis, W(illelmi) de Claireu, Valentini abbatis, magistri Senioreti, Poncii Rufi et uxoris ejusdem prescripti Rotgerii, Baldemari et W. prioris Sancti Rufi, Raimundi Bitterite, Poncii Conilli, canonicorum Sancti Rufi, et aliorum quam plurium.

1. Original parch. de 16 lig. Des quatre sceaux jadis appendus à cette charte, il ne subsiste que celui d'Ademar de Poitiers, rond de 55 mill. de diam., équestre, chevalier passant à senestre, armes sur le bouclier: + SIGILLVM · ADEMARI · comitis · Valentini.

LXIV.

1188.

(CARTA) DE INSULA SUBTER VALENTIAM ¹.

DIGNUM EST ET HUMANE CONGRUIT NECESSITATI, quatinus ea que solemniter inter aliquos acta noscuntur, per scripture noticiam perpetue memorie commendentur, ne super his que quandoque manifesta fiunt, inter posteros temporum diuturnitate ex oblivione litigium generetur. Eapropter ego Falco, Dei gratia Valentine ecclesie dictus episcopus, per presentem cartam sigilli mei impressione signatam, tam presentibus quam futuris notum facio quod cum W(illelmus) de Beldisnar adversus ecclesiam Sancti Ruphi querelas quandoque proponeret, eo quod insula Sugdionensis cum pertinenciis suis ad proprietatem et dominium ejusdem ecclesie Sancti Ruphi translata fuerat, et quod fratres ejusdem insule Sugdionensis in insula de Bolzanis mansionem suam non mutaverant; tandem utraque parte presente, et hinc inde rationibus et allegationibus auditis, idem W(illelmus) ad salubrem exortacionem meam omnimodam querelam, quam super his vel aliis quibuslibet adversus abbatem et fratres Sancti Ruphi proponere poterat, omnino relinquens, chabannariam de Polsasner, sicut per quinque partes divisa videtur, et insulam de Bolzanis cum adjacenti manso et si qua bona preter hec ex predecessorum suorum donatione vel vendicione possidere videbantur, domno Petro abbati et ecclesie Sancti Ruphi, et fratribus in insula Sugdionensi vel alibi necessitate cogente manentibus, in perpetuum habenda et possidenda donavit atque concessit; et coram positis Evangeliiis in manu mea prestitit juramentum et insuper me dedit fidejussorem, ne sub aliquarum occasione querelarum supra memoratos fratres aliquatenus fatigare seu calumniare vel querelam contra eos facere presumat: et si quispiam de parentela sua aliquibus exactionibus eosdem inquietaret, ad quoslibet se debet opponere defensorem, ut que Dei famulis pietatis intuitu sunt concessa, in perpetuum sibi proficiant et in pace possideant. Eapropter idem abbas et fratres Sancti Ruphi eundem Willelmum et omnes de parentela sua participes oracionum suarum constituerunt. Facta sunt hec apud Valentiam, in camera pontificali, anno ab Incarnatione Do-

mini M^o.C^o.LXXX^o.VIJI^o, sub presentia et testimonio Lamberti decani, W. de Eras, Lantelmi bajuli Valentini, Pontii Algisii, prioris Sancti Jacobi, Petri de Tornone, Poncii Conilii, Uldrici, canonicorum Sancti Ruphi. ff. Ego Jacobus, domini, episcopi notarius, presentem cartam mandato ejus scripsi.

1. Original parch. de 17 lig. : le sceau est encore pendant sur cordonnet: évêque assis, vu de face; au dos : *Carta insule Subdionis, quam dominus de Beldisnar dedit monasterio Sancti Ruphi*. Copies dans OLLIVIER (J.), *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 229 (ex litteris originalibus abbatiae S^u Ruffi) : *Carl. de St-Ruf*, f^o 64 (extr. de l'orig. parch. avec un sceau en cire). Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 387.

LXV.

1190.

CARTA DE INSULA QUE DICITUR ESPARVERIA ¹.

INTER commendabiles hominum actus ea potissimum approbatione digna videntur, in quibus pietas existit et manifesta caritas exhibetur. Eapropter ego Falco, Dei gratia Valentinus episcopus, proprie saluti providens nec non pro patrum venerabilium animabus qui Valentinensis ecclesie quondam gubernacula tenuerunt, et specialiter pro anima pie recordationis domni Odonis olim episcopi Valentini, ut videlicet in die obitus sui per singulos annos conventus ecclesie Sancti Rufi copiosius reficiatur, tibi Petro, ejusdem ecclesie abbati, et successoribus tuis et ecclesie tue, cum deliberatione et consilii maturitate, prout melius et sanius intelligi potest, quicquid juris sive potestatis, auctoritate pontificali vel imperiali concessione, habeo vel habere possum vel debeo in omni alveo insule Sparaverie versus orientem à principio usque ad finem, sicut à ripa continetur utraque, dono, laudo et in perpetuum habendum concedo : ita scilicet quod nulli indigene vel alienigene liceat ibi piscari vel instrumenta piscatoria vobis invitis ibidem ponere, set semper ad usus vestros ejusdem loci captura piscium tantummodo reservetur. Ut igitur hujusmodi donatio sive concessio firma semper maneat et illibata, presentis attestatione scripture et sigilli mei impressione eandem duxi corroborandam ; adiciens insuper quod quicumque contra eam venire vel eam impedire vel revocare presumpserit, iram et indignatio-

nem omnipotentis Dei incurrat et in extremo magni iudicii die in numero reproborum eternis suppliciis deputetur. Facta sunt hec anno ab Incarnatione Domini M^o.C^o.LXXXX^o, sedente in Urbe Clemente, Frederico imperatore regnante, pontificatus nostri anno tercio ; sub testimonio Ramundi prioris claustralis, magistri Johannis sacriste, Isardi prioris Vienne, P(ontii) Augisii, prioris Sancti Jacobi, Gontardi prioris Coste, Helie prioris de Dia, Falconis de Bozose, prioris de Corbellino, P(ontii) de Soz, prioris de Burgo, Giraudi prioris de Turre, P(etri) de Tornone, W. de Nemauso, P(ontii) Conil, operarii, W. hospitalarii, Umberti camerarii, Rafini procuratoris, magistri W., G. de Albenaz, Helie, W. prioris de Peiraud et Petri de Avinione, canonicorum Sancti Rufi ; Duranti etiam de Tornone, W. de Bello Viso, Achillei sacerdotis, W. de Cabiolo, clericorum, Petri de Auriolo, vicarii, et Lantelmi bajuli.

1. Original parch. de 20 lig. 1/5, grosse écriture ; trace de sceau pendant sur lanière de cuir. Au dos : *Donatio alvei insule que Esparveria dicitur, existentis a parte orientis dicte insule.* « Extrait tiré de l'orig. en parch. exhibé par Guil. de Gonar, chanoine de S^t Ruf, pour servir ... à M^o Guil. Manuel de la Fay, abbé général dud. ordre. Paul Cholet notaire, 1663 ». Autre dans le ms. 824, f^o 7. Texte impr. dans *Gallia Christ. nova*, t. XVI, instr. c. 110. Trad. italien. (incomplète) dans *S. Congreg. consist.* (1784), Summar. n^o 4^b (2 p.) Cf. FONTANIEU, *Cart. du Dauph.*, t. I, f^o 150^a.

LXVI.

1192.

(CONCESSIO DECANI ET CAPITULI ANICIENSIS) ¹.

A B C D E F G H I K L M N O P Q R S T U X Y Z &
CUM, juxta Apostolum, omnibus debitores simus ², eis tamen propensiori karitate tenemur astricti, qui renunciantes seculo in religionis habitu, Domino famulari noscuntur. Ea propter ego P(etrus), ecclesie Aniciensis decanus, et totus ejusdem ecclesie conventus, ecclesie Sancti Rufi religionem attendentes, ut tam presentes quam futuri Aniciensis ecclesie canonici orationum ecclesie Sancti Rufi participes esse mereamur, concedimus tibi Petro Sancti Rufi abbati et per te ecclesie Sancti Rufi in perpetuum ecclesias Sancte Marie et Sancti Andree de Crista, et ecclesiam Sancti

Domini que est apud Granam, cum decimis et primiciis, et oblationibus vivorum et mortuorum, et sepulturis et omnibus appendiciis suis, exceptis domibus de Crista: retento tamen in eis dominio et annuali censu trecentorum solidorum Viennensium, aut si monetam lege aut pondere cadere contigerit VII. marchas et dimidiam argenti ad pondus Podiense; ita ut tam presentes quam futuri ecclesie Sancti Rufi canonici habeant, teneant, possideant et ut de ceteris suis rebus pro beneplacito suo disponant: sic tamen ut ad alios transferre non possint. Si vero Aniciensis ecclesie canonicos per loca illa transitum facere contigerit, tenentur canonici Sancti Rufi eos in predictis ecclesiis benigne ospicio suscipere, et ut dominis reverentiam et honorem et idoneam procuracionem exhibere; specialiter tamen P. de Monte Rebelli et ejus successores et nuncios suos, qui tunc temporis supradictarum ecclesiarum possessor existebat. Si quis autem supradictos ecclesie Sancti Rufi canonicos super hoc inquietare temptaverit, Aniciensis ecclesia se justicie pro eis oppónere tenetur. Ut autem supradicta concessio omnimodam obtineat firmitatem, laudaverunt hoc Anicienses canonici: Petrus decanus, magister Alanus, Gibertus de Spaletto, S. de Buzillo, P. Ricardi, P. de Monte Rebelli, P. Gaufredi, Bertrandus de Fillinis, Poncius de Fillinis, Bermondus d. Salnerii, P. Poncii, Bertrandus Aspasii, Guigo de Rocha, W. Salnerii, Odilo, Paganus, Ugo de Podempniaco, D. de Saisiaco, W. de Corberia, P. Pictavinus, W. de Sancto Quintino, Dalmacius Guini, Ferrandus, Radulfus abbas Brivatensis³, Poncius Mauricii, P. de Bello Monte, W. Dracho, W. prepositus.

Hoc autem factum est in capitulo Aniciensi, anno ab Incarnatione Domini M^o.C^o.LXXX^o.II^o, Celestino summo pontifice. Hujus rei testes sunt: Poncius Augis, Poncius de Sós, P. de Prunet, canonici Sancti Rufi, D. de Turnone, Poncius de Sancto Prejecto, Poncius de Valentia, Durantus de Trevix et multi alii. Hujus consentionis paginam Anicienses canonici sigilli sui auctoritate firmaverunt.

1. Original parch. de 18 lig. 1/9, sans trace de sceau. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 88.

2. Cf. *Roman.* I, 14.

3. Sans doute Rodolphe de Langeac, 1175-1207 (*Gallia Christ. nova*, t. II, c. 477 et xlj).

LXVII.

6 mai 1192.

(CŒLESTINI III PAPÆ CONCESSIO PRO ECCLESIIS
DE BURGO) ¹.

CŒLESTINUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Petro) abbati et fratribus ecclesie Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis requiritur quod a tramite rationis non deviat, petentium desideriis facile nos decet annuere et ipsis effectum congruum indulgere. Hac igitur consideratione muniti vestrisque precibus inclinati, presentium vobis autoritate concedimus ut, sicut hactenus habuistis in ecclesiis de Burgo et aliis in quibus consuevistis, habere vobis liceat canonicos, quorum unus qui idoneus sit a diocesano episcopo curam recipiat animarum, ut ei de spiritualibus et vobis de temporalibus debeat respondere; districtius inhibentes ne infra villam de Burgo, cujus parrochie ad vos pertinent, sine diocesani episcopi et vestro concensu novum oratorium et cimiterium consecratur: salvis tamen privilegiis Romanorum pontificum. Volumus insuper ut parrochiani ecclesie Sancti Andeoli, que ad vos dicitur pertinere, aut alii homines qui ad eandem villam sua domicilia transtulerint et ibi viginti annis et amplius habitaverint, cum ad ecclesiam ipsam jus parrochiale totius ville pertineat, sibi de cetero nullatenus auferatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis (et) inhibitionis infringere. . . Si quis. . . Datum Laterani, secundo nonas maii, pontificatus nostri anno secundo.

1. Copie du XVII^e s. (extraict de son original en parchemin, deument scellé et signé par Célestin troizième..., exhibé par M^e Aymard Desont, prieur du Bourg-St-Andéol). Cf. JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^e, n^o 16866.

LXVIII.

19 mai 1192.

(EJUSDEM CONCESSIO DE DECIMIS ET ECCLESIIS
VEL ORATORIIS) ¹.

CELESTINUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Petro) abbati et fratribus Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petencium desideriis dignum est nos facilem prebere concensum et vota, que a rationis tramite non discordant. effectu prosequente complere. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, apostolica auctoritate statuimus ut nulli omnino liceat decimas ad jus vestrum vel ad ecclesiarumstrarum parrochias pertinentes emere vel eas illicite usurpare; indulgemus eciam vobis ut nemo in parrochia ecclesie vestre aut in parrochiis ecclesiarum ad vestrum jus pertinencium, absque vestra et diocesani episcopi convencia et assensu, ecclesiam vel oratorium, salvis privilegiis nostris, edificare presumat. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre constitutionis et inhibicionis infringere. . . Si quis. . . Datum Rome, apud Sanctum Petrum, XIII kalendas junii, pontificatus nostri anno II^o.

1. Vidimus de Franç. du Puy (1487), f^o 2b (n^o VII). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 300-1. Cf. idem, p. 71; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, ed. 2^a, n^o 16879.

LXIX.

12 janvier 1193.

(EJUSDEM CONCESSIO DE ECCLESIIS PARROCHIALIBUS) ¹.

CELESTINUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Petro) abbati et canonicis Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Apostolice sedis auctoritas nos inducit et debitum postulat caritatis, ut tanto libencius vestris utilitatibus intendamus, quanto ecclesia vestra magis noscitur religione vigere. Hac igitur ratione consideracionis inducti, presencium vobis auctoritate ad i(n)star felicis recordacionis Alexandri et Lucii predecessorum nos-

trorum, Romanorum pontificum, duximus indulgendum, ut si quando ecclesias vestras parrochiales, in quibus tres vel quatuor canonici moram faciunt, vacare contigerit, liceat vobis unum ex fratribus vestris canonicis eligere et episcopo presentare, a quo curam recipiens animarum, episcopo de spiritualibus, vobis vero de temporalibus et ordinis observancia debeat respondere. Nulli ergo. . . hanc pag. nostre concessionis et constitutionis infring. . . Si quis. . . Datum Rome, apud Sanctum Petrum, 11 idus januarii, pontificatus nostri anno secundo.

1. Vidimus de Franç. du Puy (1487), f° 2b (n° vj). Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 300. Cf. idem, p. 71; JAFFÉ, *Reg. pont. Rom.*, éd. 2^a, n° 16947.

LXX¹.

1195.

Chirographe de l'an 1195, portant concession par M. l'abbé à un religieux de bâtir une maison auprès de la chapelle de la Magdeleine pour les frères malades et une chambre à côté pour s'y retirer; avec pouvoir de posséder des revenus pour l'infirmier.

1. Analyse fournie par l'*Invent.* de 1768, arm. 2, vol. 2, n° 12.

LXXI.

10 mars 1196.

(BERNARDI CARDINALIS TRANSACTIO INTER DIENSEM ET Sⁱ MEDARDI ECCLESIAS, ET ECCLESIAM Sⁱ RUFI SUPER ECCLESIIS DE CRISTA)¹.

1. *Tituli Dienses* (Paris, Bibl. nat., ms. lat. 18356, anc. Min. 61), f° 38, n° xxvi. Copie dans OLLIVIER (J.). *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f° 243 (ex litt. original. episcopatus eccl. Diensis). Texte impr. dans Acad. Delph., *Docum. inéd. relat. au Dauph.*, 1868, t. II, 3^e livr., p. 57-9. Cf. COLUMBI, *Opusc.*, 1668, pp. 261 et 292.

LXXII.

1197.

CARTA (ARM. DE RETORTOR) DE INSULA SUDIONIS ¹.

NOTUM sit presentibus et futuris, quod Armannus de Retortor inquietabat domum insule Subdion(ensis), que propria est monasterii Sancti Ruphi, querens placitamentum in quadam terra dicte insule que Venecia nuncupatur, eo quod ipsa terra patris sui fuisse dicebatur. Quapropter ego Falco, Valentinus episcopus, audito clamore jamdicte domus prioris et litteris a domino Odone episcopo super donatione et inquisicione supradicte terre factis et diligenter inspectis, quod in terra illa dictus Ar(mannus) nichil querere posset ipsum certum fecimus et rogavimus illum ut, amore Dei et nostro, ab ejus vexatione desisteret. Unde ad preces nostras inclinatus sepedictus Ar(mannus), tactis sacrosanctis Evangeliiis, juravit quod nullam de cetero ipse aut aliquis successorum suorum vel aliquis nomine suo in supradictis nec etiam in aliis prenominate insule pertinentiis querelam vel calumpniam faciat; set pro posse suo ab omni inquietante et calumpniam inferente defendat, et si quid juris in terra illa habebat vel etiam habere videbatur, totum pro sua et parentum suorum salute donavit, laudavit, guirpivit supradicte domui et Willelmo priori et successoribus suis et in pace possidendum perhenniter concessit. Preterea si supradicta domus de loco sepedicte insule, causa necessitatis, ad alium magis congruum et oportunum locum transferretur, sub eodem sacramento promisit prenominate Ar(mannus) quod ipse et successores sui teneant in pace dictum donum, et quod de cetero nullam ibi faciant calumpniam sive querelam. Hoc idem juravit Dalmacius bajulus ejus, mandato suo, et ut cercius haberetur rogavit nos ut presentem cartam sigillo nostro muniremus. Testes sunt Achilleus sacerdos, Xpistianus nepos ejus, Rainoldus Cocus, Petrus de Curia, Rothbertinus, Acharnz, W. Szups, Ugo bajulus, magister Pe(trus), canonicus Sancti Ruphi, Aimo de Solomniaco, Dalmacius vicarius ejus, Jaucerandus Ruphus. Actum est hoc in aula Valentinensi, anno Domini M. C. XC. VIJ, sedente in Urbe Celestino papa, regnante Henr(ico) serenissimo Romanorum imperatore.

Ego Jacobus, domini episcopi notarius, decimo anno pontificatus ipsius, presentem cartam mandato ejus scripsi.

1. Original parch. de 16 lig.; au dos encore : *Carta de insula Subdionis, que est monasterii Sancti Ruphi*. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 387.

LXXIII.

1197.

CARTA DE MOLENDINO, SET ALIA MELIOR ¹.

UT HOMINUM TRANSEUNCIIUM STATUTA NON TRANSEANT, MAJORUM AUCTORITATE ET SIGILLI EORUM MUNIMINE ROBORANTUR. PER PRESENTEM igitur paginam ego Falco, episcopus Valentinus, notum fieri volo tam presentibus quam futuris, quod Lambertus de Sancto Nazario, sanus et incolumis, in optima ² mentis dispositione constitutus, molendina que ipse edificaverat, ob remedium anime sue parentumque suorum, contulit Deo et ecclesie Sancti Ruphi, nostre concessionis licencia primitus impetrata. Post cujus Lamberti mortem, Lambertus decanus, Rico, magister Senioretus, Johannes sacerdos, Jarento de Bisatgio, Petrus de Salis, Poncius Biza, Umbertus de Valentia testificati sunt molendina ecclesie Sancti Ruphi in testamento suo prefatum Lambertum reliquisse. Accedens igitur Bertrandus, ecclesie Sancti Ruphi abbas, ad nostram presenciam, humiliter postulavit ut eandem donationem firmam haberemus et ratam, et eorundem molendinorum plenam possessionem concederemus ecclesie Sancti Ruphi pacifice in perpetuum obtinendam. Nos vero ³, tantorum virorum testimonio plenissimam fidem habentes et omnia sollempniter acta considerantes, condescendentes ejusdem abbatis precibus propter religionis et honestatis fraglanciam que in eadem ecclesia dinoscitur vigere, visis etiam predecessorum nostrorum instrumentis et diligentius exquisitis, in quibus continetur quod in feudis nostris ecclesia Sancti Ruphi largicione fidelium, emptione, vendicione, permutacione vel quolibet alio justo titulo adquisicionem possit facere, omnis contradictionis, reclamationis et calumpnie obstaculo non obstante, molendina predicta cum omni tenemento suo, prout melius et sanius intelligi potest, salvo tamen debito censu xv. solidorum, ecclesie Sancti Ruphi donamus, lau-

damus et concedimus perpetuo possidenda. Pro hoc autem laudamento, a te Bertrando, abbate Sancti Ruphi, recognosco me cc. solidos accepisse ¹. Si quis autem hanc nostre concessionis et donationis paginam infringere vel aliquo modo permutare attemptaverit, indignationem omnipotentis Dei et beate virginis Marie, omniumque sanctorum et beati Apollinaris se noverit incursum. Nos quoque hanc donationis cartam, ut majoris firmitatis robur obtineat, sigilli nostri munimine confirmamus. Testes sunt Poncius Chais, Falco de Monmira, Stephanus medicus, W. de Neumauso, Bartholomeus de Costa, Bernardus de Fontanis, Ugo vicarius, canonici Sancti Ruphi, et Poncius Conils, L. bajulus, Petrus de Salis, Erpinus, Petrus nepos ejus, Guigo de Torno, Pe(trus) de la Sonna, Pe(trus) de Podio, Ticbaudus, W. de Podio, Pe(trus) Iters, Barnardus Chanabaz, Raimundus Citarella, Petrus del Obra, Bernardus marescalcus, W. de Pelafol, Ugo nepos ejus, Durandus de Turnone, W. de Belmon, W. Antonis ², Ugo bajulus. Acta sunt hec anno Incarnationis Dominice M^o.C^o.XC^o.VIJ^o, sedente in Urbe Celestino papa, regnante Henr(ico) serenissimo Romanorum imperatore.

Eg^o Jacobus, domini episcopi notarius, decimo anno pontificatus ipsius, presentem cartam mandato ejus scripsi.

1. Original parch. de 22 lig., N. 3; autre de 19 lig., C. 12. Extrait tiré de l'orig., exhibé par noble Guill. de Gonar, chan. de St-Ruf pour l'abbé Guilh. de Manuel de la Fay, par Paul Chol en 1663. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 389.

2. A. *oblit.* — 3. B *quoque*. — 4. B omet *Pro hoc... accepisse*. — 5. B *Anconis*.

LXXIV.

Mai 1197.

DE DONO QUOD FECIT GAUCELINUS DE NAVES ¹.

NOTUM sit presentibus et futuris, quod ego Gaucelinus de Navis ² scio et in veritate recognosco tibi, domno Falchoni S(anct)i Rufi abbati ³, me quicquid juris habebam in castris de Navis ², de Maloboscho ⁴ et de Banna, nomine feudi accepisse a domno Willelmo ⁵ abbate Sancti Rufi: tali pacto ut nomine servicii darem ecclesie Sancti Rufi singulis annis tres libras cere; et pro hoc feudo debeo facere hominum abbati Sancti Rufi, quandocumque a me

exegerit. Dedi etiam domui de Bonis Vallibus quicquid juris habebam in territorio castri de Mirendol, et quemdam mansum qui est in valle Sancti Theodoriti ⁶, cum omnibus pertinentiis suis; item recognosco quod pater meus dedit unum dimidium mansum apud ⁷ Chaçach ⁸ domui memorate, et fratres mei dederunt villam de Rivo Sico, cum hominibus et omnibus pertinentiis suis. Hec omnia, sicut in hac carta superius continentur et sicut sanius et melius potest intelligi ⁹, laudo et concedo et confirmo ecclesie Sancti Rufi et domui de Bonis Vallibus, sine omni retentione debiti vel indebiti servicii, sine exactione vel inquietatione aliqua, sine garda vel questa tranquille et libere perpetuis temporibus possidenda. Et promitto, tactis sacrosanctis Evangeliiis super altare capelle Sancti Rufi, quod predictam donationem, quam pater meus fecit sive confirmationem quam ego facio, de cetero nunquam moveam vel moveri faciam. Ad maiorem autem firmitatem habendam, ego predictus Gaucelinus domnum Falchonem ¹⁰ episcopum Valentinum rogo, ut presentem cartam per alphabetum divisam sigillo suo corroborari ¹¹ faciat. Testes sunt R. prior claustris, W. de Nemauso, Pontius Sancti Michaelis ¹², Rainaldus, Stephanus ¹³ et Petrus de Lugduno, Giraudus de Barjach ¹⁴ prior ¹⁵ Bonarum Vallium, R. de Garda monachus et Petrus Eraclii miles. Actum est autem ¹⁶ hoc anno Dominice Incarnationis M^o.C^o.XC^o.VII^o, mense madio, in capella Sancti Rufi. Ego Falco, abbas Sancti Rufi, et nos conventus, sicut vidimus in carta sigillata et verum esse scimus, in hac carta sigillavimus ¹⁷.

A B C D E F G H I K L M N O P Q ⁊

1. Original parch. de 15 lig.; autre de 14 lig., avec traces de deux sceaux. Copie dans EUSEBI, *Repert.*, p. 328.

2. B *Naves*. — 3. B *omet tibi... abbat*. — 4. B *Malbosco*. — 5. B *Vi-o*. — 6. B *Te-i*. — 7. B *aput*. — 8. B *Chacac*. — 9. B *i. p.* — 10. B *Falconem*. — 11. B *ro-i*. — 12. B *Mica-s*. — 13. B *Stefa-s*. — 14. B *B-c*. — 15. A *priorem*. — 16. B *omet*. — 17. A *omet Ego... sigillavimus*.

LXXV.

(Après 1197).

(DONUM GALTERII BRINO APUD COLUMBERIUM) ¹.

E . D . O . R . V

LABI solet rerum memoria cum lapsu temporis et noverca pacis calumpnia, quod prius in quiete fuerat, inquietat. Sciant ergo presentes ac posteri quod ego Galterius Brino, dono et concedo Deo et ecclesie S(anct)i R(uph)i me ipsum et quidquid habeo vel possideo ad Columberium, tam in terris cultis quam incultis, tam in domibus quam in nemoribus. Hoc donum concesserunt et confirmaverunt cum juramento filie mee Galteria et Maria, et earum mariti Geraldus et Ardens. Actum est hoc ad Sanctum Ruphum, in camera domni Falconis abbatis, ipso presente et aliis quam pluribus, videlicet P. Chais, magistro Helya, Ugone vicario, Ar. de Sancto Albano, fratre Stephano, Nicholao, Durando, Habundo, Martino, Guichardo et aliis quam pluribus. Confirmatum vero fuit ad Sanctum Jacobum, in presentia Armandi prioris ejusdem loci et supra scriptorum virorum. Ex permissione vero domni F(alconis) abbatis habeo quod, dum fuero in laicali habitu, de predictis terris que coluntur aliena manu fructum habeam, de illis autem quas domus S(anct)i R(uph)i coli faciet, nichil habeam : de assumptione vero regularis habitus, in arbitrio meo missum est.

1. Original parch. de 10 lig. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 386.

LXXVI.

8 août 1198.

(INNOCENTII III PAPÆ PRIVILEGIUM DE ORDINATIONIBUS) ¹.

INNOCENCIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Falconi) abbati et conventui Sancti Ruffi, salutem et apostolicam benedictionem. Quociens a nobis requiritur quod a religione vel honestate discordare minime videatur, animo nos decet libenti concedere et justis petencium desideriis effectum congruum indulgere. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulacionibus gratum imperciantes assensum, apostolica auctoritate statuimus ut vos

et canonici vestri qui in ecclesiis vobis subdictis commo-
rantur, crisma, oleum sanctum, consecrationes altarium
seu basilicarum, ordinationes clericorum, qui ad sacros or-
dines fuerint promovendi, a diocesano suscipiatis episcopo :
si quidem catholicus fuerit, et gratiam atque communionem
apostolicæ sedi habuerit, et ea vobis gratis et absque pravi-
tate voluerit exhibere; alioquin liceat vobis quemcumque
volueritis catholicum adire antistitem, qui nostra fretus
auctoritate vobis quod postulatis indulgeat. Datum Reate,
VI idus augusti, pontificatus nostri anno primo.

1. Vidimus de Franç. du Puy (1487), f° 3 (n° VIII). Copie dans EUSEBI,
Repert., p. 301. Cf. idem, p. 71.

LXXVII.

15 mars 1199.

(EJUSDEM CONFIRMATIO SENTENTIÆ LUGDUNENSIS
ARCHIEPISCOPI CONTRA HOSPITALARIOS) ¹.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis
filiis (Falconi)] abbati et conventui Sancti Rufi, [salutem
et apostolicam benedictionem]. Sententia que ex dele-
gatione sedis apostolicæ ratione prævia promulgatur, firma
debet et illibata consistere; et, ne in posterum aliquorum
temeritate valeat perturbari, apostolico est munimine robo-
randa. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris postulatio-
nibus grato concurrentes assensu, sententiam quam venera-
bilis frater noster Rain(aldus) Lugdunensis archiepiscopus,
in causa que inter vos ex una parte et Hospitalarios ex altera,
super ecclesia Sancti Jacobi de Valentia vertebatur, ex
delegatione sedis apostolicæ noscitur promulgasse, sicut juste
lata est nec legitima appellatione suspensa, et in ipsius ar-
chiepiscopi authentico plenius continetur, ad exemplar bone
memorie Celestini pape, predecessoris nostri, auctoritate
apostolica confirmamus et presentis scripti pagina commu-
nimus. Nulli ergo, etc.

Datum (Laterani), idibus martii, pontificatus nostri anno
secundo.

1. INNOCENTII III *Regesta*, lib. II, ep. 22. Texte impr. dans *Innoc.
epist.*, éd. Baluze, 1682, t. I, part. II, p. 344: éd. Bréquigny, 1791, t. II;
Patrol. latina, t. CCXIV, c. 552. Cf. BRÉQUIGNY, *Table*, t. IV, p. 271;
POTTHAST, *Reg. pont. Rom.*, n° 626.

LXXVIII.

20 mars 1199.

(EJUSDEM PROHIBITIO NE CANONICI SANCTI RUFI AD
ALIUM ORDINEM TRANSEANT) ¹.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri (Mauritio)] Pictavensi episcopo, [salutem et apostolicam benedictionem]. Proposita nobis dilectorum filiorum (Falconis) abbatis et conventus Sancti Rufi querimonia demonstravit, quod A. Jordani eorum canonicus, habitu regularium canonicorum rejecto, sine abbatis sui licentia in monasterio Malleacensi suscepit ordinem et regulam monachorum. Cum igitur, juxta canonicas sanctiones, religiosi canonici non credantur a consortio sanctorum monachorum sejuncti, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatenus, si tibi constiterit de premissis, jamdictum canonicum ad ecclesiam redire priorem, monitione premissa, per censuram ecclesiasticam, appellatione remota, compellas: ubi et memorialem cucullam eum deferre facias et ultimum in choro manere, ut exemplo ejus alii similia non attentent.

Datum Laterani, XIII kalendas aprilis, pontificatus nostri anno secundo.

1. INNOCENTII III *Reg.*, lib. II, ep. 11. Texte impr. dans *Innoc. epist.*, éd. Baluze, t. I, p. II, p. 340; éd. Bréquigny, t. II; *Patr. lat.*, t. CCXIV, c. 545. Cf. BRÉQUIGNY, *Table*, t. IV, p. 271; POTTHAST, *Reg. pont. Rom.*, n° 634.

LXXIX.

1199.

(SENTENTIA INTER PRIOREM Sⁱ FELICIS ET HOSPITALE) ¹.

Nos Falco, Dei gratia Valentinensis episcopus, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum discordia verteretur inter Gontardum priorem Sancti Felicis, ex una parte, et Pontium de Blargaritis ², preceptorem domus Hospitalis Sancti Sepulchri Valentie, super eo quod prior Sancti Felicis dicebat quod totum hospitale et grangia eorum, que est in abbazia, excepta ecclesia Sancti Sepulchri et excepto refectorio et quadam parte coquine, erant in parrochia et infra limites parrochie Sancti Felicis: quod preceptor Hospitalis denegabat; tandem, partibus in

nostra presentia constitutis, prior se obtulit probaturum quod hospitale et grangia erant in parrochia Sancti Felicis, humiliter supplicando ut testes quos ipse vellet producere, pro limitatione parrochie Sancti Felicis, recipere dignaremur : maxime, cum quidam illorum testium essent senes et idcirco timebat ipse prior ne futuris temporibus subtraherentur copia probandi ipsi domini si necesse esset, vel si iterum inter domum Sancti Felicis et domum Hospitalis, seu inter alios de parrochia Sancti Felicis de cetero questio oriretur. Assignata igitur die partibus, prior testes produxit viros idoneos, per quos plene probavit quod parrochia Sancti Felicis protenditur a porta de Tordayo usque al chier de Fieratas, et vadit per violum inter cuneum Rayneve et cuneum Chambard usque ad caminum quo itur apud Alexianum, et ab illo camino Alexiani itur recto itinere sobre lo Cognier usque ad viam que dicitur Castelnovesa, et per illam viam usque ad caminum regalem quo itur recto camino usque ad Parlanges ; et a porta supradicta de Tordayo usque ad portam Sancti Sulpicii, et ab illa porta Sancti Sulpicii recta via usque ad Favantinas, et ab illo loco sicuti ducit via qua itur vers la Ruella usque ad fossatum vinee de la Ruella, et ab eodem loco per las Crespolieras usque ad supradictas Parlangias : adjicientes tam prior supradictus quam testes quod sacrista Sancti Felicis per istam parrochiam visitabat. Nos vero Falco, Dei gratia predictus episcopus Valentie, habito consilio peritorum, sententiando judicamus Hospitale Sancti Sepulchri et grangiam abbacie, excepta ecclesia Sancti Sepulchri et excepto refectorio et quadam parte coquine, esse de parrochia Sancti Felicis, cum dictum Hospitale Sancti Sepulchri sit infra limites inferius annotatos ; concedentes de gratia speciali domui Sancti Felicis, ut sacrista dicte domus istam parrochiam, quam ipsi domui confirmamus, de cetero possit de nostra licentia visitare. Actum est hoc anno Incarnationis Dominice M^oC^oXC^o nono, in curia episcopali, presentibus Guillelmo de Vaesco, Guillelmo de Liberone, canonicis Valentie, Lamberto priore de Cozau, Odilone sacrista Sancti Felicis, Vitali, Johanne d'Aiserant et Francisco, hospitalariis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presenti pagine duximus apponendum.

1. Vidimus parch. pour « M^o Guillaume Manuel, docteur ez droictz, prieur du prieuré de Saint Felix et de Saint Pierre de Ternay, chanoine de l'esglise de Nostre Dame de Paris, 4^e sept. 1592 ». Deux autres en tête de terriers de St-Félix. — 2. *At. Margueritis.*

LXXX.

Juin 1199.

COMPOSITIO ECCLESiarUM DE TAULIGNANO ¹.

1. *Tituli Dienses* (voir n° LXXI), f° 28^b, n° XVIII. Texte impr. dans Acad. Delphin., *Docum., inéd. relat. au Dauph.*, t. II, 3^e livr., p. 46-7.

LXXXI ¹.

1200.

Ademari Pictaviensis, comitis Valentiniensis, privilegium in pergamento, quod incipit: « Notum sit omnibus... Actum anno 1200 »; ubi ait: « Ego Ademarus Pictaviensis, Dei gratia comes Valentiniensis, ob remedium anime mee et patris mei et d. Guillelmi Pictaviensis, ejusdem ecclesie canonici, dono et concedo monasterio Sancti Rufi, et tibi Falconi abbati et canonicis ejusdem loci, in perpetuum omnimodam exemptionem in terris » suis, una cum jure pascendi.

1. Analyse fournie par Eusebi, *Repert.*, p. 81, d'après une notification du 6 décembre 1321, faite au juge des comtés de Valence et Die. à Etoile.

LXXXII.

1200.

CARTA DE DOMO UGONIS DE AUROSA JUXTA GRANGIAM ¹.

NOTUM sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod anno ab Incarnatione Domini M°.CC°, ego Lambertus, decanus Valentinus, concedo vobis Falconi, ecclesie Sancti Rufi abbati, et fratribus ejusdem ecclesie et successoribus vestris, videlicet dominium domus Ugonis de Aurosa, que est juxta grangiam vestram ab aquilone, in vico Sancti Victoris; ita quod nullus homo possit eam emere vel vendere, sive inpignorare vel de ea aliquam transmutationem facere sine consensu et voluntate vestra, et vos recipiatis census ejusdem domus termino constituto. Retineo tamen ut vos reddatis michi vi denarios censuales, quos michi persolvatis pro eadem domo quando alium census de grangia reddetis. Et si forte prephatam domum emptione vel pignore vel alio quolibet titulo adquirere poteritis, concedo et laudo sicut melius et sanius potest intelligi, ut sine consensu et

omni contradictione et laudamento meo possitis eam habere et absque ulla difficultate pacifice possidere. Et pro hoc laudamento confiteor me a vobis habuisse XL^a solidos Vienneensis monete. Testes sunt : W^o de Nemauso, Ademarus de Valentia, Petrus Cortili et Johannes, canonici Sancti Rufi, W^o de Mota, Lantelmus de Marchas, Rainaldus de Petra, Andreas de Sancto Rufo, Johannes Rufus.

Ut autem hoc ratum et firmum habeatur, ego Lambertus decanus Valentinus sigilli mei impressione presens instrumentum facio roborari.

1. Original parch. de 16 lig. 1/2 ; trace de sceau sur lanière de cuir. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 383 (in sigillo legitur : LAMBERTVS·VALEN·DECANVS).

LXXXIII.

(1200-).

(CARTA) DE ECCLESIA DE MARNAU ¹.

NOVERINT UNIVERSI, QUORUM CONSPECTIBUS PRESENS SCRIPTUM MONSTRANDUM VENERIT, QUOD UMBERTUS DE CASTROBUCCO dedit Deo et ecclesie Sancte Marie de Marnau IIII. solidos et IIII. denarios censuales, super portum Confluentis in perpetuum possidendos, ut feria secunda singulis ebdomadis super uxorem suam dominam Fias, cum pro ceteris mortuis processiones fierent, super sepulcrum ipsius orantes stacionem dicte ecclesie facerent sacerdotes. Multis autem effluxis annis, cum nominata ecclesia hanc donationem quiete et absque calumpnia possideret, B. de Sancto Montano, prior Sancti Petri de Burgo, et Odilio filius supradicti Umberti, compositionem talem inter se fecerunt : Odilio dedit dicto priori et successoribus suis XVI. denarios censuales in territorio de Castronovo ; prior vero guerpivit dicto Odilioni IIII. solidos et IIII. denarios quos a predecessoribus suis super portum acceperat Confluentis. Consequenter ego W(ilhelmus), filius dicti Odilionis, volens in bono antecessorum meorum vestigiis inherere, considerans quia sola misericordie opera reos ante tribunal eterni iudicis excusabunt, donavi et in perpetuum habere concessi dictos IIII. solidos et IIII. denarios ecclesie de Marnau, ut supradicte domine supradicta stacionum suffragia in ecclesia de Marnau in perpetuum concedantur ; preterea dictos

xvi. denarios censuales ego W. donavi Deo et ecclesie de Marnau in perpetuum possidendos. Acta sunt hec in ecclesia Sancti Felicis, ante majus altare. Idem vero W. super idem altare juravit, quod super hanc donationem per se sive per alium calumpniam non faciat, et quod si aliquis faceret pro posse suo defendere niteretur. Testes sunt Gontardus tunc temporis prio[r Sancti Felicis], Lambertus prior de Marnau, W. sacrista, Bonafosus, B. Renco, Umbertus de Castro-bucco. W. de M[....., ... de] Cabeolo, B. monetarius, Lantelmus de Alexano. Consequenter ego V. (Umbertus) Dei gratia Valentinus episcopus, ut ista donatio felici gaudeat firmitate, ad preces dicti W. hanc cartam sigilli nostri munimine roboravi.

1. Original parch. de 17 lig. ; trace de sceau sur lacs de soie rouge et jaune. Cf. *Invent. de St-Félix*, f° 406, n° 200.

LXXXIV.

(1200-2).

(CONCORDIA INTER PRIOREM ET CANONICOS Sⁱ FELICIS) ¹.

NOSTRIS gesta temporibus ex decursu temporis ne labantur, litterarum solent inditiis memoriter retineri et que possent in posterum cavillationes emergere, sola solet veracis scripti series effugare. Eapropter ego Umbertus, Dei gratia Valentie episcopus, volens disceptationes et controversias, que inter Guntardum priorem Sancti Felicis et canonicos habebantur, fine legitimo terminare, veniens ad ecclesiam Sancti Felicis, rogavi priorem et canonicos ut super eorum controversias nostro starent mandato. Prior vero et canonici, nostris adquiescentes precibus, firmiter promiserunt ut quicquid a nobis super eorum controversiis diceretur, ratum et firmum imperpetuum haberent. Prior siquidem sacramento prestito hoc confirmavit, et hoc idem sub eodem sacramento factum est a Willelmo sacrista et Odilone procuratore ejusdem ecclesie, et a Lamberto priore de Cossau et Lamberto priore de Marnau : ceteri vero canonici, de gratuito eorum consensu et ex mandato prioris, hoc idem firmiter promiserunt. Assistentibus itaque nobis dom. V(mberto) Diensi episcopo et Petro Saonensi abbate et R. abbatibus Lionselli et A(lgoudo) Vallis Crescentis, Cisterciensis ordi-

nis, presente etiam Lamberto decano Valentie et Ismidone fratre ejus, qui nobis ex parte prioris extiterunt fidejussores; auditis hinc inde eorum questionibus, lecta et cognita quadam scriptura nostro sigillo et abbatis Saoniensis munita, quibusdam additis et subtractis, habito aliorum virorum prudentum consilio, regulares institutiones et probabiles consuetudines, sicut in presenti littera continetur annexum, in eadem ecclesia dudum cernimus observari: Hee sunt..... (ch. LIII).

1. Original parch. dont il ne subsiste que 28 lig., les dernières endommagées. La date de cette pièce est circonscrite par la mention des principaux personnages qui y figurent: Humbert I^{er}, évêque de Valence; Humbert I^{er}, évêque de Die; Pierre, abbé de Saou (*Cart. de Die*, p. 46-7; *Cart. de Léoncel*, p. 52); R., abbé de Léoncel (prédécesseur de Pierre II ?); Algoud, abbé de Valcroissant (*Cart. des Ecouges*, p. 105-6, « Algoudis »); et Lambert, doyen de Valence.

LXXXV.

Septembre 1200.

ACHET DES TACHES DU RIVIER ¹.

Vente faite et passée en faveur du s^r prieur de Saint Felix, des tasches du Rivier par s^{rs} Arnaud Imbert et Umbert Hugues frères, pour le prix de trois centz livres.

1. Analyse fournie par l'*Invent. de St-Félix*, f° 48, n° 253.

LXXXVI.

Juin 1201 ¹.

Falconis abbatis S. Rufi concessio facta Pontio Chais, infirmario S. Rufi; est originalis in pergameno, cum sigillis pendentibus abbatis et capituli, quorum quodlibet repræsentat imaginem sancti Rufi, circumscripto nomine. Incipit: « Quoniam varius est casus hominum, idcirco ego F(alco), ecclesie S. Rufi abbas... Actum in capitulo S. Rufi, mense junio 1201 ». Ubi dicitur quod, de pecunia data per Pontium Chais ad emendos redditus infirmariæ, Hugo abbas S. Rufi habuit pro causis urgentibus 4000 solidos; et assignati sunt infirmariæ pro fructu 2000 solid. sextarii 23 frumenti annui apud Cristam, et pro fructu aliorum 2000 solid. quatuor libræ cum dimidia in vineis quondam Marescalchi. Eidem Pontio

concedit omnia bona « que tenet apud Aleixan nomine nostre ecclesie, que fuerunt de patrimonio suo, et xv solidos censuales quos domus de Leoncello nobis annis singulisolvere tenetur in festo s. Appollinaris, et quidquid in banco macelli Valentie annuatim ex conductione percipimus, toto tempore vite sue : ita quod post mortem suam ecclesie nostre remaneant. Quia vero laborem conventus corporis imbecillitate sustinere non potest, concedimus ei ut in camera sibi et servienti suo de communi cibo conventus sibi necessaria ministrentur ». Subscripti sunt R(aimundus) prior claustris, S(tephanus) Medici sacrista et alii 24 canonici S. Rufi.

1. Extrait fourni par EUSEBI, *Repert.*, p. 101.

LXXXVII.

Septembre 1202.

(DONATIO ECCLESIE B. M. DE INSULA SUBTUS VIENNAM) ¹.

1. On ne possède de cet acte que la traduction en français donnée par CHARVET, *Hist. de l'égl. de Vienne*, p. 365-7 (ex archiv. ecl. Vienn.). Cf. MERMET, *Hist. de Vienne*, t. III, p. 74.

LXXXVIII.

1204.

CARTA DE CONCAMBIO FACTO A FRATRIBUS Sⁱ R(UPH)I CUM FRATRIBUS TEMPLI DE VALENTIA, DE TERRIS DE GISAIAS ET DE COLUMBERIO ¹.

W I I G E E D O B V
NOTUM sit, t[am] presentibus quam futuris, quod domus militie de Valentia habebat tres petias terre in Gisaias, de quibus dabat tascham ecclesie Sancti Ruphi et domui Sancti Jacobi de [Valentia. II]II^{or} sextarios frumenti censuales ; et quia, due specie predictarum trium terrarum infra terras ecclesie Sⁱ Ruphi erant, et multociens impedimentum fratrib[us] Sⁱ Ruphi fuerant, Falco abbas Sⁱ Ruphi, cum consilio et voluntate tocius conventus, et Ugo de Rocha Fort, preceptor militie de Valentia, cum assensu et voluntate omnium fratrum suorum, de ipsis terris fecerunt concambium in hunc modum : fratres militie dede-

runt ecclesie Sⁱ Ruphi libere et absolute quicquid juris vel proprietatis in duabus petiis predictarum trium terrarum habebant, ut ecclesia Sⁱ Ruphi eas in pace nunc et semper haberet et possideret; quarum una est infra viam que ducit ad Quart et ad Bellum Montem et boscum de Chastane; alia vero in medio terrarum quas habet ecclesia Sⁱ Ruphi in Gisaïas. Has duas petias terre donaverunt et laudaverunt ecclesie Sⁱ Ruphi fratres militie, ut eas libere haberet et sine contradictione aliqua perpetuis temporibus possideret. Ecclesia vero Sⁱ R(uph)i donavit militie quicquid juris vel proprietatis habebat in sex sextariatis terre, que sunt juxta terras suas de Gisaïas ex una parte et juxta terras ex alia parte quas tenet Andreas Ogerii pro nepote suo Bartolomeo, filio quondam Raimundi Ogerii. Has predictas sex sextariatas terre donavit, concessit et laudavit ecclesia Sⁱ R(uph)i fratribus militie, ut eas nunc et semper sine omni censu et usatico in pace et sine aliqua contradictione, sicut illa eas libere possidebat, ita eas libere et absolute haberet et possideret. De IIII^{or} vero sext(ariis) frumenti, quos fratres militie censuales Sancto Jacobo faciebant, fecit eis ecclesia Sⁱ R(uph)i II^{or} sext(arios) et eminam pro isto concambio indulgere. § Preterea sciendum quod controversia emerserat inter sepedictos fratres Sⁱ R(uph)i et fratres militie, super patrimonio Gauterii Bruinon et fratrum suorum Stephani et W(illelmi), filiorum quondam Petri Bruinon. Fratres enim Sⁱ R(uph)i portionem sustantie fratris Stephani, ecclesie Sⁱ R(uph)i conversi, tanquam propriam requirebant; fratres vero militie ipsam portionem s(cilicet) fratris S(tephani) et aliam W. fratris ipsius habere volebant et possidere, asserentes quod ipse frater S. in domo militie habitum religionis susceperat priusquam in ecclesia Sⁱ R(uph)i, et iccirco res ipsius ad domum militie debebant devolvi. Tandem considerantes, videlicet Falco abbas Sⁱ R(uph)i et conventus, ex una parte, et Ugo de Rochafort preceptor et fratres militie, ex alia, quod nimium esse turpe et inconveniens ut inter ipsos controversia vel discordia aliqua verteretur, hujusmodi inter se compositionem fecerunt: omne jus et omnem proprietatem quam fratres militie in dicto patrimonio predicti Gau(terii) et fratrum suorum S. et W., tam pro ipso S. quam pro W. fratre ejus, et etiam censum et dominium quod in toto patrimonio predictorum trium fratrum habebant vel requirebant, libere et absolute dederunt et concesserunt ecclesie

Sⁱ R(uph)i, ut portiones amborum et censum consuetum ac dominium totius patrimonii in pace et sine contradictione aliqua perpetuis temporibus haberet et possideret; ecclesia vero Sⁱ R(uph)i donavit et concessit fratribus militie quicquid juris vel proprietatis habebat in toto nemore quod adjacet, ex una parte terre quam ipsi fratres militie a Sancto Jacobo pro concambio habuerunt, ex alia vie que dicitur dels Fossar, ex alia vero nemori Gontardi de Cabiolo; et totam terram quam habebat prope ulmum dels Bancetz, et adjacet ex una parte strate que Regalis dicitur, ex alia vero terre Humberti du W.lan: et sciendum quod predictum nemus et dictam terram hujusmodi pro Gon(tardo), canonico Sⁱ R(uph)i et priore Sancti Felicis, aliam etiam terram dedit eis, que est juxta predictam, set eas dividit predicta strata Regalis. Totum predictum nemus et predictas duas petias terre, cum parvo nemore quod uni predictarum terrarum adjacet, concesserunt libere et absolute, absque omni dolo fratres Sⁱ R(uph)i fratribus militie, ut totum sine contradictione in perpetuum haberent et possiderent. Ut autem hec concambia illibata et inconvulsa possent perpetuis temporibus observari, presens instrumentum sigillis abbatis Sⁱ R(uph)i et conventus, et Ugonis preceptoris Templi de Valentia est insignitum; et promisit ipse V(go) quod quam cicius posset sigillo majoris magistri illud faceret communire. Factum [est hoc anno ab] Incarnatione Domini M^oCC^oIII^o. Testes sunt Pe(trus) de Solomniaco, W. de Chiroem, W. de Columbier, Pon. de Ruella, Bontos, Pe(trus) Airaudi, [Bernardus prior c]laust-
 tralis, S. sacrista, Arnaldus procurator, Gontardus prior Sancti Felicis, Armannus prior Sancti Jacobi, Ar(naudus) prior de Burgo, Pon. Ch[ais. de] Fontanis, canonici Sⁱ R(uph)i, Stephanus conversus et Gauterius frater ejus. Item notum facimus quod predicti fratres Templi similiter fecerunt concambium. es domui Sⁱ Jacobi (de) terra que adheret campo ipsius domus ad Salicem, unde prior remisit eis tres eminas frumenti censuales.

 . . . us quod predicti fratres Templi habuerunt pro concambio ab ecclesia Sⁱ R(uph)i, et domus Templi remisit xii denarios qu[os. facie]bat. Hoc factum concessit Guillelmus Catellus, magister provincie, et ad majorem firmitatem sigillum suum apposuit.

1. Original parch. de 31 lig.; trace de quatre sceaux pendants. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 388 (ch. XII, n° 14).

LXXXIX ¹.

1204.

Sentence arbitrale donnée entre le s^r prieur de Saint Felix d'une part et Guigues de Chaste d'autre, touchant la disme appartenant audit s^r prieur de Saint Felix près le pont de Faventines, d'une vigne joignant le chemin public qui va de Beaumont; par laquelle est dict que ledit s^r prieur doit prendre annuellement une sommée vin.

1. Analyse fournie par l'*Invent. de St-Félix*, f° 45 v°, n° 239.

XC.

Mai 1204.

CARTA DE LAUDAMENTO QUOD FECIT GUNTARDUS DE CASTRO
NOVO DE HONORE QUI FUIT GAUTERII BRUINON ¹.

NOTUM sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, quod anno ab Incarnatione Domini M^o.CC^o.IIIJ^o, mense madio, ego Guntardus de Castro Novo, filius quondam Guinisii de Castro Novo, laudo et per hanc scripturam confirmo Deo et ecclesie Sancti Rufi et tibi Falconi, ejusdem ecclesie abbati, et successoribus tuis in perpetuum, totum illum honorem qui fuit Galterii Brugnon et fratrum ejus Stephani et Vilelmi, qui honor est in territorio de Columbario. Hunc itaque honorem ex integro, domos, vineas, campos, boscos, cultum et incultum, terras et arbores fructiferas et non fructiferas, pascuas et quicquid prorsus excogitari potest ad ipsum honorem pertinens, pro franco alodio, sine omni exactione mei et meorum et cujuscumque hominis, liberum et absolutum, absque omni censu, servitio et usatico mobilis et immobilis rei, laudo et confirmo supradicte ecclesie ad habendum, tenendum et possidendum, et faciendum quicquid jamdicte ecclesie fratres facere voluerint, ad vendendum, donandum, infeudandum, concambium, sine contradictione mei et meorum, et cujuscumque hominis vel femine, sicut melius et sanius intelligi potest. Verum hoc sciendum quod, si ipsa ecclesia alicui ad laborandum concesserit, de ipsa laboratione vintenam cultores exsolvent; si vero ipsius ecclesie habitatores propriis manibus vel sumptibus excoluerint, inde neque vintenam vel ali-

quod servitium vel usaticum persolvent. Pro hoc autem laudamento habui a jamdicta ecclesia L. solidos Viennensis monete, quos recognosco me recepisse ex integro ab ipsa ecclesia, ita quod nichil apud ipsam remansit non solutum. Ut autem hec laudatio et confirmatio firma et incussa omnibus futuris antea temporibus maneat et inconvulsa, juro super sancta IIII^{or} Evangelia per me et per meos successores, quod nunquam, ego vel alius mea voluntate vel persuasione aut instinctu, contra hanc laudationem vel confirmationem veniam: set omnia sicut supra scripta sunt et sanius et melius intelligi possunt servabo et pro posse meo servari faciam. Hec acta sunt et confirmata a me in ecclesia Sancti Thome juxta Castrum Novum, in presentia Odilonis, Lambertini, Rostagni, canonicorum Sancti Felicis, Gravate militis, Chatberti Fabri, hajuli Castri Novi, et Salveti filii ejus; Bonelli, Esdre, Nicholai, Duranti, Raimundi, Martini Barra. Sciendum etiam quod Guinisius filius meus hoc ad mandatum meum laudavit et confirmavit.

1. Original parch. de 16 lig. 1/3. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 386 (ch. XII, n° 3 « sigillum dicti Guntardi, etc. »)

XCI.

Mai 1204.

CARTA DE TERRA QUE EST IN GISAIIS, QUAM VENDIDERUNT
PETRUS DE LA CORT ET SOROR EJUS BORZESA ¹.

NOTUM sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Petrus de la Cort et soror mea Borzesa vendimus ecclesie Sancti Rufi et tibi Falconi, ejusdem ecclesie abbati, et successoribus tuis in perpetuum, pro LX. solidis Viennensibus et tribus sextariis annone, de quibus ego Borzesa duos habui et Petrus de Combeltz consanguineus noster, cum cujus consilio hanc venditionem facimus, tertium sextarium, de quibus nichil remansit indebitum, totam terram quam habemus in Gisaiis; que terra est juxta terras vestras et adjacet ab austro strate que ducit ad Quart et ad Montem Bellum, ab aquilone terris vestris de Gisaias. Predictam terram vendimus, donamus, laudamus et confirmamus bona fide, sine dolo, et absque omni retentione nostri et nostrorum, per nos et per omnes successores nostros, Deo

et ecclesie Sancti Rufi et tibi Falconi, ejusdem ecclesie abbati, et successoribus tuis in perpetuum, ad habendum, possidendum, vendendum vel donandum, et ad omnes voluntates vestras plenarie faciendas. Sciendum etiam quod nos et predecessores nostri predictam terram in pace, sine alicujus contradictione vel molestatione, sicut francum alodium habetur et possidetur, semper habuimus et possedimus, nec unquam pro ipsa alicui censum vel usaticum fecimus; et sicut nos eam libere habuimus et possedimus, ita eam libere ecclesie Sancti Rufi concedimus et donamus. Promittimus etiam et juramus, tactis sacrosanctis Evangeliiis, quod hanc venditionem ratam et firmam nunc et semper habebimus, et si aliquis pro hac terra inquietaret vel molestaret ecclesiam Sancti Rufi, debemus nos opponere et ipsam ecclesiam juste defendere; et tamdiu omnes res nostras eidem ecclesie obligamus, donec ipsam terram in pace possidere valeat et habere. Factum est hoc anno ab Incarnatione Domini M^o.CC^o.III^o, mense madio. Presentes fuerunt dom. abbas, Vilelmus prior de Insula et de Plateria, Armannus prior Sancti Jacobi, Arnaudus prior de Burgo, Alphannus prior de Armaz(anicis), Uldricus prior de Buxa, Geraudus prior de Melgorio, Petrus prior de Medullione, Stephanus sacrista, Pontius Cuniculi operarius, Arnaldus procurator, Pontius Chais, magister Johannes, magister Arnaldus, Raimundus Rufus, R. de Pilia, P. de Aurasica, B. de Fontanis, canonici Sancti Rufi, Ugo Mercier et S. Bruinon conversus, G. Bruinon, W. de Sancto Antonio, Ardencus, Guiraudus, Armannus de Gurin, Ar(mannus) de Platia, Ste. clericus, Pe(trus) clericus, Pe. de Combeltz, Nicholaus, Raimundus et Durandus cursores, Johannes famulus, P. Chais, Petrus Lombardi. Et ego Humbertus, Dei gratia episcopus Valentinus, rogatu predictorum Petri s(cilicet) de la Cort et sororis ejus Burzese, ad majorem firmitatem presentem cartam sigilli mei feci munimine roborari.

1. Original parch. de 22 lig. 1/2. Cf. EUSEBI, *Repert.*, p. 387 (ch. XII, n^o 8).

XCII.

12 mars 1205.

CARTA QUA RAYMUNDUS DUX NARBONENSIS PEDATICO
EXIMIT RES ET BONA ECCLESIAE SANCTI RUFFI ¹.

ANNO ab Incarnatione Domini M. CC. quarto, quarto idus martii, regnante Philippo Francorum rege, nos Raymundus, Dei gratia dux Narbonensis, comes Tholosanus, marchio Provincie, in remissione(m) delictorum nostrorum, bona fide et sine dolo donamus et concedimus in perpetuum cum hac carta Deo et ecclesie Beati Ruffi et fratribus omnibus ejusdem ecclesie, ut in omni terra et jurisdictione nostra fratres seu res proprie ipsius ecclesie nullum usaticum vel pedaticum in terris vel in aquis prestant, sed predictae ecclesie fratres et res omnes ab omni exactione pedaticorum ² et universorum usaticorum perpetuo immunes sint et absolute. Et si quis contra hoc indultum nostre munificentie venerit, sciat procul dubio contra nos fecisse. Ego Anricus notarius, ad majorem hujus facti certitudinem, sigillum domini comitis apposui, mandato Stephani Aldinari, vicarii ipsius in Nemausensi.

1. Copies dans OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, n° 66 (extrait de l'original en parch. avec le sceau dudit comte, ce 6 déc. 1702) : *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, n° 248 (ex litter. original. eccl. S' Ruffi); EUSEBI, *Repert.*, p. 84 (Privilegium... sigillatum sigillo plumbeo, descripto cum integro tenore in transumpto solemniter facto in pergamenno coram Joanne Artaudi, officiali Fayditi episcopi Avenionensis, ad instantiam Stephani Richardi, canonici S. Rufi, procuratoris, die 5 aprilis 1374, anno 1 Gregorii papae XI,...).

2. B *pedagiorum*.

XCIII.

Novembre 1205.

CARTA DE NEMORE DE COLUMBARIO ¹.

NOTUM sit omnibus hominibus, quod anno ab Incarnatione Domini M°. CC°. V^{to}, in mense novembris, ego Raymundus [dus.....]onis, consilio et voluntate fratris mei Ymberti et [am]ite mee Ticburgis, vendo vobis F(alconi), ecclesie Sancti Rufi [ab]bati, et fratribus ejusdem ecclesie et successoribus vestris, quicquid juris habeo vel habere debeo

pro frairesca in nemore de Columbario; que frairesca confrontat ab oriente in terra que dicitur Culvi[n : q]ue terra est inter me et vos fratres Sancti Rufi; ab occidente et meridie et septentrione vestrum nemus, sicut via dividit. Et est precium hujus venditionis XIII. libre Viennenses, de quib[us confiteo]r mihi plenarie satisfactum fuisse. Hanc venditionem facio sicut melius et sanius potest intelligi. Quam nunquam movebo per me vel per alium; quod si alius movere voluerit, me opponam et defendam pro posse meo: sic Deus me adjuvet et hec sancta IIII^{or} Evangelia; et si plus valet, illud plus dono Deo et ecclesie Sancti R(ufi) in perpetuum. Ego Guntardus de Castro Novo, per me et successores meos, laudo hanc venditionem et promitto me custodem et defensorem et fidejussorem esse bona fide vobis predictis fratribus Sⁱ R(ufi); pro quo laudamento sive promissione habui L. solidos, et ad majorem firmitatem habendam presentem cartam sigillo meo corroboravi. Quando Guntardus et Turgis amita Raimundi hoc laudaverunt, presentes erant dom. abbas, W(illelm)us de Mirabel, procurator Sⁱ R(ufi), Armannus prior Sancti Jacobi, Galterius Bregnon, P. Corrigia, Ugo Reginaudi, Heudras, filius Jarentonis Vache, Porcel, Simon Gravata, W(illelm)us Foresters, Boso de Larnage, Adalardus. Quando Ymbertus Runini hoc laudavit in claustro Sancti Jacobi et etiam super IIII^{or} Evangelia juravit, presentes erant Armannus prior ejusdem loci, magister Helias, Ymbertus, W(illelm)us Frenirs de Insula, Ugo Vicarius, c(anonic)us Sⁱ R(ufi), P. Corrigia, Galterius Brignons, Arbertus de Chabreira, Nicholaus famulus dom. abbatis, Martinus famulus prioris Sancti Jacobi. Quando predictus Raimundus fecit hanc venditionem et juravit se non revocaturum, ante cameram abbatis Sancti R(ufi), presentes erant Bernardus prior claustralis, W(illelm)us de Nempsa, Pontius Chais, Bonetus, magister Johannes, canonicus Sancti Rufi, et Andreas conversus et W(illelm)us Pelliparius, et Gauterius Brignons et multi alii.

1. Original parch. de 22 lig., « Sid'a ». Cf. EUSZBI, *Repert.*, p. 387 (ch. XII, n° 7).

XCIV.

6 mai 1206.

(INNOCENTII III PAPÆ CONFIRMATIO POSSESSIONUM
ET PRIVILEGIORUM ORDINIS SANCTI RUPHI) ¹.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Sancti Ruphi ² ejusque fratribus, tam presentibus quam futuris, regularem vitam professis in perpetuum ³. Regularem vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne cujuslibet temeritatis incursus eos a proposito revocet aut robur, quod absit, sacre religionis infringat. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus et ecclesiam Beati Ruphi ², in insula que dicitur Esparveria sitam, in qua divino estis mancipati obsequio ⁴, felicitis recordationis Alexandri et Urbani, predecessorum nostrorum, vestigiis inherentes, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus. Inprimis ⁵ siquidem ⁶ statuentes ⁷ ut ⁸ ordo canonicus, qui secundum Deum et beati Augustini regulam in ecclesia vestra institutus esse dinoscitur ⁹, perpetuis in ea temporibus inviolabiliter observetur. Preterea quascumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia inpresentiarum juste et canonice possidet, vel in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis justis modis, prestante Domino, poterit adipisci ¹⁰, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis: locum ipsum in quo memorata ecclesia ¹¹ sita est, cum libertate et quiete ecclesiarum vestrarum, cimiteriis, prediis, terris, decimis et aliis ad eandem ecclesiam pertinentibus; ecclesiam Sancte Marie intra urbem Lugdunensem, cum cimiterio, parrochia, decimis vinearum et capellis suis, videlicet Sancti Marcelli supra murum ipsius urbis, Sancti Andree de Corziaco et Sancti Marcelli; ecclesiam de Comdoipso ¹², cum xvi ¹³ parte portus Rodani ¹⁴ Lugdunensis; ecclesiam de Buxa ¹⁵, cum cimiterio, parrochia et ¹⁶ capellis suis, decimis de Gireu ¹⁷ et de Monloel ¹⁸; ecclesiam Ordenacii ¹⁹, cum vii ²⁰ ecclesiis suis, ecclesiam scilicet de Colomeo ²¹, ecclesiam de Chillinio ²², ecclesiam de Corbelino ²³, cum capella de Favergiis ²⁴, ecclesiam de Romaniaco ²⁵, ecclesiam Sancti Simphoriani ²⁶; ecclesiam

Sancti Martini de Vienna, cum ecclesiis sibi subjectis : ecclesiam Sancti Niceii ²⁷, de Monte, de Cisilino ²⁸ et de Vermeello ²⁹, cum appendiciis suis ; ecclesiam heremitarum ³⁰ de Cumba ³¹, cum appendiciis suis ; ecclesiam Sancte Marie in insula subtus Viennam, cum ecclesiis de Vilosco ³² et de Losa, et omnibus aliis pertinenciis suis ; ecclesiam Sancti Andree de Costa, cum ecclesia de Flacceriis ³³ et appendiciis suis ; ecclesias de Peladru ³⁴, cum appendiciis suis ³⁵ ; ecclesiam Sancti Martini de Peirau ³⁷, cum capellis et appendiciis suis ; ecclesiam Sancte Marie de Annoniaco ³⁸, cum ecclesiis Sancti Johannis ³⁹, Sancti Rustici, Sancti Michaelis ⁴⁰ et Sancti Dionisii ⁴¹, cum earum pertinenciis ; ecclesiam Sancti Jacobi in civitate Valentia ⁴² ; ecclesiam ⁴³ Sancti Petri Diensis ⁴⁴, cum ecclesiis Sancti Petri de Valle Drome ⁴⁵ et de Chalancone ⁴⁶ ; ecclesiam Sancte Marie de Claellis ⁴⁷, cum appendiciis suis ; ecclesiam de Tauliniaco ⁴⁸, cum capella et pertinenciis suis ; ecclesiam de Argentio ⁴⁹, cum pertinenciis suis ; ecclesiam de Volvento ⁵⁰, cum pertinenciis suis ; ecclesiam de Medullione ⁵¹, cum suis ⁵² ecclesiis ⁵³ de Podio, de Rocheta, de Villafrancha, de Verz, de Ysone ⁵⁴, cum appendiciis et pertinenciis suis ; ecclesiam de Sarre-riis ⁵⁵, cum capellis de ⁵⁶ Gaudesart ⁵⁷ et Sancti Sepulcri, cum appendiciis suis ; ecclesiam Sancti Andeoli, ubi et corpus ipsius jacet, cum ecclesiis et pertinenciis suis : ecclesiam videlicet Sancti Michaelis, ecclesiam Sancti Policarpi ⁵⁸, ecclesiam de Chalun ⁵⁹ et ecclesiam de Chauzun ⁶⁰, cum pertinenciis suis ; ecclesiam Sancte Marie de Flacciano ⁶¹ et ecclesiam Sancti Nazarii, cum ⁶² decimatione et pertinenciis suis ; ecclesiam Sancti Johannis Vallis ⁶³ Longe ; ecclesiam Sancte Marie de Albaniaco ⁶⁴, cum pertinenciis suis ; ecclesias de Betorita ⁶⁵, Sancte Marie et Sancti Stephani, et ecclesiam de Barbaras ⁶⁶, cum pertinenciis earum ; ecclesiam Sancti Johannis de Castro Novo ⁶⁷, cum pertinenciis suis ; ecclesiam de Turre, cum ecclesiis Sancte Eulalie et Sancti Victoris et Sancti Petri de Ansuais ⁶⁸, cum pertinenciis suis ; ecclesiam Sancti Petri de Venciis ⁶⁹, cum ecclesia Sancte Cecilie et appendiciis suis ; ecclesia Sancti Veredemii ⁷⁰, cum tota parrochia sua et rebus ad ipsam pertinentibus, et ecclesia Sancte Marie de Aquariis ; ecclesiam Sancte Marie de Mandolio, cum ecclesia de Inano ⁷¹ et earum pertinenciis ; ecclesiam Sancti Saturnini de Armazaniciis ⁷², cum capella ipsius castri, et terciam partem ⁷³ decimarum ecclesie de Tel-

liano ⁷⁴; ecclesiam Sancti Martini de Cavairaco ⁷⁵, cum capellis suis de Medio Campo, de Canois ⁷⁶, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Jacobi de Melgorio, cum pertinenciis suis; ecclesiam de Seta, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Petri de Castro Novo, cum honore et pertinenciis suis; ecclesias Sancte Marie et Sancti Felicis, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancte Marie de Bisulduno ⁷⁷, cum ecclesiis suis Sancti Vincentii, Sancte Marie Nove, Sancti Martini de la Pellada ⁷⁸, de Saras ⁷⁹, de Socoaras ⁸⁰ et de Balbis ⁸¹, Sancti Cornelli, Sancti Silvestri, Sancti Quintini et ecclesia de Ribellis ⁸², cum omnibus earum pertinenciis; ecclesias Sancte Marie de Terracia ⁸³, cum ecclesiis Sancti Petri, Sancti Michaelis, Sancti Fructuosi, Sancti Juliani, Sancte Eulalie, cum earum pertinenciis; ecclesiam Sancti Ruphi extra muros civitatis Ilerde ⁸⁴, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Michaelis de Scalada ⁸⁵, cum ecclesia Sancti Fructuosi in eodem loco sita; ecclesiam Sancti Martini de Ponte, cum ecclesia Sancte Marie in eadem villa sita; ecclesiam Sancti Felicis, cum ecclesia Sancte Marie; ecclesiam Sancti Cipriani ⁸⁶ de Villa Mors ⁸⁷; ecclesias de Scalada ⁸⁸; ecclesiam de Villa Morli ⁸⁹; ecclesiam de Robolar ⁹⁰; ecclesiam Sancti Petri de Canafaia ⁹¹, cum ecclesia Sancti Mauritii, Sancti Ylarii ⁹² de Mollerone ⁹³, capella de Fossa, ecclesia de Lodorderia ⁹⁴, ecclesia de Lilio ⁹⁵, ecclesia de Brolio ⁹⁶, ecclesia Sancti Sulpicii et ⁹⁷ de Taluc ⁹⁸, ecclesia Sancte Gemme ⁹⁹, cum omnibus pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Mauritii de Cesai ¹⁰⁰, cum pertinenciis suis; ecclesiam de Mornaco ¹⁰¹, cum ecclesiis suis de Matis ¹⁰², de Bacia ¹⁰³, de Colione, de Caleveda ¹⁰⁴, cum omnibus earum pertinenciis; ecclesiam Sancti Michaelis de Janua ¹⁰⁵, extra muros civitatis, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Nicolai ¹⁰⁶ in Colle Montis ¹⁰⁷, cum pertinenciis suis; ecclesiam de Lovadisio ¹⁰⁸, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancti Stephani in Campania, extra muros civitatis Papie, cum ecclesiis suis Sancte Marie in Campo, Sancti Petri in Silva ¹⁰⁹, cum omnibus earum pertinenciis; ecclesiam Sancte Marie de Pilia, cum capellis suis; ecclesiam Sancti Simphoriani ¹¹⁰ et Sancte Tecle ¹¹¹, cum ¹¹² earum pertinenciis; ecclesiam Sancti Petri de Ouchis ¹¹³, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancte Marie de Bello Joco ¹¹⁴, cum capella et aliis pertinenciis suis; ecclesiam de Marialdo ¹¹⁵, cum pertinenciis suis; ecclesiam Sancte Marie de Calonio ¹¹⁶, cum capella Sancti Jacobi

de Albarii ¹¹⁷, cum aliis pertinenciis suis ; ecclesiam Sancte Marie de Valle Clusa ¹¹⁸, cum pertinenciis suis ; ecclesiam Sancte Marie Bonarum Vallium, cum pertinenciis suis ; ecclesiam Sancti Andree post Rocham ¹¹⁹ et Sancti Martini de Aviac ¹²⁰, cum pertinenciis earum ; ecclesiam Sancte Marie de Insula juxta castrum Chireu ¹²¹, cum pertinenciis suis ; ecclesiam Sancti Mauricii ¹²² de Uzone, cum parrochia de Charnas et aliis pertinenciis suis ; ecclesias de Cuilach ¹²³ et de Nior ¹²⁴, cum pertinenciis earum. Nichilominus venditionem insule Esparverie, que subtus Valenciam sita est, quam bone memorie Odo Valent(inensis) episcopus vobis et ecclesie vestre, cum assensu et convencia ¹²⁵ canonicorum suorum, rationabiliter fecisse dinoscitur, et alias acquisitiones vestras vobis et ecclesie vestre auctoritate apostolica confirmamus. Sane laborum vestrorum, quos propriis manibus aut sumptibus colitis, seu de nutrimentis vestrorum animalium nullus a vobis decimas exigere vel extorquere presumat. Nulli quoque episcoporum fas sit sine Romani pontificis vel legati ejus audientia, vos vel ecclesias vestras interdicto vel excommunicationi subicere aut judicio pregravare. Cetera quoque omnia, que vobis a predecessoribus nostris felicis memorie Urbano et Alexandro, Romanis pontificibus, concessa et privilegiis confirmata sunt, nos etiam concedimus et presenti pagina confirmamus. Sepulturam quoque ipsius loci et ecclesiarum vestrarum, que cimiteria noscuntur habere, ad exemplar pie recordationis Paschalis ¹²⁶ pape, predecessoris nostri, liberam esse decernimus, ut eorum, qui se illic sepeliri deliberaverint, devotioni et extreme voluntati, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat : salva justitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Liceat preterea vobis clericos vel laicos e seculo fugientes, liberos et absolutos ad conversionem recipere et absque contradictione aliqua retinere. Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, suppressa voce divina officia celebrare. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum post factam in eodem loco professionem, absque abbatis et sanioris partis vel majoris capituli permissione, liceat de clauastro vestro discedere ; discedentem autem, sine comunium litterarum cautione, nullus audeat retinere. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat in vestris ecclesiis indebitas et novas exactiones im-

nere, possessiones vel bona auferre vel ablata retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare; sed illibata omnia ac integra conserventur, eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura: salva sedis apostolice auctoritate et in predictis ecclesiis diocesanorum episcoporum servata secundum prescriptam formam canonica ratione. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam venire temptaverit, secundo terciove commonita, nisi presumptionem suam congrua satisfactione correxerit, potestatis sue honorisque dignitate careat, reamque se divino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, atque a sacratissimo Corpore et Sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu Xpisti aliena fiat, atque in extremo examine divine ultioni subiaceat: cunctis autem eidem loco sua jura servantibus, sit pax Domini nostri Jhesu Xpisti, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant.

Amen.

Amen.

Amen.

Ego Innocentius, catholice ecclesie episcopus, s(ub)s(cripsi).

† Ego Petrus, Portuensis et Sancte Rufine ¹²⁷ episcopus, ss.

† Ego Johannes, Sabinensis episcopus, ss.

† Ego Nicholas ¹²⁸, Tusculanensis episcopus.

† Ego Petrus, t(i)t(uli) Sancte Cecilie ¹²⁹ presbiter cardinalis ¹³⁰.

† Ego Guido, presbiter cardinalis Sancte Marie trans Tiberim tituli ¹³¹ Calixti, ss.

† Ego Johannes, tituli Sancti Stephani in Celio Monte presbiter cardinalis, ss.

† Ego Cinth(ius) ¹³², tituli Sancti Laurentii in Lucina presbiter cardinalis, ss.

† Ego Soffredus, tituli Sancte Praxedis presbiter cardinalis, ss.

† Ego Gregorius, tituli Sancti Vitalis presbiter cardinalis, ss.

† Ego Leo ¹³³, tituli Sante Crucis in Jerhusalem presbiter cardinalis.

A† Ego Rotgirijs ¹³⁴, tituli Sancte Anastasie presbiter cardinalis.

† Ego Gregorius, Sancti Georgii ad Velum Aureum diaconus cardinalis.

† Ego Guido, Sancti Nicolai ¹³⁵ in Carcere Tulliano diaconus cardinalis.

† Ego Petrus, Sancti Angeli diaconus cardinalis ¹³⁶.

Datum Rome, apud Sanctum Petrum, per manum Johannis Sancte Marie in Cosmidin ¹³⁷ diaconi cardinalis, sancte Romane ecclesie cancellarii ¹³⁸, pridie ¹³⁹ nonas maii, indictione viii^a ¹⁴⁰, Incarnationis Dominice anno M^o.CC^o.VI^o ¹⁴¹, pontificatus vero domini Innocentii pape III anno viii^o ¹⁴².

1. Original parch. à Paris, Bibl. Nat., ms. lat. 9071, Variæ chartæ (A). Vidimus de l'official de Valence, du 26 sept. 1355, aux Arch. du Rhône, fonds de la Platière (B); autre de Franc. du Puy (1487), f^o 1^b-2, n^o 11 (C). Copies dans: PEIRESC, ms. LXXV (à Carpentras), t. II (D); OLLIVIER (J.), *Cart. de St-Ruf*, f^o 68 (E); *Arch. hist. du Dauph.*, t. XV, f^o 253-6, ex litt. originalib. eccles. S^{ci} Rufi F); EUSEBI, *Repert.*, p. 291-2, incomplet (G). Texte impr. dans: PETIT, *Theodori Pœnitent.*, t. II, p. 616-21, ex Chartul. ecclesiæ S. Rufi (H); BRÉQUIGNY, *Diplomata*, 1797, t. II, pars II, p. 897 (J); *Patrol. latina* (Migne), t. CCXV, c. 885-8 (K); GUIGUE, *Cartul. Lyonnais*, t. I, p. 132-7, d'après B (L). Cf. FONTANIEU, *Cart. du Dauph.*, t. I, f^o 154^a; EUSEBI, *Repert.*, pp. 61, 63, 70, 77; BRÉQUIGNY, *Table chronol.*, t. IV, p. 385; POTTHAST, *Reg. pont. Rom.*, n^o 2768.

2. Al. Ruffi, Rufi. — 3. CL imp-m. — 4. EFH e. d. o. m. — 5. EF Imp-s. — 6. H omet. — 7. EF statuimus. — 8. L quod. — 9. Al. dign-r. — 10. EF adhi-i. — 11. EFKL e. m., H e. vestra m. — 12. G Condoysso, FH C-ssso. — 13. Al. sexta decima. — 14. FGHK Rhodani. — 15. K Busca. — 16. Al. om. — 17. C Buxeu, G Buxia, K Giren. — 18. GL Montluel, EF Montluel, H Monthoel. — 19. G O-natii, EK Ordin-i. HL O-nacii. — 20. Al. septem. — 21. L. Cal-o, K Columneo, EF Colonico, H om. — 22. F Chilinio, L Chilluno, K Chimillino. — 23. CGH C-llino, K Corbil-o. — 24. K Fone-s. — 25. L R-naco. — 26. Al. Sym-i. — 27. GHK Nicetii, E Nicescii, F Nicesii. — 28. G Ces-o, EF Sisil-o, H Sicill-o, K Cilizino. — 29. L Vermeollo, FGH V-ello, K Vernicello. — 30. HK e-m. — 31. FK Comba. — 32. H Beatæ. — 33. L Bi-o. — 34. EF Flace-s, GH Flaveriis. — 35. K Peludru. — 36. H om. — 37. L Peyrau, EFH Perau, G P-udo. — 38. K Ammo-o. — 39. Al. Joa-s. — 40. F Micahelis. — 41. GH Dionysii, K Dyonisii. — 42. G V-iæ, L V-inensi. — 43. F e-as. — 44. CG Dyensis. — 45. K V-ed-e. — 46. A C-n, EF C-n, L C-nio, H Chalençon, K Calancon. — 47. K Cha-s. — 48. G T-ano, L Cauliniaco. — 49. C A-ncio, E Argontio, F Arguntio. — 50. E V-te, F V-ncio, L Bolvenvo, H om. — 51. E M-ulione. — 52. CFHL tribus. — 53. K c. e. sibi subjectis. — 54. Al. P., de Verz (FH Verez, L Vers) et de Roca (K Rocha, L Rota, H Bota). K P., de V., de R. et de V-a-F-a. — 55. F Ser-s, K Sairrariis. — 56. Al. de Izone (L Izone, H lione) et de. — 57. K G-eisart, F Gaudissart, H Goudesiart. — 58. H Polyc-i. — 59. K Chalo. — 60. C Chaurun, H Chazun, K om. — 61. F Flaci-o, K Flacti-o. — 62. CEFH c. ea, K c. vinea, l. c. ejus. — 63. L J. de V. — 64. L A-c, EFH A-at. — 65. EF B-rrita, K Buorizita. — 66. K Barbairaz, H om. — 67. K C-o-N-o, H om. — 68. EF Ansuy, K Aurvis, L Ausins. — 69. EFK Ventiis. — 70. EF V-dinii.

H V-dimii, K V-duni, L V-denni, C Verendemii. — 71. FH Ivano, EK Juano. — 72. H Ama-s, L Arm-itis, EF A-ncas. — 73. K t-a p-e. — 74. F Tal-o, H Til-o, K Tei-o, L Cellian. — 75. FL Cavayraco, E Cavay-o, H Caucyraco. — 76. EFH Canoys. — 77. K Bisanduno. — 78. H Lap-a, K Cap-a. — 79. A S. e de. — 80. A Sic-s, CK Sac-s, EF Socoras. — 81. K Dabis. — 82. L Rab-s, H Ribillis. — 83. EFH Tar-a. — 84. EFK Ylerdæ. — 85. l. Sta-a, H Desca-a. — 86. HK Cyp-i. — 87. FHK V-am-. — 88. H S-do, L Stalada. — 89. FK V-am-, L V. Morh. — 90. E R-lar, F R-rd, H R-lo, L Robolart. — 91. H Cavafaya. — 92. F Yll-i, E Hilarii. — 93. A M-ñ, L M-n, F Mollaone. C Maul-ne, F Mollaone. — 94. K Loto-a. — 95. F Lelio. — 96. EF Brollo, L Brulio. — 97. HL om. — 98. L Talut, EF Daliet. — 99. EF Geniviæ, K Gennuæ, L Gerane. — 100. EF Cezay, L Testu, H om. — 101. H Morniac. — 102. EFHL Mans. — 103. K Batia. — 104. EF Calevida, HL Caleneda, K Caloveda. — 105. H Ianna. — 106. L Nicholay. — 107. HL C-em-s. — 108. F L-desio. — 109. H Sylva. — 110. Al. Sym-. — 111. EFK Redæ, H Rhedæ. — 112. ACEHL et. — 113. F O-iis, H Onchis, K Cuchis. — 114. HK Belloloco. — 115. H Marioldo. — 116. EF C-is, L Calomo. — 117. EF A-ris, H A-iis. — 118. Al. V-ec-a. — 119. EFH Rocam, L Rotam. — 120. L Jamac. — 121. EK Chiren, F C-nc. — 122. AC Martini. — 123. H Cuihac, K Ciulac, L Curlach. — 124. EF Nier, H Niose, L Mor. — 125. EFHK conn-a, AL conveniencia. — 126. EFL Pascalis. — 127. EFHL Ruffine. — 128. EH Nico-. — 129. EF ecclesiæ. — 130. H om. *Ego...* — 131, etc. H titulo. — 132. EF Eustachius, L Guich. — 133. EFH Bo. — 134. EFHL Roge-rius. — 135. L Nicholay. — 136. K om. *Ego Innoc... cardin.* — 137. H Cosmindin, K Comesdin, L Cosmidon. — 138. EF om. — 139. HKL ii. — 140. K octava. — 141. KL millesimo ducentesimo sexto. — 142. H ix, KL nono.

XCV.

(1207-).

(CARTA GUILLELMI DE CHANDIEU ET FRATRUM EJUS) ¹.

A B C D E F G H I K L M N O P Q R
NOTUM sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod
 Guillelmus de Chandieu et fratres ejus habebant tres
 solidos censuales ab ecclesia Sancti Victoris, in ortis
 qui sunt ante domum Sancti Emiliani, quos donat Guigo
 d'Aleissa. Istos iii. solidos dederunt et laudaverunt omnino
 ecclesie Sancti Victoris; pro quibus ecclesia Sancti Victoris
 dedit et concessit Guillelmo de Chandieu et fratribus ejus
 iii. solidos censuales, quos donant: Ugo de Aosta xii. dena-
 rios pro hoc quod habet apud Cereum, Petrus Stephani xii.
 den. pro hoc quod habet in Frenataria veteri, Johanc Robous
 viii. den. pro hoc quod habet in Ouchis, Nicholaus Chapota

III. den. pro domo sua. Retinuit tamen sibi dominium ecclesie, hoc pacto quod medietas venditionum et placitorum sit ecclesie et medietas Guillelmi et suorum. Sciendum quoque quod Guillelmus de Chandieu et sui defendere debent ab omni querela et injuria predictos III. solidos apud Sanctum Emilianum ecclesie Sancti Victoris ; similiter et ecclesia debet defendere ab omni querela et injuria Guillelmo de Chandieu et fratribus ejus illos tres solidos quos eis concessit infra urbem. Guillelmus autem et fratres ejus pro hac re homines ecclesie esse debent. Hec commutatio facta est in presentia domni Arnaldi abbatis et Reimundi Ademari, prioris, et Vitalis et Girberti de Meseras et Poncii Arveu, et Rotlandi monachi et Raimundi de la Plaza, et Petri Audrá et Poncii d'Alavart, et Ymberti Valentie et Petri Cellarer, et Bernardi de Mont Mira et filii ejus.

1. Original parch. de 14 lig., très grosse écriture. Cf. EUSEBI, *Reperl.*, p. 384 (est cum alfabeto).

XCVI.

1207.

CARTA DE DONO QUOD FECIT DOMINA JOHANNA ECCLESIE
Sⁱ RUFI, VIDELICET DE MANSO DE FRANCOEL QUOD EST
APUD CASTRUM DE SEUZA ¹.

UNIVERSIS hec legentibus et audientibus notum sit quod, anno ab Incarnatione Domini M^o.CC^o.VII^o, ego Johanna dono Deo et ecclesie S(anct)i Rufi filium meum P(etrum) pro fratre et canonico ; et consilio et voluntate filiorum meorum Amedei et Eudonis, per me et per omnes successores meos, pro remissione peccatorum meorum, dono Deo et ecclesie Sⁱ Rufi et ejusdem ecclesie fratribus in perpetuum omne jus et dominium et omnem proprietatem quam habeo vel habere debeo in manso de Francoel, qui est apud castrum Seuza, videlicet homines, census, domos, vineas, terras cultas et incultas, prata, pascua, arbores fructiferas et non fructiferas, et quidquid prorsus excogitari potest ad ipsum mansum vel aliud jus meum, si quod est, in toto territorio predicti castri pertinens ; libere et absolute, pro franco allodio, sine omni exactione mei et meorum, et absque omni censu, servitio et usatico, bajulatione vel custodia alicujus, dono predictis fratribus, ad habendum, possidendum et fa-

ciendum quidquid fratres predicti facere voluerint, sine omni contradictione mei et meorum, sicut melius et sanius intelligi potest. Et ad maiorem firmitatem habendam rogo dom. V(mbertum) Diensem episcopum, ut presentem cartam sigilli sui munimine corroboret. Nos Amedeus et Eudo, filii predictae dom. Johanne, predictam donationem laudamus et confirmamus, et promittimus quod per nos vel per alium (querelam) non movebimus; et si aliquis illam moveret, nos pro sensu et posse nostro contra opponemus et domum Sⁱ Rufi manutenebimus. Sic Deus nos adjuvet et hec sancta III^{or} Evangelia. Quando Amedeus, filius dom. Johanne predictae, laudavit et confirmavit predictam donationem et iuravit super III^{or} Evangelia quod nunquam per se vel per alium moveret, presentes erant dom. Arnaldus abbas Sⁱ Rufi, Disderius prior de Crista, Avundus socius ejus, Guigo de Seuza, Paganus, Arnaldus Willelmi, Umbertus Espallart, Arbertus de Cornilio, Willelmus Silvestre. Quando Eudo, filius dom. Johanne predictae, laudavit et confirmavit prefatam donationem et iuravit super III^{or} Evangelia quod nunquam per se vel per alium moveret, presentes erant Stephanus sacrista, W. de Nemauso, W. de Bonis Vallibus, procurator, W. Rainoardus, Arnaldus de Tornone, P. de Comellis, hospitalarius, Gotafridus, P(etrus) vetus, Aimericus de Bonis Vallibus, canonici Sⁱ Rufi, Aimo conversus, W. frater Chavais. Ego Umbertus Diensis episcopus, rogatu dom. Johanne et filiorum ejus Amedei et Eudonis, ad maiorem firmitatem habendam presentem cartam sigillo meo corrobore.

1. Original parch. de 18 lig. 1/2; au dos: *Chateau Seras*. Cf. EUSEBI, *Reperl.*, p. 386.

XCVII.

19 septembre 1208.

(CARTA) DE TERRA OGERII PROPE PRIORATUM ¹.

SCRIPTA RERUM GESTARUM MEMORIAM TRANSMITTUNT AD POSTEROS ET CERTIUS VENDICANT, SI FIANTE SOLLEMPNITER, SIBI FIDEM. Quapropter presens testatur pagina quod, cum Orgerius ² tenementum suum, quod habebat prope monasterium Sancti Felicis, vendidisset Gontardo priori ejusdem monasterii et capitulo, ego Umbertus, Dei

gratia Valentinus episcopus, super vendicione illa movi querelam, credens quod mei juris et domini esset. Unde dictus prior et capitulum accedens cum eo, per cartas domⁱ Odonis predecessoris nostri et W(illelmi) de Clairiaco, qui tunc temporis vicem gerebat abbatis, eorum sigillis [muni]tas nobis ostenderunt et certos nos fecerunt, quod Orgerius ³, quondam bajulus domus Sancti Felicis, tam presentibus quam futuris canonicis ibidem degentibus, pro redemptione anime sue, dictum tenementum cum aliis suis possessionibus donavit, prefato dom^o Odone episcopo et W^o jamdicto, qui tunc temporis vicem gerebat abbatis, laudantibus et confirmantibus, et post ipsos dom^o Falcone predecessore nostro laudante et confirmante. Sicut in utrorumque authenticis vidimus et legimus, ratum habemus, laudamus, concedimus et confirmamus, et predecessorum nostrorum vestigiis inherere volentes et quod ab ipsis rationabiliter facta sunt pro posse nostro illibata conservantes, tenementum dicti Orgerii ⁴ et quicquid infra murum coherentem fossato civitatis et portas ⁵ ipsorum canonicorum continetur, sicut tendit a porta civitatis usque ad portam ipsorum, totum eisdem canonicis libere, absque ullo censu, absque ullo usati[co] laudamus, concedimus et donamus, et auctoritate qua fungimur prohibemus ne quis in hac donatione nobis succedens de cetero aliquid querat, et ipsa ecclesia habeat et teneat, et ei liceat sicut de re propria facere et in pace perhenniter possidere; et ut hoc donum perpetue firmitatis robur obtineat, presentem cartam sigillo nostro fecimus communiri. Acta sunt in curia nostra hec apud Valenciam, juxta majorem portam curie nostre, anno Domini M^o CC^o VIJ^o, XIJ^o kalendas octobris, indictione XII^o, concurrente II, sedente in Urbe Innocentio papa. Testes sunt ipse prior, Odilio procurator dicte domus, W. sacrista, W. de Miribello, canonicus Sancti Ruphi, W. de Bello Monte, J. Gauterii, W. Chamarlenc, Andreas de Memoraz ⁷, W. de Geneves, Baudoinus. Ego Jacobus, domini episcopi notarius, IX anno pontificatus ipsius, presentem cartam mandato ejus scripsi.

1. Original parch. de 16 lig.; trace de sceau sur lacs de soie rouge et jaune. Autre orig.; copie. Texte impr. dans *S. Congreg. consist.* (1764), Summar. n^o 6 (ex origin). — 2. B *Triverius*. — 3. B *Olg-s.* — 4. B *Triverii*. — 5. B *capias*. — 6. Cette charte offre un exemple assez rare de l'indiction de Constantinople, qui commence au 1^{er} septembre. — 7. S *Melioran*.

XCVIII.

1209.

(DONATIO DECIMARUM CASTRI MONTILIENSIS) ¹.

Nos Lambertus decanus et capitulum Valentinense notum facimus universis quod nos, habito consilio et consensu, donamus et concedimus pro utilitate ecclesie Sⁱ Apollinaris in perpetuum domui Sⁱ Felicis Valentie, ad habendum vel possidendum vel quidquid ei placuerit faciendum, decimam seu decimas presentes vel futuras quas habet vel habere debet vel imposterum potest habere in castro Montilliensi et in toto mandamento ejusdem castri, excepta decima de Pontignac : (ita) tamen quod, pro decima castri et mandamenti Montiliensis, faciat annuatim domus Sancti Felicis ecclesie Sⁱ Apollinaris 40 sextarios frumenti ad mensuram veterem, ad faciendas michas, et decem sextarios ordeï ad eandem mensuram. Si vero decime supradicte plus valent vel erunt imposterum valiture quam valet census quem faciet domus Sancti Felicis ecclesiæ Sⁱ Apollinaris, totum illud plus valens, quantumcumque sit vel fuerit, donamus donatione irrevocabili domui Sancti Felicis supra nominate. Hec autem omnia et jura superius expressa sunt in capitulo Valentinensi unanimiter approbata et a capitulo Sancti Felicis acceptata. Predictus vero census solvi debet in festo sancti Apollinaris. Huic autem facto interveniunt, ex parte capituli Valentinensis Petrus vicarius, Ismido, Amblardus, Bertrandus de Stella, Guglielmus de Liberon, Hugo de Stella, Guglielmus de Valle, magister Aymardus et plures alii ; ex parte vero capituli Sancti Felicis interfuerunt Gontardus ejusdem loci prior et Lancellinus prior de Cosau et Lancellus prior de Mancau, Guglielmus sacrista, Bertrandus Monotarius, Bonafollus, Guglielmus de Morelles, Petrus del Parere et plures alii. Acta fuerunt hec in capitulo Valentinensi, anno Domini 1209. In cujus testimonium presens charta sigillo Sⁱ Apollinaris fuit munimine corroborata.

1. Insérée dans la pièce suivante ; texte altéré.

XCIX.

1209.

(CONFIRMATIO HUMBERTI EPISCOPI VALENTINEN.)¹.

UMBERTUS, Dei gratia Valentinus episcopus,] notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod Gontardus, prior Sancti Felicis Valentie, presentavit nobis chartam sigillatam sigillo Sancti Apollinaris, quam nos vidimus etc., cujus tenor talis est : « Nos Lambertus.... (*ch. XCVIII*)... corroborata ». Supplicavit itaque nos dictus prior ut compositionem seu assensationem decimarum Montilisii, factam ab ecclesia Valentinensi domui Sancti Felicis, ratam haberemus. Nos vero, audito (a) decano et capitulo Valentinensi ita esse, sicut in eorum litteris continetur, predictam compositionem et assensationem decimarum Montilesii factum ab ecclesia Valentinensi domui Sancti Felicis, ad instantiam partium ratam habemus et etiam confirmamus, etc. Actum anno Domini 1209, in nostra curia. In cujus testimonium sigillum nostrum presentibus est appensum.

1. Insérée dans un vidimus du 19 septembre 1264.

C.

30 octobre 1210.

(INNOCENTII III PAPÆ LICENTIA INSTITUENDI CANONICOS
SANCTI RUFII IN ECCLESIA PATRACENSI)¹.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri] archiepiscopo Patracensi [,salutem et apostolicam benedictionem]. Cum ecclesia cathedralis extra civitatem posita Patracensem, occasione sæcularium clericorum, qui jam in ea pluries ordinati, motu demum propriæ voluntatis dereliquerunt eandem, debito servitio fraudaretur, nobis humiliter supplicasti ut licentiam instituendi conventum regularium canonicorum in ipsa, de collegio Sancti Rufii, tibi concedere dignaremur; quibus ita es pollicitus providere : in primis siquidem terras eis et vineas assignabis, de quibus frumentum et annona sufficiens quinquaginta et vinum sufficiens sexaginta personis percipiant, sine suis laboribus aut expensis in eorum cellarium deferenda; præterea statues ut eis pisces et sal ad sufficientiam sine pretio

ministrentur, daturus ipsis nihilominus olivetum de quo percipiant oleum quod ad opus ecclesiæ nec non etiam ad vicum sexaginta sufficiat personarum, conferens eis quoque villanos trecentas gallinas, ducentas oves, triginta porcos et centum libras ceræ ipsis annualiter tributuros, in præsentiarum ipsis ducentos porcos et oves largiens septingentas; pro vestibus autem assignabis eis in certis locis ducentos perperos (hyperperos) annualiter persolvendos; cæterum pro recipiendis pauperibus et hospitibus dabis eis quinquaginta carrugatas bonæ terræ, quadraginta boves et totidem vaccas, bubulosque triginta, et tantum vineæ de qua vinum pro decem personis proveniat annuatim, assignans nihilominus eis rusticos qui sine mercede vel expensis eorum in domo sua labores exerceant universos : omnium proventuum archiepiscopatus in decimis, mortuariis et elemosynis eisdem medietate concessa. Quod si hæc omnia non duxerint acceptanda, dimidiabis cum eis cunctas possessiones ecclesiæ Patracensis : sic tamen quod ipsi persolvant crosaticam annuatim, quam principi terræ ipsa ecclesia persolvere consuevit. Nos igitur piis tuis precibus inclinati, considerato quod non solum ecclesia memorata poterit in religione sic in se plantanda proficere, verum etiam ad alias quæ nuper sunt ad ritum Latinitatis adductæ propagationis suæ palmites dilatare, de consilio fratrum nostrorum hoc tibi duximus concedendum : ita nimirum ut, si qui de canonicis sæcularibus qui sunt ad præsens in ipsa voluerint ordinem suscipere regularem, hoc eis libere concedatur ; illis autem qui ordinem ipsum suscipere recusaverint, dummodo per continuam residentiam ecclesiæ ipsi curaverint deservire, provideatur de proventibus ejus in congrua portione. Ad hæc præsentium auctoritate statuimus ut fratres ipsi tantum priorem sibi regulariter eligentes, ipsum tibi vel tuis repræsentent successoribus confirmandum, jure apud ipsos in perpetuum residente Patracensem archiepiscopum secundum statuta canonum eligendi. Nulli ergo, etc. nostræ concessionis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem, etc. usque incursum.

Datum Laterani, III kalendas novembris, pontificatus nostri anno tertio decimo.

1. INNOCENTII III *Reg.*, lib. XIII, ep. 159. Texte impr. dans *Innoc. epist.*, éd. Bosquet, 1635, p. 133 : éd. Baluze, t. II, p. 485 ; *Patr. lat.*, t. CCXVI, c. 336-7. Cf. *Porthast, Reg. pont. Rom.*, n° 4119.

CI.

30 octobre 1210.

(EJUSDEM SUPER EODEM ABBATI SANCTI RUFII) ¹.

INNOCENTIUS episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis (Arnaldo)] abbati et conventui Sancti Rufi [sal. et apost. bened.]. Cum ecclesia cathedralis, *etc. ut in alia usque* fraudaretur, venerabilis frater noster Patracensis archiepiscopus nobis humiliter supplicavit ut licentiam, *etc. ut in alia usque* de collegio ecclesiæ vestræ sibi concedere dignaremur; quibus ita est pollicitus providere: in primis siquidem terras eis et vineas assignabit, de quibus, *etc. usque* deferenda; præterea statuet ut eis pisces, *etc. usque* pro vestibus autem assignabit eis in certis locis, *etc. usque* pauperibus et hospitibus dabit eis quinquaginta carrugatas, *etc. ut in alia per totum usque* acceptanda, dimidiabit cum eis cunctas possessiones, *etc. usque* consuevit. Nos igitur piis ejus precibus inclinati, *etc. usque* de consilio fratrum nostrorum hoc sibi duximus concedendum: ita nimirum, *etc. usque* regulariter eligentes, ipsum sibi vel suis repræsentent successoribus confirmandum, *etc. usque* eligendi. Quocirca devotionem vestram rogamus attentius et monemus, per apostolica vobis scripta mandantes quatenus hujusmodi propositum prompto prosequentes favore, conventum de fratribus vestris eidem archiepiscopo, in suis deducendum expensis, propter hoc assignare curetis.

Datum, *ut in alia per totum*.

1. INNOCENTI III *Reg.*, lib. XIII, ep. 160. Texte impr. dans *Innoc. epist.*, éd. Bosquet, p. 134 : éd. Baluze, t. II, p. 485; *Patr. lat.*, t. CCXVI, c. 337-8. Cf. POTHAST, *Reg. pont. Rom.*, n° 4120.

CII.

5 février 1211.

CARTA DE AQUA SANCTI VICTORIS ¹.

ABC DEF GHI KLM NOP QTR STU X Y Z &

NOTUM sit universis ad quorum noticiam presens carta devenierit, quod inter ecclesiam Sancti Ruphi et monasterium Sancti Theofredi ² et domum Sancti Victoris facta est compositio in hunc modum. Dictum est ut domus Sancti Ruphi habeat alveum Sancti Victoris a prin-

cipio usque ad insulam, et ducat aquam alvei per viam que ducit ad Sanctum Victorem, vel per vineas vel terras adjacentes, usque ad locum qui dicitur Campus Capionetus : ita tamen quod terras vel vineas per quas alveus factus fuerit emat a dominis suis. Pro placitamentis vero vel pro diminutione census facienda secundum quantitatem terrarum illarum, domus Sⁱ Victoris nichil possit exigere ; de terris seu vineis quas domus Sⁱ Victoris nullo mediante possidet, pro faciendo alveo nichil habeat. Antiquus alveus remanebit liber domui Sⁱ Victoris : salvo tamen quod, si recompensationem facere potuerit hominibus per quorum terras vel vineas alveus factus fuerit, arbitrio boni viri facere teneatur. Domus Sⁱ Ruphi transferet molendina ad locum qui dicitur Campus Capionetus, ubi melius sibi in illo loco placuerit ; et totus locus ille, a vinea que est Andree de Villa Nova usque ad vineam Raynaldi de Pineto, liber et sine omni questione remanebit ecclesie Sⁱ Ruphi ; et vineam illam Raynaldi de Pineto ecclesia Sⁱ Ruphi libere, quandocumque voluerit, adquirere possit sine placitamento, et in toto loco illo nullus omnino possit accipere lapides vel arenam, nisi ad opus molendinorum vel officiorum que ibi fient, et habebit omnia que sunt in antiquis molendinis, tam in lignis quam in lapidibus et omnibus utensilibus, exceptis quod de molis fiet ad cognitionem Wⁱ Arnaldi. Similiter habebit omnes alias officinas usque ad alveum insule, quas emet a dominis suis, tamen sine placitamentis. § Pro molendinis et aliis omnibus supradictis dabit ecclesia Sⁱ Ruphi quinquaginta sestarios frumenti comunis ad molendinum Album, ad mensuram vendentem ad petram Valencie ; alios quinquaginta ad eandem mensuram dabit de sigalo vel grano quod valeret sigalum annuatim. Sciendum eciam quod domus Sⁱ Victoris in predictis molendinis granum mense sue, quantumcumque ei necesse fuerit et quandocumque, et molendinarii molendini gratis et sine omni expensa a domo Sⁱ Victoris bladum usque ad molendinum portabunt et a molendino reportabunt, et in molendino officium suum libere exercebunt : congrua tamen oportunitate captata. § Pro illo spacio quod erit a molendinis usque ad insulam, sive sint ibi officine vel officia sive remaneat vacuum, domus Sⁱ Ruphi dabit annuatim XL. solidos Viennenses domui Sⁱ Victoris. Hanc autem libertatem habebit domus Sancti Ruphi, quod in illo spacio poterit facere quicquid voluerit, sive in molendinis sive in

batitoribus vel etiam aliis quibuslibet officiis, et nullo mediante semper si voluerit poterit possidere; si vero vendiderit aliquid quod in illo spacio contineatur, domus Sⁱ Victoris habebit placitamenta: ille tamen vel illi qui eument, habebunt super illud ab ecclesia Sⁱ Ruphi et persolvent ei censum, quantumcumque sit: salvo tamen dominio et jure domus Sⁱ Victoris, sicut supradictum est. Si vero contingeret quod domus Sancti Ruphi vellet differre vel nollet, vel non posset nunc emere illas officinas vel officia que sub molendinis sunt modo vel erunt, quantumcumque differatur de prima vice qua emet sive unum sive omnia, non dabit placitamentum. Locus in quo sunt molendina antiqua remanebit liber domui Sⁱ Victoris. De orto de quo est questio ita fiet: si domus Sⁱ Victoris probare potuerit, ad cognitionem W(ilhelm)i Arnaldi, per ostensionem cartarum vel alia que sibi fidem faciant, quod in predicto orto vi. denarios habeat censuales, ecclesia Sⁱ Ruphi persolvat illos vi. denarios domui Sⁱ Victoris annuatim et ab ea dominium recognoscat: ita tamen quod, nisi voluerint, nunquam vendere teneatur. Illis omnibus completis, domus Sⁱ Victoris totum alveum et omnia huic operi pertinencia bona fide pro omni posse suo semper custodiet et defendet: quod si quis super hiis omnibus questionem moveret, secundum justiciam se opponet; et si contingeret quod domus Sⁱ Victoris non posset aquam de jure defendere, sicut usque modo consuevit habere, ecclesia Sⁱ Ruphi non teneretur ei de censu. Ecclesia Sⁱ Ruphi sumet de aqua ubi voluerit et quantum voluerit ad introducendum in insulam et in monasterium, ad omnia que sibi intus et extra utilia poterunt apparere. De aqua ipsius alvei nullus poterit aliquid sumere a principio usque in finem, sive voluntate ecclesie Sⁱ Ruphi: salvo quod domus Sⁱ Victoris ad opus orti mense sue, sine omni dampno molendinorum et officiorum, accipere poterit; et hoc idem alii facere poterunt, ad eundem modum ad quem aqua in veteri alveo percipere consueverunt. Si domus Sⁱ Ruphi nunc vel aliquo tempore molendina vel officia vel aliquod horum ad vitam unius hominis dare voluerit, si aliquid ab illo acceperit vel in denariis vel aliquo alio servicio, quantumcumque sit, placitamentum non tenebitur dare. Si contingeret quod per alveum novum quem faciet ecclesia Sⁱ Ruphi non posset aqua venire sicut creditur, ecclesia Sⁱ Ruphi de omnibus supradictis non teneretur. Verumtamen postquam ecclesia Sⁱ Ru-

phi aquam acciperet, de moltura quam ammitteret domus Sⁱ Victoris, si factum sicut creditur compleri non posset, ei satisfaceret arbitrio boni viri. Dimidium census predicti, tam frumenti quam sigali et denariorum, persolveretur in festo sancti Johannis et dimidium in Natali Domini. Sciendum eciam quod si domus Sⁱ Ruphi non posset ducere aquam per alveum novum, terras emptas ad opus alvei libere posset vendere : salvo censu Sⁱ Victoris. Sane notandum quod totus alveus et omnia que in eo fient, domui Sⁱ Victoris pro predicto precio tenebuntur. Ad hec, si super facto aque vel molendinorum a principio alvei usque in insulam aliquo tempore questio moveretur, prior Sⁱ Victoris debet se opponere et juste ecclesiam Sancti Ruphi defendere : ita quod, si causa secundum jus tractaretur, idem prior unum advocatum sub expensis suis usque ad decisionem cause habere teneatur ; si vero plures advocatos cause difficultas desideraverit, uno excepto domus Sⁱ Ruphi suis expensis alios tenebitur procurare ; nec poterit occasione querimonie annum censum retinere, dummodo ecclesia Sⁱ Victoris eam juste defendere sit parata. § Acta sunt hec anno ab Incarnatione Domini M^o.CC^o.X^o, in capitulo S(anct)i R(uph)i, nonis febraio², die sabbati. Ego P(etrus) Gasdinus, abbas S(anct)i Theofredi⁴, in capitulo Sⁱ Ruphi, presente conventu, quicquid in hoc instrumento continetur, consilio omnium fratrum nostrorum monachorum ecclesie Sⁱ Theofredi qui presentes aderant et absentes, laudavi et approbavi, atque sigilli nostri munimine et conventus presentem cartam roboravi. Et ego Ar(naldus), ecclesie Sⁱ Ruphi abbas, hoc idem laudavi et confirmavi, et sigillum nostrum et conventus apponi feci. Testes ex parte abbatis Sⁱ Ruphi fuerunt : R. Rufus, prior claustralis, Ar. de Castilon, prior Sⁱ Martini de Vienna, S. medicus, sacrista, V. de Annonayco, prior Sⁱ Jacobi, P. Chays, W^o de Nemaso, B. Petri, Helias, Alfandus, Falco de Monte Mira, camerarius, G. de la Fara, procurator, Jo. de Alvernia, Jo. de Vienna, B. filius Ay. de Navas, S. d'Ayrolas, helemosinarius, Eustorgius, W^o de Monfri, V. de Moyfo, G. del Bizage, F. de Sancto Georgio, W^o de Annonayco ; ex parte abbatis Sⁱ Theofredi⁵ : Aymar de Tribus Cerris, Bertrandus Maletus, Stephanus de Lesinnas, Falco prior Sⁱ Victoris, Raymundus de la Noiol, W^o de Cobo, Icterus de Chapio, Poncius de Montels, Ugo de Mont Revel. § Eodem anno, in capitulo Sⁱ Theofredi presentes fue-

